

Panorama des statistiques de l'OCDE

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

2013

échanges énergie santé ressources
éducation main-d'œuvre public transport taxes
production science conversion
recettes dépenses migration régions
technologie mondialisation
productivité finance revenu
environnement main-d'œuvre gouvernement prix investissement
société population

Panorama des statistiques de l'OCDE 2013

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2013), *Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : Economie, environnement et société*, Éditions OCDE.
<http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2013-fr>

ISBN 978-92-64-18367-4 (imprimé)
ISBN 978-92-64-18368-1 (HTML)

Annuel :
ISSN 1818-6394 (imprimé)
ISSN 1814-7372 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo :

Chapitre 2: © Image Source/Getty Images | Chapitre 3: © Istockphoto/Dan Barnes | Chapitre 4: © Stockbyte/Getty Images | Chapitre 5: © Lawrence Lawry/Photodisc/Getty Images | Chapitre 6: © Larry Lee Photography/Corbis | Chapitre 7: © Cocoon/Digital Vision/Getty Images | Chapitre 8: © Comstock Images/Comstock Images/Getty Images | Chapitre 9: © Digital Vision/Getty Images | Chapitre 10: © Jacobs Stock Photography/Getty Images | Chapitre 11 : © OCDE.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/editions/corrigenda.

© OCDE 2013

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2013

AVANT-PROPOS

Cette édition du *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la 8^e depuis sa première parution en 2005. Le monde a changé depuis d'une manière que peu de personnes auraient pu prévoir. Ainsi en 2005 la croissance économique était forte, les taux de chômage étaient bas et le secteur financier était considéré solide. Ce dernier *Panorama des statistiques de l'OCDE* dépeint une situation très différente. Il présente l'évolution des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux sur cette période marquante de l'histoire contemporaine.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est la publication statistique la plus complète de l'Organisation présentant les données sur une période assez longue constituant ainsi un outil essentiel pour cerner les tendances des pays. Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* offre un éventail représentatif des statistiques fondamentales couvrant les principaux thèmes statistiques tout en offrant une navigation rapide et simple. L'existence d'un tel recueil de statistiques est particulièrement importante à l'heure où nous assistons à une prolifération de données tous azimuts, phénomène que certains observateurs ont qualifié de « déluge de données ».

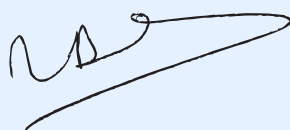
L'édition de cette année du *Panorama des statistiques de l'OCDE* offre de nouveaux indicateurs, en particulier sur les revenus et le patrimoine des ménages. Un nouveau chapitre sur ce sujet dresse un tableau statistique des conditions économiques des ménages, décrivant des indicateurs tels que la répartition des revenus, les taux d'épargne et les actifs financiers des ménages. Ces indicateurs ont été développés pour répondre à l'intérêt accru des gouvernants dans le secteur des ménages – une partie de notre société qui a souffert particulièrement du ralentissement économique dans de nombreux pays de l'OCDE.

Cette année le chapitre spécial porte sur l'égalité hommes-femmes. Les statistiques dans ce domaine sont essentielles pour comprendre la situation économique et sociale des femmes dans nos pays. Ce chapitre présente des données ventilées par sexe sur l'emploi, les revenus, l'éducation et la santé. Les indicateurs présentés proviennent d'un rapport bien plus exhaustif sur la parité hommes-femmes qui été publié récemment par l'OCDE – *Inégalités hommes-femmes : Il est temps d'agir*. Une des conclusions de cette étude est que les statistiques démontrent toujours beaucoup d'inégalités par sexe et qu'il reste encore fort à faire pour améliorer les mesures dans ce domaine important.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* ne contient pas des statistiques seulement pour les 34 pays membres de l'OCDE. Lorsqu'elles étaient disponibles et jugées comparables, des données sont incluses pour les partenaires clés et les pays candidats à l'adhésion de l'OCDE : l'Afrique du sud, le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie et la république populaire de Chine. De plus, quand cela est possible, certaines données sont compilées et publiées sous forme d'agrégats tels que les pays de l'OCDE, l'union européenne, la zone euro et le monde.

Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* est rédigé dans un langage accessible à tous, offrant aux utilisateurs une source complète de données sur les pays, les aidant à évaluer les performances d'un pays par rapport aux autres, et encourageant les lecteurs à aller plus loin dans l'exploration de la mine d'informations que constituent les données et les publications de l'OCDE. Toutes les données réunies dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE* sont accessibles en ligne par le biais des Statlinks qui se trouvent en dessous de chacun des tableaux et graphiques de cette publication, ainsi que par le biais des données et métadonnées consultables dans OECD.Statla plateforme de diffusion de données de l'Organisation, sous la forme de bases de données thématiques et de Profils statistiques par pays.

J'espère que les citoyens, les chercheurs, les analystes et les gouvernants considéreront cette publication comme un outil indispensable fournissant l'information dont ils ont besoin dans leur travail et leur vie en général.



Martine Durand

Chef statisticien de l'OCDE et Directrice de la Direction des statistiques

REMERCIEMENTS

L'élaboration de cette publication n'aurait pas été possible sans la coopération des autorités statistiques des pays de l'OCDE et des autres grandes économies présentées dans le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Cet ouvrage offre une image fidèle de la richesse des activités statistiques menées dans l'ensemble de l'OCDE, et reflète les travaux réalisés par les statisticiens de toute l'Organisation et de ses organes spécifiques – l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), le Centre de développement de l'OCDE et le Forum international des transports (FIT).

La Direction des Statistiques de l'OCDE assure la coordination générale de ce rapport dont David Brackfield est l'éditeur, Ingrid Herrbach a assumé la responsabilité technique globale des travaux et Lihan WEI a assuré une assistance technique. La Direction des relations extérieures et de la communication a fourni des directives éditoriales – menées par Eileen Capponi et Damian Garnys a coordonné les lectures complémentaires. Sue Kendall-Bilicki a préparé le Chapitre spécial. Le Service des technologies et réseaux d'information de la Direction exécutive de l'OCDE a apporté son précieux concours à la préparation de ce volume.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	4
Remerciements	5
Guide de l'utilisateur	8

Population et migration

POPULATION	12
Population totale	12
Fécondité	16
Population dépendante	18
Population par région	20
Population âgée par région	22
MIGRATION INTERNATIONALE	24
Population immigrée et étrangère	24
Tendances des migrations	26
Migrations et emploi	28
Migration et chômage	30

Production et productivité

PRODUCTION ET INVESTISSEMENT	34
Taille du PIB	34
Évolution du PIB	36
PIB par région	38
Taux d'investissement	40
PRODUCTIVITÉ	42
Niveaux de la productivité du travail	42
Évolution de la productivité du travail	44
Productivité et croissance	46
Coûts unitaires de la main-d'œuvre	48
Rémunération du travail	50
STRUCTURE ÉCONOMIQUE	52
Valeur ajoutée par activité	52
Valeur ajoutée réelle par activité	54
Petites et moyennes entreprises	56

Revenus et patrimoine des ménages

REVENUS ET ÉPARGNE	60
Revenu national par habitant	60
Revenu disponible des ménages	62
Épargne des ménages	64
INÉGALITÉS DES REVENUS	66
Inégalité des revenus	66
Taux et intensité de la pauvreté	68
PATRIMOINE DES MÉNAGES	70
Actifs financiers des ménages	70
Dette des ménages	72
Actifs non financiers des ménages	74

Mondialisation

ÉCHANGES	78
Part des échanges internationaux dans le PIB	78
Échanges internationaux de biens	80
Échanges internationaux de services	82
Partenaires commerciaux	84
IDE ET BALANCE DES PAIEMENTS	86
Investissement direct étranger	86
Balance des paiements	90

Prix

RIX ET TAUX D'INTÉRÊT	94
Inflation (IPC)	94
Indices des prix à la production	96
Taux d'intérêt à long terme	98
PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE	100
Taux de conversion	100
Taux de change effectifs réels	104

Énergie et transport

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE	108
Approvisionnement en énergie	108
Intensité énergétique	110
Production d'électricité	112
Énergie nucléaire	114
Contribution des énergies renouvelables	116
Production de pétrole	118
Prix du pétrole	120
TRANSPORT	122
Transport de marchandises	122
Transport de voyageurs	124
Accidents de la route	126

Travail

EMPLOI ET HEURES TRAVAILLÉES	130
Taux d'emploi	130
Taux d'emploi par groupe d'âge	132
Emploi à temps partiel	134
Emploi non salarié	136
Emploi par région	138
Durée effective du travail	140
CHÔMAGE	142
Taux de chômage	142
Chômage de longue durée	144
Chômage par région	146

Science et technologies

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT	150
Dépenses de recherche et développement	150
Chercheurs	152
Brevets	154
Biotechnologie	156
INFORMATION ET COMMUNICATIONS	158
Taille du secteur des TIC	158
Investissement dans les TIC	160
Exportations d'équipements liés aux TIC	162
Ordinateurs, Internet et télécommunications	164

Environnement

EAU ET RESSOURCES NATURELLES	168
Consommation d'eau	168
Pêcheries	170
AIR ET SOLS	172
Émissions de dioxyde de carbone	172
Déchets municipaux	174

Éducation

RÉSULTATS	178
Évaluation internationale des élèves	178
Désavantages scolaires	180
Aspirations professionnelles des jeunes de 15 ans	182
Inactivité des jeunes	184
Combien d'étudiants sont inscrits à l'étranger ?	186
Niveaux de formation	188
RESSOURCES	190
Dépenses unitaires d'éducation	190
Dépenses privées dans l'enseignement supérieur	192
Dépenses d'éducation	194

Gouvernement

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS	198
Dépenses, recettes et déficits publics	198
Dettes publiques	200
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	202
Répartition des dépenses entre les niveaux d'administration	202
Dépenses et recettes des administrations publiques par habitant	204
Coûts de production des administrations publiques	206

TRANSPARENCE DU GOUVERNEMENT	208
Divulgaration des conflits d'intérêts	208
Portée des législations relatives à l'accès à l'information	210

DÉPENSES PUBLIQUES	212
Dépenses sociales	212
Dépenses de retraite	214

SOUTIENS À L'AGRICULTURE ET AIDE ÉTRANGÈRE	216
Soutien des administrations publiques à l'agriculture	216
Concours publics à la pêche	218
Aide publique au développement	220

FISCALITÉ	224
Recettes fiscales totales	224
Impôts applicables au salarié moyen	228

Santé

ÉTAT DE SANTÉ	232
Espérance de vie	232
Mortalité infantile	234
Suicides	236

FACTEURS DE RISQUES	238
Tabagisme	238
Consommation d'alcool	240
Surpoids et obésité	242

RESSOURCES	244
Médecins	244
Personnel infirmier	246
Dépenses de santé	248

Chapitre Spécial

Égalité des sexes

Introduction	252
DE L'ÉCOLE AU TRAVAIL	254
Déscolarisés et inactifs	254
Emplois et salaires	256
VIE ET DE TRAVAIL	258
La création d'entreprise	258
Le partage du travail non rémunéré	260
SANTÉ ET VIEILLISSEMENT	262
Santé	262
Vieillesse et pauvreté	264

Index analytique	266
-------------------------	------------

GUIDE DE L'UTILISATEUR

Présentation et contenu

- Chaque tableau ou groupe de tableaux est précédé d'un bref commentaire qui donne la définition des statistiques (**Définition**) et expose les principaux problèmes qui peuvent se poser lorsqu'on veut comparer les résultats des pays (**Comparabilité**). Pour éviter toute erreur d'interprétation, les tableaux doivent donc être lus en liaison avec le texte d'accompagnement.
- Les tableaux et graphiques sont aussi disponibles en tant que fichiers à télécharger.
- En général, le grand public et les médias s'intéressent surtout aux statistiques dans une optique à court terme (par exemple, comment ont évolué ces derniers mois l'emploi, les prix ou le PIB ?). Le *Panorama des statistiques de l'OCDE* se situe dans une vision à plus long terme. Le texte et les graphiques rendent compte essentiellement de l'évolution intervenue au moins durant les dix dernières années qui vont jusqu'en 2011. Cette perspective à long terme permet de comparer dans de bonnes conditions les succès et les échecs des politiques mises en œuvre pour améliorer le niveau de vie et le bien-être social dans les pays.
- Afin de faciliter les comparaisons entre pays, un grand nombre d'indicateurs du *Panorama des statistiques* a été normalisé en les rapportant au produit intérieur brut (PIB) de chaque pays. Lorsque le PIB doit être converti en une monnaie commune, on a utilisé les parités de pouvoir d'achat (PPA) au lieu des taux de change. Lorsque les PPA ont été appliquées, les différences de niveau de PIB traduisent uniquement les différences de volume des biens et services, les écarts de niveau de prix ayant été éliminés.

Conventions

Sauf indication contraire :

- L'OCDE couvre tous les 34 pays membres de l'OCDE sauf si indiqué différemment dans la section comparabilité ; L'indicateur est soit la moyenne pondérée des valeurs des pays soit une moyenne arithmétique non pondérée.
- Les moyennes OCDE sont les moyennes arithmétiques non pondérées des pays membres de l'OCDE présentés dans le tableau.
- Pour chaque pays, les moyennes sur une période prennent uniquement en compte les années pour lesquelles les données sont disponibles. Le *taux moyen de croissance annuelle* d'une variable sur une période est la moyenne géométrique des taux de croissance annuels de cette variable au cours de cette période présentés dans le tableau (le taux composé de croissance annuelle).
- La période couverte est précisée dans chaque tableau ou graphique. La mention *XXXX ou dernière année disponible* (où XXXX est une année) signifie que les données pour les années ultérieures n'ont pas été prises en compte.

Signes, abréviations et acronymes

..	Valeur manquante ; non applicable ou non disponible	FMI	Fonds monétaire international
0	Moins de la moitié du niveau de précision de l'unité de l'observation	ONU	Nations Unies
-	Zéro absolu	OIT	Organisation internationale du travail
USD	Dollars des États-Unis	OMC	Organisation mondiale du commerce
CAD	Comité d'aide au développement	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CEE ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe	ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	UIT	Union internationale des télécommunications

Dans la plupart des graphiques, les codes ISO sont utilisés pour les pays

DEU	Allemagne	IRL	Irlande	GBR	Royaume-Uni
AUS	Australie	ISL	Islande	SVN	Slovénie
AUT	Autriche	ISR	Israël	SWE	Suède
BEL	Belgique	ITA	Italie	CHE	Suisse
CAN	Canada	JPN	Japon	TUR	Turquie
CHL	Chili	LUX	Luxembourg	UE27	Union européenne
KOR	Corée	MEX	Mexique		
DNK	Danemark	NOR	Norvège	ZAF	Afrique de Sud
ESP	Espagne	NZL	Nouvelle-Zélande	BRA	Brésil
EST	Estonie	NLD	Pays-Bas	CHN	Chine
USA	États-Unis	POL	Pologne	RUS	Fédération de Russie
FIN	Finlande	PRT	Portugal	IND	Inde
FRA	France	SVK	République slovaque	IDN	Indonésie
GRC	Grèce	CZE	République tchèque	WLD	Monde
HUN	Hongrie				

StatLinks

Cet ouvrage offre une prestation unique, **StatLink**, qui permet de télécharger en version Excel® les graphiques et les tableaux. Le lien **StatLink** figure au bas de chaque tableau ou graphique. Ce lien correspond à une adresse Internet. Utilisez-le avec votre navigateur Internet pour obtenir les données en format Excel®.

Pour de plus amples informations sur **StatLink**, voir : www.oecd.org/statistics/statlink.

Accéder aux publications de l'OCDE

- Les publications de l'OCDE citées dans le présent ouvrage sont disponibles via OECD iLibrary (www.oecd-ilibrary.org), la bibliothèque en ligne de l'OCDE.
- Tous les documents de travail de l'OCDE peuvent être téléchargés via OECD iLibrary.
- Toutes les bases de données mentionnées dans le livre peuvent également être consultées via OECD iLibrary.
- De plus, les versions imprimées de tous les livres de l'OCDE peuvent être achetées sur le site de vente par correspondance de l'OCDE, www.oecdbookshop.org.

Glossaire de termes statistiques

Le *Glossaire de termes statistiques* en ligne de l'OCDE (www.oecd.org/statistics/glossary) complète parfaitement le *Panorama des statistiques de l'OCDE*. Il contient près de 7 000 définitions de termes, acronymes et concepts, sous une forme très conviviale. Ces définitions proviennent essentiellement des directives et recommandations statistiques internationales formulées ces deux ou trois dernières décennies par des organisations comme les Nations Unies, l'OIT, l'OCDE, Eurostat, le FMI et les instituts nationaux de la statistique.





POPULATION ET MIGRATION

POPULATION

POPULATION TOTALE

FÉCONDITÉ

POPULATION DÉPENDANTE

POPULATION PAR RÉGION

POPULATION ÂGÉE PAR RÉGION

MIGRATION INTERNATIONALE

POPULATION IMMIGRÉE ET ÉTRANGÈRE

TENDANCES DES MIGRATIONS

MIGRATIONS ET EMPLOI

MIGRATION ET CHÔMAGE

POPULATION TOTALE

La taille et la croissance de la population d'un pays sont à la fois les causes et les conséquences des évolutions sociales et économiques. Le rythme de l'accroissement naturel de la population a ralenti dans tous les pays de l'OCDE.

Les projections relatives à la population, qui offrent des indications sur l'évolution probable de la taille et de la structure futures de la population, sont couramment utilisées dans le domaine de la démographie. Elles étayent les autres projections statistiques (prestation de services, emploi) et, à ce titre, constituent un outil très précieux pour aider les pouvoirs publics dans leurs prises de décisions.

Définition

Les données se rapportent à la population résidente, c'est-à-dire qu'elles offrent une mesure de la population qui réside habituellement dans une zone donnée. Pour des pays qui ont des colonies, des protectorats ou d'autres possessions territoriales outre-mer, les statistiques n'englobent pas, en règle générale, les populations résidant dans ces territoires. Les taux de croissance correspondent aux variations annuelles de la population résultant du solde des naissances, des décès et de l'immigration nette au cours de l'année. La population d'âge actif correspond aux 15-64 ans.

Comparabilité

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les statistiques de la population sont basées sur des recensements réguliers réalisés tous les dix ans, et, pour les années intermédiaires, sur les données administratives relatives aux migrations. Dans plusieurs pays européens, les données proviennent intégralement de

registres administratifs. Les données démographiques présentent un bon degré de comparabilité.

À noter que, pour certains pays, les chiffres de population indiqués ne sont pas ceux qui sont utilisés pour calculer le PIB et d'autres statistiques économiques par habitant, mais les écarts entre les séries de données sont généralement faibles.

Les projections démographiques sont tirées des sources nationales lorsque celles-ci sont mises à disposition mais, pour certains pays, elles sont basées sur les projections de l'ONU ou d'Eurostat. Toutes les projections démographiques requièrent des hypothèses sur les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et des migrations. Souvent, un ensemble de projections est produit en utilisant différentes hypothèses sur ces tendances futures. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales (probabilité de 50 % que la population soit inférieure et de 50 % qu'elle soit supérieure).

Il faut noter que pour le Mexique, la population issue du recensement de la population et des ménages de 2010 s'élevait à 112,3 millions d'habitants, contre une précédente estimation de 108,4 millions d'habitants utilisée dans le tableau. Le ministère de l'Intérieur travaille actuellement à la série chronologique tirée des résultats du recensement de la population et des ménages du Mexique. Dès que les données seront disponibles, elles seront actualisées dans la version numérique du Panorama de statistiques de l'OCDE, à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-data-en>.

En bref

En 2010, les pays de l'OCDE regroupaient 18 % de la population mondiale, estimée à 6,9 milliards de personnes. La Chine en représentait 19 % et l'Inde 18 %. En 2010, à l'intérieur de la zone OCDE, les États-Unis comptaient pour 25 % de la population totale, suivis par le Japon (10 %), le Mexique (9 %), l'Allemagne (7 %) et la Turquie (6 %).

Entre 2007 et 2010, des taux de croissance démographique nettement supérieurs à la moyenne des pays de l'OCDE (0,6 % par an) ont été enregistrés en Israël, au Mexique et en Turquie (pays à forte natalité), ainsi qu'en Australie, au Canada, au Chili, en Corée, en Espagne, aux États-Unis, au Luxembourg, en Norvège, en Suède et en Suisse (pays à fort excédent migratoire). La Nouvelle-Zélande et l'Irlande ont également enregistré un taux de croissance démographique supérieur à la moyenne de l'OCDE, sous l'effet d'un taux de natalité équivalent au taux de remplacement (taux de fécondité total de 2,1 enfants par femme) et d'un taux de migration nette positif.

En Hongrie et en Allemagne, la population a décliné principalement en raison de faibles taux de natalité. Le taux de croissance démographique était également négatif en Estonie et il était très faible, quoique toujours positif, au Japon, en Pologne, au Portugal et en République slovaque. Jusqu'en 2050, on estime que la population des pays de l'OCDE va augmenter de moins de 0,2 % par an.

Sources

- Pour les pays membres : sources nationales, Nations Unies et Eurostat.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du sud : Nations Unies, *Perspectives de la population mondiale*: Révision de 2010.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *The Future of Families to 2030*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.
- *Perspectives démographiques mondiales des Nations Unies*.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnees.



POPULATION TOTALE

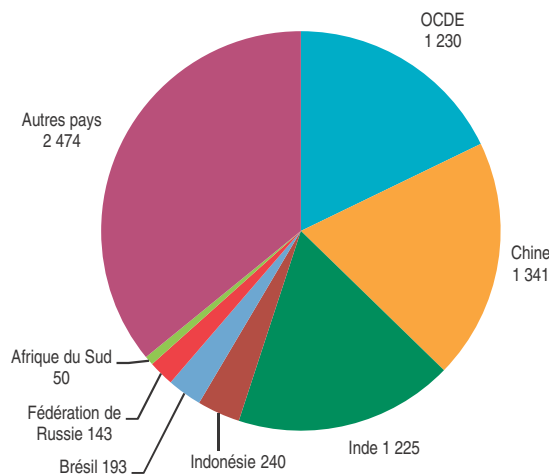
Population
Milliers

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2020	2050
Allemagne	82 350	82 488	82 534	82 516	82 469	82 376	82 266	82 110	81 902	81 777	..	79 914	69 412
Australie	19 413	19 651	19 895	20 127	20 395	20 698	21 015	21 499	21 955	22 298	22 618	25 288	33 959
Autriche	8 042	8 082	8 121	8 172	8 228	8 269	8 301	8 337	8 365	8 390	8 421	8 724	9 360
Belgique	10 287	10 333	10 376	10 421	10 479	10 548	10 626	10 710	10 796	10 896	..	11 758	13 139
Canada	31 019	31 354	31 640	31 941	32 245	32 576	32 930	33 316	33 720	34 109	..	36 344	41 896
Chili	15 572	15 746	15 919	16 093	16 267	16 433	16 598	16 763	16 929	17 094	17 248	18 549	20 205
Corée	47 357	47 622	47 859	48 039	48 138	48 372	48 598	48 949	49 182	49 410	49 779	51 436	48 121
Danemark	5 359	5 376	5 391	5 405	5 419	5 437	5 461	5 494	5 523	5 548	..	5 582	5 621
Espagne	40 720	41 314	42 005	42 692	43 398	44 116	44 879	45 556	46 271	46 971	..	45 568	42 703
Estonie	1 364	1 359	1 354	1 349	1 346	1 344	1 342	1 341	1 340	1 340	..	1 328	1 250
États-Unis	284 969	287 625	290 108	292 805	295 517	298 380	301 231	304 094	306 772	309 330	311 592	341 387	439 010
Finlande	5 188	5 201	5 213	5 228	5 246	5 266	5 289	5 313	5 339	5 363	5 388	5 636	6 090
France	59 476	59 894	60 304	60 734	61 182	61 597	61 965	62 300	62 628	62 959	63 294	66 098	72 341
Grèce	10 950	10 988	11 024	11 062	11 104	11 148	11 193	11 237	11 283	11 308	..	11 426	10 605
Hongrie	10 188	10 159	10 130	10 107	10 087	10 071	10 056	10 038	10 023	10 000	..	9 856	8 718
Irlande	3 866	3 932	3 997	4 070	4 160	4 260	4 357	4 426	4 459	4 474	..	4 774	5 482
Islande	285	288	289	293	296	304	311	319	319	318	319	345	420
Israël	6 439	6 570	6 690	6 809	6 930	7 054	7 180	7 309	7 486	7 624	..	9 022	..
Italie	56 977	57 157	57 605	58 175	58 607	58 942	59 375	59 832	60 193	60 483	..	59 001	55 710
Japon	127 291	127 435	127 619	127 687	127 768	127 770	127 771	127 692	127 510	128 057	127 799	124 100	97 076
Luxembourg	442	446	452	458	465	473	480	489	498	507	..	523	644
Mexique	99 716	100 909	102 000	103 002	103 947	104 874	105 791	106 683	107 551	108 396	109 220	115 762	121 856
Norvège	4 514	4 538	4 565	4 592	4 623	4 661	4 709	4 768	4 829	4 889	4 953	5 061	5 854
Nouvelle-Zélande	3 881	3 949	4 027	4 088	4 134	4 185	4 228	4 269	4 316	4 368	4 405	4 565	5 046
Pays-Bas	16 046	16 149	16 225	16 282	16 320	16 346	16 382	16 446	16 530	16 615	..	17 240	17 343
Pologne	38 251	38 232	38 195	38 180	38 161	38 132	38 116	38 116	38 153	38 187	..	37 830	34 543
Portugal	10 293	10 368	10 441	10 502	10 549	10 584	10 608	10 622	10 632	10 637	..	10 832	10 674
République slovaque	5 379	5 379	5 380	5 382	5 387	5 391	5 397	5 407	5 419	5 430	..	5 417	4 880
République tchèque	10 236	10 205	10 207	10 216	10 236	10 269	10 334	10 424	10 487	10 520	..	10 287	9 457
Royaume-Uni	59 108	59 326	59 566	59 031	59 408	59 751	60 137	60 540	60 927	61 344	61 761	66 754	76 959
Slovénie	1 992	1 995	1 996	1 997	2 000	2 007	2 010	2 021	2 040	2 049	..	2 066	1 994
Suède	8 896	8 925	8 958	8 994	9 030	9 081	9 148	9 220	9 299	9 378	9 449	9 976	10 726
Suisse	7 227	7 285	7 339	7 390	7 437	7 484	7 551	7 648	7 744	7 822	..	8 379	8 981
Turquie	65 133	66 008	66 873	67 723	68 566	69 395	70 215	71 079	71 897	72 698	..	80 257	96 496
UE-27	484 216	485 641	487 722	489 966	492 173	494 251	496 489	498 686	500 395	501 792	503 279	514 913	523 804
OCDE	1 158 225	1 166 286	1 174 295	1 181 563	1 189 545	1 197 595	1 205 851	1 214 366	1 221 954	1 229 690	1 231 746	1 291 087	1 393 722
Afrique du Sud	45 390	46 015	46 631	47 227	47 793	48 331	48 842	49 319	49 752	50 133	50 385	52 573	56 757
Bésil	173 808	176 304	178 741	181 106	183 383	185 564	187 642	189 613	191 481	193 253	194 933	207 143	215 288
Chine	1 277 904	1 285 934	1 293 397	1 300 552	1 307 594	1 314 581	1 321 482	1 328 276	1 334 909	1 341 335	1 348 010	1 387 792	1 295 604
Fédération de Russie	146 162	145 520	144 881	144 307	143 843	143 510	143 295	143 163	143 064	142 958	142 823	141 022	126 188
Inde	1 071 374	1 088 694	1 105 886	1 122 991	1 140 043	1 157 039	1 173 972	1 190 864	1 207 740	1 224 614	1 241 948	1 386 909	1 692 008
Indonésie	216 204	219 026	221 839	224 607	227 303	229 919	232 462	234 951	237 415	239 871	242 206	262 570	293 456
Monde	6 200 003	6 276 722	6 353 196	6 429 758	6 506 649	6 583 959	6 661 638	6 739 611	6 817 737	6 895 889	6 975 114	7 656 528	9 306 128

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711733>

Population mondiale

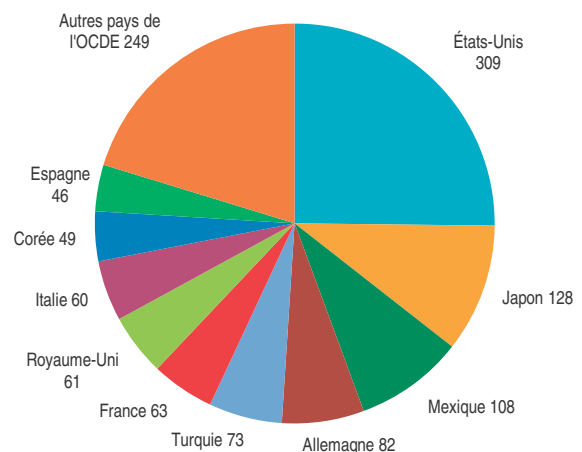
Millions, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711752>

Population de la zone OCDE

Millions, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711790>

POPULATION TOTALE

Taux de croissance démographique

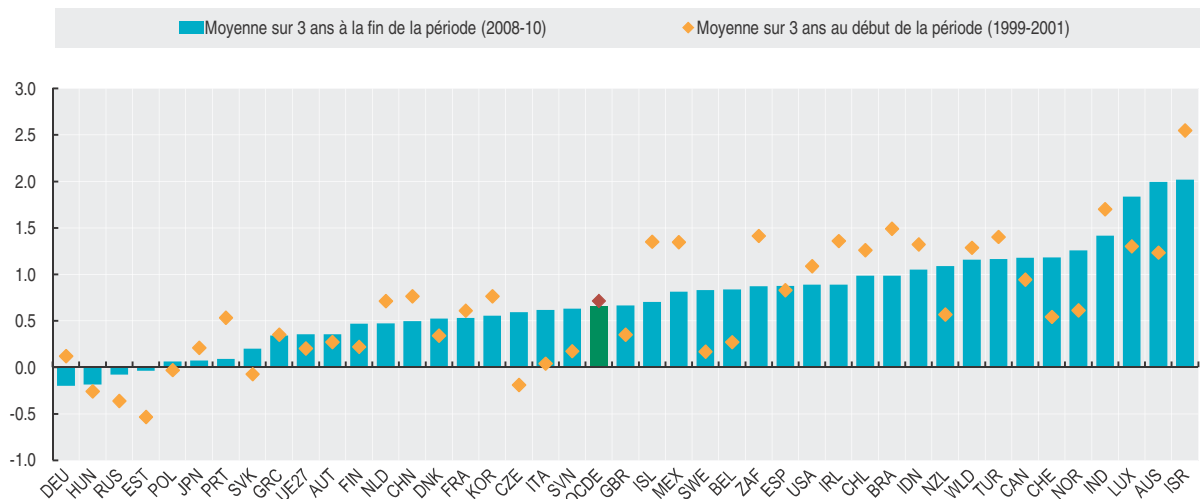
Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.06	0.14	0.17	0.17	0.06	-0.02	-0.06	-0.11	-0.13	-0.19	-0.25	-0.15	..
Australie	1.15	1.20	1.36	1.23	1.24	1.17	1.33	1.49	1.53	2.30	2.12	1.56	1.44
Autriche	0.19	0.24	0.38	0.49	0.49	0.62	0.68	0.50	0.39	0.44	0.34	0.29	0.37
Belgique	0.23	0.24	0.34	0.45	0.42	0.43	0.55	0.66	0.74	0.79	0.81	0.92	..
Canada	0.82	0.94	1.09	1.08	0.91	0.95	0.95	1.03	1.09	1.17	1.21	1.15	..
Chili	1.34	1.32	1.13	1.12	1.10	1.09	1.08	1.02	1.01	1.00	0.99	0.98	0.90
Corée	0.71	0.84	0.74	0.56	0.50	0.38	0.21	0.49	0.47	0.72	0.48	0.46	0.75
Danemark	0.33	0.33	0.36	0.32	0.27	0.26	0.28	0.33	0.44	0.59	0.54	0.45	..
Espagne	0.52	0.84	1.14	1.46	1.67	1.64	1.65	1.66	1.73	1.51	0.77	0.35	..
Estonie	-0.76	-0.45	-0.40	-0.40	-0.37	-0.32	-0.24	-0.19	-0.14	-0.07	-0.03	-0.01	..
États-Unis	1.15	1.12	0.99	0.93	0.86	0.93	0.93	0.97	0.96	0.95	0.88	0.83	0.73
Finlande	0.23	0.21	0.23	0.24	0.24	0.29	0.34	0.38	0.43	0.47	0.48	0.46	0.46
France	0.48	0.66	0.70	0.70	0.68	0.71	0.74	0.68	0.60	0.54	0.53	0.53	0.53
Grèce	0.44	0.32	0.30	0.34	0.33	0.35	0.38	0.40	0.40	0.40	0.41	0.22	..
Hongrie	-0.28	-0.26	-0.23	-0.28	-0.29	-0.22	-0.20	-0.16	-0.15	-0.17	-0.15	-0.23	..
Irlande	1.13	1.34	1.60	1.70	1.64	1.85	2.20	2.41	2.27	1.58	0.75	0.35	..
Islande	1.24	1.43	1.39	0.88	0.60	1.15	1.12	2.86	2.32	2.56	-0.03	-0.39	0.32
Israël	2.59	2.68	2.38	2.03	1.82	1.78	1.78	1.78	1.79	1.79	2.42	1.84	..
Italie	0.02	0.05	0.06	0.32	0.78	0.99	0.74	0.57	0.74	0.77	0.60	0.48	..
Japon	0.16	0.19	0.29	0.11	0.14	0.05	0.06	0.00	0.00	-0.06	-0.14	0.43	-0.20
Luxembourg	1.36	1.35	1.20	1.05	1.22	1.43	1.54	1.61	1.56	1.80	1.87	1.84	..
Mexique	1.38	1.36	1.30	1.20	1.08	0.98	0.92	0.89	0.87	0.84	0.81	0.79	0.76
Norvège	0.69	0.65	0.51	0.54	0.59	0.59	0.68	0.81	1.04	1.25	1.27	1.25	1.30
Nouvelle-Zélande	0.53	0.59	0.59	1.75	1.99	1.50	1.14	1.23	1.04	0.96	1.10	1.20	0.85
Pays-Bas	0.67	0.72	0.76	0.64	0.47	0.35	0.23	0.16	0.22	0.39	0.52	0.51	..
Pologne	-0.03	-0.04	-0.01	-0.05	-0.10	-0.04	-0.05	-0.08	-0.04	0.00	0.10	0.09	..
Portugal	0.42	0.53	0.66	0.73	0.70	0.58	0.45	0.33	0.23	0.13	0.09	0.05	..
République slovaque	0.10	-0.14	-0.18	0.00	0.01	0.05	0.08	0.08	0.11	0.17	0.22	0.21	..
République tchèque	-0.10	-0.11	-0.35	-0.31	0.02	0.08	0.19	0.33	0.63	0.87	0.60	0.31	..
Royaume-Uni	0.33	0.36	0.37	0.37	0.41	-0.90	0.64	0.58	0.65	0.67	0.64	0.68	0.68
Slovénie	0.07	0.30	0.16	0.12	0.06	0.06	0.17	0.32	0.17	0.55	0.91	0.44	..
Suède	0.08	0.16	0.27	0.33	0.37	0.39	0.40	0.56	0.74	0.78	0.86	0.86	0.76
Suisse	0.48	0.56	0.59	0.80	0.74	0.69	0.64	0.63	0.90	1.28	1.26	1.01	..
Turquie	1.44	1.40	1.37	1.34	1.31	1.27	1.24	1.21	1.18	1.23	1.15	1.11	..
UE-27	0.19	0.23	0.19	0.29	0.43	0.46	0.45	0.42	0.45	0.44	0.34	0.28	0.30
OCDE	0.69	0.73	0.72	0.70	0.69	0.62	0.68	0.68	0.69	0.71	0.62	0.63	0.17
Afrique du Sud	1.43	1.41	1.41	1.38	1.34	1.28	1.20	1.13	1.06	0.98	0.88	0.77	0.50
Bésil	1.50	1.50	1.48	1.44	1.38	1.32	1.26	1.19	1.12	1.05	0.99	0.93	0.87
Chine	0.84	0.77	0.69	0.63	0.58	0.55	0.54	0.53	0.52	0.51	0.50	0.48	0.50
Fédération de Russie	-0.31	-0.36	-0.41	-0.44	-0.44	-0.40	-0.32	-0.23	-0.15	-0.09	-0.07	-0.07	-0.09
Inde	1.75	1.70	1.66	1.62	1.58	1.55	1.52	1.49	1.46	1.44	1.42	1.40	1.42
Indonésie	1.33	1.32	1.32	1.31	1.28	1.25	1.20	1.15	1.11	1.07	1.05	1.03	0.97
Monde	1.32	1.29	1.26	1.24	1.22	1.21	1.20	1.19	1.18	1.17	1.16	1.15	1.15

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711771>

Taux de croissance démographiques

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711828>



POPULATION TOTALE

Population d'âge actif

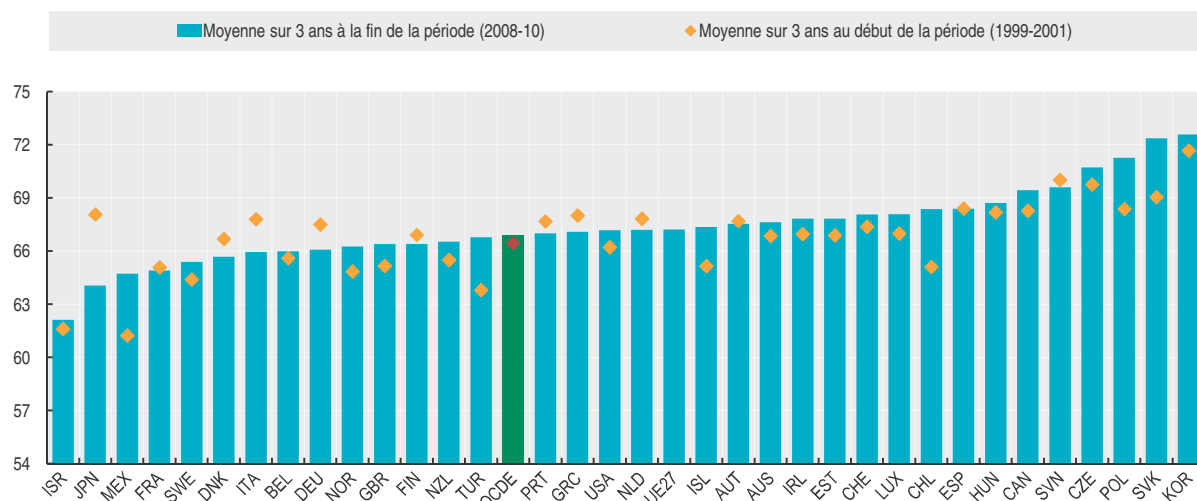
En pourcentage de la population totale

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	67.8	67.5	67.2	67.0	66.7	66.4	66.9	66.6	66.3	66.2	66.1	66.0	..
Australie	66.8	66.9	66.9	67.0	67.2	67.3	67.3	67.4	67.5	67.6	67.7	67.6	67.4
Autriche	67.6	67.8	67.7	67.9	68.1	68.1	67.8	67.6	67.5	67.5	67.5	67.6	67.7
Belgique	65.7	65.6	65.6	65.6	65.6	65.6	65.6	65.8	66.0	66.1	66.0	65.9	..
Canada	68.1	68.3	68.5	68.7	68.8	69.0	69.2	69.4	69.5	69.5	69.4	69.4	..
Chili	64.8	65.0	65.5	65.9	66.3	66.7	67.1	67.5	67.8	68.1	68.4	68.7	68.7
Corée	71.7	71.7	71.6	71.6	71.6	71.7	71.7	71.9	72.1	72.3	72.6	72.8	73.0
Danemark	66.8	66.7	66.5	66.4	66.3	66.2	66.1	66.1	66.0	65.9	65.7	65.4	..
Espagne	68.4	68.4	68.5	68.5	68.6	68.7	68.8	68.8	68.8	68.7	68.4	68.0	..
Estonie	66.6	66.9	67.2	67.4	67.7	67.9	68.1	68.1	68.0	67.9	67.9	67.7	..
États-Unis	66.0	66.2	66.4	66.6	66.7	66.9	67.1	67.3	67.3	67.2	67.2	67.1	67.1
Finlande	66.9	66.9	66.9	66.9	66.8	66.7	66.7	66.6	66.5	66.6	66.5	66.2	65.7
France	65.1	65.1	65.0	65.0	65.0	65.1	65.1	65.1	65.1	65.0	64.9	64.8	..
Grèce	67.9	68.0	68.0	67.9	67.8	67.6	67.3	67.1	67.1	67.0	67.1	..	..
Hongrie	68.0	68.2	68.3	68.5	68.6	68.7	68.8	68.8	68.8	68.8	68.7	68.7	..
Irlande	66.6	67.0	67.3	67.8	67.9	68.0	68.3	68.7	68.8	68.5	67.9	67.2	..
Islande	65.1	65.1	65.3	65.3	65.5	65.8	66.2	66.9	67.4	67.8	67.4	66.9	66.7
Israël	61.5	61.6	61.7	61.8	61.7	61.7	61.7	61.8	61.8	61.9	62.3	62.2	..
Italie	68.0	67.8	67.6	67.5	67.5	66.7	66.5	66.3	66.1	66.0	65.9	65.9	..
Japon	68.5	68.1	67.7	67.3	66.9	66.6	66.1	65.5	65.0	64.5	63.9	63.8	63.6
Luxembourg	66.8	67.0	67.2	67.1	67.1	67.3	67.3	67.5	67.6	67.9	68.1	68.3	..
Mexique	60.9	61.2	61.6	62.0	62.5	63.0	63.5	64.0	64.5	65.0	65.5	63.6	..
Norvège	64.7	64.8	65.0	65.1	65.3	65.5	65.6	65.9	66.1	66.3	66.3	66.2	66.1
Nouvelle-Zélande	65.5	65.5	65.5	65.8	66.1	66.3	66.4	66.5	66.5	66.6	66.5	66.5	66.4
Pays-Bas	67.9	67.8	67.8	67.7	67.7	67.6	67.5	67.4	67.4	67.3	67.2	67.0	..
Pologne	68.0	68.3	68.8	69.2	69.6	70.0	70.3	70.6	70.9	71.2	71.3	71.3	..
Portugal	67.7	67.7	67.6	67.5	67.5	67.4	67.3	67.3	67.3	67.2	67.0	66.8	..
République slovaque	68.5	69.1	69.6	70.1	70.6	71.1	71.5	71.8	72.1	72.3	72.4	72.3	..
République tchèque	69.4	69.8	70.1	70.4	70.7	70.9	71.1	71.2	71.2	71.1	70.8	70.3	..
Royaume-Uni	65.0	65.2	65.4	65.5	65.7	66.1	66.3	66.6	66.7	66.3	66.5	66.4	66.2
Slovénie	69.7	70.1	70.3	70.2	70.4	70.5	70.1	70.1	70.1	70.0	69.4	69.4	..
Suède	64.2	64.3	64.7	64.7	64.9	65.1	65.3	65.5	65.7	65.6	65.4	65.1	64.7
Suisse	67.3	67.3	67.5	67.6	67.8	67.9	68.0	68.0	68.1	68.1	68.1	68.0	..
Turquie	63.4	63.8	64.2	64.6	65.1	65.4	65.7	66.0	66.2	66.5	66.8	67.1	..
UE-27	..	68.5	68.4	68.2	68.2	68.2	68.3	67.4	67.4	67.3	67.2	67.1	66.9
OCDE	66.4	66.4	66.5	66.6	66.7	66.7	66.8	66.9	66.9	66.9	66.9	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Monde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711809>

Population d'âge actif

En pourcentage de la population totale

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711847>

FÉCONDITÉ

Comme la mortalité et les migrations, le taux de fécondité constitue un élément de la croissance démographique, laquelle reflète à la fois les causes et les conséquences de l'évolution économique et sociale.

Définition

L'indicateur conjoncturel de fécondité pour une année donnée est le nombre d'enfants que chaque femme pourrait mettre au monde en supposant qu'elle demeure en vie jusqu'à la fin de sa période de fécondité et qu'elle donne naissance, à un âge donné, au nombre d'enfants correspondant au niveau de fécondité de l'année considérée pour cet âge.

Comparabilité

L'indicateur conjoncturel de fécondité est généralement calculé en faisant la somme des taux de fécondité à un âge donné sur une période de cinq ans. En supposant qu'il n'y ait pas de flux migratoires ni de variation de la mortalité, un indicateur conjoncturel de fécondité de 2,1 enfants par femme assure une stabilité générale de la population ; on parle également de « taux de fécondité de remplacement » car il assure le « remplacement » de la mère et du père, avec 0,1 enfant en plus pour prendre en compte la mortalité infantile.

Les données sont collectées chaque année auprès des offices statistiques nationaux. Les années de référence sont 2010 (2009 pour le Canada et le Chili) et 1970 (1980 pour le Brésil, l'Estonie et Israël).

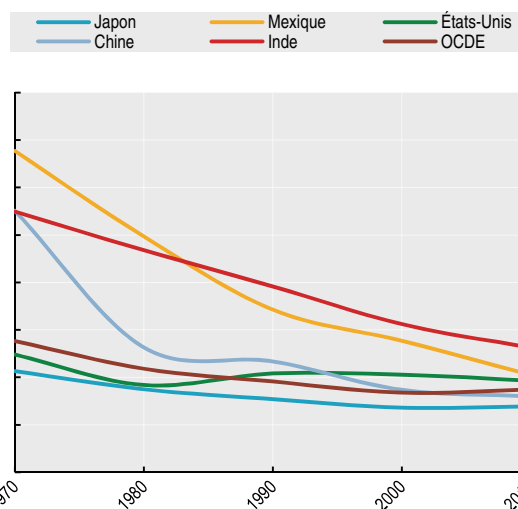
En bref

Dans les pays de l'OCDE, l'indicateur conjoncturel de fécondité a baissé de manière spectaculaire sur les dernières décennies, tombant d'une moyenne de 2,7 enfants par femme en 1970 à 1,7 dans les années 2000. Dans tous les pays membres, le taux de fécondité des jeunes femmes a reculé, tandis que celui des femmes plus âgées a augmenté. Ce taux a commencé à remonter légèrement au début des années 2000, pour atteindre en moyenne 1,7 en 2010. Le taux conjoncturel de fécondité est inférieur au seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme) dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception de l'Islande, d'Israël et de la Nouvelle-Zélande, de même qu'en Afrique du Sud, en Inde et en Indonésie pour les pays visés par l'engagement renforcé.

Ces dernières années, différentes évolutions caractérisent le taux de fécondité. Il recule par exemple en Australie, en Espagne, aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande, alors qu'il continue de progresser en Islande, en Israël, en Suède et en Suisse et qu'il a cessé d'augmenter dans de nombreux autres pays. Les conséquences de la crise économique dans ce domaine ne sont pas encore connues, mais les incertitudes économiques persistantes peuvent avoir une incidence néfaste sur le nombre d'enfants que les femmes en âge de procréer peuvent avoir.

Évolution des taux de fécondité

Nombre d'enfants nés de femmes âgées de 15 à 49 ans



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716046>

Sources

- Pour les pays membres, Brésil, Russie et Afrique du Sud: offices statistiques nationaux.
- Pour la Chine, l'Inde et l'Indonésie: Banque Mondiale World Development indicators.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- D'Addio, A.C. et M.M. d'Ercole (2005), "Trends and Determinants of Fertility Rates: The Role of Policies", *OECD Social Employment and Migration Working Papers*, No. 27, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Perspectives démographiques mondiales des Nations Unies*.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnees.
- Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur>.



Taux de fécondité

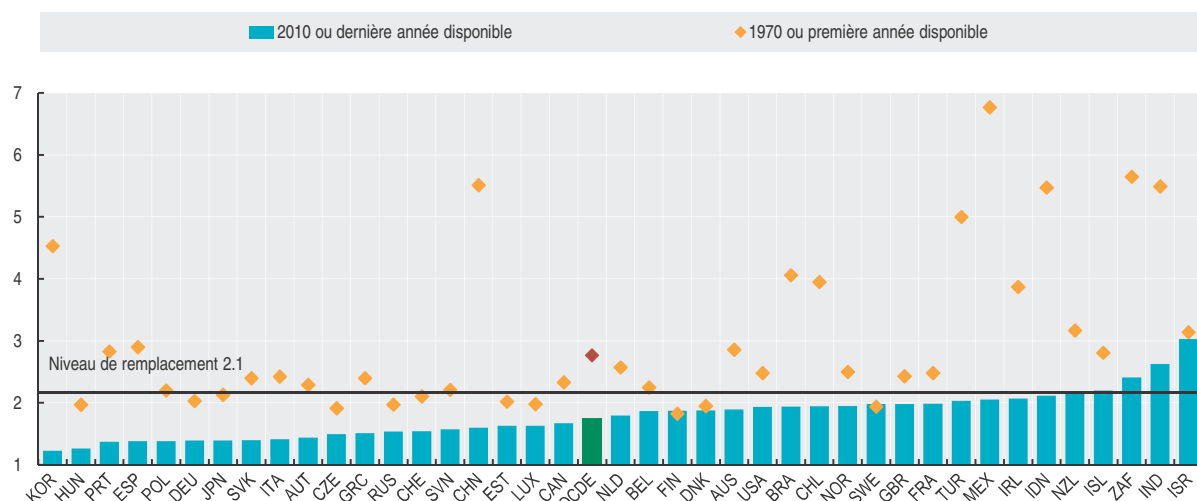
Nombre d'enfants nés de femmes âgées de 15 à 49 ans

	1970	1980	1990	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	2.03	1.56	1.45	1.38	1.34	1.34	1.36	1.34	1.33	1.37	1.38	1.36	1.39
Australie	2.86	1.89	1.90	1.76	1.76	1.75	1.76	1.79	1.82	1.92	1.96	1.90	1.89
Autriche	2.29	1.65	1.46	1.36	1.39	1.38	1.42	1.41	1.41	1.38	1.41	1.39	1.44
Belgique	2.25	1.68	1.62	1.67	1.65	1.67	1.72	1.76	1.80	1.82	1.85	1.86	1.87
Canada	2.33	1.68	1.71	1.49	1.50	1.53	1.53	1.54	1.59	1.66	1.68	1.67	..
Chili	3.95	2.72	2.59	2.05	1.94	1.89	1.85	1.84	1.83	1.88	1.92	1.94	..
Corée	4.53	2.82	1.57	1.47	1.17	1.18	1.15	1.08	1.12	1.25	1.19	1.15	1.23
Danemark	1.95	1.55	1.67	1.77	1.72	1.76	1.78	1.80	1.85	1.85	1.89	1.84	1.88
Espagne	2.90	2.22	1.36	1.23	1.26	1.31	1.32	1.34	1.38	1.39	1.46	1.39	1.38
Estonie	..	2.02	2.05	1.39	1.37	1.37	1.47	1.50	1.55	1.63	1.65	1.62	1.63
États-Unis	2.48	1.84	2.08	2.06	2.01	2.04	2.05	2.05	2.10	2.12	2.08	2.00	1.93
Finlande	1.83	1.63	1.79	1.73	1.72	1.76	1.80	1.80	1.84	1.83	1.85	1.86	1.87
France	2.48	1.95	1.78	1.87	1.86	1.87	1.90	1.92	1.98	1.96	1.99	1.99	1.99
Grèce	2.40	2.23	1.40	1.26	1.27	1.28	1.30	1.33	1.40	1.41	1.51	1.52	1.51
Hongrie	1.97	1.92	1.84	1.33	1.31	1.28	1.28	1.32	1.35	1.32	1.35	1.33	1.26
Irlande	3.87	3.23	2.12	1.90	1.98	1.98	1.95	1.88	1.90	2.03	2.10	2.07	2.07
Islande	2.81	2.48	2.31	2.08	1.93	1.99	2.03	2.05	2.07	2.09	2.14	2.22	2.20
Israël	..	3.14	3.02	2.95	2.89	2.95	2.90	2.84	2.88	2.90	2.96	2.96	3.03
Italie	2.43	1.68	1.36	1.26	1.27	1.29	1.33	1.32	1.35	1.37	1.42	1.41	1.41
Japon	2.13	1.75	1.54	1.36	1.32	1.29	1.29	1.26	1.32	1.34	1.37	1.37	1.39
Luxembourg	1.98	1.50	1.62	1.78	1.63	1.62	1.66	1.62	1.64	1.61	1.60	1.59	1.63
Mexique	6.77	4.97	3.43	2.77	2.46	2.34	2.25	2.20	2.17	2.13	2.10	2.08	2.05
Norvège	2.50	1.72	1.93	1.85	1.75	1.80	1.83	1.84	1.90	1.90	1.96	1.98	1.95
Nouvelle-Zélande	3.17	2.03	2.18	1.98	1.89	1.93	1.98	1.97	2.01	2.17	2.18	2.12	2.15
Pays-Bas	2.57	1.60	1.62	1.72	1.73	1.75	1.73	1.71	1.72	1.72	1.77	1.79	1.80
Pologne	2.20	2.28	1.99	1.37	1.25	1.22	1.23	1.24	1.27	1.31	1.39	1.40	1.38
Portugal	2.83	2.18	1.56	1.56	1.47	1.44	1.40	1.41	1.36	1.33	1.37	1.32	1.37
République slovaque	2.40	2.31	2.09	1.29	1.19	1.20	1.24	1.25	1.24	1.25	1.32	1.41	1.40
République tchèque	1.91	2.10	1.89	1.14	1.17	1.18	1.23	1.28	1.33	1.44	1.50	1.49	1.49
Royaume-Uni	2.43	1.90	1.83	1.64	1.64	1.71	1.77	1.79	1.84	1.90	1.96	1.94	1.98
Slovénie	2.21	2.11	1.46	1.26	1.21	1.20	1.25	1.26	1.31	1.31	1.53	1.53	1.57
Suède	1.94	1.68	2.14	1.55	1.65	1.72	1.75	1.77	1.85	1.88	1.91	1.94	1.98
Suisse	2.10	1.55	1.59	1.50	1.39	1.39	1.42	1.42	1.44	1.46	1.48	1.50	1.54
Turquie	5.00	4.63	3.07	2.27	2.17	2.09	2.11	2.12	2.12	2.15	2.15	2.07	2.03
UE-27	2.42	1.99	1.79	1.48	1.44	1.46	1.48	1.48	1.51	1.53	1.59	1.59	1.58
OCDE	2.76	2.18	1.91	1.68	1.63	1.63	1.65	1.65	1.68	1.71	1.75	1.74	1.74
Afrique du Sud	5.65	4.56	3.32	2.90	2.86	2.81	2.75	2.69	2.64	2.58	2.52	2.47	2.41
Bésil	..	4.06	2.79	2.39	2.27	2.20	2.13	2.06	1.99	1.95	1.89	1.94	..
Chine	5.51	2.63	2.34	1.74	1.71	1.69	1.68	1.67	1.66	1.64	1.63	1.61	1.60
Fédération de Russie	1.97	1.90	1.89	1.20	1.29	1.32	1.34	1.29	1.30	1.41	1.49	1.54	..
Inde	5.49	4.68	3.92	3.12	2.99	2.93	2.88	2.83	2.79	2.74	2.70	2.66	2.63
Indonésie	5.47	4.43	3.12	2.45	2.39	2.35	2.32	2.28	2.25	2.21	2.18	2.15	2.12

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711866>

Taux de fécondité

Nombre d'enfants nés de femmes âgées de 15 à 49 ans

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711885>

POPULATION DÉPENDANTE

Les tendances démographiques observées dans les pays de l'OCDE impliquent une forte progression de la part de la population dépendante (qui correspond à la somme de la population âgée et de la population jeune) dans la population totale, progression qui devrait se poursuivre à l'avenir. Ces tendances ne sont pas sans conséquence sur les dépenses publiques et privées de retraite, de santé et d'éducation, mais aussi, plus généralement, sur la croissance économique et le bien-être.

En bref

La part de la population dépendante reflète les effets combinés des taux de fécondité, de l'espérance de vie et des migrations. En 2010, en France, en Israël, en Italie, au Japon et en Suède, la part de la population dépendante était supérieure de plus de 1.3 point de pourcentage à la moyenne de l'ensemble des pays de l'OCDE (33 %). À 27 %, la part de la population dépendante en Corée est la plus faible de toute la zone OCDE, suivie de près par la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie. Dans les pays émergents, on observe d'importantes variations, avec une fourchette comprise entre 36 % en Inde et 28 % pour la Chine et la Fédération de Russie.

D'ici 2050, on prévoit que la part de la population dépendante va progresser dans tous les pays de l'OCDE et ne décliner que dans les économies non membres d'Inde et d'Afrique du Sud. La part de la population dépendante devrait dépasser les 45 % en Corée, en Espagne, en Italie et au Japon d'ici là.

En 2010, la population jeune représentait environ 18 % de la population totale des pays de l'OCDE (en moyenne), en repli continu depuis les années 70. Cette tendance devrait se poursuivre sous l'effet de la baisse des taux de fécondité. D'ici 2050, la part des jeunes dans la population totale devrait s'élever à 9 % en Corée et au Japon. Seuls les États-Unis (19 %), l'Islande (18 %) et l'Estonie (18 %) devraient s'aligner sur la moyenne de l'OCDE quant à la part des jeunes dans la population totale.

En 2010, la part des personnes âgées dans la population totale était comprise entre moins de 7 % en Afrique du Sud, en Inde, en Indonésie et au Mexique, et plus de 18 % en Allemagne, en Grèce, en Italie et au Japon (la moyenne de l'OCDE s'élevait à 15 %). D'ici 2050, on prévoit que cette part sera inférieure à 11 % en Afrique du Sud et dépassera le tiers de la population totale en Grèce, en Italie, en Espagne, en Corée et au Japon. On estime que la population âgée devrait fortement progresser entre 2010 et 2050 dans plusieurs pays. Ainsi, la progression de la part des personnes âgées dans la population totale devrait surpasser 17 points de pourcentage en Corée, en Espagne et en République slovaque. Néanmoins, on anticipe des augmentations moins marquées dans certains pays entre 2010 et 2050 : ainsi, en Afrique du Sud, en Estonie, aux États-Unis et en Suède, la croissance de la part de la population âgée devrait être inférieure à 8 points de pourcentage sur la période.

Définition

La population est définie comme la population qui réside effectivement dans le pays, c'est-à-dire toute personne, quelle que soit sa nationalité, qui a un lieu permanent de résidence dans le pays.

La population âgée comprend les personnes âgées de 65 ans et plus, la population jeune comprend les personnes âgées de moins de 15 ans. La part de la population dépendante est calculée comme la somme des populations âgées et jeunes rapportée au total de la population.

Comparabilité

Les prévisions démographiques par âge et par genre proviennent de sources nationales lorsqu'il en existe ou, dans certains cas, des bases de données statistiques d'Eurostat et de l'ONU.

Toutes les prévisions démographiques reposent sur des hypothèses concernant les tendances futures de l'espérance de vie, des taux de fécondité et du solde migratoire, hypothèses qui peuvent varier selon les pays. Souvent, un ensemble de projections est produit. Les estimations présentées ici correspondent aux variantes médianes ou centrales de ces projections.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.
- Eurostat, Nations Unies, sources nationales et estimations OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J., R. Duval et F. Jaumotte (2004), "Coping with Ageing", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 371, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Ageing and the Public Service: Human Resource Challenges*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Vieillesse et politiques de l'emploi/Ageing and Employment Policies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2003), *Ageing, Housing and Urban Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2001), *Ageing and Transport Mobility Needs and Safety Issues*, Éditions OCDE.
- Oliveira Martins J., et al. (2005), "The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 420, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Principaux indicateurs économiques - Sources et méthodes, Statistiques sur la main-d'oeuvre et sur les salaires*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Salaires annuels moyens, Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.



Part de la population dépendante

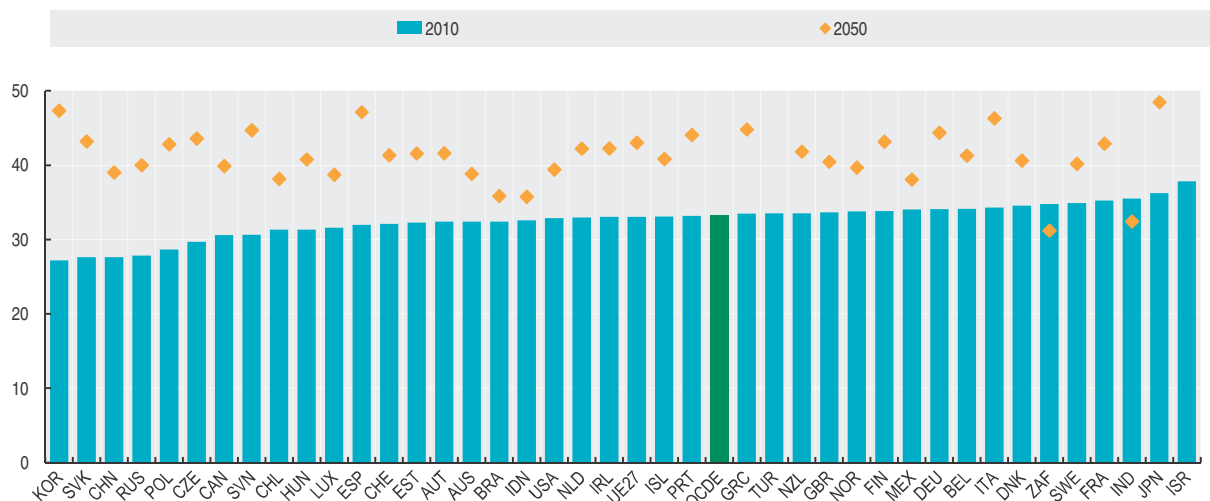
En pourcentage de la population totale

	Population jeune (âgée de moins de 15 ans)						Population âgée (65 ans et plus)					
	2000	2010	2020	2030	2040	2050	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	15.6	13.4	12.5	12.4	11.5	11.3	16.4	20.6	23.3	28.8	32.1	33.1
Australie	20.7	18.9	18.4	17.6	16.9	16.7	12.4	13.5	16.8	19.7	21.3	22.2
Autriche	17.0	14.8	14.3	14.2	13.5	13.3	15.4	17.6	19.6	24.0	27.2	28.3
Belgique	17.6	16.9	17.6	17.2	16.6	16.8	16.8	17.2	19.2	22.3	24.1	24.5
Canada	19.2	16.5	15.3	14.7	13.8	13.6	12.6	14.1	18.2	23.1	25.0	26.3
Chili	27.8	22.3	20.2	18.7	17.3	16.6	7.2	9.0	11.9	16.5	19.8	21.6
Corée	21.1	16.1	13.2	12.6	11.2	9.9	7.2	11.0	15.7	24.3	32.3	37.4
Danemark	18.5	18.0	16.9	17.2	17.3	16.8	14.8	16.6	20.0	22.6	24.5	23.8
Espagne	14.8	15.0	14.1	11.6	11.3	11.4	16.8	17.0	20.0	25.1	31.6	35.7
Estonie	18.0	15.2	18.1	17.2	16.0	17.8	15.1	17.0	18.3	20.4	21.8	23.8
États-Unis	21.4	19.8	20.0	19.5	19.3	19.3	12.4	13.1	16.1	19.3	20.0	20.2
Finlande	18.2	16.6	16.6	16.1	15.5	15.6	14.9	17.3	22.9	26.1	26.9	27.6
France	18.9	18.4	17.9	17.1	16.7	16.7	16.1	16.9	20.6	23.6	25.8	26.2
Grèce	15.3	14.4	14.0	12.6	12.1	12.3	16.6	19.1	21.3	24.8	29.4	32.5
Hongrie	16.8	14.7	15.1	14.4	13.7	13.9	15.1	16.7	20.1	21.5	23.9	26.9
Irlande	21.8	21.6	19.7	16.8	16.1	16.0	11.2	11.5	14.9	18.5	22.4	26.3
Islande	23.3	20.9	20.4	19.0	17.8	17.5	11.6	12.1	15.2	19.2	21.5	23.4
Israël	28.6	28.0	27.4	27.0	..	..	9.8	9.9	12.0	13.1	..	..
Italie	14.3	14.0	13.1	12.1	12.4	12.7	18.3	20.3	23.3	27.3	32.2	33.6
Japon	14.6	13.2	11.7	10.3	10.0	9.7	17.4	23.0	29.1	31.6	36.1	38.8
Luxembourg	18.9	17.7	17.0	17.3	16.9	16.6	14.1	13.9	16.6	20.0	22.3	22.1
Mexique	34.1	28.1	23.2	20.8	18.5	16.8	4.7	5.9	8.1	11.8	16.7	21.2
Norvège	20.0	18.8	17.5	17.5	16.9	16.4	15.2	15.0	18.0	20.6	22.9	23.2
Nouvelle-Zélande	22.8	20.5	18.1	16.9	16.3	15.6	11.8	13.0	17.1	21.9	25.2	26.2
Pays-Bas	18.6	17.5	16.2	16.1	15.8	15.4	13.6	15.4	19.9	24.3	27.0	26.9
Pologne	19.5	15.1	15.6	13.7	12.1	12.5	12.2	13.5	18.4	22.3	25.1	30.3
Portugal	16.1	15.2	13.7	12.4	12.2	12.1	16.2	18.0	20.8	24.4	28.6	32.0
République slovaque	19.5	15.3	14.6	13.4	12.6	13.2	11.4	12.3	17.3	21.6	25.0	30.1
République tchèque	16.4	14.3	13.7	12.7	12.2	12.4	13.8	15.4	20.1	22.7	26.5	31.2
Royaume-Uni	19.0	17.7	17.8	16.9	16.3	16.3	15.8	16.0	19.0	21.9	23.7	24.1
Slovénie	15.9	14.1	14.7	13.9	13.5	14.7	14.0	16.5	20.5	24.7	27.6	30.0
Suède	18.4	16.6	17.6	16.9	16.0	16.3	17.3	18.3	20.8	22.7	23.9	23.8
Suisse	17.4	14.6	14.4	14.0	13.2	13.1	15.3	17.5	20.5	24.7	27.4	28.3
Turquie	29.4	25.8	22.9	..	..	..	6.8	7.7	9.5	..	..	..
UE-27	17.1	15.6	15.5	14.6	14.2	14.3	15.7	17.4	20.3	23.8	27.0	28.7
OCDE	20.5	18.4	17.5	..	..	..	13.1	14.7	17.9	..	..	..
Afrique du Sud	33.7	30.1	27.6	25.2	23.1	21.1	3.7	4.6	6.2	7.8	8.5	10.1
Bésil	29.8	25.6	20.1	17.0	14.9	13.1	5.4	6.8	9.2	13.3	17.5	22.7
Chine	25.5	19.5	16.7	14.6	13.6	13.5	7.0	8.2	12.0	16.5	23.3	25.6
Fédération de Russie	18.2	15.0	17.3	15.8	15.4	16.9	12.4	12.8	15.2	19.1	20.1	23.1
Inde	34.7	30.6	27.1	23.8	21.1	19.0	4.2	4.9	6.3	8.3	10.5	13.5
Indonésie	30.7	27.0	23.5	20.1	17.9	16.5	4.6	5.6	7.0	10.5	14.9	19.2

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711904>

Part de la population dépendante

En pourcentage de la population totale



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932711923>

POPULATION PAR RÉGION

À l'intérieur des pays, la population ne se répartit pas de manière uniforme d'une région à l'autre. Les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'établissement humain dans certaines zones et favorisent la concentration de la population autour de quelques centres urbains. Ce schéma est renforcé par les débouchés économiques plus nombreux et la plus grande disponibilité de services résultant de l'urbanisation elle-même.

Définition

Le nombre d'habitants d'une région donnée, autrement dit sa population totale, peut s'exprimer en population annuelle moyenne ou en population à une date spécifique au cours de l'année considérée. La population moyenne au cours d'une année civile est généralement calculée par moyenne arithmétique de la population recensée au 1er janvier de deux années consécutives. Certains pays estiment toutefois la population à une date proche du 1er juillet.

Comparabilité

Le principal problème de l'analyse économique au niveau infranational est l'unité d'analyse, c'est-à-dire la région. Ce mot peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs de superficie et de population.

La population des régions de l'OCDE varie, de 400 habitants environ dans le Territoire de la capitale australienne (ACT) hors Canberra (en Australie) à 37 millions en Californie (aux États-Unis).

Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre, dans le souci de faci-

liter les comparaisons au même niveau territorial. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau supérieur (niveau territorial 2 - TL2) englobe 362 grandes régions et le niveau inférieur (niveau territorial 3 - TL3) se compose de 1 794 petites régions. Ces deux niveaux constituent un cadre de référence pour la mise en œuvre des politiques régionales dans la plupart des pays. En Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, en Inde et dans la Fédération de Russie, les régions identifiées correspondent uniquement au niveau 2. Cette classification, qui dans les pays de l'Union européenne, est largement compatible avec celle d'Eurostat NUTS, facilite la comparaison entre régions d'un même niveau territorial.

Toutes les données régionales présentées ici se rapportent aux petites régions, à l'exception du Brésil, de la Chine, de l'Inde, de la Fédération de Russie et de l'Afrique du Sud.

En outre, l'OCDE a établi une typologie régionale qui tient compte des différences géographiques et permet de réaliser des comparaisons pertinentes entre régions d'un même type. Trois catégories ont été définies : les régions essentiellement rurales, les régions intermédiaires et les régions essentiellement urbaines.

La base de données métropolitaine recense plus de 1 000 zones urbaines (population de 50 000 habitants ou plus) dans 28 pays de l'OCDE. Les zones urbaines sont définies en fonction de leur densité de population et des modes de déplacement, afin de refléter non seulement les frontières administratives des villes mais aussi leur fonction économique. Dans les pays de l'OCDE, les zones urbaines sont considérées comme de grandes zones métropolitaines lorsque leur population atteint 1.5 million d'habitants ou plus, comme des zones métropolitaines lorsque leur population est comprise entre 500 000 et 1.5 million d'habitants, comme des zones urbaines moyennes lorsque leur population est comprise entre 200 000 et 500 000 habitants et comme de petites zones urbaines lorsque leur population est comprise entre 50 000 et 200 000 habitants.

En bref

En 2010, 40 % de la population totale de la zone OCDE était concentrée dans 10 % des régions. C'est en Australie, au Canada, au Chili et en Islande que la concentration démographique est la plus forte, dans la mesure où les différences de conditions climatiques et environnementales découragent l'installation des individus dans certaines zones.

Deux tiers de la population de l'OCDE réside dans des zones urbaines, mais le vécu de ces individus varie fortement d'un pays à l'autre. 21 millions de Canadiens résident dans des zones urbaines mais la moitié d'entre eux habitent dans les grandes zones métropolitaines. En Pologne, la population urbaine s'élève aussi à 21 millions de personnes, mais 25 % seulement vivent dans les grandes zones métropolitaines, la moitié résidant dans des zones urbaines de taille moyenne ou petite.

En 2010, près de la moitié de la population totale de la zone OCDE (48 %) vivait dans des régions essentiellement urbaines, représentant environ 6 % de la superficie totale. Les régions essentiellement rurales regroupent près d'un quart de la population totale et couvrent 80 % de la superficie. En Irlande, en Finlande, en Norvège et en Slovénie, la part de la population nationale vivant en milieu rural est plus de deux fois supérieure à la moyenne OCDE.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Regional Outlook 2011, Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens territoriaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques régionales de l'OCDE.

Sites Internet

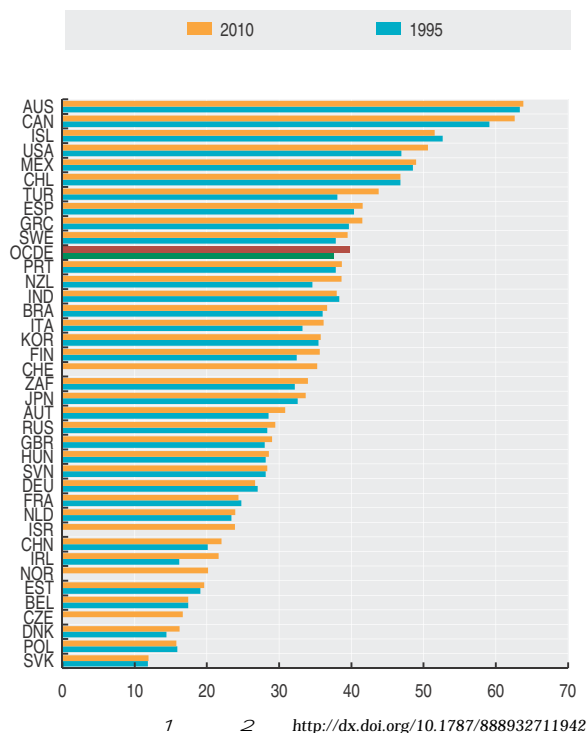
- Développement régional, www.oecd.org/gov/developpementregional.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



POPULATION PAR RÉGION

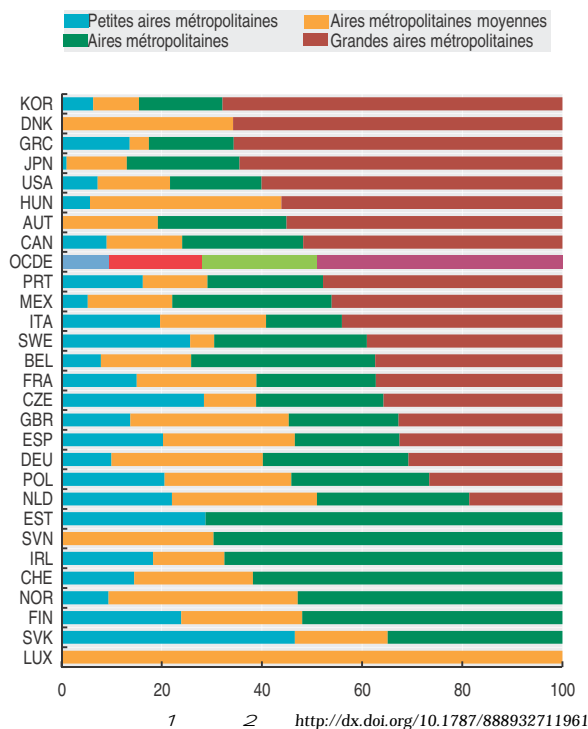
Proportion de la population nationale dans les 10 % des régions avec la plus forte concentration de population

Pourcentage



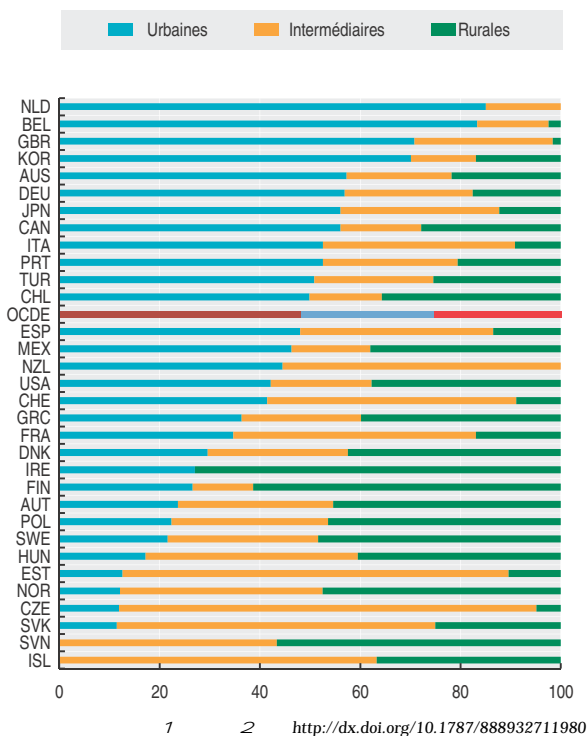
Part de la population urbaine, selon la taille des villes

Pourcentage, 2008



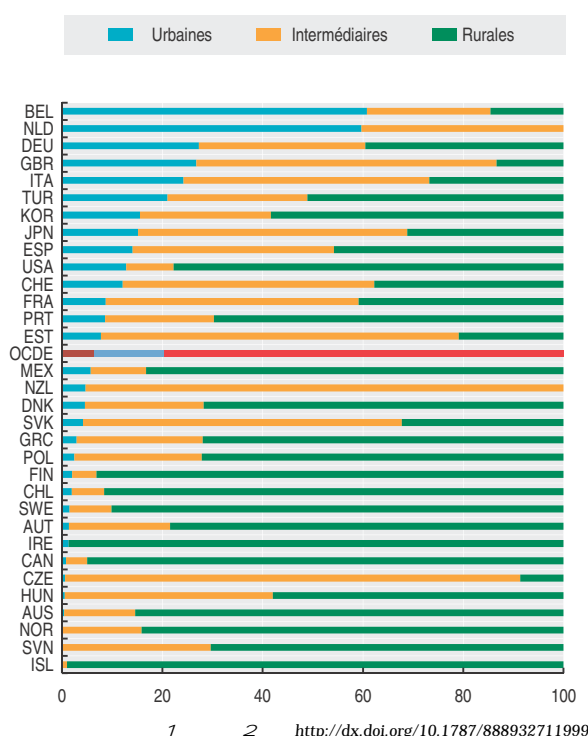
Part de la population nationale en zones urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2010



Part de la surface nationale en zones urbaines, intermédiaires et rurales

Pourcentage, 2010



POPULATION ÂGÉE PAR RÉGION

Dans tous les pays de l'OCDE, la population âgée de 65 ans et plus a augmenté de manière spectaculaire au cours des trente dernières années, tant en taille qu'en proportion de la population totale. Il s'avère que, dans chaque pays, la population âgée est généralement concentrée dans quelques zones, ce qui signifie qu'un petit nombre de régions doivent faire face à diverses problématiques sociales et économiques spécifiques liées au vieillissement de la population.

Définition

La population âgée est définie comme le nombre d'habitants de 65 ans ou plus dans une région donnée. Il peut s'agir soit de la population annuelle moyenne, soit de la population à une date précise de l'année considérée. On calcule généralement la population moyenne sur une année civile en faisant la moyenne arithmétique de la population recensée au 1er janvier de deux années consécutives.

Le taux de dépendance des personnes âgées est défini comme le ratio de la population âgée rapporté à la population en âge de travailler (15-64 ans).

En bref

Le vieillissement de la population touche la plupart des pays de l'OCDE. Compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie et du faible niveau du taux de fécondité, la population âgée (65 ans et plus) composait près de 15 % de la population de la zone OCDE en 2010, contre un peu plus de 12 % quinze ans plus tôt. La proportion de la population âgée est beaucoup plus faible dans les économies émergentes (Afrique du Sud, Brésil, Chine et Inde), ainsi qu'au Chili, au Mexique et en Turquie.

Dans la zone OCDE, la population âgée a enregistré un taux de croissance deux fois plus rapide que celui de la population totale entre 1995 et 2010. La progression de la population âgée entre les différentes régions d'un pays peut être sensiblement différente, l'augmentation de la concentration géographique des personnes âgées pouvant s'expliquer par leur retour dans leur région d'origine ou par un vieillissement de la population locale lié à l'émigration des jeunes générations.

La proportion de personnes âgées rapportée à la population d'âge actif, qui correspond au taux de dépendance des personnes âgées, ne cesse d'augmenter dans les pays de l'OCDE. Le taux de dépendance des personnes âgées fournit une indication de l'équilibre entre la population retraitée et la population économiquement active. En 2010, ce ratio s'élevait à 22 % dans la zone OCDE, avec de fortes variations entre les pays (36 % au Japon contre 8 % au Mexique par exemple). On observe également de fortes disparités entre les régions d'un même pays. Plus le taux de dépendance des personnes âgées est élevé, plus les défis qui se posent aux régions pour générer de la richesse et produire suffisamment de ressources afin de subvenir aux besoins de la population sont importants. Un taux de dépendance des personnes âgées élevé peut également susciter des interrogations quant à l'autonomie financière des régions et leur capacité à collecter les recettes fiscales nécessaires pour financer les services dédiés aux personnes âgées.

Comparabilité

Comme dans le cas des autres statistiques régionales, les différences de définition de la région et le caractère variable de la géographie des localités rurales et urbaines, tant dans un même pays que d'un pays à l'autre, influent sur la comparabilité des données relatives à la population âgée.

Toutes les données régionales présentées ici se rapportent aux petites régions, à l'exception de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine, de la Fédération de Russie et de l'Inde.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Regional Outlook 2011, Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE.
- Oliveira Martins J., et al. (2005), "The Impact of Ageing on Demand, Factor Markets and Growth", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 420, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques régionales de l'OCDE.

Sites Internet

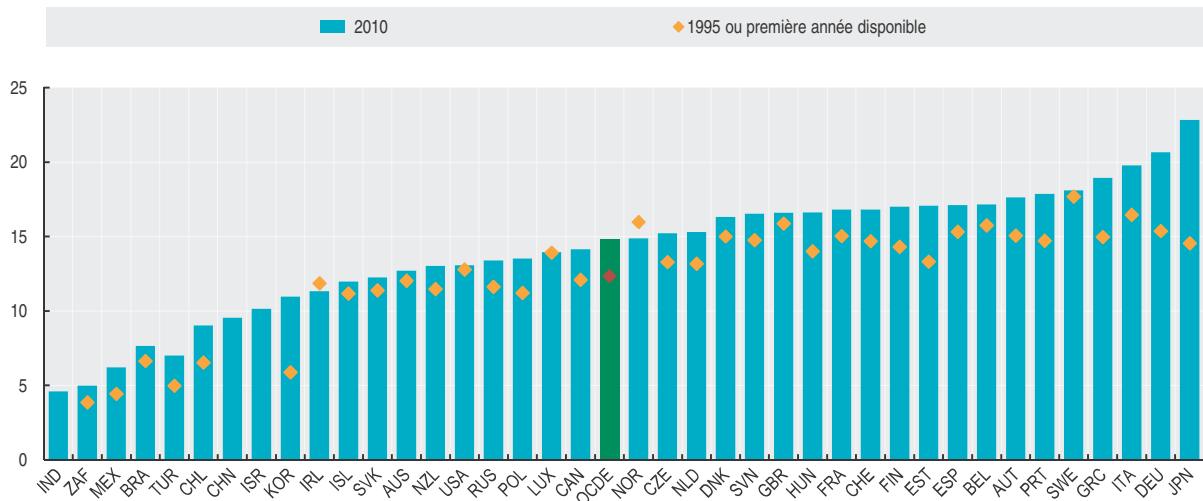
- Développement régional, www.oecd.org/gov/developpementregional.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



POPULATION ÂGÉE PAR RÉGION

Population âgée

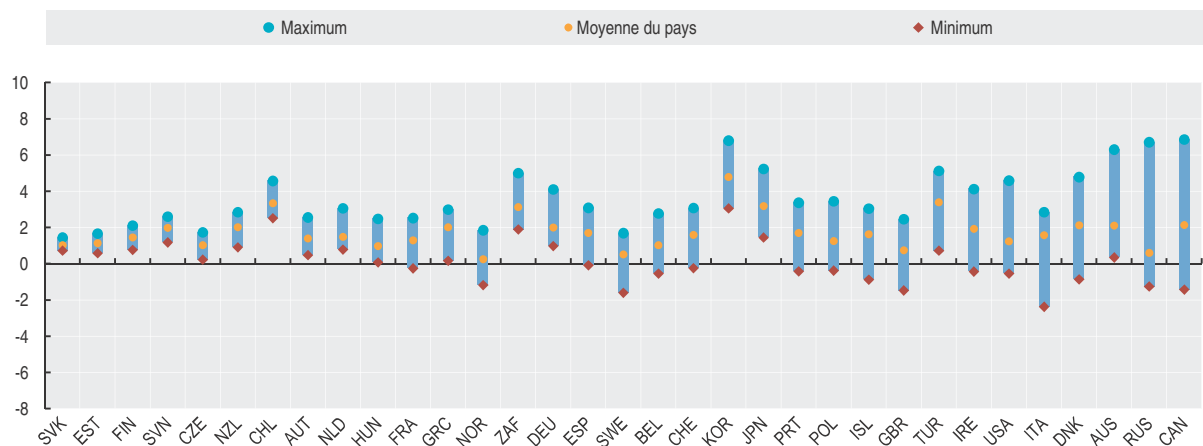
En pourcentage de la population totale



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712018>

Population âgée par région

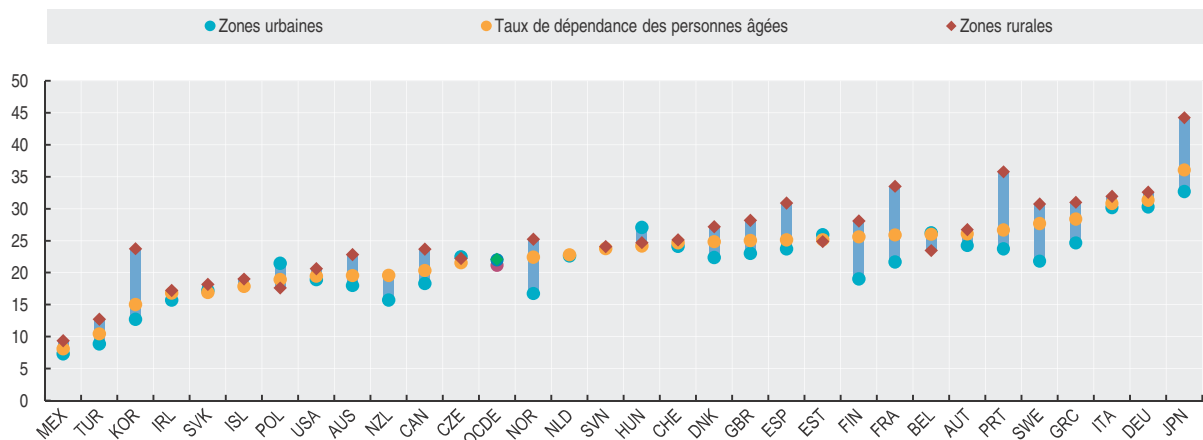
Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1995-2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712037>

Taux de dépendance des personnes âgées dans les régions urbaines et rurales

Pourcentage, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712056>

POPULATION IMMIGRÉE ET ÉTRANGÈRE

Sous l'effet de flux migratoires dont les destinations et l'ampleur varient, on observe des disparités entre les pays en ce qui concerne la part de la population immigrée et étrangère. Or il est essentiel de définir précisément cette part pour pouvoir procéder à des comparaisons internationales.

Définition

La nationalité et le lieu de naissance sont les deux critères les plus couramment utilisés pour définir la population « immigrée ». La population née à l'étranger englobe toutes les personnes ayant quitté leur pays de naissance pour vivre dans leur pays de résidence actuel. La population étrangère se compose des personnes ayant conservé la nationalité de leur pays d'origine et peut inclure des personnes nées dans le pays d'accueil.

Comparabilité

La différence d'un pays à l'autre entre la taille de la population née à l'étranger et celle de la population étrangère dépend des règles régissant l'acquisition de la nationalité. Dans certains pays, les enfants nés sur le territoire acquièrent automatiquement la nationalité de leur pays de naissance (*jus solis* ou droit du sol) alors que, dans d'autres pays, les enfants conservent la nationalité de leurs parents (*jus sanguinis* ou droit du sang). Dans d'autres encore, ils conservent la nationalité de leurs parents à la naissance mais reçoivent celle du pays d'accueil à leur majorité. La plus ou moins grande facilité avec laquelle les immigrés peuvent se faire naturaliser dans leur pays d'accueil explique en partie l'écart entre les deux séries. Par exemple, le critère de la durée de séjour varie : s'il n'est guère que de trois ans au Canada, il peut aller jusqu'à dix ans dans quelques autres pays.

Le taux de naturalisation est élevé dans les pays d'installation comme l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et certains

pays d'Europe dont la Belgique, la Suède et les Pays-Bas. En général, l'utilisation du critère de naissance à l'étranger aboutit à des pourcentages de population immigrée bien supérieurs à ceux que l'on obtient quand on emploie la méthode fondée sur la nationalité. Cela tient au fait que beaucoup d'allochtones se font naturaliser et n'apparaissent plus comme ressortissants étrangers. Toutefois, le lieu de naissance ne change pas, sauf lorsque les frontières d'un pays sont redessinées.

La plupart des données utilisées aux fins du présent indicateur sont extraites des contributions des correspondants nationaux membres du Groupe d'experts de l'OCDE sur les migrations internationales.

Les allochtones dont il est question ici incluent les personnes nées à l'étranger mais possédant la nationalité de leur pays de résidence actuel. La prévalence de ces personnes parmi la population allochtone peut être significative dans certains pays, en particulier la France et le Portugal qui ont connu des rapatriements massifs depuis les anciennes colonies.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Tackling the Policy Challenges of Migration: Regulation, Integration, Development*, Études du Centre de Développement, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, Éditions OCDE.
- Widmaier, S. et J.-C. Dumont (2011), "Are Recent Immigrants Different? A New Profile of Immigrants in the OECD based on DIOC 2005/06", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 126, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Settling In: OECD Indicators of Immigrant Integration 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Migrations internationales, www.oecd.org/migration/foreignborn.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales.

Sites Internet

- Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC), www.oecd.org/migrations/dioc.

En bref

La part de la population allochtone dans la population totale est particulièrement élevée en Australie, au Canada, en Israël, au Luxembourg, en Nouvelle-Zélande et en Suisse (fourchette comprise entre 21 et 42 %). Elle est également plus élevée que celle des États-Unis (13,1 %) dans plusieurs autres pays européens (à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, l'Irlande et la Suède). Elle a augmenté ces dix dernières années dans tous les pays pour lesquels on dispose de données, à l'exception des deux derniers membres en date de l'OCDE, à savoir l'Estonie et Israël.

La proportion d'allochtones dans la population dans son ensemble a presque doublé ces dix dernières années en Espagne, en Irlande et en Norvège. D'autres pays, comme l'Afrique du Sud, le Chili et la Finlande, se caractérisent par une faible proportion d'allochtones dans la population totale, en forte progression toutefois ces dernières années. En revanche, la population étrangère augmente généralement plus lentement, parce que les entrées de ressortissants étrangers tendent à être compensées par les naturalisations dans les pays d'accueil.



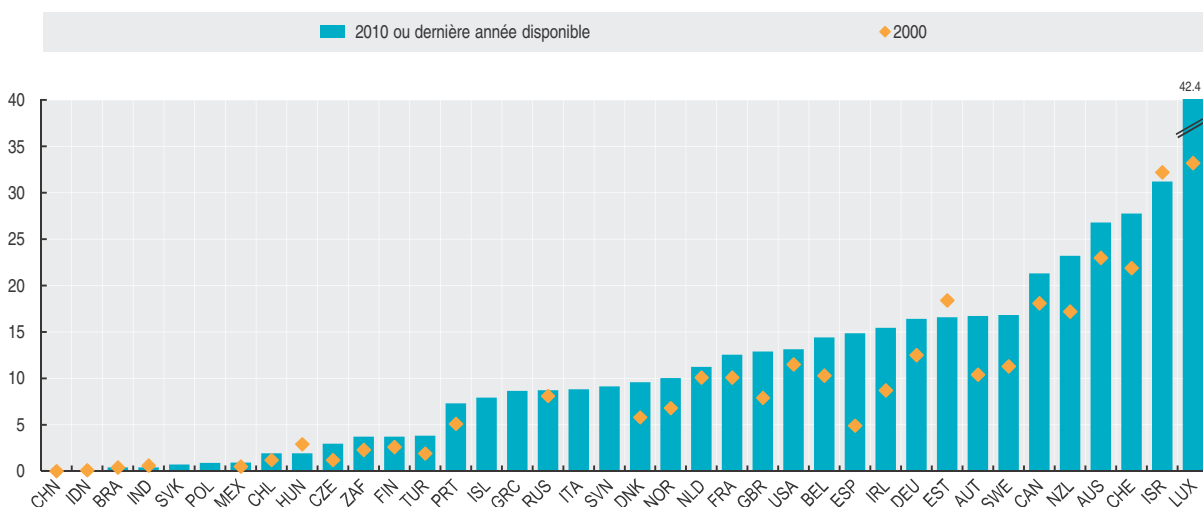
Personnes nées à l'étranger et population étrangère

	En pourcentage de la population totale								En pourcentage de toutes les personnes nées à l'étranger
	Personnes nées à l'étranger				Population étrangère				Ressortissants nés à l'étranger
	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010	2010 ou dernière année disponible
Allemagne	11.5	12.5	12.6	16.4	8.8	8.9	8.8	9.0	55.1
Australie	23.0	23.0	24.2	26.8	..	..	..	..	..
Autriche	..	10.4	14.5	16.7	8.5	8.8	9.7	10.4	41.9
Belgique	9.7	10.3	12.1	14.4	9.0	8.4	8.6	9.2	44.6
Canada	17.2	18.1	19.5	21.3	..	..	..	..	..
Chili	0.9	1.2	1.4	1.9	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	0.2	0.4	1.1	2.0	..
Danemark	4.8	5.8	6.5	9.6	4.2	4.8	5.0	5.4	46.7
Espagne	..	4.9	11.1	14.9	..	..	..	12.3	18.3
Estonie	..	18.4	17.5	16.6	..	..	..	17.6	35.7
États-Unis	10.1	11.5	13.3	13.1	6.1	6.5	7.5	7.1	54.0
Finlande	2.1	2.6	3.4	3.7	1.3	1.8	2.2	2.1	47.2
France	..	10.1	11.0	12.6	..	..	..	5.9	53.4
Grèce	..	..	..	8.7	..	2.9	5.2	7.0	22.1
Hongrie	2.7	2.9	3.3	1.9	1.4	1.1	1.5	0.6	69.6
Irlande	..	8.7	12.6	15.5	2.7	3.3	6.3	11.2	29.9
Islande	..	..	..	7.9	..	..	..	3.7	54.7
Israël	..	32.2	29.1	31.2	..	..	..	..	..
Italie	..	..	..	8.8	1.7	2.4	4.6	6.5	26.9
Japon	..	..	..	..	1.1	1.3	1.6	1.7	..
Luxembourg	30.9	33.2	35.0	42.4	33.4	37.3	39.6	41.8	13.2
Mexique	0.5	0.5	0.6	0.9	..	..	..	..	..
Norvège	5.5	6.8	8.2	10.0	3.8	4.0	4.8	5.6	49.0
Nouvelle-Zélande	..	17.2	20.3	23.2	..	..	..	..	..
Pays-Bas	9.1	10.1	10.6	11.2	4.7	4.2	4.2	3.6	70.5
Pologne	..	..	..	0.9	..	..	..	0.1	87.1
Portugal	5.2	5.1	6.3	7.3	1.7	2.1	4.1	3.5	53.9
République slovaque	..	..	4.6	0.7	0.4	0.5	0.5	0.2	74.4
République tchèque	..	1.2	1.5	2.9	..	..	..	1.1	63.1
Royaume-Uni	6.9	7.9	9.4	12.9	3.4	4.0	5.2	7.4	41.9
Slovénie	..	..	..	9.1	..	..	..	1.3	85.5
Suède	10.6	11.3	12.5	16.8	6.0	5.4	5.3	5.6	67.7
Suisse	21.4	21.9	23.8	27.8	18.9	19.3	20.3	21.6	32.1
Turquie	..	1.9	..	3.8	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	2.7	2.3	2.6	3.7	..	1.0	..	..	57.1
Bésil	0.4	0.4	0.4	0.4	..	..	..	..	..
Chine	0.0	0.0	0.0	0.1	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	7.9	8.1	8.4	8.7	..	8.2	..	..	..
Inde	0.7	0.6	0.5	0.4	..	..	..	..	..
Indonésie	0.1	0.1	0.1	0.1	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712075>

Personnes nées à l'étranger

En pourcentage de la population totale



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712094>

TENDANCES DES MIGRATIONS

Les flux d'immigration de type permanent sont répartis par catégorie d'entrée, qui constitue un déterminant clé du devenir des immigrés. Ils englobent les migrations régulées et les mouvements de personnes entrant dans le cadre de la libre circulation.

Définition

Les flux d'immigration de type permanent couvrent les mouvements régulés d'étrangers qui s'installent dans un pays, dans l'optique du pays de destination. Dans les pays tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande, ces flux sont composés des immigrés à qui l'on octroie un titre de séjour « permanent ». Dans les autres pays, ils correspondent généralement aux immigrés auxquels est accordé un titre de séjour renouvelable à l'infini, bien que la possibilité de renouvellement soit parfois subordonnée à certaines conditions comme l'exercice d'un emploi. Sont donc exclus les étudiants internationaux, les stagiaires, les personnes participant à des programmes d'échange, les travailleurs saisonniers ou contractuels, les prestataires de services, les monteurs, les artistes entrant dans le pays pour donner des spectacles ou les personnes participant à des manifestations sportives, etc. Les titres de séjour attribués à ces individus peuvent aussi être renouvelables, mais pas indéfiniment.

En bref

Au total, en 2010, les flux d'immigration de type permanent sont restés orientés à la baisse pour la troisième année consécutive. Pour autant, cette contraction est modérée (-3 %) et les niveaux restent supérieurs à ce qu'ils étaient avant la crise. Par ailleurs, l'évolution des chiffres en valeur absolue est en grande partie imputable au net recul des flux en direction des États-Unis (-8 %).

En Irlande, pays durement touché par la crise, cette contraction a été particulièrement marquée et les flux d'immigration ont chuté pour ne plus représenter qu'un cinquième du niveau constaté avant la crise. Les flux continuent de diminuer nettement en Europe du Sud, dans la Fédération de Russie, au Japon et en République tchèque. Dans tous les autres pays, il semble que cette contraction est terminée.

La composition des flux d'immigration varie considérablement. Dans les pays comme l'Autriche, l'Irlande, la Norvège, la Suisse et, dans une moindre mesure, l'Allemagne et les Pays-Bas, ils sont en majorité composés d'immigrés entrant dans le cadre de la libre circulation entre les pays de l'Union européenne élargie. En revanche, ce sont les migrations de travail régulées qui prédominent en Corée, en Italie et au Mexique. Dans certains pays de l'UE (Belgique, Danemark, Espagne Portugal), la composition des flux est mixte, étant donné que les migrations de travail sont supérieures à la moyenne de l'OCDE et que les migrations entrant dans le cadre de la libre circulation représentent 40 % au moins du total des flux d'immigration. Aux États-Unis et, dans une moindre mesure, en France, au Japon et en Suède, les flux d'immigration à titre permanent sont principalement composés des entrées au titre du regroupement familial.

L'année de référence utilisée pour ces statistiques est souvent l'année d'octroi du titre de séjour plutôt que l'année d'entrée sur le territoire. Parfois, certains individus admis à titre temporaire peuvent obtenir un titre de séjour permanent. Dans les statistiques présentées ici, ces individus sont pris en compte pour l'année où le changement de statut intervient.

Les migrants entrent dans le cadre de la libre circulation lorsqu'ils bénéficient de certains droits fondamentaux, qui découlent généralement d'accords internationaux, leur permettant d'entrer et de sortir d'un pays sans être soumis à d'importantes restrictions quant à leur circulation ou à la durée de leur séjour, comme c'est le cas pour les citoyens des États membres de l'UE au sein de cette dernière. Leurs mouvements n'étant pas toujours enregistrés de manière officielle, ils doivent parfois être estimés.

Comparabilité

Cette standardisation fondée sur le concept de « flux d'immigration de type permanent » marque une amélioration notable par rapport aux compilations de statistiques nationales, dont la couverture peut varier selon un facteur compris entre un et trois. Néanmoins, on observe des variations entre les pays en ce qui concerne la prise en compte du changement de statut et la couverture des mouvements à titre permanent dans le cadre de la libre circulation. Au total, cette standardisation est appliquée à 23 pays de l'OCDE et à la Fédération de Russie.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Widmaier, S. et J.-C. Dumont (2011), "Are Recent Immigrants Different? A New Profile of Immigrants in the OECD based on DI0C 2005/06", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 126, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Settling In: OECD Indicators of Immigrant Integration 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.-C. et Lemaitre G. (2005), "Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 25, Éditions OCDE.
- Harvey, R. (2004), "Comparaison des taux d'épargne des ménages Zone euro/États-Unis/Japon", *OECD Statistics Brief*, No. 8, juin.

Bases de données en ligne

- [Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales.](#)



Flux d'immigration à titre permanent par catégorie d'entrée

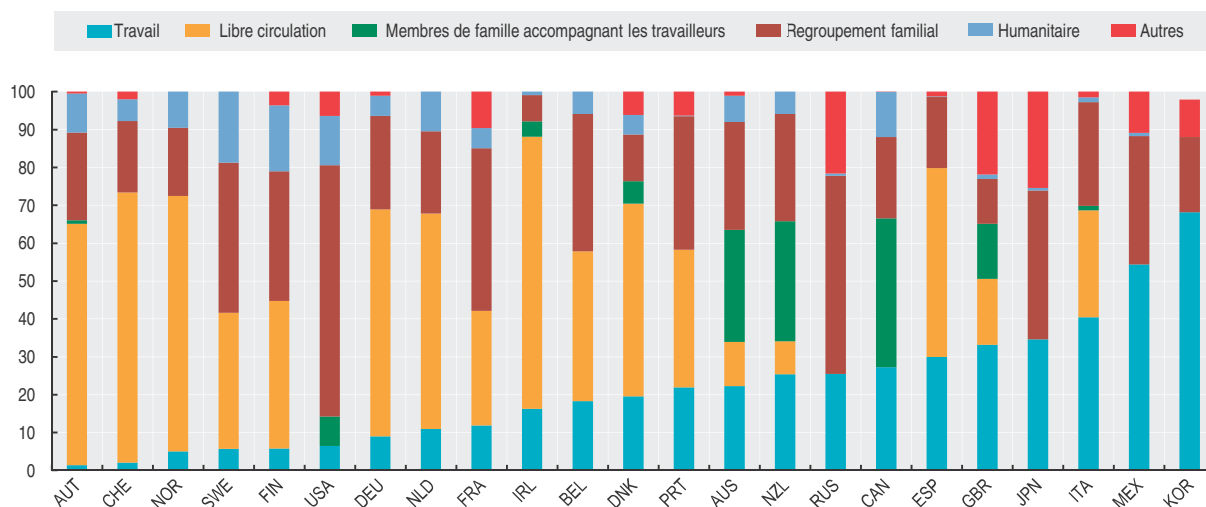
En pourcentage du total des flux d'immigration permanente, 2010

	Travail	Libre circulation	Membres de famille accompagnant les travailleurs	Regroupement familial	Humanitaire	Autres
Allemagne	9.0	59.9	-	24.7	5.3	1.1
Australie	22.3	11.7	29.6	28.4	7.0	1.0
Autriche	1.4	63.7	0.9	23.2	10.3	0.5
Belgique	18.3	39.6	-	36.2	5.9	..
Canada	27.3	..	39.3	21.5	11.9	0.0
Chili	..	..	..	..	..	..
Corée	68.1	..	-	19.9	0.0	9.9
Danemark	19.6	50.9	5.9	12.3	5.1	6.2
Espagne	29.9	49.9	-	18.7	0.2	1.2
Estonie	..	..	..	..	..	..
États-Unis	6.4	..	7.8	66.3	13.1	6.4
Finlande	5.8	39.0	-	34.3	17.4	3.6
France	11.9	30.3	-	42.9	5.4	9.6
Grèce	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..
Irlande	16.3	71.8	4.0	7.0	0.9	..
Islande	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..
Italie	40.5	28.2	1.2	27.4	1.3	1.5
Japon	34.6	..	-	39.3	0.7	25.4
Luxembourg	..	..	..	..	..	..
Mexique	54.4	..	-	33.9	0.8	10.9
Norvège	5.1	67.4	-	18.0	9.5	..
Nouvelle-Zélande	25.4	8.7	31.7	28.3	5.9	..
Pays-Bas	10.9	56.9	-	21.7	10.5	..
Pologne	..	..	..	..	..	..
Portugal	21.9	36.3	-	35.3	0.1	6.3
République slovaque	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	33.1	17.4	14.6	11.8	1.2	21.9
Slovenie	..	..	..	..	..	..
Suède	5.7	35.9	-	39.6	18.7	..
Suisse	2.1	71.4	-	18.8	5.8	2.0
Turquie	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	25.5	..	-	52.3	0.6	21.6
Inde	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712113>

Flux d'immigration à titre permanent par catégorie d'entrée

En pourcentage du total des flux d'immigration permanente, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712132>

MIGRATIONS ET EMPLOI

L'évolution de la proportion d'actifs occupés diffère selon que l'on considère les immigrés ou les autochtones. Ainsi, la taille de la population d'âge actif est moins stable pour les étrangers que pour les autochtones, les variations d'une année sur l'autre étant à peine détectables chez ces derniers. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les taux d'emploi des travailleurs immigrés sont inférieurs à ceux des autochtones. Cependant, la situation est plus contrastée lorsque l'on ventile les données en fonction du niveau d'études.

Définition

Le taux d'emploi correspond à la part des actifs occupés dans la population totale (actifs et inactifs âgés de 15 à 64 ans) pour cette même classe d'âge. Selon la définition de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes qui, au cours de la semaine de référence, ont travaillé pendant une heure au moins ou qui avaient un emploi mais étaient absentes de leur travail. La classification des niveaux d'études utilisée s'appuie sur les catégories de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). D'une manière générale, « bas » correspond au niveau inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, « intermédiaire » au deuxième cycle du secondaire et « supérieur » à l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur comprend l'enseignement professionnel avancé débouchant sur des professions techniques ou spécialisées.

Comparabilité

Les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne. Les

chiffres relatifs aux autres pays sont essentiellement tirés des enquêtes nationales sur la population active. Même si les niveaux d'emploi dépendent parfois des changements apportés à la conception des enquêtes et des problèmes rencontrés dans leur conduite (non-réponse par exemple), les données relatives aux taux d'emploi sont généralement fiables dans le temps.

Cependant, la comparabilité des niveaux de formation entre les immigrés et les autochtones, ainsi qu'entre les pays, est approximative. Les diplômes délivrés à l'étranger peuvent ne pas correspondre exactement aux catégories nationales car la durée des études ou le contenu des programmes débouchant sur des qualifications en apparence équivalentes peuvent ne pas être identiques. De même, le fait de restreindre la classification de la CITE à trois catégories peut entraîner une certaine perte d'informations concernant la durée des études, la finalité des programmes, etc. Par exemple, des diplômes d'études supérieures peuvent sanctionner des formations dont la durée varie de deux ans (certaines filières courtes de formation technique de niveau universitaire) à sept ans ou plus (doctorats).

Les données relatives au Brésil, à l'Indonésie et à la Fédération de Russie font référence à l'année 2000.

En bref

La situation des travailleurs immigrés et des travailleurs autochtones au regard de l'emploi varie considérablement entre les pays de l'OCDE et les différences en fonction du niveau d'études sont encore plus marquées. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le taux d'emploi augmente avec le niveau d'études. Les personnes qui ont suivi des études supérieures trouvent plus facilement du travail et sont moins exposées au chômage. Pour autant l'accès à l'enseignement supérieur ne garantit pas nécessairement un taux d'emploi égal pour les travailleurs immigrés et les travailleurs autochtones. Dans tous les pays de l'OCDE, le taux d'emploi des autochtones ayant suivi des études supérieures est plus élevé que celui de leurs homologues nés à l'étranger.

La situation est plus contrastée pour les personnes ayant un faible niveau d'études. Aux États-Unis, au Luxembourg et, dans une moindre mesure, dans certains pays d'Europe du Sud comme la Grèce et l'Italie, les immigrés peu qualifiés ont des taux d'emploi bien supérieurs à leurs homologues autochtones. La situation est inverse au Danemark, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et en Pologne. Le taux d'emploi plus élevé des personnes peu qualifiées nées à l'étranger dans certains pays peut s'expliquer par la demande continue de travailleurs pour pourvoir les emplois faiblement qualifiés dont ne veulent plus les cohortes de jeunes travailleurs autochtones qui arrivent sur le marché du travail.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les migrants et l'emploi (Vol. 3), L'intégration sur le marché du travail en Autriche, Norvège et Suisse*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Settling In: OECD Indicators of Immigrant Integration 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.C. et Lemaitre G. (2005), "Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 25, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales.



Taux d'emploi des autochtones et des allochtones selon le niveau d'études

En pourcentage de la population totale

	2007						2011					
	Nées dans le pays de résidence			Nées à l'étranger			Nées dans le pays de résidence			Nées à l'étranger		
	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total	Bas niveau d'éducation	Haut niveau d'éducation	Total
Allemagne	29.8	74.1	55.9	..	..	..	43.2	89.3	73.8	53.4	77.3	66.5
Australie	..	..	..	..	..	..	57.6	86.1	74.2	53.2	78.6	68.7
Autriche	32.9	77.9	58.5	47.7	67.9	57.6	48.6	88.2	73.3	53.7	76.0	66.7
Belgique	27.0	77.1	50.4	27.0	68.7	43.2	39.0	83.9	..	36.4	70.8	52.6
Canada	..	..	..	..	..	..	47.3	82.9	72.8	44.4	75.6	68.8
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	52.0	82.0	63.9	50.9	73.4	57.7	58.9	86.6	74.7	48.4	76.0	61.7
Espagne	38.5	78.6	51.5	60.3	72.5	66.2	47.5	78.1	58.4	46.2	66.9	54.4
Estonie	29.5	82.5	59.7	20.1	69.2	48.3	31.0	80.8	65.3	29.3	69.6	63.9
États-Unis	35.1	83.8	69.5	61.4	79.7	71.1	25.3	80.1	64.0	55.3	76.4	66.6
Finlande	29.1	76.3	57.0	39.2	71.6	59.9	41.0	84.8	69.4	44.9	69.2	61.1
France	30.8	75.4	52.7	35.3	64.0	46.4	44.2	81.7	64.8	48.5	70.7	57.4
Grèce	31.1	76.7	47.9	62.2	67.5	63.6	43.7	74.8	55.2	58.4	60.5	58.4
Hongrie	20.5	74.0	46.7	27.9	69.9	50.9	25.6	78.4	55.7	34.6	78.2	62.1
Irlande	38.3	82.3	59.2	45.6	78.8	70.0	35.1	81.3	59.2	37.9	73.5	59.3
Islande	74.1	90.3	80.7	78.3	87.5	82.1	68.8	89.5	78.7	70.0	82.5	76.3
Israël	28.1	83.9	57.6	35.7	79.4	62.8	27.6	83.1	59.1	39.8	78.8	65.7
Italie	29.6	72.1	44.8	55.7	71.6	62.5	42.1	77.5	56.3	54.9	71.5	61.5
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	26.5	72.0	47.2	55.3	80.1	63.9	32.3	84.9	59.5	58.6	83.0	70.3
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	51.4	86.3	71.1	52.2	82.4	68.1	58.2	90.6	76.0	55.7	82.0	70.2
Nouvelle-Zélande	62.0	84.9	76.8	55.3	79.3	70.5	56.3	84.4	73.5	50.4	81.1	70.2
Pays-Bas	45.9	79.5	64.8	45.6	70.9	58.1	61.5	88.2	76.6	51.1	76.2	63.6
Pologne	17.9	76.3	48.9	4.2	44.9	14.1	23.5	82.4	59.7	15.2	72.2	55.3
Portugal	53.4	78.5	56.9	63.2	82.7	68.6	59.5	81.0	63.8	61.1	80.3	68.7
Republique slovaque	9.9	76.8	52.3	18.2	68.4	50.7	14.9	76.9	59.5	26.3	66.8	59.7
République tchèque	17.2	75.7	55.7	24.2	74.9	52.1	20.9	81.1	65.7	34.3	79.2	67.8
Royaume-Uni	51.7	88.4	59.2	46.2	81.1	59.2	53.4	84.3	70.0	48.7	76.1	66.5
Slovénie	31.4	79.5	56.9	44.6	65.2	56.4	33.3	86.0	64.7	46.6	78.5	61.9
Suède	44.8	82.5	68.4	40.8	73.4	57.6	48.7	89.7	76.6	43.9	75.2	62.6
Suisse	39.3	83.9	65.7	54.4	74.6	63.7	60.2	91.3	81.0	66.2	82.4	75.5
Turquie	..	..	..	..	..	..	38.1	70.5	43.1	33.9	64.2	49.7
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	27.8	79.9	36.3	60.8	75.3	63.7	..	..	..	..	..	..
Brasil	49.3	80.8	54.0	29.7	70.9	44.0	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	30.1	79.1	57.9	32.4	76.4	60.7	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	66.4	78.8	66.1	35.8	77.8	57.4	..	..	..	..	..	..

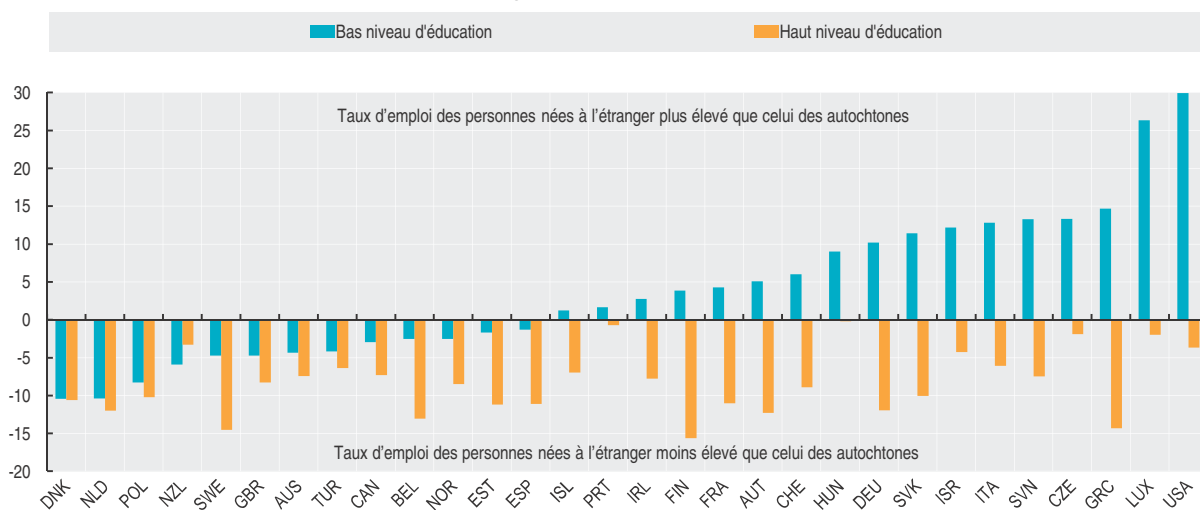
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932712151>

Écart du taux d'emploi des autochtones et des allochtones

Point de pourcentage, 2011 ou dernière année disponible



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932712151>

MIGRATION ET CHÔMAGE

Dans les pays d'immigration traditionnels européens, les travailleurs immigrés sont davantage touchés par le chômage que les travailleurs autochtones. À l'inverse, dans certains pays d'installation (Australie, Nouvelle-Zélande) ainsi qu'aux États-Unis, en Israël, en Hongrie et en Turquie, le taux de chômage est moins influencé par le lieu de naissance. Certains groupes tels que les jeunes immigrés, les femmes ou les immigrés âgés rencontrent des difficultés particulières pour trouver un emploi.

Définition

Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs en pourcentage de la population active totale (somme des actifs occupés et des sans emploi). Selon la définition de l'OIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui déclarent être sans emploi pendant la semaine de référence, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions spécifiques pour trouver du travail pendant les quatre semaines précédant l'entretien.

Comparabilité

Les données relatives aux pays d'Europe proviennent de l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne. Les données concernant les États-Unis sont issues de la *Current Population Survey*, tandis que les chiffres relatifs aux autres pays sont extraits des enquêtes nationales sur la population active. Même si les niveaux de chômage dépendent parfois des

changements apportés à la conception de l'enquête et des problèmes rencontrés dans leur conduite (non-réponse par exemple), les données relatives aux taux de chômage sont généralement fiables dans le temps.

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les immigrés ont été durement, et presque immédiatement, touchés par la récession. Cette vulnérabilité tient au fait qu'ils sont plus nombreux dans les secteurs fortement éprouvés par la crise (BTP, industrie manufacturière, commerce de détail et finance) et qu'ils sont plus susceptibles d'occuper des emplois précaires ou informels. Pour autant, on observe des disparités entre les pays de l'OCDE et entre les catégories d'immigrés.

Compte tenu du ralentissement économique actuel, les taux de chômage augmentent, tant pour les étrangers que pour les autochtones, dans la plupart des pays de l'OCDE. Néanmoins, les immigrés sont davantage touchés par le chômage que les autochtones dans la plupart des pays européens membres de l'OCDE : en Espagne, en Estonie et en Grèce, le taux de chômage des immigrés a progressé de 20, 14 et 11 points de pourcentage respectivement entre 2007 et 2011, contre une hausse de 12, 9 et 8 points pour les autochtones. En 2011, le taux de chômage des immigrés était supérieur à 15 % en Belgique, en Estonie, en Finlande, en France, en Irlande, au Portugal, en République slovaque et en Suède. Il était proche de 22 % en Grèce et de 32 % en Espagne. Le taux de chômage de cette population est plus de deux fois supérieur à celui affiché par les autochtones en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suède et en Suisse. Dans certains pays d'installation (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) et aux États-Unis, le taux de chômage n'est pas réellement corrélié au lieu de naissance.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives des migrations internationales 2011*, SOPEMI, *Perspectives des migrations internationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les migrants et l'emploi (Vol. 3), L'intégration sur le marché du travail en Autriche, Norvège et Suisse*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *A Profile of Immigrant Populations in the 21st Century: Data from OECD Countries*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Les migrants et l'emploi (Vol. 2), L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Jobs for Immigrants (Vol. 1): Labour Market Integration in Australia, Denmark, Germany and Sweden*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Resserrer les liens avec les diasporas : Panorama des compétences des migrants*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Settling In: OECD Indicators of Immigrant Integration 2012*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dumont, J.C. et Lemaître G. (2005), "Counting Immigrants and Expatriates in OECD Countries: A New Perspective", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 25, Éditions OCDE.
- Harvey, R. (2004), "Comparaison des taux d'épargne des ménages Zone euro/États-Unis/Japon", *OECD Statistics Brief*, No. 8, juin.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales.



Taux de chômage des autochtones et des allochtones

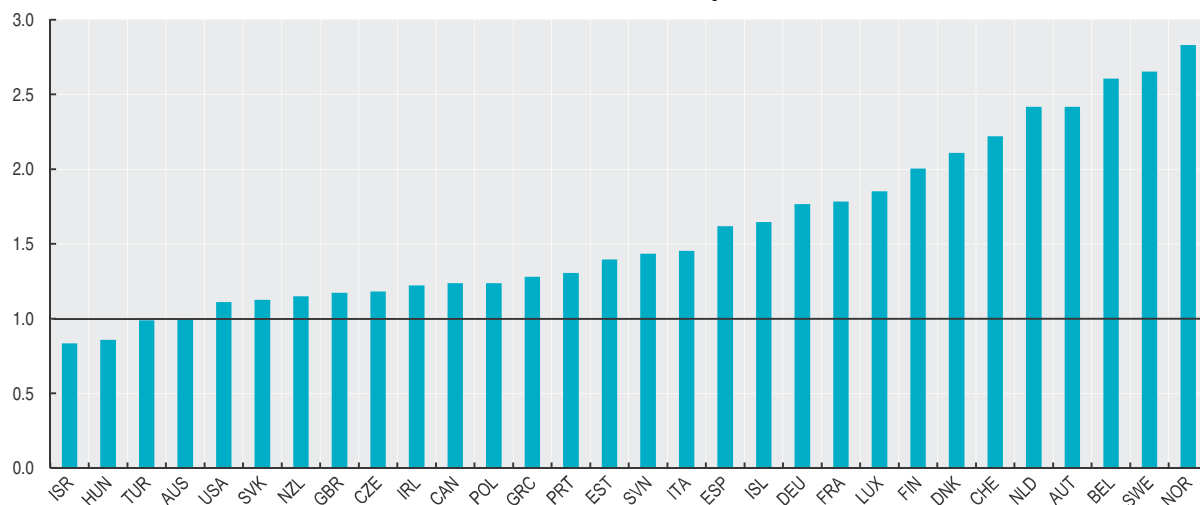
En pourcentage de la population active totale

	Femmes				Hommes				Total			
	Nées dans le pays de résidence		Nées à l'étranger		Nés dans le pays de résidence		Nés à l'étranger		Nés dans le pays de résidence		Nés à l'étranger	
	2007	2011	2007	2011	2007	2011	2007	2011	2007	2011	2007	2011
Allemagne	7.8	9.2	..	5.1	7.4	5.6	..	9.7	7.6	5.4	..	9.5
Australie	4.3	5.2	5.5	6.0	4.0	5.2	4.6	4.6	4.3	5.2	4.9	5.2
Autriche	4.1	8.3	9.7	3.5	3.0	3.3	6.2	8.0	3.5	3.4	9.0	8.2
Belgique	7.5	14.6	17.1	6.0	5.5	5.7	9.9	15.5	..	5.8	16.3	15.1
Canada	..	6.4	..	9.5	..	7.8	..	8.4	..	7.2	..	8.9
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	3.8	15.1	7.8	6.5	3.0	7.2	6.0	13.8	3.4	6.9	8.1	14.5
Espagne	10.2	30.1	13.8	20.3	5.7	18.8	8.3	32.9	7.6	19.5	11.7	31.5
Estonie	3.8	18.1	4.4	11.2	5.2	13.1	4.3	15.6	4.5	12.1	5.5	16.9
États-Unis	3.0	5.5	2.4	2.4	4.2	8.1	4.1	8.6	3.6	6.8	3.3	7.5
Finlande	6.9	14.2	15.6	6.9	6.3	8.2	10.1	16.0	6.6	7.6	14.3	15.2
France	7.8	16.3	15.0	8.9	6.7	8.1	7.9	14.2	7.2	8.5	13.8	15.1
Grèce	12.6	23.2	14.1	21.4	5.2	14.4	4.2	21.5	8.2	17.4	8.6	22.2
Hongrie	7.7	10.1	6.1	11.0	7.2	11.1	1.6	8.9	7.4	11.0	4.3	9.5
Irlande	3.9	14.1	5.8	10.0	4.5	17.5	5.3	19.8	4.2	14.1	6.0	17.3
Islande	2.1	10.4	3.6	5.8	2.2	7.6	2.1	11.7	2.2	6.7	3.0	11.1
Israël	8.6	6.2	6.8	4.5	7.1	5.8	6.3	5.6	7.8	6.0	6.5	5.0
Italie	7.5	14.1	11.4	8.9	4.8	7.4	4.4	9.7	5.9	8.0	7.9	11.7
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	4.4	8.4	5.1	4.0	2.9	3.0	3.1	4.7	3.6	3.4	4.6	6.3
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	2.2	7.0	4.7	2.5	2.2	2.9	4.9	8.3	2.2	2.7	5.6	7.7
Nouvelle-Zélande	3.9	5.1	5.3	6.4	3.6	5.0	3.6	5.6	3.8	5.4	4.4	6.2
Pays-Bas	3.1	8.5	7.4	3.8	2.4	3.8	4.3	9.7	2.7	3.8	6.6	9.2
Pologne	10.3	14.5	8.0	10.5	9.0	9.1	2.0	9.9	9.6	9.8	8.4	12.1
Portugal	9.4	15.9	12.0	13.3	6.5	12.7	6.0	18.0	7.8	13.0	9.6	16.9
République slovaque	12.7	20.8	5.6	13.6	9.9	13.6	5.0	11.1	11.2	13.6	6.7	15.3
République tchèque	6.7	10.9	10.9	7.9	4.1	5.9	5.1	6.1	5.2	6.8	9.0	8.0
Royaume-Uni	4.5	9.7	8.2	7.0	5.4	8.8	4.9	9.1	5.0	8.0	7.3	9.4
Slovénie	5.7	14.0	7.7	7.8	4.0	8.2	2.5	9.7	4.7	8.0	5.6	11.5
Suède	5.5	15.9	12.5	5.9	5.0	6.1	8.1	16.0	5.2	6.0	12.0	16.0
Suisse	3.1	7.5	8.7	3.3	2.0	2.8	4.5	6.2	2.5	3.1	7.0	6.8
Turquie	..	10.5	..	13.6	..	8.6	..	10.3	..	9.2	..	9.1
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	31.4	..	25.0	..	25.3	..	11.3	..	28.5	..	16.6	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712189>

Taux de chômage des allochtones par rapport à celui des autochtones

Ratio, 2011 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712208>



5600

5400

5200

5000

4800

4600

4400

4200

4000

3800

3600

3400



PRODUCTION ET PRODUCTIVITÉ

PRODUCTION ET INVESTISSEMENT

TAILLE DU PIB
ÉVOLUTION DU PIB
PIB PAR RÉGION
TAUX D'INVESTISSEMENT

PRODUCTIVITÉ

NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL
PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE
COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE
RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

STRUCTURE ÉCONOMIQUE

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ
VALEUR AJOUTÉE RÉELLE PAR ACTIVITÉ
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

TAILLE DU PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est la mesure de référence de la valeur des biens et services produits par un pays au cours d'une période donnée minorée de la valeur des importations. Si le PIB est l'indicateur par excellence de l'activité économique, il ne doit pas être considéré comme une mesure englobant toutes les dimensions du bien-être des sociétés étant donné qu'en sont exclus plusieurs aspects des conditions de vie matérielles des populations ainsi que d'autres aspects de la qualité de vie des individus.

Le PIB par habitant est un indicateur essentiel de la performance économique, couramment utilisé pour mesurer globalement le niveau de vie ou le bien-être économique moyen, bien qu'il présente quelques lacunes reconnues.

Définition

Qu'entend-on par produit intérieur brut ? L'adjectif " brut " signifie qu'aucune déduction n'a été faite au titre de la dépréciation des équipements, bâtiments et autres biens de capital utilisés dans le processus de production. Le terme " intérieur " signifie qu'il s'agit de la production réalisée sur le territoire économique du pays considéré. Le terme de " produit " renvoie aux biens et services finaux, c'est-à-dire aux biens et services qui sont achetés, utilisés comme intrants ou autrement, à savoir : la consommation finale des ménages, des institutions à but non lucratif fournissant les ménages et les administrations ; la formation de capital fixe et les exportations (diminuées des importations).

En bref

Le PIB par habitant de l'ensemble de la zone OCDE était de 33 971 USD en 2010. Cinq pays de l'OCDE affichaient un revenu par habitant très supérieur à 40 000 USD en 2010 – les États-Unis, le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et, dans une moindre mesure, les Pays-Bas. Quatre pays membres de l'OCDE avaient un PIB par habitant tout juste supérieur à 40 000 USD en 2010 : l'Australie, l'Autriche, le Danemark et l'Irlande, tandis que 14 pays affichaient un PIB par habitant inférieur à 30 000 USD : la Turquie, le Chili et, tout en bas du classement, le Mexique.

Si en 2000, les États-Unis affichaient un PIB par habitant supérieur de 44 % à la moyenne de l'OCDE, ce chiffre a été ramené à 37 % en 2010. Le PIB par habitant du Japon a chuté pour passer juste en dessous de la moyenne de l'OCDE en 2010 alors qu'il était juste au dessus de cette moyenne en 2000.

C'est en Israël, en Islande et en Italie que l'on a observé, entre 2000 et 2010, les baisses les plus marquées du PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'OCDE. Les hausses les plus nettes du PIB par habitant au cours des dix dernières années ont été constatées au Luxembourg, en République slovaque, en Norvège et en Estonie. Enfin, les pays arrivant en bas du classement (Chili, Mexique et Turquie) ont vu leur situation s'améliorer, en termes de PIB par habitant, par rapport à la moyenne de l'OCDE.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993, à l'exception de l'Australie, qui utilise celui de 2008. Il importe toutefois noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Dans le cas de certains pays, les données de la dernière année ont été estimées par le Secrétariat de l'OCDE. Les données rétrospectives sont également des estimations pour les pays qui changent de méthodologie, mais n'ont fourni de données révisées que pour les années récentes.

En ce qui concerne le PIB par habitant, il convient de faire preuve de prudence dans l'interprétation ; le Luxembourg et, dans une moindre mesure, la Suisse comptent par exemple un nombre relativement élevé de travailleurs frontaliers qui contribuent au PIB, mais ne figurent pas dans les chiffres de la population.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Pour le Brésil et l'Inde: Fonds monétaire international (FMI) (2009), *World Economic Outlook*, FMI, Washington DC.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Vers une croissance verte, Etudes de l'OCDE sur la croissance verte*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.

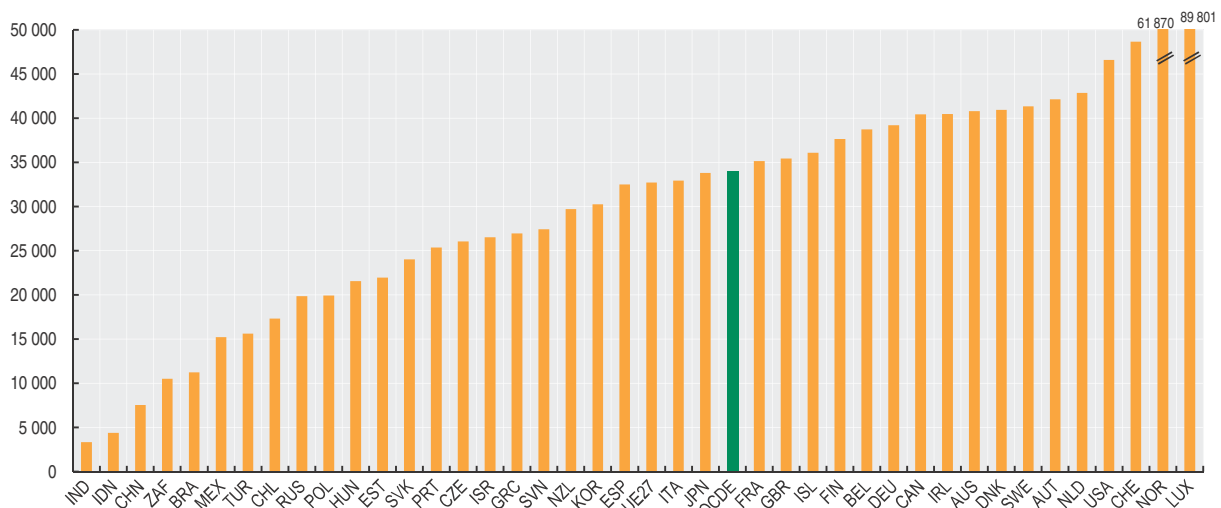


PIB par habitant
dollars des EU, prix courants et PPA

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	24 994	25 768	26 707	27 446	28 354	29 684	31 117	33 552	35 559	37 115	36 052	37 430	39 187
Australie	26 816	27 968	29 077	30 314	31 875	33 306	34 882	36 814	38 744	38 964	39 904	40 790	..
Autriche	27 186	28 909	29 025	30 463	31 319	32 856	33 637	36 586	38 073	39 785	39 026	40 065	42 132
Belgique	25 366	27 669	28 524	30 054	30 292	31 190	32 204	34 254	35 667	37 033	36 744	37 728	38 711
Canada	27 138	28 485	29 332	29 911	31 267	32 837	35 106	36 863	38 350	38 985	37 842	39 050	40 440
Chili	9 088	9 572	10 004	10 272	10 784	11 736	12 690	13 734	14 628	15 328	15 201	16 156	17 312
Corée	15 601	17 197	18 151	19 656	20 180	21 624	22 783	24 247	26 102	26 689	26 931	28 797	30 254
Danemark	26 926	28 831	29 432	30 756	30 430	32 290	33 196	36 048	37 723	39 841	38 303	40 190	40 929
Espagne	19 824	21 314	22 578	24 068	24 755	25 956	27 392	30 406	32 233	33 130	32 150	31 904	32 501
Estonie	8 752	9 865	10 691	11 967	13 371	14 753	16 531	19 146	21 583	22 155	19 791	20 393	21 938
États-Unis	33 298	35 050	35 866	36 755	38 128	40 197	42 414	44 522	46 227	46 647	45 087	46 588	..
Finlande	23 613	25 674	26 531	27 531	27 616	29 863	30 708	33 140	36 167	38 080	35 655	36 307	37 642
France	23 612	25 249	26 611	27 676	27 283	28 185	29 554	31 426	33 144	34 167	33 676	34 256	35 133
Grèce	16 877	18 249	19 744	21 401	22 497	23 861	24 348	26 803	27 709	29 569	29 384	28 444	26 934
Hongrie	11 059	11 884	13 394	14 669	15 344	16 188	16 975	18 299	18 933	20 432	20 157	20 556	21 547
Irlande	26 176	28 932	30 776	33 274	34 768	36 796	38 896	42 522	45 418	42 575	39 754	40 478	..
Islande	28 632	28 849	30 438	31 084	30 776	33 731	34 992	35 831	37 171	39 521	36 666	35 593	36 084
Israël	21 333	23 487	23 400	23 468	22 195	23 497	23 256	23 872	25 449	25 481	25 479	26 531	..
Italie	24 345	25 758	27 276	26 942	27 271	27 528	28 280	30 399	32 056	33 372	32 250	31 911	32 939
Japon	24 600	25 958	26 567	27 233	27 966	29 327	30 443	31 796	33 370	33 592	32 119	33 785	..
Luxembourg	49 072	53 662	53 923	57 559	60 728	64 998	68 372	78 573	84 559	89 156	82 981	86 269	89 801
Mexique	9 259	10 042	10 134	10 396	10 882	11 529	12 461	13 741	14 486	15 267	14 343	15 195	..
Norvège	29 800	36 137	37 085	37 052	38 262	42 479	47 640	53 846	55 874	61 332	54 713	57 259	61 870
Nouvelle-Zélande	20 165	21 036	22 017	22 775	23 433	24 498	25 219	27 020	28 600	29 077	29 386	29 711	..
Pays-Bas	26 933	29 414	30 783	31 943	31 705	33 197	35 111	38 088	40 736	42 929	41 094	42 196	42 847
Pologne	9 996	10 570	10 948	11 563	11 986	13 010	13 786	15 077	16 759	18 024	18 926	19 908	..
Portugal	16 744	17 797	18 507	19 146	19 456	19 854	21 369	22 967	24 201	24 939	24 938	25 444	25 352
République slovaque	10 407	10 983	12 069	12 966	13 599	14 654	16 175	18 383	20 876	23 214	22 583	23 264	24 018
République tchèque	14 782	15 549	16 833	17 578	18 768	20 081	21 268	23 268	25 457	25 872	25 617	25 258	26 054
Royaume-Uni	24 253	26 072	27 568	28 884	29 845	31 766	32 732	34 999	35 736	35 882	34 487	35 687	35 441
Slovenie	16 707	17 554	18 438	19 759	20 516	22 268	23 472	25 444	27 218	29 065	27 153	26 941	27 402
Suède	25 976	27 957	28 226	29 278	30 420	32 494	32 701	35 703	38 478	39 613	37 339	39 346	41 348
Suisse	30 626	32 403	33 062	34 354	34 245	35 593	36 648	40 537	44 362	47 552	46 343	48 657	..
Turquie	8 171	9 172	8 612	8 667	8 791	10 162	11 391	12 895	13 894	15 025	14 443	15 604	..
UE-27	20 607	21 912	23 045	23 968	24 521	25 707	26 868	29 070	30 770	31 976	31 142	31 784	32 721
OCDE	23 002	24 404	25 185	25 958	26 715	28 135	29 573	31 517	33 087	33 882	32 860	33 971	..
Afrique du Sud	6 322	6 640	6 897	7 184	7 478	8 000	8 654	9 336	10 049	10 453	10 238	10 498	..
Brazil	6 861	7 204	7 354	7 560	7 698	8 231	8 603	9 166	9 900	10 528	10 453	11 239	..
Chine	2 163	2 378	2 615	2 881	3 217	3 614	4 102	4 749	5 554	6 189	6 786	7 519	..
Fédération de Russie	5 895	6 798	7 336	8 010	9 231	10 228	11 826	14 923	16 729	20 268	18 892	19 833	..
Inde	1 447	1 518	1 585	1 657	1 779	1 942	2 153	2 402	2 677	2 862	3 039	3 339	..
Indonésie	2 243	2 441	2 552	2 674	2 825	3 005	3 207	3 449	3 727	3 987	4 155	4 394	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712246>

PIB par habitant
dollars des EU, prix courants et PPA, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712246>

ÉVOLUTION DU PIB

Les variations observées dans la taille des économies sont généralement mesurées par les variations du PIB en volume (souvent dénommé PIB réel). La notion de PIB réel fait référence au fait que les variations du PIB imputables à l'inflation sont neutralisées. On obtient ainsi une mesure des variations du volume de la production d'une économie.

Définition

La conversion des valeurs nominales du PIB en valeurs réelles suppose que l'on dispose de toute une série d'indices détaillés des prix, collectés directement ou indirectement qui, appliqués à la valeur nominale des transactions, permettent de déduire les variations correspondantes en volume. Dans le Système de comptabilité nationale de 1993, il est préconisé d'utiliser des pondérations représentatives de la période pour laquelle le taux de croissance est calculé, ce qui nécessite tous les ans l'introduction de nouvelles pondérations formant des indices-chaînes (de volume).

Comparabilité

Tous les pays ont adopté le Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN), à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Il importe toutefois de noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays. On note en revanche de légères divergences dans les méthodes employées par les différents pays pour établir les estimations en volume de leur PIB, en particulier pour ce qui est des services produits par l'administration, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

En bref

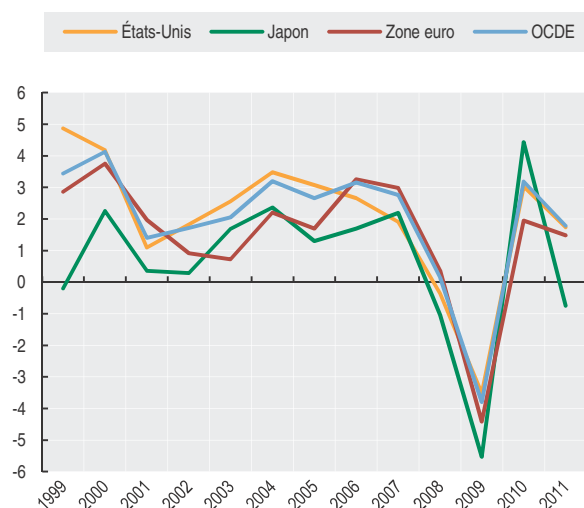
Le taux annuel moyen de croissance du PIB en volume pour l'ensemble de la zone OCDE s'est établi à 0,3 % sur les trois années ayant précédé 2011. Ce chiffre s'explique principalement par le repli marqué de 3,8 % observé en 2009 au plus fort de la crise économique. Il est à rapprocher des taux de croissance du PIB sensiblement plus élevés de l'Inde, de l'Indonésie et de la Chine qui, toutes, ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 5 %, voire plus, sur la même période. La Grèce, l'Islande, la Slovaquie et l'Irlande, victimes d'une contraction de l'activité comprise entre 2 et 5 %, sont les pays qui ont affiché les taux moyens de croissance annuelle du PIB les plus faibles entre 2008 et 2011. Au total, 16 pays de l'OCDE ont enregistré un taux de croissance annuel moyen négatif sur la période ce qui témoigne du fait que ces pays n'ont pas encore réussi à inverser la perte d'activité économique due à la crise et à renouer avec les niveaux de PIB d'avant la crise.

En regardant plus précisément la situation en 2011, le taux de croissance pour l'OCDE s'est établi à 1,8 %. Le Chili (6,0 %), l'Estonie (7,6 %) et la Turquie (8,5 %) sont les pays affichant les taux de croissance les plus élevés. L'activité économique a en revanche chuté de 6,9 % en Grèce. Elle s'est également contractée en 2011 au Portugal (- 1,6 %), au Japon (- 0,7 %) et en Slovaquie (- 0,2 %).

A l'exception du Mexique, tous les pays de l'OCDE calculent leurs estimations annuelles du PIB réel à l'aide d'indices-chaînes de volume établis annuellement (ce qui signifie que les pondérations sont actualisées chaque année). Le Mexique, comme beaucoup de pays non membres de l'OCDE, révisent moins fréquemment les pondérations.

Évolution de la croissance du PIB réel

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712322>

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Reformes économiques 2012, Objectif croissance, Réformes économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Journal: Economic Studies*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.

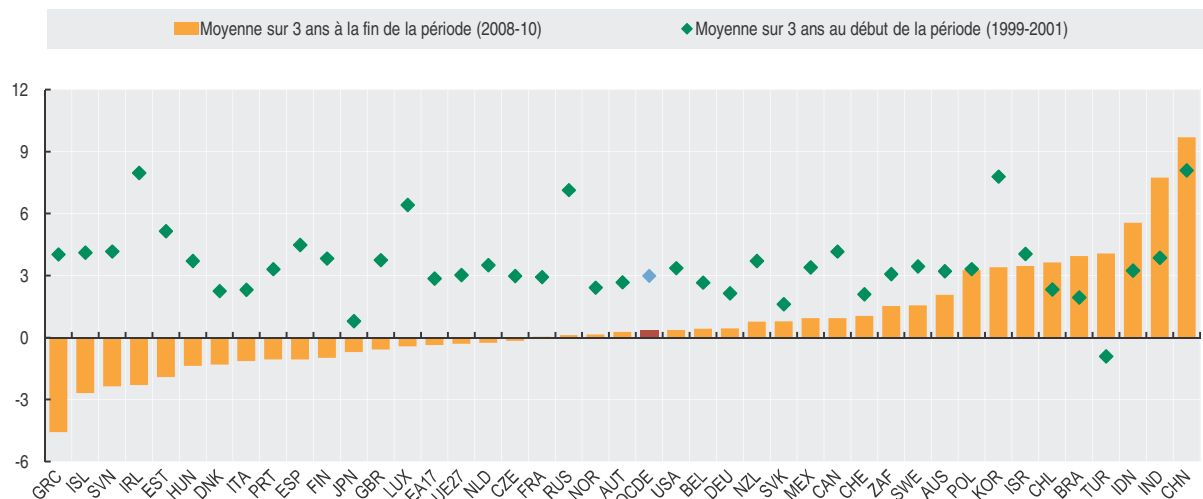


Croissance du PIB réel
Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.9	3.1	1.5	0.0	-0.4	1.2	0.7	3.7	3.3	1.1	-5.1	3.7	3.0
Australie	3.8	1.9	3.9	3.2	4.1	3.2	3.0	3.8	3.8	1.4	2.3	2.1	1.8
Autriche	3.5	3.7	0.9	1.7	0.9	2.6	2.4	3.7	3.7	1.4	-3.8	2.1	2.7
Belgique	3.5	3.7	0.8	1.4	0.8	3.3	1.8	2.7	2.9	1.0	-2.8	2.2	1.9
Canada	5.5	5.2	1.8	2.9	1.9	3.1	3.0	2.8	2.2	0.7	-2.8	3.2	2.5
Chili	-0.7	4.5	3.3	2.2	4.0	7.0	6.2	5.7	5.2	3.3	-1.0	6.1	6.0
Corée	10.7	8.8	4.0	7.2	2.8	4.6	4.0	5.2	5.1	2.3	0.3	6.3	3.6
Danemark	2.6	3.5	0.7	0.5	0.4	2.3	2.4	3.4	1.6	-0.8	-5.8	1.3	0.8
Espagne	4.7	5.0	3.7	2.7	3.1	3.3	3.6	4.1	3.5	0.9	-3.7	-0.1	0.7
Estonie	-0.3	9.7	6.3	6.6	7.8	6.3	8.9	10.1	7.5	-3.7	-14.3	2.3	7.6
États-Unis	4.9	4.2	1.1	1.8	2.6	3.5	3.1	2.7	1.9	-0.4	-3.5	3.0	1.7
Finlande	3.9	5.3	2.3	1.8	2.0	4.1	2.9	4.4	5.3	0.3	-8.5	3.3	2.7
France	3.3	3.7	1.8	0.9	0.9	2.5	1.8	2.5	2.3	-0.1	-3.1	1.7	1.7
Grèce	3.4	4.5	4.2	3.4	5.9	4.4	2.3	5.5	3.0	-0.2	-3.2	-3.5	-6.9
Hongrie	3.2	4.2	3.7	4.5	3.9	4.8	4.0	3.9	0.1	0.9	-6.8	1.3	1.6
Irlande	9.9	9.3	4.8	5.9	4.2	4.5	5.3	5.3	5.2	-3.0	-7.0	-0.4	0.7
Islande	4.1	4.3	3.9	0.1	2.4	7.8	7.2	4.7	6.0	1.3	-6.8	-4.0	3.1
Israël	3.4	9.3	-0.2	-0.6	1.5	4.8	4.9	5.6	5.5	4.0	0.8	4.8	4.8
Italie	1.5	3.7	1.9	0.5	0.0	1.7	0.9	2.2	1.7	-1.2	-5.5	1.8	0.4
Japon	-0.2	2.3	0.4	0.3	1.7	2.4	1.3	1.7	2.2	-1.0	-5.5	4.4	-0.7
Luxembourg	8.4	8.4	2.5	4.1	1.5	4.4	5.4	5.0	6.6	0.8	-5.3	2.7	1.6
Mexique	3.8	6.6	0.0	0.8	1.4	4.1	3.3	5.1	3.4	1.2	-6.3	5.6	3.9
Norvège	2.0	3.3	2.0	1.5	1.0	4.0	2.6	2.5	2.7	0.0	-1.7	0.7	1.4
Nouvelle-Zélande	5.2	2.5	3.5	4.9	3.9	3.6	3.2	2.2	2.9	-1.1	0.8	1.2	0.3
Pays-Bas	4.7	3.9	1.9	0.1	0.3	2.2	2.0	3.4	3.9	1.8	-3.5	1.7	1.2
Pologne	4.5	4.3	1.2	1.4	3.9	5.3	3.6	6.2	6.8	5.1	1.6	3.9	4.3
Portugal	4.1	3.9	2.0	0.8	-0.9	1.6	0.8	1.4	2.4	0.0	-2.9	1.4	-1.6
République slovaque	0.0	1.4	3.5	4.6	4.8	5.1	6.7	8.3	10.5	5.8	-4.9	4.2	3.3
République tchèque	1.7	4.2	3.1	2.1	3.8	4.7	6.8	7.0	5.7	3.1	-4.7	2.7	1.7
Royaume-Uni	3.2	4.2	2.9	2.4	3.8	2.9	2.8	2.6	3.6	-1.0	-4.0	1.8	0.8
Slovenie	5.3	4.3	2.9	3.8	2.9	4.4	4.0	5.8	6.9	3.6	-8.0	1.4	-0.2
Suède	4.7	4.5	1.3	2.5	2.3	4.2	3.2	4.3	3.3	-0.6	-5.0	6.2	3.9
Suisse	1.4	3.7	1.2	0.2	0.0	2.4	2.7	3.8	3.8	2.2	-1.9	3.0	2.1
Turquie	-3.4	6.8	-5.7	6.2	5.3	9.4	8.4	6.9	4.7	0.7	-4.8	9.2	8.5
Zone euro	2.9	3.8	2.0	0.9	0.7	2.2	1.7	3.3	3.0	0.4	-4.4	2.0	1.5
UE-27	3.0	3.9	2.2	1.3	1.4	2.5	2.0	3.3	3.2	0.3	-4.4	2.1	1.5
OCDE	3.4	4.1	1.4	1.7	2.1	3.2	2.7	3.2	2.8	0.1	-3.8	3.2	1.8
Afrique du Sud	2.4	4.2	2.7	3.7	2.9	4.6	5.3	5.6	5.6	3.6	-1.7	2.8	..
Bésil	0.3	4.3	1.3	2.7	1.1	5.7	3.2	4.0	6.1	5.2	-0.6	7.5	..
Chine	7.6	8.4	8.3	9.1	10.0	10.1	11.3	12.7	14.2	9.6	9.2	10.3	..
Fédération de Russie	6.4	10.0	5.1	4.7	7.3	7.2	6.4	8.2	8.5	5.2	-7.8	4.3	4.3
Inde	3.3	4.4	3.9	4.6	6.9	8.1	9.2	9.7	9.9	6.2	6.8	10.4	..
Indonésie	0.8	5.4	3.6	4.5	4.8	5.0	5.7	5.5	6.3	6.0	4.6	6.1	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712284>

Croissance du PIB réel
Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712303>

PIB PAR RÉGION

Les disparités entre les pays de l'OCDE en matière de performances économiques sont souvent moins marquées que les disparités entre les régions d'un même pays. En outre, ces disparités régionales ont résisté au temps, même quand les disparités économiques entre les pays se sont estompées.

Définition

Les inégalités régionales sur le plan des performances économiques sont mesurées ici d'après le PIB régional par habitant ou PIB par travailleur. Le PIB d'un pays ou d'une région est mesuré selon les définitions du Système de comptabilité nationale 1993.

Le coefficient de Gini mesure les inégalités entre les différentes régions d'un même pays. Il est compris entre 0 et 1, zéro correspondant à une situation d'égalité parfaite. Le coefficient attribue des pondérations identiques à chaque région quelle que soit sa taille : c'est pourquoi les écarts de coefficients entre pays peuvent être en partie liés aux différences de taille moyenne des régions dans chaque pays.

Si dans l'étude des inégalités de revenu, l'individu est à l'évidence l'unité d'analyse par excellence, il n'en va pas de même lorsqu'on s'intéresse aux inégalités économiques entre les régions. La taille des régions est très variable tant au sein de chaque pays que d'un pays à l'autre de sorte que la concentration géographique et les disparités territoriales sont fonction de la définition de la notion de région. En principe, plus la taille

d'une région augmente, plus les différences territoriales ont tendance à s'effacer et les disparités à s'atténuer.

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité est affectée par des différences dans le sens qui est donné au mot région. Ce mot peut prendre des sens très différents à l'intérieur d'un pays comme d'un pays à l'autre, et s'accompagner d'écarts significatifs en termes de superficie et de population. Pour surmonter ce problème, l'OCDE a classé les régions de chaque pays selon deux niveaux territoriaux : le niveau territorial 2 (TL2, grandes régions), et le niveau territorial 3 (TL3, petites régions). Toutes les données présentées ici se rapportent à des petites régions – à l'exception de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Chine, de l'Inde, du Mexique, de la Fédération de Russie, de l'Afrique du Sud, de la Turquie et des États-Unis.

Les chiffres relatifs à "2009 ou la dernière année disponible" font référence aux données relatives à 2009 dans tous les pays excepté le Chili (2007), la Norvège (2007), la Suède (2007) et la Turquie (2008). Les chiffres relatifs à "1995-2009 ou dernière période disponible" font référence aux données relatives à la période allant 1995 à 2009 dans tous les pays excepté l'Estonie (1996-2009), la Norvège (1997-2007), la Pologne (1999-2009), la Turquie (2004-2008), la Chine (2004-2008), l'Inde (2000-2008), la Fédération de Russie (2005-2008) et la Suède (1995-2007).

En bref

Les disparités régionales en termes de productivité sont souvent considérables à l'intérieur d'un même pays. On observe des différences notables entre les régions au Chili, en Turquie, au Royaume-Uni et en France.

La croissance du PIB au niveau national semble être, dans une large mesure, le fait d'un petit nombre de régions. En moyenne dans la zone de l'OCDE, la croissance a été imputable, à hauteur de 42 %, à seulement 10 % des régions sur la période 1995-2009. Au niveau des pays, la concentration régionale de la croissance a été très marquée en Hongrie, en Grèce, en Suède, en Finlande, au Japon, en Espagne et au Royaume-Uni et, parmi les pays non membres de l'OCDE, dans la Fédération de Russie. Dans les pays susmentionnés, 10 % des régions affichant les taux de croissance du PIB les plus élevés ont assuré plus de la moitié de la croissance nationale sur la période 1995-2009.

Le coefficient de Gini est une mesure des inégalités qui attribue le même poids à toutes les régions d'un pays, indépendamment de leur taille, alors que le nombre d'habitants vivant dans les régions où le PIB par tête est faible (en dessous de la moyenne nationale) fournit une indication des conséquences économiques diverses des disparités existant entre les différentes régions d'un même pays. Si les disparités régionales mesurées par l'indice de Gini de PIB par habitant sont par exemple du même ordre de grandeur en République slovaque, au Chili, en Turquie et en Estonie, le pourcentage de la population nationale vivant dans des régions où le PIB par habitant est faible varie entre 23 % en Estonie et près de 54 % en République slovaque.

Sources

- Statistiques régionales de l'OCDE (Base de données).
- OCDE (2012), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2012), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2012, Transformation de l'État et développement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Promoting Growth in All Regions*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Southeast Asian Economic Outlook*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens territoriaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *OECD Regional Outlook 2011, Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Régions et croissance, Une analyse des tendances*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Reprise économique, innovation et croissance durable : Le rôle crucial des régions*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques régionales de l'OCDE.

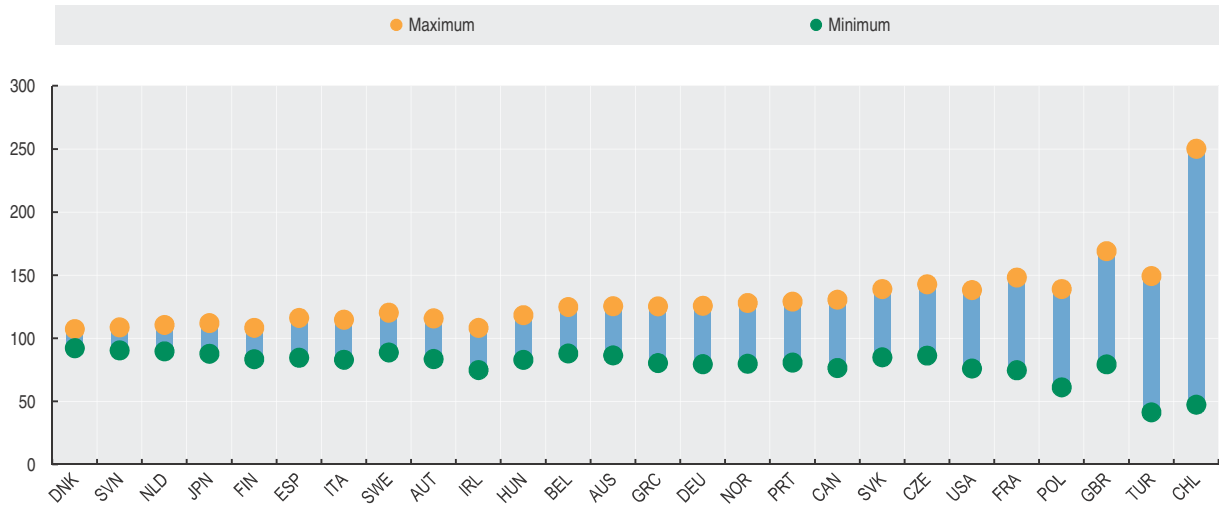
Sites Internet

- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



Classe des PIB régionaux par habitant

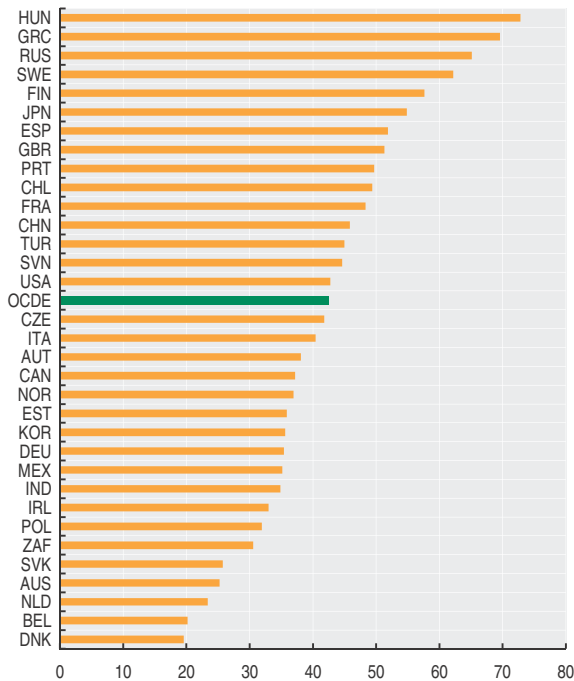
En pourcentage du PIB national par habitant, 2009 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712341>

Part de l'augmentation du PIB de chaque pays due aux 10% des régions les plus dynamiques

Pourcentage, 1995-2009 ou dernière période disponible

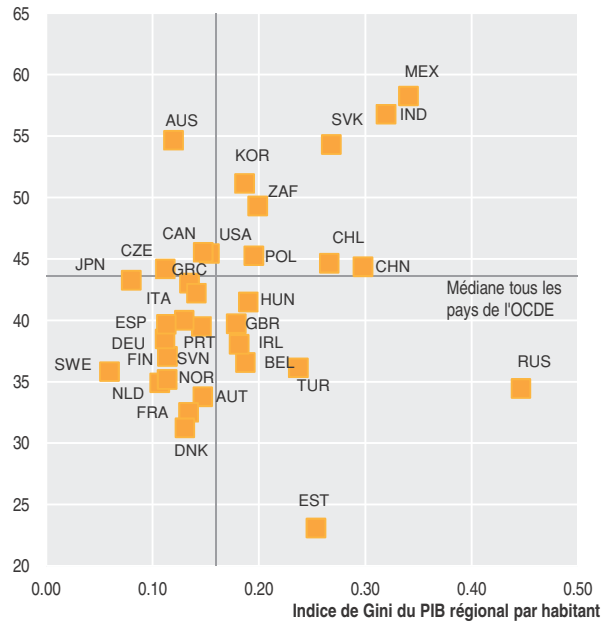


1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712360>

Indice de Gini du PIB régional par habitant et part de la population dans les régions à faible PIB par habitant

2009 ou dernière année disponible

En pourcentage de la population dans les régions à PIB par habitant inférieur au niveau national médian



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712379>

TAUX D'INVESTISSEMENT

L'investissement, ou plus précisément la formation brute de capital fixe (FBCF) constitue un important indicateur de la croissance économique future et une variable fondamentale dans les analyses économiques, comme celles de la demande et de la productivité.

Définition

En comptabilité nationale, la formation brute de capitale fixe (FBCF) correspond à la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs fixes. Sont concernés les produits destinés à servir à la production d'autres biens et services pendant plus d'un an.

Les acquisitions comprennent à la fois les achats d'actifs (neufs ou d'occasion) et la construction d'actifs par les producteurs pour leur propre usage.

L'expression "actifs produits" signifie que seuls les actifs issus d'un processus de production reconnu en comptabilité nationale sont inclus. La comptabilité nationale s'intéresse aussi aux opérations sur actifs non produits, tels que les réserves foncières, pétrolières et minières, qui sont comptabilisées comme actifs non produits (acquisitions moins cessions) dans le compte de capital et le bilan.

Les prix d'acquisition des biens d'investissement comprennent les frais de transport et d'installation, ainsi que les impôts spécifiquement liés à l'acquisition.

Comparabilité

Lorsque le *Système de comptabilité nationale* a été révisé en 1993, la définition de la FBCF a été élargie de façon à y inclure la prospection minière et pétrolière, les logiciels ainsi que les œuvres littéraires et artistiques originales. La comparabilité de ces éléments s'est améliorée ces dernières années, quoique leur définition varie selon les pays, notamment en ce qui concerne la production de logiciels pour compte propre.

En bref

Entre 2008 et 2010, l'investissement a reculé de 4.2 % par an en moyenne dans l'ensemble de la zone OCDE, ce qui témoigne dans une large mesure de la chute observée au plus fort de la récente crise, puisque l'investissement s'est contracté de plus de 12 %, en volumes, en 2009. L'Australie est le seul pays de l'OCDE à avoir affiché une hausse des investissements en 2009 (+3 %). L'Irlande, l'Islande et la Grèce ont accusé des baisses annuelles d'environ 20 % en moyenne au cours de la période considérée, en conséquence de quoi leurs investissements avaient, en 2010, plus que diminué de moitié par rapport à 2007.

En 2011, les taux de croissance des investissements les plus élevés étaient observés en Estonie (26.8 %), en Turquie (18.3 %), au Chili (17.6 %) et en Islande (13.4 %), l'Estonie et l'Islande ayant ainsi partiellement rattrapé l'immense retard accumulé au cours de la période triennale précédente. La même année, en revanche, l'investissement s'est comprimé de plus de 10 % au Portugal et en Slovaquie, et de plus de 20 % en Grèce, où il a atteint un peu plus de la moitié du niveau de 2007.

Dans le *Système de comptabilité nationale* de 2008, la définition des actifs a été étendue à la recherche et développement ainsi qu'aux systèmes d'armes militaires, mais les chiffres indiqués ici ne rendent pas compte de ces ajouts (sauf dans le cas de l'Australie qui applique déjà le SCN 2008).

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2004), "Towards More Harmonised Estimates of Investment in Software", *OECD Economic Studies*, No. 37, 2003/2.
- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.



Formation brute de capital fixe

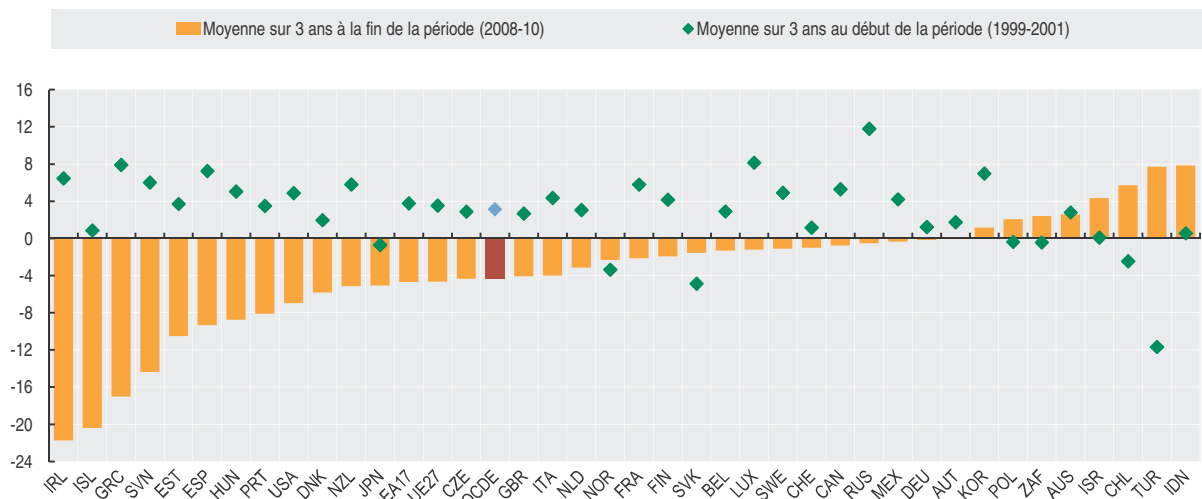
Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	4.5	2.6	-3.3	-6.1	-1.2	-0.2	0.8	8.2	4.7	1.7	-11.4	5.5	6.4
Australie	8.2	-7.9	9.0	12.7	9.0	6.9	9.3	5.1	9.6	1.4	2.3	4.1	..
Autriche	1.2	5.2	-1.0	-4.0	4.8	0.6	0.6	0.5	3.6	0.7	-7.8	0.8	7.3
Belgique	2.6	5.1	1.0	-4.5	0.1	7.8	6.4	2.5	6.3	1.9	-7.9	-0.8	5.2
Canada	7.3	4.7	4.0	1.6	6.2	7.8	9.3	7.1	3.5	2.0	-13.0	10.0	..
Chili	-18.2	8.9	4.3	1.5	5.7	11.4	23.5	4.3	10.8	17.9	-12.1	14.3	17.6
Corée	8.7	12.3	0.3	7.1	4.4	2.1	1.9	3.4	4.2	-1.9	-1.0	5.8	-1.1
Danemark	-0.1	7.6	-1.4	0.1	-0.2	3.9	4.7	14.3	0.4	-4.2	-13.4	-3.8	0.2
Espagne	10.4	6.6	4.8	3.4	5.9	5.1	7.1	7.1	4.5	-4.7	-16.6	-6.3	..
Estonie	-15.5	16.7	13.1	24.2	16.7	6.0	15.2	23.0	9.3	-15.1	-37.9	-9.1	26.8
États-Unis	9.1	6.9	-1.1	-3.0	3.2	6.2	5.3	2.3	-1.6	-5.8	-16.0	1.8	..
Finlande	3.3	6.4	2.9	-3.7	3.0	4.9	3.6	1.9	10.7	-0.6	-13.2	1.9	6.8
France	8.5	6.8	2.2	-1.9	2.2	3.4	4.4	4.0	6.3	0.3	-10.6	1.2	3.5
Grèce	11.0	8.0	4.8	9.5	11.8	0.4	-6.3	20.4	5.4	-6.7	-15.2	-15.0	-20.7
Hongrie	7.4	6.0	1.9	7.4	1.5	7.2	4.5	-2.7	3.8	2.9	-11.0	-9.7	-5.5
Irlande	13.4	6.2	0.2	2.5	6.5	9.5	14.7	4.4	2.3	-10.1	-28.8	-25.1	..
Islande	-4.1	11.8	-4.3	-14.0	11.1	28.7	34.4	24.4	-12.2	-20.0	-51.6	-8.1	13.4
Israël	0.4	3.4	-3.4	-6.7	-4.1	0.0	3.5	13.1	14.6	4.2	-4.1	13.6	..
Italie	4.0	6.4	2.7	3.4	-1.3	2.0	1.3	3.4	1.8	-3.7	-11.7	2.1	-1.9
Japon	-0.6	0.7	-2.1	-4.9	0.2	0.4	0.8	1.5	0.3	-4.1	-10.6	-0.2	..
Luxembourg	22.0	-4.7	8.8	5.5	6.3	2.7	2.5	3.8	17.9	3.2	-13.0	3.0	7.7
Mexique	7.7	11.4	-5.6	-0.6	0.4	8.0	7.5	9.9	6.9	5.5	-11.8	6.4	..
Norvège	-5.4	-3.5	-1.1	-1.1	0.8	11.1	13.5	9.8	11.4	0.2	-7.5	-5.2	6.4
Nouvelle-Zélande	10.6	0.4	6.8	7.8	12.9	7.6	5.2	-2.3	4.7	-5.2	-12.0	2.2	..
Pays-Bas	8.7	0.6	0.2	-4.5	-1.5	-1.6	3.7	7.5	5.5	4.5	-10.2	-4.4	5.8
Pologne	6.6	2.7	-9.7	-6.3	-0.1	6.4	6.5	14.9	17.6	9.6	-1.2	-0.4	8.1
Portugal	6.0	3.9	0.6	-3.2	-7.1	0.0	-0.5	-1.3	2.6	-0.3	-8.6	-4.1	-11.4
République slovaque	-15.7	-9.6	12.9	0.2	-2.7	4.8	17.5	9.3	9.1	1.0	-19.7	12.4	5.7
République tchèque	-2.1	6.5	4.5	3.8	0.6	3.0	6.0	5.8	13.2	4.1	-11.5	0.1	-1.2
Royaume-Uni	2.8	2.6	2.7	3.6	1.1	5.1	2.4	6.4	8.1	-4.8	-13.4	3.1	-1.2
Slovenie	14.7	2.6	1.3	0.3	7.6	5.0	3.0	10.4	13.3	7.8	-23.3	-8.3	-10.7
Suède	8.7	5.7	0.5	-1.3	1.6	5.7	8.1	9.2	8.9	1.4	-15.5	7.7	6.2
Suisse	2.3	4.7	-3.3	-1.0	-2.0	4.2	4.1	5.3	5.4	0.7	-8.0	4.8	..
Turquie	-16.2	17.5	-30.0	14.7	14.2	28.4	17.4	13.3	3.1	-6.2	-19.0	30.5	18.3
Zone euro	6.0	4.7	0.7	-1.5	1.1	2.2	3.2	5.7	4.7	-1.1	-12.4	0.0	1.4
UE-27	5.4	4.5	0.8	-0.7	1.1	3.0	3.5	6.4	5.9	-0.9	-12.7	0.2	1.4
OCDE	5.2	5.2	-0.9	-1.0	2.4	4.6	4.6	4.6	2.8	-2.5	-12.3	2.5	..
Afrique du Sud	-7.6	3.9	2.8	3.5	10.2	12.9	11.0	12.1	14.0	14.1	-2.2	-3.7	..
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.1	16.6	10.9	3.1	13.9	12.0	10.2	17.9	21.1	9.7	-14.7	6.4	8.4
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	-18.2	16.7	6.5	4.7	0.6	14.7	10.9	2.6	9.3	11.9	3.3	8.5	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712398>

Formation brute de capital fixe

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712417>

NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La productivité mesure l'efficacité avec laquelle les ressources disponibles sont utilisées pour la production. La productivité de la main-d'œuvre, conjuguée à l'utilisation des ressources du travail, est un des principaux indicateurs du niveau de vie.

Définition

La productivité du travail se mesure en PIB par heure travaillée. Les données sur le PIB à prix courants sont fournies par les comptes nationaux annuels de l'OCDE. Pour permettre de procéder à des comparaisons internationales et d'obtenir une

En bref

En 2011, la Norvège et le Luxembourg affichaient les niveaux de productivité du travail les plus élevés, suivis de l'Irlande. Le niveau de productivité (PIB par heure travaillée) de la Norvège était environ cinq fois supérieur à celui du Mexique. Parmi les pays considérés, ceux qui ont enregistré de faibles niveaux de productivité du travail en 2011, comme le Mexique et le Chili, sont souvent ceux où la durée moyenne du travail est la plus longue (nettement plus de 2 000 heures par an).

En 2011, les différences de PIB par habitant par rapport aux États-Unis ont été très variables selon les pays. Les différences de PIB par habitant s'expliquent pour une bonne partie par des différences de productivité du travail, avec des écarts par rapport aux États-Unis qui vont de 65 points de pourcentage, ou plus, au Chili et au Mexique à 15 points de pourcentage, ou moins, en Autriche, en Irlande, aux Pays-Bas et dans plusieurs autres pays d'Europe. En 2011, comme en 2010, la Norvège et le Luxembourg ont maintenu des écarts positifs notables, pour ce qui est du PIB par habitant par heure travaillée, par rapport aux États-Unis.

Les disparités d'un pays à l'autre dans l'utilisation de la main-d'œuvre reflètent d'une part, un fort taux de chômage et un faible taux de participation de la population en âge de travailler et, d'autre part, des horaires plus réduits pour les personnes qui ont un emploi. Les disparités d'un pays à l'autre, par rapport aux États-Unis, étaient sensiblement plus faibles en matière d'utilisation de la main-d'œuvre qu'en matière de PIB par habitant et par heure. En Belgique, en France et en Irlande, une utilisation plus faible de la main-d'œuvre expliquait respectivement à hauteur de 92 %, 88 % et 159 %, l'écart de PIB par habitant par rapport aux États-Unis (c'est-à-dire 18 points sur 19 points d'écart dans le PIB par habitant dans le cas de la Belgique, 23 points sur 27 points d'écart dans le cas de la France, 21 points sur 23 points d'écart dans le cas de l'Irlande). En Turquie, cette utilisation plus faible de la main-d'œuvre contribuait en 2011 à hauteur de 34 % environ à l'écart de PIB par habitant par rapport aux États-Unis.

Parmi les pays considérés, 17 (pour la majorité des pays hors Union européenne) affichaient des niveaux d'utilisation de la main-d'œuvre supérieurs à ceux des États-Unis, ce qui contribuait à réduire l'écart les séparant de ce pays en termes de PIB par habitant. Figuraient notamment parmi eux le l'Australie, le Canada, la Corée, la Fédération de Russie, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

mesure en volume ou "en termes réels" du PIB, elles sont converties en monnaie commune selon les parités de pouvoir d'achat (PPA) de l'OCDE de 2011. Les données relatives aux heures travaillées sont tirées de deux sources, les comptes nationaux annuels de l'OCDE et les Perspectives de l'emploi de l'OCDE.

L'indicateur présenté ci-après fait apparaître les niveaux de revenu et de productivité du travail de chaque pays par rapport aux niveaux de revenu et de productivité du travail des États-Unis. Les différences de niveaux de revenu par rapport aux États-Unis peuvent se décomposer en différences de niveau de productivité du travail, mesuré par le PIB par heure travaillée, et différences de niveau d'utilisation de la main-d'œuvre, mesuré par le nombre d'heures travaillées par personne.

Comparabilité

Pour qu'il soit possible de comparer les niveaux de revenu et de productivité d'un pays à l'autre, plusieurs conditions strictes doivent être satisfaites. Tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993, à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Deuxièmement, dans un certain nombre de pays, les données sur l'emploi sont tirées d'enquêtes sur la population active, qui ne sont pas toujours entièrement cohérentes avec les comptes nationaux, ce qui réduit la comparabilité des niveaux d'utilisation de la main-d'œuvre entre pays. Troisièmement, la mesure des apports de travail repose aussi sur le nombre d'heures travaillées, qui est tiré soit d'enquêtes sur la population active, soit d'enquêtes réalisées auprès des entreprises. Plusieurs pays de l'OCDE estiment le nombre d'heures travaillées à partir de ces deux types de sources, ou intègrent ces sources dans un système de comptabilité du travail comparable aux comptes nationaux. La comparabilité internationale du nombre d'heures travaillées reste quelque peu limitée, d'où une marge d'incertitude dans les estimations des niveaux de productivité.

Sources

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (Base de données).
- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2002), *Mesurer la productivité - Manuel de l'OCDE: Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Éditions OCDE.

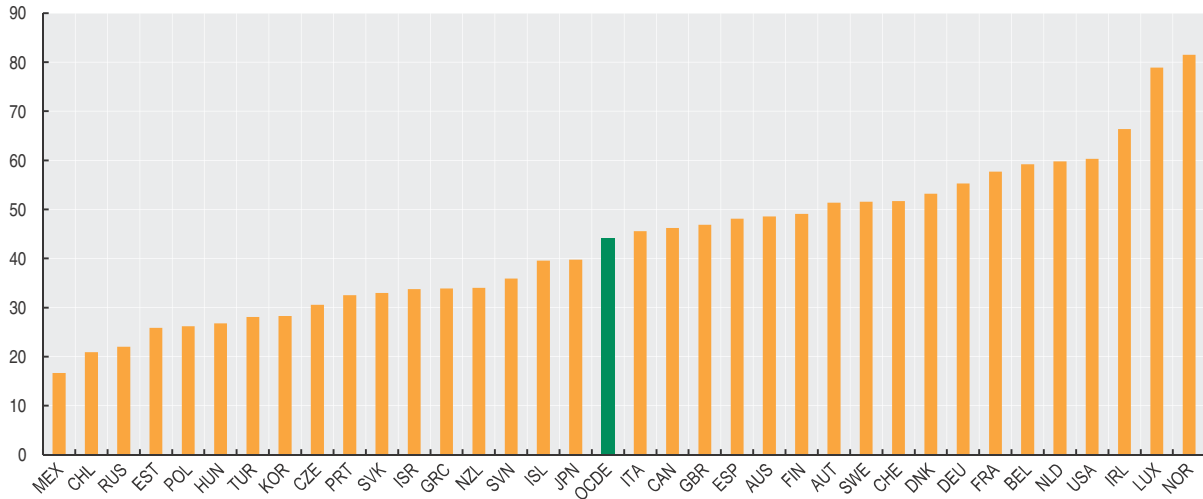
Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de Productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity.



NIVEAUX DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

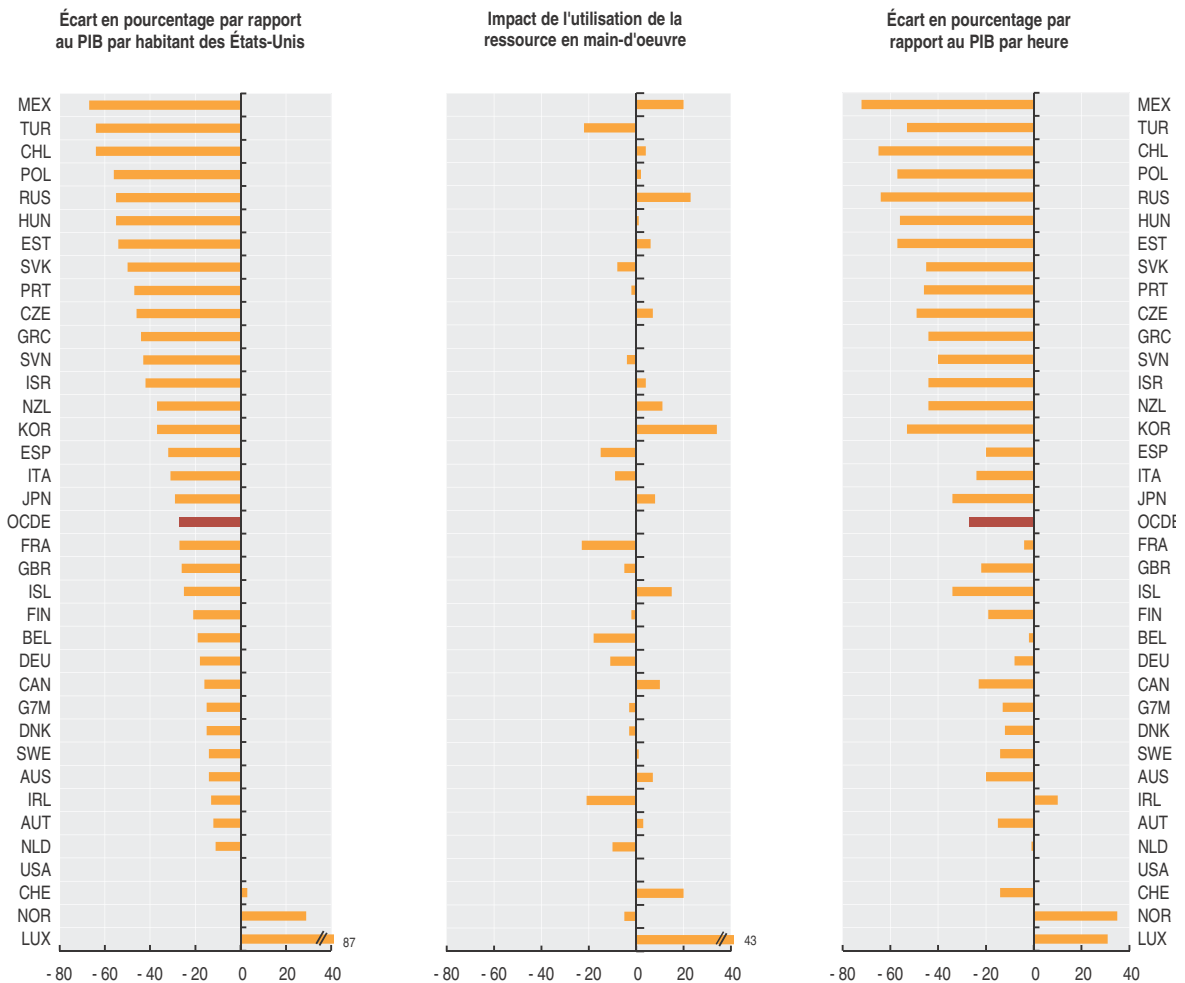
PIB par heure travaillée
dollars des EU, prix courants et PPA, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712436>

Niveaux du PIB par habitant et de la productivité du travail

Différences en points de pourcentage par rapport aux États-Unis, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712455>

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

La croissance de la productivité du travail est un indicateur clé de la performance économique et un facteur essentiel d'évolution du niveau de vie.

Définition

La productivité du travail se définit comme le PIB par heure travaillée. La croissance du PIB par habitant est liée aux variations de la productivité du travail conjuguées à celles de l'utilisation de la main-d'œuvre (mesurée par le nombre d'heures travaillées par personne). Les évolutions des conditions de vie peuvent provenir de variations de la productivité du travail et de l'utilisation de la main-d'œuvre. Une croissance forte de la productivité du travail peut indiquer une utilisation accrue du capital, une diminution de l'emploi des travailleurs à faible productivité ou des gains d'efficacité et une vague d'innovation de façon générale.

Les mesures de la production utilisées sont des estimations du PIB et de la population tirées des comptes nationaux annuels de l'OCDE. Le nombre d'heures effectivement travaillées est issu des comptes nationaux annuels de l'OCDE ou des Perspectives de l'emploi de l'OCDE. Les heures travaillées tiennent compte des horaires normaux de travail des salariés à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires rémunérées et non rémunérées, des heures travaillées dans des emplois d'appoint, ainsi que des heures non travaillées pour cause de jours fériés, de congés payés annuels, de grèves et

conflits du travail ou d'intempéries, ainsi qu'en raison des conditions économiques ou d'autres circonstances.

Pour les agrégats, les estimations du PIB ont été converties en dollars des EU constants sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2005.

Comparabilité

Bien que les comptes nationaux soient fondés sur des définitions communes, les méthodes utilisées par les pays peuvent varier sur certains plans. En particulier, les données concernant les heures travaillées proviennent d'une série de sources primaires. Dans la plupart des pays, les données sont tirées d'enquêtes sur la population active réalisées auprès des ménages, tandis que dans les autres pays, on utilise des enquêtes réalisées auprès des établissements, des sources administratives ou une combinaison des deux. Pour les pays hors Europe, les nombres annuels d'heures travaillées sont communiqués par les offices statistiques nationaux. En règle générale, il vaut mieux utiliser ces données, plutôt que le nombre d'heures travaillées, pour comparer les évolutions entre les pays.

Les taux indiqués ici ne prennent pas en compte les décalages de cycle conjoncturel ; des estimations corrigées des variations cycliques pourraient faire apparaître une situation un peu différente.

En bref

Sur la période 2009-2011, la croissance moyenne du PIB par habitant a été très variable selon les pays. C'est la Turquie qui a enregistré la plus forte croissance, suivie du Chili, de l'Estonie, de la Fédération de Russie et de la Corée et c'est en Grèce que le déclin du PIB par habitant a été le plus prononcé. La croissance du revenu au cours de la même période a été principalement portée par celle de la productivité du travail.

Le ralentissement économique qui a fait suite à la crise financière mondiale de 2007 s'est traduit, dans la plupart des pays, par une croissance négative du PIB par habitant sur la période 2007-2009. Dans certains cas, notamment en Estonie, en Islande et en Irlande, le résultat a été un repli marqué de l'utilisation de la main-d'œuvre. L'Estonie et, dans une moindre mesure, l'Islande ont toutefois observé, entre 2009 et 2011, des signes attestant un net redressement des taux d'utilisation de la main-d'œuvre, mais il n'en a pas été de même pour l'Irlande.

Entre 2009 et 2011, on a constaté dans pratiquement tous les pays un accroissement de la productivité du travail. Dans certains pays, le renversement de tendance, entre la période 2007-2009 et la période 2009-2011, a été prononcé, notamment au Luxembourg, en Slovaquie, en Finlande et en Turquie. Dans d'autres pays en revanche, la comparaison des taux de croissance de la productivité du travail entre ces deux périodes offre un tableau différent. La croissance du PIB par heure travaillée a reculé en Australie, en Islande, en Grèce et en Nouvelle-Zélande alors qu'elle s'est légèrement redressée au Canada, en Irlande, en Espagne et aux États-Unis.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Ahmad, N., et al. (2003), "Comparing Labour Productivity Growth in the OECD Area: The Role of Measurement", *OECD Statistics Working Papers*, No. 2003/05, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *OECD Compendium of Productivity Indicators*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2002), *Mesurer la productivité - Manuel de l'OCDE: Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Éditions OCDE.
- Pilat, D. et P. Schreyer (2004), "Aperçu de la base de données sur la productivité de l'OCDE", *Observateur international de la productivité*, No. 8, Printemps, CSLs, Ottawa, pp. 59-65.

Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de Productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity.

La productivité du travail et l'utilisation de la ressource en main-d'oeuvre

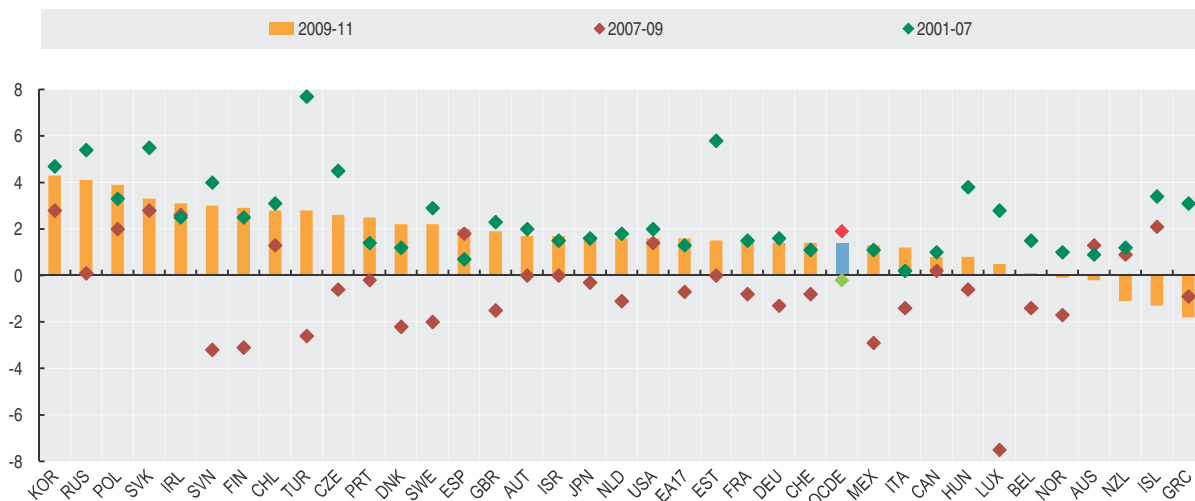
Contribution au PIB par habitant, variation en pourcentage, taux annuel

	PIB par habitant			PIB par heure travaillée			Utilisation de la ressource en main-d'oeuvre		
	2001-07	2007-09	2009-11	2001-07	2007-09	2009-11	2001-07	2007-09	2009-11
Allemagne	1.4	-1.8	3.4	1.6	-1.3	1.4	-0.2	-0.5	2.0
Australie	2.0	-0.2	0.7	1.0	1.1	-0.1	1.0	-1.3	0.8
Autriche	1.9	-1.6	2.3	2.0	0.0	1.7	-0.1	-1.6	0.6
Belgique	1.6	-1.7	1.2	1.5	-1.4	0.1	0.1	-0.3	1.1
Canada	1.6	-2.2	1.7	1.0	0.2	0.8	0.6	-2.4	0.9
Chili	3.9	0.1	5.0	3.1	1.3	2.8	0.8	-1.2	2.2
Corée	4.3	0.7	4.3	4.7	2.8	4.3	-0.4	-2.1	0.1
Danemark	1.4	-3.9	0.6	1.2	-2.2	2.2	0.2	-1.7	-1.6
Espagne	1.7	-2.6	0.1	0.7	1.8	2.0	1.0	-4.4	-1.9
Estonie	8.2	-9.1	4.9	5.8	0.0	1.5	2.4	-9.0	3.4
États-Unis	1.6	-2.8	1.5	2.0	1.4	1.9	-0.4	-4.2	-0.4
Finlande	3.1	-4.6	2.8	2.5	-3.1	2.9	0.5	-1.6	-0.1
France	1.1	-2.2	1.1	1.5	-0.8	1.4	-0.4	-1.4	-0.2
Grèce	3.7	-2.1	-5.3	3.1	-0.9	-1.8	0.6	-1.2	-3.5
Hongrie	3.7	-2.9	1.7	3.8	-0.6	0.8	0.0	-2.3	0.8
Irlande	2.9	-6.1	-0.1	2.5	2.6	3.1	0.4	-8.7	-3.2
Islande	3.2	-4.1	-0.5	3.4	2.1	-1.3	-0.2	-6.1	0.8
Israël	1.7	0.5	3.0	1.5	0.0	1.7	0.2	0.6	1.3
Italie	0.5	-4.0	0.7	0.2	-1.4	1.2	0.3	-2.6	-0.6
Japon	1.5	-3.2	1.3	1.6	-0.3	1.7	-0.1	-2.9	-0.4
Luxembourg	3.1	-4.1	0.0	2.8	-7.5	0.5	0.2	3.5	-0.5
Mexique	2.0	-3.4	3.8	1.1	-2.9	1.3	0.8	-0.5	2.4
Norvège	1.6	-2.1	-0.2	1.0	-1.7	-0.1	0.7	-0.4	-0.1
Nouvelle-Zélande	2.0	-1.2	-0.3	1.2	0.9	-1.1	0.8	-2.0	0.8
Pays-Bas	1.6	-1.3	0.9	1.8	-1.1	1.6	-0.1	-0.2	-0.7
Pologne	4.6	3.3	4.0	3.3	2.0	3.9	1.3	1.3	0.2
Portugal	0.5	-1.6	-0.2	1.4	-0.2	2.5	-0.9	-1.4	-2.7
Republique slovaque	6.6	0.1	3.5	5.5	0.0	3.3	1.0	0.1	0.3
Republique tchèque	4.8	-1.7	1.9	4.5	-0.6	2.6	0.4	-1.1	-0.7
Royaume-Uni	2.3	-3.4	0.6	2.3	-1.5	1.9	0.1	-1.9	-1.2
Slovénie	4.4	-2.9	0.3	4.0	-3.2	3.0	0.4	0.3	-2.7
Suède	2.8	-3.6	4.2	2.9	-2.0	2.2	0.0	-1.7	1.9
Suisse	1.3	-1.1	2.0	1.1	-0.8	1.4	0.2	-0.3	0.5
Turquie	5.4	-3.2	7.4	7.7	-2.6	2.8	-2.3	-0.7	4.6
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	1.9	-2.5	1.8	1.9	-0.2	1.4	0.0	-2.3	0.4
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	7.5	-1.4	4.8	5.4	0.1	4.1	2.1	-1.5	0.7
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712474>

Évolution du PIB par heure travaillée

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712493>

PRODUCTIVITÉ ET CROISSANCE

Il est possible de renforcer la croissance économique en augmentant la quantité de main-d'œuvre et de capital utilisés pour assurer la production, ainsi qu'en améliorant l'efficacité globale avec laquelle ces facteurs de production sont combinés, c'est-à-dire la productivité multifactorielle (PMF). L'analyse causale de la croissance consiste à décomposer l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) en distinguant les contributions du travail, du capital et de la PMF.

Définition

La démarche d'analyse causale de la croissance explique la croissance de la production à partir des taux de variation des apports de travail et de capital et de la croissance de la PMF, qui constitue un facteur résiduel. Dans le cadre de ces calculs, la contribution du travail (du capital) à la croissance du PIB est mesurée par le rythme auquel augmente l'apport de travail (de capital), multiplié par la part de ce facteur dans les coûts totaux.

Dans les tableaux et graphiques, la contribution du capital à la croissance du PIB est décomposée entre le capital en technologies de l'information et de la communication (TIC) (qui comprend le matériel informatique, les équipements de communication et les logiciels) et le capital hors TIC (qui comprend le matériel de transport et la construction non résidentielle, des produits de l'agriculture, des ouvrages en métaux et des machines autres que le matériel informatique et les équipements de communication).

En bref

De 1985 à 2010, dans la plupart des pays de l'OCDE, la croissance du PIB a été tirée dans une large mesure par la croissance du capital et celle de la PMF. Dans de nombreuses économies, environ un tiers de l'augmentation du PIB était imputable à la croissance du capital de 1985 à 2010. Les services tirés du capital en TIC ont représenté entre 0,2 et 0,6 point de croissance du PIB, sachant que c'est en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni, en Australie et aux États-Unis que le capital en TIC a le plus fortement contribué à l'augmentation du PIB et que c'est en Irlande et en Finlande que sa contribution a été la plus réduite. La croissance de l'apport de main-d'œuvre a joué un rôle notable dans quelques pays de 1985 à 2010, notamment en Australie, en Espagne et au Canada ; sa contribution a en revanche été négative au Japon, en Finlande et en Allemagne. Au cours de la même période, la progression de la PMF a constitué une importante source de croissance du PIB en Corée, en Irlande et en Finlande, tandis que sa contribution a été très limitée en Italie, au Canada et en Espagne.

Les moyennes observées sur la période 1985-2010 dissimulent toutefois des fluctuations, au fil du temps, de la contribution à la croissance des différents facteurs. La contribution du capital en TIC a marqué un ralentissement dans les années 2000, par rapport aux années 90, dans tous les pays pour lesquels on dispose de données, et celle de la PMF a suivi la même évolution dans la plupart des pays à plusieurs exceptions notables près, à savoir l'Autriche, la Belgique, les États-Unis, le Japon, les Pays-Bas et la Suède.

Comparabilité

La mesure adéquate de l'apport de capital dans le cadre de la démarche d'analyse causale de la croissance est le flux de services productifs pouvant être obtenu à partir du stock cumulé des investissements antérieurs en actifs immobilisés. La valeur de ces services est estimée par l'OCDE à l'aide du taux de variation du "stock de capital productif". Cette mesure prend en compte l'usure et les mises au rebut, autrement dit les réductions de la capacité productrice des actifs immobilisés. Le prix des services tirés du capital pour chaque type d'actif est mesuré par leur "loyer". En principe, ce dernier pourrait être directement observé s'il existait des marchés de services tirés du capital. En pratique, cependant, il faut imputer ces loyers pour la plupart des actifs, en utilisant le loyer implicite que les détenteurs de ces biens d'équipement se "versent" à eux-mêmes (appelé également "coût d'usage du capital"). Il existe des différences entre les pays dans la manière d'effectuer l'ajustement en termes de qualité, ce qui peut avoir des conséquences sur la comparabilité internationale des prix et des mesures en volume de l'investissement dans les TIC. L'OCDE emploie un ensemble de déflateurs harmonisés en partant du principe que les rapports entre les prix des actifs liés ou non aux TIC évoluent de manière analogue dans tous les pays, en prenant les États-Unis comme pays de référence.

Note : 1985-2007 pour le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, 1985-2008 pour l'Australie et le Japon, 1985-2009 pour la France et la Suède, 1991-2010 pour l'Allemagne, 1995-2010 pour la Suisse, 1995-2007 pour l'Autriche.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011, L'innovation et la croissance dans les économies du savoir*, Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Public Servants as Partners for Growth: Toward a Stronger, Leaner and More Equitable Workforce*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Comprendre la croissance économique: Analyse au niveau macroéconomique, au niveau sectoriel et au niveau de l'entreprise*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Mesurer la productivité - Manuel de l'OCDE: Mesurer la croissance de la productivité par secteur et pour l'ensemble de l'économie*, Éditions OCDE.
- Schreyer, P. (2005), "La mesure des stocks de capital, des services du capital et de la productivité multifactorielle", *Revue économique de l'OCDE*, Vol. 2003/2.

Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de Productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity.

Contributions à la croissance du PIB

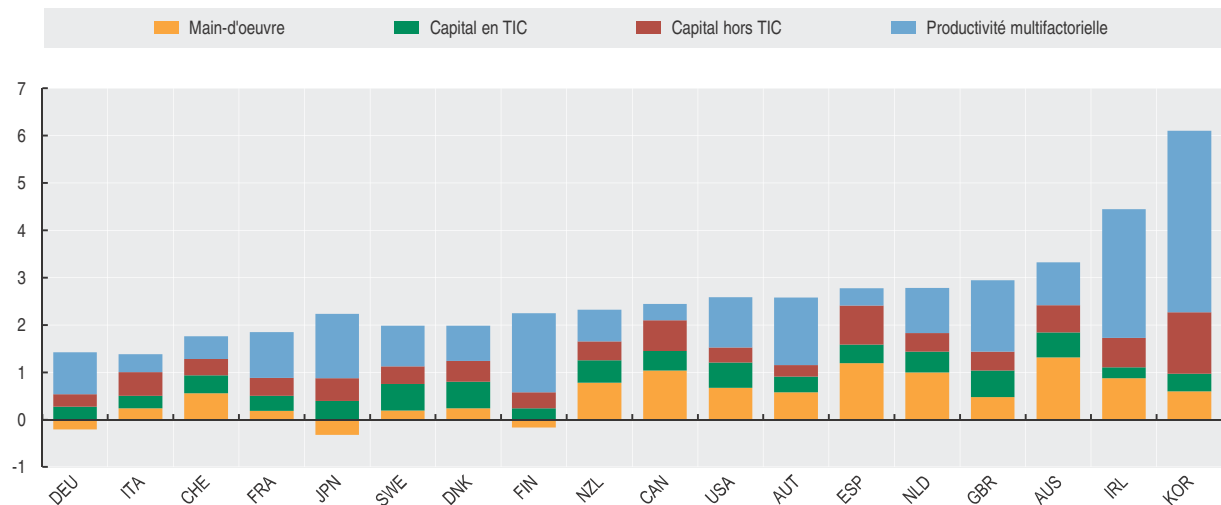
Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2010 (ou plus proches années comparables)

	Main-d'oeuvre	Capital en TIC				Capital hors TIC	Productivité multifactorielle	Croissance du PIB
		Équipement IT	Équipement de communication	Logiciel	Total			
Allemagne	-0.20	0.15	0.05	0.07	0.27	0.27	0.89	1.22
Australie	1.35	0.30	0.09	0.14	0.53	0.57	0.87	3.33
Autriche	0.58	0.19	0.04	0.10	0.33	0.25	1.43	2.59
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	1.04	0.21	0.07	0.13	0.42	0.65	0.35	2.44
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	0.60	0.11	0.11	0.15	0.37	1.30	3.83	6.07
Danemark	0.24	0.35	0.02	0.19	0.56	0.43	0.74	1.99
Espagne	1.20	0.16	0.11	0.12	0.39	0.82	0.36	2.78
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	0.67	0.25	0.10	0.19	0.53	0.32	1.06	2.58
Finlande	-0.17	0.07	0.04	0.13	0.24	0.33	1.67	2.06
France	0.19	0.11	0.05	0.16	0.32	0.38	0.97	1.85
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	0.87	0.12	0.05	0.06	0.23	0.62	2.72	4.43
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	0.24	0.01	0.18	0.09	0.28	0.50	0.36	1.38
Japon	-0.32	0.22	0.05	0.13	0.40	0.48	1.36	1.91
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	0.78	0.19	0.14	0.14	0.48	0.40	0.67	2.32
Pays-Bas	1.00	0.23	0.07	0.14	0.44	0.39	0.95	2.78
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	0.47	0.29	0.07	0.20	0.56	0.40	1.51	2.95
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	0.19	0.28	0.04	0.24	0.56	0.37	0.86	1.98
Suisse	0.56	0.15	0.08	0.15	0.38	0.34	0.48	1.76
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712512>

Contributions à la croissance du PIB

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 1985-2010 (ou plus proches années comparables)



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712531>

COÛTS UNITAIRES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre sont l'indicateur le plus couramment utilisé de la compétitivité du système productif d'un pays. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre reflètent l'évolution combinée des coûts unitaires totaux de main-d'œuvre par unité d'apport de travail et de productivité du travail, et peuvent être un indicateur de tensions inflationnistes exercées sur les prix à la production.

Définition

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre mesurent le coût moyen du travail par unité produite. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre correspondent aux coûts totaux de main-d'œuvre rapportés à la production réelle. Les coûts unitaires de la main-d'œuvre correspondent aux coûts totaux de main-d'œuvre rapportés à la production par heure travaillée. Si les informations relatives au nombre total d'heures travaillées ne sont pas disponibles, il est possible d'utiliser des variables indicatives comme la rémunération des salariés ou de toute autre type de main-d'œuvre (rémunérations des salariés) ou le nombre de personnes employées. On peut donc en déduire que les estimations de la productivité du travail sont un dérivé du calcul du coût unitaire de la main-d'œuvre. Les données sont présentées

En bref

Les coûts unitaires de la main-d'œuvre ont augmenté dans l'ensemble de l'économie à un rythme annuel moyen de 2,0 % dans la zone de l'OCDE considérée globalement au cours de la dernière décennie. Les pays du G7 et la plupart des membres initiaux de la zone euro ont réussi à accroître leur compétitivité par rapport à la moyenne de l'OCDE, ce que laisse transparaître la croissance plus faible de leurs coûts unitaires de main-d'œuvre par rapport aux autres pays. L'inverse est notamment vrai pour les pays ayant une compétitivité relativement plus faible comme la Turquie, le Mexique et l'Afrique du Sud ainsi que l'Estonie, l'Islande, la Hongrie et la Norvège. En Europe, certains ajustements de la compétitivité se sont produits depuis la crise financière récente en Irlande, en Espagne, au Portugal et en Grèce tandis que la France et l'Italie ont assisté à un repli transitoire de leurs coûts unitaires de main-d'œuvre. En Allemagne, il semble que l'amélioration de la compétitivité observée au cours de la première moitié des années 2000 ait eu tendance à s'inverser au cours de la deuxième moitié de la décennie.

Comparer les données relatives aux coûts unitaires de main-d'œuvre et celles relatives à la croissance de la productivité du travail peut apporter quelques éléments d'information sur l'origine des variations de la compétitivité. Au cours des dix dernières années par exemple, certains pays, notamment ceux ayant des taux de croissance relativement bas des coûts unitaires de main-d'œuvre, comme l'Allemagne, Israël, la Corée, la Pologne et la Suède, ont enregistré une croissance plus forte de la productivité du travail que des coûts unitaires de main-d'œuvre. Dans ces pays, la forte croissance de la productivité du travail est allée de pair avec la modération salariale. La plupart des pays où l'on observe une relative détérioration de la compétitivité affichent en revanche une faible croissance de la productivité du travail.

sous forme de taux de croissance annuelle des coûts unitaires de la main-d'œuvre pour l'économie dans son ensemble.

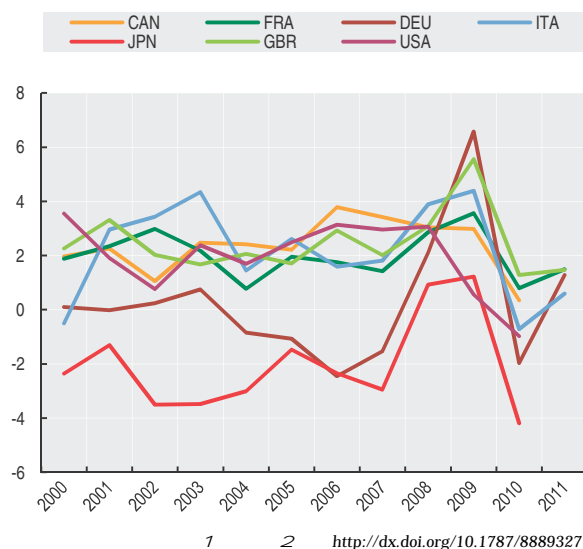
Comparabilité

Ces indicateurs sont assemblés grâce à un cadre méthodologique commun pour assurer la comparabilité entre les pays. La source primaire des données utilisées est la base de données des Comptes nationaux de l'OCDE, dans laquelle les données sont calculées sur une base similaire pour tous les pays en suivant le Système de comptabilité nationale de 1993.

L'utilisation de différentes mesures de l'apport de main-d'œuvre (heures travaillées ou nombre de salariés selon la disponibilité des données) peut réduire la comparabilité des données entre les pays et dans le temps.

Évolution des coûts unitaires de la main-d'œuvre, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712588>

Sources

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques*, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- McKenzie, R. et D. Brackfield (2008), "The OECD System of Unit Labour Cost and Related Indicators", *OECD Statistics Working Papers*, No. 2008/04, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Gains horaires", Main d'oeuvre.

Sites Internet

- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de Productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity.

Coûts unitaires de la main-d'œuvre, économie totale

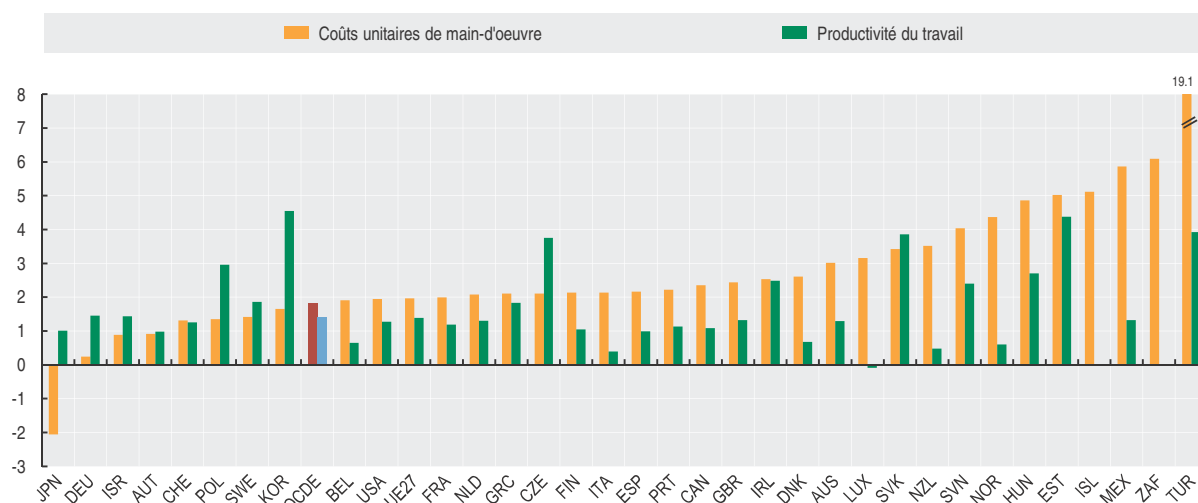
Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.9	0.1	0.0	0.2	0.8	-0.8	-1.1	-2.5	-1.5	2.1	6.6	-2.0	1.3
Australie	3.0	2.1	1.3	3.2	2.0	3.9	3.4	4.6	4.5	2.5	0.2	5.6	..
Autriche	0.3	-0.1	0.6	0.2	1.2	-0.8	0.5	0.7	0.6	3.1	5.3	-0.6	0.7
Belgique	1.6	0.6	3.7	2.4	0.9	-0.1	1.4	2.0	2.2	3.8	4.0	-0.1	2.3
Canada	-0.4	2.0	2.3	1.1	2.5	2.4	2.2	3.8	3.4	3.0	3.0	0.4	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	-6.3	-0.2	5.5	1.2	5.3	1.1	2.4	0.2	0.7	2.2	0.7	-1.4	2.5
Danemark	1.6	0.2	4.2	3.7	2.2	1.1	2.8	2.3	4.5	5.3	5.4	-0.6	0.5
Espagne	2.0	2.7	3.0	3.0	3.1	2.6	3.6	3.1	3.9	4.7	1.0	-2.6	-1.9
Estonie	3.5	2.5	3.7	4.5	4.4	5.9	3.5	9.7	17.5	13.0	2.1	-5.9	1.2
États-Unis	1.2	3.6	1.9	0.8	2.4	1.7	2.5	3.1	3.0	3.1	0.6	-1.0	..
Finlande	0.5	0.0	3.5	1.2	1.6	0.0	2.3	0.5	-0.2	6.7	9.7	-1.5	2.4
France	0.8	1.9	2.3	3.0	2.2	0.8	2.0	1.8	-1.4	2.9	3.6	0.8	1.5
Grèce	4.2	1.5	-0.1	9.2	1.2	1.3	3.5	-1.9	3.9	6.5	6.2	-1.0	-4.1
Hongrie	6.2	11.4	11.1	8.6	5.9	4.2	2.5	2.0	6.4	4.5	3.0	-3.8	3.5
Irlande	1.3	5.0	5.1	1.3	5.0	3.8	7.1	4.3	4.0	6.3	-5.6	-7.2	..
Islande	6.3	4.5	6.4	7.8	1.4	2.1	4.6	10.5	7.9	5.6	0.8	..	..
Israël	6.6	0.8	3.9	1.1	-2.5	-2.4	1.1	4.0	0.7	2.1	0.3	..	..
Italie	1.4	-0.5	3.0	3.4	4.3	1.4	2.6	1.6	1.8	3.9	4.4	-0.7	0.6
Japon	-2.7	-2.4	-1.3	-3.5	-3.5	-3.0	-1.5	-2.3	-2.9	0.9	1.2	-4.2	..
Luxembourg	1.0	3.4	5.7	2.3	1.5	1.6	1.9	0.8	1.4	6.2	8.5	1.5	..
Mexique	17.6	11.1	10.6	6.8	6.1	2.1	3.2	2.5	3.2	4.6	9.0	..	..
Norvège	4.3	2.0	4.3	3.5	2.0	0.9	3.3	6.9	8.3	9.2	4.4	3.5	4.6
Nouvelle-Zélande	-2.5	0.3	3.1	2.0	3.2	4.7	4.5	4.5	4.3	6.6	2.1	..	..
Pays-Bas	2.0	3.1	4.7	4.5	2.3	0.3	-0.3	0.7	1.6	2.3	4.7	-0.9	..
Pologne	3.9	5.4	3.2	-1.8	-2.8	-2.0	0.6	-0.7	2.6	7.8	1.9	1.2	..
Portugal	2.9	4.5	3.5	3.1	3.5	0.8	3.7	0.6	0.8	3.1	2.4	-1.5	..
République slovaque	4.2	11.0	0.9	4.3	8.0	3.4	4.4	0.5	0.8	3.7	7.1	-1.7	-0.4
République tchèque	1.6	2.7	5.5	5.9	4.1	2.5	-1.4	-0.4	2.2	2.7	2.7	-1.2	0.3
Royaume-Uni	2.8	2.3	3.3	2.0	1.7	2.1	1.7	2.9	2.0	3.1	5.6	1.3	1.5
Slovenie	5.2	6.9	8.4	5.4	4.3	3.5	1.6	0.8	2.5	6.5	8.7	0.0	0.3
Suède	-1.2	4.5	5.3	0.6	0.4	-1.2	0.6	-0.7	4.1	2.6	4.9	-2.4	-1.3
Suisse	1.2	1.0	4.7	2.1	0.4	-2.3	1.1	0.6	1.6	2.8	4.5	-2.0	..
Turquie	82.4	33.1	49.9	30.0	21.2	2.2	0.9	4.9	..	..	..	..	..
UE-27	1.6	2.4	3.1	2.5	2.3	0.9	1.8	1.0	1.7	3.6	4.4	-0.7	0.7
OCDE	3.1	2.8	3.2	1.7	2.1	0.8	1.6	1.7	1.7	3.1	2.6	-1.1	..
Afrique du Sud	..	..	..	3.5	5.3	5.3	5.4	6.5	4.9	6.0	9.3	8.7	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712550>

Coûts unitaires de la main-d'œuvre et productivité du travail, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-11 ou dernière période disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712569>

RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est la rémunération moyenne perçue par les actifs occupés d'un pays. Cette donnée est étroitement liée à d'autres indicateurs : les coûts unitaires de la main-d'œuvre, la productivité et le PIB par habitant.

Définition

La rémunération du travail par unité de main-d'œuvre est définie comme la rémunération totale des actifs occupés, divisée par le nombre total des heures travaillées. Dans tous les pays pour lesquels on ne dispose pas de données sur les heures travaillées, la rémunération du travail est calculée comme la somme des salaires bruts et des cotisations sociales des employeurs. Les données font référence à l'ensemble de l'économie.

Les mesures annuelles de la rémunération du travail présentées ici sont une des composantes principales des comparaisons internationales de la compétitivité élaborées par l'OCDE.

Comparabilité

La principale source de données utilisée pour construire l'indicateur de la rémunération totale du travail par unité de main-d'œuvre est celle des comptes nationaux annuels de l'OCDE, où les données sont calculées sur une base similaire pour tous les pays en suivant le Système de comptabilité nationale de 1993. Cette source garantit un degré assez élevé de comparabilité d'un pays à l'autre, malgré des différences dans les façons d'appliquer les lignes directrices internationales dans ce domaine.

Pour calculer la rémunération totale de l'ensemble des personnes qui travaillent, et non uniquement des salariés, un ajustement est réalisé pour les travailleurs indépendants, en partant de l'hypothèse que la rémunération horaire est équivalente pour les travailleurs indépendants et pour les salariés. La validité de cette hypothèse est variable selon les pays, les activités économiques et au fil du temps, ce qui peut peser sur la comparabilité des estimations.

Les données sur le nombre d'heures travaillées en Pologne présentent une interruption en 2000-2001 ; à partir de 2001, elles correspondent pleinement au système de comptabilité nationale de 1993.

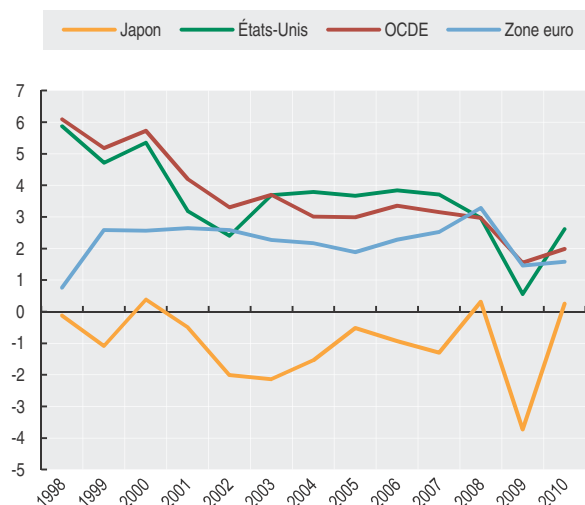
En bref

Entre 2000 et 2010, la rémunération du travail par unité de main-d'œuvre a augmenté de 3.3 % en moyenne dans la zone OCDE, et de 3.2 % dans l'UE-27 (2000 à 2011). Les trois quarts environ de tous les pays de l'OCDE ont enregistré un taux de progression annuel de la rémunération de moins de 5 %. En 2010 et, en partie, en 2011, après la crise financière et celle de la zone Euro, la rémunération moyenne du travail a diminué en Allemagne, en Espagne, en Estonie, en Grèce, en Hongrie et en Irlande.

À l'exception de l'Australie, de l'Espagne, du Japon, de la Pologne et du Royaume-Uni, le taux de progression moyen de la rémunération horaire a ralenti au cours des dix dernières années. En moyenne dans l'OCDE, il est passé de 5.2 % en 2001 à 2.0 % en 2010 (avec un recul marqué en Hongrie et en Turquie).

Évolution de la rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712645>

Sources

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques*, Volume 2011 Numéro 6, *Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.
- Compendium de l'OCDE sur les Indicateurs de Productivité, www.oecd.org/statistics/productivity/compendium.
- Statistiques sur la productivité, www.oecd.org/statistics/productivity.



Rémunération du travail par unité de main d'œuvre, économie totale

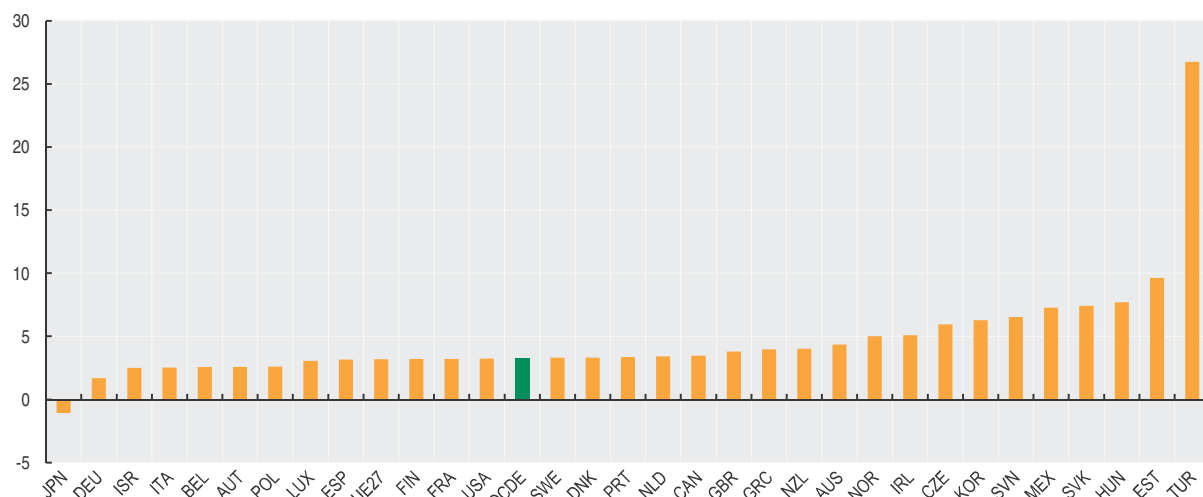
Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.6	3.2	2.8	1.9	1.8	0.5	0.3	1.2	0.7	2.1	3.4	-0.2	2.8
Australie	3.5	4.2	5.4	3.4	4.4	4.8	4.3	5.6	5.4	3.0	2.6	4.7	..
Autriche	1.8	2.5	1.7	2.2	2.1	0.9	2.9	4.4	2.9	3.8	4.6	1.7	1.6
Belgique	3.5	2.1	3.7	3.8	1.9	1.6	1.7	3.6	3.4	3.6	1.2	1.4	3.1
Canada	2.6	5.4	3.2	2.4	3.1	2.9	4.8	5.0	3.5	2.7	3.2	2.0	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	1.2	3.3	8.1	7.4	10.0	5.6	6.9	4.3	6.6	7.0	2.2	5.4	9.0
Danemark	2.9	3.0	3.7	4.5	3.9	3.1	3.3	3.0	4.3	3.1	3.7	2.6	1.5
Espagne	1.9	2.8	3.1	3.3	3.5	2.9	3.9	4.1	5.6	5.7	4.0	-0.3	-0.3
Estonie	8.5	14.6	9.6	9.1	10.9	11.3	9.7	14.7	24.9	11.3	3.8	-1.1	-0.8
États-Unis	4.7	5.4	3.2	2.4	3.7	3.8	3.7	3.8	3.7	3.0	0.6	2.6	..
Finlande	2.1	3.8	4.6	1.7	2.7	3.7	3.7	2.9	3.7	4.4	2.3	1.8	3.4
France	2.4	5.2	3.2	6.0	3.0	1.4	3.4	4.7	1.6	2.0	3.2	2.0	2.9
Grèce	4.1	5.5	3.3	11.8	6.8	4.9	4.9	2.2	5.8	5.3	6.8	-3.8	-4.7
Hongrie	5.6	15.4	17.6	13.0	11.7	9.5	6.8	5.7	6.6	6.5	-0.5	-2.3	4.1
Irlande	5.1	8.2	8.1	6.3	6.9	5.8	5.4	5.2	6.6	6.4	0.8	-3.1	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	6.6	5.5	4.4	0.0	-1.0	1.9	2.9	6.8	0.6	2.4	0.2	4.3	..
Italie	1.7	2.2	3.8	2.8	2.9	2.8	3.5	2.1	2.3	3.2	2.0	1.9	0.9
Japon	-1.1	0.4	-0.5	-2.0	-2.1	-1.5	-0.5	-0.9	-1.3	0.3	-3.7	0.3	..
Luxembourg	4.0	5.3	3.5	3.1	1.1	3.3	4.6	2.6	3.7	2.2	1.8	2.6	..
Mexique	16.7	19.7	12.1	3.0	9.6	3.8	1.9	5.5	5.6	4.4	8.2	..	..
Norvège	5.5	6.1	7.6	5.4	5.1	2.8	4.3	5.6	5.7	5.8	4.4	3.0	4.3
Nouvelle-Zélande	-0.6	3.3	4.2	3.8	4.6	5.3	3.7	3.1	6.5	2.9	2.9	..	..
Pays-Bas	4.2	5.1	5.3	5.3	3.8	3.7	1.7	2.5	3.2	2.7	2.9	1.4	..
Pologne	11.3	12.2	-14.7	2.9	1.7	1.8	1.9	1.9	4.9	9.3	4.3	4.7	..
Portugal	5.1	6.3	4.0	3.4	3.5	2.6	4.7	1.8	3.6	3.0	2.8	1.4	..
République slovaque	7.3	13.4	6.8	11.9	13.4	5.5	7.0	7.9	8.2	6.8	4.8	2.4	1.6
République tchèque	5.0	7.9	13.8	8.2	8.8	7.0	3.4	7.0	6.5	4.0	0.4	2.2	2.7
Royaume-Uni	4.7	5.4	4.8	3.5	4.5	3.7	3.4	4.4	5.1	1.9	3.0	3.8	2.0
Slovénie	8.6	10.5	11.8	8.2	7.8	7.7	6.0	5.4	6.2	7.2	1.8	4.3	2.0
Suède	0.8	8.6	5.8	4.5	4.3	2.4	3.4	2.2	4.4	0.9	2.1	0.7	0.7
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	74.8	44.9	43.6	37.8	27.9	20.7	7.1	10.8	..	..	..	..	..
UE-27	3.1	4.6	3.4	4.0	3.8	2.7	3.3	3.5	3.5	3.4	3.1	1.4	1.8
OCDE	5.2	5.7	4.2	3.3	3.7	3.0	3.0	3.4	3.2	3.0	1.5	2.0	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712607>

Rémunération du travail par unité de main-d'œuvre, économie totale

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-11 ou dernière période disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712626>

VALEUR AJOUTÉE PAR ACTIVITÉ

La valeur ajoutée mesure la contribution du travail et du capital à la production. La valeur ajoutée cumulée de l'économie est égale au PIB si bien que la valeur ajoutée est aussi une mesure de la production et est fréquemment utilisée dans l'analyse de la productivité et dans l'analyse structurelle.

L'un des principaux avantages de la valeur ajoutée tient au fait qu'elle permet de surmonter toutes les difficultés inhérentes à la mesure de la production brute - brute au sens où l'on comptabilise la production réalisée par l'ensemble des unités de production, y compris celles qui produisent des biens intermédiaires pour d'autres unités. Les pays ayant des réseaux de production fragmentés auront donc, toutes choses égales par ailleurs, une production plus forte que ceux dotés de réseaux plus intégrés, ce qui complique d'autant les comparaisons internationales. Se pose également un problème temporel lié au fait que le degré d'intégration des réseaux de production à l'intérieur d'un pays peut varier d'une année sur l'autre (du fait du recours à l'externalisation par exemple).

Définition

La valeur ajoutée aux prix de base peut être simplement définie comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être décomposée entre les éléments suivants : la rémunération des salariés ; l'excédent brut d'exploitation ; le revenu mixte ; et d'autres impôts sur la production minorés des subventions sur la production.

Dans le Système de comptabilité nationale de 1993, c'est l'estimation de la valeur ajoutée aux prix de base qui est préconisée,

En bref

La part de l'agriculture dans la valeur ajoutée totale a diminué de 0,5 % entre 2000 et 2011 à l'échelle de l'OCDE, poursuivant un déclin amorcé de longue date. Dans quatre pays seulement (Turquie, Hongrie, Islande et Nouvelle-Zélande), elle est supérieure à 5 %. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée totale a également continué à décliner, dans le droit fil du mouvement observé de ces dernières décennies. Parmi les pays pour lesquels on dispose de données, en particulier la Corée, l'Estonie, la Hongrie, l'Islande, la Pologne et la République slovaque, des évolutions inverses se sont toutefois produites pendant la période considérée. La part de l'industrie est également en repli dans les pays non membres où elle se maintient toutefois à des niveaux considérablement plus élevés que dans la plupart des pays de l'OCDE, la Chine et l'Indonésie affichant des pourcentages qui demeurent proches de 40 %. La Norvège, où les activités extractives apportent une large contribution à l'activité, est le pays de l'OCDE qui se rapproche le plus de ces chiffres.

A l'inverse, la part de l'intermédiation financière, de l'immobilier, des locations et des activités de services aux entreprises s'est accrue sur la période 2000-2011. La part moyenne de ces secteurs s'échelonne entre à peine plus de 15 % en République slovaque et près de 50 % au Luxembourg. En outre, la part des autres activités de services, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, suit une pente ascendante dans la plupart des pays.

mais la valeur ajoutée peut également être évaluée à des prix différents, aux prix du producteur et aux coûts des facteurs.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993, à l'exception de l'Australie, qui utilise celui de 2008. Il importe toutefois noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Cependant, tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée aux prix de base. Le Japon se réfère à des prix qui sont approximativement ceux du marché. La Nouvelle-Zélande utilise les prix du producteur, et l'Islande et les États-Unis les coûts des facteurs.

Les tableaux et graphiques faisant apparaître la ventilation par activité sont fondés sur la classification internationale type CITI Rév. 4, sauf dans le cas de l'Afrique du Sud, du Canada, des États-Unis, d'Israël, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, de la Turquie, de la Fédération de Russie, de l'Inde et de l'Indonésie, qui utilisent la CITI Rév.3. Les pays effectuent généralement la collecte d'informations en employant leurs propres systèmes de classification des branches d'activité économique. Le passage d'un système national de classification à la CITI peut poser quelques problèmes de comparabilité. Au Japon par exemple, l'activité des hôtels (qui représentent approximativement 2,8 à 3,0 % de la valeur ajoutée) est prise en compte dans les Autres services, contrairement au commerce de gros, de détail, etc.. Cela étant, pour la plupart des pays, les activités présentées sont généralement comparables.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2003), *Manuel sur la mesure de l'économie non observée*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Comptes nationaux trimestriels, Volume 2011 Numéro 2, Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "STAN R-D : Dépenses de recherche et développement dans l'industrie - Rév 3 2011", *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*.

Sites Internet

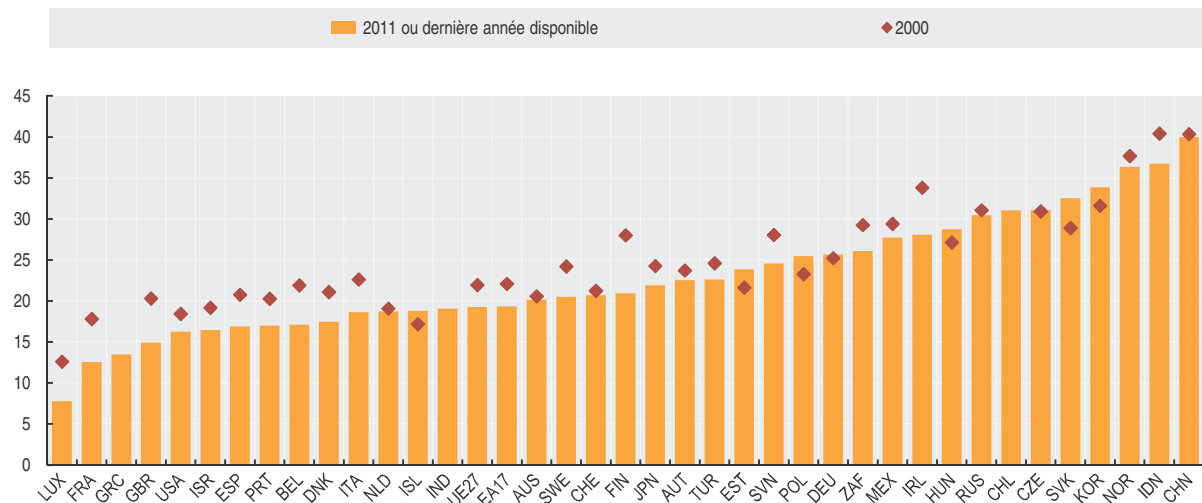
- Comptes nationaux, OCDE, www.oecd.org/std/na.

Valeur ajoutée par activité
En pourcentage de la valeur ajoutée totale

	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche		Industrie incluant l'énergie		Construction		Commerce, transport; hébergements, restaurants; communication		Intermédiation financière, activités immobilières; services aux entreprises		Autres activités de services	
	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	1.1	1.0	25.2	25.7	5.3	4.4	20.3	19.1	26.2	27.4	21.9	22.5
Australie	3.8	2.8	20.6	20.1	5.6	7.7	22.5	20.2	28.1	30.4	19.4	18.8
Autriche	1.9	1.6	23.7	22.5	7.7	6.8	26.2	25.4	20.7	23.5	19.8	20.1
Belgique	1.3	0.6	21.9	17.1	5.2	5.8	23.1	24.4	26.6	27.8	21.8	24.3
Canada	2.3	..	28.2	..	5.0	..	20.3	..	25.0	..	19.2	..
Chili	..	3.4	..	31.0	..	8.1	..	16.9	..	18.8	..	21.8
Corée	4.6	2.7	31.6	33.8	6.9	5.9	21.6	18.8	19.3	19.3	15.9	19.5
Danemark	2.5	1.4	21.1	17.5	5.5	4.8	24.4	23.6	21.1	25.0	25.4	27.8
Espagne	4.2	2.6	20.8	16.9	10.3	11.5	28.1	28.4	16.9	19.2	19.6	21.4
Estonie	4.8	3.6	21.6	23.9	5.9	6.3	29.4	26.5	21.6	22.1	16.7	17.6
États-Unis	1.2	1.2	18.4	16.2	5.0	3.7	20.0	18.2	31.7	33.5	23.7	27.1
Finlande	3.5	2.9	28.0	20.9	6.3	6.8	21.9	22.3	19.6	22.7	20.6	24.4
France	2.5	1.8	17.8	12.6	5.0	6.2	23.1	23.4	27.5	30.1	24.1	26.0
Grèce	..	3.1	..	13.5	..	4.5	..	31.4	..	23.5	..	24.0
Hongrie	5.9	5.4	27.1	28.7	5.3	3.8	21.5	22.0	19.2	20.5	21.0	19.5
Irlande	3.4	1.7	33.8	28.1	7.0	2.8	19.0	18.6	20.4	26.1	16.4	22.7
Islande	8.5	7.8	17.2	18.8	9.3	4.5	24.8	20.0	18.5	24.5	21.8	24.6
Israël	1.7	2.1	19.2	16.5	5.8	4.9	18.2	16.8	30.5	36.5	24.6	23.3
Italie	2.8	2.0	22.6	18.6	5.1	6.0	26.1	25.0	24.4	27.8	18.9	20.6
Japon	1.5	1.2	24.3	21.9	7.0	5.6	20.7	23.9	15.9	16.9	30.7	30.6
Luxembourg	0.7	0.3	12.6	7.8	5.7	5.6	21.8	19.8	43.8	49.7	15.4	16.9
Mexique	4.2	3.5	29.4	27.7	6.4	6.6	29.8	28.6	19.0	19.7	12.7	13.8
Norvège	2.1	1.5	37.7	36.4	4.0	5.9	21.0	16.0	15.3	18.6	20.0	21.6
Nouvelle-Zélande	8.5	..	19.9	..	4.4	..	21.8	..	27.8	..	17.6	..
Pays-Bas	2.5	1.7	19.1	18.7	5.7	5.5	26.1	23.8	25.6	25.7	21.0	24.6
Pologne	4.9	3.6	23.3	25.5	7.8	7.9	29.2	29.8	18.0	16.4	16.8	16.8
Portugal	3.6	2.1	20.3	17.0	8.2	6.3	26.7	28.5	19.2	22.2	22.0	23.8
République slovaque	4.5	3.2	28.9	32.5	7.2	9.4	26.3	22.7	16.6	15.4	16.6	16.8
République tchèque	3.6	2.1	30.9	31.1	6.6	6.7	27.1	23.8	15.0	18.5	16.8	17.9
Royaume-Uni	1.0	0.6	20.3	14.9	6.5	6.9	27.0	24.4	24.7	29.8	20.5	23.4
Slovénie	3.4	2.5	28.1	24.5	6.7	5.2	22.6	25.0	19.8	21.9	19.4	20.9
Suède	2.0	1.7	24.2	20.5	4.3	5.8	22.2	23.6	22.5	22.2	24.7	26.2
Suisse	1.3	0.8	21.2	20.7	5.2	5.4	25.7	27.3	21.3	20.1	25.1	25.7
Turquie	10.8	9.2	24.6	22.6	5.4	5.0	29.1	30.9	19.5	20.2	10.6	12.1
Zone euro	2.4	1.7	22.1	19.3	5.9	6.2	23.7	23.4	24.6	26.5	21.3	22.9
UE-27	2.3	1.7	22.0	19.3	6.0	6.3	24.4	23.8	24.2	26.1	21.2	22.8
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	3.3	2.4	29.3	26.1	2.5	4.5	24.3	22.7	18.6	21.2	22.0	23.1
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	15.1	10.1	40.4	40.0	5.6	6.8	16.6	15.8	8.3	10.7	14.1	16.6
Fédération de Russie	6.4	4.3	31.1	30.5	6.6	6.5	33.1	28.9	4.6	15.9	18.3	14.0
Inde	..	17.6	..	19.1	..	8.1	..	16.2	..	16.8	..	22.2
Indonésie	15.6	15.3	40.4	36.8	5.5	10.3	20.8	20.2	8.3	7.2	9.3	10.2

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/88932712664>

Valeur ajoutée dans l'industrie incluant l'énergie
En pourcentage de la valeur ajoutée totale



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712683>

VALEUR AJOUTÉE RÉELLE PAR ACTIVITÉ

Comme la valeur ajoutée nominale, la valeur ajoutée réelle peut être calculée comme la différence entre la production réelle et la consommation intermédiaire réelle, méthode connue sous le nom de double déflation.

L'un des principaux grands avantages que présente la valeur ajoutée tient au fait qu'elle permet d'éviter les difficultés inhérentes à la mesure de la production brute, brute au sens où elle tient compte de la production réalisée par l'ensemble des unités de production, y compris celles qui produisent des intrants intermédiaires pour d'autres unités. Les pays dont les réseaux de production sont fragmentés auront donc, toutes choses égales par ailleurs, une production plus élevée que ceux dont les réseaux sont plus denses, ce qui rend les comparaisons internationales plus délicates. La mondialisation croissante des réseaux de production observée ces dernières années a encore altéré la comparabilité des données dans le temps et entre les pays. La valeur ajoutée permet d'éviter ce genre de problèmes étant donné qu'elle mesure la valeur qu'une unité résidente ajoute à celle produite par les unités lui fournissant ses intrants.

Définition

Les taux de croissance indiqués ici se rapportent aux estimations en volume de la valeur ajoutée brute. La valeur ajoutée aux prix de base peut être simplement définie comme la différence entre la production brute (aux prix de base) et la consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) et peut être décomposée entre les composantes suivantes : rétribution des salariés, excédent brut d'exploitation, revenu mixte et autres impôts, minorés des subventions, sur la production.

Dans le *Système de comptabilité nationale de 1993*, il est préconisé d'évaluer la valeur ajoutée aux prix de base, mais celle-ci peut également être mesurée sur différentes bases de prix, notamment sur des prix à la production et au coût des facteurs.

En bref

Le tableau montre comment se sont comportés les différents secteurs de l'économie en 2011 au moment où la crise continuait de peser sur la situation économique. Le secteur de la construction a été celui qui a été le plus durement frappé en 2011, principalement en raison de la baisse du niveau de l'investissement.

Dans le secteur de la construction, des baisses du taux de croissance de plus de 10 % ont été enregistrées en 2011 en Grèce, en Islande, en Irlande et en Slovaquie. Au Chili, en Estonie, en Pologne et en Turquie, le secteur a en revanche bénéficié d'une progression de plus de 10 % et en Chine, cette progression a été de 13,5 %.

Dans l'industrie (y compris l'énergie), les taux de croissance ont généralement été positifs, excepté en particulier en Grèce (- 9,1 %), en Nouvelle-Zélande (- 4,4 %) et en Israël (- 4,1 %). Dans le secteur des services, la croissance a généralement été positive dans les pays de l'OCDE même si la Grèce, l'Islande, l'Irlande, le Portugal et la République slovaque ont vu l'activité reculer dans ce secteur.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE ont adopté le *Système de comptabilité nationale de 1993 (SCN)*, à l'exception de l'Australie qui applique le *SCN de 2008*. Il importe toutefois de noter que les différences entre le *SCN de 2008* et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Néanmoins, tous les pays ne calculent pas la valeur ajoutée aux prix de base. Le Japon utilise des prix qui sont approximativement les prix du marché. La Nouvelle-Zélande utilise les prix à la production et l'Islande et les États-Unis les prix au coût des facteurs.

Les tableaux et graphiques faisant apparaître la ventilation par activité sont fondés sur la classification internationale type CITI Rév. 4, sauf dans le cas du Canada, d'Israël, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, du Nouvelle-Zélande, de la Turquie, des États-Unis, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Fédération de Russie et d'Afrique du Sud, qui utilisent la CITI Rév.3. Les pays effectuent généralement la collecte d'informations en employant leurs propres systèmes de classification des branches d'activité économique. Le passage d'un système national de classification à la CITI peut poser quelques problèmes de comparabilité. Au Japon par exemple, l'activité des hôtels (qui représentent approximativement 2,8 à 3,0 % de la valeur ajoutée) est prise en compte dans les Autres services contrairement au commerce de gros, de détail, etc.. Cela étant, pour la plupart des pays, les activités présentées sont généralement comparables.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Comptes nationaux trimestriels, Volume 2011 Numéro 2, Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "STAN R-D : Dépenses de recherche et développement dans l'industrie - Rév 3 2011", *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*.

Valeur ajoutée réelle par activité

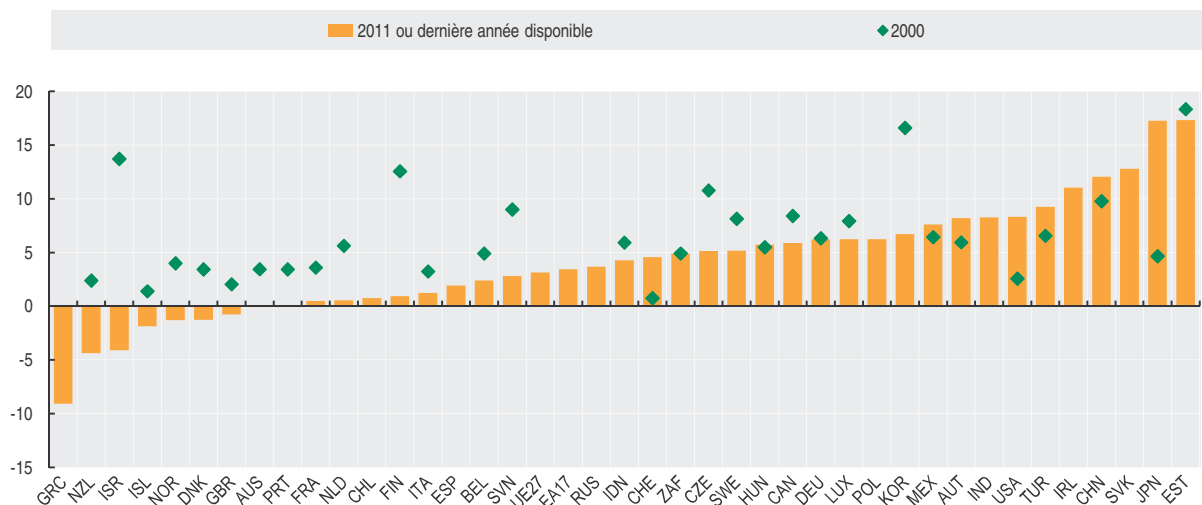
Croissance annuelle en pourcentage

	Agriculture, chasse, sylviculture, pêche		Industrie incluant l'énergie		Construction		Commerce; transport; hébergements, restaurants; communication		Intermédiation financière, activités immobilières; services aux entreprises		Activités d'autres services	
	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible	2000	2011 ou dernière année disponible
Allemagne	-3.1	-9.2	6.3	6.2	-2.3	4.6	4.3	2.8	2.9	2.1	1.9	0.6
Australie	3.8	9.1	3.5	-0.1	-14.4	6.3	2.5	1.5	4.5	3.3	3.2	1.5
Autriche	-3.6	15.3	6.0	8.2	0.6	3.5	3.1	1.0	7.5	2.1	-0.3	0.6
Belgique	5.0	7.9	4.9	2.4	5.5	4.8	1.2	2.7	4.2	1.4	3.4	1.4
Canada	-1.8	1.9	8.4	5.9	5.2	7.8	6.0	3.9	5.2	2.2	2.6	2.1
Chili	..	11.8	..	0.8	..	11.1	..	10.2	..	8.5	..	4.5
Corée	1.1	-2.0	16.6	6.7	-4.4	-4.6	13.0	4.6	4.2	1.7	2.0	1.7
Danemark	7.9	0.5	3.4	-1.3	1.0	2.9	7.6	3.1	5.7	1.8	1.5	-0.8
Espagne	..	0.6	..	1.9	..	-3.8	..	1.4	..	1.2	..	0.5
Estonie	16.9	2.6	18.4	17.3	24.9	17.7	7.4	6.9	7.6	-0.2	1.6	2.7
États-Unis	12.9	-3.6	2.6	8.3	3.3	-3.3	6.5	6.0	6.1	1.2	1.2	1.6
Finlande	8.0	3.2	12.6	0.9	0.4	4.6	5.7	3.3	2.9	2.8	1.8	0.8
France	-1.7	3.9	3.6	0.5	5.4	0.0	4.0	2.8	5.9	2.4	0.1	1.0
Grèce	..	2.5	..	-9.1	..	-17.9	..	-8.0	..	-2.9	..	-5.8
Hongrie	-9.6	27.2	5.5	5.7	14.2	-7.8	3.0	0.5	4.7	-2.8	4.6	0.3
Irlande	..	0.9	..	11.0	..	-30.1	..	-3.4	..	0.0	..	-5.0
Islande	-2.1	-8.1	1.4	-1.8	14.2	-14.7	9.1	-3.9	10.2	0.6	1.5	-3.2
Israël	6.6	9.5	13.7	-4.1	-1.3	-0.9	6.8	-2.1	17.0	2.3	1.4	2.9
Italie	-2.3	-0.5	3.2	1.2	4.7	-3.5	6.1	1.1	4.9	1.2	1.5	0.0
Japon	2.1	-7.4	4.7	17.3	-3.5	-0.9	-0.9	1.7	4.1	1.2	2.1	0.5
Luxembourg	-13.0	-1.7	7.9	6.3	1.9	3.6	8.1	4.7	11.0	-0.7	0.8	1.9
Mexique	0.4	3.9	6.4	7.6	4.2	0.0	11.1	9.3	5.5	3.5	2.9	1.4
Norvège	-2.7	-0.9	4.0	-1.3	-0.4	3.9	3.9	2.8	6.4	2.4	0.9	2.1
Nouvelle-Zélande	2.7	0.1	2.4	-4.4	-6.5	-7.9	5.0	-2.3	2.2	3.5	3.3	1.7
Pays-Bas	1.8	1.7	5.6	0.5	3.5	4.8	7.0	2.4	2.0	0.4	1.7	1.5
Pologne	..	-0.3	..	6.3	..	11.8	..	4.0	..	1.2	..	1.0
Portugal	-4.7	2.8	3.4	0.0	6.0	-9.2	6.1	-1.2	1.8	-0.6	3.8	-1.2
République slovaque	..	-20.2	..	12.8	..	2.1	..	-1.7	..	1.5	..	-1.6
République tchèque	1.4	6.5	10.8	5.1	-8.7	-7.2	5.0	-1.6	2.1	2.0	0.7	2.3
Royaume-Uni	..	..	2.1	-0.8	1.1	3.1	6.2	0.6	6.2	1.5	3.2	1.3
Slovénie	1.3	-2.3	9.0	2.8	-1.0	-20.3	4.7	0.7	3.7	0.8	2.4	1.2
Suède	2.6	1.1	8.1	5.2	1.4	8.8	5.2	5.7	6.2	4.8	1.6	1.6
Suisse	7.8	-3.0	0.8	4.6	-0.1	6.9	6.0	5.6	5.1	0.0	2.1	1.4
Turquie	7.1	5.3	6.6	9.2	4.9	11.2	9.8	10.9	4.2	7.7	1.6	4.1
Zone euro	..	1.7	..	3.4	..	-1.0	..	1.7	..	1.4	..	0.5
UE-27	..	2.7	..	3.1	..	0.1	..	1.7	..	1.4	..	0.6
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	4.7	0.9	4.9	4.9	5.6	1.5	8.1	2.5	3.2	1.9	0.6	2.3
Bresil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2.4	4.3	9.8	12.1	5.7	13.5	9.0	12.3	6.8	8.5	13.0	7.9
Fédération de Russie	..	15.7	..	3.7	..	4.7	..	4.2	..	3.6	..	1.7
Inde	..	0.5	..	8.3	..	7.0	..	6.7	..	9.1	..	13.1
Indonésie	1.9	2.9	5.9	4.3	5.6	7.0	6.6	10.3	4.6	5.7	2.3	6.0

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712702>

Valeur ajoutée réelle dans l'industrie incluant l'énergie

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712721>

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Les petites entreprises, et en particulier les start-up récentes, sont souvent très dynamiques et innovantes. Une poignée de nouvelles et petites entreprises à très haute performance peut apporter une contribution importante à la création d'emploi et à la croissance économique. Bien que la majorité des petites entreprises aient un impact économique plus modeste considérées individuellement, ensemble elles font une différence sensible.

Définition

Une entreprise est une entité juridique habilitée à mener des activités pour son compte propre, notamment à signer des contrats, à posséder des biens, à contracter des dettes et à ouvrir des comptes bancaires. Elle peut être constituée d'un ou de plusieurs établissements installés dans des zones géographiquement éloignées.

Le terme " salariés " fait référence à l'ensemble des personnes liées à l'entreprise par une relation contractuelle, qui travaillent dans l'entreprise et reçoivent en contrepartie une rémunération. Sont notamment considérés comme des salariés les gérants d'entreprises ayant le statut de salarié, les étudiants qui contribuent officiellement au processus de production de l'entreprise en échange d'une rémunération et/ou de services de formation, et les personnes titulaires d'un contrat de réinsertion ou de retour à l'emploi. Cette catégorie comprend aussi les personnes en congé maladie, en congé payé ou en congé non rémunéré, mais elle exclut les propriétaires exploitants, les associés en activité, les travailleurs familiaux non rémunérés et les travailleurs à domicile, qu'ils figurent ou non sur le registre des employés de l'entreprise.

Le nombre de personnes employées est défini comme le nombre total de personnes qui travaillent dans ou pour l'unité considérée pendant l'année de référence. Sont exclus de ce

nombre total les directeurs d'entreprises constituées en sociétés et les membres des conseils d'administration qui sont rétribués uniquement pour leur présence aux assemblées, la main-d'œuvre mise à disposition de l'unité considérée par d'autres unités moyennant facturation, les personnes effectuant des travaux de réparation et d'entretien pour le compte d'autres unités et les travailleurs à domicile. Il exclut également les personnes en congé pour une durée indéterminée, les personnes en congé pour service militaire ou celles qui ne sont rémunérées par l'entreprise qu'au titre d'une pension de retraite.

Comparabilité

En revanche, la couverture des données sur les entreprises/établissements peut varier considérablement. Dans de nombreux pays, ces informations sont tirées des registres du commerce et des sociétés, de recensements économiques ou d'enquêtes qui peuvent comporter un seuil d'exclusion fondé sur la taille. En fait, tous les pays appliquent une forme ou une autre de seuil, qui est souvent fonction de la législation fiscale et des dispositions visant à alléger les formalités administratives imposées aux petites entreprises. En Irlande, seules les entreprises comptant au minimum trois employés sont prises en compte, alors qu'au Japon et en Corée, les données ne tiennent pas compte des établissements comptant, respectivement, moins de quatre et cinq employés.

Les données se rapportent à 2008 dans le cas du Danemark, des Pays-Bas, de la République slovaque, de la République tchèque, du Royaume-Uni et de la Turquie ; à 2007 pour la Grèce et la Norvège ; et à 2005 pour l'Islande. Les données relatives à l'emploi de la Suisse font référence au nombre de personnes employées plutôt qu'au nombre de salariés.

En bref

D'une économie à l'autre, la contribution des petites entreprises à l'emploi varie beaucoup. Dans la plupart des pays, la part des entreprises occupant moins de 20 personnes dépasse 70 % du total, les chiffres s'échelonnant entre 69 % en Irlande et plus de 95 % en Grèce. Les petites entreprises représentent une part plus faible du nombre total de salariés, variant entre environ 9 % aux États-Unis et en République tchèque à environ 35 % en Grèce.

Certaines grandes économies se caractérisent par une proportion plus faible de petites entreprises, situation qui traduit en partie le fait que les possibilités de croissance sont plus vastes sur les grands marchés (en raison de la présence d'un vivier de main-d'œuvre plus nombreux et d'une demande également plus forte), mais qui résulte aussi d'un phénomène statistique, dû au fait que lorsqu'une entreprise ouvre un nouvel établissement dans le pays où elle est immatriculée, elle croît et passe du statut de petite entreprise à celui de grande entreprise. Autrement dit, une entreprise exerçant son activité dans un petit pays aura souvent tendance, pour croître, à créer un nouvel établissement à l'étranger plutôt qu'à chercher à se développer sur le marché intérieur.

Sources

- OCDE (2012), *OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Panorama de l'entrepreneuriat 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Financing SMEs and Entrepreneurs 2012: An OECD Scoreboard*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Financing High-Growth Firms: The Role of Angel Investors*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques structurelles et démographiques des entreprises*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE et Eurostat (2008), *Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics*, Éditions OCDE.

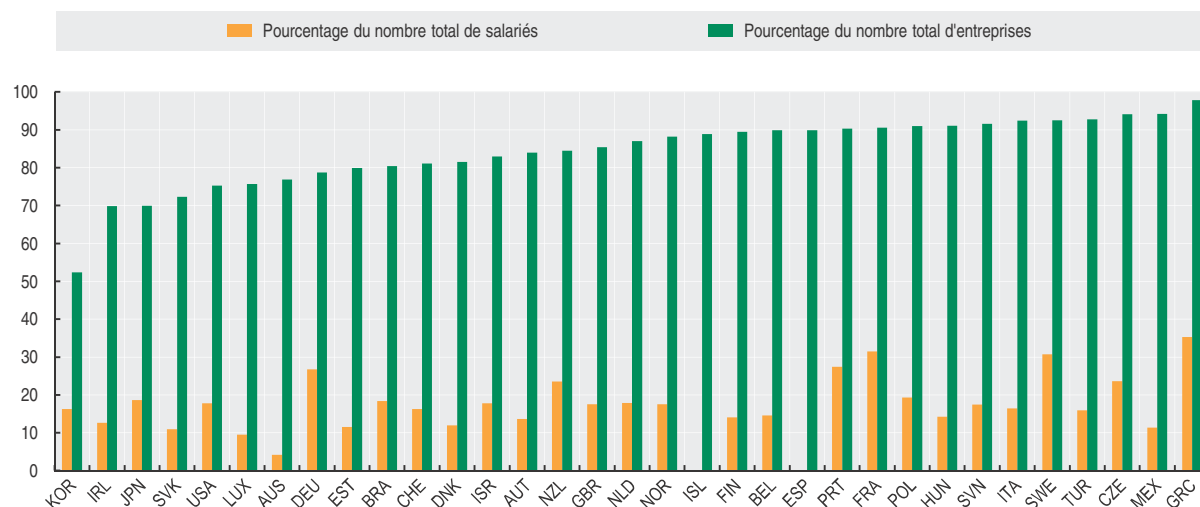

Nombre de salariés et nombre d'entreprises dans l'industrie manufacturière

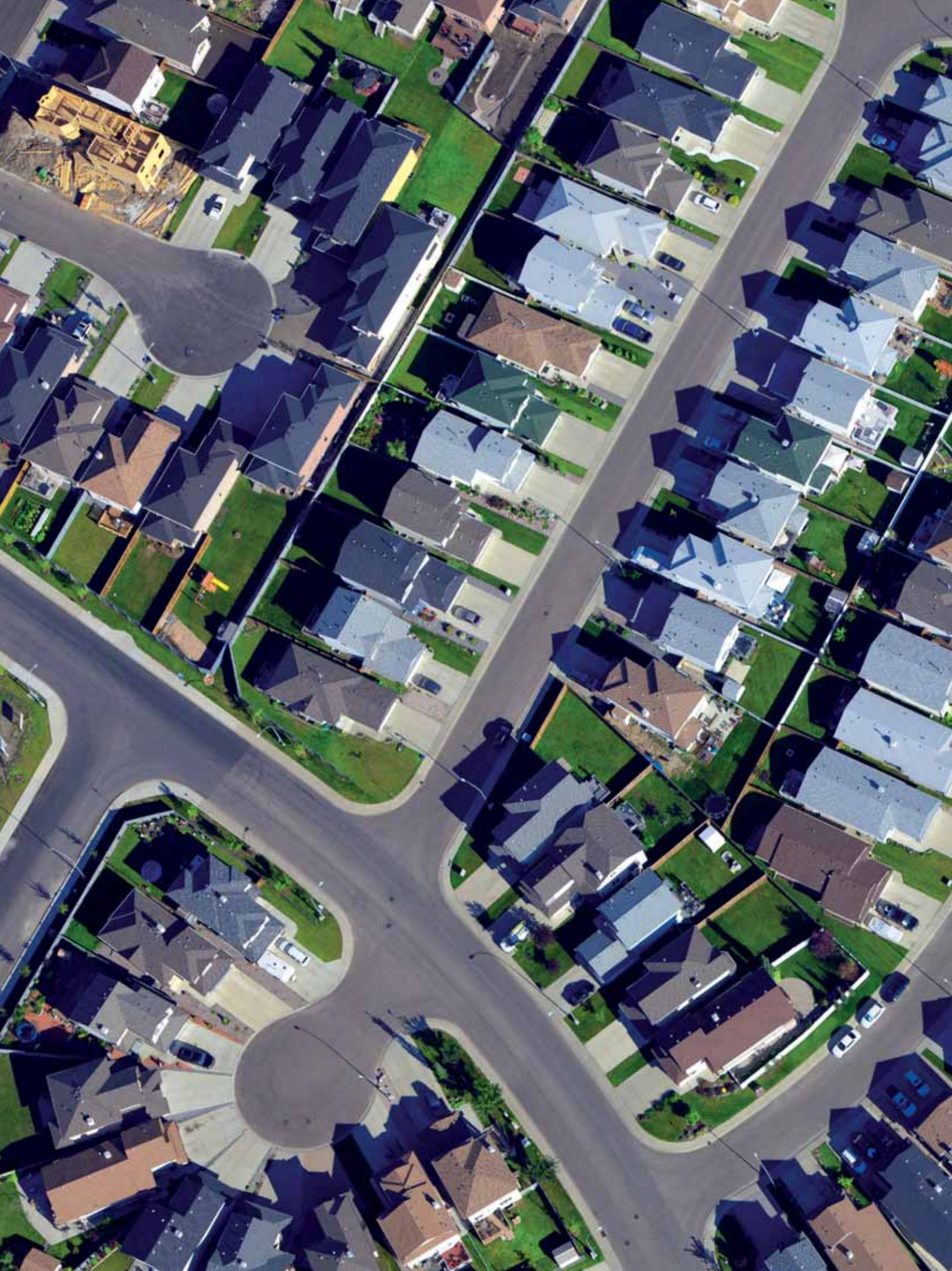
Par taille d'entreprise, 2009 ou dernière année disponible

	Nombre de personnes employées									
	En pourcentage du nombre total d'employés dans l'industrie manufacturière					En pourcentage du nombre total d'entreprises dans l'industrie manufacturière				
	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus	Moins de 10	10-19	20-49	50-249	250 ou plus
Allemagne	4.3	7.2	8.1	25.7	54.7	60.5	19.4	8.9	8.9	2.2
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	6.9	6.8	11.1	27.3	48.0	71.9	12.1	8.5	5.8	1.8
Belgique	7.5	7.0	13.1	..	..	82.4	7.4	5.9	..	..
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	0.2	16.1	23.5	31.5	28.8	1.1	51.3	32.6	13.6	1.4
Danemark	5.6	6.4	14.0	27.7	46.3	70.8	10.7	10.6	6.5	1.4
Espagne	15.5	11.9	19.2	24.4	29.0	81.1	9.2	6.6	2.6	0.5
Estonie	10.1	8.3	16.5	39.6	25.6	69.2	11.2	10.7	7.7	1.1
États-Unis	4.7	4.8	..	..	..	60.2	15.4	..	..	..
Finlande	7.8	6.2	10.8	23.3	51.9	82.0	7.5	5.8	3.7	1.0
France	12.1	7.2	11.9	22.9	45.9	84.1	6.9	5.2	3.0	0.8
Grèce	30.4	4.9	12.1	25.6	27.1	96.5	1.2	1.3	0.8	0.2
Hongrie	10.4	7.0	11.6	27.1	43.8	85.4	6.2	4.6	3.1	0.7
Irlande	5.8	6.8	12.3	30.3	44.9	49.6	20.3	15.8	11.3	3.0
Islande	..	..	..	..	..	80.2	8.7	6.7	3.8	0.7
Israël	10.2	7.6	13.0	29.5	39.7	70.8	12.1	9.4	6.5	1.2
Italie	15.6	15.1	17.7	24.8	26.8	81.9	10.6	5.1	2.1	0.3
Japon	8.4	10.2	16.9	31.0	33.5	46.2	23.8	18.1	10.2	1.8
Luxembourg	4.1	..	..	..	..	64.1	12.8	11.0	9.2	3.0
Mexique	0.2	..	..	16.8	80.2	1.0	..	..	2.1	95.5
Norvège	9.3	8.2	14.6	28.2	39.6	79.6	8.6	6.9	4.1	0.9
Nouvelle-Zélande	13.1	10.5	15.2	24.4	36.8	69.4	15.1	9.8	4.8	0.9
Pays-Bas	8.8	9.1	16.3	31.6	34.2	77.8	9.2	7.7	4.4	0.9
Pologne	10.2	4.0	10.2	31.0	44.5	87.5	3.6	4.4	3.6	0.9
Portugal	19.1	12.4	19.7	30.2	18.6	81.8	8.7	6.1	3.0	0.3
République slovaque	3.5	7.5	7.5	26.5	55.1	42.1	30.2	10.6	13.0	4.1
République tchèque	5.9	5.5	10.5	29.8	48.3	90.6	3.5	3.0	2.3	0.6
Royaume-Uni	10.5	7.0	12.0	26.8	43.6	74.7	10.7	8.1	5.3	1.3
Slovénie	10.2	6.3	10.0	30.3	43.2	87.1	5.4	3.7	3.1	0.7
Suède	9.2	6.8	10.9	24.0	49.1	87.2	5.5	4.0	2.6	0.7
Suisse	8.8	9.0	13.2	29.6	39.4	56.3	19.0	13.6	9.1	2.1
Turquie	..	..	14.4	26.2	35.8	..	..	3.5	2.0	0.4
UE-27	..	..	..	..	..	81.0	8.9	5.9	3.6	0.8
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712740>
Entreprises du secteur manufacturier de moins de 20 personnes employées: nombre d'employés et d'entreprises

En pourcentage du nombre total de salariés ou du nombre total d'entreprises, 2009 ou dernière année disponible


 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712759>





REVENUS ET PATRIMOINE DES MÉNAGES

REVENUS ET ÉPARGNE

REVENU NATIONAL PAR HABITANT
REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES
ÉPARGNE DES MÉNAGES

INÉGALITÉS DES REVENUS

INÉGALITÉ DES REVENUS
TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

PATRIMOINE DES MÉNAGES

ACTIFS FINANCIERS DES MÉNAGES
DETTE DES MÉNAGES
ACTIFS NON FINANCIERS DES MÉNAGES

REVENU NATIONAL PAR HABITANT

Si le produit intérieur brut par habitant est l'indicateur le plus couramment utilisé pour comparer les niveaux de revenu d'un pays à l'autre, deux autres mesures lui sont préférées, au moins en théorie, par de nombreux analystes. Il s'agit du revenu national brut (RNB) et du revenu national net (RNN) par habitant. Tandis que le PIB fait référence au revenu généré par des activités de production menées sur le territoire économique du pays, le RNB mesure le revenu généré par les résidents d'un pays, qu'il le soit sur le territoire national ou à l'étranger.

Définition

Le RNB est défini comme le PIB augmenté des recettes nettes en provenance de l'étranger au titre des salaires et traitements et des revenus de la propriété. Le RNN est égal au RNB net des amortissements pour dépréciation.

Les salaires et traitements en provenance de l'étranger sont ceux qui sont perçus par des résidents qui vivent et consomment essentiellement sur le territoire économique du pays considéré mais travaillent à l'étranger (ce qui est courant dans les régions frontalières), ou des personnes qui vivent et travaillent à l'étranger uniquement pour de brèves périodes (travailleurs saisonniers) et qui conservent le centre de leurs intérêts économiques dans leur pays d'origine. Les travailleurs immigrés temporaires et les autres travailleurs migrants qui vivent à l'étranger pendant douze mois ou plus sont considérés comme des résidents du pays dans lequel ils sont employés. Ces personnes peuvent envoyer une partie de leurs gains à des parents dans leur pays d'origine, mais ces envois de fonds sont assimilés à des transferts entre ménages résidents et non résidents et sont comptabilisés dans le revenu disponible national, mais pas dans le revenu national.

Les revenus de la propriété en provenance de l'étranger sont les intérêts et les dividendes et englobent également tout ou partie des bénéfices non distribués des entreprises étrangères contrôlées en partie ou en totalité par des résidents (et réciproquement). A cet égard, il est à noter que les bénéfices non dis-

tribués des entreprises étrangères contrôlées par des résidents peuvent ne reviennent pas effectivement aux résidents en question. Les bénéfices non distribués sont néanmoins assimilés à des recettes.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent le Système de comptabilité nationale de 1993, à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Il importe toutefois noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

La mesure des flux internationaux de salaires, traitements et revenus de la propriété et d'amortissements présente toutefois des difficultés concrètes. C'est pour cette raison que le PIB par habitant est l'indicateur du revenu ou de la richesse le plus largement utilisé même si, en théorie, le RNB lui est préférable.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives du développement mondial 2012, La cohésion sociale dans un monde en mutation, Perspectives du développement mondial*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.

En bref

Si l'on classe les pays en fonction de leur RNB par habitant, il apparaît que le RNB moyen par habitant est généralement supérieur de 15 à 19 % au RNN par habitant. On notera que le choix de l'indicateur de revenu a peu d'incidence sur le classement des pays ; les seuls qui perdraient plus d'une place dans le classement, si l'indicateur retenu était le RNN par habitant, sont la Belgique, la Hongrie et le Japon ; les seuls qui gagneraient plus d'une place dans cette hypothèse sont le Canada, la Corée, Israël et la Fédération de Russie.

Le RNB par habitant ne diffère pas sensiblement du PIB par habitant. Généralement, les écarts sont (nettement) inférieurs à 2 000 USD. On note cependant quatre exceptions. Au Luxembourg, le RNB par habitant, quoique restant le plus élevé de la zone de l'OCDE, était en 2010 inférieur de près de 25 000 USD au PIB par habitant. En Islande et en Irlande, le RNB par habitant était inférieur au PIB de 6 000 à 7 000 USD. En Suisse en revanche, le RNB excède le PIB par habitant d'approximativement 3 000 USD.



Revenu national brut par habitant

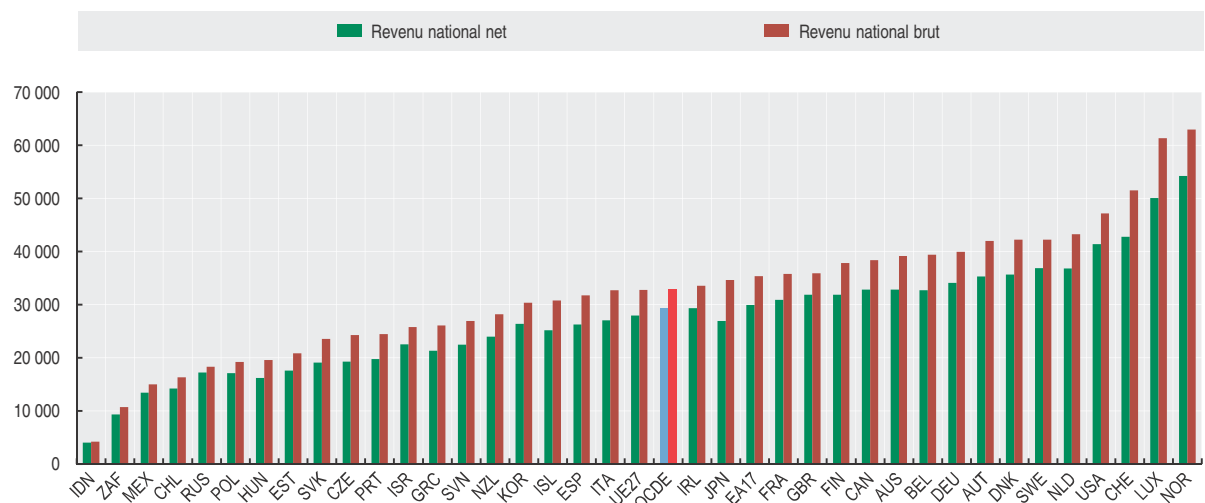
dollars des EU, prix courants et PPA

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	24 694	25 496	26 405	27 077	28 114	29 939	31 469	34 235	36 171	37 590	36 816	38 124	39 944
Australie	26 053	27 197	28 299	29 470	30 973	32 074	33 527	35 169	37 098	37 531	38 429	39 136	..
Autriche	26 705	28 421	28 408	30 086	31 016	32 611	33 310	36 193	37 614	39 692	38 651	39 972	41 988
Belgique	25 859	28 301	28 981	30 461	30 753	31 534	32 415	34 547	36 025	37 564	36 512	38 396	39 374
Canada	26 220	27 743	28 502	29 162	30 530	32 167	34 448	36 501	37 860	38 493	37 256	38 372	..
Chili	8 863	9 259	9 693	9 888	10 159	10 809	11 629	12 104	13 034	14 226	14 221	15 058	16 336
Corée	15 407	17 109	18 109	19 668	20 197	21 688	22 762	24 284	26 150	26 888	27 051	28 834	30 336
Danemark	26 699	28 221	29 017	30 393	30 243	32 438	33 659	36 721	38 129	40 472	38 918	41 128	42 237
Espagne	19 638	21 135	22 214	23 705	24 468	25 611	27 003	29 896	31 481	32 243	31 431	31 437	31 736
Estonie	8 632	9 542	10 255	11 475	12 678	14 044	15 902	18 145	20 151	20 970	19 224	19 376	20 825
États-Unis	33 652	35 658	36 410	37 002	38 307	40 583	43 063	45 575	46 675	47 209	45 331	47 195	..
Finlande	23 307	25 478	26 494	27 577	27 407	30 088	30 849	33 454	36 183	38 244	36 224	36 847	37 846
France	23 994	25 608	26 972	27 862	27 554	28 554	30 017	31 988	33 722	34 769	34 298	34 910	35 796
Grèce	17 025	18 320	19 894	21 485	22 392	23 721	23 994	26 219	26 928	28 604	28 668	27 668	26 077
Hongrie	10 433	11 294	12 720	13 906	14 630	15 341	16 058	17 312	17 611	19 122	19 265	19 555	..
Irlande	22 574	24 973	26 063	27 656	29 764	31 562	33 553	37 286	39 365	36 897	33 070	33 552	..
Islande	28 071	28 051	29 482	31 033	30 294	32 362	33 731	33 740	35 338	31 011	29 504	29 365	30 759
Israël	20 347	21 923	22 351	22 518	21 309	22 746	23 012	23 745	25 414	24 962	24 813	25 764	..
Italie	24 225	25 562	27 093	26 759	27 082	27 432	28 288	30 491	32 039	33 008	32 101	31 751	32 720
Japon	24 940	26 339	27 008	27 671	28 429	29 874	31 150	32 700	34 489	34 699	32 980	34 645	..
Luxembourg	44 091	46 759	47 898	47 736	47 079	56 788	58 720	59 764	68 022	67 210	55 760	61 346	..
Mexique	9 027	9 807	9 925	10 214	10 690	11 370	12 243	13 469	14 219	15 030	14 101	14 982	..
Norvège	29 550	35 649	37 118	37 166	38 501	42 560	47 967	53 884	55 698	61 049	55 026	57 945	62 954
Nouvelle-Zélande	18 954	19 812	20 869	21 618	22 299	23 106	23 570	25 159	26 474	27 012	28 170	..	..
Pays-Bas	27 226	30 049	31 015	32 235	32 066	34 086	35 281	39 112	41 412	42 017	40 064	41 838	43 277
Pologne	9 940	10 532	10 922	11 524	11 869	12 641	13 516	14 693	16 160	17 669	18 270	19 239	..
Portugal	16 579	17 429	18 035	18 840	19 268	19 642	21 052	22 274	23 433	24 048	23 922	24 616	24 431
République slovaque	10 348	10 922	12 066	12 918	12 924	14 065	15 717	17 816	20 224	22 728	22 227	22 945	23 564
République tchèque	14 543	15 281	16 362	16 926	18 115	19 129	20 372	22 072	23 640	24 659	23 901	23 557	24 285
Royaume-Uni	24 145	26 024	27 732	29 318	30 258	32 226	33 281	35 215	36 234	36 665	34 971	35 844	35 885
Slovenie	16 761	17 565	18 477	19 649	20 358	22 011	23 273	25 142	26 639	28 248	26 601	26 544	26 950
Suède	25 739	27 722	28 021	29 163	30 795	32 488	32 936	36 161	39 355	40 995	38 042	40 136	42 253
Suisse	32 540	34 737	34 515	35 425	36 724	38 042	40 027	43 850	44 724	44 368	47 385	51 537	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	23 101	24 427	25 608	26 382	26 863	28 091	29 380	31 828	33 557	34 547	33 810	34 381	35 387
UE-27	20 510	21 817	22 938	23 855	24 449	25 753	26 933	29 164	30 801	31 943	31 124	31 772	32 752
OCDE	23 023	24 497	25 253	25 953	26 715	28 234	29 762	31 828	33 217	34 012	32 905	..	..
Afrique du Sud	6 254	6 545	6 716	7 028	7 276	7 820	8 429	9 079	9 599	10 065	10 006	10 322	10 743
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	3 608	4 121	4 773	5 589	6 210	..	..	..
Fédération de Russie	5 661	6 622	7 234	7 857	8 951	10 007	11 531	14 482	16 335	19 673	18 278	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	2 280	2 458	2 594	2 712	2 861	3 051	3 301	3 571	3 844	4 014	4 221	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712778>

Revenu national brut et net par habitant

Dollars des EU, prix courants et PPA, 2011 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712797>

REVENU DISPONIBLE DES MÉNAGES

Le revenu disponible des ménages, en tant que concept, est plus proche du concept de revenu tel qu'il est généralement utilisé en économie que de celui de revenu national ou de PIB. Au niveau de l'économie considérée dans sa globalité, il se distingue du revenu national au sens où il recouvre d'autres éléments de revenu, principalement d'autres transferts courants comme les envois de fonds. Pour les pays où ces éléments complémentaires représentent des sources de revenu importantes, il est évident qu'il importe de mettre l'accent sur le revenu disponible au stade de la définition de la politique gouvernementale. Une autre différence importante entre le revenu national et le revenu disponible réside dans la répartition du revenu entre les secteurs. A ce niveau, on observe des différences notables résultant de la réaffectation du revenu national. Le revenu disponible peut être considéré comme le montant maximum qu'une unité peut se permettre de dépenser pour l'acquisition de biens ou de services de consommation sans avoir à céder d'actifs financiers ou non financiers ou à accroître son endettement.

Définition

Le revenu disponible des ménages est la somme des dépenses de consommation finale des ménages et de leur épargne (diminuée de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension). Elle correspond également à la somme des salaires et traitements, du revenu mixte, des revenus nets de la propriété, des transferts courants nets et des prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, moins les impôts sur le revenu et le patrimoine et les cotisations de sécurité sociale payées par les salariés, les travailleurs indépendants et les chômeurs.

L'indicateur pour le secteur des ménages prend en compte le revenu disponible des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

En bref

En moyenne, sur la période 2008-2010, le revenu disponible des ménages a augmenté, en termes réels, dans tous les pays de l'OCDE à quelques exceptions notables près. En Grèce, en Hongrie et en Estonie, il a baissé de 9 à 13 % en trois ans. Si l'on considère les 28 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, on s'aperçoit qu'il a subi un repli en Italie, au Mexique, au Portugal, aux Pays-Bas et en Autriche. Les autres pays ont tous affiché une hausse, en termes réels, du revenu disponible des ménages sur la période 2008-2010. Le Chili, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la République slovaque ont bénéficié d'une progression supérieure à 10 % sur la période de trois ans considérée.

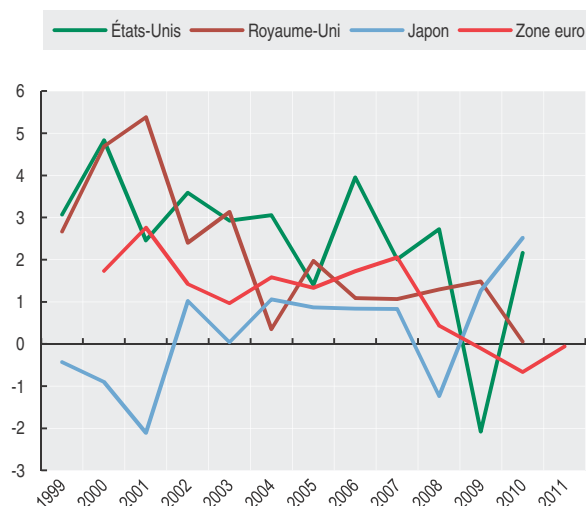
Dans la zone de l'OCDE, la comparaison entre la croissance du revenu disponible réel des ménages au cours des trois années ayant précédé 2010 et celle enregistrée au cours des trois années ayant précédé 2001 offre un tableau plutôt homogène faisant ressortir un ralentissement dans la plupart des pays. Le Japon fait figure d'exception puisqu'au repli observé en moyenne pendant les trois années ayant précédé 2001, ont succédé des taux de croissance modérés au cours de la période récente.

Comparabilité

Les données sont fondées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 pour tous pays à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Il importe toutefois noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Évolution du revenu réel disponible des ménages

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712854>

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Les impôts sur les salaires 2011, Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales.

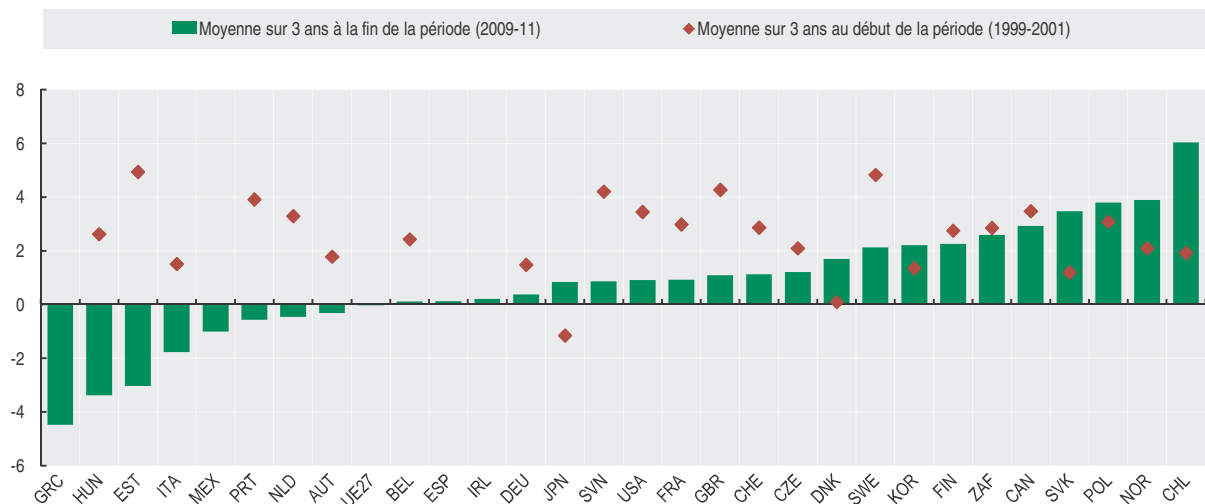

Revenu disponible réel des ménages

Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.8	0.9	1.7	0.0	0.7	0.6	0.4	1.2	0.0	1.0	-0.7	0.9	..
Australie	3.4	3.3	3.5	1.1	4.3	4.0	4.5	5.5	2.7	6.9	..	..	..
Autriche	4.0	1.8	-0.5	1.5	1.8	2.6	2.8	2.7	2.6	0.7	-1.5	-0.2	..
Belgique	2.5	1.8	3.1	-0.2	-0.2	-0.2	0.1	2.7	2.2	2.1	2.8	-1.3	-1.1
Canada	2.9	4.8	2.8	1.8	2.1	3.8	2.5	5.7	3.8	4.2	1.1	3.5	..
Chili	-0.9	3.5	3.2	2.2	3.4	7.8	7.7	7.0	7.1	4.9	7.4	5.9	..
Corée	2.8	0.4	0.9	3.4	4.9	4.7	2.3	2.6	2.7	1.3	1.6	4.1	0.9
Danemark	-3.8	0.5	3.7	2.0	2.4	2.7	2.2	1.8	0.1	-0.2	0.2	3.8	1.1
Espagne	..	..	3.1	3.0	3.7	2.7	3.8	3.0	3.2	3.0	2.2	-4.6	..
Estonie	-1.9	11.2	5.9	7.0	7.3	2.0	11.0	10.8	11.8	0.4	-6.7	-2.7	..
États-Unis	3.1	4.8	2.5	3.6	2.9	3.1	1.4	4.0	2.0	2.7	-2.1	2.2	..
Finlande	4.5	0.6	3.2	2.2	6.0	4.8	1.0	2.7	3.6	2.4	1.9	2.5	0.0
France	2.7	3.1	3.1	3.5	0.5	2.1	1.1	2.4	3.0	0.2	1.2	0.9	0.6
Grèce	..	..	4.1	2.6	4.7	3.1	1.9	2.9	9.4	-4.5	1.7	-10.3	..
Hongrie	1.5	1.2	5.2	6.4	5.5	4.0	3.6	1.7	-3.0	-1.8	-4.3	-4.0	..
Irlande	..	..	..	..	0.3	5.8	7.8	4.3	6.9	5.0	-2.0	-2.2	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	1.5	0.1	3.0	1.2	0.5	0.9	0.6	0.9	1.0	-1.4	-3.0	-0.9	..
Japon	-0.4	-0.9	-2.1	1.0	0.0	1.1	0.9	0.8	0.8	-1.2	1.3	2.5	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	4.0	4.2	1.4	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	4.0	4.6	5.5	3.4	1.0	-7.7	4.1	..
Norvège	2.5	3.8	0.0	8.0	4.6	3.3	7.8	-6.4	6.3	3.9	3.9	3.5	4.2
Nouvelle-Zélande	7.8	-4.1	3.7	-0.5	8.4	5.8	2.4	2.1	..	..	..	..	..
Pays-Bas	2.1	2.2	5.6	-0.6	-2.5	0.6	-0.3	0.5	2.6	-0.3	-1.1	-0.1	-0.2
Pologne	3.5	1.7	4.1	-1.0	1.2	1.7	1.5	4.5	4.6	4.0	4.8	2.7	..
Portugal	6.6	3.6	1.6	1.0	0.3	1.7	0.7	-0.4	1.9	1.6	1.8	1.3	-4.6
République slovaque	-1.3	2.0	3.0	5.1	-0.7	3.9	6.2	3.4	9.1	5.0	2.2	3.2	..
République tchèque	2.0	2.0	2.3	3.0	4.0	1.8	5.1	5.6	3.8	2.1	1.3	0.2	..
Royaume-Uni	2.7	4.7	5.4	2.4	3.2	0.4	2.0	1.1	1.1	1.3	1.5	0.5	..
Slovenie	3.5	4.5	4.6	3.2	0.6	3.9	4.1	3.2	4.5	2.7	-0.4	0.3	..
Suède	2.9	5.1	6.5	3.1	0.9	1.3	1.9	3.6	5.5	2.3	2.2	1.2	3.0
Suisse	3.0	2.7	2.9	-1.3	-0.8	2.3	2.2	3.7	4.1	0.1	1.5	1.8	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	..	1.7	2.8	1.4	1.0	1.6	1.3	1.7	2.1	0.4	-0.1	-0.6	-0.1
UE-27	..	2.2	3.5	1.6	1.6	1.5	1.6	1.8	2.1	1.1	0.5	-0.4	-0.1
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	2.0	3.7	2.8	3.5	4.0	5.8	5.0	6.9	5.2	0.3	1.8	5.8	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	7.7	9.4	11.9	13.6	14.1	8.0	-1.4	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712816>
Revenu réel disponible des ménages

Croissance annuelle moyenne en pourcentage


 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712835>

ÉPARGNE DES MÉNAGES

L'épargne des ménages est la principale source intérieure de financement des dépenses en capital, qui constituent un moteur essentiel de la croissance économique à long terme. Les taux d'épargne des ménages varient considérablement d'un pays à l'autre en raisons de disparités institutionnelles, démographiques et socio-économiques. L'existence de régimes de retraite financés par l'État et la pyramide des âges notamment sont des facteurs qui, tous deux, ont une influence sur le taux d'épargne de la population (les personnes âgées ayant tendance à se défaire de leurs actifs financiers lorsqu'elles sont à la retraite et à moins épargner). Les conditions d'accès au crédit et le coût du crédit, de même que les attitudes qui prévalent à l'égard de l'endettement, peuvent également peser sur les décisions des individus de dépenser ou d'épargner leur argent.

Définition

L'épargne est estimée en soustrayant les dépenses de consommation des ménages de leur revenu disponible augmenté de la variation des droits nets des ménages sur les fonds de pension.

Le revenu disponible des ménages est principalement constitué des revenus tirés d'un emploi ou de l'exploitation d'une entreprise non constituée en société, auxquels s'ajoutent les intérêts, dividendes et prestations sociales perçus nets des versements effectués au titre des impôts, intérêts et cotisations sociales acquittés. Il convient de noter que les revenus d'entreprise comprennent les " loyers imputés " des logements occupés par leur propriétaire.

Les dépenses de consommation des ménages comprennent principalement leurs achats de biens et services de consommation, mais elles incluent également les " dépenses imputées " des propriétaires occupants, c'est-à-dire les sommes fictives qu'ils versent, en leur qualité d'occupant, à eux-mêmes, en leur qualité de propriétaire de leur logement, et la production de biens pour une utilisation personnelle tels

que les produits agricoles dont la valeur est également prise en compte dans le revenu.

Le taux d'épargne des ménages est égal au rapport entre l'épargne des ménages et leur revenu disponible.

Comparabilité

Les données sont fondées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 pour tous pays à l'exception de l'Australie qui applique le SCN de 2008. Il importe toutefois noter que les différences entre le SCN de 2008 et celui de 1993 n'ont pas une incidence notable sur la comparabilité des indicateurs présentés ici, ce qui signifie que les données sont tout à fait comparables entre les pays.

Les taux d'épargne peuvent être mesurés en termes nets ou bruts. Les taux d'épargne nets sont mesurés en déduisant de l'épargne et du revenu disponible des ménages la consommation de capital fixe (correspondant aux actifs utilisés dans les entreprises exploitées par les ménages et aux logements occupés par leur propriétaire), de sorte que l'épargne et le revenu disponible sont tous deux indiqués en termes nets.

En bref

Le taux d'épargne des ménages est très variable suivant les pays. En 2011 ou pendant la dernière année disponible (2010 dans la plupart des cas), des taux d'épargne supérieurs à 10 % ont été enregistrés en France, en Allemagne, en Slovaquie, en Suisse et dans la Fédération de Russie. En 2010, une valeur légèrement négative a été relevée au Danemark (- 0.2 %) tandis qu'en Grèce, le taux atteint a été de - 11.1 %. Sur les 27 pays pour lesquels on dispose de données pour 2010, plus des deux tiers ont vu leur taux d'épargne reculer par rapport à 2009.

Si l'on considère les années représentées sur le graphique, le taux d'épargne des ménages japonais a accusé une baisse prononcée en 2001, mouvement qui s'est nettement atténué les années suivantes. Les taux d'épargne se sont également repliés au Canada, certes dans une moindre mesure. Ils sont restés globalement stables en Allemagne et en France, à des niveaux assez élevés de 10-12 % et 11-13 % respectivement. Aux États-Unis, le taux d'épargne des ménages a assez peu varié sur la période 1999-2007 ; après 2007, il a toutefois commencé à progresser et dépasse à présent 5 %.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Fournier, J. et I. Koske (2010), "A Simple Model of the Relationship between Productivity, Saving and the Current Account", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 816, Éditions OCDE.
- Hüfner, F. et I. Koske (2010), "Explaining Household Saving Rates in G7 Countries: Implications for Germany", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 754, Éditions OCDE.
- de Laiglesia, J. et C. Morrison (2008), "Household Structures and Savings: Evidence from Household Surveys", *OECD Development Centre Working Papers*, No. 267, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.



Taux d'épargne net des ménages

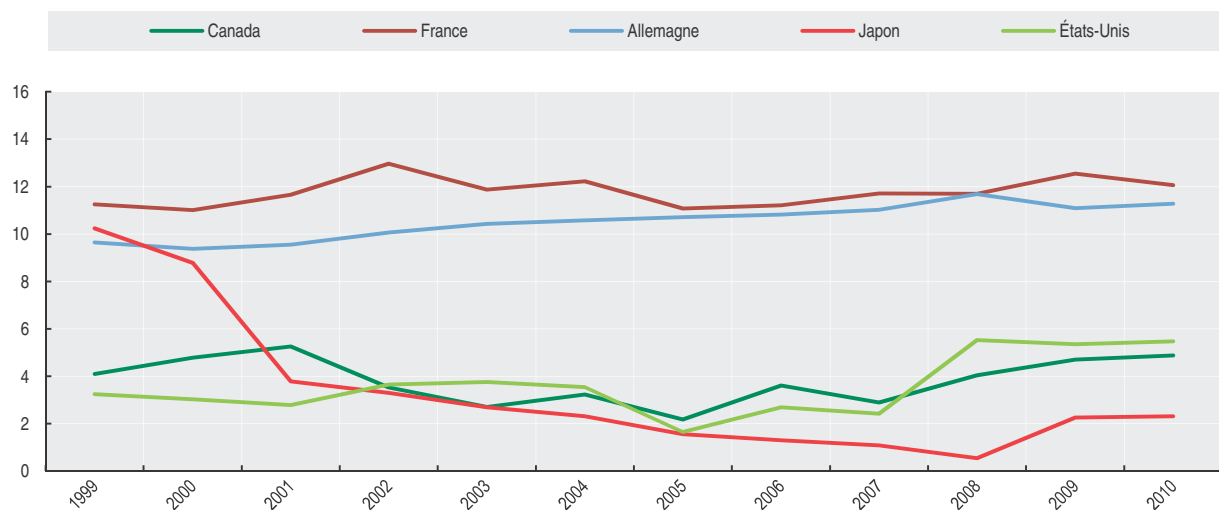
En pourcentage du revenu disponible des ménages

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	9.6	9.4	9.5	10.1	10.4	10.6	10.7	10.8	11.0	11.7	11.1	11.3	..
Australie	2.8	2.6	2.6	0.2	-0.9	-1.5	0.4	1.3	0.5	4.5	8.9	9.2	..
Autriche	10.0	9.4	7.6	8.0	8.8	9.2	9.7	10.4	11.7	11.5	10.7	8.3	..
Belgique	13.2	12.5	13.8	13.1	12.3	10.7	9.9	10.7	11.4	11.5	13.3	10.1	8.8
Canada	4.1	4.8	5.3	3.5	2.7	3.2	2.2	3.6	2.9	4.0	4.7	4.9	..
Chili	6.8	6.1	6.6	6.4	6.1	6.8	6.7	7.3	7.3	6.0	10.9	8.1	..
Corée	16.1	9.3	5.2	0.4	5.2	9.2	7.2	5.2	2.9	2.9	4.6	4.3	3.1
Danemark	-5.6	-4.0	2.1	2.1	2.4	-1.3	-4.2	-2.3	-4.0	-3.7	-0.4	-0.2	-0.2
Espagne	..	6.1	5.9	5.8	6.7	5.2	4.8	3.9	4.0	7.5	13.0	7.7	..
Estonie	-5.4	-3.0	-4.0	-6.4	-7.1	-12.8	-10.8	-13.1	-8.2	-2.6	5.7	3.7	..
États-Unis	3.2	3.0	2.8	3.7	3.8	3.5	1.7	2.7	2.4	5.5	5.3	5.5	..
Finlande	2.4	0.5	0.3	0.4	1.4	2.7	0.9	-1.1	-0.9	-0.3	4.2	3.3	..
France	11.3	11.0	11.7	13.0	11.9	12.2	11.1	11.2	11.7	11.7	12.6	12.1	12.3
Grèce	..	-4.5	-5.5	-7.6	-6.2	-6.9	-1.7	-3.1	2.2	-6.5	-3.4	-11.1	..
Hongrie	7.8	6.2	6.7	5.3	2.9	5.4	6.7	7.2	3.3	2.7	4.5	2.5	..
Irlande	..	..	..	0.4	-0.6	0.9	1.7	-0.9	-0.1	5.5	10.1	8.9	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	10.0	7.9	10.0	10.8	10.3	10.5	10.2	9.5	8.9	8.5	6.9	5.1	..
Japon	10.2	8.8	3.8	3.3	2.7	2.3	1.6	1.3	1.1	0.5	2.3	2.3	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	3.8	4.3	5.0	6.4	..	..
Mexique	..	..	..	..	11.4	10.1	10.1	10.1	9.6	8.9	8.9	8.4	..
Norvège	4.7	4.3	3.1	8.2	8.8	6.9	9.6	-0.5	0.8	3.4	6.6	6.1	8.0
Nouvelle-Zélande	1.0	-4.6	-3.6	-9.1	-6.9	-5.6	-7.6	-8.0	..	..	..	..	..
Pays-Bas	9.0	6.9	9.7	8.7	7.6	7.4	6.4	6.1	6.9	5.9	5.6	3.4	5.0
Pologne	10.5	10.0	11.9	8.3	7.7	5.5	5.9	6.1	4.6	-0.3	6.8	6.4	..
Portugal	3.9	3.8	3.8	3.3	3.6	2.8	2.7	0.4	-0.7	-0.8	3.2	2.4	1.8
République slovaque	6.2	6.0	3.8	3.3	1.1	0.3	1.1	0.1	2.2	1.1	..	..	..
République tchèque	4.7	5.8	5.2	5.2	4.1	2.9	4.8	6.1	5.7	4.8	6.1	5.7	..
Royaume-Uni	0.9	0.1	1.6	-0.1	0.3	-1.7	-1.5	-2.5	-3.1	-1.8	3.1	2.7	..
Slovenie	4.5	7.8	9.8	10.5	8.2	9.5	11.2	11.7	10.3	9.4	9.1	10.0	..
Suède	1.6	3.1	7.3	7.1	5.9	4.7	4.0	4.9	7.2	8.9	11.2	8.5	..
Suisse	10.6	10.6	11.2	9.9	8.6	8.0	8.8	10.7	12.5	11.7	11.4	11.3	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	9.2	8.2	8.9	9.4	9.2	9.2	8.6	8.2	8.6	8.7	9.7	8.2	7.9
UE-27	7.2	6.3	7.3	7.1	6.9	6.3	6.0	5.6	5.5	5.9	8.1	6.7	6.1
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	1.2	1.0	0.4	0.7	0.6	0.4	0.1	-0.8	-1.2	-1.1	-0.7	-0.3	-0.1
Brsil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	11.0	12.4	12.1	10.1	13.6	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712873>

Taux d'épargne net des ménages

En pourcentage du revenu disponible des ménages



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712892>

INÉGALITÉ DES REVENUS

Quel que soit le pays, les inégalités de revenu font partie des manifestations les plus visibles des différences de niveau de vie. Les fortes inégalités de revenu sont généralement le signe d'un gaspillage de ressources humaines lié au fait qu'une grande partie de la population est exclue du monde du travail ou cantonnée dans des emplois à faible niveau de qualification et de salaires.

Définition

Par "revenu", on entend "revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée". Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les transferts monétaires reçus de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale acquittés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

Les inégalités de revenu entre les personnes sont mesurées ici à l'aide de quatre indicateurs. Le coefficient de Gini correspond au rapport entre la proportion cumulée de la population ordonnée selon le niveau de revenu et la proportion cumulée du revenu total de cette population ; il est compris entre 0, en cas d'égalité parfaite, et 1, en cas d'inégalité totale. Le rapport inter-décile D9/D1 est le rapport de la valeur supérieure du neuvième décile (qui regroupe les 10 % de personnes ayant le revenu le plus élevé) à celle du premier décile ; le rapport inter-décile D9/D5 est le rapport de la valeur supérieure du neuvième décile au revenu médian et le rap-

port inter-décile D5/D1 est le rapport du revenu médian à la valeur supérieure du premier décile.

Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable. En outre, de légères différences entre les périodes et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Les résultats font référence à différentes années. Ainsi, les chiffres relatifs à la fin des années 2000 correspondent aux revenus perçus en 2008 pour tous les pays à l'exception du Japon (2006, du Danemark, de la Hongrie et de la Turquie (2007) et du Chili (2009). Les chiffres relatifs au milieu des années 90 correspondent aux revenus perçus entre 1993 et 1996. Les chiffres relatifs au milieu des années 80 correspondent aux revenus perçus entre 1983 et 1987 pour tous les pays pour lesquels les données sont disponibles, à l'exception de la Grèce (1988), du Portugal (1990) et de la République tchèque (1992). Les données relatives au milieu des années 80 font référence aux Länder de l'ouest de l'Allemagne. Les données relatives à la fin des années 2000 concernant l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal sont fondées sur les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) et ne sont pas considérées comme tout à fait comparables à celles des années antérieures.

Les coefficients de Gini des pays non membres de l'OCDE pour 2008/2009 ne sont pas strictement comparables à ceux des pays de l'OCDE car ils sont fondés sur les revenus par habitant, excepté dans le cas de l'Inde et de l'Indonésie pour lesquelles c'est la consommation par habitant qui a été utilisée.

En bref

Les inégalités de revenu varient considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Lorsque ces inégalités sont mesurées au moyen du coefficient de Gini, c'est en Slovaquie, au Danemark et en Norvège qu'elles sont le plus faibles, et au Chili, au Mexique et en Turquie qu'elles sont le plus marquées. Elles sont supérieures à la moyenne en Israël, au Portugal et aux États-Unis, et inférieures à la moyenne dans les autres pays nordiques et dans de nombreux pays d'Europe continentale. Il existe un rapport du simple au double entre le coefficient de Gini du pays le plus inégalitaire, à savoir le Chili, et celui du pays le plus égalitaire, en l'occurrence la Slovaquie. Globalement, le choix de l'indicateur d'inégalités de revenu a peu d'influence sur le classement des pays.

Du milieu des années 80 à la fin des années 2000, les inégalités se sont creusées dans 15 des 19 pays pour lesquels des données sur une plus longue période sont disponibles, au premier rang desquels la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Suède. En revanche, elles se sont réduites en France, en Grèce et en Turquie. En règle générale, les inégalités de revenu se sont creusées plus rapidement entre le milieu des années 80 et le milieu des années 90 qu'au cours de la période suivante.

Indépendamment des écarts liés aux mesures, on s'aperçoit que les inégalités de revenus sont plus prononcées dans les pays non membres de l'OCDE, en particulier en Afrique du Sud et au Brésil, que dans les pays membres.

Sources

- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Tackling Inequalities in Brazil, China, India and South Africa, The Role of Labour Market and Social Policies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Distribution des revenus et de la pauvreté, www.oecd.org/els/social/inequality.
- Politiques et données sociales, www.oecd.org/els/social/statistiques.



Inégalité des revenus

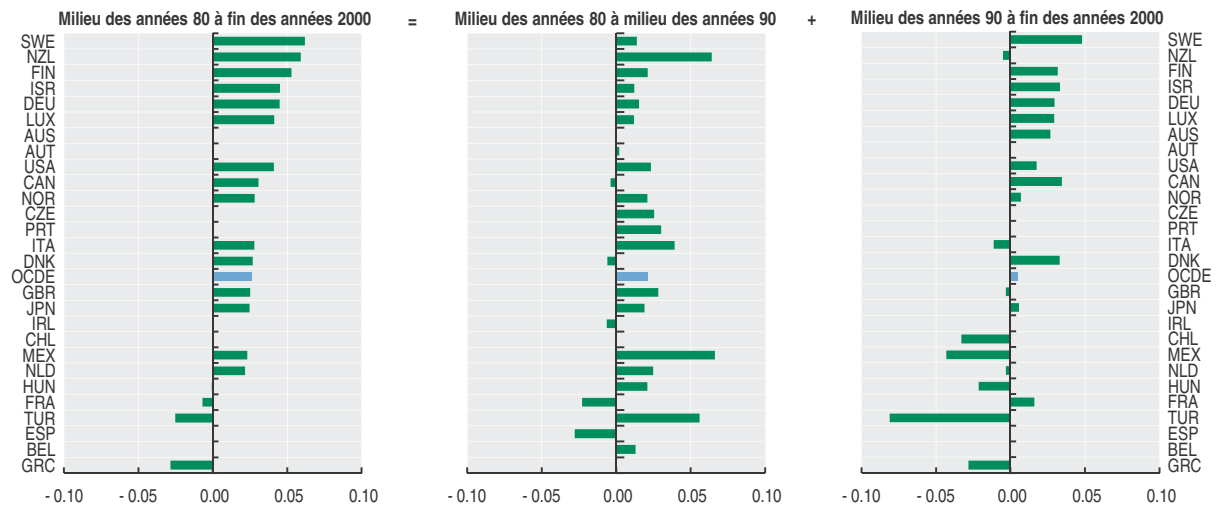
Différentes mesures générales, niveau et rang de faible à forte inégalité, fin des années 2000

	Coefficient de Gini		Ratio interdécile P90/P10		Ratio interdécile P90/P50		Ratio interdécile P50/P10	
	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang	Niveau	Rang
Allemagne	0.30	15	3.5	15	1.8	14	1.9	14
Australie	0.34	26	4.5	24	2.0	23	2.1	20
Autriche	0.26	9	3.2	9	1.8	9	1.8	8
Belgique	0.26	6	3.3	11	1.7	6	1.9	16
Canada	0.32	23	4.2	21	1.9	19	2.1	19
Chili	0.49	34	8.5	33	3.2	34	2.7	33
Corée	0.31	19	4.8	27	1.9	18	2.4	28
Danemark	0.25	2	2.8	1	1.6	1	1.7	4
Espagne	0.32	22	4.6	25	2.0	20	2.3	26
Estonie	0.32	21	4.3	22	2.0	26	2.3	25
États-Unis	0.38	31	5.9	30	2.2	29	2.7	31
Finlande	0.26	8	3.2	7	1.7	5	1.9	10
France	0.29	12	3.4	14	1.9	17	1.8	7
Grèce	0.31	18	4.0	19	2.0	21	2.2	21
Hongrie	0.27	10	3.1	6	1.7	8	1.8	6
Irlande	0.29	13	3.7	17	1.9	16	2.2	22
Islande	0.30	16	3.2	10	1.8	11	1.7	3
Israël	0.37	30	6.2	32	2.3	30	2.7	32
Italie	0.34	27	4.3	23	2.0	27	2.1	18
Japon	0.33	24	5.0	29	2.0	24	2.4	29
Luxembourg	0.29	11	3.4	13	1.8	12	1.9	9
Mexique	0.48	33	9.7	34	3.0	33	2.9	34
Norvège	0.25	3	3.0	3	1.6	2	1.8	5
Nouvelle-Zélande	0.33	25	4.2	20	2.1	28	2.1	17
Pays-Bas	0.29	14	3.3	12	1.8	13	1.9	12
Pologne	0.31	20	4.0	18	2.0	22	2.4	27
Portugal	0.35	29	4.9	28	2.3	31	2.2	24
République slovaque	0.26	5	3.1	5	1.8	10	1.9	13
République tchèque	0.26	4	2.9	2	1.7	7	1.7	2
Royaume-Uni	0.34	28	4.6	26	2.0	25	2.2	23
Slovénie	0.24	1	3.0	4	1.6	3	1.9	11
Suède	0.26	7	3.2	8	1.7	4	1.7	1
Suisse	0.30	17	3.7	16	1.9	15	1.9	15
Turquie	0.41	32	6.2	31	2.5	32	2.7	30
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	0.31	..	4.3	..	2.0	..	2.1	..
Afrique du Sud	0.70	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	0.55	..	..	..	..	..	..	..
Chine	0.41	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	0.42	..	..	..	..	..	..	..
Inde	0.38	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	0.37	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712911>

Tendances des inégalités des revenus

Variations en point de pourcentage du coefficient de Gini



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712930>

TAUX ET INTENSITÉ DE LA PAUVRETÉ

Le principal objectif d'une politique sociale est d'éviter les difficultés économiques. Étant donné que la notion de " niveau de vie décent " varie selon les pays et les époques, il n'existe aucun indicateur de pauvreté " absolue " adopté d'un commun accord par tous les pays de l'OCDE. Un point de départ pour mesurer la pauvreté consiste donc à s'intéresser à la pauvreté " relative ", dont la mesure fait appel au revenu annuel médian dans chaque pays.

Définition

La pauvreté monétaire relative est mesurée ici au moyen du taux de pauvreté et de l'intensité de la pauvreté. Le taux de pauvreté correspond au nombre de personnes, ramené à la population totale, dont le revenu est inférieur au seuil de pauvreté ; dans le cas présent, celui-ci est fixé à la moitié du revenu médian des ménages. Toutefois, deux pays affichant le même taux de pauvreté peuvent connaître des situations différentes sur le plan du niveau de revenu relatif des plus démunis. C'est pourquoi l'intensité de la pauvreté, à savoir le pourcentage d'écart entre le revenu moyen des personnes pauvres et le seuil de pauvreté, est également présentée pour prendre en compte cet aspect de la pauvreté.

Par " revenu ", on entend " revenu disponible du ménage au cours d'une année donnée ". Il comprend les salaires, les revenus du travail non salarié, les revenus du capital et les transferts monétaires reçus de l'État, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale acquittés par le ménage. Le revenu du ménage est réparti entre chacun de ses membres, un ajustement étant apporté pour tenir compte des disparités entre les besoins de ménages de différentes tailles (par exemple, les besoins d'un ménage comptant quatre membres sont supposés être deux fois supérieurs à ceux d'une personne vivant seule).

Comparabilité

Les données utilisées ici ont été communiquées par des experts nationaux appliquant des méthodes communes et des

définitions normalisées. Dans de nombreux cas, ces experts ont procédé à plusieurs ajustements de leurs données de référence par souci de conformité avec les définitions normalisées. Si cette démarche améliore la comparabilité, une normalisation totale est néanmoins irréalisable.

Les mesures sont particulièrement délicates au bas de l'échelle des revenus. Comme une grande part de la population se situe autour du seuil de pauvreté retenu ici, de faibles évolutions du revenu peuvent entraîner d'importantes variations des indicateurs de pauvreté. De légères différences d'une période à l'autre et d'un pays à l'autre ne sont généralement pas significatives.

Ainsi, les chiffres relatifs à la fin des années 2000 correspondent aux revenus perçus en 2008 pour tous les pays à l'exception du Japon (2006, du Danemark, de la Hongrie et de la Turquie (2007) et du Chili (2009). Les chiffres relatifs au milieu des années 90 correspondent aux revenus perçus entre 1993 et 1996. Les chiffres relatifs au milieu des années 80 correspondent aux revenus perçus entre 1983 et 1987 pour tous les pays pour lesquels les données sont disponibles, à l'exception de la Grèce (1988), du Portugal (1990) et de la République tchèque (1992). Les données relatives au milieu des années 80 font référence aux Länder de l'ouest de l'Allemagne. Les données relatives à la fin des années 2000 concernant l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal sont fondées sur les statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) et ne sont pas considérées comme tout à fait comparables à celles des années antérieures.

Sources

- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Atkinson, A.B., et A. Brandolini (2004), "Global World Income Inequality: Absolute, Relative or Intermediate?", document préparé pour le 28e conférence générale de l'International Association for Research in Income and Wealth, Cork, 22-28 août 2004.
- Förster, M. (1994), "Measurement of Low Incomes and Poverty in a Perspective of International Comparisons", *OECD Labour Market and Social Policy Occasional Papers*, No. 14, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Politiques et données sociales, www.oecd.org/els/social/statistiques.
- Distribution des revenus et de la pauvreté, www.oecd.org/els/social/inegalite.

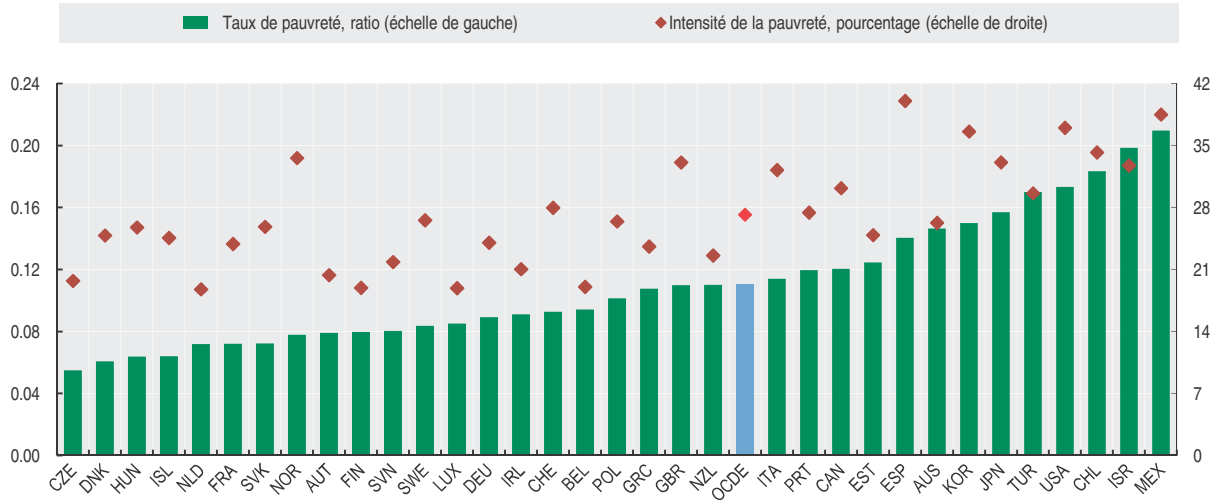
En bref

Dans les pays de l'OCDE, le taux de pauvreté moyen ressortait à environ 11 % vers la fin des années 2000. On observe une grande diversité d'un pays à l'autre : les taux de pauvreté sont de l'ordre de 20 %, voire plus, en Israël et au Mexique, mais inférieurs à 7 % en République tchèque, au Danemark, en Hongrie et en Islande. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen des plus démunis est inférieur de 27 % au seuil de pauvreté (intensité de la pauvreté), les écarts les plus marqués étant observés en Corée, au Mexique, en Espagne et aux États-Unis, et les écarts les plus faibles en Belgique, au Luxembourg, en Finlande et aux Pays-Bas. De façon générale, les pays enregistrant les taux de pauvreté les plus élevés sont aussi ceux où l'intensité de la pauvreté est la plus forte, mais cette observation ne vaut pas dans tous les cas ; la Norvège par exemple allie un taux de pauvreté bas et une intensité de la pauvreté élevée alors que l'Estonie se trouve dans un cas de figure inverse.



Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté

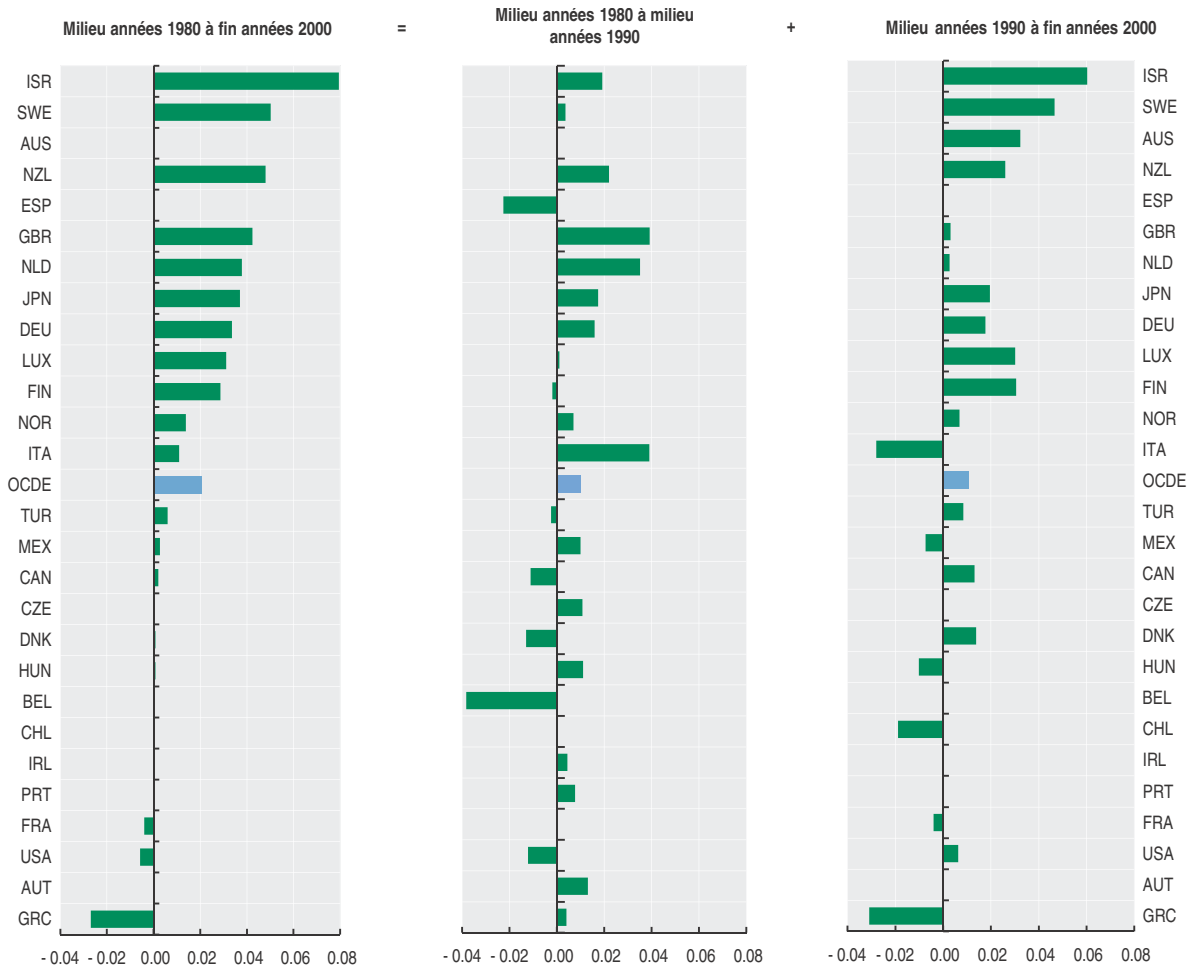
Fin de la décennie 2000



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712949>

Tendances des taux de pauvreté

Variations en point de pourcentage du taux de pauvreté monétaire au niveau médian de 50 %



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712968>

ACTIFS FINANCIERS DES MÉNAGES

Parallèlement au revenu, le patrimoine constitue la principale mesure des ressources économiques des ménages. Le patrimoine des ménages est à la fois financier et non financier. La structure des actifs financiers a une incidence sur les risques financiers auxquels sont exposés les ménages, étant donné qu'à des types de titres différents correspondent des niveaux de risque différents.

Définition

Cet ensemble d'indicateurs illustre la part de chaque catégorie d'actif financier, conformément au *Système de comptes nationaux de 1993* (numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, hors produits financiers dérivés ; actions et autres participations, hors parts de fonds communs de placement ; parts de fonds communs de placement ; droits nets des ménages sur les réserves techniques d'assurance-vie et droits nets des ménages sur les fonds de pension), dans le total des actifs financiers du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages. Il exclut les produits financiers dérivés, les crédits et les autres comptes à recevoir. Les actifs financiers sont classés en fonction de leur liquidité.

En bref

La comparaison de la structure des stocks d'actifs financiers des ménages entre 2007 et 2010 donne un aperçu de l'impact des événements économiques récents sur la redistribution de leurs portefeuilles au profit d'instruments financiers mieux adaptés au nouvel environnement, c'est-à-dire plus liquides et moins risqués. On note ainsi une progression de la part du numéraire et des dépôts dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, avec une augmentation marquée en Grèce (de 52 % en 2007 à 77 % en 2010). La proportion de l'assurance-vie et des parts dans les fonds de pension a également augmenté dans de nombreux pays de l'OCDE. À l'inverse, les actions sont désormais moins populaires dans la plupart des pays de l'OCDE, les contractions les plus importantes étant observées en Grèce (de 28 % à 8 %), en Espagne (de 31 % à 24 %), en Pologne (de 31 % à 20 %) et en Slovaquie (de 28 % à 21 %). Entre les pays de l'OCDE, on peut constater des différences notables dans les préférences nationales à l'égard des instruments financiers. En 2010, le numéraire et les dépôts, qui correspondent à la catégorie d'actifs la plus liquide et la moins risquée, composaient plus de 50 % des actifs financiers des ménages dans six pays de l'OCDE (Grèce, Japon, Luxembourg, République slovaque, République tchèque et Slovaquie). En 2010, la part de titres détenus par les ménages était limitée dans la plupart des pays de l'OCDE, à l'exception du Mexique (37 % en 2009) et de l'Italie (20 %). Par ailleurs et en dépit de la crise financière, les actions continuent d'occuper une part importante des portefeuilles des ménages, par exemple en Estonie (67 %), au Mexique (39 % en 2009) et aux États-Unis (32 %). Les droits des ménages sur les réserves techniques d'assurance-vie et sur les fonds de pension représentaient plus de la moitié du stock d'actifs financiers au Chili (60 %), aux Pays-Bas (59 %), en Australie (59 %) et au Royaume-Uni (52 %), alors qu'ils restaient à un niveau très bas en Grèce (3 %) et en Estonie (5 %).

Comparabilité

La comparabilité internationale peut être gênée par les différentes modalités d'organisation et de fonctionnement des régimes de retraite dans les pays. Dans les pays dotés de régimes de retraite par capitalisation, un volume plus important de réserves de retraite sera comptabilisé et inscrit dans les actifs des ménages.

Il faut noter que toute variation des stocks d'actifs financiers sur une période donnée est le fruit de deux éléments : l'acquisition nette d'actifs financiers et l'évolution des valorisations (plus-values ou moins-values en fonction des résultats des marchés financiers), plus particulièrement en ce qui concerne les titres cotés en bourse.

Dans le graphique, les données de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Corée, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Grèce, de la Norvège, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni et de la Slovaquie correspondent à l'année 2011.

Sources

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Journal: Financial Market Trends*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers*.
- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Lequiller, F. et D. Blades (2007), *Understanding National Accounts*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.

Sites Internet

- Statistiques financières, OCDE, www.oecd.org/std/fin-stats.



Actifs financiers des ménages par type d'actifs

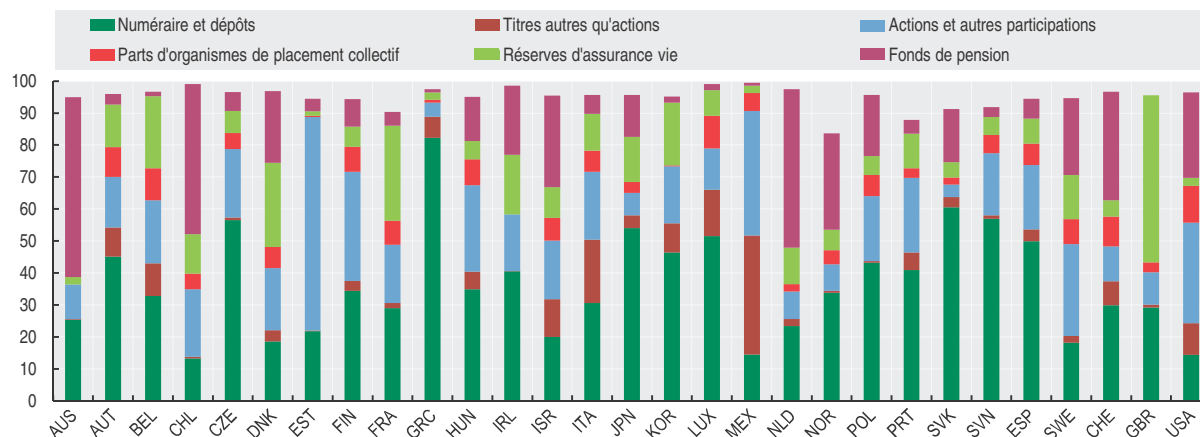
En pourcentage du total des actifs financiers

	Numéraire et dépôts		Titres autres qu'actions		Actions et autres participations		Parts d'organismes de placement collectif		Réserves d'assurance vie		Fonds de pension	
	2007	2010	2007	2010	2007	2010	2007	2010	2007	2010	2007	2010
Allemagne	36.3	40.1	6.7	5.5	13.2	9.2	10.5	9.4	..	..	..	..
Australie	19.0	25.4	0.7	0.2	17.1	10.8	0.0	0.0	2.6	2.3	55.6	56.3
Autriche	44.4	45.1	8.3	9.1	16.3	15.9	10.8	9.3	13.3	13.4	3.1	3.3
Belgique	29.0	31.7	8.3	8.8	22.1	20.9	16.6	11.7	19.4	22.2	1.2	1.4
Canada	19.4	22.8	2.5	2.1	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	12.2	11.4	1.1	0.7	23.9	21.2	4.4	5.2	11.1	11.9	47.1	48.4
Corée	42.5	45.1	12.7	9.7	20.9	19.7	0.5	0.3	18.0	18.9	2.0	2.0
Danemark	20.4	19.2	4.8	3.7	23.4	22.3	7.4	6.8	22.6	24.9	17.8	20.0
Espagne	38.3	48.3	2.6	2.6	31.3	23.5	10.8	7.1	6.2	7.2	5.9	6.2
Estonie	17.4	21.8	2.0	0.1	67.2	66.8	1.1	0.4	2.4	1.5	4.0	3.9
États-Unis	11.7	13.5	9.3	10.6	36.0	32.1	11.5	11.6	2.1	2.3	26.0	26.6
Finlande	31.6	34.4	1.9	3.1	34.6	34.1	10.0	7.8	7.4	6.3	8.7	8.7
France	28.5	29.0	1.7	1.6	21.1	18.2	8.7	7.5	27.8	29.8	3.8	4.3
Grèce	52.2	77.3	9.4	7.5	28.0	7.5	5.2	1.4	2.1	2.4	0.3	0.8
Hongrie	35.3	34.8	4.9	5.5	26.3	27.1	9.8	8.1	6.0	5.7	11.5	13.7
Irlande	37.6	40.5	0.0	0.1	20.8	17.7	0.0	0.0	17.0	18.6	23.1	21.6
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	20.9	20.0	13.8	11.8	26.1	18.3	0.0	7.0	7.9	9.7	26.6	28.6
Italie	27.4	30.6	19.8	19.8	24.8	21.3	8.6	6.6	9.7	11.5	5.5	5.9
Japon	51.2	54.0	4.3	3.9	8.8	7.0	4.1	3.5	14.4	14.1	13.0	13.0
Luxembourg	55.5	51.6	10.0	14.5	12.1	12.9	12.8	10.2	6.7	8.1	2.4	1.8
Mexique	14.3	..	32.1	..	44.6	..	5.6	..	1.9	..	0.9	..
Norvège	31.2	32.4	1.3	0.7	11.1	9.2	5.5	5.2	6.0	6.4	28.0	29.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	21.3	23.1	3.0	2.5	11.4	9.7	3.3	3.1	10.3	11.1	47.6	48.2
Pologne	33.6	43.2	0.8	0.6	30.8	20.3	10.6	6.5	6.0	6.0	14.1	19.1
Portugal	34.5	37.4	5.2	5.7	25.4	23.4	7.3	4.1	10.7	12.5	6.1	5.7
Republique slovaque	58.5	60.6	1.7	3.2	4.4	3.8	7.6	2.3	4.2	4.8	13.5	16.6
Republique tchèque	54.5	56.5	0.3	0.8	22.4	21.4	7.7	5.1	6.4	6.9	5.2	5.9
Royaume-Uni	27.1	28.0	0.8	0.9	10.7	11.5	4.1	3.1	53.2	52.2	0.0	0.0
Slovenie	45.9	53.7	1.2	1.2	27.5	21.2	9.2	6.2	4.5	5.5	2.2	3.0
Suède	18.0	18.2	3.1	2.1	28.2	28.7	10.2	7.9	13.8	13.8	19.4	24.0
Suisse	26.5	29.9	8.7	7.4	12.7	11.0	11.3	9.3	5.3	5.1	32.5	33.9
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932712987>

Actifs financiers des ménages, par type d'actif

En pourcentage du total de leur actifs financiers, 2010 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713006>

DETTE DES MÉNAGES

Ce ratio mesure l'endettement des ménages par rapport à leur revenu, c'est-à-dire leur capacité de dépense et d'épargne. Des ratios d'endettement élevés sont souvent interprétés comme un signe de vulnérabilité financière mais il convient, dans le cadre d'une évaluation de ce type, de tenir compte non seulement des dettes mais aussi du patrimoine. En règle générale, un fort niveau d'endettement augmente les coûts de financement de l'emprunteur, dégrade sa situation financière et peut restreindre l'accès au crédit.

Le ratio dette des ménages/RDB vise à illustrer le niveau d'endettement des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages, en pourcentage du revenu disponible brut (RDB).

Définition

La dette est un concept couramment utilisé, défini comme un sous-ensemble spécifique d'engagements classés selon les types d'instruments financiers inclus ou exclus. D'une manière générale, la dette correspond à tous les engagements nécessitant le paiement ou des paiements d'intérêts ou du principal par le débiteur au créancier à une date ou plusieurs dates dans le futur.

Par conséquent, tous les instruments de dette constituent des engagements, mais certains engagements, comme les actions, les capitaux propres et les produits financiers dérivés ne sont

pas considérés comme de la dette. La dette est donc calculée comme la somme des catégories d'engagements suivantes (conformément au Système des comptes nationaux de 1993), lorsqu'elles sont disponibles/applicables à la situation financière des ménages et des institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages : numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, hors produits financiers dérivés ; crédits ; réserves techniques détenues par les entreprises d'assurance ; autres comptes à payer. S'agissant des ménages, les engagements correspondent principalement aux emprunts, et plus particulièrement aux crédits immobiliers destinés à l'acquisition d'un logement.

Selon le SCN de 1993, la plupart des instruments de dette sont évalués aux prix en vigueur sur le marché.

Comparabilité

Plusieurs pays de l'OCDE n'étant pas en mesure de fournir des données ventilées entre les ménages et les ISBL au service des ménages, la dette des ménages fait référence au secteur global « Ménages et ISBL au service des ménages » afin de garantir une comparabilité maximale entre les pays.

En bref

Les ménages demeurent fortement endettés dans de nombreux pays de l'OCDE. En 2010, le ratio dette des ménages/revenu disponible brut (RDB) était largement supérieur à la moyenne de l'OCDE au Danemark, aux Pays-Bas, en Irlande et en Norvège. En 2009, c'est le Mexique qui affichait le plus faible ratio d'endettement, à 9,4 %.

Entre 2007 et 2010, le niveau d'endettement des ménages s'est accru dans la plupart des pays de l'OCDE. En pourcentage du RDB, ce sont les Pays-Bas et la Grèce qui ont enregistré les plus fortes progressions sur la période (+35 et +21 points de pourcentage environ respectivement). À titre de comparaison, le ratio dette des ménages/RDB a progressé de 18 points de pourcentage en Hongrie, en Pologne et en République slovaque sur la période. En revanche, il a nettement diminué au Royaume-Uni (-15 points de pourcentage), aux États-Unis (-14 points de pourcentage) et, dans une moindre mesure, en Allemagne, en Norvège, en Espagne et au Japon.

Selon les chiffres les plus récents, les crédits à long terme, principalement composés des crédits immobiliers, restent les principaux composants de la dette des ménages : ils contribuent à hauteur de plus de 80 % à la dette totale des ménages dans 20 pays de l'OCDE et à plus de 90 % dans 11 pays. C'est au Luxembourg que la part des crédits à long terme dans la dette est la plus élevée (96 % en 2010), tandis qu'elle est la plus faible en République slovaque (61 %) et en Italie (70 %). Aux Pays-Bas, la part des crédits à long terme dans la dette totale des ménages reste supérieure à 92 %, même si elle diminue depuis 2007. Une tendance analogue est observée depuis 2008 dans deux autres pays (Estonie et États-Unis, à 90 % et 73 % respectivement).

Sources

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2012 Numéro 1, Principaux agrégats, Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume I, Principaux agrégats*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Reformes économiques 2012, Objectif croissance, Réformes économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE : Canada 2012, Études économiques de l'OCDE : Canada*, Éditions OCDE.
- Sebastian Schich et Jung-Hyun Ahn (2007), "Housing Markets and Household Debt: Short-term and Long-term Risks", *Financial Market Trends*, Vol. 2007/1.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Comptes nationaux trimestriels, Volume 2011 Numéro 2, Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.



Dettes des ménages

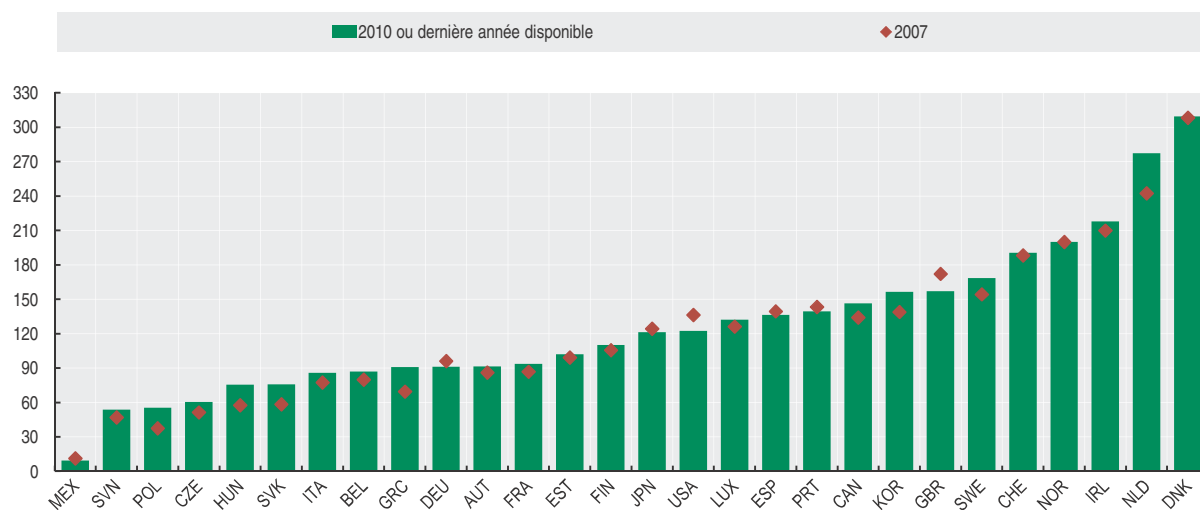
Dettes des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, en pourcentage du revenu disponible brut

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	107.6	109.0	106.7	106.7	105.5	104.0	101.5	99.2	96.1	92.8	93.3	91.1	..
Australie	103.7	108.4	114.3	126.3	138.0	150.0	156.3	160.6	170.9	167.3	..	..	..
Autriche	71.9	73.8	75.6	77.5	77.0	80.3	85.2	86.5	86.1	87.5	88.8	91.4	..
Belgique	67.3	65.2	61.3	62.8	65.8	68.9	73.6	76.8	80.0	82.0	82.7	86.9	..
Canada	110.9	109.8	111.1	113.9	117.3	120.9	125.9	128.6	134.1	137.9	144.5	146.5	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	125.0	120.5	116.4	123.2	131.3	139.0	142.6	146.9	150.8	156.3
Danemark	..	..	..	..	238.5	251.8	267.0	284.1	308.3	314.9	322.1	309.5	..
Espagne	..	81.5	84.5	91.0	99.0	109.2	120.9	134.0	139.5	135.0	132.1	136.3	..
Estonie	16.1	20.2	23.8	30.7	39.3	51.5	67.6	89.6	99.3	100.8	105.2	102.0	..
États-Unis	99.2	100.5	104.2	109.0	116.5	123.0	129.9	134.0	136.4	127.8	128.5	122.5	..
Finlande	61.8	64.6	64.8	69.7	74.0	82.0	91.8	101.1	105.7	108.1	108.4	110.2	..
France	68.1	66.0	66.1	67.5	70.5	72.6	78.6	82.9	86.8	86.5	90.3	93.6	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	57.7	65.7	69.5	77.3	77.6	90.9	..
Hongrie	12.7	15.2	18.2	24.2	33.1	38.4	44.0	50.0	57.6	70.2	70.7	75.5	..
Irlande	..	..	..	115.0	135.6	154.5	181.2	197.5	209.9	208.8	221.0	217.8	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	49.0	52.8	54.6	57.1	60.2	63.9	68.4	73.1	77.4	78.2	83.3	85.9	..
Japon	..	..	130.4	129.6	128.2	127.7	128.2	127.7	124.3	122.9	123.2	121.3	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	118.5	126.2	126.7	132.2	..	..
Mexique	..	..	..	..	7.3	7.4	8.4	10.4	11.4	9.4	9.4	..	..
Norvège	130.8	135.1	146.5	147.0	150.3	159.5	164.0	191.3	199.9	198.1	196.1	196.3	200.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	153.5	163.7	166.1	178.2	197.4	208.8	226.4	238.5	242.4	253.5	270.3	277.3	..
Pologne	10.4	11.5	17.1	21.7	19.1	20.6	23.7	29.7	37.5	49.2	51.3	55.5	..
Portugal	97.6	106.4	110.7	112.9	118.5	123.7	128.8	136.9	143.3	142.0	145.6	142.9	139.5
République slovaque	14.1	20.1	21.0	25.9	29.5	28.7	37.9	51.0	58.4	64.4	73.6	75.9	..
République tchèque	19.3	20.0	20.7	25.5	27.5	32.6	37.8	42.2	51.4	56.5	60.0	60.5	..
Royaume-Uni	108.5	111.7	115.7	127.3	138.1	151.3	153.9	166.2	172.2	169.0	162.0	157.0	..
Slovenie	..	..	30.4	30.7	32.4	32.8	36.9	41.1	47.0	48.4	51.3	53.7	..
Suède	102.0	105.5	115.7	117.0	124.3	133.1	143.0	150.4	154.3	155.8	160.9	168.4	..
Suisse	177.4	173.9	172.3	178.8	189.9	189.6	193.2	192.8	188.2	186.5	190.5	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713025>

Dettes des ménages et des ISBLSM

En pourcentage du Revenu disponible brut



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713044>

ACTIFS NON FINANCIERS DES MÉNAGES

Les actifs non financiers des ménages englobent les actifs détenus par les entreprises familiales non constituées en sociétés et les logements détenus par les ménages, ces derniers représentant l'essentiel des actifs non financiers des ménages. Ils constituent une part importante du patrimoine total et peuvent offrir une source de revenu supplémentaire déterminante, soit grâce au produit de leur vente ou de leur refinancement, soit grâce au revenu locatif tiré des biens immobiliers à usage résidentiel par exemple. Les estimations des actifs non financiers des ménages jouent également un rôle crucial dans les analyses économiques, notamment dans les études des bulles d'actifs, et dans les analyses du niveau de vie.

Définition

Les actifs non financiers des ménages englobent, en théorie, les actifs non financiers produits et non produits, soit : les logements et autres bâtiments et ouvrages de génie civil et les travaux de mise en valeur des terres ; les machines et équipements (bétail inclus) ; et même les produits de propriété intellectuelle, comme les logiciels et les œuvres littéraires originales, ainsi que les actifs non produits comme les terrains et les licences de taxi. Dans la pratique, les logements forment la plus grande partie des actifs non financiers des ménages.

Exception faite des logements, seuls les actifs détenus par les entreprises familiales non constituées en sociétés, et utilisés dans la production, sont considérés comme des actifs non financiers. Par exemple, un véhicule utilisé par un ménage uniquement aux fins du transport des membres du ménage n'est pas considéré comme un actif non financier, contrairement à un véhicule utilisé par un chauffeur de taxi travaillant pour son propre compte.

Les actifs non financiers sont évalués aux prix en vigueur sur le marché à la date à laquelle a été effectué le point sur la situation financière, et sont comptabilisés nets d'amortissement.

Comparabilité

Les informations relatives aux actifs non financiers des ménages sont généralement extraites des enquêtes réalisées

auprès des ménages. C'est pourquoi la qualité de ces informations, hormis celles qui ont trait aux logements et aux terrains, est généralement inférieure à celle des informations analogues recueillies sur les entreprises constituées en sociétés.

Par ailleurs, dans la pratique, les pays ont recours à diverses méthodes pour établir une distinction entre la valeur du logement et celle du terrain sur lequel il est bâti, ce qui rend difficile toute comparaison internationale entre ces deux éléments. Certains pays incluent la valeur du terrain de construction du logement dans les chiffres relatifs au logement. Il s'agit d'un enjeu déterminant non seulement pour des motifs liés à la comparabilité internationale mais aussi parce que les logements, en tant qu'actifs produits, se déprécient alors que les terrains (pour la plupart) ne se déprécient pas, en tant qu'actifs non produits. Il est particulièrement délicat de saisir l'évolution de la qualité et les différences de qualité dans le stock de logements et d'y accorder une valeur adaptée.

Compte tenu des réserves émises ci-dessus quant à la distinction entre le terrain et le logement, il convient de faire preuve de prudence en utilisant ces chiffres dans le cadre de comparaisons internationales. L'OCDE collabore avec des instituts nationaux de statistiques afin de garantir une plus grande comparabilité des prochaines versions de ces données à l'échelle internationale.

Les données correspondent aux actifs nets d'amortissement pour tous les pays, à l'exception de la République slovaque et de la Pologne (chiffres bruts).

Sources

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2012 Numéro 1, Principaux agrégats, Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume I, Principaux agrégats*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Babeau, A. et T. Sbrano (2003), "Household Wealth in the National Accounts of Europe, the United States and Japan", *OECD Statistics Working Papers*, No. 2003/02, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Reformes économiques 2012, Objectif croissance, Réformes économiques*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2001), *Système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire*, Éditions OCDE.
- Nations Unies, OCDE, FMI et Eurostat (eds.) (2010), *Système de comptabilité nationale 2008 (version préliminaire)*, Nations Unies, Genève.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Sites Internet

- Comptes nationaux, OCDE, www.oecd.org/std/na.

En bref

Avant la crise financière récente, la valeur des logements par habitant n'avait cessé de croître dans tous les pays de l'OCDE, à quelques rares exceptions près. Sur la période 1996-2007, c'est le Royaume-Uni qui a enregistré la progression la plus marquée puisque la valeur des logements y a triplé. De nombreux autres pays ont également suivi cette tendance, comme l'Australie, les États-Unis, la Finlande, la France, les Pays-Bas, la République slovaque et la Suède, avec une progression de 100 % de la valeur des logements. Cependant, en 2008, au plus fort de la crise, la valeur moyenne a chuté de 11 % au Royaume-Uni et de 3 % aux États-Unis. Cette contraction s'est poursuivie en 2009 aux États-Unis, avec une nouvelle baisse de 3 %, avant une stabilisation en 2010. La croissance moyenne dans la plupart des autres pays a également ralenti sur la période et elle a même cédé la place à une contraction au Japon en 2009, et en Finlande en 2009 et en 2010.



Portefeuille d'actifs non financiers des ménages

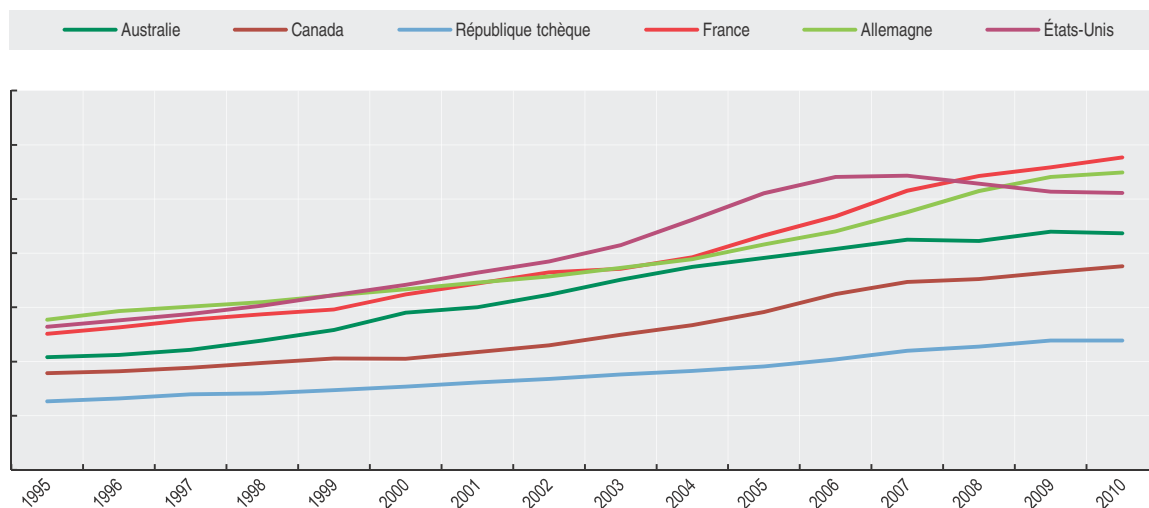
dollars des EU, prix courants et PPA, par habitant

	Logements				Terrains				Autre			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Allemagne	47 581	51 491	54 091	54 907	..	..	..	..	..	..	..	..
Australie	42 469	42 256	43 965	43 696	86 849	77 480	95 181	85 326	16 737	16 212	16 815	16 215
Autriche	43 418	46 184	47 975	49 222	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	39 981	44 275	46 032	47 023	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	34 690	35 239	36 494	37 598	30 072	30 908	32 804	33 502	1 587	1 693	1 675	1 599
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	53 465	58 300	60 880	61 702	..	..	..	..	..	..	..	..
Espagne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Estonie	23 687	24 183	24 295	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	54 288	52 833	51 328	51 099	..	..	..	..	..	..	..	..
Finlande	35 627	38 965	38 652	37 502	..	..	..	..	..	..	..	..
France	51 547	54 244	55 840	57 690	63 944	60 795	57 289	66 769	7 339	7 445	7 487	7 516
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	20 308	22 169	23 544	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	25 758	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	39 513	42 644	43 559	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Japon	20 295	21 141	20 606	..	54 363	54 263	52 911	..	4 816	4 842	4 648	..
Luxembourg	63 298	69 178	72 122	73 688	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	48 245	51 652	53 819	54 836	55 232	58 541	54 139	51 925	..	..	..	..
Pologne	6 529	7 496	7 728	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Republique slovaque	26 157	28 778	31 047	31 198	..	..	..	..	..	..	..	..
Republique tchèque	21 972	22 773	23 882	23 879	2 652	2 926	2 963	2 824	4 816	4 594	4 673	4 807
Royaume-Uni	103 646	92 311	94 676	98 417	..	..	..	..	..	..	..	..
Slovénie	32 187	33 829	34 158	35 007	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	23 861	26 147	26 372	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713063>

Portefeuille d'actifs non financiers des ménages: logements

Dollars des EU, prix courants et PPA, par habitant



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713082>





MONDIALISATION

ÉCHANGES

PART DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DANS LE PIB

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES

PARTENAIRES COMMERCIAUX

IDE ET BALANCE DES PAIEMENTS

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

BALANCE DES PAIEMENTS

PART DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DANS LE PIB

À l'heure où la mondialisation s'accélère, les exportations et les importations constituent des agrégats fondamentaux pour analyser la situation économique d'un pays. Chaque fois qu'une économie s'essouffle ou a le vent en poupe, cela peut avoir des répercussions sur le reste du monde.

Définition

Les exportations de biens et de services se composent des ventes, opérations de troc et dons de biens et de services (entrant dans le domaine de la production (PIB)) effectués par des résidents à des non-résidents. À l'inverse, les importations se composent des mêmes types d'opérations effectuées par des non-résidents à des résidents.

Tous les biens n'ont pas à franchir physiquement la frontière d'un pays pour donner lieu à la comptabilisation d'une exportation ou importation. Le matériel de transport, les biens produits par des résidents dans les eaux internationales et directement cédés à des non-résidents, ainsi que les denrées consommées à bord des navires et des aéronefs sont quelques exemples de biens qui font l'objet d'opérations susceptibles d'être comptabilisées dans le commerce international sans qu'il y ait franchissement physique d'une frontière.

De même, tous les biens qui franchissent la frontière d'un pays ne font pas nécessairement l'objet d'une importation ou exportation. Le matériel de transport, les biens expédiés à l'étranger pour y subir une transformation mineure (ou qui arrivent dans un pays et en repartent dans leur état initial et sans changer de propriétaire) sont des exemples de biens qui franchissent la

frontière sans que le mouvement ne soit comptabilisé comme une importation ou exportation.

Comparabilité

Les biens (marchandises) constituent l'essentiel des importations et exportations. En règle générale, ils font l'objet de données complètes qui permettent d'établir des comparaisons de bonne qualité entre les pays. Cela dit, les disparités observées entre les importations et exportations totales des biens entrant dans les échanges internationaux montrent qu'il n'est pas facile de mesurer ces mouvements dans la pratique, cette difficulté allant croissant avec l'essor du commerce en ligne.

Ces problèmes de mesure touchent davantage encore les échanges de services, même si, comme dans le cas des biens, une seule méthode conceptuelle est appliquée à tous les pays de l'OCDE.

Jusqu'à une date récente, les échanges de services se composaient principalement des services de transport (maritime, aérien) et de l'assurance. Puis le développement de l'externalisation, du négoce international, des services de transformation et des opérations impliquant la propriété intellectuelle (logiciels, œuvres artistiques originales) a amplifié les difficultés inhérentes à la mesure des échanges de services.

En bref

Avant la crise économique de ces dernières années, les échanges internationaux de biens et de services progressaient régulièrement dans toute la zone de l'OCDE, tant sur le plan des importations qu'au niveau des exportations, à un rythme moyen de 4 à 5 points de pourcentage entre 2004 et 2008, avec des importations légèrement supérieures aux exportations. En 2009, cependant, au plus profond de la crise, les ratios des importations et des exportations au PIB ont fortement chuté, effaçant la quasi-totalité des hausses enregistrées après 2004. En 2009, le ratio exportations/PIB était tombé à 24,9 %, alors qu'il s'élevait à 28,0 % en 2008. Suivant une évolution similaire, le ratio importations/PIB pour l'OCDE est passé de 29,6 % en 2008 à 25,2 % en 2009. En 2010, importations et exportations ont regagné plus de la moitié du terrain perdu. Leur part dans le PIB a continué de progresser en 2011, dans la quasi-totalité des pays pour lesquels on dispose de données. La majorité de ces pays affiche désormais des ratios supérieurs à ceux d'avant la crise.

En ce qui concerne le solde extérieur, le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et l'Irlande dégagent des excédents stables et importants, qui représentent plus de 10 % de leur PIB, et les Pays-Bas, la Suède et l'Allemagne un excédent de plus de 5 %. En revanche, les pays du sud de l'Europe (en particulier la Grèce et le Portugal), le Mexique, le Royaume-Uni et les États-Unis restent en situation de déficit dans leurs échanges avec le reste du monde.

Sources

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Policy Priorities for International Trade and Jobs*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Globalisation, Comparative Advantage and the Changing Dynamics of Trade*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Statistiques du commerce international par produit, Volume 2010 Numéro 5 : Islande, République slovaque, Total OCDE, ALENA, OCDE Asie et Pacifique, OCDE Europe, UE27, Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services, Volume 2011 numéro 1, Tableaux détaillés par catégories de services, Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Sites Internet

- Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements, www.oecd.org/std/echanges.

Échanges internationaux de biens et services

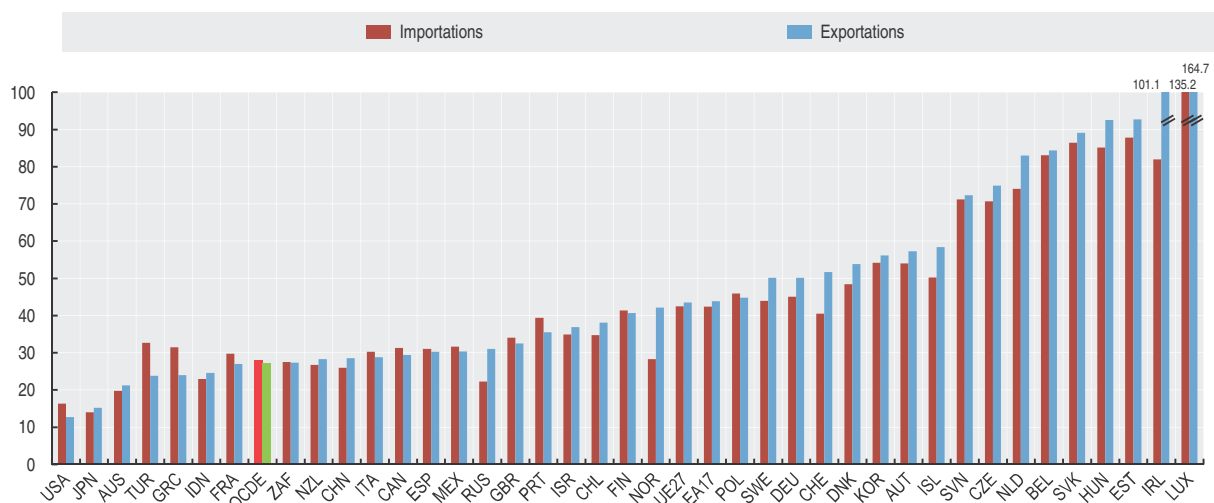
En pourcentage du PIB

	Importations						Exportations					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	39.9	40.2	41.9	37.5	41.4	45.1	45.5	47.2	48.2	42.4	47.0	50.2
Australie	21.1	22.0	22.1	20.0	19.7	..	20.0	19.9	22.7	19.6	21.2	..
Autriche	51.3	53.2	53.5	45.6	49.9	54.0	56.4	58.9	59.3	50.1	54.1	57.3
Belgique	77.0	78.7	84.1	70.1	77.6	83.1	80.8	82.5	84.9	72.8	79.9	84.3
Canada	33.6	33.0	33.6	30.4	31.3	..	36.1	35.0	35.1	28.7	29.4	..
Chili	29.6	31.9	39.5	29.5	31.9	34.7	43.9	45.2	41.5	37.0	38.1	38.1
Corée	38.3	40.4	54.2	46.0	49.7	54.1	39.7	41.9	53.0	49.7	52.3	56.2
Danemark	48.9	49.9	51.6	43.8	45.1	48.4	52.1	52.2	54.7	47.6	50.3	53.8
Espagne	32.7	33.6	32.3	25.8	29.4	31.1	26.3	26.9	26.5	23.9	27.2	30.3
Estonie	82.9	76.3	75.1	58.9	72.5	87.8	72.7	67.1	70.8	64.7	79.4	92.7
États-Unis	16.8	17.0	18.0	14.2	16.3	..	11.0	11.9	13.0	11.4	12.7	..
Finlande	40.8	40.7	43.1	35.7	39.0	41.4	45.5	45.8	46.8	37.3	40.3	40.7
France	28.1	28.4	29.1	25.2	27.7	29.8	27.0	26.9	26.9	23.4	25.6	27.0
Grèce	33.7	37.0	38.6	30.5	30.4	31.5	22.9	23.5	24.1	19.2	21.5	24.0
Hongrie	78.7	80.4	81.2	72.7	80.0	85.1	77.7	81.3	81.7	77.6	86.5	92.5
Irlande	69.3	71.3	74.4	75.4	82.0	..	78.9	80.2	83.4	90.9	101.1	..
Islande	50.5	45.3	47.1	44.3	46.1	50.2	32.2	34.6	44.4	52.7	56.1	58.4
Israël	42.5	43.9	41.6	32.3	34.9	..	42.7	42.4	40.3	34.7	36.9	..
Italie	28.4	29.1	29.3	24.3	28.5	30.2	27.6	28.9	28.5	23.7	26.6	28.8
Japon	14.9	16.1	17.5	12.3	14.0	..	16.2	17.7	17.7	12.7	15.2	..
Luxembourg	139.1	143.6	142.6	129.8	133.8	135.2	169.9	175.9	174.7	161.0	165.0	164.7
Mexique	29.3	29.6	30.4	29.2	31.6	..	28.1	28.0	28.1	27.7	30.4	..
Norvège	28.2	30.5	29.5	28.0	28.8	28.3	45.4	44.1	46.8	39.4	41.1	42.1
Nouvelle-Zélande	30.0	29.2	32.1	26.5	26.8	..	28.6	28.3	30.8	27.9	28.3	..
Pays-Bas	65.1	66.0	68.0	61.6	70.1	74.1	72.8	74.2	76.3	68.6	78.2	83.0
Pologne	42.2	43.6	43.9	39.4	43.5	45.9	40.4	40.8	39.9	39.4	42.2	44.8
Portugal	39.6	40.2	42.5	35.4	38.2	39.3	30.9	32.2	32.4	28.0	31.0	35.5
Republique slovaque	88.5	88.0	85.9	71.7	82.6	86.5	84.5	86.9	83.5	70.9	81.2	89.1
Republique tchèque	64.0	65.6	62.1	55.7	64.7	70.7	67.0	68.2	64.4	59.7	67.9	74.9
Royaume-Uni	31.7	29.6	32.1	30.3	32.7	34.1	29.1	26.9	29.8	28.8	30.5	32.5
Slovénie	67.1	71.3	70.4	57.0	64.9	71.3	66.5	69.6	67.1	58.4	65.4	72.3
Suède	43.0	44.4	46.8	41.5	43.5	43.9	51.1	51.9	53.5	48.0	49.7	50.1
Suisse	42.8	44.4	43.2	39.3	40.5	..	50.8	54.4	54.3	50.4	51.7	..
Turquie	27.6	27.5	28.3	24.4	26.8	32.7	22.7	22.3	23.9	23.3	21.2	23.8
Zone euro	39.2	40.1	41.1	35.4	39.6	42.4	40.4	41.5	42.0	36.7	40.9	43.8
UE-27	39.1	39.5	41.1	35.8	39.8	42.4	39.5	40.1	41.3	36.8	40.6	43.5
OCDE	27.5	28.0	29.6	25.2	27.9	..	25.9	26.8	28.0	24.9	27.2	..
Afrique du Sud	32.5	34.2	38.6	28.3	27.5	..	30.0	31.5	35.6	27.4	27.3	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	31.4	29.6	27.3	22.3	25.6	26.0	39.1	38.4	35.0	26.7	29.4	28.6
Fédération de Russie	21.0	21.5	22.1	20.5	21.7	22.3	33.7	30.2	31.3	27.9	30.0	31.1
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	25.6	25.4	28.8	21.4	23.0	..	31.0	29.4	29.8	24.2	24.6	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713101>

Importations et exportations internationales de biens et de services

En pourcentage du PIB, 2011 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713120>

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

Depuis sa création, l'OCDE s'efforce de promouvoir le commerce international, car elle y voit un moyen efficace de renforcer la croissance économique et de relever les niveaux de vie. Le développement des échanges profite aux pays membres aussi bien qu'aux partenaires commerciaux de l'OCDE dans le reste du monde.

Définition

Suivant les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens dont l'entrée (importations) ou la sortie (exportations) du territoire économique fait augmenter ou diminuer le stock de ressources matérielles du pays considéré. Les biens transportés à travers le pays, ou admis ou expédiés temporairement (à l'exception des biens destinés au perfectionnement actif ou passif), ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce de marchandises.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE suivent les recommandations des Nations Unies pour autant que les sources de données dont ils disposent le permettent. On observe entre les pays quelques différences, généralement mineures, dans la prise en compte de certaines catégories de transactions comme le commerce par correspondance, les importations et exportations de matériel militaire en vertu d'accords de défense, le commerce de produits de la mer en haute mer par des navires battant pavillon national et les biens entrant dans des zones sous douane ou en sortant.

Les exportations sont généralement évaluées fab ("franco à bord"), sauf dans le cas des États-Unis, qui les évaluent f.l.n. ("franco le long du navire", c'est-à-dire après déduction des coûts de chargement). Les importations sont évaluées par la

plupart des pays caf ("coût assurance fret", c'est-à-dire au coût des biens majoré des coûts d'assurance et de fret liés à leur acheminement jusqu'à la frontière du pays importateur). Cependant, le Canada déclare ses importations à leur valeur fab.

La mise en place du marché unique en Europe en 1993 s'est traduite par une certaine dégradation de la précision des données en ce qui concerne le commerce intra-communautaire, car les documents douaniers ne sont plus disponibles pour consigner toutes les importations et exportations. Il est à noter que les données de l'OCDE suivent la plupart du temps les recommandations des Nations Unies, mais que les statistiques commerciales d'Eurostat suivent les définitions communautaires, de sorte qu'elles ne sont pas strictement comparables à celles qui sont présentées ici.

Le "total OCDE" n'inclut l'ensemble des 34 pays membres qu'à partir de 1999.

Sources

- OCDE (2011), *Statistiques du commerce international par produit, Volume 2010 Numéro 5 : Islande, République slovaque, Total OCDE, ALENA, OCDE Asie et Pacifique, OCDE Europe, UE27, Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.
- Nations Unies (2012), *United Nations Commodity Trade Statistics (Base de données)*.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Globalisation, Comparative Advantage and the Changing Dynamics of Trade*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *L'aide au commerce: Comment la rendre efficace, Objectif développement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Trade Based Money Laundering*, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Les échanges et l'ajustement structurel: Les enjeux de la mondialisation*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Statistiques mensuelles du commerce international, Volume 2011 Numéro 5, Statistiques mensuelles du commerce international*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2012), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.
- Nations Unies (2004), *Statistiques du commerce international de marchandises: Manuel des statisticiens*, Nations Unies.

Bases de données en ligne

- *Statistiques du commerce international par produit*.
- "Solde commercial et taux de couverture", *Statistiques mensuelles du commerce international*.

Sites Internet

- *Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements*, www.oecd.org/std/echanges.

En bref

Dans tous les pays figurant dans le tableau, le commerce de marchandises a progressé régulièrement au cours de la période considérée, même si, entre 2008 et 2009, l'impact de la crise financière mondiale est manifeste. Cet impact sur les importations a été relativement plus modéré pour la Chine, la Suisse, l'Inde et l'Australie, où les importations ont reculé de moins de 15 %. Il a été plus prononcé en Russie et en Islande, où les importations se sont contractées de plus de 35 %. Les exportations aussi ont été touchées par la crise entre 2008 et 2009 : elles ont par exemple chuté de plus de 35 % en Finlande et en Russie, mais ont diminué de moins de 15 % en Inde, en Irlande, en Corée, en Suisse et en Indonésie.

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé dans plusieurs pays de l'OCDE pendant la période considérée. C'est le cas notamment aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et en Turquie, tandis que la Chine et la Russie continuent d'enregistrer des excédents.

On observe une forte dégradation de la balance commerciale du Japon en 2011, qui a enregistré son premier déficit annuel depuis trente ans, très probablement à la suite du tremblement de terre et du tsunami que le pays a subis.



ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE BIENS

Échanges internationaux de marchandises

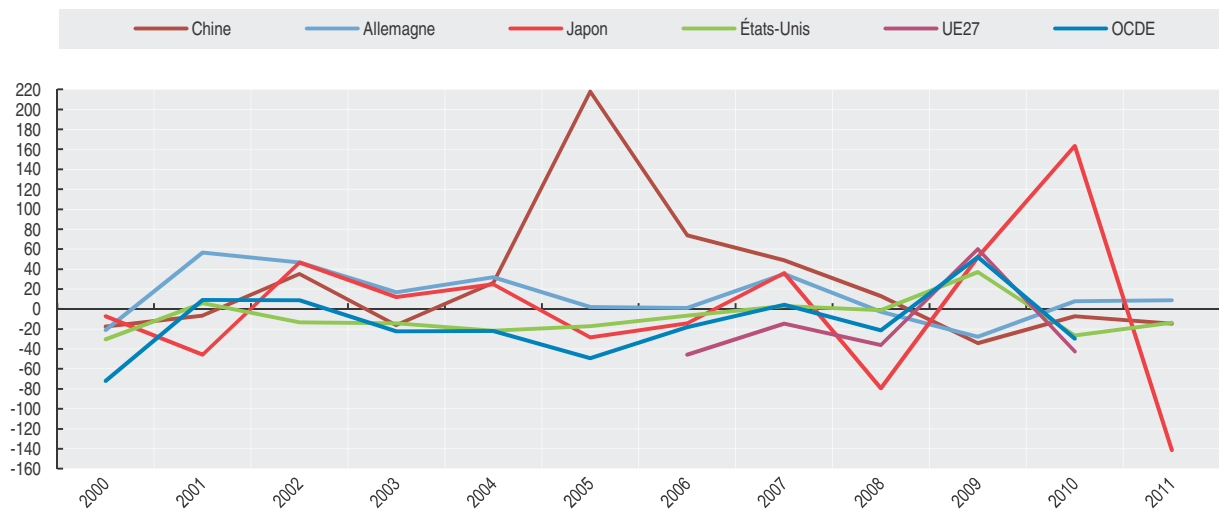
Milliards de dollars des EU

	Balance commerciale				Imports				Exports			
	2000	2005	2010	2011	2000	2005	2010	2011	2000	2005	2010	2011
Allemagne	54.8	197.3	204.3	221.9	495.4	779.8	1 066.8	1 260.3	550.2	977.1	1 271.1	1 482.2
Australie	-4.0	-12.8	18.6	11.3	67.8	118.9	193.3	234.3	63.8	106.0	211.8	245.6
Autriche	-5.2	-2.2	-5.7	..	67.4	120.0	150.6	..	62.3	117.7	144.9	..
Belgique	13.5	13.8	21.0	12.7	171.7	320.2	390.1	465.2	185.2	334.0	411.1	477.9
Canada	37.6	46.1	-5.5	-0.2	240.0	314.4	392.1	450.4	277.6	360.6	386.6	450.1
Chili	1.6	10.4	13.1	6.5	16.6	29.5	56.2	74.9	18.2	39.9	69.4	81.4
Corée	11.8	23.2	41.2	30.8	160.5	261.2	425.2	524.4	172.3	284.4	466.4	555.2
Danemark	5.2	8.3	12.3	13.0	44.4	75.0	84.5	88.5	49.6	83.3	96.8	101.5
Espagne	-39.5	-96.8	-70.6	..	152.9	289.6	318.2	..	113.3	192.8	247.6	..
Estonie	-1.2	-2.8	-0.4	-0.6	5.1	11.0	13.2	18.8	3.8	8.2	12.8	18.2
États-Unis	-477.7	-828.0	-689.4	-782.9	1 258.1	1 732.3	1 966.5	2 262.6	780.3	904.3	1 277.1	1 479.7
Finlande	11.7	6.8	1.4	-5.1	34.1	58.5	68.8	83.9	45.8	65.2	70.1	78.8
France	-8.5	-41.6	-87.5	-119.3	304.0	476.0	599.2	700.9	295.6	434.4	511.7	581.5
Grèce	-18.8	-37.4	-41.8	-29.1	29.8	54.9	63.3	60.8	11.0	17.5	21.6	31.7
Hongrie	-4.0	-3.6	7.3	9.5	32.1	65.9	87.4	101.5	28.1	62.3	94.7	111.1
Irlande	25.6	39.7	57.8	62.3	50.7	70.3	60.5	67.1	76.3	110.0	118.3	129.3
Islande	-0.7	-1.9	0.7	0.5	2.6	5.0	3.9	4.8	1.9	3.1	4.6	5.3
Israël	-4.3	-2.3	-0.8	-5.7	35.7	45.0	59.2	73.5	31.4	42.8	58.4	67.8
Italie	1.9	-11.9	-39.9	-34.3	238.1	384.8	486.6	557.5	239.9	373.0	446.8	523.2
Japon	99.6	79.1	75.7	-31.3	379.7	515.9	694.1	854.6	479.2	594.9	769.8	823.3
Luxembourg	-2.8	-4.9	-6.5	-8.9	10.6	17.6	20.4	25.3	7.9	12.7	13.9	16.3
Mexique	-5.8	-7.6	-3.2	-1.3	171.1	221.8	301.5	350.8	165.3	214.2	298.3	349.6
Norvège	25.5	48.3	54.1	68.5	34.4	55.5	77.3	90.8	59.9	103.8	131.4	159.4
Nouvelle-Zélande	-0.6	-4.5	0.8	1.5	13.9	26.2	30.2	36.1	13.3	21.7	30.9	37.6
Pays-Bas	5.4	36.9	52.7	..	174.7	283.2	440.0	..	180.1	320.1	492.6	..
Pologne	-17.2	-12.2	-17.1	-19.7	48.8	101.5	174.1	203.0	31.6	89.4	157.1	183.3
Portugal	-15.6	-23.1	-26.5	-21.4	39.9	61.2	75.2	80.3	24.4	38.1	48.8	58.9
République slovaque	-0.9	-2.4	-0.4	1.8	12.7	34.2	64.4	76.7	11.8	31.9	64.0	78.5
République tchèque	-3.2	1.7	6.5	11.6	32.2	76.5	125.7	150.5	29.1	78.2	132.1	162.1
Royaume-Uni	-56.6	-131.4	-156.6	-162.3	339.4	515.8	562.4	634.4	282.9	384.4	405.8	472.1
Slovénie	-1.4	-1.7	-2.2	-2.3	10.1	19.6	26.4	30.8	8.7	17.9	24.2	28.5
Suède	14.2	18.9	9.7	11.2	73.1	111.4	148.4	176.0	87.4	130.3	158.1	187.2
Suisse	-2.0	4.4	19.3	27.2	82.5	126.6	176.3	207.3	80.5	130.9	195.6	234.4
Turquie	-26.7	-43.3	-71.6	-105.9	54.5	116.8	185.5	240.8	27.8	73.5	114.0	134.9
UE-27	..	-157.8	-204.7	..	..	1 465.1	1 990.5	..	..	1 307.3	1 785.8	..
OCDE	-398.0	-737.1	-629.1	..	4 861.6	7 493.9	9 587.4	..	4 463.6	6 756.8	8 958.3	..
Afrique du Sud	-0.5	-8.0	-8.7	-6.8	26.8	55.0	80.1	99.7	26.3	47.0	71.5	93.0
Brésil	-0.7	44.9	16.9	29.8	55.9	73.6	180.5	226.2	55.1	118.5	197.4	256.0
Chine	24.1	102.0	181.8	155.0	225.1	660.0	1 396.0	1 743.4	249.2	762.0	1 577.8	1 898.4
Fédération de Russie	69.2	142.7	151.4	193.3	33.9	98.7	248.7	284.7	103.1	241.5	400.1	478.0
Inde	-10.6	-40.5	-129.6	..	52.9	140.9	350.0	..	42.4	100.4	220.4	..
Indonésie	28.6	28.0	22.1	26.1	33.5	57.7	135.7	177.4	62.1	85.7	157.8	203.5

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713158>

Évolution de la balance commerciale de biens

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713177>

ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES

Les échanges internationaux de services à l'intérieur des pays de l'OCDE et avec le reste du monde revêtent une importance croissante. Les services traditionnels – transport, assurance des marchandises échangées et voyages – représentent la moitié environ des échanges internationaux de services, mais le commerce de nouvelles catégories de services, notamment de prestations pouvant être fournies via Internet, se développe rapidement.

Définition

Les échanges internationaux de services sont définis conformément au Manuel de la balance des paiements du Fonds monétaire international (FMI). Les services comprennent les transports (de marchandises et de voyageurs), les voyages (principalement les achats de biens et services effectués par les touristes et les personnes voyageant à titre professionnel), les services de communication (postale, téléphonique, par satellite, etc.), les services de bâtiment et de travaux publics, les services d'assurance et financiers, les services d'informatique et d'information, les redevances et droits de licence, les autres services aux entreprises (négoce, location-exploitation, services techniques et professionnels, etc.), les services culturels et relatifs aux loisirs (location de films, rémunération des acteurs et autres artistes, à l'exclusion de l'achat de films, de musique enregistrée, de livres, etc.) et les services fournis ou reçus par les administrations publiques non inclus dans la liste ci-dessus.

Comparabilité

La cinquième version du Manuel de la balance des paiements (MPB5) est parue, et les pays ont commencé à l'appliquer, en 1993. Aujourd'hui, tous les pays de l'OCDE s'y reportent dans une large mesure pour présenter leurs statistiques des échanges internationaux de services. Les données relatives à l'Australie sont déjà publiées conformément à la sixième version du Manuel (MPB6), laquelle devrait avoir été adoptée dans la plupart des pays de l'OCDE fin 2014.

En bref

Entre 2008 et 2011, les États-Unis ont de loin dégagé le plus ample excédent des échanges de services, suivis du Royaume-Uni, de la Suisse et de l'Espagne.

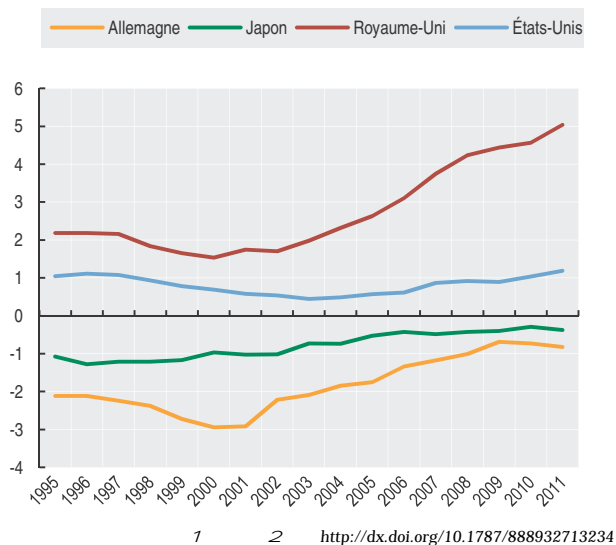
En 2011, les principaux exportateurs de services ont été les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France. S'agissant des importations, les États-Unis occupent aussi la première place, tandis que l'Allemagne et la France ont dépassé le Royaume-Uni.

Au cours des trois années qui se sont écoulées jusqu'à fin 2011, seuls quatre pays membres (Luxembourg, Estonie, Suisse et Grèce) ont enregistré un excédent des échanges de services représentant plus de 5 % de leur PIB. Dans le même temps, l'Irlande, le Canada, la République slovaque et le Mexique ont accusé des déficits correspondant à plus de 1 % de leur PIB.

Il convient de noter qu'en Irlande, le solde déficitaire des échanges de services est passé de 11.7 % du PIB en moyenne pour la période 2000-02 à 3.2 % pour 2009-11, car les exportations de services, en particulier d'informatique, ont progressé plus vite que les importations.

Évolution de la balance des services : différence entre exportations et importations

En pourcentage du PIB



Sources

- OCDE (2011), Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services, Volume I, Tableaux détaillés par catégories de services, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), Statistiques du commerce international par produit, Volume 2010 Numéro 5 : Islande, République slovaque, Total OCDE, ALENA, OCDE Asie et Pacifique, OCDE Europe, UE27, Statistiques du commerce international par produit, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services, Volume I, Tableaux détaillés par catégories de services, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Fonds Monétaire International (FMI) (2009), Balance of Payments and International Investment Position Manual, 6ème édition, FMI, Washington DC.
- OCDE et al. (2002), Manual on Statistics of International Trade in Services, Les Nations-Unies.

Sites Internet

- Lindner, A., et al. (2001), "Commerce de marchandises et de service : Tendances statistiques et problèmes de mesure", OECD Statistics Brief, No. 1, octobre.
- Indice de restrictivité des échanges de services, OCDE, www.oecd.org/fr/tad/echanges-services/versunindexerestrictivitedesechangesdeservicesires.htm.

Échanges internationaux de services

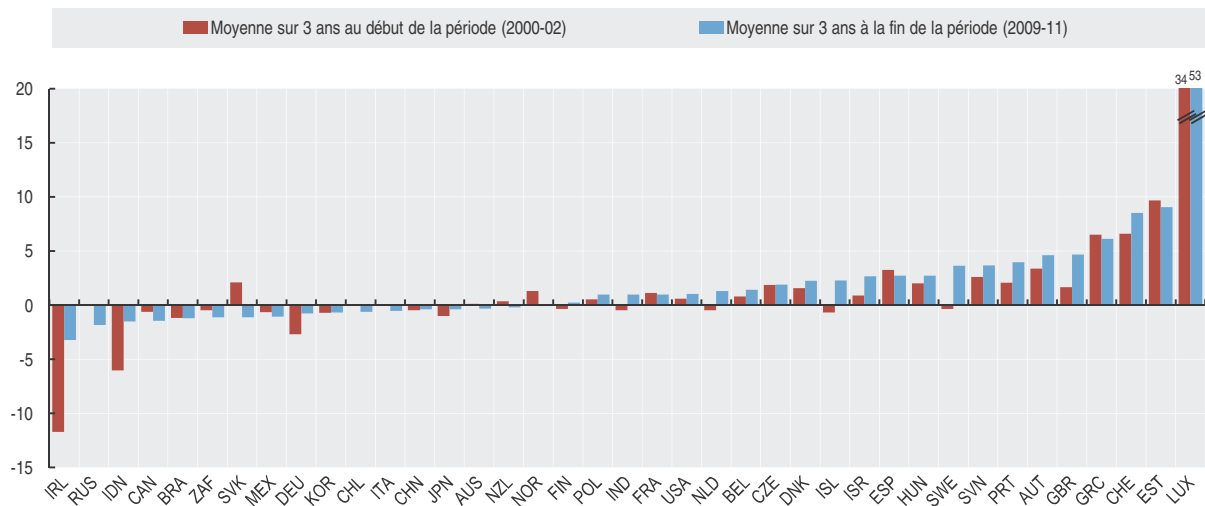
Milliards de dollars des EU

	Balance commerciale				Imports				Exports			
	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
Allemagne	-55.0	-37.4	-24.2	-31.6	138.2	292.8	267.7	296.5	83.2	255.4	243.5	265.0
Australie	0.5	-4.0	-3.5	-9.2	19.3	47.9	51.1	60.9	19.8	44.0	47.6	51.7
Autriche	6.5	20.8	17.4	19.5	16.5	42.8	37.0	42.4	23.0	63.4	54.5	61.8
Belgique	2.1	5.0	8.2	4.7	32.3	83.0	82.4	89.8	34.3	88.1	90.6	94.5
Canada	-3.9	-20.2	-22.1	-24.9	44.1	88.1	91.3	100.5	40.2	67.9	69.2	75.6
Chili	..	-1.2	-1.8	-2.4	4.8	11.9	12.6	14.8	4.1	10.7	10.8	12.4
Corée	-2.0	-5.7	-8.6	-4.4	33.6	96.4	95.9	99.4	31.5	90.6	87.3	95.0
Danemark	2.4	10.1	8.6	8.6	22.1	62.3	51.9	57.1	24.5	72.4	60.5	65.7
Espagne	19.4	37.7	36.4	47.6	33.2	105.4	88.0	94.6	52.6	142.8	124.3	142.2
Estonie	0.6	1.9	1.8	1.7	0.9	3.3	2.8	3.7	1.5	5.3	4.6	5.4
États-Unis	69.0	131.8	150.4	178.5	219.0	403.4	403.2	427.4	288.0	535.2	553.6	606.0
Finlande	-1.7	1.0	0.3	0.4	9.4	30.7	26.6	26.7	7.7	31.7	26.9	27.1
France	17.2	24.1	21.0	33.7	65.7	141.0	171.2	191.0	82.8	165.1	192.2	224.7
Grèce	8.2	25.1	17.5	20.4	11.5	24.8	20.2	19.4	19.6	49.8	37.7	39.8
Hongrie	0.8	2.3	3.9	4.5	4.8	18.0	15.5	17.2	5.6	20.2	19.4	21.8
Irlande	-13.0	-11.2	-8.8	-2.5	31.4	110.6	107.2	115.8	18.4	99.3	98.4	113.3
Islande	-0.1	-0.3	0.3	0.3	1.2	2.4	2.2	2.6	1.0	2.1	2.5	2.9
Israël	3.7	4.1	6.6	6.6	12.1	19.8	18.1	20.2	15.7	23.9	24.8	26.8
Italie	1.1	-12.6	-12.0	-9.1	55.4	127.8	110.8	116.1	56.5	115.2	98.8	107.0
Japon	-45.8	-20.7	-16.1	-22.1	115.0	169.4	157.4	167.5	69.2	148.7	141.3	145.4
Luxembourg	6.8	29.2	30.0	32.0	13.2	39.0	36.7	41.1	20.0	68.0	66.7	73.1
Mexique	-3.6	-7.1	-10.1	-14.2	17.1	24.7	25.3	29.5	13.4	17.6	15.2	15.3
Norvège	2.7	0.3	-3.2	..	15.0	44.5	42.9	..	17.8	44.8	39.7	..
Nouvelle-Zélande	-0.1	-0.5	-0.3	-0.8	4.5	9.7	9.3	10.9	4.4	9.3	9.0	10.1
Pays-Bas	-2.1	13.0	10.5	13.5	51.4	92.2	85.2	94.0	49.3	105.2	95.7	107.5
Pologne	1.4	5.0	3.1	6.1	9.0	30.5	29.6	31.0	10.4	35.5	32.7	37.0
Portugal	2.0	9.7	8.9	10.8	7.0	16.5	14.4	15.9	9.1	26.1	23.3	26.7
Republique slovaque	0.4	-0.7	-1.0	-0.5	1.8	9.2	6.8	7.1	2.2	8.5	5.8	6.6
Republique tchèque	1.4	4.3	3.9	3.8	5.4	17.4	17.0	19.4	6.9	21.8	20.9	23.1
Royaume-Uni	22.6	111.8	103.5	122.4	101.9	215.1	177.9	188.0	124.7	324.9	281.4	310.3
Slovénie	0.5	2.1	1.7	2.0	1.7	5.2	4.4	4.7	2.2	7.2	6.1	6.7
Suède	-1.5	16.6	17.8	20.4	24.6	53.8	47.7	55.2	23.1	70.2	65.3	75.6
Suisse	17.9	46.3	48.8	56.0	12.8	30.8	34.7	40.7	30.7	77.1	83.4	96.5
Turquie	11.4	17.7	15.5	18.3	8.1	17.8	19.3	20.7	19.5	33.1	34.7	39.0
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	67.1	396.1	405.2	..	1 143.6	2 492.4	2 363.8	..	1 210.2	2 889.5	2 769.2	..
Afrique du Sud	-0.8	-4.2	-4.5	-4.8	5.8	17.0	18.5	19.7	5.0	12.8	14.0	14.8
Brésil	-7.2	-16.7	-30.8	-37.9	16.7	47.1	62.6	76.3	9.5	30.5	31.8	38.4
Chine	-5.6	-11.8	..	..	36.0	158.9	..	..	30.4	147.1	..	..
Fédération de Russie	-6.7	-24.3	-28.7	-35.9	16.2	75.5	73.7	90.0	9.6	51.2	45.0	54.0
Inde	-2.5	19.5	6.9	..	19.2	88.0	116.7	..	16.7	107.5	123.6	..
Indonésie	-10.4	-13.0	-9.3	-11.8	15.6	28.2	26.1	32.4	5.2	15.2	16.8	20.5

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713196>

Balance des services : différence entre exportations et importations

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713215>

PARTENAIRES COMMERCIAUX

La structure des échanges de marchandises des pays de l'OCDE (origine des importations et destination des exportations) a subi de profondes transformations au cours de la dernière décennie. Celles-ci découlent de l'évolution de la répartition des revenus à l'échelle planétaire et de la mondialisation, notamment de la délocalisation d'activités manufacturières des pays de l'OCDE vers le reste du monde.

Définition

Les données présentées se rapportent aux importations et aux exportations totales déclarées par les 34 économies membres de l'OCDE. Elles font apparaître les échanges de marchandises entre les membres de l'Organisation et avec certains pays du reste du monde.

Suivant les recommandations des Nations Unies, les statistiques du commerce international de marchandises couvrent tous les biens dont l'entrée (importations) ou la sortie (exportations) du territoire économique fait augmenter ou diminuer le stock de ressources matérielles du pays considéré. Les biens transportés à travers le pays, ou admis ou expédiés temporairement, (à l'exception des biens destinés au perfectionnement actif ou passif) ne sont pas inclus dans les statistiques du commerce de marchandises.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE utilisent des définitions et procédures communes pour établir les statistiques de leurs échanges de biens, lesquelles sont par conséquent comparables et de bonne qualité. La suppression des frontières douanières à la suite de la création d'un marché commun en Europe a obligé les pays de l'UE à adopter un système d'enregistrement des flux d'échanges reposant sur des enquêtes par sondage auprès des exportateurs et des importateurs. Cela a entraîné une dégradation de la fiabilité des statistiques relatives aux échanges de biens entre les États membres de l'UE.

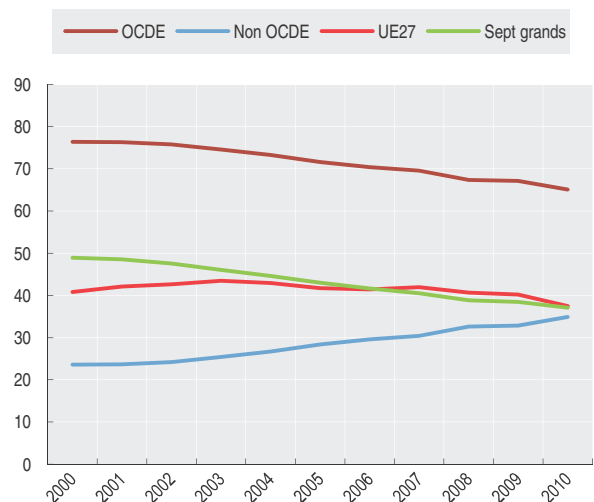
En bref

Depuis 2000, la part des échanges entre pays de l'OCDE a régulièrement diminué dans leurs importations et exportations totales. Alors qu'à cette date, les importations en provenance des pays de l'OCDE représentaient environ 74 % du total mondial, cette part était tombée à 62 % en 2010. Pour ce qui est des exportations, la part des pays de l'OCDE dans les destinations est également en recul : elle est passée de 79 % en 2000 à 68 % en 2010.

La part des importations des pays de l'OCDE en provenance de pays non membres est passée de 26 % à 38 % dans le même intervalle, et celle des exportations à destination des non-membres de 21 % à 32 %. Les échanges entre la zone OCDE et la Chine ont profondément changé. Alors que 5 % seulement des importations totales de l'OCDE provenaient de Chine en 2000, cette proportion avait atteint 12 % en 2010. La Chine a moins progressé en tant que destination des exportations des pays de l'OCDE, puisque son poids relatif est passé de 2 % en 2000 à 6 % en 2010.

Évolution des régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage du total des échanges mondiaux de marchandises



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713291>

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Smart Rules for Fair Trade, 50 years of Export Credits*, Éditions OCDE.
- OCDE et Organisation mondiale du commerce (2012), *Panorama de l'aide pour le commerce*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Statistiques mensuelles du commerce international, Volume 2011 Numéro 5, Statistiques mensuelles du commerce international*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services, Volume I, Tableaux détaillés par catégories de services*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Bases de données en ligne

- Statistiques du commerce international par produit.
- "Solde commerciale et taux de couverture", *Statistiques mensuelles du commerce international*.
- "STAN R-D : Dépenses de recherche et développement dans l'industrie - Rév 3 2011", *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*

Sites Internet

- Statistiques des échanges internationaux et de la balance des paiements, www.oecd.org/std/echanges.



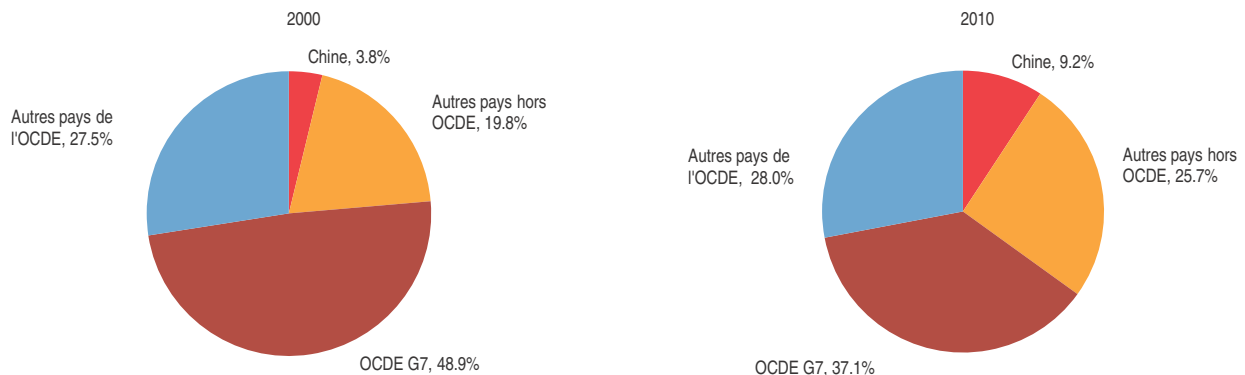
Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

	Importations en pourcentage des importations de marchandises de l'OCDE				Exportations en pourcentage des exportations de marchandises de l'OCDE				Échanges de marchandises en pourcentage des échanges de marchandise de l'OCDE			
	2000	2005	2009	2010	2000	2005	2009	2010	2000	2005	2009	2010
Allemagne	9.1	10.0	9.6	8.9	8.6	8.4	8.2	7.8	8.8	9.2	8.9	8.4
Australie	0.9	1.1	1.4	1.5	1.0	1.0	1.1	1.1	1.0	1.0	1.3	1.3
Autriche	1.0	1.1	1.2	1.1	1.3	1.3	1.3	1.2	1.1	1.2	1.2	1.2
Belgique	2.5	2.7	2.5	2.3	2.9	3.1	3.0	2.7	2.7	2.9	2.7	2.5
Canada	5.1	4.2	3.1	3.2	4.4	3.5	3.0	3.0	4.8	3.9	3.1	3.1
Chili	0.3	0.4	0.5	0.5	0.2	0.2	0.3	0.4	0.3	0.3	0.4	0.4
Corée	2.5	2.8	2.8	3.0	2.0	2.1	2.2	2.4	2.2	2.4	2.5	2.7
Danemark	0.8	0.8	0.8	0.7	0.8	0.8	0.8	0.7	0.8	0.8	0.8	0.7
Espagne	1.8	2.0	1.9	1.8	2.7	3.1	2.5	2.3	2.3	2.5	2.2	2.0
Estonie	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
États-Unis	4.8	3.8	3.1	2.9	5.9	5.3	4.8	4.5	5.3	4.5	3.9	3.7
Finlande	0.8	0.7	0.6	0.5	0.7	0.8	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.6
France	4.9	4.5	4.3	3.8	5.6	5.5	5.3	4.8	5.3	5.0	4.8	4.3
Grèce	0.1	0.1	0.1	0.1	0.5	0.5	0.6	0.4	0.3	0.3	0.4	0.3
Hongrie	0.5	0.6	0.7	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.5	0.6	0.7	0.6
Irlande	1.4	1.6	1.5	1.3	1.0	0.9	0.6	0.5	1.2	1.3	1.0	0.9
Islande	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Israël	0.5	0.4	0.4	0.4	0.6	0.5	0.4	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4
Italie	3.6	3.5	3.3	3.0	3.7	3.8	3.5	3.3	3.6	3.6	3.4	3.1
Japon	6.8	5.6	4.7	4.9	4.4	3.7	3.2	3.4	5.7	4.7	4.0	4.2
Luxembourg	0.1	0.2	0.2	0.1	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Mexique	3.0	2.5	2.3	2.5	2.8	2.1	2.0	2.1	2.9	2.3	2.2	2.3
Norvège	1.1	1.1	1.1	1.0	0.6	0.6	0.7	0.6	0.8	0.9	0.9	0.8
Nouvelle-Zélande	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Pays-Bas	3.5	3.4	3.4	3.3	4.0	4.0	4.2	4.1	3.7	3.7	3.8	3.7
Pologne	0.5	0.8	1.1	1.1	0.9	1.1	1.5	1.5	0.7	0.9	1.3	1.3
Portugal	0.4	0.4	0.4	0.3	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5
République slovaque	0.2	0.3	0.5	0.5	0.2	0.4	0.5	0.5	0.2	0.3	0.5	0.5
République tchèque	0.5	0.7	1.0	1.0	0.6	0.8	1.0	1.0	0.6	0.8	1.0	1.0
Royaume-Uni	12.8	8.8	8.4	8.2	18.3	15.6	12.5	12.7	15.5	12.1	10.4	10.4
Slovenie	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Suède	1.5	1.4	1.2	1.1	1.3	1.3	1.1	1.1	1.4	1.3	1.1	1.1
Suisse	1.5	1.5	1.7	1.7	1.7	1.6	1.8	1.7	1.6	1.6	1.7	1.7
Turquie	0.4	0.7	0.7	0.6	0.8	1.0	1.0	1.1	0.6	0.8	0.8	0.9
UE-27	38.8	39.5	38.1	35.3	43.0	44.1	42.3	39.7	40.8	41.7	40.2	37.5
OCDE	73.7	68.1	64.7	62.4	79.2	75.3	69.6	67.9	76.4	71.6	67.1	65.1
Afrique du Sud	0.5	0.5	0.5	0.6	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5	0.6
Brasil	0.8	1.1	1.2	1.3	0.8	0.7	1.0	1.2	0.8	0.9	1.1	1.3
Chine	5.3	9.4	11.6	12.2	2.1	3.9	5.4	6.2	3.8	6.7	8.5	9.2
Fédération de Russie	1.6	2.1	2.3	2.5	0.6	1.3	1.4	1.6	1.1	1.7	1.8	2.0
Inde	0.6	0.8	1.0	1.1	0.5	0.8	1.4	1.5	0.6	0.8	1.2	1.3
Indonésie	1.0	0.9	1.0	1.1	0.5	0.5	0.6	0.7	0.8	0.7	0.8	0.9

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713253>

Régions et pays partenaires commerciaux de l'OCDE

En pourcentage du total des échanges mondiaux de marchandises



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713272>

INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER

L'investissement direct étranger (IDE) est un élément central du processus d'intégration économique internationale. L'IDE crée des liens directs, stables et durables entre les économies. Il favorise les transferts de technologies et de savoir-faire entre les pays, et permet à l'économie d'accueil de promouvoir plus largement ses produits sur les marchés internationaux. L'IDE représente aussi une source de fonds supplémentaire pour l'investissement productif, et peut constituer, dans un cadre d'action publique adéquat, un vecteur important de développement.

Définition

L'IDE se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'un pays donné dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La notion d'intérêt durable suppose qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise, et que l'investisseur exerce une influence notable sur la gestion de l'entreprise. Cette influence est évaluée à l'aune de la participation au capital, qui doit représenter au moins 10 % des droits de vote.

Les stocks d'investissements entrants désignent les investissements directs détenus par des non-résidents ; les stocks d'investissements sortants sont les investissements directs détenus dans d'autres pays. Les flux correspondants se rapportent aux investissements pendant une période donnée. Des flux négatifs reflètent généralement des cessions d'actifs ou l'impact de remboursements substantiels au titre de prêts interentreprises.

En bref

Les activités d'IDE ont ralenti en 2011 après une brève reprise en 2010. Les sorties d'IDE dans le monde en 2011 ont progressé de 12 % (1 558 milliards USD), alors qu'elles avaient progressé de 24 % en 2010, et sont restées bien au-dessous du niveau record de 2007 (2 170 milliards USD). Les investisseurs de l'OCDE ont représenté environ 83 % des sorties mondiales d'IDE (1 293 milliards USD), soit une hausse de 20 % par rapport à 2010. Les trois premiers pays investisseurs sont les États-Unis (419 milliards USD), le Japon (114 milliards USD) et le Royaume-Uni (107 milliards USD), qui a opéré une reprise spectaculaire après des niveaux d'investissement très bas depuis 2009. Les investisseurs de l'Union européenne (UE) ont représenté globalement 36 % des sorties mondiales d'IDE en 2011 (557 milliards USD), soit un niveau constant depuis 2009, mais nettement inférieur aux investissements de 2008, où l'UE représentait 51 % environ des sorties d'IDE dans le monde. Les pays de l'OCDE n'ont accueilli que 56 % (826 milliards USD) des entrées mondiales d'IDE (contre 87 % en 2000). Les États-Unis à eux seuls ont reçu 28 % (234 milliards USD) du total de l'OCDE, soit un peu plus que le volume combiné d'IDE vers la Belgique, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne (225 milliards USD au total, et respectivement 89 milliards, 54 milliards, 41 milliards et 40 milliards). Les investisseurs de l'OCDE ont continué de diversifier les destinations de leurs investissements, qui sont allés à 36 % environ en dehors de la zone OCDE.

L'indice de restrictivité de l'IDE mesure le caractère restrictif des règles d'un pays en matière d'IDE, en fonction de quatre types de restriction : limitation des prises de participation étrangères, mécanismes de filtrage ou d'approbation, restrictions à l'emploi d'étrangers à des postes clés ; restrictions concernant l'exploitation.

Les indices de restrictivité de l'IDE de l'OCDE présentés ici montrent que c'est dans le secteur tertiaire que l'on trouve généralement le plus de restrictions à l'IDE dans l'ensemble des pays, suivi du secteur primaire. Le secteur manufacturier demeure quant à lui le secteur économique le plus ouvert.

Comparabilité

La comparabilité des statistiques d'IDE s'est beaucoup améliorée ces dernières années, mais il subsiste des asymétries entre les entrées et les sorties d'IDE.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur l'investissement direct international* (Base de données).
- Investissement, www.oecd.org/fr/investissement.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Rapport annuel sur les Principes Directeurs à l'intention des entreprises multinationales 2011, Un nouvel Agenda pour l'avenir, Rapport annuel sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Investment Policy Perspectives*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *Measuring Globalisation: OECD Economic Globalisation Indicators 2010*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Kalinova, B., A. Palerm et S. Thomsen (2010), "OECD's FDI Restrictiveness Index: 2010 Update", *OECD Working Papers on International Investment*, No. 2010/03, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux 2008*, Quatrième édition, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Measuring Globalisation: OECD Economic Globalisation Indicators 2010*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Investissement international, www.oecd.org/daf/investissement.



Stocks d'IDE sortants et entrants

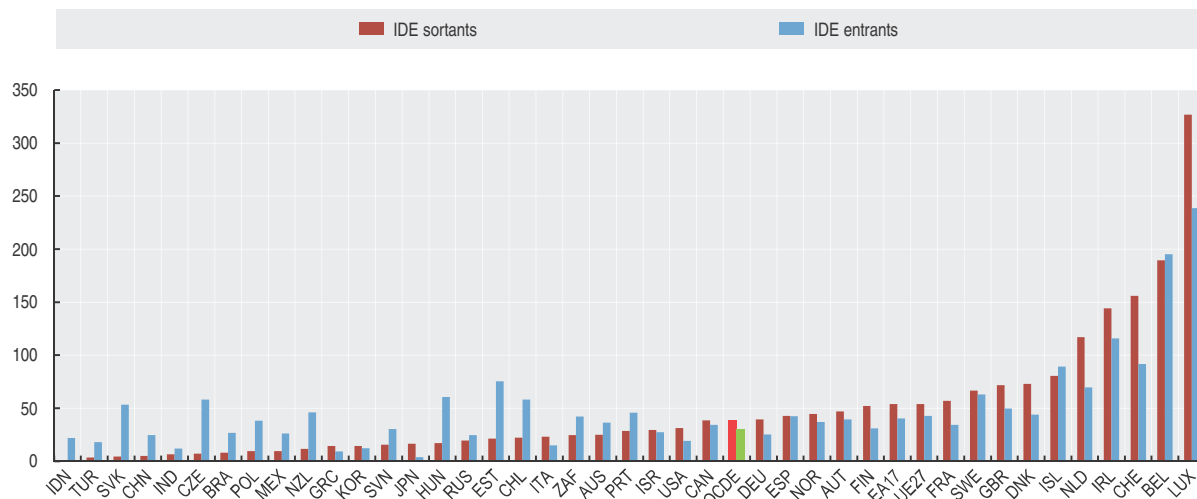
Millions de dollars des EU

	Stocks d'IDE sortants						Stocks d'IDE entrants					
	1990	1995	2000	2009	2010	2011	1990	1995	2000	2009	2010	2011
Allemagne	130 760	233 107	486 750	1 346 227	1 405 807	1 406 650	74 067	104 367	462 564	944 747	910 381	902 187
Australie	37 491	60 484	95 978	343 908	414 298	382 197	80 333	111 310	118 858	428 611	515 981	554 987
Autriche	4 747	11 832	24 820	163 233	170 363	195 756	11 098	21 363	31 165	172 598	167 558	164 704
Belgique	40 636	80 690	179 773	891 802	901 924	970 371	58 388	112 960	181 650	946 549	899 252	998 836
Canada	84 813	118 106	237 647	593 580	616 134	670 417	112 850	123 182	212 723	523 247	561 111	595 002
Chili	..	..	11 154	41 339	49 838	55 602	..	..	45 753	121 395	139 538	144 729
Corée	..	..	..	120 440	143 160	160 640	..	..	..	121 100	134 230	135 730
Danemark	..	..	73 117	213 099	219 900	242 243	..	..	73 585	154 052	138 747	145 719
Espagne	15 652	31 037	129 192	625 849	651 314	640 276	65 916	110 291	156 347	632 296	640 799	634 497
Estonie	..	..	256	6 410	5 698	4 740	..	..	2 611	16 222	16 474	16 726
États-Unis	616 655	885 506	1 531 607	4 029 457	4 306 843	4 681 569	505 346	680 066	1 421 017	2 398 208	2 597 707	2 908 791
Finlande	11 227	14 993	52 109	129 195	137 042	138 703	5 132	8 465	24 272	84 668	85 588	82 864
France	110 121	204 430	445 087	1 492 563	1 536 081	1 581 384	84 931	191 433	259 773	985 236	948 442	953 182
Grèce	..	..	5 852	39 457	42 623	42 936	..	..	14 113	42 101	35 025	28 079
Hongrie	..	278	1 279	19 244	19 954	23 756	569	11 304	22 856	99 091	90 783	84 447
Irlande	..	..	27 925	289 333	348 733	313 746	..	..	127 088	247 466	247 094	251 660
Islande	75	179	663	10 180	11 887	11 302	147	129	497	8 622	11 784	12 541
Israël	..	758	9 091	57 371	68 973	71 870	365	5 741	22 367	55 797	60 237	66 554
Italie	60 195	106 319	180 274	486 424	487 610	512 175	60 009	65 347	121 169	364 456	331 960	332 647
Japon	201 440	238 452	278 441	740 965	831 110	962 790	9 850	33 508	50 322	200 151	214 890	225 785
Luxembourg	..	..	..	192 381	194 257	194 469	..	..	..	150 594	138 172	142 089
Mexique	..	..	..	81 216	104 302	112 088	22 424	41 130	97 170	277 898	330 161	302 309
Norvège	10 889	22 521	22 937	168 871	185 827	..	12 404	19 836	25 282	148 315	154 558	..
Nouvelle-Zélande	3 320	7 676	6 065	14 737	16 101	18 979	8 065	25 728	28 070	64 801	67 706	74 299
Pays-Bas	105 085	172 348	305 458	956 506	961 526	978 994	68 699	115 756	243 730	660 507	593 101	582 216
Pologne	..	539	1 018	29 304	39 029	50 044	109	7 843	34 233	185 182	201 003	197 538
Portugal	..	..	19 793	68 477	66 732	68 048	..	18 973	32 043	114 718	111 685	109 028
Republique slovaque	..	139	373	3 152	3 334	4 209	..	1 297	4 761	52 541	50 283	51 290
Republique tchèque	..	345	738	14 805	14 923	15 470	..	7 350	21 647	125 829	128 505	125 245
Royaume-Uni	236 118	330 665	923 366	1 579 715	1 626 819	1 731 065	233 305	226 626	463 134	1 104 273	1 162 649	1 198 850
Slovénie	..	727	870	9 055	8 175	7 802	..	2 617	3 278	15 186	14 466	15 107
Suède	50 720	73 143	123 260	353 376	368 785	358 886	12 636	31 089	93 998	332 108	349 777	338 484
Suisse	66 087	142 481	232 176	826 780	934 126	991 966	34 245	57 064	86 810	492 346	559 333	583 455
Turquie	..	..	3 668	22 250	22 509	26 398	..	..	19 209	143 724	185 806	138 752
Zone euro	..	..	..	6 713 441	6 934 737	7 068 109	..	..	..	5 457 875	5 224 897	5 281 510
UE-27	..	..	..	8 928 974	9 230 199	9 495 659	..	..	..	7 605 056	7 438 191	7 515 827
OCDE	1 786 030	2 736 756	5 410 736	15 960 699	16 915 737	..	1 460 888	1 861 984	4 502 095	12 414 636	12 795 187	..
Afrique du Sud	15 010	23 301	32 325	72 583	89 453	..	9 198	15 014	43 451	117 434	153 133	..
Bésil	..	..	..	164 523	188 637	202 586	..	..	..	400 808	674 764	669 670
Chine	..	..	..	245 800	310 800	364 200	..	..	..	1 314 800	1 476 400	1 804 200
Fédération de Russie	..	2 420	20 141	302 542	366 301	362 101	..	345	32 204	378 837	490 560	457 474
Inde	..	..	2 609	80 943	96 431	111 267	..	..	20 278	171 437	204 715	201 743
Indonésie	..	..	0	33	1 731	..	..	..	..	108 795	154 158	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713310>

Stocks d'IDE

En pourcentage du PIB, 2011 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713329>

Flux entrants et sortants d'investissement direct

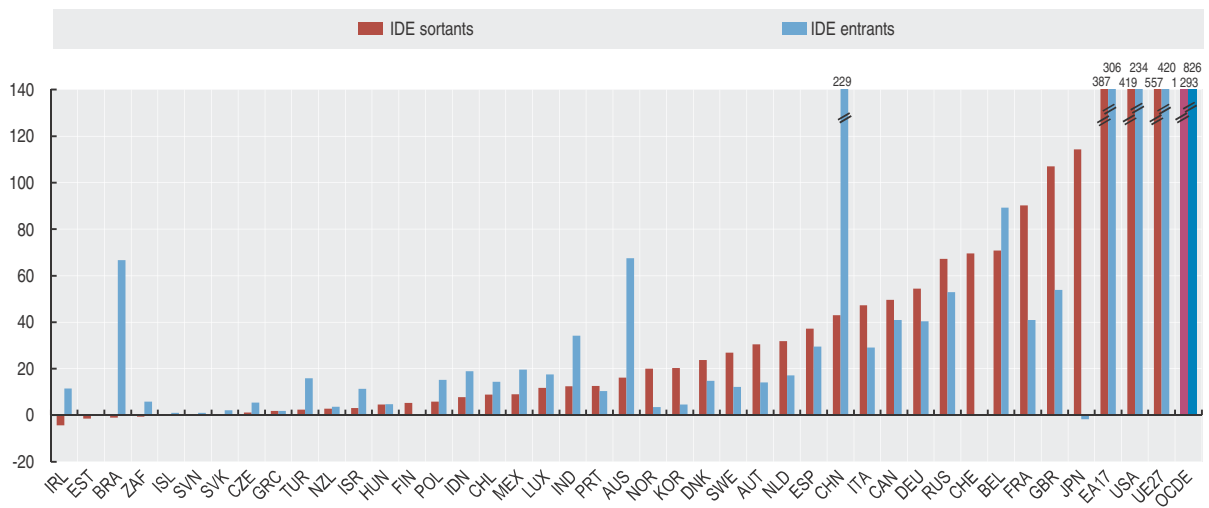
Millions de dollars des EU

	Flux sortants d'investissement direct					Flux entrants d'investissement direct						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	118 767	170 650	72 617	75 395	109 328	54 418	55 657	80 223	8 093	24 158	46 863	40 439
Australie	25 411	16 855	33 469	16 693	27 279	16 197	31 070	45 530	47 008	26 554	33 969	67 471
Autriche	13 678	39 034	29 395	10 007	7 732	30 479	7 936	31 159	6 845	9 304	4 265	14 141
Belgique	50 713	80 141	220 595	9 207	55 710	70 772	58 926	93 448	193 575	61 748	81 197	89 222
Canada	44 404	57 719	79 752	41 728	38 583	49 566	59 765	114 642	57 147	21 438	23 412	40 929
Chili	2 171	2 573	8 041	8 061	8 743	8 847	7 298	12 534	15 150	12 874	15 095	14 324
Corée	11 175	19 720	20 251	17 197	23 278	20 355	3 586	1 784	3 311	2 249	1 094	4 661
Danemark	8 438	20 624	13 264	6 320	3 471	23 677	2 715	11 815	1 827	3 942	-7 404	14 806
Espagne	104 306	137 078	74 573	13 072	38 343	37 290	30 819	64 277	76 843	10 406	40 764	29 504
Estonie	1 107	1 746	1 112	1 549	142	-1 460	1 797	2 725	1 729	1 839	1 600	257
États-Unis	244 922	414 039	329 080	289 450	327 877	419 332	243 151	221 166	310 091	150 443	205 831	233 988
Finlande	4 808	7 202	9 279	4 917	10 472	5 333	7 656	12 455	-1 142	398	6 733	-47
France	110 734	164 341	154 747	107 142	76 878	90 228	71 888	96 240	64 060	24 216	30 634	40 982
Grèce	4 047	5 247	2 413	2 055	978	1 790	5 358	2 112	4 490	2 435	373	1 825
Hongrie	3 877	3 622	2 230	1 987	1 308	4 541	7 021	5 447	6 313	2 051	2 276	4 709
Irlande	15 332	21 150	18 912	26 617	22 350	-4 294	-5 545	24 712	-16 421	25 717	42 807	11 478
Islande	5 555	10 181	-4 206	2 291	-2 357	-29	3 858	6 822	917	86	246	1 013
Israël	15 462	8 604	7 210	1 695	9 088	3 080	15 296	8 798	10 877	4 438	5 510	11 374
Italie	42 089	90 795	66 870	21 277	32 657	47 253	39 259	40 209	-10 814	20 078	9 179	29 086
Japon	50 243	73 545	127 981	74 698	56 276	114 300	-6 503	22 548	24 417	11 938	-1 251	-1 758
Luxembourg	7 183	73 364	11 737	7 213	15 124	11 751	31 803	-28 265	11 195	22 478	9 211	17 546
Mexique	5 758	8 256	1 157	7 019	13 570	8 946	20 119	31 492	27 140	16 119	20 709	19 554
Norvège	21 321	13 595	17 298	30 688	23 085	20 020	6 413	5 803	12 254	14 570	17 518	3 573
Nouvelle-Zélande	182	3 702	-239	-308	591	2 798	4 689	3 440	4 984	-1 293	636	3 591
Pays-Bas	71 214	55 618	68 202	28 182	55 220	31 896	13 984	119 406	4 540	36 044	-8 967	17 145
Pologne	8 864	5 410	4 413	4 701	5 488	5 870	19 599	23 582	14 833	12 936	8 861	15 165
Portugal	7 143	5 494	2 736	817	-7 494	12 650	10 914	3 063	4 656	2 707	2 646	10 353
Republique slovaque	512	600	529	432	328	491	4 700	3 583	4 685	-50	526	2 145
Republique tchèque	1 469	1 621	4 322	950	1 168	1 155	5 465	10 446	6 449	2 929	6 147	5 417
Royaume-Uni	82 808	325 473	182 437	39 325	39 489	107 076	156 218	200 068	88 678	76 375	50 587	53 944
Slovénie	862	1 865	1 465	260	-212	112	644	1 515	1 944	-653	359	1 000
Suède	26 613	38 811	31 298	25 910	17 969	26 896	28 908	27 740	37 120	10 024	-1 348	12 111
Suisse	75 863	51 036	45 312	27 845	64 793	69 545	43 740	32 446	15 137	28 696	20 385	-196
Turquie	924	2 106	2 549	1 554	1 464	2 464	20 185	22 047	19 504	8 409	9 038	15 878
Zone euro	553 411	855 577	738 200	308 638	418 323	386 918	339 469	550 093	356 525	245 128	269 999	306 340
UE-27	686 543	1 252 669	977 776	387 804	487 525	556 613	582 075	855 856	538 685	361 775	334 791	419 796
OCDE	1 187 954	1 931 815	1 640 800	905 945	1 078 720	1 293 347	1 008 391	1 355 010	1 057 433	645 847	679 498	825 630
Afrique du Sud	6 063	2 966	-3 134	1 151	-76	-635	-527	5 695	9 007	5 696	1 228	5 807
Bésil	28 202	7 067	20 457	-10 084	11 589	-1 029	18 822	34 585	45 058	25 949	48 506	66 661
Chine	21 200	17 000	53 500	43 900	60 100	43 000	124 100	160 100	175 100	114 200	185 000	228 600
Fédération de Russie	23 151	45 916	55 594	43 666	52 523	67 283	29 701	55 073	75 002	36 500	43 288	52 878
Inde	14 344	17 281	19 257	15 928	14 789	12 416	20 336	25 483	43 407	35 597	25 882	34 247
Indonésie	2 726	4 675	5 900	2 249	2 664	7 771	4 914	6 929	9 318	4 878	13 771	18 906

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713348>

Flux des investissements directs

Milliards de dollars des EU, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713367>



Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE

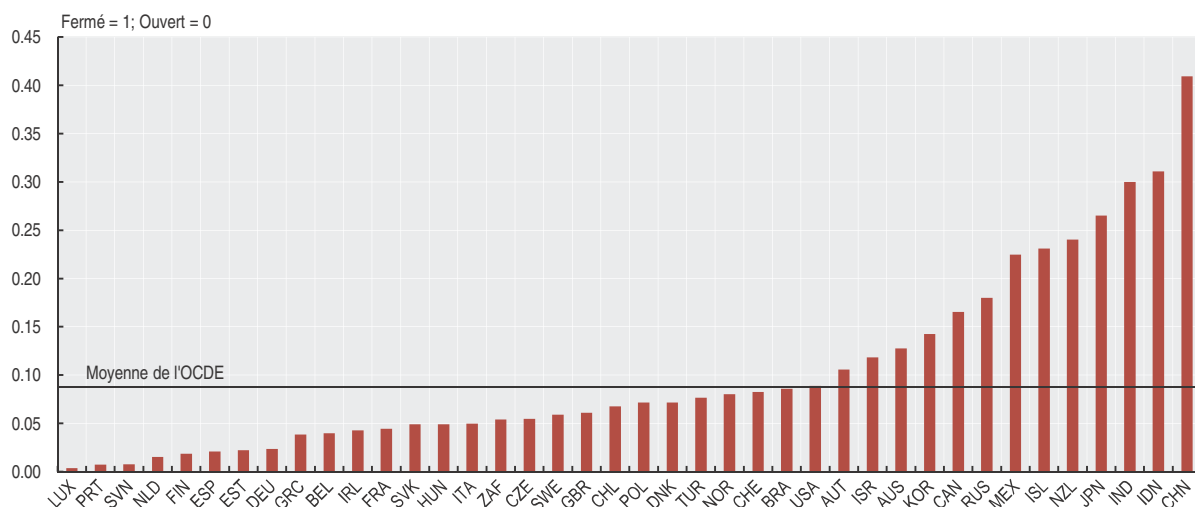
2011

	Total index IDE	Secteur primaire	Industries manufacturières	Électricité	Distribution	Transport	Média	Communication	Services financiers	Services marchands
Allemagne	0.023	0.069	0.000	0.000	0.000	0.200	0.025	0.000	0.005	0.000
Australie	0.128	0.078	0.075	0.075	0.075	0.267	0.200	0.400	0.133	0.078
Autriche	0.106	0.150	0.000	1.000	0.000	0.182	0.000	0.000	0.002	0.322
Belgique	0.040	0.035	0.023	0.023	0.023	0.114	0.023	0.023	0.024	0.248
Canada	0.166	0.188	0.100	0.100	0.100	0.267	0.700	0.625	0.067	0.100
Chili	0.068	0.150	0.000	0.000	0.000	0.413	0.413	0.000	0.017	0.013
Corée	0.143	0.250	0.000	0.417	0.000	0.508	0.563	0.500	0.050	0.000
Danemark	0.072	0.056	0.000	0.000	0.000	0.083	0.000	0.000	0.002	0.363
Espagne	0.021	0.011	0.000	0.000	0.000	0.075	0.225	0.000	0.002	0.113
Estonie	0.022	0.000	0.000	0.000	0.000	0.150	0.000	0.000	0.002	0.000
États-Unis	0.089	0.181	0.000	0.197	0.000	0.550	0.250	0.110	0.042	0.000
Finlande	0.019	0.015	0.009	0.084	0.009	0.092	0.009	0.009	0.011	0.046
France	0.045	0.155	0.000	0.000	0.000	0.150	0.048	0.000	0.054	0.003
Grèce	0.039	0.079	0.000	0.000	0.000	0.150	0.113	0.000	0.020	0.056
Hongrie	0.049	0.000	0.000	0.000	0.000	0.167	0.000	0.000	0.005	0.000
Irlande	0.043	0.135	0.000	0.000	0.000	0.125	0.000	0.000	0.009	0.000
Islande	0.231	0.463	0.112	1.000	0.112	0.295	0.112	0.112	0.119	0.112
Israël	0.118	0.060	0.020	0.770	0.020	0.403	0.264	0.396	0.037	0.020
Italie	0.050	0.130	0.000	0.000	0.000	0.150	0.363	0.000	0.018	0.000
Japon	0.265	1.000	0.077	0.000	0.000	0.667	0.200	0.480	0.000	0.000
Luxembourg	0.004	0.000	0.000	0.000	0.000	0.075	0.000	0.000	0.002	0.000
Mexique	0.225	0.394	0.103	0.100	0.175	0.528	0.663	0.350	0.133	0.100
Norvège	0.080	0.156	0.000	0.000	0.000	0.350	0.125	0.000	0.033	0.313
Nouvelle-Zélande	0.240	0.325	0.200	0.200	0.200	0.283	0.200	0.400	0.233	0.200
Pays-Bas	0.015	0.062	0.000	0.000	0.000	0.083	0.000	0.000	0.002	0.000
Pologne	0.072	0.050	0.000	0.000	0.000	0.092	0.298	0.075	0.003	0.000
Portugal	0.007	0.006	0.000	0.000	0.000	0.083	0.000	0.000	0.017	0.000
République slovaque	0.049	0.000	0.000	0.000	0.000	0.075	0.000	0.000	0.002	0.000
République tchèque	0.055	0.025	0.000	0.000	0.000	0.075	0.000	0.000	0.010	0.000
Royaume-Uni	0.061	0.160	0.023	0.023	0.023	0.114	0.248	0.023	0.024	0.023
Slovenie	0.007	0.000	0.000	0.000	0.000	0.150	0.000	0.000	0.002	0.000
Suède	0.059	0.138	0.000	0.000	0.000	0.292	0.200	0.200	0.002	0.051
Suisse	0.083	0.000	0.000	0.500	0.000	0.250	0.467	0.000	0.067	0.000
Turquie	0.077	0.013	0.000	0.000	0.000	0.383	0.125	0.000	0.000	0.125
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	0.081	0.133	0.022	0.132	0.022	0.231	0.171	0.109	0.034	0.067
Afrique du Sud	0.054	0.010	0.010	0.010	0.010	0.193	0.298	0.010	0.043	0.260
Bésil	0.086	0.188	0.025	0.025	0.025	0.275	0.488	0.025	0.025	0.025
Chine	0.409	0.454	0.193	0.463	0.238	0.633	1.000	0.750	0.525	0.350
Fédération de Russie	0.180	0.150	0.092	0.030	0.050	0.350	0.117	0.100	0.515	0.175
Inde	0.300	0.405	0.053	0.050	0.431	0.263	0.463	0.425	0.313	0.563
Indonésie	0.311	0.286	0.070	0.110	0.435	0.423	1.000	0.410	0.206	0.579

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713386>

Indice de restrictivité de la réglementation applicable à l'IDE

2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713405>

BALANCE DES PAIEMENTS

Le solde des opérations courantes est la différence entre les recettes courantes en provenance de l'étranger et les paiements courants à destination de l'étranger. Si ce solde est positif, le pays pourra utiliser l'excédent pour rembourser une partie de sa dette extérieure, acquérir des actifs étrangers ou prêter des fonds au reste du monde. S'il est négatif, ce déficit devra être financé par des emprunts extérieurs ou par la liquidation d'avoirs extérieurs acquis auparavant.

Définition

Les transactions des opérations courantes prennent la forme d'exportations et d'importations de biens, d'exportations et d'importations de services (comme les voyages, le transport international de marchandises et de passagers, les assurances et les services financiers), de flux de revenus (tels que les salaires et traitements, les dividendes, les intérêts et autres revenus de placements - autrement dit les revenus de la propriété dans le système des comptes nationaux), ainsi que de transferts courants tels que les transferts gouvernementaux (la coopération internationale), les envois de fonds des travailleurs et d'autres transferts comme les dons, les héritages, les prix de loteries.

Les revenus de placements comprennent les bénéfices non distribués (sous forme de dividendes à l'investisseur direct) des filiales étrangères. En général, les gains des entreprises bénéficiant des investissements directs sont traités comme s'ils étaient transférés à l'étranger à l'investisseur direct, de sorte que la partie qui reste effectivement dans le pays où sont situées les entreprises bénéficiant d'investissements directs apparaît comme un revenu des investissements directs-bénéfices réinvestis (débit) dans les comptes courants et (avec le signe opposé) comme des investissements directs étrangers dans les comptes financiers.

En bref

Les soldes des opérations courantes exprimés en pourcentage du PIB sont négatifs depuis 1990 en Australie, aux États-Unis, en Espagne, au Mexique, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni ; cela tient en partie à la manière dont les revenus des filiales de sociétés étrangères sont traités. La balance des investissements de portefeuille ainsi que la balance des biens avaient un impact significatif sur l'évolution des soldes des opérations courantes, jusqu'à la crise récente qui a frappé l'économie mondiale. Des pays comme l'Allemagne, Israël, le Japon, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, la Slovaquie et la Suisse ont dégagé des excédents de la balance courante pendant toute la période de crise.

Depuis 1990, les déficits de la balance courante ont généralement laissé la place à des excédents en Allemagne, en Autriche et en Corée.

Le solde des opérations courantes, selon la moyenne établie sur la période 2009-2011, présente des déficits qui atteignent 5 % du PIB ou davantage en Islande, en Grèce, au Portugal et en Turquie. À l'inverse, des excédents de plus de 5 % ont été enregistrés en Allemagne, au Danemark, au Luxembourg, au Pays-Bas, en Slovaquie, en Suède et en Suisse.

Comparabilité

Les données proviennent des statistiques de la balance des paiements établies conformément à la 5^e édition du Manuel de la balance des paiements (MBP5) du Fonds monétaire international (FMI). Les données sur l'Australie et le Chili sont déjà mises à jour et présentées conformément à la nouvelle norme BPM6. D'ici fin 2014, la plupart des pays de l'OCDE seront passés de la norme BPM5 à la BPM6. Le FMI assure un suivi rigoureux des statistiques de la balance des paiements publiées par ses pays membres dans le cadre de réunions régulières de statisticiens spécialistes de la balance des paiements. La comparabilité des données entre pays est donc relativement bonne.

Étant donné que tous les revenus des filiales de sociétés étrangères sont considérés comme étant rapatriés - alors que ces filiales peuvent en pratique en conserver une grande partie dans le pays où elles sont situées - l'existence de filiales de sociétés étrangères dans une économie tend à réduire son solde des opérations courantes.

Il convient aussi de noter que les revenus de portefeuille jouent un rôle d'importance croissante dans les soldes des opérations courantes.

Sources

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les systèmes de financement des crédits à l'exportation dans les pays membres et les économies non membres de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Fonds monétaire international (FMI) (2009), *Balance of Payments and International Investment Position Manual*, 6^{ème} édition, FMI, Washington DC.
- OCDE et al. (2002), *Manual on Statistics of International Trade in Services*, Les Nations-Unies.

Bases de données en ligne

- "Indicateurs clés à court-terme", *Principaux indicateurs économiques*.
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.



Balance des opérations courantes

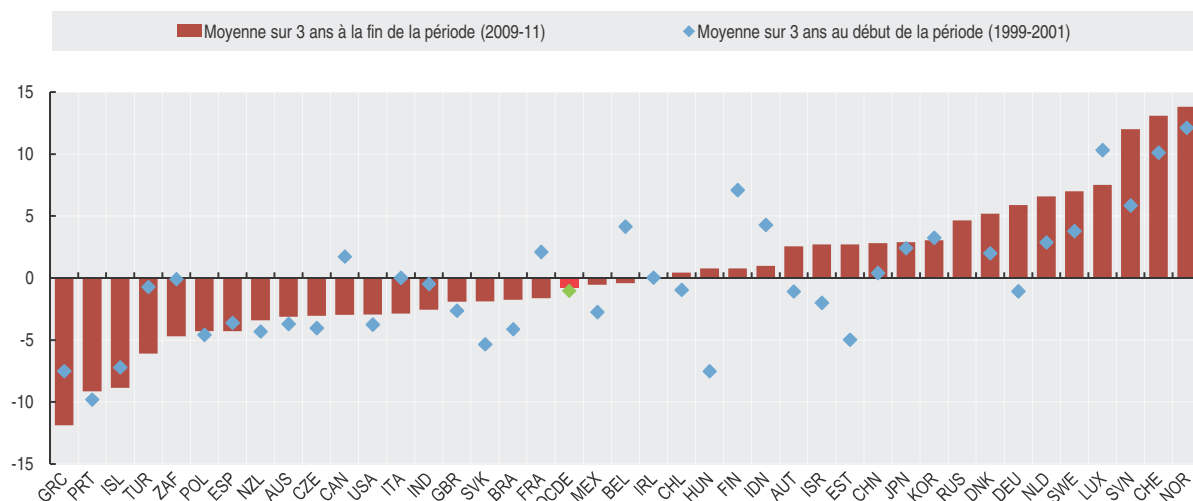
En pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	-1.3	-1.8	0.0	2.0	1.9	4.6	5.0	6.2	7.5	6.2	5.9	5.9	5.7
Australie	-5.2	-3.9	-2.0	-3.6	-5.3	-6.1	-5.7	-5.3	-6.2	-4.4	-4.2	-2.9	-2.3
Autriche	-1.7	-0.7	-0.8	2.7	1.7	2.2	2.2	2.8	3.5	4.9	2.7	3.0	1.9
Belgique	5.1	4.0	3.4	4.3	3.5	3.2	2.1	2.0	1.7	-1.6	-1.7	1.3	-1.1
Canada	0.3	2.7	2.3	1.7	1.2	2.3	1.9	1.4	0.8	0.3	-3.0	-3.1	-2.8
Chili	..	..	..	..	-4.8	10.4	5.7	18.1	16.6	-13.8	7.6	5.8	-5.2
Corée	5.3	2.8	1.7	1.3	2.4	4.5	2.2	1.5	2.1	0.5	3.9	2.9	2.4
Danemark	1.9	1.6	2.5	2.8	3.4	2.2	4.3	3.0	1.3	2.6	3.5	5.5	6.5
Espagne	-2.9	-4.0	-3.9	-3.3	-3.5	-5.2	-7.3	-8.9	-10.0	-9.6	-4.8	-4.5	-3.5
Estonie	-4.4	-5.4	-5.2	-10.6	-11.2	-11.3	-10.0	-15.3	-16.0	-9.2	3.4	2.9	1.9
États-Unis	-3.2	-4.2	-3.9	-4.3	-4.7	-5.3	-5.9	-6.0	-5.1	-4.7	-2.7	-3.0	-3.1
Finlande	5.2	7.7	8.4	8.5	4.8	6.0	3.5	4.1	4.1	2.6	1.8	1.3	-1.3
France	3.2	1.4	1.8	1.2	0.8	0.5	-0.5	-0.6	-1.0	-1.7	-1.3	-1.6	-2.0
Grèce	..	-7.8	-7.2	-6.5	-6.6	-5.8	-7.5	-11.3	-14.3	-14.7	-11.0	-10.0	-9.8
Hongrie	-7.8	-8.6	-6.1	-6.9	-8.0	-8.6	-7.5	-7.4	-7.2	-7.3	-0.2	1.2	1.3
Irlande	0.7	0.1	-0.6	-1.0	0.0	-0.5	-3.5	-3.5	-5.3	-5.7	-2.3	1.1	1.1
Islande	-6.8	-10.1	-4.6	1.5	-4.8	-9.9	-16.2	-23.9	-16.2	-24.5	-11.7	-8.1	-6.9
Israël	-1.4	-3.0	-1.5	-1.0	0.6	1.4	3.2	5.1	2.4	1.4	3.7	3.9	0.5
Italie	0.7	-0.5	-0.1	-0.8	-1.3	-0.9	-1.6	-2.6	-2.4	-2.9	-2.0	-3.5	-3.2
Japon	2.6	2.5	2.1	2.8	3.2	3.7	3.7	3.9	4.8	3.3	2.9	3.7	2.0
Luxembourg	8.7	13.4	8.8	10.2	8.3	12.2	11.5	10.3	10.2	5.5	7.0	7.9	7.7
Mexique	-2.7	-2.9	-2.6	-2.0	-1.0	-0.7	-0.7	-0.5	-0.9	-1.5	-0.6	-0.3	-0.8
Norvège	5.4	14.9	16.1	12.6	12.3	12.6	16.2	17.1	13.9	17.3	11.7	12.4	..
Nouvelle-Zélande	-6.1	-4.6	-2.2	-3.6	-3.9	-5.7	-7.9	-8.3	-8.1	-8.8	-2.6	-3.4	-4.2
Pays-Bas	4.1	2.0	2.6	2.6	5.6	7.8	7.5	9.3	6.7	4.2	4.1	7.1	8.5
Pologne	..	-6.0	-3.1	-2.8	-2.5	-5.3	-2.4	-3.8	-6.2	-6.5	-4.0	-4.6	-4.3
Portugal	-8.7	-10.5	-10.3	-8.2	-6.4	-8.2	-10.5	-10.8	-9.9	-12.6	-10.7	-10.0	-6.7
République slovaque	-4.7	-3.2	-8.1	-7.8	-6.3	-7.8	-8.1	-7.8	-5.0	-5.9	-2.9	-2.6	-0.2
République tchèque	-2.2	-4.5	-5.1	-5.2	-5.8	-4.9	-0.9	-1.9	-4.2	-2.0	-2.5	-3.7	-2.7
Royaume-Uni	-2.7	-2.9	-2.3	-2.1	-1.7	-2.1	-2.1	-2.9	-2.3	-1.0	-1.3	-2.5	-1.9
Slovénie	3.9	5.1	8.6	10.2	7.9	6.9	9.2	10.2	10.5	8.9	11.0	10.9	13.8
Suède	4.0	3.7	3.7	3.8	7.0	6.5	6.8	8.4	9.3	8.8	7.1	6.9	7.0
Suisse	10.6	11.7	8.0	8.5	12.9	13.0	13.6	14.4	8.7	1.7	10.6	14.5	14.3
Turquie	-0.4	-3.7	2.0	-0.3	-2.5	-3.7	-4.6	-6.1	-5.9	-5.5	-2.1	-6.3	-9.8
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	-0.7	-1.3	-1.1	-1.1	-1.0	-0.9	-1.4	-1.5	-1.3	-1.5	-0.4	-0.4	-0.6
Afrique du Sud	-0.5	-0.1	0.3	0.8	-1.0	-3.0	-3.4	-5.3	-7.0	-7.2	-4.1	-2.9	..
Bésil	-4.3	-3.8	-4.2	-1.3	0.7	1.7	1.6	1.2	0.2	-1.7	-1.4	-2.2	..
Chine	..	..	..	..	0.7	0.9	1.9	2.5	3.1	3.2	2.1	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	8.4	10.0	11.1	9.7	6.0	6.2	3.8	4.8	5.3
Inde	-0.7	-1.0	0.3	1.4	1.5	0.2	-1.2	-1.0	-0.6	-2.5	-1.9	-3.2	..
Indonésie	3.7	4.9	4.3	4.0	3.4	0.6	0.1	3.0	2.4	0.0	1.9	0.7	0.3

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713424>

Balance des opérations courantes

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713443>

500,000. +
85,679,200. -
43,628,500. -
36,286,400. +
34,432,741,064. ◊
34,432,741,064. *
220,061,246. +
242,765. +
54,975,316. -
3,458,295,462. +
9,423,290,000. -
627,646,320. -
242,347,296. +
312,759. +
-6,184,652,108. ◊
-6,184,652,108. *



PRIX

PRIX ET TAUX D'INTÉRÊT

INFLATION (IPC)
INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION
TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

PARITÉS DE POUVOIR D'ACHAT ET TAUX DE CHANGE

TAUX DE CONVERSION
TAUX DE CHANGE EFFECTIFS RÉELS

INFLATION (IPC)

Les indices des prix à la consommation (IPC) sont utilisés de longue date dans les statistiques officielles. Ils mesurent l'érosion du niveau de vie découlant de la hausse des prix, et sont probablement les statistiques économiques les plus connues des médias et du grand public.

Définition

Les indices des prix à la consommation mesurent la variation du coût d'un panier de biens et de services généralement achetés par des groupes spécifiques de ménages. Les IPC dont les valeurs sont indiquées dans les tableaux qui suivent et couvrent la quasi-totalité des ménages, hormis les "ménages institutionnels" – personnes vivant en prison et personnel militaire, par exemple – et, dans certains pays, les ménages de la catégorie de revenus la plus élevée.

L'indice tous produits hors alimentation et énergie fournit une mesure sous-jacente de l'inflation moins affectée par des effets à court terme. L'indice relatif à l'alimentation couvre les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées, mais il exclut les achats effectués dans les restaurants. L'indice relatif à l'énergie est destiné à couvrir tous les types d'énergie, y com-

En bref

De 2009 à 2011, l'inflation annuelle a été en moyenne inférieure à 4,5 % dans tous les pays de l'OCDE à l'exception de l'Islande et de la Turquie. L'IPC de la zone OCDE est passé de 3,5 % en moyenne entre 2000 et 2002 à 1,8 % entre 2009 et 2011. Sur l'ensemble de la période comprise entre 2000 et 2011, le Japon a enregistré une inflation négative (déflation) tandis que la Hongrie, le Mexique, la Turquie, l'Islande, la Slovaquie et la Slovénie ont connu des taux d'inflation élevés.

L'inflation annuelle a été plus forte dans les pays non membres présentés dans le tableau, notamment en Russie, qui ne connaît des taux d'inflation comparables à ceux des autres pays non membres que depuis quelques années.

Pendant les années présentées dans le tableau (2000, 2010 et 2011), l'inflation totale a principalement été dictée par les prix de l'énergie, qui ont augmenté plus vite que l'IPC total. Les prix de l'énergie ont toutefois connu de fortes variations pendant la période considérée (2000-2011), avec des pics en 2000, 2005 et 2011, et des reculs marqués en 2002 et 2009. Les prix des produits alimentaires ont augmenté moins vite que l'ensemble des prix à la consommation en 2000 et 2010 mais sur la période la plus récente (2011), ils augmentent plus rapidement. Si l'on exclut ces prix plus volatils, l'indice sous-jacent des prix à la consommation (c'est-à-dire de tous les biens et services à l'exception de l'alimentation et de l'énergie) a décliné progressivement de 2000 à 2010, avant d'augmenter légèrement en 2011.

Le tableau met en lumière une tendance à la convergence des taux d'inflation des pays de l'OCDE depuis une dizaine d'années, notamment si l'on regarde les pays membres qui affichaient le taux le plus bas (Japon) et le plus haut (Turquie) en 2000 comme en 2011, avec respectivement - 0,7 % et 54,9 % en 2000 et -0,3 % et 6,5 % en 2011.

pris les carburants et combustibles utilisés dans les véhicules à moteur, pour le chauffage et pour d'autres usages domestiques.

Comparabilité

Les méthodes de calcul de ces indices diffèrent sur un certain nombre de points. Les plus importants concernent le traitement des coûts de logement, les ajustements réalisés pour tenir compte de l'évolution qualitative des biens et services, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération des composantes du panier sont actualisés, et la formule utilisée pour calculer l'indice. En particulier, les méthodologies du traitement des logements occupés par leur propriétaire varient d'un pays à l'autre de façon significative. Les indices des prix à la consommation harmonisés européens (IPCH) excluent les logements occupés par leur propriétaire, de même que les IPC nationaux de la Belgique, du Chili, de l'Estonie, de la France, de la Grèce, de l'Italie, du Luxembourg, de la Pologne, du Portugal, de la Slovénie, de l'Espagne, de la Turquie, du Royaume-Uni et de la plupart des pays hors de la zone OCDE. Au Royaume-Uni, l'IPC national est le même que l'IPCH. L'IPC de l'Union européenne et de la zone euro se réfère quant à lui à l'IPCH publié par Eurostat et couvre respectivement les 27 et les 17 pays sur toute la période de la série temporelle.

Sources

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), "Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 412, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Organisation internationale du travail (OIT) et al. (2004), *Manuel de l'indice des prix à la consommation: Théorie et pratique*, OIT, Genève.
- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- OCDE (2002), *Principaux indicateurs économiques : Analyse méthodologique comparative : Indices des prix à la consommation et à la production Volume 2002 Supplément 2*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.

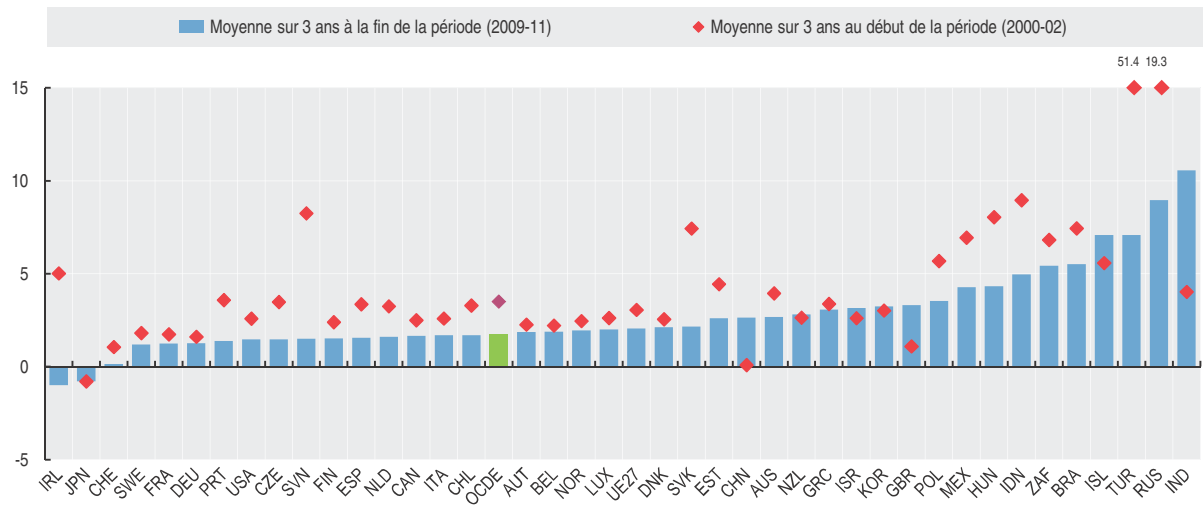


Inflation (IPC)
Croissance annuelle en pourcentage

	Total			Total sauf alimentation sauf énergie			Alimentation			Énergie		
	2000	2010	2011	2000	2010	2011	2000	2010	2011	2000	2010	2011
Allemagne	1.4	1.1	2.3	0.8	0.7	1.2	-0.7	1.4	2.9	13.8	4.0	10.0
Australie	4.5	2.8	3.4	4.3	2.7	2.3	0.5	1.2	5.6	17.2	8.1	11.0
Autriche	2.3	1.8	3.3	1.7	1.4	2.3	0.6	0.5	4.3	10.7	7.6	10.9
Belgique	2.5	2.2	3.5	1.5	1.3	1.7	0.9	1.5	2.4	14.3	9.4	16.8
Canada	2.7	1.8	2.9	1.7	1.3	1.4	1.1	0.9	4.2	16.2	6.6	12.3
Chili	3.8	1.4	3.3	3.1	0.5	1.3	1.1	2.2	6.7	22.0	7.1	12.7
Corée	2.3	2.9	4.0	1.8	1.8	2.6	0.9	6.4	8.1	9.6	6.5	9.9
Danemark	2.9	2.3	2.8	2.1	1.9	1.8	2.5	0.4	4.0	11.8	9.0	8.8
Espagne	3.4	1.8	3.2	2.9	0.6	1.3	2.1	-0.8	2.1	13.3	12.5	15.7
Estonie	4.0	3.0	5.0	3.9	0.8	2.3	2.4	3.0	9.7	8.0	12.3	8.2
États-Unis	3.4	1.6	3.2	2.4	1.0	1.7	2.2	0.3	4.8	16.9	9.5	15.4
Finlande	3.0	1.2	3.4	2.6	1.2	2.0	1.1	-3.4	6.3	12.6	10.6	14.6
France	1.7	1.5	2.1	0.5	0.9	0.9	2.2	0.8	2.0	12.2	9.6	12.1
Grèce	3.2	4.7	3.3	2.3	3.3	1.2	1.9	0.1	3.1	17.3	28.8	16.2
Hongrie	9.8	4.9	3.9	8.4	3.7	1.0	9.2	2.8	7.2	17.3	10.8	9.0
Irlande	5.6	-0.9	2.6	5.6	-1.2	2.0	3.1	-4.6	1.2	13.6	9.6	12.0
Islande	5.1	5.4	4.0	4.7	4.7	2.6	4.1	4.2	3.8	11.9	15.5	17.1
Israël	1.1	2.7	3.5	0.4	2.6	3.0	2.3	2.5	3.3	9.5	3.9	8.6
Italie	2.5	1.5	2.8	2.1	1.6	2.0	1.6	0.2	2.5	11.6	3.5	11.3
Japon	-0.7	-0.7	-0.3	-0.5	-1.2	-0.9	-2.3	-0.3	-0.5	3.0	2.7	5.9
Luxembourg	3.2	2.3	3.4	2.2	1.6	2.3	2.0	0.8	2.6	19.8	9.8	12.7
Mexique	9.5	4.2	3.4	10.4	4.2	3.0	5.4	3.4	4.4	16.8	5.4	5.5
Norvège	3.1	2.4	1.3	2.5	0.9	2.7	1.9	0.2	-0.1	11.3	15.5	1.6
Nouvelle-Zélande	2.6	2.3	4.0	2.4	1.9	2.7	1.1	1.0	5.2	11.0	7.0	11.4
Pays-Bas	2.3	1.3	2.3	1.9	1.7	1.7	0.2	-0.1	2.2	14.9	-0.3	8.5
Pologne	9.9	2.6	4.2	9.3	1.6	2.3	9.7	2.8	5.2	13.4	5.8	8.9
Portugal	2.9	1.4	3.7	2.8	0.6	2.4	2.1	-0.2	2.1	5.7	8.9	12.5
République slovaque	12.0	1.0	3.9	11.5	2.1	3.2	5.2	1.6	6.1	41.8	-0.2	9.2
République tchèque	3.9	1.5	1.9	3.5	1.1	0.3	1.1	1.5	4.6	14.2	3.8	6.9
Royaume-Uni	0.8	3.3	4.5	0.1	2.9	3.2	-0.5	3.4	5.5	7.1	6.1	12.2
Slovénie	8.9	1.8	1.8	7.3	0.2	0.0	-13.8	1.0	4.4	25.2	13.2	8.4
Suède	0.9	1.2	3.0	-0.3	-0.4	2.4	0.0	1.4	1.3	7.2	6.8	6.1
Suisse	1.6	0.7	0.2	1.2	0.2	0.1	1.6	-1.1	-3.3	18.0	9.2	7.0
Turquie	54.9	8.6	6.5	58.0	7.2	5.9	46.6	10.6	6.2	56.4	10.5	9.9
UE-27	3.5	2.1	3.1	1.2	1.3	1.7	3.9	1.1	3.4	12.7	7.2	11.4
OCDE	4.0	1.9	2.9	3.5	1.3	1.7	2.4	1.2	3.8	14.6	7.8	12.1
Afrique du Sud	5.3	4.1	5.0	..	4.0	3.5	7.8	1.2	7.1	..	15.4	18.9
Brésil	7.0	5.0	6.6	..	..	..	5.1	6.1	8.8	..	..	..
Chine	0.4	3.3	5.4	..	..	..	-2.6	7.2	11.8	..	..	..
Fédération de Russie	20.8	6.9	8.4	..	..	..	17.8	7.0	10.3	..	..	..
Inde	4.0	12.0	8.9	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	3.7	5.1	5.4	..	..	..	-4.8	9.4	8.5	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713462>

IPC : total
Croissance annuelle moyenne en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713481>

INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION

Un grand nombre d'outils sont utilisés pour mesurer les changements de prix dans une économie : les indices des prix à la consommation (IPC), les indices de prix relatifs à des biens et/ou services spécifiques, les déflateurs du PIB et les indices des prix à la production (IPP). Alors que les IPC servent à mesurer l'évolution dans le temps des prix moyens au détail d'un panier fixe de biens et services représentatif des habitudes de consommation des ménages, le but des IPP est de mesurer les mouvements moyens des prix perçus par les producteurs de marchandises. De ce fait, ils sont souvent considérés comme des indicateurs avancés de l'évolution des prix dans l'ensemble de l'économie, y compris des variations de prix des biens et services de consommation.

Définition

L'indice des prix à la production mesure les variations des prix " départ usine " des biens. Ils excluent toutes les taxes, marges de transport et marges commerciales que l'acheteur peut avoir à payer. On entend par production manufacturière la fabrication des biens semi-transformés et autres biens intermédiaires, ainsi que des produits finis tels que les biens de consommation et les biens d'équipement. Les indices présentés ici sont des moyennes pondérées des variations mensuelles des prix dans le secteur manufacturier.

Comparabilité

La façon exacte dont les IPP sont définis et construits dépend de l'usage que l'on souhaite en faire. En raison de cela, les pratiques peuvent varier d'un pays à l'autre et ces disparités peuvent avoir un effet sur la comparabilité des pays. C'est le cas en particulier pour les systèmes de pondération et d'agrégation, le traitement des différences de qualité, l'échantillonnage et la collecte de prix individuels, la fréquence avec laquelle les coefficients de pondération sont actualisés, et la formule employée pour calculer l'indice des prix. Il peut aussi y avoir des différences concernant la couverture du secteur manufacturier et l'unité statistique utilisée pour la mesure. Dans certains pays, par exemple, les indices peuvent refléter des variations de prix dans le rendement du secteur manufacturier, par opposition aux produits manufacturés.

En bref

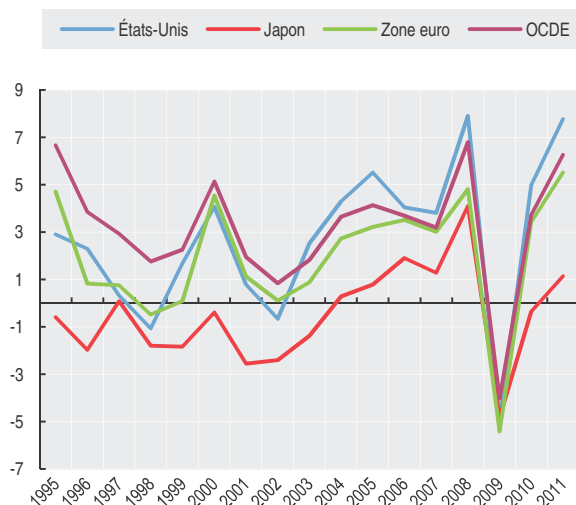
Pour les trois années écoulées entre 2009 et 2011, les prix à la production ont augmenté d'environ 1.9 % par an en moyenne dans la zone OCDE, soit un rythme inférieur à celui enregistré entre 1999 et 2001 (+3.1 %).

L'impact des récentes crises financières et économiques transparaît clairement dans le tableau : en 2009, les prix à la production ont reculé dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE, ce qui explique que la moyenne de l'OCDE se situe à -4.0 %. Depuis, la situation est moins tranchée, compte tenu des fortes hausses enregistrées dans certains pays en 2010 et 2011 (Grèce, Hongrie et Pays-Bas) quand d'autres voient leurs prix à la production croître faiblement ou continuer de baisser (Suisse, Japon et Australie). Le reste de la zone OCDE a retrouvé des niveaux annuels comparables à ceux d'avant la crise financière mondiale de 2007.

Tandis que les séries d'IPP font référence pour la plupart des pays aux ventes intérieures de biens manufacturés, celles de l'Australie, du Canada, du Chili, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis incluent des prix appliqués aux ventes à l'étranger (c'est-à-dire au " marché total ").

Évolution de l'IPP : produits manufacturés domestiques

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713538>

Sources

- OCDE (2011), Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brook, A.M. et al. (2004), "Oil Price Developments: Drivers, Economic Consequences and Policy Responses", OECD Economics Department Working Papers, No. 412, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Fonds monétaire international (FMI) et al. (2004), Producer Price Index Manual: Theory and Practice, FMI, Washington, DC.
- OCDE (2011), Producer price Indices - Comparative Methodological Analysis, OCDE, Paris.

Bases de données en ligne

- Principaux indicateurs économiques: Prix à la production.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.



INDICES DES PRIX À LA PRODUCTION

IPP: produits manufacturés domestiques

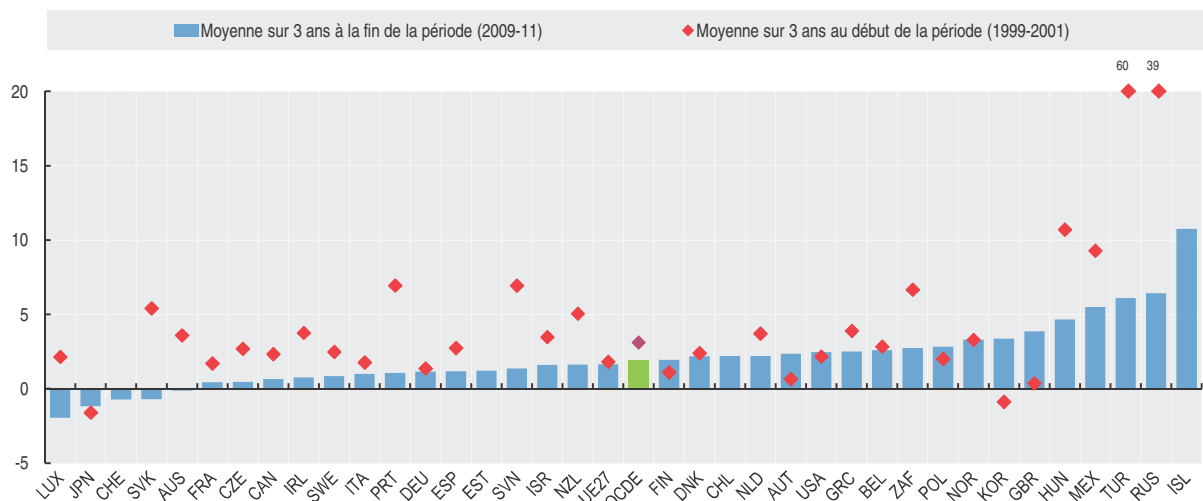
Croissance annuelle en pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	-0.3	3.1	1.3	0.2	0.6	1.7	2.4	2.3	2.3	3.1	-3.4	2.5	4.4
Australie	0.7	7.1	3.1	0.2	0.5	4.0	6.0	7.9	2.3	8.3	-5.4	1.9	3.4
Autriche	..	3.4	0.0	-1.4	0.3	2.2	3.7	1.8	3.4	3.4	-2.2	4.4	5.0
Belgique	0.0	9.8	-1.0	0.1	0.9	4.2	6.0	5.5	3.6	5.7	-4.9	6.3	6.8
Canada	1.8	4.3	1.0	0.1	-1.2	3.2	1.6	2.3	1.5	4.3	-3.5	1.0	4.6
Chili	..	..	..	..	..	..	2.9	5.0	6.0	15.9	-3.3	5.5	4.6
Corée	-3.3	2.9	-2.1	-1.5	1.8	7.5	6.8	0.2	0.8	11.9	-1.6	4.3	7.7
Danemark	0.3	4.0	2.9	1.0	0.0	1.0	3.1	3.4	4.8	5.7	-1.2	3.2	4.6
Espagne	0.9	5.7	1.7	0.6	1.4	3.7	4.7	5.0	3.4	6.0	-5.5	3.5	5.9
Estonie	..	..	..	-1.0	-0.6	3.4	2.3	4.8	10.1	7.6	-3.9	2.1	5.7
États-Unis	1.7	4.1	0.8	-0.7	2.5	4.3	5.5	4.0	3.8	7.9	-4.9	5.0	7.8
Finlande	-0.8	5.7	-1.5	-2.0	-1.4	0.4	4.7	5.6	4.5	8.1	-7.5	6.5	7.6
France	-0.1	4.0	1.3	-0.6	0.8	2.8	3.0	3.3	3.0	5.3	-7.3	3.3	5.9
Grèce	2.4	5.9	3.4	2.1	2.1	3.8	6.4	7.9	3.5	9.7	-7.2	6.9	8.6
Hongrie	6.9	16.1	9.4	2.0	3.7	7.3	4.3	5.7	4.3	8.6	-0.1	5.6	8.6
Irlande	1.5	7.5	2.4	2.1	0.8	0.4	1.9	3.4	2.2	5.9	-3.6	1.6	4.6
Islande	..	..	..	..	..	..	..	17.5	1.8	31.0	11.3	11.8	9.2
Israël	7.1	3.6	-0.1	3.9	4.3	5.4	6.2	5.7	3.5	9.6	-6.3	4.0	7.7
Italie	0.2	4.0	1.1	0.8	1.4	3.3	3.1	4.0	3.3	5.0	-5.6	3.6	5.4
Japon	-1.8	-0.4	-2.6	-2.4	-1.4	0.3	0.8	1.9	1.3	4.1	-4.8	-0.3	1.1
Luxembourg	-2.3	6.4	2.5	0.9	3.3	14.8	0.0	9.0	7.6	12.9	-19.2	8.3	7.7
Mexique	15.1	8.9	4.1	3.2	6.6	8.6	4.5	6.0	5.0	8.6	5.4	4.7	6.5
Norvège	3.0	5.0	1.9	-0.4	1.4	3.1	3.5	3.0	4.4	7.8	0.3	3.2	6.5
Nouvelle-Zélande	1.3	8.5	5.5	0.0	-1.7	2.8	5.6	6.5	4.0	14.9	-4.8	4.3	5.7
Pays-Bas	0.3	9.1	1.9	-0.6	1.3	3.6	4.6	4.2	5.2	7.3	-8.1	6.4	9.2
Pologne	..	7.4	0.5	-1.7	0.8	8.0	1.4	1.9	3.6	3.4	-2.6	2.9	8.5
Portugal	3.6	15.0	2.7	0.4	0.4	2.9	3.2	4.2	2.5	5.2	-5.6	3.5	5.7
République slovaque	3.9	8.6	3.8	2.5	-0.1	2.5	1.3	1.5	0.2	2.0	-5.9	0.1	4.0
République tchèque	0.1	5.7	2.4	-1.3	-0.4	5.7	2.0	0.6	3.5	3.1	-5.5	1.5	5.7
Royaume-Uni	-0.2	1.9	-0.6	-0.3	1.1	2.2	4.0	3.1	3.0	9.5	-1.5	5.5	7.9
Slovenie	2.7	8.4	9.9	4.9	2.9	4.2	3.3	2.4	4.4	5.2	-2.0	2.1	4.1
Suède	0.4	3.9	3.1	0.6	-0.9	1.8	4.0	3.9	3.3	3.9	1.0	0.3	1.3
Suisse	..	..	..	..	..	2.0	2.0	2.7	2.8	4.4	-2.8	0.5	0.1
Turquie	57.2	56.1	66.7	48.3	23.8	11.0	9.6	9.3	5.6	11.8	-0.6	6.0	13.3
Zone euro	0.1	4.5	1.1	0.1	0.9	2.7	3.2	3.5	3.0	4.8	-5.4	3.4	5.5
UE-27	0.1	4.3	1.1	0.1	1.0	3.0	3.4	3.5	3.2	5.2	-3.8	3.0	5.9
OCDE	2.3	5.1	2.0	0.8	1.8	3.7	4.1	3.7	3.2	6.8	-4.0	3.7	6.3
Afrique du Sud	5.3	7.6	7.1	13.3	4.6	2.0	3.7	6.4	9.8	15.2	0.7	1.9	5.7
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	69.3	38.6	13.4	8.0	16.0	19.4	13.8	11.1	13.2	21.1	-5.1	11.5	14.0
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713500>

IPP : produits manufacturés domestiques

Croissance annuelle moyenne en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713519>

TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Les taux d'intérêt à long terme sont un déterminant de l'investissement des entreprises. Ils stimulent l'investissement en équipement neuf lorsqu'ils sont bas et ont un effet dissuasif lorsqu'ils sont élevés. L'investissement est lui-même une grande source de croissance économique.

Définition

Les taux d'intérêt à long terme indiqués ici sont ceux des obligations d'État à échéance résiduelle d'environ 10 ans. Il ne s'agit pas des taux d'intérêt fixés lors de l'émission de ces emprunts, mais des taux d'intérêt correspondant aux cours auxquels ces obligations d'État s'échangent sur les marchés de capitaux. Par exemple, pour une obligation initialement achetée 100 avec un taux d'intérêt de 9 %, mais qui se négocie actuellement à un prix de 90, le taux d'intérêt indiqué sera de 10 % ($[9/90] \times 100$).

Les taux d'intérêt à long terme indiqués ici sont, dans la mesure du possible, des moyennes de taux journaliers. Dans tous les cas, ce sont des taux d'intérêt sur des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État.

Les taux d'intérêt à long terme dépendent essentiellement de trois facteurs : le prix facturé par le prêteur pour le report de consommation auquel il consent, le risque que l'emprunteur ne rembourse pas le capital prêté et la réduction par l'inflation de la valeur réelle du capital qui est anticipée par le prêteur au cours de la durée de vie de l'emprunt. Les taux d'intérêt indiqués ci-après se réfèrent à des emprunts d'État, de sorte que le facteur de risque est supposé très faible. Ces taux sont déterminés dans une large mesure par les anticipations inflationnistes.

En bref

Du milieu des années 90 au milieu des années 2000, les taux d'intérêt à long terme ont baissé régulièrement dans la plupart des pays de l'OCDE. Dans de nombreux pays, ils sont tombés à un niveau historiquement bas en 2005. Cependant, ils sont remontés par suite de la bulle financière et de la crise qui en a résulté, pour atteindre un pic entre 2007 et 2009 dans de nombreux pays. En 2011, dans un peu plus de la moitié des pays de l'OCDE, ils se situaient en deçà du plancher enregistré en 2005. En revanche, les pays de l'OCDE actuellement en difficulté financière, à savoir l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal, affichent ces dernières années des taux d'intérêt à long terme supérieurs à ceux qu'ils enregistraient dix ans auparavant.

En 2011, il est apparu que les taux d'intérêt à long terme évoluent de manière divergente selon les pays : dans les principales économies non européennes, ils sont restés constants ou ont reculé au cours des dernières années, alors qu'ils ont augmenté dans un certain nombre de pays européens, en particulier dans ceux de la zone euro.

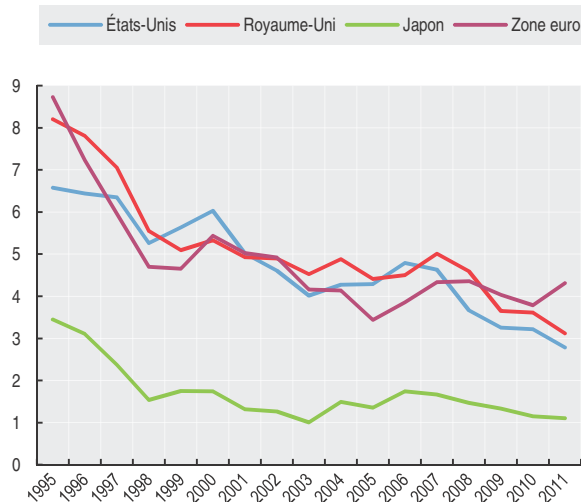
Le Japon et la Suisse demeurent les pays de l'OCDE où les taux d'intérêt à long terme sont les plus bas ; ils ont même reculé ces quatre à cinq dernières années pour, en 2011, atteindre le plancher historique de 1.10 % au Japon et se situer, à peine plus haut, à 1.47 % en Suisse.

Comparabilité

On considère que la comparabilité de ces données est élevée. Il peut y avoir toutefois des variations de la taille des obligations dont le remboursement du capital est garanti par l'État et qui sont exigibles, et du degré de représentativité de ces taux par rapport aux conditions financières existant dans les différents pays.

Évolution des taux d'intérêt à long terme

En pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713595>

Sources

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques*, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE*, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Journal: Financial Market Trends*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (1998), *Principaux indicateurs économiques - Sources et méthodes : Taux d'intérêt et cours des actions*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE, www.oecd.org/std/pie.



TAUX D'INTÉRÊT À LONG TERME

Taux d'intérêt à long terme

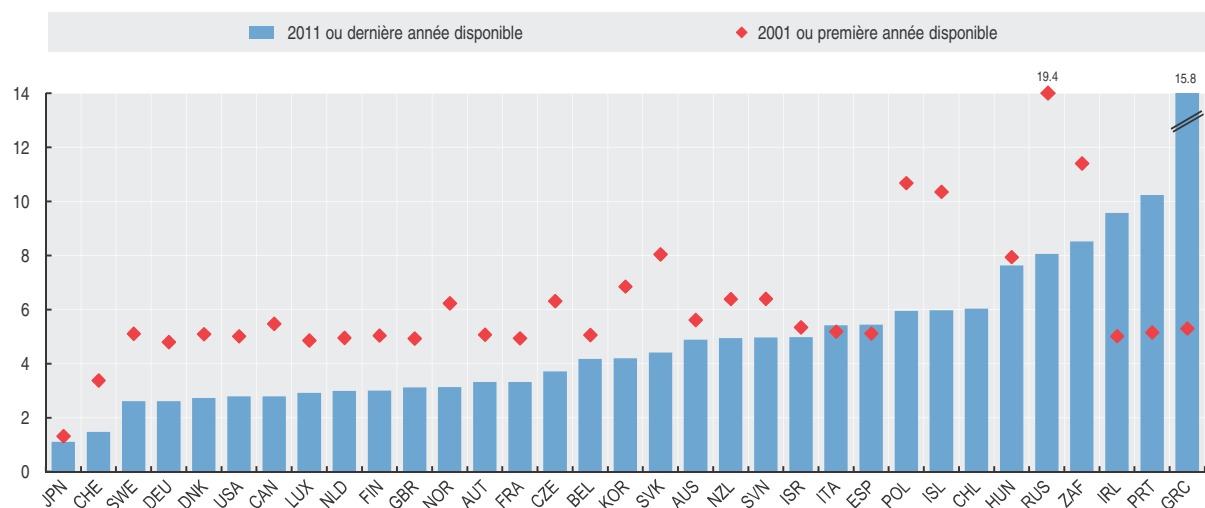
Pourcentage

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	4.50	5.27	4.80	4.78	4.07	4.04	3.35	3.76	4.22	3.98	3.22	2.74	2.61
Australie	6.01	6.31	5.62	5.84	5.37	5.59	5.34	5.59	5.99	5.82	5.04	5.37	4.88
Autriche	4.68	5.56	5.08	4.97	4.15	4.15	3.39	3.80	4.30	4.36	3.94	3.23	3.32
Belgique	4.71	5.57	5.06	4.89	4.15	4.06	3.37	3.81	4.33	4.40	3.82	3.35	4.18
Canada	5.54	5.93	5.48	5.30	4.80	4.58	4.07	4.21	4.27	3.60	3.23	3.24	2.79
Chili	..	..	..	..	..	..	6.05	6.16	6.09	7.07	5.71	6.27	6.03
Corée	..	..	6.86	6.59	5.05	4.73	4.95	5.15	5.35	5.57	5.17	4.77	4.20
Danemark	4.92	5.66	5.09	5.06	4.31	4.30	3.40	3.81	4.29	4.28	3.59	2.93	2.73
Espagne	4.73	5.53	5.12	4.96	4.13	4.10	3.39	3.78	4.31	4.36	3.97	4.25	5.44
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	5.64	6.03	5.02	4.61	4.02	4.27	4.29	4.79	4.63	3.67	3.26	3.21	2.79
Finlande	4.72	5.48	5.04	4.98	4.14	4.11	3.35	3.78	4.29	4.29	3.74	3.01	3.01
France	4.61	5.39	4.94	4.86	4.13	4.10	3.41	3.80	4.30	4.23	3.65	3.12	3.32
Grèce	6.31	6.11	5.30	5.12	4.27	4.26	3.59	4.07	4.50	4.80	5.17	9.09	15.75
Hongrie	..	8.55	7.95	7.09	6.77	8.29	6.60	7.12	6.74	8.24	9.12	7.28	7.64
Irlande	4.77	5.48	5.02	4.99	4.13	4.06	3.32	3.79	4.33	4.55	5.23	5.99	9.58
Islande	8.47	11.20	10.36	7.96	6.65	7.49	8.64	8.83	9.42	11.07	8.26	6.09	5.98
Israël	5.20	5.48	..	5.35	..	7.56	6.36	6.31	5.55	5.92	5.06	4.68	4.98
Italie	4.73	5.58	5.19	5.03	4.30	4.26	3.56	4.05	4.49	4.68	4.31	4.04	5.42
Japon	1.75	1.74	1.32	1.26	1.00	1.49	1.35	1.74	1.67	1.47	1.33	1.15	1.10
Luxembourg	4.67	5.52	4.86	4.68	3.32	2.84	2.41	3.30	..	..	..	..	2.92
Mexique	24.13	16.94	..	10.13	8.98	9.54	9.42	8.39	7.77	..	..	..	..
Norvège	5.50	6.22	6.24	6.38	5.05	4.37	3.75	4.08	4.77	4.46	4.00	3.53	3.14
Nouvelle-Zélande	6.41	6.85	6.39	6.53	5.87	6.07	5.88	5.78	6.26	6.08	5.46	5.60	4.94
Pays-Bas	4.63	5.40	4.96	4.89	4.12	4.10	3.37	3.78	4.29	4.23	3.69	2.99	2.99
Pologne	..	..	10.68	7.36	5.78	6.90	5.22	5.23	5.48	6.07	6.12	5.78	5.96
Portugal	4.78	5.60	5.16	5.01	4.18	4.14	3.44	3.91	4.42	4.52	4.21	5.40	10.24
Republique slovaque	..	..	8.04	6.94	4.99	5.03	3.52	4.41	4.49	4.72	4.71	3.87	4.42
Republique tchèque	..	..	6.31	4.88	4.12	4.82	3.54	3.80	4.30	4.63	4.84	3.88	3.71
Royaume-Uni	5.09	5.33	4.93	4.90	4.53	4.88	4.41	4.50	5.01	4.59	3.65	3.61	3.12
Slovenie	..	..	..	..	6.40	4.68	3.81	3.85	4.53	4.61	4.38	3.83	4.97
Suède	4.98	5.37	5.11	5.30	4.64	4.43	3.38	3.70	4.17	3.89	3.25	2.89	2.61
Suisse	3.04	3.93	3.38	3.20	2.66	2.74	2.10	2.52	2.93	2.90	2.20	1.63	1.47
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Zone euro	4.66	5.44	5.03	4.92	4.16	4.14	3.44	3.86	4.33	4.36	4.03	3.79	4.31
Afrique du Sud	14.90	13.79	11.41	11.50	9.62	9.53	8.07	7.94	7.99	9.10	8.70	8.62	8.52
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	87.38	35.16	19.38	15.82	9.12	8.29	8.11	6.98	6.72	7.52	9.87	7.83	8.06
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713557>

Taux d'intérêt à long terme

En pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713576>

TAUX DE CONVERSION

Pour comparer les valeurs du PIB réel d'un seul pays sur une période de plusieurs années, il faut éliminer les fluctuations dues aux variations de prix. De même, pour comparer les PIB réels d'un groupe de pays à un moment donné, il faut éliminer les différences entre leurs PIB dues à des écarts entre leurs niveaux de prix respectifs. Les indices de prix sont utilisés pour éliminer les effets des variations de prix dans un pays donné au cours du temps ; les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont employées pour éliminer les effets des écarts de niveaux de prix à l'intérieur d'un groupe de pays à un moment donné.

Les taux de change sont parfois utilisés pour convertir dans une monnaie commune le PIB d'économies utilisant des monnaies différentes. Toutefois, les comparaisons de PIB fondées sur les taux de change ne reflètent pas les volumes réels de biens et services composant les PIB des pays comparés. Pour bon nombre des pays à bas revenu, les différences entre le PIB converti au moyen des taux de change et le PIB réel converti à l'aide des PPA sont considérables. En général, l'utilisation des taux de change conduit à sous-estimer le PIB réel des pays à faible revenu et à surestimer le PIB réel des pays à revenu élevé.

Définition

Les PPA sont des taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les niveaux de prix entre pays. Les parités de pouvoir d'achat qui figurent ci-après sont calculées en comparant les prix d'un panier commun de quelque 2 500 biens et services dans les pays de l'OCDE. Ceux-ci ne sont pas tenus d'indiquer le prix de chacun des articles de ce panier, car certains peuvent s'avérer difficiles à trouver dans tel ou tel pays, mais ce panier commun a été composé de telle sorte que chaque pays puisse déterminer les prix d'un large éventail de biens et services représentatifs de son marché.

En bref

Au cours de la période 1999-2011, les fluctuations des PPA et celles des taux de change ont été rarement similaires ; même quand elles ont varié dans le même sens, elles n'avaient pas la même amplitude.

Dans les cas de la Turquie, de la Fédération de Russie et de la Pologne, par exemple, les estimations, établies pour 2011, du PIB converti à l'aide de la PPA et du PIB converti à l'aide du taux de change affichent un écart de plus de 60 %. Pour l'Inde, la différence est de 190 % environ.

Les indices de niveau de prix correspondent au rapport entre PPA estimées pour 2011 et taux de change de la même année, la valeur 100 étant fixée pour la zone OCDE. En général, il existe une corrélation positive entre les niveaux de revenu et les niveaux de prix. Ainsi, l'Australie, le Danemark, la Norvège et la Suisse – quatre pays de l'OCDE qui enregistrent de hauts revenus par habitant – affichaient aussi en 2011 les niveaux de prix les plus élevés, dépassant de 35 %, voire plus, la moyenne de l'OCDE, tandis que l'Inde présentait des niveaux de prix correspondant à 40 % environ de la moyenne de l'OCDE. Il convient toutefois d'interpréter avec prudence l'évolution des indices de niveau de prix car elle dépend grandement des variations de taux de change.

Les biens et services dont les prix doivent être déterminés sont tous ceux qui font partie de la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services rendus par les administrations publiques, la formation de capital et les exportations nettes. Les prix des différents articles sont ensuite pondérés selon leurs poids relatifs dans la dépense finale totale afin d'obtenir les PPA du PIB indiquées ci-après.

Les indices des niveaux de prix comparés correspondent au rapport entre les PPA et les taux de change du marché. Appliqués au PIB, ils permettent de mesurer les écarts de niveau général des prix entre les pays.

Comparabilité

Les PPA indiquées ici pour l'OCDE et la Fédération de Russie ont été calculées conjointement par l'OCDE et Eurostat sur la base des procédures courantes. En consultation avec leurs pays membres, l'OCDE et Eurostat examinent de façon continue les questions méthodologiques et apportent régulièrement des améliorations. Les PPA indiquées pour les pays non membres de l'OCDE, à l'exception de la Fédération de Russie, sont calculées dans le cadre du Programme de comparaison internationale (PCI), qui couvre six régions dont cinq (Afrique, Asie-Pacifique, Communauté d'États indépendants (CEI), Amérique latine et Caraïbes, Asie occidentale) sont suivies par le Bureau mondial de la Banque mondiale.

Sources

- OCDE (2011), *PPA année de référence 2008, PPA année de référence*, Éditions OCDE.
- Pour le Brésil, la Chine, l'Indonésie et l'Afrique du Sud: Fonds monétaire international (FMI) (2011), *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, Washington DC.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Harvey, R. (2004), "Comparaison des taux d'épargne des ménages Zone euro/États-Unis/Japon", *OECD Statistics Brief*, No. 8, juin.

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Prix et parités de pouvoir d'achat, www.oecd.org/std/ppp.



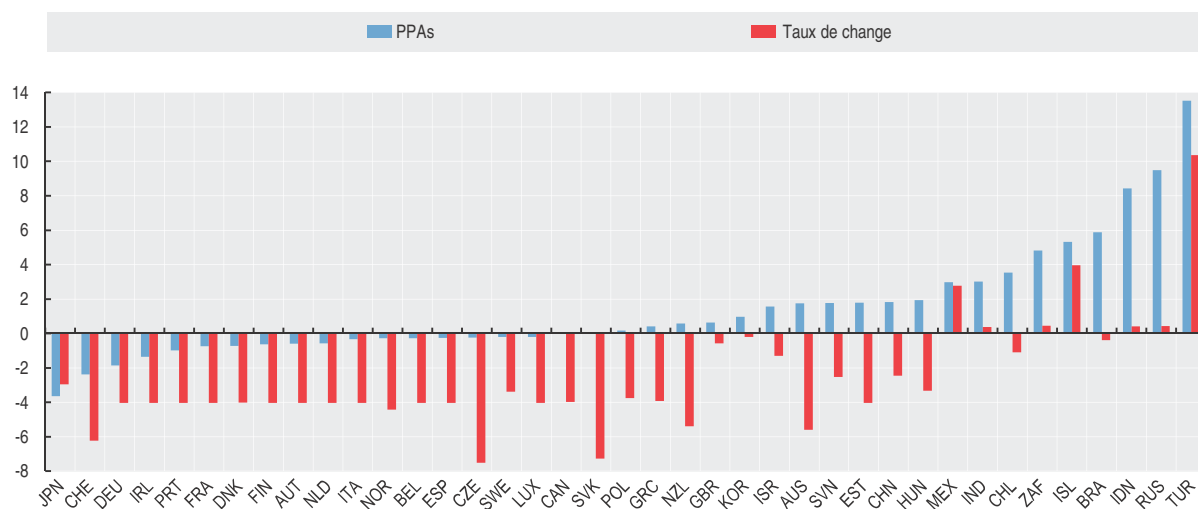
Parités de pouvoir d'achat
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.975	0.967	0.956	0.942	0.918	0.897	0.867	0.837	0.830	0.812	0.804	0.809	0.802
Australie	1.30	1.31	1.33	1.34	1.35	1.37	1.39	1.41	1.43	1.48	1.46	1.53	1.56
Autriche	0.917	0.900	0.918	0.896	0.885	0.874	0.886	0.856	0.867	0.852	0.846	0.852	0.848
Belgique	0.921	0.891	0.886	0.865	0.879	0.897	0.900	0.883	0.886	0.874	0.860	0.864	0.867
Canada	1.19	1.23	1.22	1.23	1.23	1.23	1.21	1.21	1.21	1.23	1.20	1.22	1.23
Chili	277	284	288	296	307	321	334	363	372	365	376	400	402
Corée	755	746	758	770	794	796	789	775	769	786	804	825	821
Danemark	8.47	8.41	8.47	8.30	8.54	8.40	8.59	8.32	8.23	8.01	7.89	7.87	7.82
Espagne	0.733	0.734	0.740	0.733	0.753	0.759	0.765	0.736	0.728	0.720	0.710	0.715	0.716
Estonie	0.44	0.46	0.48	0.48	0.48	0.49	0.50	0.52	0.55	0.55	0.52	0.52	0.54
États-Unis	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00
Finlande	1.00	0.99	1.01	1.00	1.01	0.98	0.98	0.95	0.94	0.92	0.91	0.92	0.93
France	0.960	0.939	0.919	0.905	0.938	0.940	0.923	0.903	0.893	0.882	0.868	0.872	0.872
Grèce	0.681	0.678	0.671	0.660	0.689	0.696	0.714	0.699	0.718	0.701	0.699	0.707	0.706
Hongrie	101.1	107.9	110.7	114.9	120.6	126.3	128.6	128.5	131.3	129.4	126.8	130.1	130.7
Irlande	0.930	0.962	0.993	1.004	1.014	1.006	1.010	0.984	0.958	0.952	0.904	0.861	0.839
Islande	79.7	84.3	89.0	91.3	94.5	94.2	99.1	107.2	113.0	117.4	127.8	135.5	141.6
Israël	3.50	3.44	3.42	3.46	3.63	3.53	3.72	3.83	3.74	3.87	4.02	4.02	4.02
Italie	0.818	0.817	0.808	0.845	0.854	0.873	0.867	0.833	0.817	0.789	0.783	0.805	0.790
Japon	162	155	149	144	140	134	130	125	120	117	115	111	107
Luxembourg	0.941	0.940	0.949	0.934	0.942	0.923	0.953	0.914	0.924	0.906	0.906	0.922	0.920
Mexique	5.63	6.10	6.31	6.55	6.82	7.22	7.13	7.19	7.38	7.47	7.71	7.93	8.19
Norvège	9.33	9.13	9.18	9.11	9.12	8.99	8.90	8.69	8.77	8.75	8.92	9.01	8.88
Nouvelle-Zélande	1.43	1.44	1.47	1.47	1.50	1.51	1.54	1.49	1.50	1.49	1.48	1.51	1.53
Pays-Bas	0.907	0.892	0.907	0.902	0.927	0.909	0.896	0.868	0.857	0.842	0.841	0.839	0.842
Pologne	1.74	1.84	1.86	1.83	1.84	1.86	1.87	1.84	1.84	1.86	1.86	1.86	1.87
Portugal	0.697	0.700	0.706	0.708	0.706	0.716	0.684	0.662	0.660	0.649	0.635	0.638	0.633
République slovaque	0.501	0.526	0.522	0.528	0.555	0.573	0.566	0.555	0.545	0.533	0.513	0.520	0.528
République tchèque	14.1	14.2	14.2	14.3	14.0	14.3	14.3	14.0	13.9	14.3	13.9	14.2	13.9
Royaume-Uni	0.653	0.636	0.627	0.628	0.641	0.633	0.636	0.627	0.645	0.651	0.654	0.659	0.678
Slovenie	0.511	0.532	0.565	0.588	0.615	0.611	0.612	0.608	0.629	0.634	0.637	0.642	0.634
Suède	9.29	9.13	9.35	9.35	9.34	9.11	9.38	9.08	8.88	8.77	8.94	9.03	8.95
Suisse	1.87	1.85	1.84	1.77	1.78	1.75	1.74	1.66	1.60	1.55	1.53	1.52	1.46
Turquie	0.202	0.283	0.428	0.613	0.774	0.812	0.831	0.847	0.864	0.890	0.917	0.967	1.005
Afrique du sud	2.93	3.12	3.28	3.58	3.70	3.81	3.87	4.00	4.19	4.47	4.75	4.99	..
Bésil	0.92	0.96	1.02	1.11	1.23	1.30	1.36	1.39	1.43	1.52	1.59	1.69	..
Chine	3.30	3.29	3.29	3.25	3.27	3.40	3.45	3.47	3.62	3.82	3.76	3.95	..
Fédération de Russie	5.54	7.31	8.32	9.27	9.87	11.55	12.74	12.64	13.97	14.34	14.48	15.96	18.10
Inde	13.3	13.6	13.8	14.0	14.2	14.5	14.7	14.9	15.3	16.2	16.9	18.4	..
Indonésie	2 612	2 775	3 102	3 233	3 338	3 531	3 934	4 347	4 698	5 432	5 829	6 237	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713614>

Différences entre taux de change et parités de pouvoir d'achat

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-11



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713633>

TAUX DE CONVERSION

Taux de change

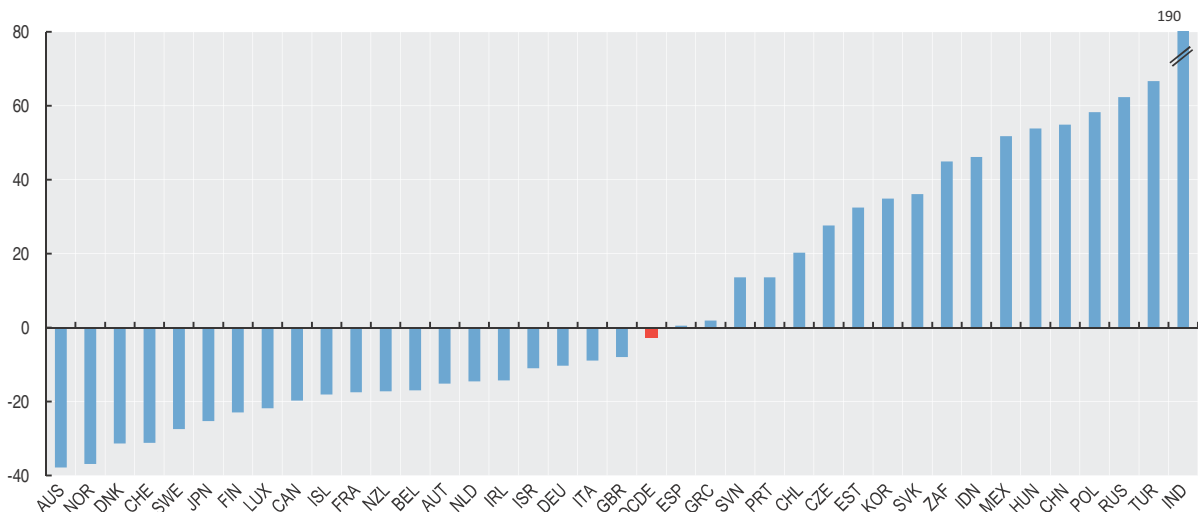
Unités de monnaie nationale par dollar des EU

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Australie	1.5500	1.7248	1.9334	1.8406	1.5419	1.3598	1.3095	1.3280	1.1951	1.1922	1.2822	1.0902	0.9695
Autriche	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Belgique	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Canada	1.4857	1.4851	1.5488	1.5693	1.4011	1.3010	1.2118	1.1344	1.0741	1.0670	1.1431	1.0302	0.9895
Chili	508.78	539.59	634.94	688.94	691.40	609.53	559.77	530.28	522.46	522.46	560.86	510.25	483.67
Corée	1 188.8	1 131.0	1 291.0	1 251.1	1 191.6	1 145.3	1 024.1	954.8	929.3	1 102.1	1 276.9	1 156.1	1 108.3
Danemark	6.9762	8.0831	8.3228	7.8947	6.5877	5.9911	5.9969	5.9468	5.4437	5.0981	5.3609	5.6241	5.3687
Espagne	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Estonie	0.938	1.084	1.117	1.062	0.886	0.805	0.804	0.797	0.731	0.683	0.719	0.755	0.719
États-Unis	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Finlande	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
France	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Grèce	0.89698	1.07234	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Hongrie	237.15	282.18	286.49	257.89	224.31	202.75	199.58	210.39	183.63	172.11	202.34	207.94	201.06
Irlande	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Israël	4.1397	4.0773	4.2057	4.7378	4.5541	4.4820	4.4877	4.4558	4.1081	3.5880	3.9323	3.7390	3.5781
Italie	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Japon	113.91	107.77	121.53	125.39	115.93	108.19	110.22	116.30	117.75	103.36	93.57	87.78	79.81
Luxembourg	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Mexique	9.560	9.456	9.342	9.656	10.789	11.286	10.898	10.899	10.928	11.130	13.514	12.636	12.423
Norvège	7.7992	8.8018	8.9917	7.9838	7.0802	6.7408	6.4425	6.4133	5.8617	5.6400	6.2883	6.0442	5.6046
Nouvelle-Zélande	1.8896	2.2012	2.3788	2.1622	1.7221	1.5087	1.4203	1.3607	1.3607	1.4227	1.6002	1.3874	1.2659
Pays-Bas	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Pologne	3.9671	4.3461	4.0939	4.0800	3.8891	3.6576	3.2355	3.1032	2.7680	2.4092	3.1201	3.0153	2.9629
Portugal	0.93863	1.08540	1.11751	1.06255	0.88603	0.80537	0.80412	0.79714	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
République slovaque	1.3730	1.5281	1.6051	1.5046	1.2206	1.0707	1.0296	0.9858	0.8197	0.7091	0.7198	0.7550	0.7194
République tchèque	34.569	38.598	38.035	32.739	28.209	25.700	23.957	22.596	20.294	17.072	19.063	19.098	17.696
Royaume-Uni	0.61806	0.66093	0.69466	0.66722	0.61247	0.54618	0.55000	0.54349	0.49977	0.54397	0.64192	0.64718	0.62414
Slovenie	0.75851	0.92913	1.01297	1.00254	0.86427	0.80279	0.80414	0.79715	0.73064	0.68268	0.71984	0.75505	0.71936
Suède	8.2624	9.1622	10.3291	9.7371	8.0863	7.3489	7.4731	7.3783	6.7588	6.5911	7.6538	7.2075	6.4935
Suisse	1.5022	1.6888	1.6876	1.5586	1.3467	1.2435	1.2452	1.2538	1.2004	1.0831	1.0881	1.0429	0.8880
Turquie	0.4188	0.6252	1.2256	1.5072	1.5009	1.4255	1.3436	1.4285	1.3029	1.3015	1.5500	1.5029	1.6750
Zone euro	0.9386	1.0854	1.1175	1.0626	0.8860	0.8054	0.8041	0.7971	0.7306	0.6827	0.7198	0.7550	0.7194
Afrique du Sud	6.1095	6.9398	8.6092	10.5407	7.5648	6.4597	6.3593	6.7716	7.0454	8.2612	8.4737	7.3212	7.2611
Bésil	1.8139	1.8294	2.3496	2.9204	3.0775	2.9251	2.4344	2.1753	1.9471	1.8338	1.9994	1.7592	...
Chine	8.2783	8.2785	8.2771	8.2770	8.2770	8.2768	8.1943	7.9734	7.6075	6.9487	6.8314	6.7703	6.4615
Fédération de Russie	24.620	28.129	29.169	31.349	30.692	28.814	28.284	27.191	25.581	24.853	31.740	30.368	29.382
Inde	43.055	44.942	47.186	48.610	46.583	45.316	44.100	45.307	41.349	43.505	48.405	45.726	46.670
Indonésie	7 855.15	8 421.78	10 260.90	9 311.19	8 577.13	8 938.85	9 704.74	9 159.32	9 141.00	9 698.96	10 389.90	9 090.43	8 770.43

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713652>

Différences entre le PIB selon le mode de conversion en dollars des EU - taux de change ou parités de pouvoir d'achat

PIB calculé avec PPA moins PIB calculé avec taux de change, en pourcentage du PIB calculé avec les taux de change, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713671>



Indices de niveaux de prix

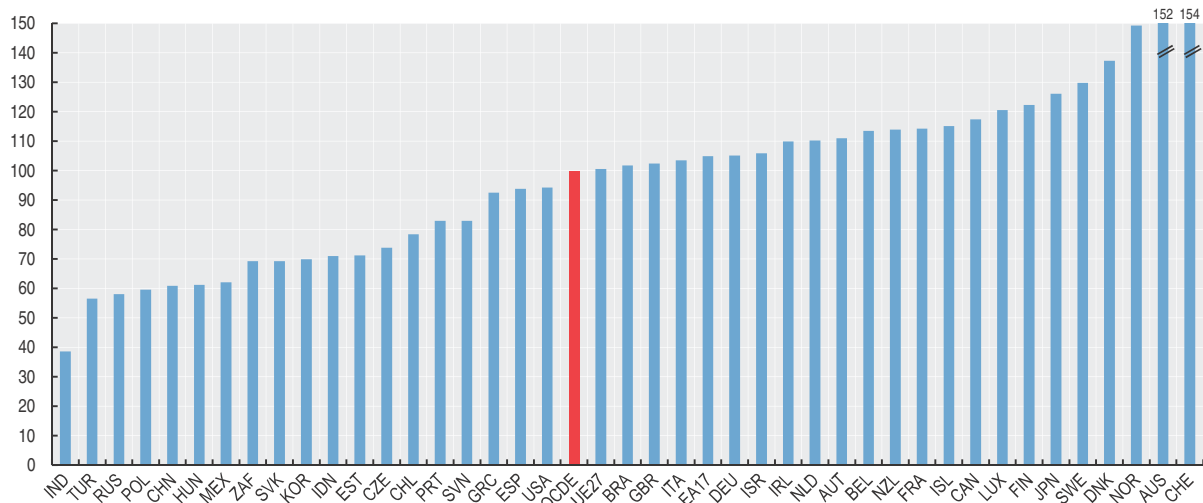
OCDE = 100

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	106	95	96	99	106	109	106	105	110	112	110	104	105
Australie	85	81	77	81	90	99	104	106	115	117	112	137	152
Autriche	100	89	92	94	103	107	109	108	115	118	116	110	111
Belgique	100	88	89	91	102	109	110	111	117	121	117	111	113
Canada	82	89	88	87	90	93	99	107	109	109	103	115	117
Chili	56	56	51	48	46	52	59	69	69	66	66	76	78
Corée	65	71	66	68	69	68	76	81	80	67	62	69	70
Danemark	124	111	114	117	133	138	141	140	146	148	145	136	137
Espagne	80	72	74	77	87	92	94	92	96	99	97	92	94
Estonie	48	45	48	50	56	59	61	65	73	76	71	68	71
États-Unis	102	107	112	111	103	98	98	100	97	94	98	97	94
Finlande	109	98	102	105	117	119	120	119	124	127	124	118	122
France	104	93	92	95	109	115	113	113	118	122	119	112	114
Grèce	77	68	67	69	80	85	87	88	95	97	95	91	92
Hongrie	43	41	43	50	55	61	63	61	69	71	62	61	61
Irlande	101	95	100	105	118	123	124	124	127	131	124	111	110
Islande	112	115	102	111	127	132	155	153	170	126	102	108	115
Israël	86	90	91	81	82	77	82	86	88	102	100	105	106
Italie	89	80	81	89	99	106	106	105	108	109	107	104	103
Japon	145	154	138	128	124	122	116	107	99	107	121	123	126
Luxembourg	102	93	95	98	109	112	117	115	122	125	124	119	121
Mexique	60	69	76	76	65	63	64	66	65	63	56	61	62
Norvège	122	111	115	127	132	131	136	136	144	146	140	145	149
Nouvelle-Zélande	77	70	69	76	89	98	106	97	107	99	91	106	114
Pays-Bas	98	88	91	94	108	111	110	109	113	116	115	108	110
Pologne	45	45	51	50	49	50	57	59	64	73	59	60	60
Portugal	76	69	71	74	82	87	84	83	87	90	87	82	83
République slovaque	37	37	36	39	47	52	54	56	64	71	70	67	69
République tchèque	42	39	42	49	51	55	59	62	66	79	72	72	74
Royaume-Uni	108	103	101	105	108	114	114	115	125	113	100	99	102
Slovenie	69	61	63	65	73	75	75	76	83	88	87	83	83
Suède	115	107	102	107	119	122	124	123	127	126	115	122	130
Suisse	127	117	122	126	136	138	138	132	129	135	139	141	154
Turquie	49	48	39	45	53	56	61	59	64	64	58	63	57
UE-27	94	86	86	90	98	103	102	102	107	108	103	99	100
OCDE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Afrique du Sud	49	48	43	38	50	58	60	59	58	51	55	67	69
Bésil	52	56	49	42	41	44	55	64	71	78	79	95	102
Chine	41	43	44	44	41	40	41	44	46	52	54	57	61
Fédération de Russie	23	28	32	33	33	39	44	47	53	54	45	51	58
Inde	32	32	33	32	31	31	33	33	36	35	34	38	39
Indonésie	30	35	34	39	40	39	40	48	50	53	55	67	71

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713690>

Indices de niveaux de prix

OCDE = 100, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713709>

TAUX DE CHANGE EFFECTIFS RÉELS

Les taux de change effectifs sont une mesure sommaire de l'évolution des taux de change d'un pays vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. Cette section montre un indicateur des taux de change effectifs réels, à savoir l'évolution des prix des biens de consommation d'un pays donné par rapport à ceux de ses concurrents. Cet indicateur permet une vaste interprétation de la compétitivité des prix d'un pays. Cette compétitivité est à son tour un déterminant majeur de la capacité des pays à augmenter la productivité, stimuler l'innovation et améliorer le niveau de vie.

Il existe plusieurs façons d'envisager les taux de change pour mesurer la compétitivité des prix. L'un des indicateurs est le taux de change effectif nominal ; toutes choses égales par ailleurs, une dépréciation nominale de la monnaie d'un pays conduit à court terme à une baisse des prix des produits nationaux à l'échelle internationale. Les gains de compétitivité possibles par suite de la dépréciation nominale du taux de change peuvent cependant être érodés par l'inflation locale.

Avec les taux de change effectifs réels, on essaie de supprimer ce facteur en corrigeant les taux de change effectifs nominaux à l'aide des écarts de taux d'inflation. Dans l'indicateur utilisé, ces derniers sont exprimés par l'évolution des prix à la consommation. Si les indices des prix à la consommation sont facilement accessibles, une autre question se pose alors, celle de l'hypothèse d'une évolution parallèle des prix relatifs des biens échangeables nationaux par rapport aux biens échangeables étrangers d'une part, et des prix relatifs à la consommation d'autre part. Pour éliminer ces différences, il est possible de se servir des coûts relatifs de production, généralement mesurés par les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre pondérés par les échanges dans le secteur manufacturier.

Définition

On calcule les indices de taux de change effectifs nominaux en comparant, pour chaque pays, la variation de son propre taux de change, par rapport au dollar des États-Unis, à une moyenne pondérée des variations des taux de change de ses concurrents (également par rapport au dollar des États-Unis). Les variations des taux de change des concurrents sont pondérées au moyen d'une matrice qui mesure l'importance du commerce bilatéral de l'année en cours.

En bref

Depuis dix ans, différentes tendances se dégagent dans les pays de l'OCDE. Les taux de change effectifs réels ont peu varié en Allemagne et en France, où ils se situent à peine au-dessus des valeurs enregistrées il y a dix ans. Après une hausse des taux de change effectifs réels pendant la première moitié de la décennie, les deux pays ont connu une période de baisse (et d'accroissement de leur compétitivité) au cours des dernières années.

La compétitivité internationale des États-Unis et du Royaume-Uni a fortement augmenté au cours des dix dernières années, et notamment depuis 2007 au Royaume-Uni. On ne peut pas en dire autant d'autres pays, comme par exemple l'Italie, dont la compétitivité internationale se dégrade depuis 2001. Enfin, la compétitivité internationale du Japon, qui avait beaucoup progressé entre 2000 et 2007, est revenue aujourd'hui à son niveau d'il y a dix ans.

L'indicateur des taux de change effectifs nominaux, présenté ici par rapport aux indices des prix à la consommation, tient compte non seulement de l'évolution des taux de change du marché, mais aussi des variations des prix relatifs (en utilisant les prix à la consommation).

La variation des prix relatifs à la consommation d'un pays donné entre deux années est mesurée par comparaison entre la variation de l'indice des prix à la consommation dudit pays (converti en dollars des États-Unis au taux de change du marché) et une moyenne pondérée des variations des indices des prix à la consommation de ses concurrents (également exprimés en dollars des États-Unis). La moyenne pondérée des prix à la consommation est calculée au moyen d'une matrice de l'année en cours qui montre l'importance du commerce bilatéral.

Une hausse de l'indice indique une dégradation de la compétitivité du pays considéré. Les taux de change réels constituent un facteur déterminant à court terme de la capacité d'un pays à faire face à la concurrence. Il convient de noter que ces indices montrent uniquement l'évolution de la compétitivité internationale de chaque pays dans le temps, et que les différences entre pays concernant le niveau des indices n'ont aucune signification.

Comparabilité

Les indices présentés ici sont élaborés selon la même procédure, ce qui garantit une bonne comparabilité d'un pays à l'autre et au cours du temps.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Durand, M., C. Madaschi et F. Terribile (1998), "Trends in OECD Countries' International Competitiveness: The influence of Emerging Market Economies", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 195, Éditions OCDE.
- Durand, M., J. Simon et C. Webb (1992), "Les indicateurs de compétitivité et de commerce internationaux de l'OCDE", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 120, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections*.

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.



TAUX DE CHANGE EFFECTIFS RÉELS

Taux de change effectifs réels

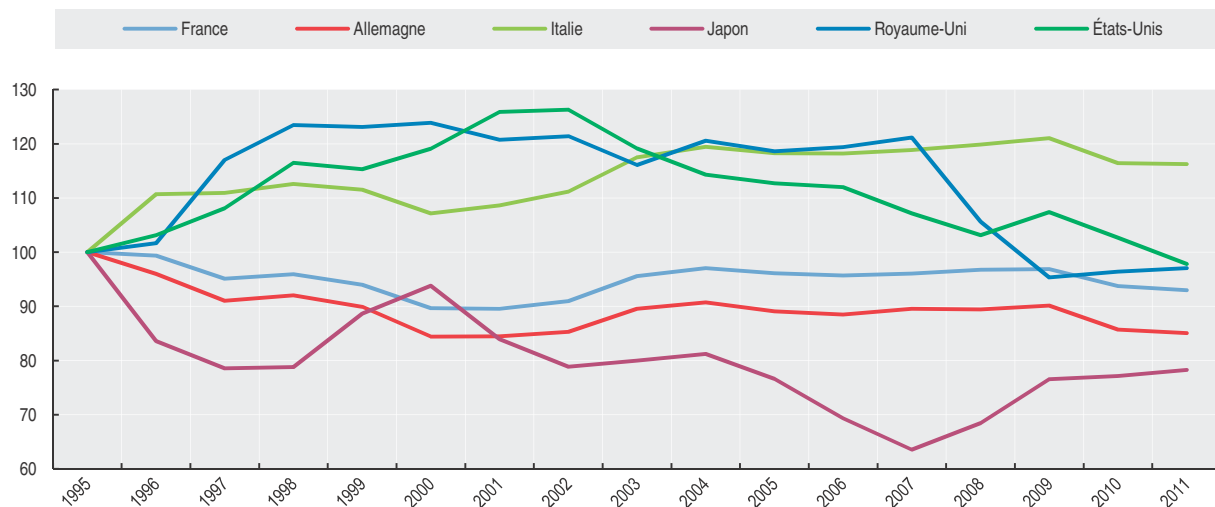
Sur la base des indices des prix à la consommation, 2005 = 100

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	100.9	94.8	94.8	95.8	100.5	101.9	100.0	99.4	100.5	100.4	101.2	96.2	95.5
Australie	81.5	77.7	74.7	79.1	89.5	97.0	100.0	99.9	105.9	103.8	100.6	114.9	123.2
Autriche	98.4	95.9	96.1	96.6	99.5	100.5	100.0	99.4	99.8	100.0	100.6	98.2	98.6
Belgique	94.8	91.1	92.0	93.5	98.0	99.8	100.0	99.7	100.5	103.4	103.4	100.4	101.3
Canada	83.1	83.6	81.1	80.4	89.4	94.2	100.0	105.6	109.6	107.3	101.9	111.8	114.3
Chili	105.5	104.1	95.7	94.7	88.6	94.7	100.0	104.0	102.1	103.7	100.0	106.4	107.7
Corée	80.2	86.4	81.7	86.2	87.5	89.0	100.0	107.8	107.1	86.8	76.0	82.4	82.4
Danemark	95.6	92.1	93.5	95.4	100.3	101.0	100.0	99.7	100.2	101.8	104.9	101.2	100.4
Espagne	90.1	88.1	90.1	92.5	97.2	99.3	100.0	101.5	103.0	105.1	105.1	102.2	102.6
Estonie	90.7	88.5	91.2	93.7	97.0	99.3	100.0	101.7	106.4	113.9	116.3	112.4	113.6
États-Unis	102.3	105.6	111.6	112.0	105.7	101.4	100.0	99.3	95.1	91.5	95.3	91.1	86.8
Finlande	100.3	96.0	97.3	98.5	102.7	102.6	100.0	99.0	100.3	102.1	103.0	97.1	96.7
France	97.8	93.3	93.2	94.7	99.4	101.0	100.0	99.6	99.9	100.7	100.8	97.5	96.8
Grèce	94.2	88.0	89.0	91.7	97.3	99.6	100.0	100.9	102.6	104.8	106.1	105.5	106.2
Hongrie	74.2	75.1	81.3	89.7	91.9	98.0	100.0	95.4	106.3	109.0	102.4	104.1	103.8
Irlande	83.7	80.6	83.7	88.4	97.6	100.0	100.0	101.8	106.9	112.7	108.8	101.4	101.3
Islande	82.7	85.9	76.3	81.6	85.8	88.1	100.0	93.7	97.5	76.4	62.0	66.0	66.8
Israël	120.9	128.6	127.6	115.6	109.4	102.5	100.0	99.7	100.6	112.5	109.5	114.9	116.3
Italie	94.3	90.6	91.9	94.0	99.4	101.0	100.0	100.0	100.5	101.4	102.4	98.4	98.3
Japon	115.7	122.5	109.6	103.0	104.4	106.0	100.0	90.5	82.9	89.4	100.0	100.7	102.2
Luxembourg	95.5	93.5	94.1	95.4	98.9	100.2	100.0	100.9	102.3	103.1	102.9	101.4	101.9
Mexique	96.7	105.1	112.1	112.5	100.4	96.4	100.0	100.0	99.1	97.4	85.4	92.4	92.5
Norvège	92.1	91.0	94.5	102.0	100.5	96.0	100.0	99.9	99.7	99.7	98.1	102.7	102.9
Nouvelle-Zélande	78.9	71.6	70.7	77.5	88.3	94.6	100.0	93.2	99.7	93.1	86.7	93.7	97.0
Pays-Bas	91.9	86.9	89.5	93.1	99.7	101.3	100.0	99.0	99.8	100.2	101.2	96.4	95.8
Pologne	85.4	94.0	106.2	101.5	90.2	89.4	100.0	102.2	105.7	115.4	97.6	103.7	102.0
Portugal	93.6	91.7	94.0	96.2	99.9	100.7	100.0	100.6	101.2	101.2	100.3	97.7	98.4
République slovaque	69.7	76.9	77.9	78.9	89.1	97.6	100.0	105.4	116.2	125.8	135.2	129.5	130.6
République tchèque	78.9	80.4	85.9	95.5	93.5	94.3	100.0	105.5	108.3	123.9	118.9	120.9	123.2
Royaume-Uni	103.8	104.4	101.8	102.3	97.9	101.6	100.0	100.6	102.1	89.0	80.4	81.3	81.8
Slovenie	97.3	94.1	93.9	96.3	100.9	101.4	100.0	99.8	101.6	104.2	106.0	102.1	101.1
Suède	105.7	104.2	95.6	98.2	104.0	104.2	100.0	99.6	100.5	98.2	88.8	95.0	100.5
Suisse	99.1	96.2	98.5	102.3	102.7	101.8	100.0	97.4	93.2	97.1	101.1	105.8	115.9
Turquie	82.8	92.4	75.4	82.3	86.9	89.9	100.0	99.6	108.1	109.7	102.5	113.3	100.1
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713728>

Taux de change effectifs réels sur la base des indices des prix à la consommation

1995 = 100



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713747>





ÉNERGIE ET TRANSPORT

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

PRODUCTION DE PÉTROLE

PRIX DU PÉTROLE

TRANSPORT

TRANSPORT DE MARCHANDISES

TRANSPORT DE VOYAGEURS

ACCIDENTS DE LA ROUTE

APPROVISIONNEMENT EN ÉNERGIE

Pour analyser les problèmes énergétiques, il convient de présenter de manière exhaustive les données fondamentales relatives à l'offre et à la demande de toute la gamme des combustibles, et ce sous une forme qui permette de comparer, pour les différents combustibles, leur poids économique et leur interdépendance à travers la transformation d'un combustible en une autre forme de combustible.

Définition

Le tableau présente les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP). Les ATEP correspondent à la somme de la production et des importations, diminuée des exportations et des soutes internationales et corrigée des variations des stocks. La méthode adoptée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour établir les bilans énergétiques repose sur le pouvoir calorifique des produits énergétiques et sur une unité de compte commune. L'unité adoptée est la tonne d'équivalent pétrole (tep) définie comme étant égale à 107 kilocalories (41.868 gigajoules). Cette quantité d'énergie équivaut, à quelques points de pourcentage près, au pouvoir calorifique net d'une tonne de pétrole brut. Pour chaque combustible, la différence entre le pouvoir calorifique "net" et "brut" correspond à la chaleur latente de vaporisation de l'eau produite pendant la combustion. Pour le charbon et le pétrole, le pouvoir calorifique net représente environ 5 % de moins que le pouvoir calorifique brut et, pour la plupart des types de gaz naturel ou manufacturé, la différence est de 9 % à 10 %. Les bilans énergétiques de l'AIE sont établis à l'aide de la méthode du contenu énergétique qui permet de calculer l'équivalent en énergie primaire.

En bref

De 1971 à 2010, les approvisionnements totaux en énergie primaire du monde entier ont augmenté de 130 %, atteignant 12 717 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole), soit un taux de croissance moyen de 2.2 % par an. À titre de comparaison, la population mondiale s'est accrue de 1.5 % par an et le produit intérieur brut (PIB) de 3.3 % par an, en termes réels, au cours de la même période.

La croissance des approvisionnements énergétiques a été relativement constante sur toute la période, hormis en 1974-75 et au début des années 80, suite aux deux premiers chocs pétroliers, ainsi qu'au début des années 90, après l'effondrement de l'Union soviétique. Sous l'effet de la crise économique mondiale de 2008, les approvisionnements énergétiques mondiaux ont reculé de 1 % en 2009, avant de repartir en 2010, où ils ont progressé de 5 %.

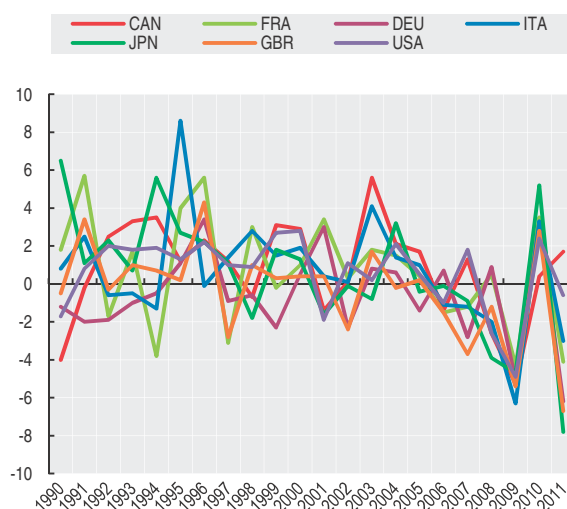
La part de la zone OCDE dans l'approvisionnement mondial en énergie primaire est passée de 61 % en 1971 à 43 % en 2010. L'essor économique de l'Asie a contribué à une forte hausse de la contribution de ce continent hors OCDE (Chine comprise) à l'approvisionnement énergétique mondial, qui est passée de 13 % à 31 % au cours de la même période. Inversement, la part cumulée des pays européens non membres de l'OCDE et de l'Eurasie (qui inclut l'ex-Union soviétique) a sensiblement diminué à la fin des années 80.

Comparabilité

La qualité des données n'est pas homogène dans l'ensemble des pays et des régions du monde. Dans certains pays, les données proviennent de sources secondaires et l'AIE procède par estimation lorsqu'elles sont incomplètes ou indisponibles. En général, les données relatives à la production et aux échanges devraient être de meilleure qualité que celles relatives aux soutes maritimes internationales et aux variations des stocks. De plus, les statistiques sur les biocarburants et les déchets sont moins précises que les statistiques classiques sur les échanges d'énergie.

Approvisionnement total en énergie primaire

Croissance annuelle en pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713804>

Sources

- AIE (2012), *Energy Balances of non-OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Technology Perspectives*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and challenges in IEA member countries*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Approvisionnement total en énergie primaire

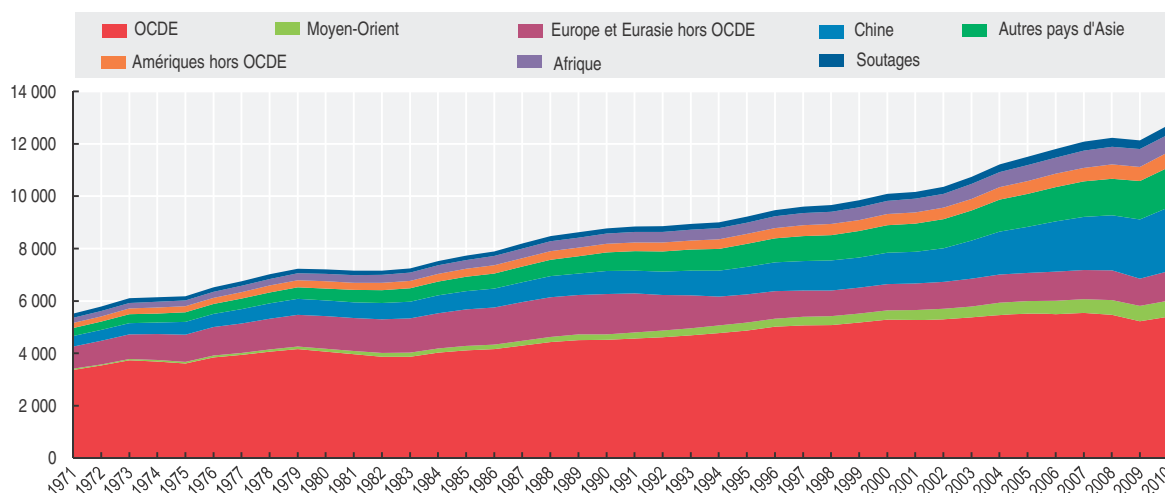
Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)

	1971	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	305.0	351.1	346.7	338.6	341.3	343.2	338.3	340.7	331.2	334.1	317.1	327.4	307.2
Australie	51.6	86.2	105.8	109.5	110.9	111.0	114.2	116.0	119.8	124.2	126.0	124.7	119.8
Autriche	18.8	24.8	30.2	30.4	32.2	32.7	33.8	33.8	33.4	33.5	31.8	33.8	32.6
Belgique	39.7	48.3	58.4	56.4	59.2	58.9	58.7	58.1	57.0	58.6	57.1	60.9	55.9
Canada	141.4	208.5	247.9	248.2	262.0	267.6	272.2	268.3	271.7	264.7	250.7	251.8	256.1
Chili	8.7	14.0	24.7	25.6	25.8	27.5	28.4	29.5	30.6	30.3	29.5	30.9	32.4
Corée	17.0	93.1	191.0	198.7	202.7	208.3	210.2	213.6	222.1	226.9	229.2	250.0	257.6
Danemark	18.5	17.4	19.2	19.0	20.1	19.4	18.9	20.3	19.8	19.2	18.4	19.3	17.5
Espagne	42.6	90.1	125.0	128.9	133.2	139.1	141.9	141.7	143.8	139.0	127.5	127.7	125.9
Estonie	..	9.9	4.9	4.7	5.2	5.3	5.2	5.0	5.6	5.4	4.7	5.6	5.5
États-Unis	1 587.5	1 915.0	2 230.8	2 256.0	2 261.2	2 307.8	2 318.9	2 296.7	2 337.0	2 277.0	2 165.0	2 216.3	2 202.7
Finlande	18.2	28.4	33.1	34.8	36.7	37.1	34.3	37.3	36.8	35.3	33.2	36.4	34.3
France	158.6	223.9	260.3	261.1	265.8	269.7	270.6	266.7	263.5	264.8	253.5	262.3	251.4
Grèce	8.7	21.4	28.0	28.3	29.1	29.7	30.2	30.2	30.2	30.4	29.4	27.6	26.5
Hongrie	19.0	28.8	25.6	25.6	26.1	26.2	27.6	27.3	26.7	26.5	24.9	25.7	25.1
Irlande	6.7	10.0	14.5	14.6	14.4	14.6	14.5	14.8	15.1	15.0	14.4	14.4	13.5
Islande	0.9	2.1	3.2	3.3	3.3	3.4	3.5	4.2	4.8	5.4	5.4	5.4	5.7
Israël	5.7	11.5	19.2	18.8	19.7	19.3	18.5	20.4	20.7	22.9	21.5	22.9	24.3
Italie	105.4	146.6	172.1	172.4	179.4	182.0	183.9	181.8	179.6	176.0	164.9	170.2	165.1
Japon	267.5	439.3	510.8	510.4	506.2	522.5	520.5	519.8	515.2	495.4	472.1	496.8	458.1
Luxembourg	4.1	3.4	3.5	3.6	3.8	4.3	4.4	4.3	4.2	4.2	4.0	4.2	4.2
Mexique	43.0	122.5	146.1	150.7	153.6	159.1	170.2	171.4	175.9	181.1	174.6	178.1	187.0
Norvège	13.3	21.0	26.8	24.9	27.0	26.4	26.8	27.1	27.5	29.8	28.2	32.5	29.9
Nouvelle-Zélande	6.9	12.9	17.1	17.1	16.8	17.4	16.8	17.0	17.1	17.4	17.5	18.2	18.0
Pays-Bas	50.9	65.7	75.6	75.7	78.0	79.1	78.8	76.8	79.3	79.6	78.2	83.4	77.5
Pologne	86.1	103.1	89.7	88.9	91.1	91.4	92.4	97.2	96.8	97.9	94.0	101.5	102.6
Portugal	6.3	16.7	24.8	25.8	25.1	25.8	26.5	24.7	25.3	24.4	24.2	23.5	23.1
République slovaque	14.3	21.3	18.6	18.7	18.6	18.4	18.8	18.6	17.8	18.3	16.7	17.8	16.9
République tchèque	45.4	49.6	42.1	42.5	44.4	45.5	44.9	45.9	45.8	44.9	42.1	44.1	42.9
Royaume-Uni	208.7	205.9	223.8	218.5	222.2	221.9	222.4	219.0	211.0	208.4	197.1	202.5	189.0
Slovenie	..	5.7	6.7	6.8	6.9	7.1	7.3	7.3	7.3	7.7	7.1	7.2	7.2
Suède	36.0	47.2	50.5	51.8	50.6	52.6	51.6	50.2	50.1	49.6	45.4	51.3	49.4
Suisse	16.4	24.3	26.6	25.9	26.0	26.1	25.9	27.1	25.8	26.8	27.0	26.2	25.5
Turquie	19.5	52.8	70.4	74.2	77.8	80.9	84.4	93.0	100.0	98.5	97.7	105.1	114.2
UE-27	..	1 636.1	1 725.0	1 720.0	1 759.4	1 778.2	1 779.7	1 778.7	1 757.7	1 749.5	1 653.9	1 714.3	..
OCDE	3 372.3	4 522.5	5 273.8	5 310.4	5 377.0	5 481.1	5 515.1	5 506.0	5 548.8	5 473.2	5 229.7	5 405.9	5 305.0
Afrique du Sud	45.4	91.0	112.4	109.9	117.4	128.7	128.2	127.2	137.3	147.7	144.3	136.9	..
Bésil	69.8	140.2	190.7	195.7	198.9	209.9	215.2	222.7	235.4	248.3	240.3	265.6	..
Chine	390.5	872.1	1 202.1	1 266.1	1 440.3	1 623.1	1 750.2	1 912.0	2 014.8	2 086.1	2 249.3	2 417.1	..
Fédération de Russie	..	879.2	626.0	623.1	645.3	647.4	651.7	670.7	672.6	688.5	646.9	701.5	..
Inde	156.5	316.7	464.5	477.5	489.5	519.1	539.3	566.8	598.8	626.1	675.2	692.7	..
Indonésie	35.1	98.6	159.4	165.2	165.2	177.1	180.5	185.4	184.7	186.9	198.5	207.8	..
Monde	5 526.5	8 781.0	10 172.8	10 365.4	10 745.8	11 226.8	11 510.4	11 812.7	12 093.5	12 237.2	12 135.5	12 717.2	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713766>

Approvisionnement total en énergie primaire par région

Millions de tonnes d'équivalent pétrole (Mtep)



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713785>

INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE

Pour mesurer l'intensité énergétique, la comparer et évaluer ses variations au fil du temps, il est courant d'observer l'évolution du ratio de la consommation d'énergie au PIB. Il convient de noter que l'intensité énergétique est un substitut médiocre de l'efficacité énergétique, dans la mesure où celle-ci dépend de multiples éléments (tels que le climat, la composition de la production, l'externalisation des biens produits par les industries à forte intensité énergétique, etc.) qui ne sont pas pris en compte par la simple mesure, présentée ici, de la contribution de l'énergie au PIB.

Définition

Le tableau montre les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) par millier de dollars des États-Unis de PIB. Calculé pour chaque pays, ce ratio correspond aux ATEP annuels divisés par le PIB annuel à prix constants de 2005 et converti en dollars des États-Unis à parité de pouvoir d'achat (PPA) pour 2005.

Les ATEP correspondent à la production d'énergie primaire corrigée des variations nettes des échanges, des stocks et des stocks. La production d'énergie secondaire (par exemple les produits pétroliers et houillers ou l'électricité produite à partir de combustibles fossiles) n'est pas prise en compte parce que l'"équivalent énergétique" des combustibles primaires utilisés pour les transformer en produits secondaires ou en énergie électrique a déjà été comptabilisé. Les ATEP sont exprimés en tonnes d'équivalent pétrole.

En bref

Depuis 1971, de nombreux pays de l'OCDE ont amélioré considérablement l'efficacité des principales utilisations finales de l'énergie, substitué l'électricité à d'autres formes d'énergie, apporté des changements à la production manufacturière et induit certaines modifications de comportement chez les consommateurs. En conséquence, les approvisionnements énergétiques par unité de PIB ont sensiblement diminué, en particulier entre 1979 et 1990.

Ce bilan est également imputable à la hausse des prix des combustibles, au progrès technologique à long terme ainsi qu'aux programmes publics et aux réglementations en faveur de l'efficacité énergétique.

Le ratio des approvisionnements en énergie primaire au PIB (ATEP/PIB) a moins reculé que celui de la consommation d'énergie au PIB (consommation finale totale/PIB) en raison d'une consommation accrue d'électricité. En effet, les pertes subies lors de la production d'électricité dépassent les économies d'énergie réalisées par certaines utilisations finales, comme les appareils électroménagers. Le ratio de la consommation d'énergie au PIB varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Indépendamment des prix de l'énergie, les conditions climatiques hivernales sont déterminantes à cet égard, de même que les techniques de transformation des matières premières, les distances sur lesquelles il faut transporter les marchandises, la taille des logements, l'utilisation de modes de transport individuels plutôt que collectifs et d'autres facteurs liés aux modes de vie.

Comparabilité

La plus grande prudence s'impose lorsque l'on compare les intensités énergétiques de différents pays ou à différentes périodes. En effet, certaines caractéristiques nationales, comme la densité de population, la superficie, les températures moyennes et la structure économique, ont une influence sur ce ratio. Une baisse du ratio ATEP/PIB peut être imputable à une restructuration de l'économie et à la délocalisation des industries à forte intensité énergétique, comme la sidérurgie, à l'extérieur du pays. De telles délocalisations peuvent accentuer les dommages causés à l'environnement si les techniques utilisées par les producteurs étrangers ont un rendement énergétique faible. Les données fournies pour les Amériques hors OCDE incluent celles relatives aux Caraïbes.

Sources

- AIE (2012), *Energy Balances of non-OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Cutting Energy Use in the Buildings Sector*, AIE, Paris.
- AIE (2012), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Technology Perspectives*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and Challenges in IEA Member Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- AIE (2009), *Implementing Energy Efficiency Policies: are IEA Member Countries on Track?*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.

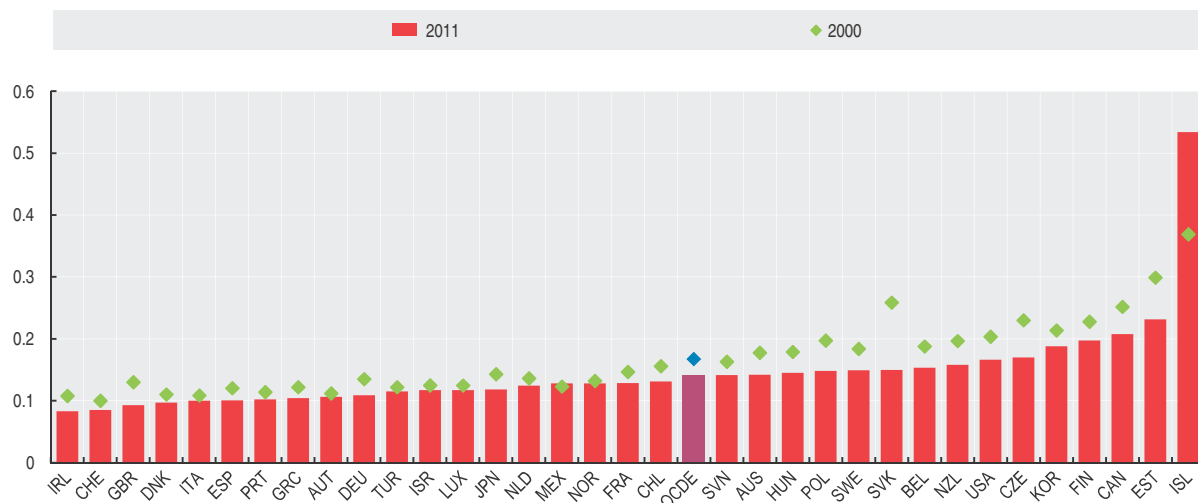


Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB
Tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2005 de PIB, calculé avec les PPA

	1971	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.24	0.17	0.14	0.13	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11
Australie	0.21	0.20	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.16	0.16	0.15	0.14
Autriche	0.16	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11
Belgique	0.26	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.17	0.15
Canada	0.36	0.28	0.24	0.24	0.25	0.24	0.24	0.23	0.23	0.22	0.22	0.21	0.21
Chili	0.18	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13
Corée	0.20	0.20	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.19	0.19
Danemark	0.21	0.13	0.11	0.11	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.11	0.10
Espagne	0.10	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10
Estonie	..	0.61	0.29	0.26	0.27	0.26	0.23	0.21	0.21	0.21	0.22	0.25	0.23
États-Unis	0.36	0.24	0.20	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.18	0.17	0.17	0.17	0.17
Finlande	0.30	0.25	0.23	0.24	0.24	0.24	0.21	0.22	0.21	0.20	0.20	0.22	0.20
France	0.19	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14	0.14	0.14	0.13	0.14	0.13
Grèce	0.08	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10
Hongrie	0.24	0.21	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15
Irlande	0.22	0.15	0.11	0.10	0.10	0.10	0.09	0.09	0.08	0.09	0.09	0.09	0.08
Islande	0.30	0.32	0.37	0.38	0.37	0.35	0.34	0.38	0.42	0.46	0.50	0.52	0.53
Israël	0.15	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.11	0.12	0.11	0.12	0.11	0.12	0.12
Italie	0.14	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10
Japon	0.19	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.12	0.13	0.13	0.12
Luxembourg	0.51	0.21	0.13	0.13	0.13	0.14	0.14	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.12
Mexique	0.11	0.15	0.12	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13	0.13
Norvège	0.19	0.15	0.13	0.12	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	0.13	0.12	0.14	0.13
Nouvelle-Zélande	0.15	0.20	0.19	0.18	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16
Pays-Bas	0.21	0.17	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.13	0.13	0.14	0.12
Pologne	0.37	0.33	0.20	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15
Portugal	0.08	0.10	0.11	0.12	0.11	0.12	0.12	0.11	0.11	0.10	0.11	0.10	0.10
République slovaque	0.33	0.34	0.26	0.25	0.24	0.22	0.22	0.20	0.17	0.17	0.16	0.16	0.15
République tchèque	0.38	0.29	0.23	0.23	0.23	0.22	0.21	0.20	0.19	0.18	0.17	0.18	0.17
Royaume-Uni	0.25	0.16	0.13	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.09
Slovenie	..	0.17	0.17	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14
Suède	0.26	0.22	0.19	0.19	0.18	0.18	0.17	0.16	0.16	0.16	0.15	0.16	0.15
Suisse	0.10	0.11	0.11	0.10	0.10	0.10	0.10	0.10	0.09	0.09	0.09	0.09	0.09
Turquie	0.11	0.12	0.12	0.12	0.12	0.11	0.11	0.11	0.11	0.11	0.12	0.12	0.12
UE-27	..	0.17	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.13	0.12	0.12	0.12	0.12	..
OCDE	0.26	0.19	0.16	0.16	0.16	0.16	0.16	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.14
Afrique du Sud	0.25	0.32	0.33	0.31	0.32	0.33	0.32	0.30	0.30	0.32	0.31	0.29	..
Bésil	0.15	0.13	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.13	0.14	0.13	0.14	..
Chine	1.30	0.70	0.33	0.32	0.33	0.34	0.33	0.32	0.29	0.28	0.27	0.26	..
Fédération de Russie	..	0.47	0.47	0.45	0.43	0.41	0.38	0.37	0.34	0.33	0.33	0.35	..
Inde	0.34	0.30	0.25	0.24	0.23	0.23	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.18	..
Indonésie	0.35	0.27	0.27	0.27	0.26	0.27	0.26	0.25	0.23	0.22	0.23	0.22	..
Monde	0.29	0.24	0.21	0.21	0.21	0.20	0.20	0.20	0.19	0.19	0.19	0.19	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713823>

Approvisionnement total en énergie primaire par unité de PIB
En tonnes d'équivalent pétrole (tep) par millier de dollars des EU 2005 de PIB, calculé avec les PPA



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713842>

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

La quantité d'électricité produite par un pays et sa répartition par source d'énergie dépendent de ses ressources naturelles, de ses importations d'énergie, de sa politique en matière de sécurité des approvisionnements énergétiques, de sa population, de son taux d'électrification et du développement et de la croissance de son économie en général.

Définition

Le tableau présente des données sur la production d'électricité dans des centrales thermiques classiques, nucléaires, hydrauliques (à l'exclusion des stations de pompage) et solaires, des installations géothermiques ou brûlant des biocombustibles, etc. Les centrales peuvent produire soit de l'électricité seule, soit de l'électricité et de la chaleur (centrales de cogénération). Tant les centrales des producteurs dont la production est l'activité principale que celles des autoproducteurs sont prises en compte, lorsque les données sont disponibles. Les producteurs dont la production est l'activité principale produisent de l'électricité essentiellement pour la vente à des tiers. Les autoproducteurs produisent de l'électricité, en totalité ou en partie, pour leur propre compte accessoirement à leur activité principale. Les deux catégories de centrales peuvent appartenir à des intérêts privés ou publics.

La production d'électricité est mesurée en térawattheures, qui exprime la génération de un térawatt (1012 watts) d'électricité pendant une heure.

En bref

La production mondiale d'électricité a progressé à un rythme annuel moyen de 3,7 % entre 1971 et 2010, à comparer à une croissance de 2,2 % de l'offre totale d'énergie primaire. Cette augmentation s'explique en grande partie par la multiplication des appareils électriques, par la progression du chauffage électrique dans plusieurs pays et par les programmes d'électrification rurale engagés dans les pays en développement.

La part de l'électricité d'origine fossile a progressivement diminué, passant d'un peu moins de 75 % en 1971 à 67 % en 2010. Cette baisse est due à un recul progressif du fioul, qui est tombé de 20,9 % à 4,6 %.

La part du fioul dans la production mondiale d'électricité a diminué, en particulier sous l'effet d'une augmentation spectaculaire de la production électronucléaire, qui est passée de 2,1 % en 1971 à 17,7 % en 1996. Cependant, la part du nucléaire n'a cessé de reculer depuis lors pour atteindre 12,9 % en 2010. Elle pourrait chuter davantage en 2011, compte tenu de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Fukushima, dans le sillage du tsunami qui a frappé le Japon.

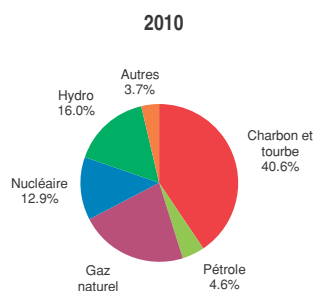
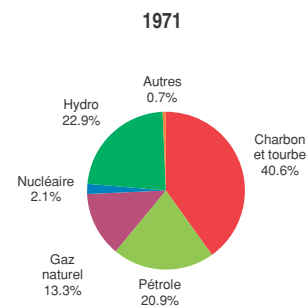
Grâce aux grands programmes de développement de plusieurs pays de l'OCDE, la part des énergies nouvelles et renouvelables (énergie solaire, éolienne et géothermique et énergie obtenue à partir des biocombustibles et des déchets) s'est accrue. Cependant, ces formes d'énergie restent limitées : elles ne représentaient en 2010 que 3,7 % du total de la production mondiale d'électricité.

Comparabilité

Certains pays éprouvent des difficultés à déterminer la production d'électricité des autoproducteurs. Il est par ailleurs difficile d'obtenir des informations sur l'électricité produite avec des biocombustibles et des déchets dans certains pays non membres de l'OCDE.

Production mondiale d'électricité par type d'énergie

En pourcentage de la production mondiale d'électricité



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713918>

Sources

- AIE (2012), *Energy Balances of non-OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2013), *Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- Cooke, D. (2011), "Empowering Customer Choice in Electricity Markets", *IEA Energy Papers*, No. 2011/13, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and challenges in IEA member countries*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- IEA *Electricity Information Statistics*.
- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.

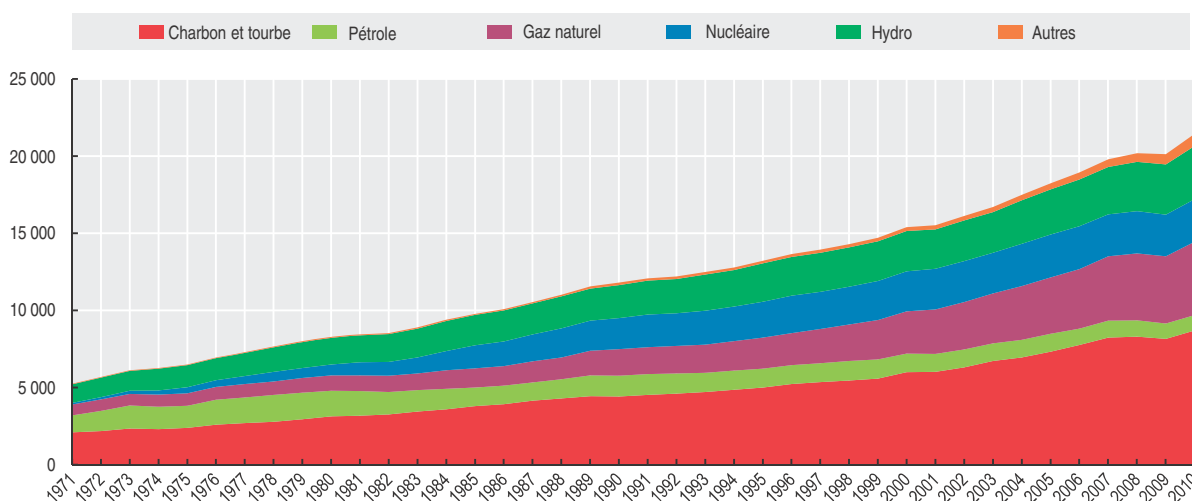


Production d'électricité
Terawatts heure (TWh)

	1971	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	327.2	547.7	581.9	582.0	601.5	608.5	613.4	629.4	629.5	631.2	584.3	622.1	608.3
Australie	53.0	154.3	224.3	227.4	226.2	236.3	228.3	232.5	242.9	243.1	244.4	241.5	238.5
Autriche	28.2	49.3	61.1	60.7	58.1	61.9	64.1	62.1	62.6	64.5	66.3	67.9	62.2
Belgique	33.2	70.3	78.6	80.9	83.6	84.4	85.7	84.3	87.5	83.6	89.8	93.8	88.2
Canada	221.8	482.0	589.8	601.2	589.5	599.9	626.0	613.4	638.9	640.9	613.9	607.8	635.8
Chili	8.5	18.4	42.5	43.7	46.8	51.2	52.5	55.3	58.5	59.7	60.7	60.4	65.6
Corée	10.5	105.4	309.1	329.8	343.2	366.6	387.9	402.3	425.9	443.9	451.7	496.7	515.5
Danemark	18.6	26.0	37.7	39.3	46.2	40.4	36.2	45.6	39.3	36.6	36.4	38.8	34.9
Espagne	61.6	151.2	233.2	241.6	257.9	277.2	288.9	295.5	301.8	311.1	291.8	299.9	289.7
Estonie	..	17.4	8.5	8.6	10.2	10.3	10.2	9.7	12.2	10.6	8.8	13.0	12.9
États-Unis	1 703.4	3 202.8	3 838.8	4 026.4	4 054.6	4 148.1	4 268.9	4 275.0	4 323.9	4 343.0	4 165.4	4 354.4	4 320.9
Finlande	21.7	54.4	74.5	74.9	84.3	85.8	70.6	82.3	81.2	77.4	72.1	80.7	73.5
France	155.8	417.2	545.7	553.9	561.8	569.1	571.5	569.3	564.1	569.3	530.9	564.3	557.4
Grèce	11.6	34.8	53.1	53.9	57.9	58.8	59.4	60.2	62.7	62.9	61.1	57.4	53.2
Hongrie	15.0	28.4	36.4	36.2	34.1	33.7	35.8	35.9	40.0	40.0	35.9	37.4	36.2
Irlande	6.3	14.2	24.6	24.8	24.9	25.2	25.6	27.1	27.8	29.9	28.0	28.4	27.4
Islande	1.6	4.5	8.0	8.4	8.5	8.6	8.7	9.9	12.0	16.5	16.8	17.1	17.2
Israël	7.6	20.9	44.0	45.5	47.0	47.3	48.6	50.6	53.8	57.0	55.0	58.6	59.6
Italie	123.9	213.1	271.9	277.5	286.3	295.8	296.8	307.7	308.2	313.5	288.3	298.8	298.5
Japon	382.9	835.5	1 030.3	1 049.0	1 038.4	1 068.3	1 089.9	1 094.8	1 125.5	1 075.5	1 043.4	1 110.8	1 049.6
Luxembourg	1.3	0.6	0.9	2.8	2.8	3.4	3.3	3.5	3.2	2.7	3.2	3.2	2.6
Mexique	31.0	115.8	211.9	215.9	213.7	232.6	243.8	249.5	257.2	261.9	261.0	271.0	271.8
Norvège	63.5	121.6	121.3	130.2	106.7	110.1	137.2	121.2	136.1	141.2	131.0	124.1	126.9
Nouvelle-Zélande	15.5	32.3	39.6	40.6	40.8	42.5	43.0	43.6	43.8	43.8	43.5	44.8	44.5
Pays-Bas	44.9	71.9	93.7	95.9	96.8	102.4	100.2	98.4	105.2	107.6	113.5	118.1	112.7
Pologne	69.5	134.4	143.7	142.5	150.0	152.6	155.4	160.8	158.8	154.7	151.1	157.1	162.6
Portugal	7.9	28.4	46.2	45.7	46.5	44.8	46.2	48.6	46.9	45.5	49.5	53.7	51.8
République slovaque	10.9	25.5	31.9	32.2	31.0	30.5	31.4	31.3	27.9	28.8	25.9	27.5	25.7
République tchèque	36.4	62.3	74.2	76.0	82.8	83.8	81.9	83.7	87.8	83.2	81.7	85.3	86.9
Royaume-Uni	255.8	317.8	382.4	384.6	395.5	391.3	395.4	393.4	392.9	384.6	373.1	378.0	362.4
Slovénie	..	12.4	14.5	14.6	13.8	15.3	15.1	15.1	15.0	16.4	16.4	16.2	15.9
Suède	66.5	146.0	161.6	146.7	135.4	151.7	158.4	143.3	148.8	149.9	136.6	148.5	152.9
Suisse	31.2	55.0	71.1	65.5	65.4	63.9	57.8	62.1	66.4	67.0	66.7	66.1	62.5
Turquie	9.8	57.5	122.7	129.4	140.6	150.7	162.0	176.3	191.6	198.4	194.8	211.2	228.4
UE-27	..	2 567.8	3 077.7	3 099.4	3 187.9	3 254.7	3 274.9	3 319.2	3 333.6	3 339.6	3 172.3	3 315.4	..
OCDE	3 836.9	7 629.3	9 609.6	9 888.3	9 982.9	10 253.0	10 500.2	10 573.6	10 780.0	10 796.1	10 392.8	10 854.4	10 752.8
Afrique du Sud	54.6	165.4	208.2	218.6	231.2	240.9	242.1	250.9	260.5	255.5	246.8	256.6	..
Bésil	51.6	222.8	328.5	345.7	364.3	387.5	403.0	419.3	445.1	462.9	466.0	515.7	..
Chine	138.4	621.2	1 481.6	1 654.9	1 911.7	2 204.7	2 502.5	2 869.8	3 287.5	3 482.0	3 742.1	4 208.3	..
Fédération de Russie	..	1 082.2	889.3	889.3	914.3	929.9	951.2	993.9	1 013.4	1 038.4	990.0	1 036.1	..
Inde	66.4	289.4	579.9	597.3	634.0	666.6	698.2	753.3	813.9	841.7	906.8	959.9	..
Indonésie	1.8	32.7	101.3	108.2	114.5	120.2	127.4	133.1	142.2	149.4	156.8	169.8	..
Monde	5 245.0	11 819.0	15 528.4	16 136.2	16 707.9	17 498.6	18 250.4	18 949.7	19 809.9	20 201.4	20 133.5	21 431.5	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713880>

Production mondiale d'électricité par type d'énergie
Térawattheures (TWh)



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713899>

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

En 2010, près de 22 % de l'électricité fournie dans les pays de l'OCDE (et 14 % à l'échelle mondiale) était d'origine nucléaire. Toutefois, le recours à l'énergie nucléaire varie grandement d'un pays à l'autre. Au total, 18 des 34 pays membres de l'OCDE l'exploitent, dont huit pour produire un tiers, voire plus, de leur électricité. Pris ensemble, les pays de l'OCDE représentent aux alentours de 83 % de l'énergie nucléaire mondiale. Douze économies non membres de l'OCDE se partagent le reste de la production.

Définition

Sont indiquées ici la production électronucléaire en térawattheures (TWh) et la part de la production totale d'électricité qui revient au nucléaire.

Le tableau fournit aussi le nombre de centrales nucléaires en service ou en construction à la date du 1er juin 2012.

En bref

Alors que l'énergie nucléaire avait connu une forte croissance dans les années 70 et 80, ces vingt dernières années ont vu la mise en service d'un tout petit nombre de nouvelles centrales seulement. Or, on constate depuis quelques années un regain d'intérêt pour les potentialités offertes par l'énergie nucléaire s'agissant de réduire les gaz à effet de serre, de diversifier les sources d'énergie et de renforcer la sécurité d'approvisionnement. Toutefois, l'accident survenu à la centrale de Fukushima Daiichi (Japon), suite au tremblement de terre et au tsunami de mars 2011, ont conduit plusieurs pays à revoir leur programme nucléaire. La puissance nucléaire installée pourrait donc croître plus lentement que prévu, tout au moins ces prochaines années.

A l'avenir, cette croissance s'observera surtout dans les pays non membres de l'OCDE. La Chine, notamment, a entrepris de développer son parc nucléaire en mettant en chantier dix nouvelles centrales en 2010. L'Inde et la Fédération de Russie en comptent elles aussi plusieurs en construction. Parmi les pays membres de l'OCDE, la Corée, les États-Unis, la Finlande, la France, le Japon et la République slovaque ont entrepris de bâtir une ou plusieurs centrales, tandis que la Pologne et la Turquie prévoient activement de se doter de leurs premières unités.

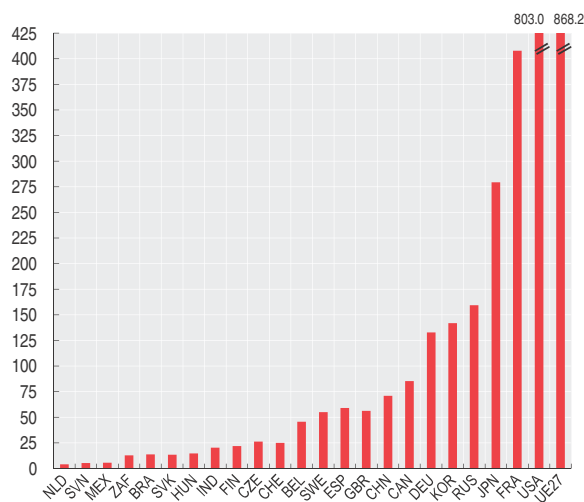
Il ressort de l'édition 2012 des *Energy Technology Perspectives* de l'Agence internationale de l'énergie que, d'après le scénario limitant à deux degrés l'élévation de la température planétaire, la puissance nucléaire installée pourrait passer de 370 GW à l'heure actuelle à 1 100 GW en 2050, ce qui porterait à près de 20 % la part du nucléaire dans la production mondiale d'électricité. Cela représenterait une contribution importante du secteur électrique à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, l'incertitude subsiste en ce qui concerne les possibilités de construire et d'exploiter avec succès la prochaine génération de centrales nucléaires, l'adhésion publique et politique au nucléaire, au lendemain de l'accident de Fukushima Daiichi, et le niveau de développement des autres sources d'énergie sobres en carbone.

Comparabilité

Certaines statistiques sur la production sont provisoires et donc susceptibles d'être modifiées. Les données sur le Japon se rapportent à l'exercice budgétaire.

Evolution de la production d'électricité nucléaire

Térawattheures (TWh), 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713975>

Sources

- OCDE (2012), *Données sur l'énergie nucléaire*, Éditions OCDE.
- Les données des pays non-membres proviennent de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), www.iaea.org.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Energy Technology Perspectives*, Éditions OCDE.
- AEN (2012), *The Role of Nuclear Energy in a Low Carbon Future, Développement de l'énergie nucléaire*, Éditions OCDE.
- AEN et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (2012), *Uranium 2009: Ressources, production et demande*, Éditions OCDE ("Uranium 2011" disponible en anglais).

Sites Internet

- Agence pour l'énergie nucléaire, www.oecd-nea.org.



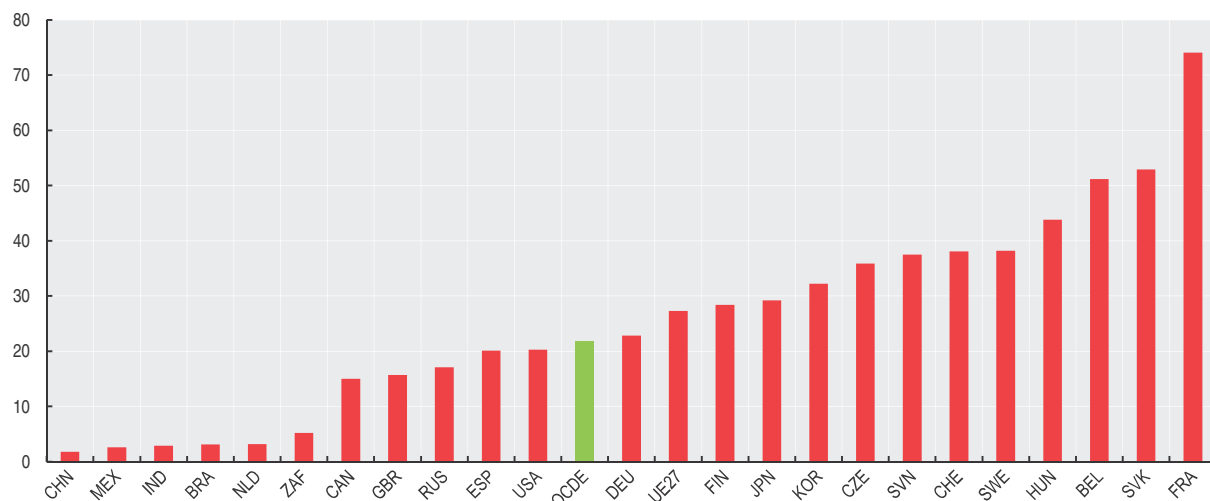
Production d'électricité nucléaire et centrales nucléaires

	2010		Nombre au 1 juin 2012	
	Terawatts heure net	En pourcentage de la production totale d'électricité	Centrales connectées au réseau	Centrales en construction
Allemagne	133.0	24.5	9	-
Australie	-	-	-	-
Autriche	-	-	-	-
Belgique	45.7	50.0	7	-
Canada	85.3	15.0	17	-
Chili	-	-	-	-
Corée	142.0	32.2	23	3
Danemark	-	-	-	-
Espagne	59.2	20.1	8	-
Estonie	-	-	-	-
États-Unis	803.0	20.3	104	1
Finlande	21.9	28.4	4	1
France	407.9	74.1	58	1
Grèce	-	-	-	-
Hongrie	14.8	42.8	4	-
Irlande	-	-	-	-
Islande	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-
Japon	279.3	29.2	50	2
Luxembourg	-	-	-	-
Mexique	5.6	2.6	2	-
Norvège	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-
Pays-Bas	4.0	3.2	1	-
Pologne	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-
République slovaque	13.5	52.9	4	2
République tchèque	26.4	33.2	6	-
Royaume-Uni	56.4	15.7	16	-
Slovenie	5.4	37.5	1	-
Suède	59.2	38.2	10	-
Suisse	25.2	38.0	5	-
Turquie	-	-	-	-
UE-27	868.2	27.4	132	4
OCDE	2 183.7	21.8	329	11
Afrique du Sud	12.9	5.2	2	-
Bésil	13.9	3.1	2	1
Chine	71.0	1.8	16	26
Fédération de Russie	159.4	17.1	33	11
Inde	20.5	2.9	20	7
Indonésie	-	-	-	-
Monde	2 630.0	13.5	435	62

 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713937>

Production d'électricité nucléaire

En pourcentage de la production totale d'électricité, 2010


 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713956>

CONTRIBUTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les États sont de plus en plus nombreux à accorder une place de choix à la promotion du développement durable et à la lutte contre le changement climatique dans leurs politiques énergétiques. Avec la croissance de la consommation d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre ont grimpé en flèche et leur concentration dans l'atmosphère s'est accrue. Pour réduire ces émissions, une solution consiste à remplacer les combustibles fossiles par des énergies renouvelables.

Définition

Le tableau indique la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP) des pays de l'OCDE. Les énergies renouvelables comprennent l'équivalent en énergie primaire de l'électricité produite par l'hydraulique (hors stations de pompage), la géothermie, le solaire, l'éolien, l'énergie marémotrice et l'énergie de la houle. Elles recouvrent aussi l'énergie provenant des biocombustibles solides, de la bio-essence, des biodiesels et autres biocarburants liquides, des biogaz et de la fraction renouvelable des déchets urbains. Les biocombustibles sont par définition les combustibles provenant directement ou indirectement de la biomasse (matière obtenue à partir d'organismes vivants ou morts depuis peu). Ils incluent le bois, les déchets végétaux (dont les déchets de bois et les cultures énergétiques), l'éthanol, les matières/déchets d'origine animale et les lessives sulfuriques. Les déchets urbains comprennent les déchets des secteurs résidentiel, tertiaire et des services publics collectés par les autorités municipales pour élimination dans une installation centralisée et pour la production de chaleur et/ou d'électricité.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, les approvisionnements totaux en énergies renouvelables ont augmenté au rythme de 2.5 % par an entre 1971 et 2011, contre 1.1 % dans le cas des approvisionnements totaux en énergie primaire. La croissance annuelle de l'hydraulique (1.2 %) est inférieure à celle d'autres énergies renouvelables, telles que la géothermie (5.3 %) ou encore les biocombustibles et les déchets (2.7 %). Comme leur niveau était très bas en 1971, le solaire et l'éolien sont les énergies renouvelables qui ont enregistré la plus forte croissance dans les pays de l'OCDE, surtout dans ceux où les pouvoirs publics ont mené une politique en faveur de leur développement.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la contribution des énergies renouvelables aux approvisionnements énergétiques est passée de 4.8 % en 1971 à 8.2 % en 2011. Toutefois, les disparités entre pays sont considérables. En haut de la fourchette, la part des énergies renouvelables atteignait 84 % en Islande et 40 % en Nouvelle-Zélande, de même qu'en Norvège. À l'autre extrême, elle ne dépassait pas 3 % de l'offre en Corée, au Japon et au Luxembourg.

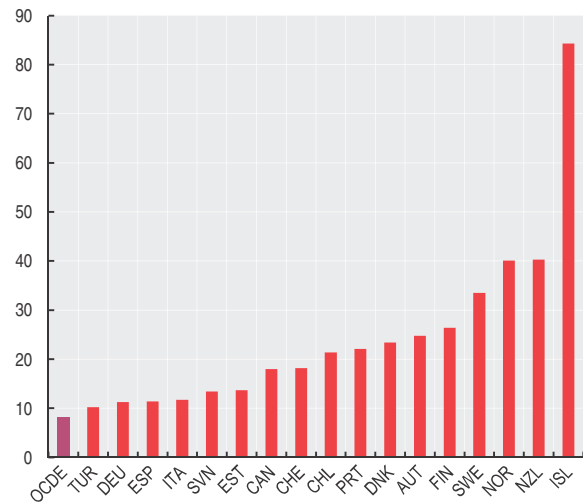
En général, la part des énergies renouvelables dans les approvisionnements énergétiques des pays non membres de l'OCDE est supérieure à celle des pays de l'OCDE. En 2010, les énergies renouvelables représentaient 44 % de l'approvisionnement au Brésil, 35 % en Indonésie, 26 % en Inde, 12 % en Chine, 11 % en Afrique du Sud et 3 % en Fédération de Russie.

Comparabilité

Les données sur les biocombustibles et les déchets reposent souvent sur des enquêtes de portée limitée ou sur d'autres informations incomplètes. Elles ne donnent donc qu'une impression approximative des tendances et ne sont pas véritablement comparables d'un pays à l'autre. Parfois, des catégories entières de combustibles végétaux sont omises par manque d'information.

Contribution des énergies renouvelables à l'approvisionnement en énergie

En pourcentage de l'approvisionnement total en énergie primaire, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714032>

Sources

- AIE (2012), *Energy Balances of non-OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Medium-Term Renewable Energy Market Report 2012, Market Trends and Projections to 2017*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Solar Heating and Cooling, IEA Technology Roadmaps*, AIE, Paris.
- AIE (2011), *Deploying Renewables: Best and Future Policy Practice*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *Harnessing Variable Renewables, A Guide to the Balancing Challenge*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Renewables Information*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Contribution des énergies renouvelables à l’approvisionnement en énergie

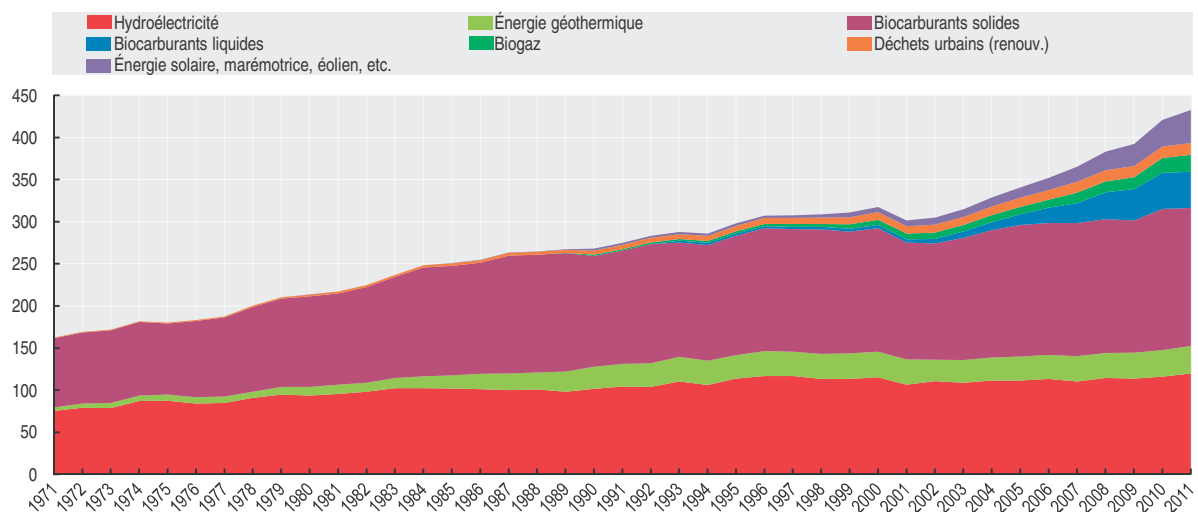
En pourcentage de l’approvisionnement total en l’énergie primaire

	1971	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1.2	1.5	2.8	3.2	3.8	4.4	4.9	5.8	7.9	8.0	8.7	9.9	11.3
Australie	8.8	5.9	6.1	6.2	5.9	5.8	5.6	5.7	5.7	5.7	5.5	5.5	6.1
Autriche	11.0	20.3	22.1	21.3	18.7	19.7	21.0	22.1	24.1	25.3	27.9	26.8	24.8
Belgique	0.0	1.0	1.2	1.3	1.5	1.6	2.0	2.3	2.7	3.1	3.8	4.2	4.8
Canada	15.3	16.1	15.9	16.9	15.6	15.6	15.9	15.7	16.2	16.8	17.6	17.1	18.0
Chili	20.8	27.8	26.4	26.2	24.8	24.2	25.1	25.3	23.5	24.4	26.1	22.0	21.4
Corée	0.6	1.1	0.4	0.4	0.5	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7
Danemark	1.8	6.2	10.3	11.2	12.1	13.8	15.1	14.3	16.3	16.9	18.0	20.3	23.4
Espagne	6.5	6.9	6.5	5.5	6.9	6.4	5.9	6.5	7.0	7.6	9.7	11.8	11.4
Estonie	..	1.9	11.0	11.7	11.2	11.4	11.4	10.5	10.7	11.9	15.2	15.3	13.7
États-Unis	3.7	5.0	4.0	4.0	4.3	4.4	4.5	4.8	4.7	5.1	5.4	5.6	6.1
Finlande	27.3	19.3	22.6	22.3	21.3	23.4	23.6	23.3	23.5	25.8	24.0	25.3	26.4
France	8.6	6.8	6.4	5.8	5.9	5.9	5.8	5.9	6.3	7.1	7.5	8.0	7.3
Grèce	7.8	5.1	4.7	4.9	5.3	5.3	5.4	5.9	5.7	5.6	6.4	7.7	7.2
Hongrie	2.9	2.6	3.4	3.4	3.5	3.6	4.3	4.5	5.1	6.0	7.4	7.6	7.8
Irlande	0.6	1.7	1.6	1.8	1.7	1.9	2.5	2.8	3.2	3.8	4.6	4.6	5.9
Islande	46.7	67.0	75.6	75.0	75.2	74.8	75.9	78.4	81.6	81.3	81.8	82.5	84.3
Israël	0.0	3.1	3.3	3.6	3.5	3.8	4.0	3.7	3.7	4.7	5.0	5.0	4.6
Italie	5.6	4.4	6.0	5.8	6.0	6.6	6.3	6.9	6.7	7.7	9.7	10.6	11.7
Japon	2.7	3.5	3.1	3.2	3.4	3.3	3.2	3.4	3.2	3.3	3.4	3.3	3.4
Luxembourg	0.0	0.6	1.1	1.1	1.0	1.2	1.6	1.8	3.1	3.1	3.0	3.1	3.1
Mexique	16.8	12.2	10.9	10.2	10.2	10.4	10.4	10.0	10.0	10.1	9.6	9.8	9.3
Norvège	40.9	54.3	42.9	49.5	38.2	40.0	48.5	42.6	46.5	44.9	43.1	36.1	40.1
Nouvelle-Zélande	32.0	32.8	28.0	29.8	29.7	31.3	31.6	32.0	32.2	32.9	35.8	39.0	40.3
Pays-Bas	0.0	1.1	1.8	1.9	1.8	2.1	2.7	3.0	3.0	3.5	4.0	3.8	4.3
Pologne	1.4	1.5	4.5	4.7	4.6	4.7	4.8	4.8	5.0	5.7	6.7	7.2	7.8
Portugal	19.6	19.6	16.2	13.7	16.9	14.7	13.1	17.1	17.7	17.7	19.9	23.3	22.1
République slovaque	2.3	1.5	4.1	4.0	3.5	4.0	4.3	4.5	5.4	5.4	7.2	7.8	7.4
République tchèque	0.2	1.8	3.5	3.7	3.4	3.8	4.0	4.2	4.7	4.9	5.8	6.3	7.2
Royaume-Uni	0.1	0.5	1.0	1.2	1.2	1.5	1.8	1.9	2.2	2.6	3.2	3.4	4.1
Slovenie	..	9.1	11.6	10.5	10.3	11.5	10.6	10.5	10.1	11.0	14.2	14.8	13.4
Suède	20.4	24.4	28.2	25.3	24.5	25.0	28.8	28.7	30.5	31.5	34.8	34.0	33.5
Suisse	15.5	15.0	18.4	16.8	16.8	16.5	16.0	15.5	17.8	17.8	17.8	19.0	18.2
Turquie	31.0	18.3	13.3	13.5	12.9	13.3	12.0	11.1	9.6	9.5	10.2	11.1	10.2
UE-27	..	4.3	5.8	5.7	5.9	6.3	6.5	6.9	7.6	8.2	9.2	10.1	..
OCDE	4.8	5.9	5.7	5.7	5.9	6.0	6.2	6.4	6.6	7.0	7.5	7.8	8.2
Afrique du Sud	10.4	11.5	11.6	12.1	11.3	10.5	10.7	11.0	10.2	9.6	9.9	10.7	..
Bésil	56.4	46.8	37.3	39.3	41.9	42.3	42.9	43.3	44.4	44.4	45.8	43.9	..
Chine	40.2	24.2	19.2	18.3	16.1	14.6	13.8	12.9	12.6	12.6	12.0	11.6	..
Fédération de Russie	..	3.0	3.0	2.8	2.7	2.9	2.9	2.8	2.9	2.6	2.8	2.5	..
Inde	62.8	44.1	33.9	33.2	32.9	31.7	31.2	30.3	29.2	28.2	26.5	26.3	..
Indonésie	75.3	46.6	38.3	37.3	37.5	35.4	34.7	34.4	35.0	36.1	35.0	34.5	..
Monde	13.1	12.7	12.7	12.7	12.5	12.4	12.4	12.4	12.5	12.7	13.1	13.0	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713994>

Approvisionnement en énergies renouvelables dans les pays de l’OCDE

En millions de tonnes d’équivalent pétrole (Mtep)



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714013>

PRODUCTION DE PÉTROLE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont des régions exceptionnellement riches en ressources énergétiques : leur sous-sol renfermait environ 65 % des réserves mondiales prouvées de pétrole fin 2010. En regard de ces réserves, la production pétrolière y est aujourd'hui relativement faible, et il sera essentiel d'en intensifier l'exploitation afin de répondre aux besoins énergétiques mondiaux des prochaines décennies. Les hydrocarbures non conventionnels (comme les schistes et sables bitumineux, le charbon liquéfié, les hydrocarbures issus de la biomasse et les hydrocarbures liquides obtenus par synthèse à partir du gaz naturel) sont également appelés à jouer un rôle croissant pour satisfaire la demande mondiale.

Définition

La production de pétrole brut correspond aux quantités de pétrole extraites du sous-sol, après élimination des matières inertes ou des impuretés qu'il contenait. Cette production comprend le pétrole brut, les liquides de gaz naturel (LGN) et les additifs. Le pétrole brut est une huile minérale constituée d'un mélange d'hydrocarbures d'origine naturelle. Sa couleur va du jaune au noir, sa densité et sa viscosité sont variables. Les LGN sont des hydrocarbures liquides ou liquéfiés obtenus pendant le traitement, la purification et la stabilisation du gaz naturel. Les additifs (notamment, le MTBE ou le plomb tétraéthyle) sont des substances autres que des hydrocarbures qui sont ajoutées ou mélangées à un produit afin d'en modifier les propriétés, par exemple d'en améliorer les propriétés de combustion.

On entend par production des raffineries la production de produits pétroliers secondaires des raffineries de pétrole.

En bref

La production mondiale de pétrole brut a progressé de 61 % durant les 40 années écoulées entre 1971 et 2011. En 2011, la production a atteint 4 011 millions de tonnes, soit environ 88 millions de barils par jour. La croissance n'a pas été continue au cours de la période considérée, la production ayant chuté à la suite des deux chocs pétroliers survenus au début et à la fin des années 70.

En 2011, le Moyen-Orient représentait 32 % du total de la production mondiale de pétrole. Cependant, la production de la région et sa part dans le total mondial ont sensiblement varié au cours de la période considérée, passant de 38 % en 1974 à 19 % en 1985. En revanche, la zone de l'OCDE, qui, du fait de l'augmentation de sa production dans les années 80 et 90, avait rattrapé le Moyen-Orient, a vu sa part tomber à 21 % de la production mondiale de pétrole en 2011.

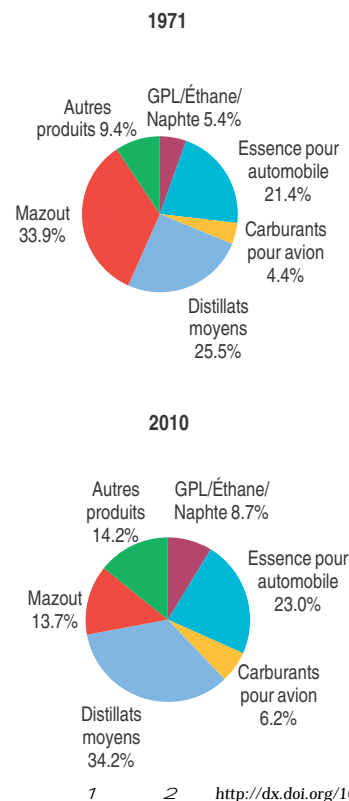
La production de produits pétroliers secondaires raffinés a considérablement évolué entre 1971 et 2010. Dans la gamme de ces produits, la part du fioul est passée de 34 % en 1971 à 14 % en 2010, tandis que celle des distillats moyens a augmenté, passant de 25 % à 34 % au cours de la même période.

Comparabilité

En règle générale, les données relatives à la production de pétrole sont de grande qualité. Dans certains cas, les informations proviennent de sources secondaires ou sont des estimations de l'Agence internationale de l'énergie.

Part de la production des raffineries par produit

En pourcentage de la production des raffineries



Sources

- AIE (2012), *Energy Balances of non-OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Oil Information*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Medium-Term Oil Market Report*, AIE, Paris.

Bases de données en ligne

- IEA *World Energy Statistics and Balances*.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.



Production de pétrole brut

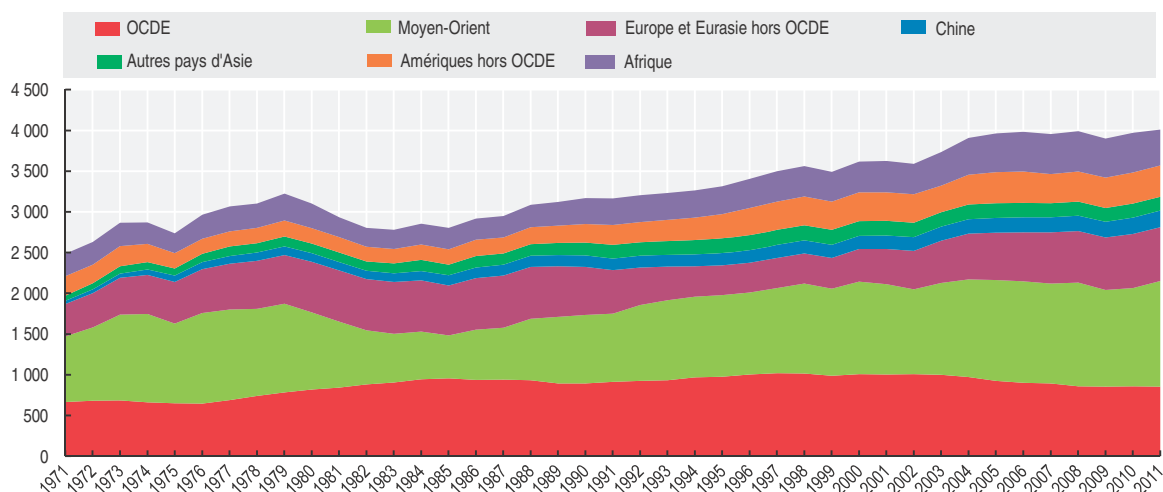
Millions de tonnes

	1971	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	7.6	5.3	4.3	4.6	4.8	4.9	5.2	5.2	5.2	4.9	4.5	3.8	3.9
Australie	14.3	27.5	33.1	31.3	29.1	26.2	24.1	22.0	24.5	22.6	23.7	22.5	19.4
Autriche	2.6	1.2	1.0	1.0	1.0	1.1	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Belgique	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Canada	70.6	91.6	126.6	132.9	140.4	145.4	143.5	151.3	158.0	153.8	152.6	161.2	168.9
Chili	1.7	1.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.5	0.5	0.6	0.6	0.5
Corée	-	-	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5	0.6	0.6	0.5	0.7	0.7	0.7
Danemark	-	6.0	16.9	18.1	18.1	19.3	18.5	16.8	15.2	14.0	12.9	12.2	11.2
Espagne	0.1	1.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Estonie	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	527.7	413.3	349.9	348.1	338.4	325.9	310.0	304.4	304.0	299.4	321.7	332.4	345.8
Finlande	-	-	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	-	-	0.1	0.1	0.1
France	2.5	3.5	1.6	1.5	1.6	1.6	1.4	1.2	1.4	1.5	1.2	1.2	1.2
Grèce	-	0.8	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Hongrie	2.0	2.3	1.5	1.6	1.6	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2	1.2	1.1	0.9
Irlande	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Islande	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Israël	5.7	-	0.0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	1.3	4.7	4.2	5.8	5.9	5.7	6.4	6.3	6.6	6.0	5.2	5.9	5.8
Japon	0.8	0.5	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.6
Luxembourg	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	25.4	151.1	175.5	178.3	189.3	191.4	187.6	183.2	172.5	156.9	146.0	144.7	143.8
Norvège	0.3	82.1	162.6	157.8	153.7	144.0	133.0	123.8	119.5	114.6	108.3	99.6	93.3
Nouvelle-Zélande	-	1.9	1.8	1.6	1.3	1.1	1.1	1.0	2.0	2.8	2.7	2.6	2.2
Pays-Bas	1.7	4.0	2.3	3.1	3.1	2.9	2.3	2.0	2.9	2.5	2.2	1.8	1.8
Pologne	0.4	0.2	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9	0.8	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7
Portugal	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République slovaque	0.2	0.1	0.1	0.1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République tchèque	-	0.2	0.4	0.4	0.5	0.6	0.6	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
Royaume-Uni	0.2	91.6	116.8	116.1	106.2	95.5	84.7	76.6	76.6	71.7	68.2	63.0	52.0
Slovenie	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	..	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	3.5	3.7	2.5	2.4	2.4	2.3	2.3	2.2	2.1	2.2	2.4	2.5	2.4
UE-27	..	129.0	157.3	161.5	151.7	140.7	129.0	118.1	116.6	109.1	102.3	95.6	83.5
OCDE	668.6	893.8	1 004.1	1 007.6	1 000.3	972.4	925.8	901.5	896.0	858.3	857.1	858.8	856.8
Afrique du Sud	-	-	0.8	1.0	0.7	1.7	0.9	0.8	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1
B Brésil	8.5	32.7	67.1	75.4	77.9	77.1	85.1	90.3	92.2	95.5	102.1	107.5	110.3
Chine	39.4	138.3	164.1	167.1	169.7	175.9	181.4	184.9	186.4	190.6	189.6	203.2	203.2
Fédération de Russie	..	523.7	345.8	377.2	418.6	456.3	466.4	475.8	487.7	486.2	491.2	504.1	510.2
Inde	7.3	34.6	36.2	37.4	37.7	38.3	36.3	38.1	37.9	37.5	37.7	41.9	43.2
Indonésie	44.1	73.2	66.6	61.9	56.7	53.5	52.4	49.3	46.7	48.3	47.3	47.5	45.7
Monde	2 488.7	3 169.3	..	3 592.1	3 736.4	3 909.9	3 965.0	3 982.5	3 958.1	3 994.0	3 901.2	3 974.0	4 010.9

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714051>

Production de pétrole brut par région

Millions de tonnes



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714070>

PRIX DU PÉTROLE

Outre les fluctuations habituelles de l'offre et de la demande, un certain nombre de facteurs, notamment d'ordre géopolitique, influent sur le prix du pétrole brut, dont on tire les produits pétroliers (par exemple l'essence). Une partie des réserves les moins coûteuses se trouvent dans des régions du monde qui ne sont pas exemptes de risques. Il n'y a pas qu'un seul prix du pétrole brut, mais plusieurs : les cours mondiaux sont fixés par rapport à trois bruts de référence faisant l'objet d'échanges sur le marché (le West Texas Intermediate [WTI], le Brent et le Dubaï), à des niveaux supérieurs ou inférieurs.

En bref

L'embargo pétrolier imposé par les pays arabes en 1973 a eu un impact considérable sur les cours : le prix de l'Arabian Light s'est en effet envolé, passant de 1.84 USD/baril en 1972 à 10.98 USD/baril en 1974. Après 1973, un premier pic a été atteint à la suite de la révolution iranienne en 1981, année où les prix ont approché les 40 USD. Après cette crise, les prix ont amorcé une baisse progressive, puis accusé une chute brutale en 1986, lorsque l'Arabie Saoudite a fortement accru sa production pétrolière. La première crise du Golfe, survenue en 1990, a déclenché une nouvelle flambée des prix. En 1997, les cours du pétrole brut ont commencé à diminuer sous l'effet de la crise financière asiatique.

Les prix sont repartis à la hausse en 1999, en réaction aux réductions des quotas de production visées par l'OPEP et aux tensions sur les stocks. Malgré le fléchissement intervenu en 2001 et 2002, la perspective de la guerre en Irak a poussé sensiblement les prix à la hausse, qui ont dépassé les 30 USD au premier trimestre de 2003 et sont restés élevés dans les derniers mois de l'année 2003 ainsi qu'en 2004. Les prix du pétrole brut ont augmenté très fortement fin août 2005, après les ravages provoqués par l'ouragan Katrina sur la côte Est du golfe du Mexique aux États-Unis. Ils ont poursuivi leur escalade en 2006, dépassant en moyenne de 24 % les cours de l'année précédente, car la demande de pétrole des économies émergentes, en particulier de la Chine, mettait à rude épreuve l'équilibre de l'offre et de la demande. En 2007, la hausse des cours a continué : le prix du Dubaï a atteint 88.82 USD/baril au début du mois de novembre et celui du WTI s'est envolé à 96.50 USD/baril.

Au début de l'année 2008, les prix ont franchi le seuil symbolique des 100 USD/baril puis atteint un nouveau sommet historique à un peu moins de 150 USD/baril au mois de juillet. Début 2009, les prix sont retombés à 40 USD/baril lorsque, sous l'effet du renchérissement et de l'amorce de la crise financière mondiale, la demande s'est effondrée. Plus tard dans l'année, les prix allaient de 70 à 80 USD/baril.

Les prix du pétrole brut ont affiché une hausse continue tout au long de 2010 et 2011, sous l'effet du redémarrage de la demande au sortir de la récession, du renforcement des stocks et du faible niveau de la capacité inutilisée. En 2012, ils ont continué de croître jusqu'au mois de mars pour atteindre 122.40 USD/baril en moyenne, puis ont commencé à baisser pour passer sous la barre de 100 USD/baril en juin.

Définition

Les prix d'importation du pétrole brut sont tirés du Crude Oil Import Register. Les données sont recueillies en fonction du type de brut et les prix moyens s'obtiennent en divisant la valeur par le volume enregistré par les administrations des douanes pour chaque position tarifaire. Les valeurs sont consignées à la date de l'importation et tiennent compte du coût, de l'assurance et du fret (CAF), mais non des droits d'importation.

Le prix nominal au comptant du pétrole brut indiqué pour les années 2003 à 2011 est celui du Dubaï, tandis que pour les années 1970 à 2002, il s'agit de celui de l'Arabian Light. Ces prix nominaux au comptant sont exprimés en dollars US par baril de pétrole. Le prix réel a été calculé à l'aide du déflateur du PIB aux prix du marché et en prenant 1970 comme nouvelle année de référence (1970 = 100).

Comparabilité

Les prix moyens d'importation du pétrole brut sont fonction de la qualité du brut importé. Les pétroles bruts de grande qualité, tels que ceux extraits dans le secteur des Forties au Royaume-Uni ou le gisement d'Oseberg en Norvège ainsi que le brut léger vénézuélien, se vendront plus cher que les bruts de qualité inférieure, par exemple le brut lourd canadien ou le pétrole extra-lourd du Venezuela. Le prix moyen mensuel dépend du panachage de pétroles bruts importés chaque mois dans un pays donné.

Sources

- AIE (2012), *Energy Prices and Taxes*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Energy Policies of IEA Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *Medium-Term Oil and Gas Markets 2011*, AIE, Paris.
- AIE (2011), *Oil Market Report*, AIE, Paris.
- AIE (2012), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Energy Prices and Taxes* - IEA online database.

Sites Internet

- Agence internationale de l'énergie (AIE), www.iea.org.

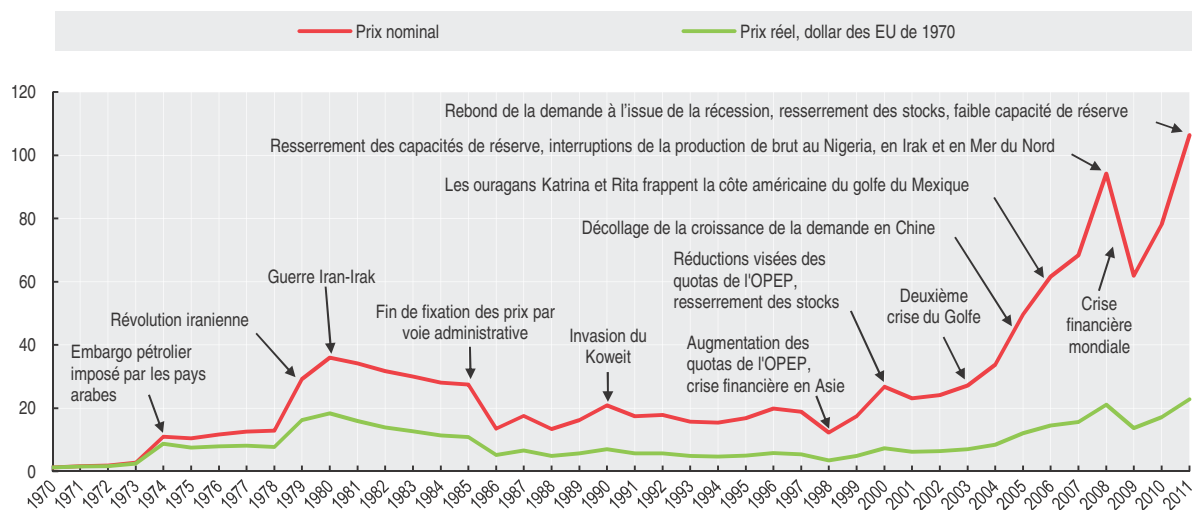


Prix du pétrole brut à l'importation
dollars des EU par baril, valeur unitaire moyenne, c.a.f.

	1976	1990	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	13.27	23.17	24.15	24.40	28.44	36.65	52.30	63.29	71.60	96.70	61.18	78.49	110.63
Australie	..	24.21	26.61	25.80	31.24	40.93	56.71	66.71	77.13	107.83	63.40	82.60	115.66
Autriche	12.85	24.58	25.32	24.64	29.59	38.21	53.15	64.44	71.86	103.05	60.69	80.00	110.92
Belgique	12.64	21.11	24.20	24.35	27.72	35.35	50.06	61.06	70.35	96.01	61.77	79.65	110.50
Canada	..	24.15	24.87	24.97	29.53	38.13	52.37	64.33	70.04	101.41	60.29	79.14	110.80
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	24.87	24.12	28.80	36.15	50.19	62.82	70.01	98.11	61.12	78.72	108.63
Danemark	12.98	23.18	24.82	24.88	29.68	38.78	54.40	66.92	74.94	96.48	62.87	80.40	112.77
Espagne	12.54	21.88	23.32	23.95	28.13	36.03	50.54	60.99	68.66	94.86	59.78	77.84	108.50
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	13.48	21.07	22.07	23.52	27.66	35.86	48.82	59.15	66.77	94.97	58.83	76.02	102.43
Finlande	..	..	23.49	24.51	27.72	36.09	51.12	63.37	70.48	94.79	61.01	79.10	109.23
France	..	..	24.13	24.63	28.87	37.61	52.74	63.69	72.22	97.63	61.64	79.78	111.78
Grèce	12.13	22.42	23.22	24.08	27.17	34.53	50.33	60.97	69.93	93.60	60.10	78.97	109.41
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	..	25.55	25.31	25.52	29.66	39.24	55.24	66.38	74.16	100.39	62.61	80.95	113.92
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	12.41	23.23	23.87	24.34	28.58	36.60	51.33	62.50	70.20	96.67	60.69	79.29	110.23
Japon	12.59	22.64	25.01	24.96	29.26	36.59	51.57	64.03	70.09	100.98	61.29	79.43	109.30
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	18.46	23.43	24.46	30.41	39.20	53.08	58.83	70.16	80.22	69.08	81.06	111.18
Nouvelle-Zélande	..	21.97	26.14	25.89	31.00	41.71	56.07	67.36	73.84	105.80	65.85	80.62	112.38
Pays-Bas	13.06	21.83	23.48	23.99	27.67	35.02	50.00	61.47	68.74	97.89	60.54	78.55	109.19
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	94.02	60.83	77.89	109.58
Portugal	12.14	22.75	24.02	24.27	28.72	37.89	51.94	62.77	70.23	98.83	62.49	79.13	112.33
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	69.97	90.49	59.37	78.72	108.90
République tchèque	..	..	23.74	23.37	28.13	34.82	51.28	62.05	68.54	97.71	60.77	79.04	110.42
Royaume-Uni	12.57	22.92	24.45	24.58	29.13	37.75	53.79	65.00	73.80	99.34	62.39	80.60	113.49
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	13.22	23.02	24.03	23.86	28.60	36.47	51.78	62.50	70.13	95.09	60.58	79.00	110.67
Suisse	13.87	24.23	25.04	25.34	30.26	38.73	55.81	66.76	74.92	101.03	63.27	80.92	112.51
Turquie	..	23.11	22.98	23.57	27.05	34.90	50.65	61.48	68.59	98.07	61.27	78.26	109.81
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
B Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714108>

Prix au comptant du pétrole brut
Dollars des EU par baril



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714127>

TRANSPORT DE MARCHANDISES

Des données sur les transports sont de plus en plus demandées pour mesurer les diverses incidences de ce secteur sur l'économie, l'environnement et la société. Cependant, l'absence de définitions et de méthodes uniformes empêche parfois de procéder à des comparaisons internationales. Le Glossaire des statistiques de transport (4e édition) fournit des définitions communes.

Définition

Les données relatives au transport de marchandises concernent l'ensemble des mouvements de marchandises effectués par les modes de transport intérieurs (rail, route, voies navigables intérieures et conduites) sur un réseau donné. L'unité dans laquelle ces données sont exprimées est la tonne-kilomètre, qui correspond au déplacement d'une tonne sur un kilomètre. La distance prise en compte est celle qui est effectivement parcourue.

Comparabilité

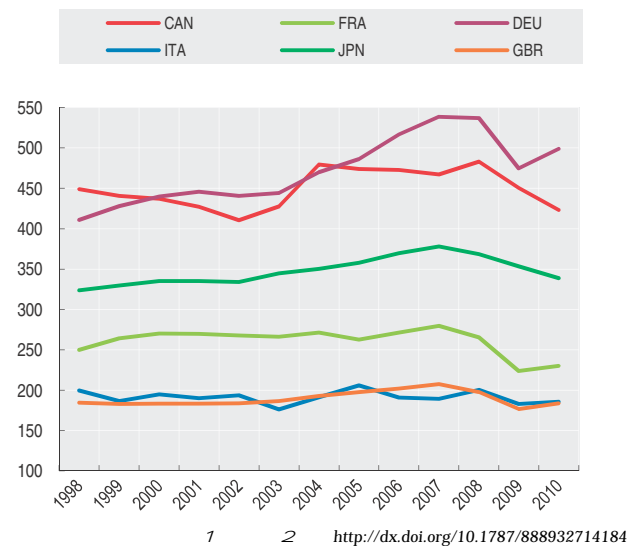
On parle de transport national lorsque le chargement et le déchargement ont lieu dans un même pays. Dès lors que l'une ou l'autre de ces opérations est effectuée dans un autre pays, le transport est considéré comme international. Les statistiques du transport routier international reposent sur le principe de la nationalité, se distinguant ainsi de celles des autres modes, qui sont fondées sur le principe de la territorialité.

Les statistiques fondées sur le principe de la territorialité rendent compte des entrées et sorties de marchandises et de

véhicules qui sont enregistrées sur le territoire d'un pays, indépendamment de la nationalité des véhicules transporteurs. Les statistiques fondées sur le principe de la nationalité prennent uniquement en considération les mouvements des véhicules immatriculés dans le pays déclarant.

Évolution du transport intérieur de marchandises

Milliards de tonnes-kilomètres



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714184>

En bref

Après la crise économique et l'effondrement du commerce mondial qui a suivi en 2009, la plupart des régions du monde étaient sur la voie de la reprise en 2010. Alors que le transport mondial de marchandises par mer et par air a connu un nouvel essor et atteint de nouveaux sommets, la reprise du fret ferroviaire et routier se fait plus lente : ses volumes restent inférieurs aux niveaux d'avant la crise, ce qui témoigne davantage du bilan économique intérieur que de la situation des échanges.

En 2009, la crise économique a porté un coup rude au fret ferroviaire, dont les volumes n'ont toujours pas renoué avec les niveaux d'avant la crise. En tonnes-kilomètres, le transport ferroviaire a affiché une croissance générale de 3 % en 2010. À l'intérieur de l'Union européenne, il a progressé de 10 % pour atteindre un peu moins de 400 milliards de tonnes-kilomètres, ce qui représente encore 7 % de moins qu'en 2008. En Fédération de Russie et aux États-Unis, le trafic ferroviaire a crû de 8 % et 6 % respectivement, parvenant ainsi pratiquement à rattraper les niveaux de 2008.

Le transport routier de marchandises, qui n'a pas été épargné en 2009, est lent à se rétablir. Les données pour 2010 révèlent une hausse générale du trafic, qui reste néanmoins en deçà des volumes de 2008. Exprimée en tonnes-kilomètres, cette croissance s'est élevée à 4 % au sein de l'Union européenne, mais la situation varie sensiblement d'un pays à l'autre.

Sources

- Forum international des transports (FIT) (2012), "Coastal Shipping", Forum international des transports (Base de données).
- FIT (2012), "Container Transport", Forum international des transports (Base de données).
- FIT (2012), *Inland Freight Transport*, Forum international des transports (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2012), *Transport Outlook*, FIT, Paris.
- OCDE (2012), *Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Impacts Environnementaux de la Navigation, Le Rôle des Ports*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- FIT (2012), *Key Transport Statistics*, FIT, Paris.
- OCDE (2011), *Évolution des transports 2011, Évolution des transports*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Illustrated Glossary for Transport Statistics 4th Edition*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org.

Transport terrestre de marchandises

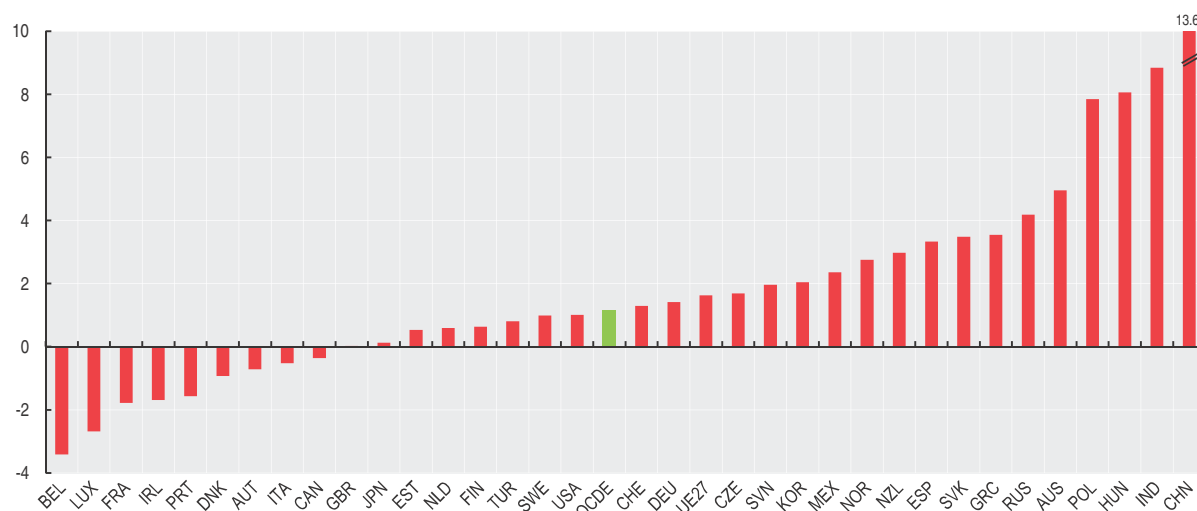
Milliard de tonnes-kilomètres

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	410.8	428.0	439.7	445.7	440.9	444.3	470.1	486.4	516.8	538.6	536.9	474.9	499.0
Australie	249.9	258.7	268.8	276.3	296.6	311.0	324.9	349.4	362.4	387.2	410.0	398.0	415.5
Autriche	56.8	59.1	61.7	65.0	66.4	66.5	67.5	64.6	70.2	68.6	66.1	56.1	57.9
Belgique	57.5	62.3	67.6	69.5	70.5	67.7	65.6	62.1	62.1	60.7	57.0	49.2	49.5
Canada	449.1	440.7	437.1	427.3	410.4	427.4	479.5	473.9	472.6	467.2	483.1	450.6	423.3
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	16.1	16.6	17.7	17.5	18.1	18.2	17.9	18.2	18.3	18.2	16.8	15.6	16.3
Espagne	143.9	153.3	168.4	181.1	204.6	212.3	241.1	254.1	262.6	278.9	262.4	227.5	226.1
Estonie	9.9	11.3	12.0	13.2	14.1	16.1	17.3	18.3	19.3	19.1	14.2	12.2	12.6
États-Unis	5 009.6	5 157.5	5 165.9	5 186.0	5 302.6	5 379.4	5 588.5	5 649.8	5 729.3	5 850.3	5 814.7	5 372.2	5 655.3
Finlande	35.6	35.4	37.9	36.6	37.8	41.1	42.5	41.6	40.9	40.4	41.9	36.6	40.2
France	250.0	264.4	270.4	269.8	267.8	266.2	271.4	262.6	271.2	279.6	265.4	223.9	230.0
Grèce	13.5	14.2	14.7	14.8	15.0	15.2	16.1	16.5	17.2	18.2	17.7	17.5	20.1
Hongrie	26.3	25.2	25.2	32.4	31.5	33.0	36.7	41.9	48.4	53.9	53.5	50.1	50.5
Irlande	8.7	10.8	12.8	12.9	14.9	16.3	17.7	18.5	17.9	19.3	17.4	12.1	11.0
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	199.6	186.4	194.9	190.0	193.9	176.4	191.2	205.8	191.1	189.2	200.5	183.1	185.9
Japon	323.6	329.7	335.3	335.3	334.2	344.7	350.1	357.8	369.7	378.1	368.7	353.3	339.0
Luxembourg	1.3	1.4	1.5	1.5	1.6	1.4	1.5	1.3	1.4	1.2	1.2	1.1	1.1
Mexique	226.0	245.2	242.4	238.5	244.5	249.3	254.2	276.4	283.1	299.6	301.9	280.8	299.1
Norvège	18.7	18.6	18.3	18.9	18.9	19.2	21.7	22.7	22.8	22.9	24.1	22.8	23.3
Nouvelle-Zélande	11.3	16.1	17.2	17.9	18.6	19.5	20.5	20.7	20.8	21.5	21.8	..	..
Pays-Bas	79.7	84.1	83.2	82.9	84.1	82.3	89.4	88.0	87.8	90.7	90.3	79.2	87.8
Pologne	150.0	146.0	150.6	147.2	150.0	160.3	188.7	196.4	216.9	238.6	248.8	258.9	297.1
Portugal	16.7	17.4	17.1	19.3	17.8	16.7	19.7	19.8	20.1	21.0	19.3	16.1	14.9
République slovaque	31.0	30.0	27.0	25.7	25.9	27.5	28.9	32.7	33.0	37.7	39.5	35.3	36.7
République tchèque	55.6	56.4	58.9	56.5	63.2	64.8	63.4	61.4	69.2	67.4	69.5	60.5	68.5
Royaume-Uni	184.5	182.9	183.4	183.3	183.9	186.4	192.9	197.8	202.0	207.5	197.6	176.7	183.8
Slovenie	4.7	4.7	4.8	4.8	5.0	5.3	5.4	5.6	5.7	6.2	6.2	4.9	5.7
Suède	50.6	51.3	51.4	49.5	51.0	51.6	53.5	56.4	57.7	59.6	60.9	52.5	56.2
Suisse	22.6	23.2	25.0	25.7	25.6	26.0	27.2	27.8	29.2	29.3	29.9	27.6	28.1
Turquie	212.1	216.0	224.6	202.5	205.8	179.0	178.2	181.7	192.9	204.1	229.1	231.9	241.5
UE-27	1 907.8	1 934.1	1 991.4	2 017.2	2 072.1	2 094.0	2 239.2	2 314.6	2 399.2	2 491.7	2 457.4	2 185.8	2 303.3
OCDE	8 336.1	8 557.1	8 646.3	8 749.2	8 917.9	9 034.2	9 455.1	9 621.1	9 832.2	10 091.0	10 083.2	9 183.0	9 577.7
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	2 313.5	2 351.1	2 719.7	2 679.3	2 890.2	3 149.6	3 711.8	4 162.8	4 616.8	5 261.7	7 733.0	8 248.3	8 563.5
Fédération de Russie	1 904.9	2 120.1	2 341.9	2 473.5	2 657.9	2 925.4	3 192.4	3 295.2	3 390.1	3 523.1	3 509.1	3 220.9	3 387.6
Inde	715.5	775.0	806.4	848.2	898.2	976.2	1 057.3	1 100.7	1 249.6	1 366.0	1 465.9	1 606.2	1 728.0
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714146>

Transport intérieur de marchandises

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, pour 2000-10 ou dernière période disponible

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714146>

TRANSPORT DE VOYAGEURS

Alors que des études tendent à montrer que le trafic de voitures particulières est arrivé à saturation dans certains pays développés, la demande de mobilité continue de croître à l'échelle mondiale. Il faut donc disposer de données fiables et exhaustives sur la mobilité des voyageurs pour mettre au point des systèmes durables. L'absence de définitions et de méthodes uniformes empêche parfois de procéder à des comparaisons internationales. Le Glossaire des statistiques de transport (4e édition) fournit des définitions communes à l'ensemble des États membres de l'Union européenne, au Forum international des transports et à la Commission économique de l'ONU pour l'Europe.

Définition

Dans le tableau ci-après, les données relatives au transport de voyageurs concernent l'ensemble des déplacements de voyageurs par les modes de transport ferroviaire et routier (voitures particulières, autobus ou autocars). L'unité dans laquelle ces données sont exprimées est le voyageur-kilomètre, qui correspond au déplacement d'un voyageur sur un kilomètre. La distance prise en compte est celle qui est effectivement parcourue.

Comparabilité

Si le trafic voyageurs est relativement facile à estimer dans le cas du transport ferroviaire et des services réguliers par autobus ou autocars, la tâche s'avère beaucoup plus difficile pour

ce qui est du transport en voiture particulière ou des services non réguliers par autocars. Certains pays ne communiquent aucune donnée sur le transport en voiture particulière, tandis que d'autres effectuent différents types d'enquêtes pour estimer le trafic voyageurs sur leur territoire. Comme il n'existe pas de méthode commune à cet égard et qu'aucune des méthodes employées ne permet d'avoir une vision complète du trafic voyageurs, les données disponibles ne sont pas toujours comparables entre les pays.

En bref

Le transport ferroviaire de voyageurs a subi le plein effet de la crise économique après tous les autres secteurs, surtout en 2009, puis en 2010. Ainsi, en 2010, d'après les données exprimées en voyageurs-kilomètres, il a stagné dans l'Union européenne (+0.2 %), après avoir baissé de 2 % l'année précédente, et a même reculé dans un grand nombre de pays européens, principalement en Autriche (-10 %), en Pologne (-4 %) et en Espagne (-3 %). Une poignée a su résister à cette tendance : le Royaume-Uni (+6 %), l'Allemagne (+2 %), la Suisse (+3 %), le Danemark (+3 %) et la Finlande (+2 %). Hors Europe, les données en voyageurs-kilomètres pour la Fédération de Russie indiquent une chute de 8 %, et les chiffres préliminaires pour la Chine une croissance nulle (+0.4 %), qui représente malgré tout 3 milliards de voyageurs-kilomètres supplémentaires.

Des écarts prononcés demeurent entre les différents pays membres de l'Union européenne. En France et en Allemagne, le trafic ferroviaire de voyageurs s'est maintenu autour des niveaux d'avant la crise. Il continue de croître au Royaume-Uni, tandis que la situation ne cesse de se détériorer en Italie depuis la crise économique.

S'agissant du transport en voiture particulière, on dispose de données moins précises et plus anciennes pour un grand nombre de pays. À l'intérieur de l'Union européenne, un recul de 1.5 % en moyenne est observé dans les 13 pays disposant de données pour 2010. Les États-Unis ont enregistré en 2008 la baisse la plus importante (-3.8 %) qu'ils avaient connue depuis la crise économique des années 90 (-3.6 % en 1991).

Sources

- Forum international des transports (FIT) (2012), *Inland passenger transport*, Forum international des transports (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2012), *Transport Outlook*, FIT, Paris.
- OCDE *Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Strategic Transport Infrastructure Needs to 2030*, Éditions OCDE.
- OCDE, Forum International des Transports (2010), *Améliorer la fiabilité des réseaux de transport de surface*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Évolution des transports 2011, Évolution des transports*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Illustrated Glossary for Transport Statistics 4th Edition*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org.

Transport intérieur de passagers

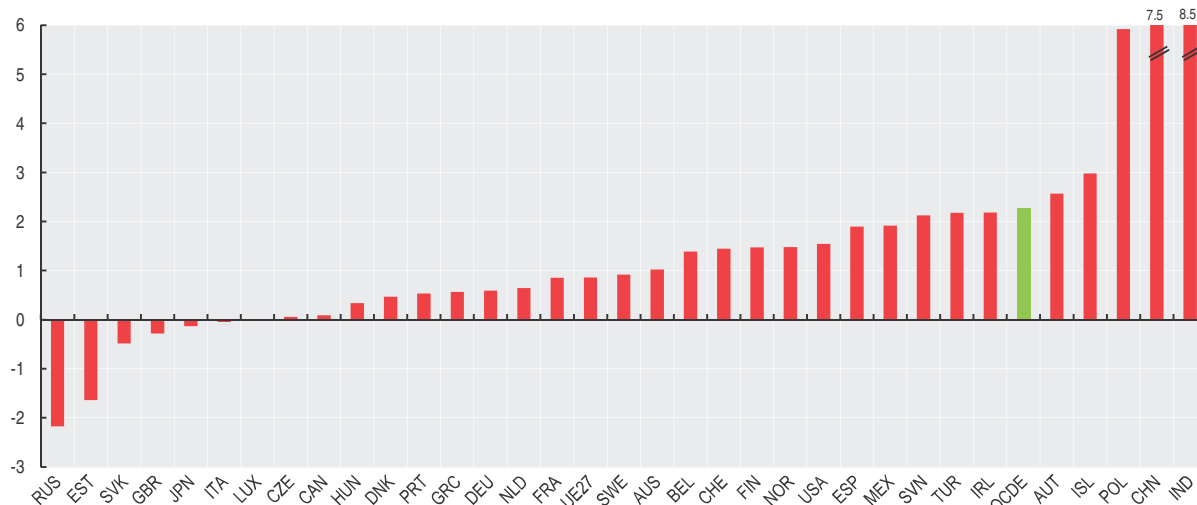
Milliard de passagers-kilomètres

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	968.3	990.2	975.7	997.1	1 001.9	996.5	1 009.1	998.9	1 008.2	1 011.0	1 017.3	1 030.4	1 029.1
Australie	259.2	264.9	270.2	268.5	274.4	281.1	293.2	294.0	293.3	296.5	297.4	297.5	296.1
Autriche	8.0	8.0	8.2	8.2	8.3	8.2	8.3	8.5	9.3	9.6	10.8	10.7	10.3
Belgique	120.1	123.8	127.2	129.5	132.2	133.0	135.5	136.1	137.6	142.2	141.7	144.5	144.0
Canada	501.5	502.5	503.5	482.5	494.5	486.4	489.7	514.2	511.5	504.9	494.0	509.4	507.6
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Danemark	69.1	70.1	70.0	69.4	69.4	70.1	71.6	71.7	72.6	74.3	74.3	73.6	73.0
Espagne	339.8	361.0	350.4	357.3	383.8	392.3	404.0	412.6	412.4	424.3	427.4	430.6	414.9
Estonie	2.5	2.5	2.9	2.9	2.8	2.8	2.9	3.2	3.4	3.2	3.0	2.6	2.5
États-Unis	4 212.8	4 285.1	4 362.7	4 364.7	4 459.5	4 492.3	4 573.3	4 590.9	4 538.8	5 855.6	5 664.2	5 007.5	5 008.7
Finlande	64.5	65.9	66.8	68.0	69.3	70.6	71.9	72.9	73.5	75.1	75.0	75.7	76.2
France	771.1	794.4	799.8	828.6	838.2	843.3	846.9	840.2	842.4	852.5	852.0	856.3	863.1
Grèce	39.5	41.9	42.1	42.9	43.6	43.6	44.3	44.3	44.1	44.5	43.8	44.5	44.3
Hongrie	73.3	73.8	74.3	74.5	75.2	76.4	78.1	76.5	79.2	79.2	79.3	78.6	76.6
Irlande	1.4	1.5	1.4	1.5	1.6	1.6	1.6	1.8	1.9	2.0	2.0	1.7	1.7
Islande	3.9	4.1	4.3	4.5	4.6	4.7	4.9	5.1	5.5	5.7	5.6	5.6	5.6
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	794.4	798.7	854.6	860.0	854.6	854.5	865.1	828.1	829.5	829.5	828.3	870.2	850.9
Japon	1 343.7	1 340.7	1 335.5	1 339.7	1 337.7	1 339.2	1 333.0	1 324.2	1 313.6	1 324.6	1 310.5	1 323.0	1 319.4
Luxembourg	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Mexique	365.7	387.7	381.8	389.4	393.3	399.1	410.1	423.0	437.1	450.0	464.0	437.3	452.9
Norvège	56.5	57.9	58.7	59.7	60.6	60.9	61.7	61.5	62.5	64.4	65.7	66.3	67.0
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	167.0	171.4	172.0	172.6	175.1	176.2	181.6	179.6	179.5	180.5	178.5	182.7	182.2
Pologne	195.7	197.8	201.1	206.9	214.0	222.0	230.2	244.5	265.6	286.1	320.5	328.1	337.4
Portugal	91.8	97.5	98.0	98.9	99.5	100.1	101.4	101.3	101.1	101.7	101.0	103.2	102.8
République slovaque	31.2	32.3	35.2	35.1	35.9	35.3	34.4	35.7	35.9	35.9	35.3	33.4	33.7
République tchèque	75.5	78.0	80.6	81.4	81.6	83.3	82.7	83.9	86.1	88.0	88.6	88.3	81.0
Royaume-Uni	716.4	726.2	725.2	739.1	762.9	761.0	757.8	753.4	763.4	770.3	767.6	760.1	707.1
Slovenie	23.5	24.8	24.5	24.9	25.4	25.6	26.0	26.3	26.9	28.4	28.9	29.8	29.6
Suède	105.8	108.3	109.6	110.7	113.6	114.2	114.6	115.0	115.3	118.4	118.0	119.2	119.0
Suisse	93.2	94.7	96.5	97.5	99.0	100.1	101.2	103.3	104.5	106.1	107.6	109.5	109.8
Turquie	192.3	181.4	191.5	173.8	168.5	170.2	179.5	187.2	192.9	214.7	211.2	217.8	232.4
UE-27	4 705.0	4 813.6	4 862.5	4 951.2	5 029.5	5 050.6	5 106.9	5 075.8	5 129.2	5 197.5	5 235.0	5 300.3	5 250.3
OCDE	11 687.8	11 887.3	12 024.6	12 416.6	12 578.3	12 627.6	12 757.6	12 793.7	12 808.2	14 239.5	14 073.1	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
B Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	971.6	1 033.5	1 119.0	1 197.4	1 277.5	1 248.4	1 446.1	1 535.4	1 675.3	1 872.3	2 025.5	2 139.0	2 138.1
Fédération de Russie	324.5	312.9	340.4	329.6	323.1	323.1	332.6	314.1	313.4	323.6	327.6	292.7	279.4
Inde	2 129.1	2 262.3	2 532.5	2 904.0	3 329.7	3 611.4	4 045.0	4 867.3	4 969.9	5 115.2	5 174.1	5 339.7	5 294.4
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714203>

Transport intérieur de voyageurs

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-10 ou dernière période disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714222>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Le nombre de véhicules routiers automobiles est élevé dans tous les pays membres du Forum international des transports (FIT). Réduire le nombre des accidents de la route est donc une préoccupation pour tous les États. Cette question soulève d'autant plus de problèmes que les besoins en mobilité augmentent.

Définition

Un véhicule routier automobile est un véhicule routier pourvu d'un moteur constituant son seul moyen de propulsion, qui sert normalement au transport de personnes ou de marchandises ou à la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises. Entrent par conséquent dans cette catégorie les autobus, les autocars, les trolleybus, les véhicules routiers de transport de marchandises et les véhicules routiers automobiles pour le transport de voyageurs. Bien que les tramways soient des véhicules circulant sur rails, ils sont intégrés dans le réseau routier urbain et sont considérés comme des véhicules routiers automobiles.

On entend par "tué sur la route" toute personne qui décède immédiatement ou dans les 30 jours suivant un accident de la route. Les suicides impliquant l'utilisation d'un véhicule routier automobile sont exclus.

Comparabilité

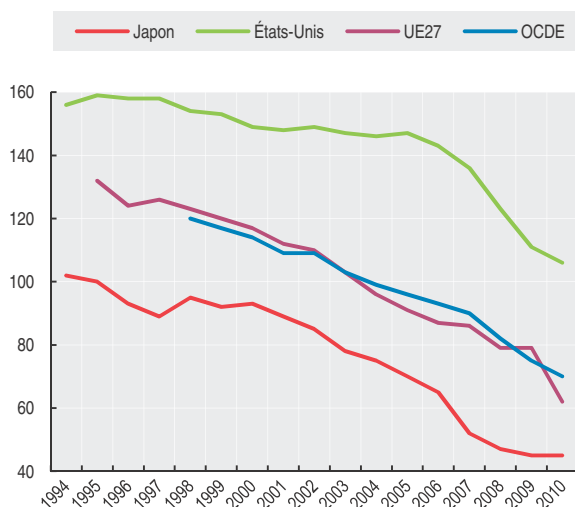
Les véhicules routiers automobiles sont attribués aux pays dans lesquels ils sont immatriculés tandis que les décès sont attribués aux pays dans lesquels ils surviennent.

Il est possible de comparer le nombre de tués par million d'habitants avec d'autres causes de mortalité dans un pays (cardiopathies, cancer, VIH, etc.). Toutefois, si l'on compare les risques de mortalité routière dans plusieurs pays, l'indicateur perd de sa pertinence dès lors que ces pays n'affichent pas le même taux de motorisation. Le nombre de tués par véhicule-kilomètre mesure mieux le risque de mortalité routière, mais il n'existe pas, à l'heure actuelle, de méthodes uniformes per-

mettant de calculer les distances parcourues et cet indicateur n'existe pas dans tous les pays.

Le nombre de véhicules venant s'ajouter au parc actuel est en général exact, mais l'information concernant le nombre de véhicules retirés de la circulation est moins sûre. Sont indiqués ici le nombre de tués sur la route par million d'habitants et le nombre de tués sur la route par million d'habitants et par million de véhicules.

Évolution des accidents mortels de la route Par million d'habitants



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714298>

En bref

Au cours de la première décennie du XXI^e siècle, la plupart des pays membres du Forum international des transports (FIT) ont enregistré une amélioration sans précédent de leurs chiffres de la sécurité routière. La baisse du nombre de tués sur les routes, qui avait atteint des niveaux record en 2008 et 2009, s'est poursuivie en 2010 pour se situer à 6 % en moyenne dans les pays membres du FIT (Chine et Inde exclues), dont seulement quatre ont affiché une augmentation de la mortalité routière. Cette évolution ne doit pas faire oublier les coûts économiques et les drames humains qui se cachent derrière les chiffres. Si la décennie écoulée a été marquée par un recul sans précédent de la mortalité routière dans les pays à revenu élevé, 90 % des tués sur les routes à l'échelle mondiale l'ont été dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. D'après les estimations, les accidents de la route ont fait plus de 1.3 million de morts par an dans le monde, auxquels s'ajoutent 50 millions de blessés graves.

Sources

- Forum international des transports (FIT) (2012), *Road Injury Accidents* (Base de données).
- FIT (2012), *Quarterly Transport Statistics* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- FIT (2012), *IRTAD Road Safety Annual Report 2011*, Éditions OCDE.
- FIT (2011), *Reporting on Serious Road Traffic Casualties*, FIT, Paris.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Évolution des transports 2011, Évolution des transports*, Éditions OCDE.
- FIT (2011), *Key Transport Statistics 2010*, FIT, Paris.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Illustrated Glossary for Transport Statistics 4th Edition*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Forum international des transports, www.internationaltransportforum.org.

Accidents mortels de la route

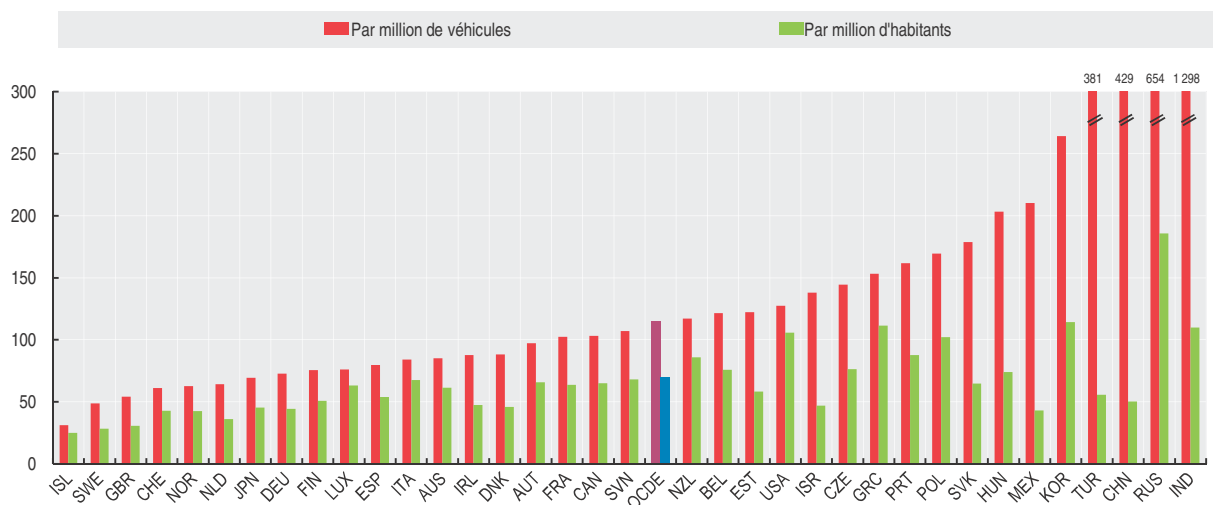
Par million d'habitants

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	95	95	91	85	83	80	71	65	62	60	55	51	44
Australie	94	93	95	90	87	82	79	81	78	77	68	70	61
Autriche	121	135	122	119	118	114	108	94	89	83	81	76	66
Belgique	147	136	143	144	131	117	112	104	102	100	100	88	76
Canada	97	98	95	90	93	87	85	91	89	83	82	73	65
Chili	131	109	110	100	98	107	109	100	101	99	106	89	..
Corée	226	232	218	171	152	151	136	132	131	127	121	120	114
Danemark	94	97	93	80	86	80	68	61	56	74	74	55	46
Espagne	150	144	143	135	129	128	115	89	94	85	68	60	54
Estonie	200	206	169	149	146	164	121	126	126	146	98	75	58
États-Unis	154	153	149	148	149	147	146	147	143	136	123	111	106
Finlande	78	83	76	83	80	73	72	72	64	72	65	53	51
France	143	136	129	130	121	96	87	88	77	75	69	69	64
Grèce	207	201	193	178	159	145	151	150	149	141	138	130	111
Hongrie	136	130	118	122	141	131	129	127	130	123	99	82	74
Irlande	124	110	110	107	96	84	94	84	87	77	63	53	47
Islande	98	75	113	84	101	80	79	64	104	48	38	54	25
Israël	93	79	75	87	83	70	72	66	60	55	58	43	47
Italie	118	116	115	117	117	105	98	94	89	86	79	71	68
Japon	95	92	93	89	85	78	75	70	65	52	47	45	45
Luxembourg	134	133	172	159	140	118	109	101	78	90	72	98	63
Mexique	53	53	53	52	49	46	45	46	47	51	51	46	43
Norvège	79	68	76	61	68	61	56	49	52	49	53	45	43
Nouvelle-Zélande	132	134	121	118	103	115	107	99	95	100	86	90	86
Pays-Bas	73	75	73	67	66	67	54	50	50	48	46	44	36
Pologne	183	174	163	143	152	148	150	143	138	147	143	120	102
Portugal	213	200	186	161	165	148	124	118	104	81	83	69	88
République slovaque	160	125	120	116	116	121	113	111	113	122	112	71	65
République tchèque	132	141	145	130	140	142	136	126	104	118	103	86	76
Royaume-Uni	62	62	62	63	63	62	57	55	55	50	43	38	31
Slovenie	156	168	157	140	134	121	137	129	130	145	105	84	68
Suède	60	65	67	65	63	59	53	49	49	51	43	39	28
Suisse	84	81	82	75	70	74	69	55	50	51	47	46	43
Turquie	76	69	58	45	62	56	62	62	62	68	57	58	56
UE-27	123	120	117	112	110	103	96	91	87	86	79	79	62
OCDE	120	117	114	109	109	103	99	96	93	90	82	75	70
Afrique du Sud	216	247	196	253	270	268	274	301	325	312	287	..	..
Brazil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	82	76	68	62	55	51	50
Fédération de Russie	198	203	203	213	228	248	241	237	230	235	211	184	186
Inde	77	81	80	80	82	84	91	98	106	115	101	104	110
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714260>

Accidents mortels de la route

2010 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714279>





TRAVAIL

EMPLOI ET HEURES TRAVAILLÉES

TAUX D'EMPLOI
TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE
EMPLOI À TEMPS PARTIEL
EMPLOI NON SALARIÉ
EMPLOI PAR RÉGION
DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

CHÔMAGE

TAUX DE CHÔMAGE
CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE
CHÔMAGE PAR RÉGION

TAUX D'EMPLOI

Le taux d'emploi mesure l'utilisation des ressources de main-d'œuvre disponibles. S'il est soumis aux fluctuations du cycle économique à court terme, le taux d'emploi est aussi, à plus long terme, influencé par les politiques publiques en matière d'enseignement supérieur et de garantie de ressources, ainsi que par les mesures qui facilitent l'emploi des femmes et des catégories de population défavorisées.

Définition

Le taux d'emploi est calculé en divisant le nombre d'actifs occupés par la population en âge de travailler. L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les personnes sans emploi regroupent les chômeurs et les inactifs et ne sont pas incluses dans la population active pour les raisons suivantes : difficultés à trouver un emploi, études, invalidité, nécessité de s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés, choix personnel.

On considère généralement comme étant en âge de travailler les personnes âgées de 15 à 64 ans.

En bref

Dans tous les pays de l'OCDE, le taux d'emploi est plus élevé pour les hommes que pour les femmes, avec un écart de 16 points de pourcentage en moyenne. Depuis 2000 dans la zone OCDE, l'écart hommes-femmes en matière d'emploi s'est sensiblement resserré, de 5 points de pourcentage environ, sous l'effet d'une augmentation du taux d'emploi des femmes parallèlement à une baisse de celui des hommes depuis le début de la crise fin 2007, en particulier dans les pays les plus durement touchés par la crise. La progression des taux d'emploi des femmes concernait de nombreux pays avant la crise, avec une hausse de plus de 5 points de pourcentage dans 13 pays dont l'Espagne, la Grèce et l'Irlande.

Même s'il a progressé récemment, c'est en Turquie que le taux d'emploi des femmes est de loin le plus bas, à 27.8 %, tandis que l'Islande affiche le taux d'emploi des femmes le plus élevé à 77.3%. Au Chili, le taux d'emploi des femmes est inférieur à la moyenne de l'OCDE en dépit d'une progression (+12 points de pourcentage) supérieure à celle enregistrée par le taux d'emploi des hommes au cours des dix dernières années. À titre de comparaison, 9 pays seulement affichent un taux d'emploi inférieur à la moyenne de l'OCDE pour les hommes et supérieur pour les femmes. Parmi ces pays, le Portugal et les États-Unis se distinguaient par un taux d'emploi des hommes supérieur à la moyenne de l'OCDE en 2000.

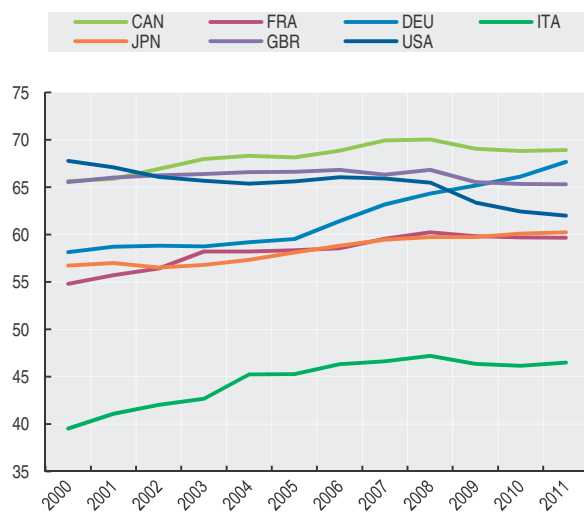
Dans les économies émergentes, le taux d'emploi des hommes est clairement supérieur à celui des femmes, de plus de 23 points au Brésil, de 12 points en Afrique du Sud et de 8 points dans la Fédération de Russie.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active varient légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Néanmoins, malgré ces changements, le taux d'emploi reste relativement fiable dans le temps.

Taux d'emploi : femmes

Nombre de femmes d'âge actif occupant un emploi en pourcentage de femmes d'âge actif



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714355>

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, Perspectives de l'emploi de l'OCDE, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Jaumotte, F. (2003), "Female Labour Force Participation", OECD Economics Department Working Papers, No. 376, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité*, Pourquoi les écarts de revenus se creusent, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille*, Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/statistiquessurlemarchedutravail.



Taux d'emploi selon le sexe

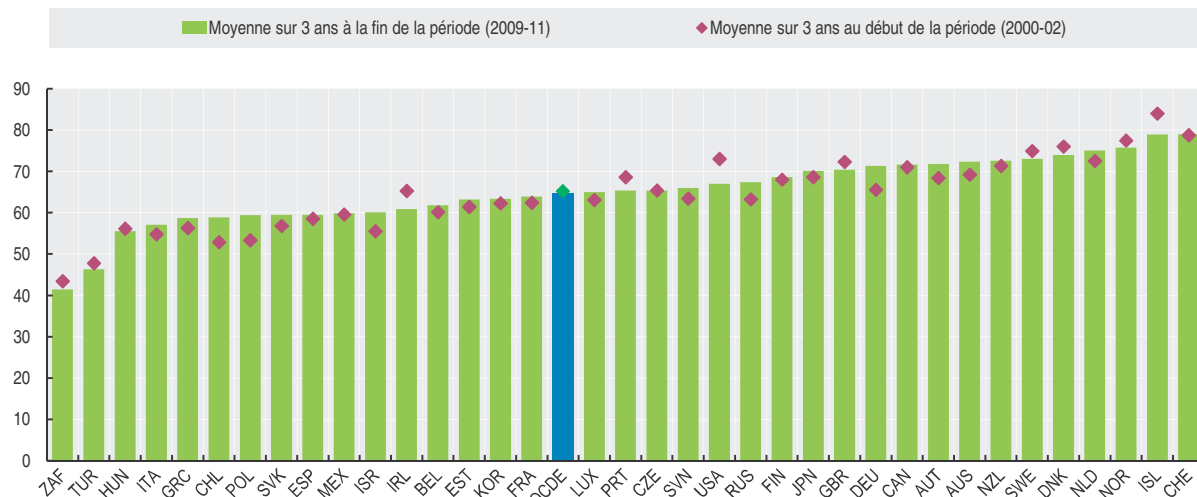
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population en âge de travailler

	Femmes				Hommes				Total			
	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
Allemagne	58.1	64.3	66.1	67.7	72.9	75.9	76.1	77.4	65.6	70.2	71.2	72.6
Australie	61.4	66.7	66.2	66.7	77.1	79.7	78.6	78.7	69.3	73.2	72.4	72.7
Autriche	59.4	65.8	66.4	66.5	77.3	78.5	77.1	77.8	68.3	72.1	71.7	72.1
Belgique	51.9	56.2	56.5	56.7	69.8	68.6	67.4	67.1	60.9	62.4	62.0	61.9
Canada	65.6	70.1	68.8	68.9	76.2	77.2	74.2	75.0	70.9	73.6	71.5	72.0
Chili	35.1	42.1	46.7	49.1	71.9	72.6	72.1	73.6	53.3	57.3	59.3	61.3
Corée	50.0	53.2	52.6	53.1	73.1	74.4	73.9	74.5	61.5	63.8	63.3	63.9
Danemark	72.1	74.1	71.1	70.4	80.7	81.6	75.6	75.9	76.4	77.9	73.3	73.1
Espagne	42.0	55.7	53.0	52.8	72.7	74.6	65.6	64.1	57.4	65.3	59.4	58.5
Estonie	57.0	66.3	60.5	62.7	65.4	73.5	61.5	67.8	61.0	69.7	61.0	65.2
États-Unis	67.8	65.5	62.4	62.0	80.6	76.4	71.1	71.4	74.1	70.9	66.7	66.6
Finlande	64.5	69.0	66.9	67.5	70.5	73.4	69.7	70.9	67.5	71.3	68.3	69.2
France	54.8	60.2	59.7	59.7	68.8	69.5	68.1	68.1	61.7	64.8	63.8	63.8
Grèce	41.3	48.7	48.1	45.1	71.3	75.0	70.9	65.9	55.9	61.9	59.6	55.6
Hongrie	49.6	50.6	50.6	50.6	62.7	63.0	60.4	61.2	56.0	56.7	55.4	55.8
Irlande	53.8	60.5	56.4	56.0	76.1	75.7	64.5	63.3	65.0	68.1	60.4	59.6
Islande	81.0	80.3	77.0	77.3	88.2	87.8	80.6	80.8	84.6	84.2	78.9	79.0
Israël	50.9	55.6	56.9	57.5	61.4	64.1	63.4	64.3	56.1	59.8	60.2	60.9
Italie	39.6	47.2	46.1	46.5	68.2	70.3	67.7	67.5	53.9	58.7	56.9	56.9
Japon	56.7	59.7	60.1	60.3	80.9	81.6	80.0	80.2	68.9	70.7	70.1	70.3
Luxembourg	50.0	55.1	57.2	56.9	75.0	71.5	73.1	72.1	62.7	63.4	65.2	64.6
Mexique	39.6	44.1	43.8	43.4	82.8	80.7	78.5	77.8	60.1	61.3	60.3	59.8
Norvège	74.0	75.4	73.3	73.4	81.7	80.6	77.4	77.2	77.9	78.1	75.4	75.3
Nouvelle-Zélande	63.2	68.7	66.7	67.2	77.9	80.9	78.2	78.2	70.4	74.7	72.3	72.6
Pays-Bas	62.7	69.3	69.4	69.9	81.2	82.4	80.0	79.8	72.1	75.9	74.7	74.9
Pologne	48.9	52.4	53.0	53.1	61.2	66.3	65.6	66.3	55.0	59.2	59.3	59.7
Portugal	60.5	62.5	61.1	60.4	76.3	74.0	70.1	68.1	68.3	68.2	65.6	64.2
République slovaque	51.5	54.6	52.3	52.7	62.2	70.0	65.2	66.3	56.8	62.3	58.8	59.5
République tchèque	56.9	57.6	56.3	57.2	73.6	75.4	73.5	74.0	65.2	66.6	65.0	65.7
Royaume-Uni	65.6	66.8	65.3	65.3	78.9	78.6	75.3	75.5	72.2	72.7	70.3	70.4
Slovénie	..	64.2	62.6	60.9	..	72.7	69.6	67.7	..	68.6	66.2	64.4
Suède	72.2	73.2	70.3	71.9	76.3	78.3	75.0	76.3	74.3	75.8	72.7	74.1
Suisse	69.4	73.5	72.5	73.2	87.3	85.4	84.6	85.3	78.4	79.5	78.6	79.3
Turquie	26.2	23.5	26.2	27.8	71.7	66.6	66.7	69.3	48.9	44.9	46.3	48.4
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	55.0	57.6	56.6	56.7	76.1	75.6	72.7	73.0	65.4	66.5	64.6	64.8
Afrique du Sud	..	37.4	34.4	34.6	..	52.7	47.7	47.4	..	44.8	40.8	40.8
Brésil	..	56.8	..	..	..	80.6	..	..	..	68.3	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	58.9	64.8	63.5	63.8	67.2	73.0	71.6	72.2	62.9	68.7	67.4	67.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714317>

Taux d'emploi : total

Nombre d'actifs occupant un emploi en pourcentage de la population en âge de travailler



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714336>

TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

La répartition des offres d'emploi entre les différentes classes d'âge varie selon les marchés du travail. Dans ces différentes classes, le taux d'emploi est très sensible aux politiques publiques menées à l'égard de l'enseignement supérieur, des régimes de pension et de l'âge de la retraite.

Définition

Le taux d'emploi d'une classe d'âge se mesure en fonction du nombre des actifs occupés d'un âge donné rapporté à l'effectif total de cette classe d'âge.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes nationales sur la population active. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes. Les personnes sans emploi regroupent les chômeurs et les inactifs et ne sont pas incluses dans la population active pour les raisons suivantes : difficultés à trouver un emploi, études, invalidité, nécessité de s'occuper de jeunes enfants ou de parents âgés, choix personnel.

En bref

Le taux d'emploi des 25-54 ans est relativement identique dans l'ensemble de la zone OCDE, où il était compris entre 68 et 87 % en 2011 dans tous les pays (hors Turquie). Les écarts entre pays sont plus marqués en ce qui concerne la classe d'âge la plus jeune où, en 2011, les taux d'emploi étaient compris entre moins de 26 % dans neuf pays (Corée, Espagne, Grèce, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, République slovaque et République tchèque) et plus de 60 % dans quatre pays seulement (Australie, Islande, Pays-Bas et Suisse). Les taux d'emploi des travailleurs âgés sont également très disparates d'un pays à l'autre, puisqu'ils sont compris entre 61 % ou plus dans neuf pays (Australie, Corée, Islande, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suède et Suisse) et moins de 40 % dans huit pays (Belgique, Italie, Grèce, Hongrie, Luxembourg, Pologne, Slovaquie et Turquie). Dans 11 pays (Chili, Corée, Espagne, États-Unis, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Israël, Mexique et Turquie), le taux d'emploi des individus d'âge très actif est inférieur à la moyenne de l'OCDE, alors qu'il la dépasse de 8 points en Slovaquie. Dans les pays émergents, le taux d'emploi des jeunes et des travailleurs âgés ne dépasse la moyenne de l'OCDE qu'au Brésil, alors que celui de la classe d'âge très actif dépasse la moyenne de l'OCDE d'environ 9 points dans la Fédération de Russie.

Du fait de la crise de l'emploi actuelle, le taux d'emploi des classes d'âge de forte activité a chuté de manière très prononcée dans quelques pays, avec une baisse de 4 points de pourcentage ou plus en Espagne, aux États-Unis, en Grèce, en Islande et en Irlande. Le taux d'emploi des travailleurs âgés a augmenté de 6 points de pourcentage en moyenne dans la zone OCDE en dépit de la crise de l'emploi, avec une progression particulièrement marquée en Allemagne, en Australie, en Belgique, en Finlande, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas.

Les taux d'emploi sont présentés pour trois classes d'âge : les personnes âgées de 15 à 24 sont celles qui arrivent sur le marché du travail après la scolarité, les personnes âgées de 25 à 54 ans sont celles qui sont au plus fort de leur activité professionnelle et les personnes âgées de 55 à 64 ans sont celles qui ont dépassé le pic de leur carrière professionnelle et approchent de l'âge de la retraite.

Comparabilité

Les niveaux d'emploi peuvent être influencés par les modifications apportées à la conception et à la réalisation de l'enquête ou par les ajustements de la population fondés sur les résultats des recensements et sur les estimations de population réalisées entre les recensements. Néanmoins, malgré ces changements, le taux d'emploi reste relativement fiable dans le temps.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, Perspectives de l'emploi de l'OCDE, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Burniaux, J.M., R. Duval et F. Jaumotte (2004), "Coping with Ageing", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 371, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Des compétences meilleures pour des emplois meilleurs et une vie meilleure, Une approche stratégique des politiques sur les compétences*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes, Des emplois pour les jeunes/Jobs for Youth*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Vivre et travailler plus longtemps, Vieillesse et politiques de l'emploi/Ageing and Employment Policies*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Vieillesse et politiques de l'emploi (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/emploi/travailleursages.
- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes (matériel supplémentaire), www.oecd.org/emploi/jeunes.
- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/stats-travail/.



TAUX D'EMPLOI PAR GROUPE D'ÂGE

Taux d'emploi par classe d'âge

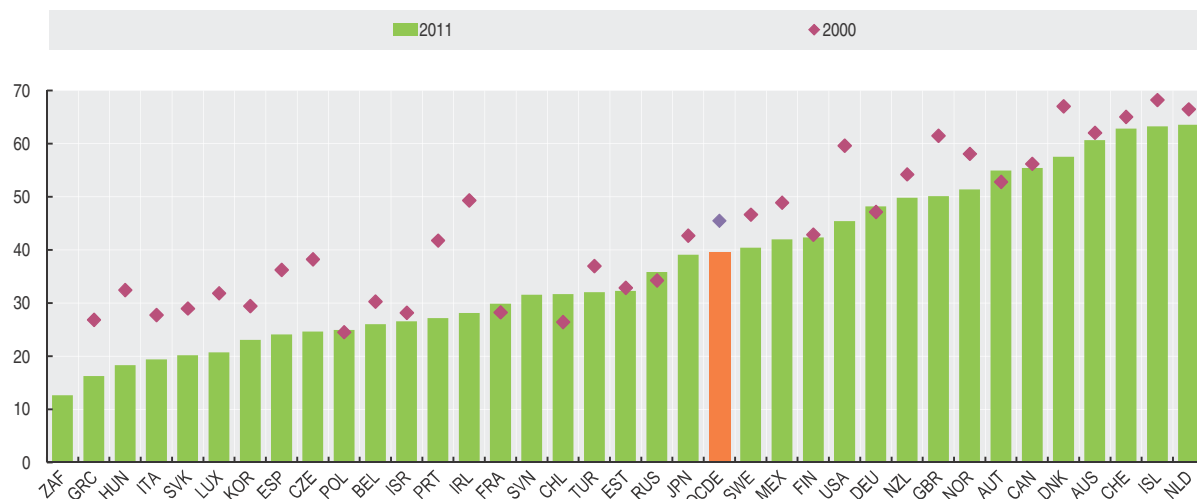
Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge

	Taux d'emploi pour la classe d'âge 15-24				Taux d'emploi pour la classe d'âge 25-54				Taux d'emploi pour la classe d'âge 55-64			
	1990	2000	2005	2011	1990	2000	2005	2011	1990	2000	2005	2011
Allemagne	56.4	47.2	42.6	48.2	73.6	79.3	77.4	82.8	36.8	37.6	45.5	59.9
Australie	62.7	62.1	63.3	60.7	76.0	76.3	78.8	79.8	41.5	46.2	53.5	61.1
Autriche	..	52.8	53.1	54.9	..	82.5	82.6	84.9	..	28.3	31.8	41.5
Belgique	30.4	30.3	27.5	26.0	71.7	77.9	78.3	79.3	21.4	25.0	31.8	38.7
Canada	61.3	56.2	57.7	55.4	78.1	79.9	81.3	81.0	46.2	48.1	54.7	58.7
Chili	..	26.4	25.4	31.7	..	65.0	67.5	74.2	..	47.5	51.0	59.7
Corée	32.5	29.4	29.9	23.1	73.2	72.2	73.4	74.4	61.9	57.8	58.7	62.1
Danemark	65.0	67.1	62.3	57.5	84.0	84.3	84.5	82.3	53.6	54.6	59.5	59.5
Espagne	38.3	36.3	41.9	24.1	61.4	68.4	74.4	68.7	36.9	37.0	43.1	44.5
Estonie	51.7	32.9	29.8	32.3	91.8	75.7	79.3	78.1	60.4	44.0	55.7	57.1
États-Unis	59.8	59.7	53.9	45.5	79.7	81.5	79.3	75.1	54.0	57.8	60.8	60.0
Finlande	55.2	42.9	42.1	42.3	87.9	80.9	81.7	82.3	42.8	42.3	52.6	57.0
France	35.7	28.3	30.2	29.9	77.3	78.4	80.7	81.3	30.7	29.3	38.5	41.4
Grèce	30.3	26.9	25.0	16.3	68.5	70.2	74.0	69.0	40.8	39.0	41.6	39.4
Hongrie	..	32.5	21.8	18.3	..	73.0	73.7	73.1	..	21.9	33.0	35.8
Irlande	41.4	49.4	47.9	28.1	60.0	75.5	77.8	69.8	38.6	45.2	51.6	50.8
Islande	..	68.2	71.6	63.3	..	90.6	88.2	84.0	..	84.2	84.8	79.5
Israël	23.6	28.2	26.6	26.6	66.5	70.4	70.6	74.8	48.5	46.6	52.4	61.2
Italie	29.8	27.8	25.5	19.4	68.2	68.0	72.2	71.1	32.6	27.7	31.4	37.9
Japon	42.2	42.7	40.9	39.1	79.6	78.6	79.0	80.2	62.9	62.8	63.9	65.1
Luxembourg	43.3	31.8	24.9	20.7	71.8	78.2	80.7	82.0	28.2	27.2	31.7	39.3
Mexique	..	48.9	43.7	42.0	..	67.4	68.8	69.5	..	51.7	52.6	53.4
Norvège	53.4	58.1	52.9	51.4	82.2	85.3	83.2	84.7	61.5	67.1	67.6	69.6
Nouvelle-Zélande	59.1	54.2	56.4	49.9	76.3	78.3	81.6	80.4	41.8	56.9	69.5	73.7
Pays-Bas	54.5	66.5	61.7	63.6	71.2	81.0	81.5	84.2	29.7	37.6	44.8	56.1
Pologne	..	24.5	20.9	24.9	..	70.9	69.5	77.2	..	28.4	29.1	36.9
Portugal	54.8	41.8	36.1	27.1	78.4	81.8	80.8	77.8	47.0	50.7	50.5	47.9
Republique slovaque	..	29.0	25.6	20.2	..	74.7	75.3	76.5	..	21.3	30.4	41.4
Republique tchèque	..	38.3	27.3	24.7	..	81.6	82.0	82.8	..	36.3	44.6	47.6
Royaume-Uni	70.1	61.5	58.7	50.1	79.1	80.2	81.1	80.1	49.2	50.4	56.7	56.8
Slovénie	..	..	34.1	31.5	..	..	83.8	83.1	..	..	30.7	31.2
Suède	66.1	46.7	43.3	40.4	91.6	83.8	83.9	86.0	69.5	65.1	69.6	72.5
Suisse	..	65.1	59.9	62.9	..	85.4	85.1	86.4	..	63.3	65.1	69.5
Turquie	45.9	37.0	30.2	32.1	61.6	56.7	53.0	57.5	42.7	36.4	28.0	31.4
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	49.1	45.5	42.7	39.5	75.8	75.9	75.8	75.4	47.7	47.6	51.7	54.4
Afrique du Sud	..	..	15.0	12.7	..	..	59.3	56.5	..	..	42.2	38.0
Brésil	..	..	52.7	..	..	..	75.9	..	..	..	54.1	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	34.3	32.5	35.8	..	79.6	82.6	84.6	..	34.6	44.3	43.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714374>

Taux d'emploi des 15-24 ans

Nombre d'actifs occupés en pourcentage de la population totale de cette classe d'âge



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714393>

EMPLOI À TEMPS PARTIEL

La possibilité de travailler à temps partiel est particulièrement importante pour les personnes dont les obligations familiales les empêchent de travailler à temps plein, comme les femmes qui élèvent de jeunes enfants et les personnes qui s'occupent de parents âgés. En effet, des enquêtes récentes réalisées dans un grand nombre de pays de l'OCDE montrent que pour la plupart des personnes concernées, le temps partiel est un choix. Dans les pays où le travail à temps partiel est peu développé, il pourrait donc être intéressant de prendre des mesures pour l'encourager afin d'accroître l'emploi.

Définition

On considère comme employées à temps partiel les personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans leur emploi principal. Cette définition a l'avantage de permettre les comparaisons internationales car les définitions nationales de l'emploi à temps partiel varient grandement d'un pays à l'autre. Le travail à temps partiel concerne aussi bien les salariés que les non-salariés.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au

moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient absentes. Les taux indiqués ici représentent la proportion de personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine dans le total des actifs occupés.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent toutefois varier légèrement d'un pays à un autre. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Néanmoins, malgré ces changements, les taux d'emploi restent relativement fiables dans le temps. Les informations sur le nombre d'heures travaillées habituellement sont principalement issues d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. Les taux d'emploi à temps partiel présentés ici sont considérés comme ayant un bon degré de comparabilité.

En bref

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le taux d'emploi à temps partiel s'élevait à 16,5 % en 2011, avec des différences significatives d'un pays à l'autre. En Irlande, aux Pays-Bas et en Suisse, plus de 25 % des actifs occupés travaillaient à temps partiel, tandis que cette proportion était inférieure à 10 % dans 7 pays de l'OCDE et à 5 % en Hongrie, en République slovaque et en République tchèque. Dans la Fédération de Russie, le taux d'emploi à temps partiel est également modeste, à 4,1 %.

Ces dernières années, le travail à temps partiel a contribué de façon conséquente à la croissance de l'emploi dans son ensemble dans beaucoup de pays de l'OCDE. Pour l'ensemble de la zone OCDE, l'incidence de l'emploi à temps partiel a augmenté de près de 5 points de pourcentage entre 2000 et 2011, parallèlement à une baisse du taux d'emploi global depuis le début de la crise de l'emploi fin 2007. Ainsi, les taux d'emploi à temps partiel ont progressé de 5 points ou plus en Autriche, en Corée et aux Pays-Bas, mais aussi en Espagne et en Irlande, qui ont été durement touchés par la crise. C'est le Chili qui a connu la plus forte progression de l'emploi à temps partiel (+12,5 points), sous l'effet d'une amélioration globale du taux d'emploi entre 2000 et 2011. En Afrique du Sud et dans la Fédération de Russie, l'emploi à temps partiel a reculé, de plus de 1 point sur la période 2000-2011.

La croissance de l'emploi à temps partiel a été particulièrement importante pour des groupes souvent sous-représentés dans la population active, tels que les femmes - plus de 5 points de pourcentage en Autriche, au Chili, en Corée, en Espagne, en Irlande, en Italie et en Turquie ; les jeunes - plus de 15 points au Chili, en Corée, au Danemark, en Espagne et en Irlande ; et les travailleurs âgés - plus de 10 points en Autriche, au Chili et en Irlande.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, Perspectives de l'emploi de l'OCDE, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille*, Synthèse des résultats dans les pays de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2003), *s sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (1999), *La stratégie de l'OCDE pour l'emploi*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/statistiquessurlemarchedutravail.



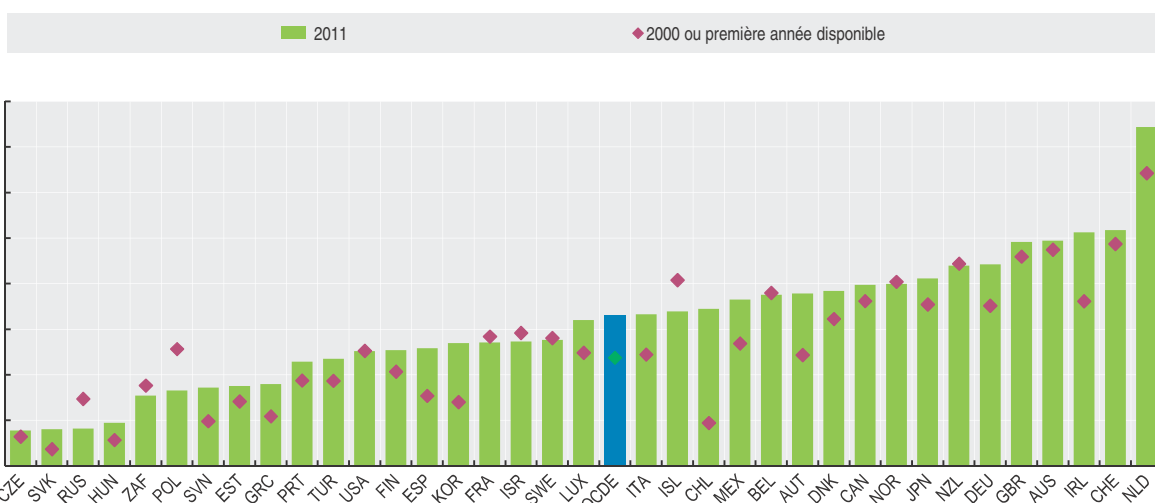
Incidence de l'emploi à temps partiel

En pourcentage de l'emploi total

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	17.1	17.6	18.3	18.8	19.6	20.1	21.5	21.8	22.0	21.8	21.9	21.7	22.1
Australie	..	..	23.7	24.0	24.3	23.8	24.0	23.9	23.8	23.8	24.7	24.9	24.7
Autriche	12.3	12.2	12.4	13.3	13.7	15.4	16.3	16.8	17.3	17.7	18.5	19.0	18.9
Belgique	19.9	19.0	17.0	17.6	18.3	18.5	18.5	18.7	18.1	18.3	18.2	18.3	18.8
Canada	18.4	18.1	18.1	18.8	19.0	18.6	18.4	18.2	18.3	18.5	19.3	19.4	19.9
Chili	4.6	4.7	5.6	5.2	5.7	6.6	7.2	7.7	8.0	9.1	10.5	17.4	17.2
Corée	7.7	7.0	7.3	7.6	7.7	8.4	9.0	8.8	8.9	9.3	9.9	10.7	13.5
Danemark	15.3	16.1	14.7	15.5	16.2	17.0	17.3	17.9	17.3	17.8	18.8	19.2	19.2
Espagne	7.8	7.7	7.8	7.6	7.8	8.4	11.0	10.8	10.7	11.1	11.9	12.4	12.9
Estonie	..	7.1	7.1	6.9	7.5	6.8	6.7	6.7	6.8	6.2	8.4	8.7	8.8
États-Unis	13.3	12.6	12.8	13.1	13.2	13.2	12.8	12.6	12.6	12.8	14.1	13.5	12.6
Finlande	9.9	10.4	10.5	11.0	11.3	11.3	11.2	11.4	11.7	11.5	12.2	12.5	12.7
France	14.6	14.2	13.8	13.8	13.0	13.2	13.2	13.2	13.3	12.9	13.3	13.6	13.6
Grèce	8.0	5.5	4.9	5.4	5.6	5.9	6.4	7.4	7.7	7.9	8.4	8.8	9.0
Hongrie	3.2	2.9	2.5	2.6	3.2	3.3	3.2	2.7	2.8	3.1	3.6	3.6	4.7
Irlande	17.9	18.1	17.9	18.4	18.9	18.9	19.3	19.3	19.8	20.8	23.7	24.8	25.7
Islande	21.2	20.4	20.4	20.1	16.0	16.6	16.4	16.0	15.9	15.1	17.5	18.4	17.0
Israël	14.8	14.6	15.3	15.5	15.3	15.2	15.1	15.2	14.8	14.7	14.8	14.0	13.7
Italie	11.8	12.2	12.2	11.6	11.7	14.7	14.6	15.0	15.2	15.9	15.8	16.3	16.7
Japon	..	..	..	17.7	18.2	18.1	18.3	18.0	18.9	19.6	20.3	20.2	20.6
Luxembourg	12.1	12.4	13.3	12.5	13.3	13.2	13.9	12.7	13.1	13.4	16.4	15.8	16.0
Mexique	13.7	13.5	13.7	13.5	13.4	15.1	16.8	17.0	17.6	17.6	17.9	18.9	18.3
Norvège	20.7	20.2	20.1	20.6	21.0	21.1	20.8	21.1	20.4	20.3	20.4	20.1	20.0
Nouvelle-Zélande	23.0	22.2	22.3	22.5	22.2	21.9	21.6	21.2	22.0	22.2	22.5	21.9	22.0
Pays-Bas	30.4	32.1	33.0	33.9	34.5	35.0	35.6	35.4	35.9	36.1	36.7	37.1	37.2
Pologne	14.0	12.8	11.6	11.7	11.5	12.0	11.7	10.8	10.1	9.3	8.7	8.7	8.3
Portugal	9.4	9.4	9.2	9.6	9.9	9.6	9.4	9.3	9.9	9.7	9.6	9.3	11.5
République slovaque	1.8	1.9	1.9	1.6	2.3	2.8	2.6	2.5	2.6	2.7	3.0	3.7	4.0
République tchèque	3.4	3.2	3.2	2.9	3.2	3.1	3.3	3.3	3.5	3.5	3.9	4.3	3.9
Royaume-Uni	22.9	23.0	22.7	23.2	23.5	23.6	23.0	23.2	22.9	23.0	23.9	24.6	24.6
Slovenie	..	..	..	4.9	5.0	7.5	7.4	7.8	7.8	7.5	8.3	9.4	8.6
Suède	14.5	14.0	13.9	13.8	14.1	14.4	13.5	13.4	14.4	14.4	14.6	14.0	13.8
Suisse	24.8	24.4	24.8	24.8	25.1	24.9	25.1	25.5	25.4	25.9	26.5	26.1	25.9
Turquie	7.7	9.4	6.2	6.6	6.0	6.1	5.6	7.6	8.1	8.5	11.1	11.5	11.7
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	12.0	11.9	12.0	14.4	14.6	15.0	15.2	15.2	15.4	15.6	16.4	16.6	16.5
Afrique du Sud	..	..	8.8	8.5	8.8	7.5	8.4	9.1	8.0	8.2	8.3	8.1	7.7
Bésil	..	..	16.8	17.9	18.0	18.2	19.0	19.2	18.3	18.1	17.8	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.2	7.4	5.2	3.8	5.3	5.5	5.6	5.3	5.1	5.0	4.8	4.3	4.1
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714412>

Incidence de l'emploi à temps partiel



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714431>

EMPLOI NON SALARIÉ

L'emploi non salarié peut être perçu soit comme une stratégie de survie pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'autres moyens de percevoir un revenu, soit comme le signe d'une volonté d'entreprendre et de travailler pour son propre compte. Les taux d'emploi non salarié présentés ici reflètent ces différentes motivations.

Définition

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes nationales sur la population active. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans et plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient absentes.

Les travailleurs non salariés comprennent les employeurs, les personnes établies à leur compte, les membres des coopératives de production et les travailleurs familiaux non rémunérés. Ces derniers sont des personnes qui, sans être pourvues d'un contrat formel leur garantissant le versement d'un revenu de montant fixe à intervalles réguliers, perçoivent une partie du revenu généré par l'entreprise. Les travailleurs familiaux non rémunérés sont particulièrement nombreux dans les secteurs de l'agriculture et du commerce de détail. À noter que toutes les personnes qui travaillent dans une entreprise constituée en société, y compris les dirigeants, sont considérées comme des salariés.

Les taux indiqués ici représentent la proportion (en pourcentage) des non-salariés dans l'emploi total.

En bref

En 2011, la part des travailleurs non salariés dans l'emploi total était comprise entre moins de 8 % aux États-Unis, au Luxembourg et en Norvège et bien plus de 30 % en Grèce, au Mexique et en Turquie. C'est en général dans les pays à faible revenu par habitant que l'emploi non salarié atteint ses niveaux les plus élevés, mais avec un taux de 25 %, l'Italie constitue à cet égard une exception. L'Espagne et l'Irlande sont deux autres pays qui affichent à la fois un revenu élevé par habitant et un fort taux d'emploi non salarié.

Entre 2000 et 2011, le taux d'emploi non salarié a diminué dans la plupart des pays, de 1,6 point de pourcentage dans la zone OCDE. Ce mouvement est principalement intervenu avant le début de la crise financière mondiale fin 2007. Toutefois, le taux d'emploi non salarié a légèrement progressé aux Pays-Bas, en République tchèque et au Royaume-Uni et a nettement augmenté en République slovaque, partant il est vrai d'un niveau peu élevé. À l'inverse, il a accusé un net repli au Chili, en Corée, en Espagne, en Grèce, en Italie, en Nouvelle-Zélande, au Mexique, en Pologne et au Portugal, en partant d'un niveau très élevé.

Les niveaux et les variations de l'emploi non salarié total masquent des différences importantes entre les hommes et les femmes. En 2011, seuls le Mexique, la Suisse et la Turquie affichaient des taux d'emploi non salarié supérieur pour les femmes. S'agissant de la Turquie, près de la moitié des femmes occupant un emploi rémunéré travaillent pour leur propre compte, contre 78,4 % en 1990.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer l'emploi. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent toutefois varier légèrement d'un pays à l'autre. L'Australie, le Canada et les États-Unis incluent uniquement dans la catégorie de l'emploi non salarié les professions indépendantes non constituées en société. En outre, il est probable que les niveaux d'emploi soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Néanmoins, les taux d'emploi non salarié restent fiables dans le temps.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Panorama de l'entrepreneuriat*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Financing SMEs and Entrepreneurs 2012*, *An OECD Scoreboard*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Studies on SMEs and Entrepreneurship*, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat 2005*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local, www.oecd.org/cfe-fr.

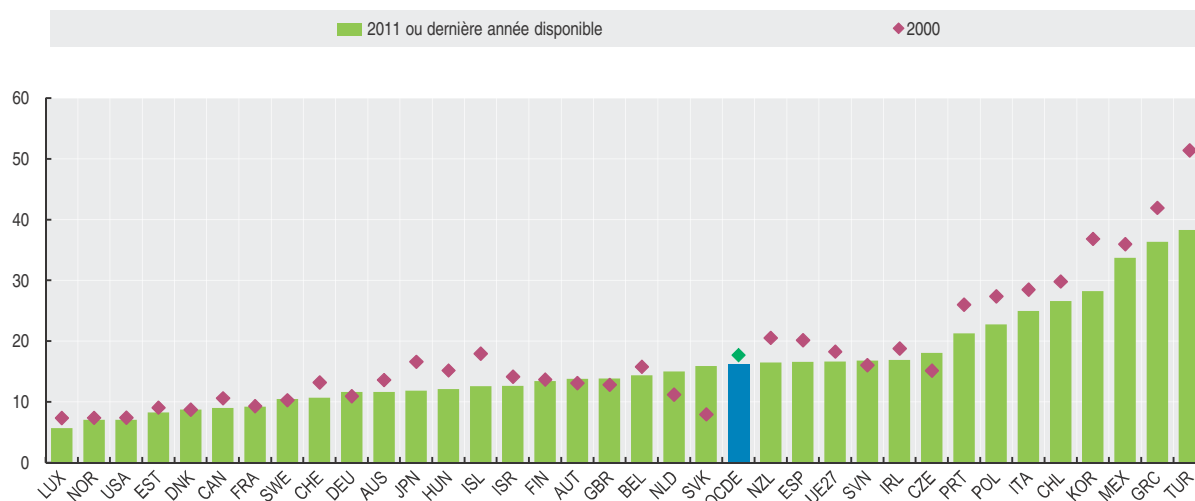


Taux d'emploi non salarié
En pourcentage de l'emploi total par sexe

	Femmes				Hommes				Total			
	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
Allemagne	7.9	8.9	8.4	..	13.4	14.1	14.4	..	11.0	11.7	11.6	..
Australie	10.4	8.9	8.9	..	16.1	13.9	13.9	..	13.6	11.6	11.6	..
Autriche	12.2	11.5	11.3	11.3	13.9	15.7	16.0	15.9	13.1	13.8	13.8	13.8
Belgique	13.5	10.8	10.8	..	17.5	17.0	17.3	..	15.8	14.2	14.4	..
Canada	9.2	7.8	8.1	8.0	11.8	10.2	10.2	9.9	10.6	9.1	9.2	9.0
Chili	24.5	24.4	24.9	26.0	32.4	28.2	27.5	27.0	29.8	26.8	26.5	26.6
Corée	38.4	30.4	27.1	26.4	35.7	31.9	30.0	29.6	36.8	31.3	28.8	28.2
Danemark	5.5	5.1	5.5	5.3	11.7	12.1	11.7	11.9	8.7	8.8	8.8	8.7
Espagne	16.6	13.3	12.4	12.3	22.2	20.9	20.5	20.1	20.2	17.7	16.9	16.6
Estonie	6.4	4.9	5.3	..	11.6	10.6	11.5	..	9.1	7.7	8.3	..
États-Unis	6.1	5.6	5.6	..	8.6	8.3	8.3	..	7.4	7.0	7.0	..
Finlande	9.2	8.6	9.0	8.8	17.8	16.8	17.7	17.7	13.7	12.8	13.5	13.4
France	7.3	6.8	6.8	..	11.0	11.1	11.5	..	9.3	9.0	9.2	..
Grèce	38.9	30.9	31.0	31.7	43.7	37.8	38.6	39.5	42.0	35.1	35.5	36.3
Hongrie	10.5	8.6	8.8	8.5	19.1	15.5	15.4	15.2	15.2	12.3	12.3	12.1
Irlande	8.7	7.6	7.8	7.5	25.8	24.9	25.8	25.2	18.8	17.3	17.4	16.9
Islande	11.0	7.3	8.4	..	24.0	17.0	16.4	..	18.0	12.6	12.6	..
Israël	9.3	8.0	8.0	8.3	18.3	16.7	17.0	16.5	14.2	12.7	12.8	12.6
Italie	22.0	19.3	18.5	18.2	32.3	30.1	30.3	29.6	28.5	25.7	25.5	25.0
Japon	18.3	12.4	11.4	10.9	15.5	13.4	12.9	12.6	16.6	13.0	12.3	11.9
Luxembourg	6.9	4.7	..	..	7.7	6.7	..	..	7.4	5.8	5.8	5.7
Mexique	35.2	34.7	35.5	34.8	36.4	33.5	34.2	33.1	36.0	33.9	34.7	33.7
Norvège	4.8	4.5	4.4	4.1	9.8	10.9	10.8	9.7	7.4	7.8	7.7	7.0
Nouvelle-Zélande	14.5	12.5	11.8	12.4	25.6	21.2	19.8	20.1	20.6	17.1	16.1	16.5
Pays-Bas	9.4	10.1	11.5	..	12.6	15.8	18.0	..	11.2	13.2	15.0	..
Pologne	24.8	20.4	19.9	..	29.5	25.0	25.1	..	27.4	22.9	22.8	..
Portugal	24.4	22.4	20.1	17.0	27.4	25.6	25.3	25.0	26.0	24.1	22.9	21.3
République slovaque	4.6	7.8	9.4	9.7	10.8	18.4	21.3	20.8	8.0	13.8	16.0	15.9
République tchèque	10.2	10.6	12.2	12.9	19.1	20.3	22.0	22.0	15.2	16.2	17.8	18.1
Royaume-Uni	8.3	8.2	8.9	..	16.7	17.8	18.2	..	12.8	13.4	13.9	..
Slovénie	13.0	11.3	14.0	13.4	18.6	16.5	20.0	19.7	16.1	14.1	17.3	16.8
Suède	5.7	5.9	6.4	6.0	14.5	14.5	15.0	14.5	10.3	10.4	10.9	10.5
Suisse	12.3	10.4	10.1	10.9	13.9	11.6	11.1	10.5	13.2	11.1	10.6	10.7
Turquie	64.7	46.8	49.3	48.4	46.5	36.1	35.1	34.2	51.4	39.0	39.1	38.3
UE-27	14.8	12.5	12.6	12.4	20.9	19.8	20.3	20.2	18.3	16.5	16.8	16.6
OCDE	14.8	12.7	..	..	19.1	17.6	..	..	17.7	15.9	16.1	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	31.6	..	..	..	35.3	..	..	..	33.7	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714450>

Taux d'emploi non salarié : total
En pourcentage de l'emploi total



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714469>

EMPLOI PAR RÉGION

Les inégalités observées entre les régions au niveau des performances économiques révèlent notamment dans quelle mesure chaque région est capable de mettre à profit la main-d'œuvre disponible et, plus particulièrement, de renforcer les débouchés professionnels des catégories de population sous-représentées.

Définition

Les actifs occupés sont les personnes qui, durant la semaine de référence, ont travaillé au moins une heure contre rémunération ou qui occupaient un emploi mais en étaient temporairement absentes. Le taux d'emploi correspond au nombre d'actifs occupés rapporté à la population en âge de travailler (15-64 ans).

Le taux d'emploi des femmes est calculé comme le nombre de femmes occupant un emploi rapporté au nombre de femmes d'âge actif (15-64 ans) au sein de la population.

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité est affectée par des différences dans le sens qui est donné au mot région, qui entraînent des disparités importantes en termes de zone géographique et de population, à la fois dans les pays et entre les pays. Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau territorial 2 (TL2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (TL3, petites régions). Les données sur le marché du travail au Canada font référence à une autre classification, intitulée non official grids (NOG), similaire aux TL3.

En bref

Les différences au sein des pays en termes de possibilités d'emploi sont souvent plus importantes que les différences entre les pays.

Entre 1999 et 2010, les écarts en termes de taux de croissance de l'emploi entre les régions étaient supérieurs à 3 points de pourcentage en Afrique du Sud, au Chili, aux États-Unis, dans la Fédération de Russie et au Mexique.

Un petit nombre de régions tirent la création d'emplois à l'échelon national. En moyenne, 39 % des créations d'emplois dans les pays de l'OCDE entre 1999 et 2010 étaient regroupées dans 10 % seulement des régions. La contribution régionale à la création d'emplois à l'échelon national est particulièrement concentrée dans certains pays. En Afrique du Sud, au Chili, en Corée, aux États-Unis et dans la Fédération de Russie, la croissance de l'emploi a été tirée pour moitié par 10 % des régions.

Lors de la crise économique récente, la concentration régionale de la création d'emplois s'est accrue dans 17 des 31 pays, ce qui a creusé les écarts en termes d'emploi entre les régions.

Dans près de 26 % des régions, moins d'une femme sur deux occupait un emploi en 2010. Les écarts régionaux en termes d'emploi des femmes étaient les plus marqués en Espagne, aux États-Unis, en Israël, en Italie, en Portugal et en Turquie.

Pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, seules des grandes régions ont été définies jusqu'à présent.

Les données relatives à la croissance de l'emploi couvrent la période 1999-2010 dans tous les pays à l'exception de l'Afrique du Sud (1999-2009), du Chili (1999-2009), du Mexique (2000-2010), de la Slovénie (2001-2010) et de la Suisse (2001-10). Le Danemark et la Turquie ne sont pas pris en compte en l'absence de données disponibles sur une période comparable. Les chiffres relatifs aux gains d'emploi apportés par les 10 % des régions TL2 les plus performantes n'englobent que les pays affichant une croissance moyenne positive de l'emploi sur la période 1999-2010. La Hongrie et le Japon ne sont pas inclus.

Les données régionales relatives à la croissance de l'emploi et à l'emploi des femmes font référence aux grandes régions (TL2) dans tous les pays.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Regional Outlook 2011, Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Régions et croissance, Une analyse des tendances*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Reprise économique, innovation et croissance durable : Le rôle crucial des régions*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques régionales de l'OCDE..

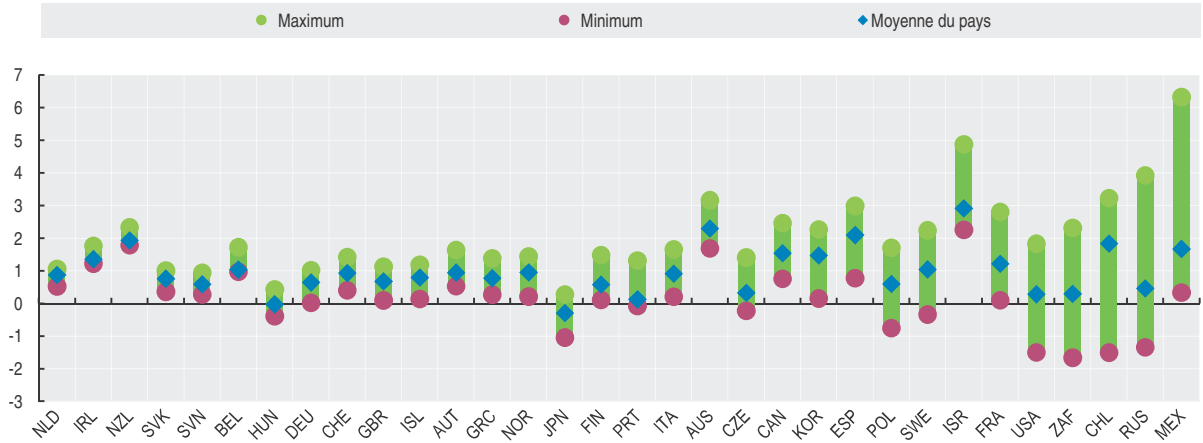
Sites Internet

- Développement régional, www.oecd.org/gov/developpementregional.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



Disparités des taux de croissance annuels de l'emploi par région

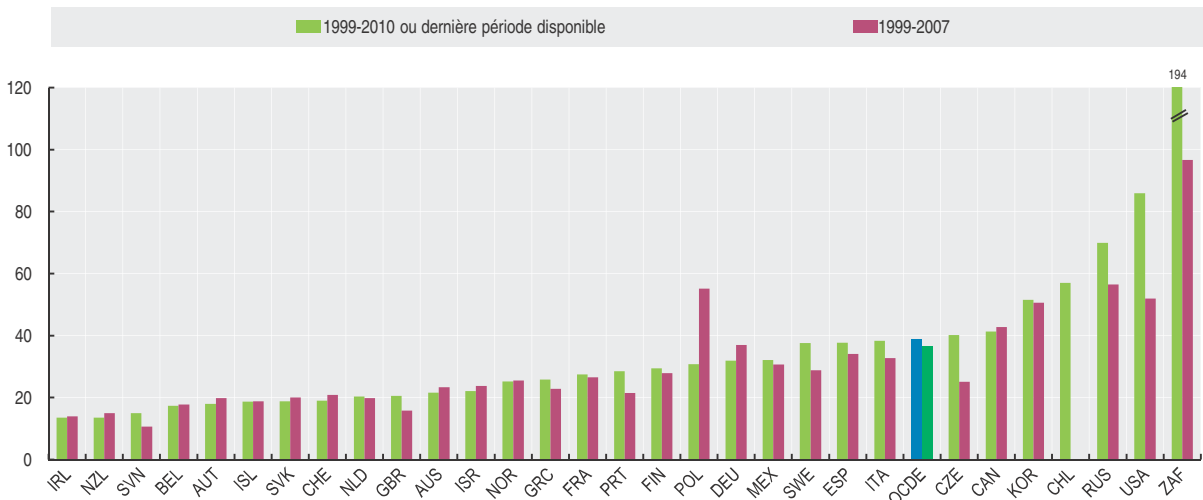
Pourcentage, 1999-2010 ou dernière période disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714488>

Part de la croissance nationale de l'emploi dûe aux 10 % des régions les plus dynamiques

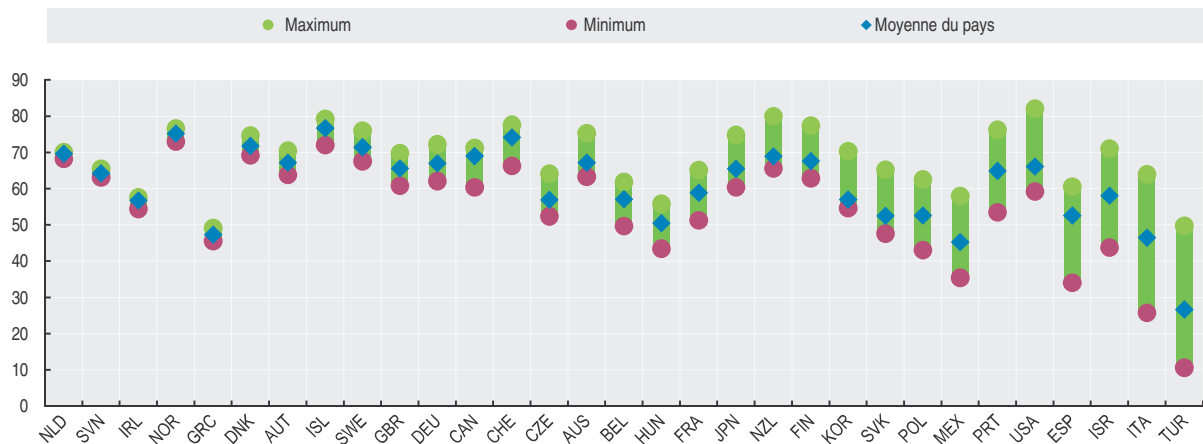
Pourcentage



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714507>

Écarts régionaux du taux d'emploi des femmes

Pourcentage, 2010 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714526>

DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Un des effets bénéfiques pour tous de l'augmentation de la productivité a été la diminution du nombre d'heures travaillées. Le temps de travail est aussi l'une des variables d'ajustement les plus utilisées par le marché du travail au cours d'un cycle économique. Ces dernières années, dans plusieurs pays de l'OCDE, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour permettre aux parents de mieux concilier vie professionnelle et vie de famille, parmi lesquelles des mesures qui tendent à réduire la durée du travail.

Définition

La moyenne du nombre d'heures travaillées par année correspond au nombre total d'heures travaillées au cours de l'année divisé par le nombre moyen de personnes occupées. Les données couvrent les travailleurs salariés et non salariés, ainsi que l'emploi à temps plein et l'emploi à temps partiel.

L'emploi est généralement mesuré au moyen d'enquêtes sur la population active menées auprès des ménages. D'après les lignes directrices de l'OIT, les actifs occupés sont les personnes de 15 ans ou plus qui, durant la semaine de référence, déclarent avoir effectué un travail rémunéré pendant une heure au moins ou avoir occupé un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

En bref

Dans la grande majorité des pays de l'OCDE, la durée moyenne du travail par actif occupé a diminué entre 2000 et 2011. Cependant, dans la plupart des pays, cette diminution a été modérée par rapport à ce qu'elle avait été lors des décennies précédentes, et la contraction de la durée moyenne du travail entre ces deux années est peut-être à imputer en partie à des effets conjoncturels temporaires.

Pour l'ensemble de l'OCDE, la durée annuelle moyenne du travail par actif occupé est tombée de 1 843 heures en 2000 à 1 775 heures en 2011, ce qui équivaut à une réduction du temps de travail d'une heure et demie sur une semaine de 40 heures. La durée annuelle du travail a reculé dans une majorité de pays et a augmenté uniquement en Belgique et en Suède, quoique modérément. C'est en Australie, en Autriche, au Chili, en Corée, en Grèce, en Irlande, en Islande, en Italie, au Japon, au Luxembourg et en République tchèque que la baisse de la durée annuelle du travail a été la plus marquée sur la période, avec une contraction de plus de 80 heures ou 5 % environ, la Corée et le Chili enregistrant les plus fortes baisses avec 216 et 319 heures en moins respectivement. Depuis le début de la crise, la durée du travail a diminué de plus de 50 % en Autriche, en Belgique, au Danemark, en Estonie, en Irlande, au Japon, en Pologne, au Portugal, au Royaume-Uni et en Turquie.

Bien que toute comparaison entre pays appelle à la prudence, il ressort que la durée effective du travail est nettement supérieure à la moyenne de la zone OCDE (+200 heures au moins) en Corée, au Chili, en Grèce, en Hongrie et au Mexique et largement inférieure à la moyenne OCDE (-200 heures ou plus) en Allemagne, au Danemark, en France, en Irlande, en Norvège et aux Pays-Bas.

De nombreux pays estiment la durée effective du travail au moyen d'enquêtes nationales. Les autres enquêtent auprès des établissements, des archives administratives ou de plusieurs sources à la fois. Les estimations tiennent compte des heures normales de travail à temps plein et à temps partiel, des heures supplémentaires (rémunérées ou non), du temps consacré à d'autres activités professionnelles et des périodes chômées correspondant aux jours fériés, aux congés payés annuels, aux absences pour maladie et congés parentaux et de maternité, aux grèves et conflits du travail et aux périodes d'inactivité imputables à des conditions météorologiques défavorables, à des difficultés économiques et à plusieurs autres raisons de moindre importance.

Comparabilité

Les données sont fondées sur diverses sources dont le degré de fiabilité varie. Le temps de travail annuel dans 30 des 34 pays membres est fourni par les offices statistiques nationaux et estimé à l'aide des meilleures sources disponibles. Les données d'un pays peuvent servir à comparer les tendances de la productivité et l'utilisation de la main-d'œuvre, mais il est encore délicat de comparer les données de plusieurs pays sur une année donnée, en raison de l'hétérogénéité de leurs sources et d'autres incertitudes concernant leur comparabilité internationale.

En 2012, les chiffres du Mexique sur le temps de travail annuel ont été largement modifiés, à la suite d'un changement dans la méthodologie utilisée par les fournisseurs nationaux de données, à savoir le Secrétariat mexicain du travail et de la protection sociale (STPS) et l'office statistique mexicain (INEGI).

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Durand, M., J. Martin et A. Saint-Martin (2004), "La semaine de 35 heures : Portrait d'une exception française", *L'Observateur de l'OCDE*, No. 244, Novembre, Éditions OCDE.
- Evans, J.M., D. Lippoldt et P. Marianna (2001), "Trends in Working Hours in OECD Countries", *OECD Labour Market and Social Policy Occasional Papers*, No. 45, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), *Productivity Measurement and Analysis*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Évolution récente et perspectives du marché du travail*, *OECD Employment Outlook 2004*, Éditions OCDE.

Base de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/statistiquessurlemarchedutravail.



DURÉE EFFECTIVE DU TRAVAIL

Durée moyenne effective du travail

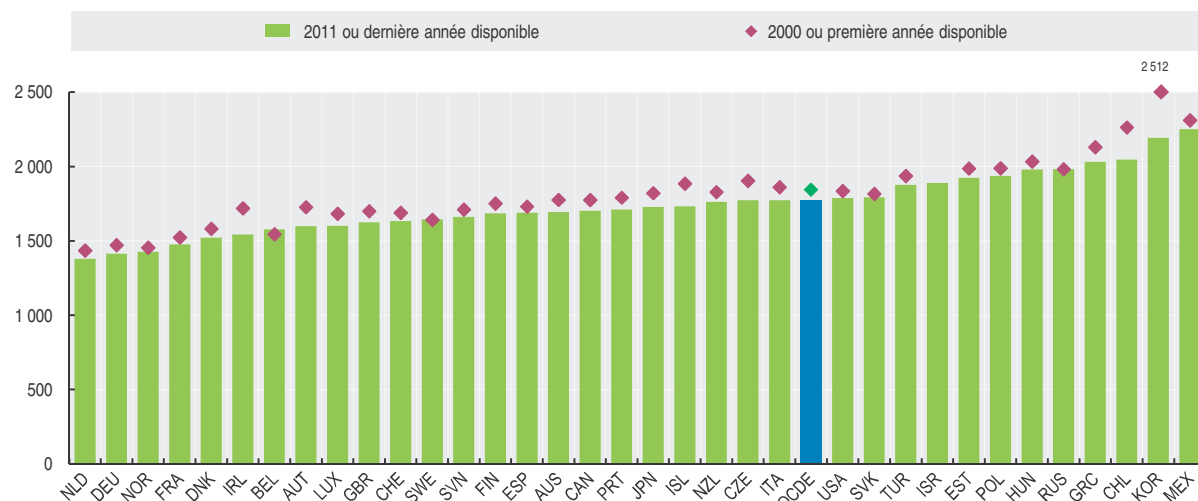
Heures par an par actif occupé

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	1 491	1 471	1 453	1 441	1 436	1 436	1 431	1 424	1 422	1 422	1 383	1 408	1 413
Australie	1 779	1 776	1 737	1 731	1 735	1 733	1 725	1 715	1 711	1 716	1 685	1 687	1 693
Autriche	1 733	1 727	1 714	1 710	1 705	1 714	1 696	1 673	1 667	1 648	1 608	1 599	1 600
Belgique	1 581	1 545	1 577	1 580	1 575	1 549	1 565	1 566	1 560	1 568	1 550	1 551	1 577
Canada	1 778	1 775	1 768	1 747	1 736	1 754	1 739	1 738	1 738	1 728	1 700	1 702	1 702
Chili	2 277	2 263	2 242	2 250	2 235	2 232	2 157	2 165	2 128	2 095	2 074	2 068	2 047
Corée	2 495	2 512	2 499	2 464	2 424	2 392	2 351	2 346	2 306	2 246	2 232	2 193	..
Danemark	1 569	1 581	1 587	1 579	1 577	1 579	1 579	1 586	1 570	1 570	1 559	1 560	1 522
Espagne	1 732	1 731	1 736	1 734	1 719	1 704	1 686	1 673	1 658	1 663	1 669	1 674	1 690
Estonie	..	1 987	1 978	1 983	1 985	1 996	2 010	2 001	1 999	1 969	1 831	1 879	1 924
États-Unis	1 847	1 836	1 814	1 810	1 800	1 802	1 799	1 800	1 798	1 792	1 767	1 778	1 787
Finlande	1 764	1 751	1 733	1 726	1 719	1 723	1 716	1 709	1 706	1 688	1 672	1 684	1 684
France	1 560	1 523	1 514	1 476	1 473	1 501	1 495	1 473	1 485	1 492	1 472	1 478	1 476
Grèce	2 117	2 130	2 131	2 118	2 112	2 092	2 095	2 066	2 038	2 051	1 995	2 017	2 032
Hongrie	2 042	2 033	1 997	2 009	1 981	1 992	1 992	1 988	1 983	1 988	1 969	1 962	1 980
Irlande	1 725	1 719	1 713	1 698	1 671	1 668	1 654	1 645	1 634	1 601	1 541	1 545	1 543
Islande	1 873	1 885	1 847	1 812	1 811	1 827	1 818	1 807	1 783	1 787	1 706	1 691	1 732
Israël	..	..	..	..	..	1 905	1 989	1 887	1 921	1 898	1 889	1 888	1 890
Italie	1 876	1 861	1 843	1 831	1 826	1 826	1 819	1 815	1 816	1 803	1 771	1 775	1 774
Japon	1 810	1 821	1 809	1 798	1 799	1 787	1 775	1 784	1 785	1 771	1 714	1 733	1 728
Luxembourg	1 690	1 683	1 667	1 656	1 651	1 607	1 590	1 601	1 537	1 577	1 622	1 636	1 601
Mexique	2 306	2 311	2 285	2 271	2 277	2 271	2 281	2 281	2 262	2 260	2 253	2 242	2 250
Norvège	1 473	1 455	1 429	1 414	1 399	1 417	1 420	1 414	1 419	1 423	1 407	1 414	1 426
Nouvelle-Zélande	1 837	1 828	1 817	1 817	1 813	1 828	1 811	1 788	1 766	1 750	1 738	1 758	1 762
Pays-Bas	1 437	1 435	1 424	1 408	1 401	1 399	1 393	1 392	1 388	1 392	1 384	1 381	1 379
Pologne	..	1 988	1 974	1 979	1 984	1 983	1 994	1 985	1 976	1 969	1 948	1 939	1 937
Portugal	1 838	1 791	1 795	1 793	1 768	1 790	1 778	1 784	1 754	1 772	1 746	1 742	1 711
République slovaque	1 816	1 816	1 801	1 754	1 698	1 742	1 769	1 774	1 791	1 793	1 780	1 807	1 793
République tchèque	1 899	1 904	1 827	1 825	1 815	1 827	1 827	1 808	1 793	1 800	1 764	1 795	1 774
Royaume-Uni	1 716	1 700	1 705	1 684	1 674	1 674	1 673	1 669	1 677	1 659	1 651	1 652	1 625
Slovenie	..	1 710	1 696	1 720	1 724	1 737	1 697	1 667	1 655	1 670	1 670	1 676	1 662
Suède	1 665	1 642	1 618	1 595	1 582	1 605	1 605	1 599	1 618	1 617	1 602	1 643	1 644
Suisse	1 694	1 688	1 650	1 630	1 643	1 673	1 654	1 643	1 633	1 623	1 617	1 632	..
Turquie	1 925	1 937	1 942	1 943	1 943	1 918	1 936	1 944	1 911	1 900	1 881	1 877	1 877
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	1 850	1 844	1 829	1 819	1 812	1 812	1 807	1 805	1 799	1 792	1 766	1 775	1 776
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	1 964	1 982	1 980	1 982	1 994	1 994	1 990	1 999	2 000	1 997	1 973	1 976	1 981
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714545>

Durée moyenne effective du travail

Heures par an par actif occupé



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714564>

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage permet de mesurer l'ampleur du sous-emploi de la main-d'œuvre, en plus d'être un indicateur clé du bien-être économique et social. La décomposition du taux de chômage par sexe permet d'évaluer la situation des femmes par rapport à celle des hommes sur le marché du travail.

Définition

Les chômeurs sont les personnes qui déclarent ne pas occuper d'emploi, être disponibles pour travailler et avoir pris des dispositions pour chercher activement du travail au cours des quatre dernières semaines. Les lignes directrices de l'OIT énumèrent les dispositions en question, qui comprennent notamment : les réponses à des avis de vacance d'emploi, les démarches sur les lieux de travail tels qu'usines ou chantiers de construction, la publication de petites annonces dans les journaux et l'inscription auprès de bureaux de placement.

Le taux de chômage représente le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active, celle-ci étant composée des chômeurs et des personnes occupant un emploi rémunéré.

Les taux de chômage présentés ici ne correspondent pas aux taux calculés à partir des registres des agences pour l'emploi qui sont souvent publiés dans les pays. Il est en effet difficile de comparer les chiffres relatifs aux registres du chômage à l'échelon international, dans la mesure où les règles d'inscription auprès des bureaux de placement diffèrent d'un pays à l'autre.

En bref

En ce qui concerne le chômage moyen total sur la période 2007-2011, les pays se classent en trois groupes : un premier groupe où le chômage est faible, avec des taux inférieurs à 5 % (Autriche, Corée, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suisse), un groupe intermédiaire où les taux sont compris entre 5 et 10 %, et un groupe où les taux de chômage sont en moyenne égaux ou supérieurs à 10 % (Espagne, Estonie, Grèce, Hongrie, Irlande, Portugal, République slovaque et Turquie).

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le taux de chômage a augmenté ces trois dernières années, avec de fortes progressions en Espagne, en Estonie, en Grèce et en Irlande.

Si l'on observe la répartition du chômage par sexe, on constate que, conformément au taux de chômage global, le taux de chômage des hommes et des femmes a nettement augmenté entre 2007 et 2010. Le taux de chômage des hommes, qui était inférieur à celui des femmes, a progressé nettement plus vite pour finir par le dépasser en 2009. Cette évolution tient principalement au fait que les suppressions d'emplois opérées pendant la crise ont été particulièrement nombreuses dans les secteurs qui emploient traditionnellement des hommes, à savoir le BTP, l'industrie manufacturière et l'extraction minière. Entre 2009 et 2010, l'augmentation des taux de chômage dans la zone OCDE a ralenti plus vite pour les hommes, si bien que le ratio taux de chômage des hommes/taux de chômage des femmes a commencé à diminuer. En 2011, le taux de chômage de la zone OCDE a reculé pour la première fois depuis le début de la crise et celui des hommes est revenu à un niveau inférieur à celui des femmes.

Quand le chômage est élevé, certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail ; elles ne sont alors plus incluses dans la population active. Ceci implique que le taux de chômage peut baisser, ou cesser d'augmenter, même s'il n'y a pas eu de progrès sous-jacent sur le marché du travail.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage dans le cadre des enquêtes sur la population active. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent toutefois varier légèrement d'un pays à l'autre. En outre, il est probable que les niveaux de chômage soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Cependant, les taux de chômage fournis ici se prêtent aux comparaisons internationales et sont relativement fiables dans le temps.

Sources

- OCDE (2011), *Principaux indicateurs économiques, Volume 2011 Numéro 6, Principaux indicateurs économiques*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.
- Venn, D. (2012), "Eligibility Criteria for Unemployment Benefits", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 131, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Statistiques sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi/donnees.
- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/statistiquessurlemarchedutravail.



Taux de chômage

En pourcentage de la population active

	Femmes				Hommes				Total			
	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011	2000	2008	2010	2011
Allemagne	8.4	7.7	6.6	5.7	7.8	7.4	7.5	6.2	8.0	7.5	7.1	5.9
Australie	6.1	4.6	5.4	5.3	6.5	4.0	5.1	4.9	6.3	4.2	5.2	5.1
Autriche	4.3	4.1	4.2	4.3	3.1	3.6	4.6	4.0	3.6	3.8	4.4	4.1
Belgique	8.5	7.6	8.5	7.2	5.6	6.5	8.1	7.1	6.9	7.0	8.3	7.2
Canada	6.7	5.7	7.2	7.0	7.0	6.6	8.7	7.8	6.8	6.1	8.0	7.5
Chili	10.3	9.5	9.7	8.7	9.3	6.8	7.2	6.1	9.7	7.8	8.2	7.1
Corée	3.7	2.6	3.4	3.1	5.0	3.6	4.0	3.6	4.4	3.2	3.7	3.4
Danemark	4.8	3.7	6.5	7.5	3.9	3.2	8.4	7.7	4.3	3.4	7.5	7.6
Espagne	17.0	13.0	20.5	22.2	8.2	10.1	19.7	21.2	11.7	11.3	20.1	21.6
Estonie	12.7	5.2	14.3	11.8	14.7	5.8	19.5	13.1	13.7	5.5	16.9	12.5
États-Unis	4.1	5.4	8.6	8.5	3.9	6.1	10.5	9.4	4.0	5.8	9.6	9.0
Finlande	10.6	6.7	7.6	7.1	9.1	6.1	9.1	8.4	9.8	6.4	8.4	7.8
France	10.8	8.4	10.2	10.3	7.5	7.3	9.4	9.2	9.0	7.8	9.8	9.7
Grèce	17.1	11.4	16.2	21.4	7.4	5.1	9.9	15.0	11.2	7.7	12.6	17.7
Hongrie	5.6	8.0	10.7	10.9	7.0	7.7	11.6	11.0	6.4	7.8	11.2	10.9
Irlande	4.1	4.9	9.7	10.6	4.3	7.5	16.9	17.5	4.2	6.3	13.7	14.4
Islande	..	2.6	6.7	6.2	..	3.3	8.3	7.9	..	3.0	7.6	7.1
Israël	9.2	6.5	6.5	5.6	8.4	5.7	6.8	5.6	8.8	6.1	6.6	5.6
Italie	13.6	8.5	9.7	9.6	7.7	5.5	7.6	7.5	10.1	6.7	8.4	8.4
Japon	4.5	3.9	4.6	4.2	4.9	4.1	5.4	4.9	4.7	4.0	5.1	4.6
Luxembourg	2.9	5.9	5.5	6.2	1.8	4.1	3.8	3.9	2.2	4.9	4.6	4.9
Mexique	..	4.1	5.3	5.3	..	3.9	5.4	5.2	2.5	4.0	5.4	5.2
Norvège	3.1	2.4	3.0	3.1	3.4	2.7	4.1	3.5	3.2	2.6	3.6	3.3
Nouvelle-Zélande	6.0	4.2	6.9	6.7	6.3	4.1	6.2	6.4	6.2	4.2	6.5	6.5
Pays-Bas	3.9	3.4	4.5	4.4	2.4	2.8	4.4	4.5	3.1	3.1	4.5	4.5
Pologne	18.2	8.0	10.0	10.5	14.4	6.5	9.3	9.0	16.1	7.1	9.7	9.7
Portugal	5.0	9.0	12.1	13.2	3.2	6.6	10.0	12.7	4.0	7.7	11.0	12.9
République slovaque	18.7	11.0	14.7	13.7	19.1	8.4	14.3	13.6	18.9	9.6	14.5	13.6
République tchèque	10.3	5.6	8.4	7.9	7.3	3.5	6.4	5.8	8.7	4.4	7.3	6.7
Royaume-Uni	4.8	5.1	6.8	7.3	5.9	6.1	8.6	8.7	5.4	5.7	7.8	8.0
Slovénie	7.0	4.8	7.1	8.2	6.5	4.0	7.4	8.2	6.7	4.4	7.3	8.2
Suède	5.3	6.5	8.3	7.5	5.9	5.9	8.5	7.5	5.6	6.2	8.4	7.5
Suisse	..	..	5.0	4.5	..	..	4.2	3.7	..	..	4.5	4.1
Turquie	..	10.0	11.4	10.1	..	9.6	10.4	8.3	..	9.7	10.7	8.8
UE-27	10.1	7.6	9.6	9.8	7.8	6.7	9.7	9.6	8.8	7.1	9.7	9.7
OCDE	..	6.1	8.1	8.0	..	5.9	8.5	7.9	6.1	6.0	8.3	8.0
Afrique du Sud	26.5	26.3	27.5	27.9	20.4	20.0	22.8	22.4	23.3	22.9	24.9	24.9
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	12.7	7.9	6.8	6.0
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	10.4	6.1	6.9	6.2	10.6	6.6	8.0	7.0	10.5	6.4	7.5	6.6
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	9.5	..	..	..	7.7	..	..	6.1	8.4	7.3	6.7

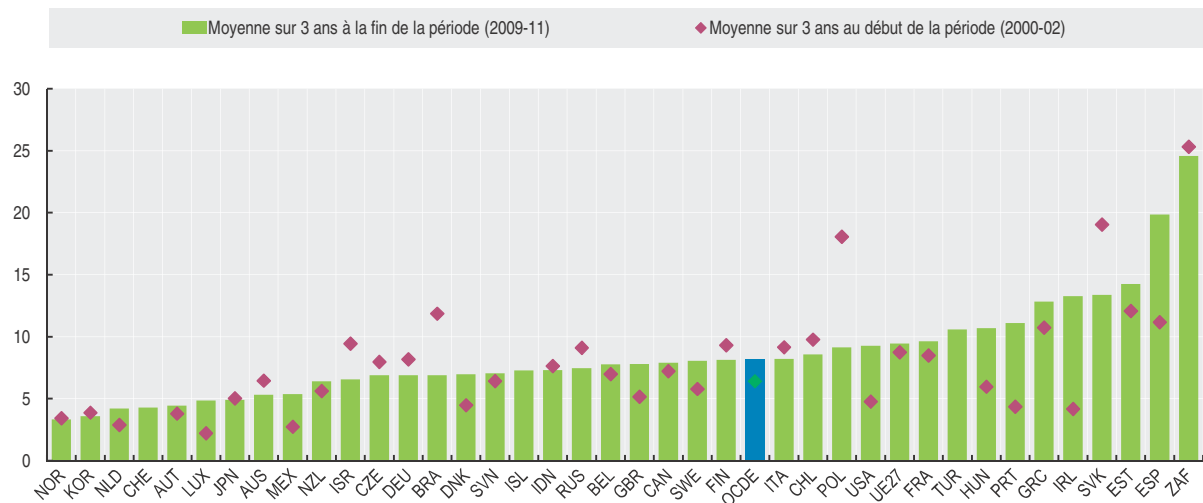
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932714583>

Taux de chômage : total

En pourcentage de la population active



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932714602>

CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Le chômage de longue durée est un problème particulièrement préoccupant pour les personnes touchées et pour les pouvoirs publics. Sans même parler du stress psychologique et des tensions matérielles que cette situation implique pour les chômeurs et leurs familles, des taux élevés de chômage de longue durée témoignent d'un mauvais fonctionnement du marché du travail.

Le taux de chômage de longue durée est généralement plus faible dans les pays qui ont connu un fort taux de croissance du PIB ces dernières années. Le taux de chômage de longue durée peut aussi être plus faible au début d'une période de déclin économique, sous l'effet de l'afflux massif de personnes fraîchement licenciées, comme cela a été le cas dans les premières années qui ont suivi la crise économique. Par la suite, le chômage de longue durée peut s'accroître progressivement si la crise se prolonge, comme c'est le cas dans plusieurs pays de l'OCDE.

Définition

Le chômage de longue durée recense les personnes qui sont au chômage depuis 12 mois ou plus. Les rapports calculés ici montrent la proportion des chômeurs de longue durée parmi la totalité des chômeurs, qui correspond au taux de chômage de longue durée. Les statistiques nationales relatives au chômage de longue durée couvrent parfois des durées plus courtes (six mois ou plus par exemple).

En bref

En 2011, un tiers environ des personnes au chômage l'étaient depuis 12 mois ou plus dans la zone OCDE, plus de la moitié des pays membres affichant un taux de chômage de longue durée équivalent ou supérieur à la moyenne de l'OCDE. Les taux étaient compris entre 10 % ou moins en Corée, au Mexique et en Nouvelle-Zélande et 50 % ou plus en Estonie, en Irlande, en Italie et en République slovaque. En Allemagne, la proportion de chômeurs de longue durée reste obstinément élevée à 48 % en 2011, en dépit de l'amélioration des taux d'emploi depuis 2005.

Sur la période 2000-2011, le chômage de longue durée a augmenté de près de 3 points de pourcentage dans l'ensemble de la zone OCDE. Ce schéma varie en fonction des pays, selon l'ampleur des effets de la crise sur le marché de l'emploi national. Depuis 2000, 14 pays ont enregistré une augmentation brutale (de 5 points de pourcentage ou plus) du chômage de longue durée ; l'Estonie, l'Irlande, l'Islande et le Japon ont vu le taux de chômage de longue durée s'envoler de 10 points de pourcentage, tandis qu'aux États-Unis, il a bondi de 23 points alors qu'il ne s'élevait qu'à moins de 6 % en 2000. Dans moins d'un tiers des pays seulement, le taux de chômage de longue durée a diminué de plus de 5 %, la baisse la plus marquée ayant été constatée en Nouvelle-Zélande et en Slovaquie (plus de 10 points).

Dans la Fédération de Russie et en Afrique du Sud, le chômage de longue durée a fortement diminué depuis 2000, de plus de 9 points. Pour autant, en Afrique du Sud, plus de 58 % des chômeurs étaient sans emploi depuis 12 mois ou plus en 2011.

Dans tous les pays de l'OCDE, la définition du chômage reprend les lignes directrices de l'OIT. Le chômage est généralement mesuré à l'aide d'enquêtes nationales sur la population active et couvre les personnes qui déclarent avoir travaillé contre rémunération moins d'une heure au cours de la semaine de référence, être disponibles pour travailler ou avoir activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Les lignes directrices de l'OIT précisent ce qu'il faut entendre par recherche active d'emploi.

Comparabilité

Tous les pays de l'OCDE appliquent les lignes directrices de l'OIT pour mesurer le chômage. Les définitions opérationnelles utilisées dans les enquêtes nationales sur la population active peuvent varier légèrement selon les pays. En outre, il est probable que les niveaux de chômage soient influencés par des changements dans la conception et/ou la conduite de l'enquête. Néanmoins, les taux de chômage de longue durée présentés ici restent relativement fiables dans le temps.

Lorsque l'on compare les taux de chômage de longue durée, il importe de garder à l'esprit les différences institutionnelles entre les pays. Ces taux sont généralement plus élevés dans les pays où le chômage est indemnisé de façon relativement généreuse et sur de longues périodes. Dans les pays où les indemnités de chômage sont assez faibles et ne durent pas longtemps, les chômeurs sont sans doute plus vite amenés à revoir à la baisse leurs prétentions salariales ou à accepter des emplois qui, pour une raison ou une autre, leur paraissent moins intéressants que ceux qu'ils occupaient précédemment.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de la population active*, Éditions OCDE.
- Pour les pays non-membres: sources nationales.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2002), *Le chômage de longue durée*, Tenants et aboutissants, *OECD Employment Outlook 2002*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Salaires annuels moyens", *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Sites Internet

- Perspectives de l'emploi de l'OCDE (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/perspectives.
- Politiques et données sur l'emploi, www.oecd.org/els/emploi.
- Statistiques sur le marché du travail, www.oecd.org/fr/std/statistiquessurlemarchedutravail.



Chômage de longue durée

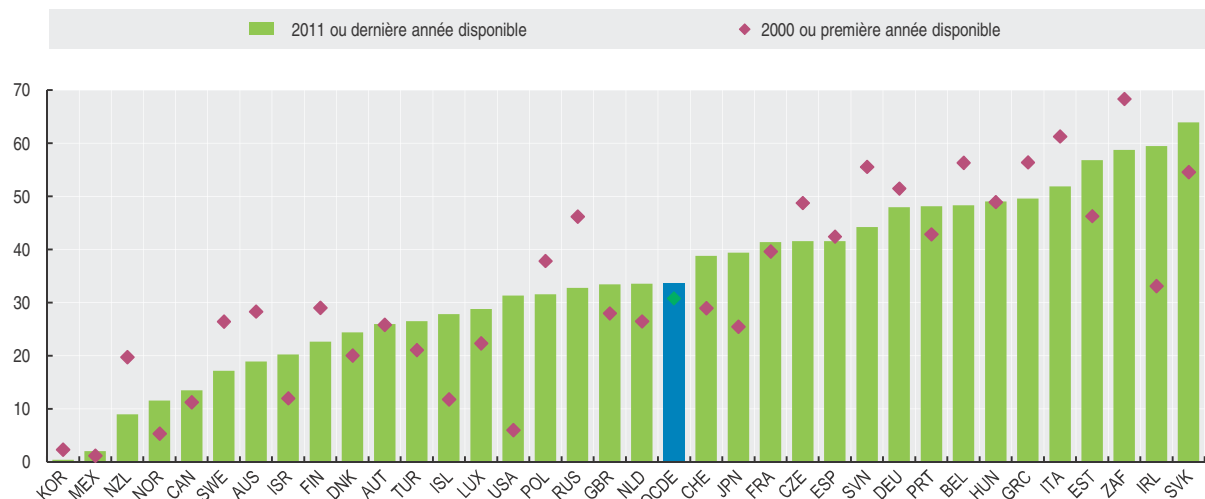
Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	51.7	51.5	50.4	47.9	50.0	51.8	53.0	56.4	56.6	52.5	45.5	47.4	48.0
Australie	31.3	28.3	23.9	22.4	21.5	20.6	18.3	18.1	15.4	14.9	14.7	18.5	18.9
Autriche	29.2	25.8	23.3	19.2	24.5	27.6	25.3	27.3	26.8	24.2	21.3	25.2	25.9
Belgique	60.5	56.3	51.7	48.8	45.4	49.0	51.7	51.2	50.4	47.6	44.2	48.8	48.3
Canada	11.7	11.3	9.5	9.6	10.0	9.5	9.6	8.7	7.4	7.1	7.8	12.0	13.5
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	3.8	2.3	2.3	2.5	0.6	1.1	0.8	1.1	0.6	2.7	0.5	0.3	0.4
Danemark	20.5	20.0	22.2	19.1	20.4	21.5	23.4	20.8	16.1	13.5	9.5	20.2	24.4
Espagne	46.3	42.4	36.9	33.7	33.6	32.0	24.5	21.7	20.4	17.9	23.7	36.6	41.6
Estonie	48.9	46.3	48.3	52.9	45.9	52.2	53.4	48.2	49.5	30.9	27.4	45.4	56.8
États-Unis	6.8	6.0	6.1	8.5	11.8	12.7	11.8	10.0	10.0	10.6	16.3	29.0	31.3
Finlande	29.6	29.0	26.2	24.4	24.7	23.4	24.9	24.8	23.0	18.2	16.6	23.6	22.6
France	38.7	39.6	36.8	32.7	39.2	40.6	41.0	41.9	40.2	37.4	35.2	40.2	41.4
Grèce	55.3	56.4	52.8	51.3	54.9	53.1	52.1	54.3	50.0	47.5	40.8	45.0	49.6
Hongrie	49.4	48.9	46.5	44.8	42.2	45.1	46.1	46.1	47.5	47.6	42.6	50.6	49.1
Irlande	55.3	..	33.1	30.1	32.8	34.9	33.4	31.6	29.5	27.1	29.2	49.3	59.4
Islande	11.7	11.8	12.5	11.1	8.1	11.2	13.3	7.3	8.0	4.1	6.9	21.3	27.8
Israël	11.3	12.0	11.8	13.5	18.0	24.2	25.3	27.3	24.9	22.7	20.3	22.4	20.2
Italie	61.4	61.3	63.4	59.6	58.1	49.2	49.9	49.6	47.3	45.7	44.4	48.5	51.9
Japon	22.4	25.5	26.6	30.8	33.5	33.7	33.3	33.0	32.0	33.3	28.5	37.6	39.4
Luxembourg	32.3	22.4	28.4	27.4	24.7	21.0	26.4	29.5	28.7	32.4	23.1	29.3	28.8
Mexique	1.5	1.2	1.0	0.9	0.9	1.1	2.3	2.5	2.7	1.7	1.9	2.4	2.0
Norvège	7.1	5.3	5.5	6.4	6.4	9.2	9.5	14.5	8.8	6.0	7.7	9.5	11.6
Nouvelle-Zélande	21.1	19.8	17.2	14.8	13.6	11.7	9.7	7.8	6.1	4.4	6.3	9.0	9.0
Pays-Bas	43.5	..	..	26.5	27.8	34.2	40.2	43.0	39.4	34.4	24.8	27.6	33.6
Pologne	34.8	37.9	43.1	48.4	49.7	47.9	52.2	50.4	45.9	29.0	25.2	25.5	31.6
Portugal	41.2	42.9	38.1	34.6	35.0	44.3	48.2	50.2	47.1	47.4	44.1	52.3	48.2
République slovaque	47.7	54.6	53.7	59.8	61.2	60.6	68.1	73.1	70.8	66.0	50.9	59.3	63.9
République tchèque	37.1	48.8	52.7	50.7	49.9	51.8	53.6	55.2	53.4	50.2	31.2	43.3	41.6
Royaume-Uni	29.6	28.0	27.8	21.7	21.5	20.6	21.0	22.3	23.7	24.1	24.5	32.6	33.4
Slovenie	..	..	..	55.6	52.8	51.5	47.3	49.3	45.7	42.2	30.1	43.3	44.2
Suède	30.1	26.4	22.3	20.9	17.8	18.9	..	..	13.0	12.4	12.8	16.6	17.2
Suisse	39.6	29.0	29.9	21.8	26.1	33.5	39.0	39.1	40.8	34.3	30.1	33.1	38.8
Turquie	28.2	21.1	21.3	29.4	24.4	39.2	39.4	35.7	30.3	26.9	25.3	28.6	26.5
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	31.2	30.8	29.1	29.0	30.1	31.3	32.0	31.4	28.6	25.0	23.7	31.6	33.6
Afrique du Sud	..	..	68.4	68.5	68.4	65.1	63.7	59.5	57.7	49.5	49.3	56.1	58.8
B Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	47.0	46.2	39.2	38.9	37.3	38.7	38.5	41.7	40.6	35.2	28.7	29.9	32.8
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714640>

Chômage de longue durée

Personnes sans emploi depuis 12 mois ou plus en pourcentage du nombre de chômeurs total



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714659>

CHÔMAGE PAR RÉGION

Le taux de chômage est un indicateur clé du bien-être économique et social. La décomposition par région montre que les différences importantes au niveau international masquent des différences plus marquées encore entre régions d'un même pays.

Définition

Sont considérées comme étant au chômage les personnes sans emploi, qui sont disponibles pour travailler et qui ont entrepris des démarches actives pour trouver un emploi au cours des quatre dernières semaines. Le taux de chômage est défini comme le nombre de chômeurs rapporté à la population active, celle-ci étant composée à la fois des chômeurs et des actifs occupés.

Le taux de chômage de longue durée correspond au nombre de personnes au chômage depuis 12 mois ou plus par rapport à l'ensemble de la population active. Le taux de chômage des jeunes correspond au nombre de chômeurs âgés de 15 à 24 ans rapporté à la population active de la même classe d'âge.

Le coefficient de Gini mesure les inégalités entre les différentes régions d'un même pays. Il est compris entre 0 et 1, zéro correspondant à une situation d'égalité parfaite. Le coefficient attribue des pondérations identiques à chaque région quelle que soit sa taille : c'est pourquoi les écarts de coefficients entre pays peuvent être en partie liés aux différences de taille moyenne des régions.

Si l'individu constitue l'unité d'analyse traditionnellement utilisée pour étudier les inégalités de revenu, il n'existe pas de parallèle aussi évident en économie régionale. La taille des

régions varie considérablement dans et entre les pays, si bien que le degré de concentration géographique et de disparité territoriale dépend de la définition même de la région. En général, plus la taille de la région augmente, plus les différences territoriales tendent à se neutraliser et les disparités à s'effacer.

Comparabilité

Comme pour les autres statistiques régionales, la comparabilité des taux de chômage dépend des différences concernant le sens qui est donné au mot région, qui entraînent des disparités importantes en termes de zone géographique et de population, à la fois entre les pays et dans les pays. Pour remédier au problème, l'OCDE a établi un classement des régions au sein de chaque pays membre. Cette classification s'appuie sur deux niveaux territoriaux : le niveau territorial 2 (TL2, grandes régions) et le niveau territorial 3 (TL3, petites régions). Les données sur le marché du travail au Canada font référence à une autre classification, intitulée non official grids (NOG), comparable aux petites régions. Pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, la Fédération de Russie et l'Inde, seules des grandes régions ont été définies jusqu'à présent.

Les données relatives au chômage, au chômage des jeunes et au chômage de longue durée se rapportent aux grandes régions (TL2).

Les données relatives au chômage couvrent la période 2000-2010 pour tous les pays, à l'exception de l'Afrique du Sud (2000-2009), de l'Australie (2000-2007), du Chili (2000-2009), de la Chine (2000-2008) et de la Suisse.

Les données relatives au taux de chômage des jeunes couvrent l'année 2010 pour tous les pays à l'exception de l'Australie (2007), des États-Unis (2008) et du Mexique (2007).

Les données relatives au taux de chômage de longue durée couvrent l'année 2010 pour tous les pays à l'exception de l'Australie (2007) et de la Nouvelle-Zélande (2009).

En bref

Dans certains pays, les disparités régionales en matière de chômage étaient déjà prononcées avant la crise économique, notamment en Allemagne, au Canada, en Espagne, en Italie et en République slovaque. En définitive, le ralentissement économique a aggravé les problèmes des régions les plus fragiles. Le coefficient de Gini mesure les écarts de taux de chômage entre les régions d'un même pays : c'est en Belgique, en Italie, en Islande et en République slovaque que les inégalités sont les plus marquées dans la zone OCDE. La Chine et la Fédération de Russie se distinguent également par d'importants écarts entre régions.

Le chômage des jeunes, particulièrement préoccupant en Belgique, en Espagne, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie et en République slovaque, varie également fortement d'une région à l'autre. Dans ces pays, certaines régions affichent un taux de chômage des jeunes record à plus de 30 %.

Les chômeurs de longue durée préoccupent plus particulièrement les pouvoirs publics, dans la mesure où ce type de chômage nuit à la cohésion sociale et où ces chômeurs deviennent de moins en moins attractifs aux yeux des employeurs. Le taux de chômage de longue durée varie fortement d'une région à l'autre non seulement dans les économies duales, comme l'Allemagne et l'Italie, mais aussi en Espagne, en Belgique, en France, en République slovaque et en République tchèque.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des régions de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *OECD Regional Outlook 2011, Building Resilient Regions for Stronger Economies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Reprise économique, innovation et croissance durable : Le rôle crucial des régions*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

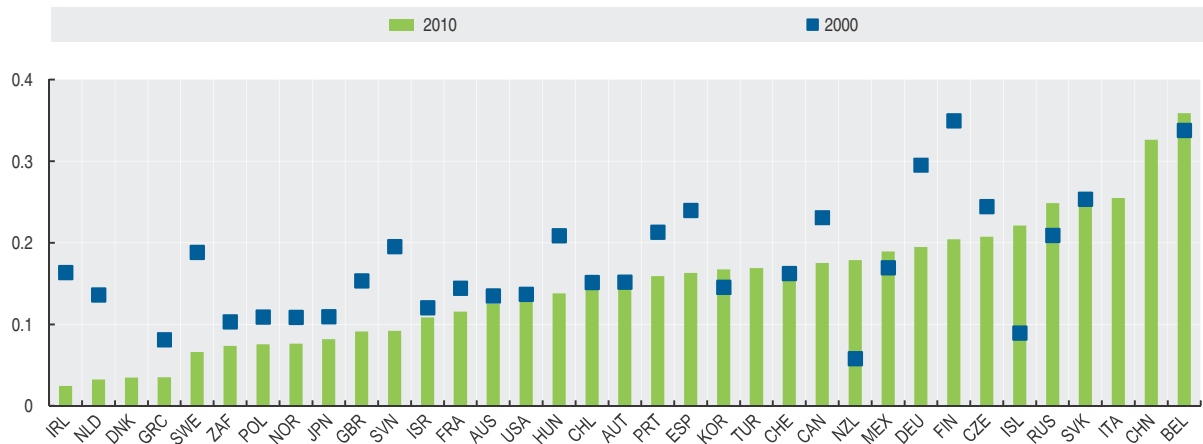
- Statistiques régionales de l'OCDE.

Sites Internet

- Développement régional, www.oecd.org/gov/developpementregional.
- Statistiques et indicateurs régionaux, www.oecd.org/gov/regional/statistiquesindicateurs.



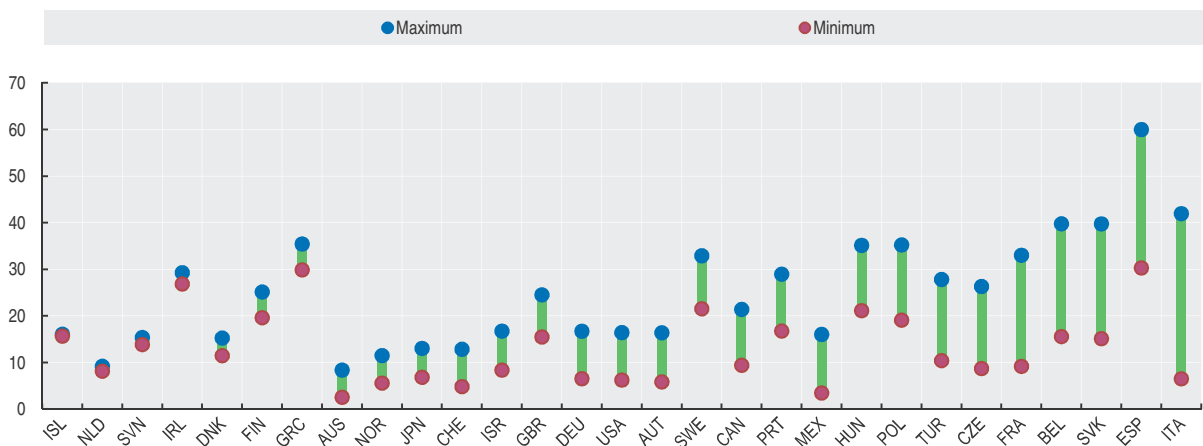
Indice de GINI des taux de chômage régionaux



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714678>

Écart régional du taux de chômage des jeunes

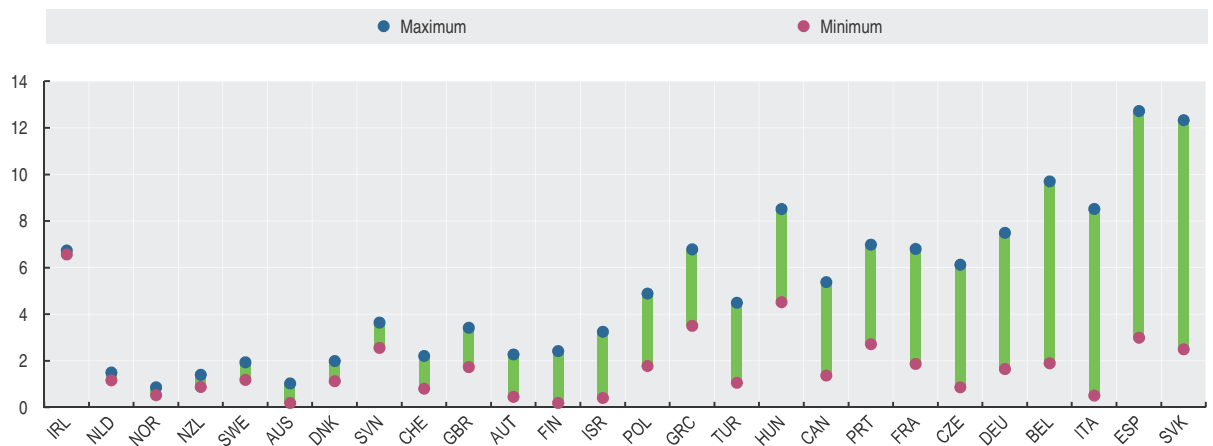
Pourcentage, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714697>

Écart régional du taux de chômage de longue durée

Pourcentage, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714716>





SCIENCE ET TECHNOLOGIES

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

CHERCHEURS

BREVETS

BIOTECHNOLOGIE

INFORMATION ET COMMUNICATIONS

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

ORDINATEURS, INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les dépenses de recherche et développement (R-D) constituent un indicateur essentiel de l'effort d'innovation des pays.

Définition

La R-D englobe les travaux de création entrepris de façon systématique pour accroître la somme des connaissances, y compris la connaissance de l'homme, de la culture et de la société, ainsi que l'utilisation de cette connaissance pour de nouvelles applications. Elle recouvre trois activités : la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental. La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir des connaissances nouvelles. Cependant, elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

Le principal agrégat utilisé pour les comparaisons internationales est la dépense intérieure brute de R-D (DIRD), qui est la dépense totale, courante et en capital, afférente aux travaux de R-D exécutés par les entreprises, instituts de recherche, laboratoires universitaires et publics, etc. résidents. La DIRD intègre la R-D financée à l'aide de fonds provenant de l'étranger, mais elle exclut les paiements affectés à la R-D exécutée à l'étranger. Elle est exprimée en USD de 2005 constants (compte tenu des parités de pouvoir d'achat) et en proportion du PIB (intensité de R-D).

En bref

Avec 42 % de la GERD de la zone OCDE en 2009, les États-Unis arrivent en tête des pays de l'OCDE, devant le Japon (15 %) et l'Allemagne (9 %). Depuis 1999, c'est en Corée, en Estonie, au Portugal et en Turquie que les dépenses de R-D réelles ont le plus progressé, affichant des taux de croissance annuels moyens d'environ 10 %. En dehors de la zone OCDE, la Chine a vu ses dépenses de R-D croître de près de 20 % par an en moyenne en termes réels, ce qui lui a permis de ravir au Japon la place de deuxième exécutant mondial de R-D en 2009.

En 2009, la R-D représentait 2.4 % du PIB pour l'ensemble de l'OCDE. La Corée, le Danemark, la Finlande, Israël, le Japon et la Suède étaient les seuls pays de l'OCDE dont le ratio R-D/PIB dépassait 3 %.

Au cours de la dernière décennie, l'intensité de R-D a progressé dans l'UE (de 1.74 % à 1.91 %), au Japon (de 3.00 % à 3.26 %) et aux États-Unis (de 2.71 % à 2.90 %). Au sein de l'OCDE, les plus fortes hausses ont été enregistrées en Corée, en Estonie, au Portugal et en Turquie. Au cours de la même période (2000-10), l'intensité de R-D de la Chine a quasiment doublé, passant 0.90 % à 1.77 %.

Comparabilité

Les données de R-D présentées ici ont été calculées selon les lignes directrices du Manuel de Frascati de l'OCDE. L'estimation des ressources allouées à la R-D est affectée par des caractéristiques nationales comme la périodicité et le champ couvert par les enquêtes nationales sur la R-D par secteur et industrie (et la prise en compte d'entreprises et d'organisations de différentes tailles), ainsi que les méthodes d'échantillonnage et d'estimation utilisées. Comme la R-D est généralement exécutée par un petit nombre de grandes organisations, les enquêtes sur la R-D utilisent diverses techniques pour tenir à jour les registres des exécutants connus, tout en tentant de recenser les exécutants nouveaux ou occasionnels.

Les données pour Israël excluent la défense. Pour la Corée, les sciences sociales et humaines ne sont pas prises en compte avant 2007. Pour les États-Unis, les dépenses en capital de R-D sont exclues et les amortissements des entreprises sont inclus.

Sources

- OCDE (2012), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie*, Volume 2012 Numéro 1, Principaux indicateurs de la science et de la technologie, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011, L'innovation et la croissance dans les économies du savoir*, Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002: Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, La mesure des activités scientifiques et technologiques, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Principaux indicateurs de la science et de la technologie", Statistiques de l'OCDE de la science et technologie et de la R-D.

Sites Internet

- Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie, www.oecd.org/sti-fr.
- Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE, www.oecd.org/sti/pist.
- Statistiques de la recherche et développement de l'OCDE, www.oecd.org/fr/innovation/inno/srd.htm.
- Mesurer la science et la technologie, www.oecd.org/sti/measuring-scitech.
- Manuel de Frascati de l'OCDE 2002 (manuel actualisé), www.oecd.org/sti/frascati-manual.



DÉPENSES DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Dépense intérieure brute de recherche et développement

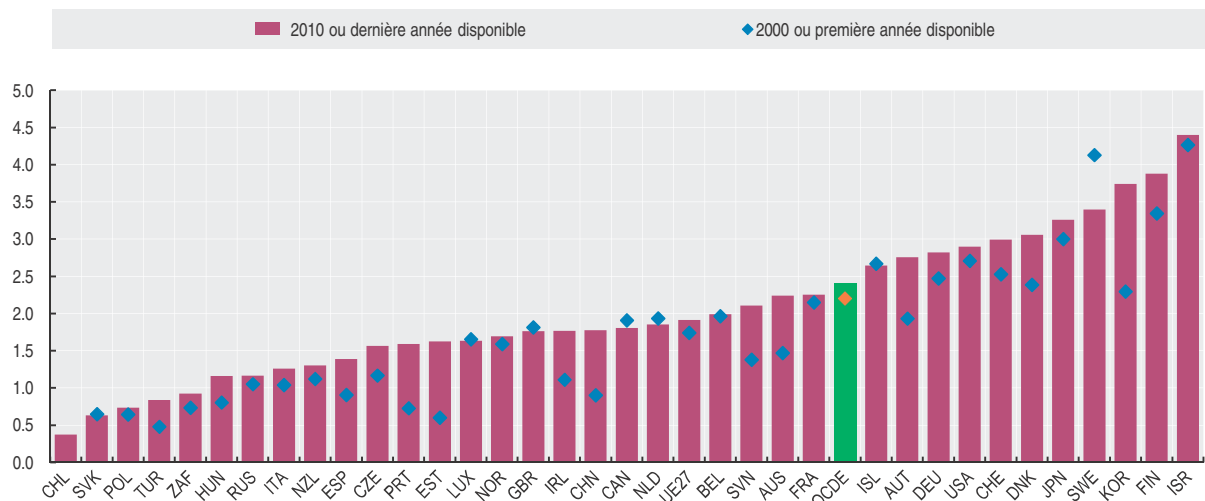
Millions de dollars des EU, prix constants de 2005 et PPA

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	58 231	61 579	62 557	63 289	63 981	63 800	64 299	67 595	69 569	74 705	74 375	77 098	..
Australie	..	8 936	..	10 719	..	12 061	..	14 902	..	17 644	..	..	..
Autriche	4 636	4 920	5 266	5 546	5 902	6 043	6 803	6 996	7 455	8 052	7 896	8 184	8 417
Belgique	5 810	6 125	6 497	6 165	6 018	6 149	6 171	6 440	6 750	7 081	7 090	7 109	..
Canada	17 032	19 063	21 215	21 352	21 687	22 709	23 090	23 336	23 356	22 796	22 416	21 708	21 448
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	712	889	..	..	..
Corée	17 574	20 213	22 641	23 586	25 067	28 305	30 618	34 712	38 923	41 685	44 311	49 394	..
Danemark	3 554	..	4 063	4 289	4 421	4 363	4 419	4 608	4 875	5 342	5 408	5 471	..
Espagne	8 302	9 193	9 607	10 635	11 657	12 203	13 331	14 832	16 220	17 457	17 302	17 240	..
Estonie	98	95	117	128	148	175	207	277	285	324	311	362	..
États-Unis	282 775	302 231	306 683	300 510	307 769	310 261	325 936	339 956	355 488	371 813	365 994	..	..
Finlande	4 260	4 733	4 799	4 955	5 170	5 401	5 601	5 846	6 151	6 576	6 406	6 553	..
France	35 799	36 946	38 479	39 521	38 794	39 395	39 236	40 191	40 623	41 394	42 720	43 214	..
Grèce	1 291	..	1 356	..	1 449	1 471	1 615	1 670	1 770	..	..	..	..
Hongrie	915	1 124	1 348	1 516	1 474	1 447	1 616	1 788	1 751	1 803	1 955	1 967	..
Irlande	1 360	1 413	1 449	1 543	1 706	1 878	2 009	2 119	2 297	2 528	2 858	2 844	..
Islande	185	224	258	258	252	..	287	324	308	308	..	..	..
Israël	4 700	6 228	6 628	6 607	6 296	6 610	7 146	7 684	8 714	8 937	8 422	8 719	..
Italie	15 474	16 411	17 376	18 110	17 766	17 920	17 999	19 095	20 204	20 527	20 337	20 606	..
Japon	106 715	110 017	113 086	114 930	117 927	120 301	128 695	134 844	139 916	138 684	126 872	128 581	..
Luxembourg	..	441	..	..	476	492	495	554	561	562	563	569	..
Mexique	4 334	4 011	4 239	4 727	4 769	5 014	5 346	5 266	5 215	..	..	..	..
Norvège	2 687	..	3 009	3 082	3 208	3 175	3 316	3 503	3 832	4 023	4 048	4 024	..
Nouvelle-Zélande	831	..	1 006	..	1 144	..	1 189	..	1 304	..	1 427	..	..
Pays-Bas	10 220	10 385	10 572	10 290	10 533	10 823	10 904	11 157	11 134	11 071	11 016	11 379	..
Pologne	2 989	2 912	2 850	2 595	2 606	2 831	2 982	3 107	3 384	3 790	4 304	4 876	..
Portugal	1 429	1 574	1 704	1 627	1 565	1 663	1 755	2 256	2 728	3 519	3 728	3 667	..
République slovaque	444	444	450	424	446	418	440	459	480	522	506	692	..
République tchèque	1 881	2 079	2 125	2 159	2 335	2 442	2 948	3 467	3 650	3 570	3 582	3 888	..
Royaume-Uni	29 856	31 056	31 594	32 399	32 759	32 524	34 081	35 331	37 219	37 018	36 731	35 615	..
Slovenie	513	543	605	616	549	629	675	775	769	911	942	1 081	..
Suède	8 864	..	10 814	..	10 443	10 233	10 510	11 346	10 809	11 686	10 804	10 835	..
Suisse	..	6 308	..	..	..	7 525	..	..	..	8 728	..	..	..
Turquie	2 739	2 996	3 171	3 293	3 184	3 735	4 617	4 845	6 314	6 380	7 110	7 664	..
UE-27	197 094	208 068	215 363	219 609	221 669	223 960	229 931	242 058	251 118	262 891	262 780	267 201	..
OCDE	650 059	690 857	712 638	715 336	730 083	743 415	779 529	818 588	857 502	888 551	873 833	..	..
Afrique du Sud	..	..	2 536	..	2 921	3 271	3 654	4 005	4 179	4 335	..	..	..
Brsil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	23 512	30 401	34 673	42 570	49 618	59 264	71 055	83 902	96 304	111 183	140 637	161 552	..
Fédération de Russie	11 419	13 242	15 602	17 308	19 139	18 364	18 121	19 689	22 230	21 891	24 185	23 394	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714735>

Dépense intérieure brute de recherche et développement

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714754>

CHERCHEURS

Les chercheurs sont des acteurs clés du système de recherche et développement. Dans les pays de l'OCDE, les coûts de main-d'œuvre représentent en moyenne la moitié environ de la dépense de R-D. On estime que les deux tiers du personnel de R-D sont des chercheurs.

Définition

Les chercheurs sont des spécialistes engagés dans la conception et la création de nouveaux savoirs, produits, processus, méthodes et systèmes, mais aussi associés directement à la gestion de projets menés dans ce but. Ils exercent leur activité dans le domaine civil ou militaire, le secteur public, les universités, les instituts de recherche, ainsi que dans le secteur des entreprises.

Les chercheurs font partie des ressources humaines consacrées à la R-D. Les deux autres catégories de personnel de R-D sont les techniciens et le personnel assimilé (qui participent à la R-D en exécutant des tâches scientifiques et techniques) et l'autre personnel de soutien (les travailleurs, qualifiés ou non, et le personnel de secrétariat et de bureau participant à l'exécution des projets de R-D).

Le nombre de chercheurs est mesuré en équivalent temps plein (une personne ne travaillant qu'à mi-temps à des activi-

tés de R-D compte donc pour 0.5 année-personne) et exprimé par millier de personnes occupées dans chaque pays. Il comprend le personnel engagé dans des activités de R-D au cours d'une année.

Comparabilité

Les données sur les chercheurs ont été calculées selon la méthodologie du *Manuel de Frascati* de l'OCDE. La comparabilité dans le temps est dans une certaine mesure influencée par les améliorations apportées au champ des enquêtes nationales de R-D et les efforts déployés par les pays pour améliorer la comparabilité internationale de leurs données.

Pour les États-Unis, le nombre total de chercheurs correspond depuis 2000 à des estimations de l'OCDE, et le personnel militaire est exclu des données depuis 1985. Pour la Chine, les données relatives aux chercheurs sont collectées depuis 2009 en se basant sur la définition des chercheurs donnée dans le *Manuel de Frascati* de l'OCDE.

En bref

En 2007, la zone OCDE comptait quelque 4.2 millions de personnes employées comme chercheurs. On y dénombrait environ 7.6 chercheurs pour 1 000 personnes occupées, contre 5.9 en 1995. Cet indicateur est en augmentation régulière depuis 20 ans.

C'est dans les pays Nordiques (Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède) que les effectifs de chercheurs pour mille personnes occupées sont les plus nombreux. Avec 17.0 chercheurs pour mille personnes occupées en 2010, la Finlande arrive en tête de ce groupe et de l'OCDE. Parmi les autres pays de l'OCDE, la Corée (11.1), le Japon (10.4) et la Nouvelle-Zélande (12.4 en 2009) affichent également des proportions élevées. À l'inverse, le nombre de chercheurs pour mille personnes occupées est faible (inférieur à 1.0) au Chili et au Mexique. L'Italie, la Pologne et la Turquie figurent aussi au nombre des pays où la proportion est peu élevée, c'est-à-dire inférieure à 5.0.

À l'échelle de l'OCDE, quelque 2.7 millions de chercheurs travaillaient dans le secteur des entreprises en 2007. Cela représente environ deux tiers des effectifs de chercheurs, mais la proportion est variable selon les pays : ainsi, quatre chercheurs sur cinq travaillent dans le secteur des entreprises aux États-Unis, et trois sur quatre environ au Japon et en Corée, alors que moins de la moitié des chercheurs sont dans ce cas dans l'UE. Le Chili, le Mexique, la Pologne, la République slovaque et l'Afrique du Sud affichent une faible proportion de chercheurs travaillant dans le secteur des entreprises (moins d'un pour 1 000 personnes employées dans l'industrie). Dans ces pays, le secteur des entreprises joue un rôle beaucoup moins important dans le système national de R-D que ceux de l'enseignement supérieur et des administrations publiques.

Sources

- OCDE (2012), Principaux indicateurs de la science et de la technologie, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011, L'innovation et la croissance dans les économies du savoir, Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Public Research Institutions, Mapping Sector Trends*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002: Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental, La mesure des activités scientifiques et technologiques*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Principaux indicateurs de la science et de la technologie", *Statistiques de l'OCDE de la science et technologie et de la R-D*.

Sites Internet

- Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE, www.oecd.org/sti/pist.
- Statistiques de la recherche et développement de l'OCDE, www.oecd.org/fr/innovation/inno/srd.htm.
- Mesurer la science et la technologie, www.oecd.org/sti/measuring-scitech.



Chercheurs

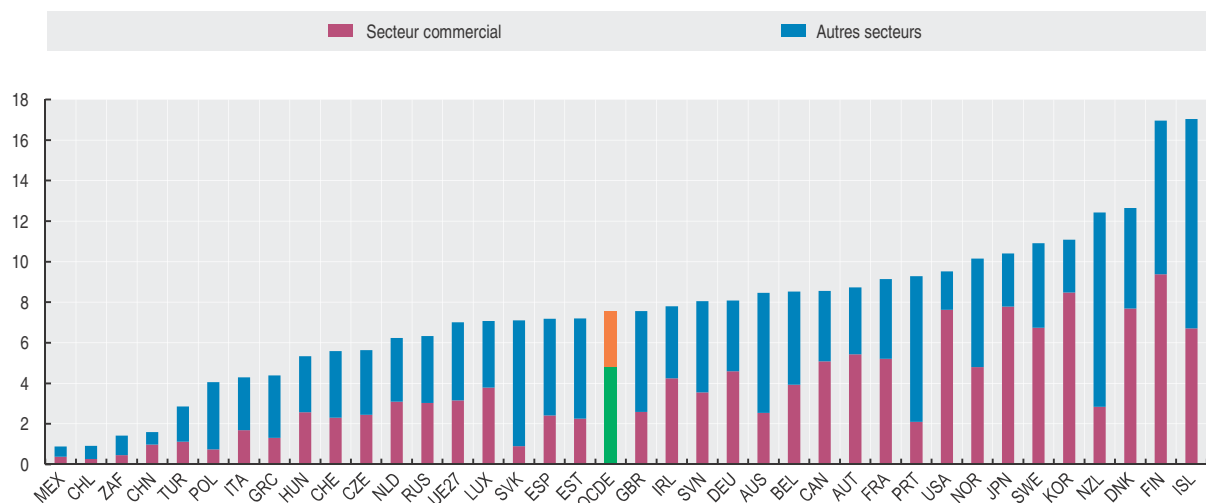
Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	6.3	6.6	6.6	6.7	6.8	6.9	6.9	7.0	7.2	7.3	7.5	7.9	8.1
Australie	7.3	..	7.3	..	7.8	..	8.3	..	8.5	..	8.5	..	..
Autriche	5.1	..	..	..	6.3	..	6.7	7.3	7.3	7.8	8.4	8.5	8.7
Belgique	6.9	7.4	7.4	7.7	7.4	7.4	7.7	7.8	8.1	8.3	8.3	8.6	8.5
Canada	6.6	6.7	7.2	7.5	7.4	7.7	8.1	8.3	8.4	8.8	8.9	8.6	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	0.9	0.9	..	..
Corée	4.6	4.9	5.1	6.3	6.4	6.8	6.9	7.9	8.6	9.5	10.0	10.4	11.1
Danemark	..	6.9	..	7.0	9.2	9.0	9.6	10.2	10.2	10.4	12.1	12.6	12.6
Espagne	4.0	3.9	4.7	4.7	4.8	5.2	5.5	5.7	5.8	5.9	6.4	7.0	7.2
Estonie	4.9	5.2	4.7	4.6	5.2	5.1	5.7	5.5	5.4	5.6	6.1	7.3	7.2
États-Unis	..	9.3	9.3	9.5	9.7	10.2	9.8	9.6	9.6	9.5	..	..	..
Finlande	13.9	14.5	15.2	15.9	16.5	17.8	17.4	16.6	16.6	15.7	16.2	16.6	17.0
France	6.7	6.8	7.1	7.2	7.5	7.7	8.1	8.1	8.3	8.6	8.8	9.1	..
Grèce	..	3.5	..	3.4	..	3.5	..	4.3	4.2	4.4	..	..	..
Hongrie	2.9	3.0	3.4	3.5	3.5	3.6	3.6	3.8	4.2	4.2	4.5	5.0	5.3
Irlande	5.1	4.9	5.0	5.1	5.3	5.5	5.9	5.9	6.0	6.0	6.9	7.5	7.8
Islande	9.6	10.3	..	11.7	..	12.2	..	13.4	14.2	12.5	12.9	17.0	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	2.9	2.9	2.9	2.9	3.0	2.9	3.0	3.4	3.6	3.7	..	4.1	4.3
Japon	9.8	10.0	9.9	10.1	9.8	10.3	10.3	10.6	10.7	10.6	10.2	10.4	10.4
Luxembourg	..	..	6.2	..	..	6.7	6.8	7.2	6.4	6.6	6.6	6.8	7.1
Mexique	0.6	0.6	..	..	..	0.9	1.0	1.1	0.9	0.9	..	..	..
Norvège	..	7.9	..	8.5	..	8.9	8.9	9.0	9.3	9.6	9.8	10.1	10.1
Nouvelle-Zélande	..	6.2	..	9.1	..	10.4	..	10.5	..	10.8	..	12.4	..
Pays-Bas	5.1	5.3	5.2	5.5	5.3	5.3	5.9	5.8	6.3	5.9	5.8	5.4	6.2
Pologne	3.7	3.8	3.8	4.0	4.1	4.3	4.4	4.4	4.1	4.0	3.9	3.9	4.1
Portugal	3.0	3.2	3.3	3.5	3.7	4.0	4.0	4.1	4.8	5.5	7.8	8.8	9.3
République slovaque	4.8	4.5	4.9	4.7	4.5	4.7	5.2	5.2	5.5	5.7	5.6	6.1	7.1
République tchèque	2.5	2.7	2.8	3.0	3.0	3.2	3.3	4.8	5.2	5.3	5.6	5.5	5.6
Royaume-Uni	5.5	5.7	5.8	6.1	6.6	7.1	7.5	8.0	8.1	8.0	8.0	8.3	7.6
Slovenie	4.9	5.0	4.8	4.9	5.0	4.1	4.4	5.7	6.3	6.5	7.1	7.7	8.1
Suède	..	9.5	..	10.5	..	11.0	11.2	12.7	12.6	10.1	11.0	10.5	10.9
Suisse	..	..	6.4	..	..	..	6.1	..	..	..	5.6	..	..
Turquie	1.0	1.0	1.2	1.2	1.2	1.7	1.7	2.0	2.1	2.4	2.5	2.7	2.9
UE-27	5.0	5.1	5.2	5.4	5.6	5.8	6.0	6.2	6.4	6.4	6.6	6.9	7.0
OCDE	..	6.6	6.7	6.9	7.0	7.4	7.3	7.5	7.6	7.6	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	1.3	..	1.2	1.5	1.4	1.5	1.5	1.4	..	..
B Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	0.7	0.7	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.5	1.6	1.9	2.1	1.5	1.6
Fédération de Russie	8.4	7.9	7.8	7.8	7.4	7.3	7.1	6.8	6.7	6.6	6.4	6.4	6.3
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714773>

Chercheurs

Pour 1 000 actifs occupés, équivalent temps plein



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714792>

BREVETS

Les indicateurs fondés sur les brevets fournissent une mesure de la production des activités de R&D d'un pays, c'est-à-dire de ses inventions. La méthodologie utilisée pour comptabiliser les brevets peut toutefois influencer sur les résultats. Celle consistant à prendre en compte simplement le nombre de brevets déposés auprès d'un office national de brevets présente divers inconvénients (à commencer par une faible comparabilité internationale) et ignore la forte hétérogénéité des valeurs des brevets. C'est pour surmonter ces problèmes que l'OCDE a mis au point des familles de brevets triadiques, qui sont conçues pour saisir toutes les inventions importantes et être comparables au plan international.

Définition

Une famille de brevets se définit comme un ensemble de brevets déposés dans divers pays (ou offices de brevets) pour protéger une même invention. Les familles de brevets triadiques sont un ensemble de brevets déposés auprès de trois des principaux offices de propriété intellectuelle, à savoir l'Office européen des brevets (OEB), l'Office japonais des brevets (JPO) et le Patent and Trademark Office des États-Unis (USPTO).

Les comptages des familles de brevets triadiques sont attribués au pays de résidence de l'inventeur, et se réfèrent à la date à laquelle le brevet a été enregistré pour la première fois.

Les familles de brevets triadiques sont exprimées en nombre par million d'habitants.

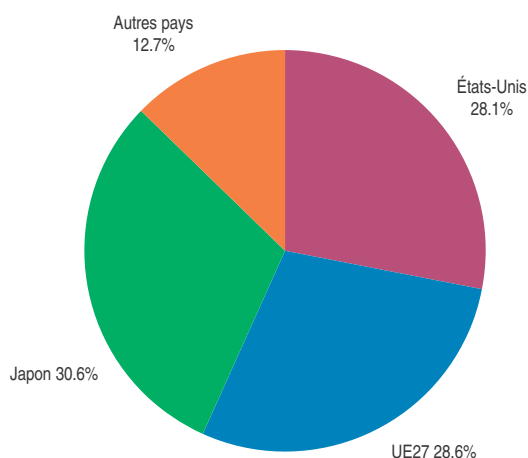
Comparabilité

Le concept de familles de brevets triadiques a été mis au point afin d'améliorer la comparabilité internationale et la qualité des indicateurs fondés sur les brevets. En effet, seuls les bre-

vets déposés dans le même groupe de pays sont pris en compte dans la famille : l'avantage au pays d'accueil et l'influence de la situation géographique sont par conséquent éliminés. En outre, les brevets triadiques ont généralement une valeur plus élevée : les titulaires de brevets ne consentent à supporter les coûts et les délais nécessaires pour étendre la protection de leur invention à d'autres pays que s'ils estiment que cette démarche en vaut la peine.

Part des pays dans les familles triadiques de brevets

Pourcentage, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714849>

En bref

Quelque 49 000 familles de brevets triadiques ont été enregistrées dans le monde en 2010, contre plus de 45 000 en 2000. Les États-Unis détenaient 28,1 % des familles de brevets, soit un chiffre en baisse par rapport à 2000 (30,5 %). La proportion des familles de brevets originaires d'Europe a aussi eu tendance à diminuer, perdant près de 1 point entre 2000 et 2010 pour s'établir à 28,6 %. L'origine des familles de brevets s'est déplacée vers les pays d'Asie. La croissance la plus remarquable s'observe en Corée, dont la part dans les familles de brevets triadiques a atteint 4,4 % en 2010, contre 1,6 % en 2000. La Chine et l'Inde affichent également de fortes progressions, avec une croissance annuelle moyenne du nombre de brevets triadiques de plus de 28 % pour la première et 15 % pour la seconde entre 2000 et 2010.

Si l'on rapporte le nombre de familles de brevets triadiques à la population, le Japon, la Suisse, la Suède et l'Allemagne occupaient les quatre premiers rangs en 2010, les nombres les plus élevés étant celui du Japon (118) et celui de la Suisse (109). Les ratios de l'Autriche, de la Corée, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, d'Israël et des Pays-Bas se situent également au-dessus de la moyenne OCDE (39). À l'inverse, la Chine compte moins de 0,7 famille de brevets par million d'habitants.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les brevets* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011, L'innovation et la croissance dans les économies du savoir*, Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Dernis, H. et M. Khan (2004), *Triadic Patent Families Methodology*, OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2004/2, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Manuel de l'OCDE sur les statistiques des brevets*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Travaux de l'OCDE sur les statistiques de brevets, www.oecd.org/sti/statistiques-dpi.



Familles triadiques de brevets

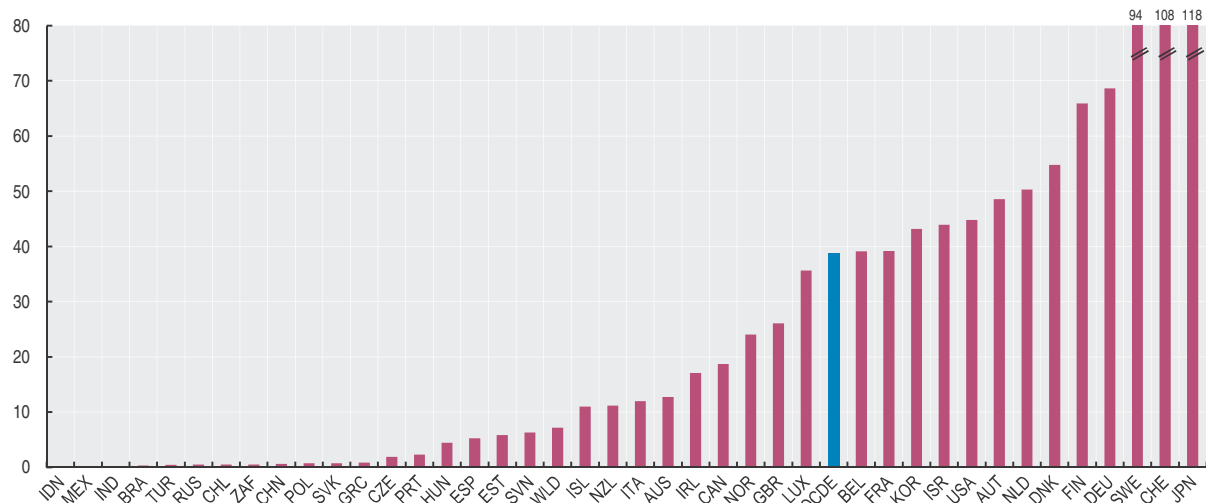
Nombre

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	6 163	6 016	5 804	5 653	5 502	5 446	5 635	5 779	5 960	5 942	5 741	5 625	5 685
Australie	301	295	373	276	350	342	367	342	332	318	304	287	284
Autriche	270	259	275	257	322	339	384	429	428	411	389	406	407
Belgique	399	374	327	314	343	326	414	379	407	427	403	391	414
Canada	537	524	526	497	594	577	653	668	661	678	611	635	638
Chili	2	2	2	5	5	3	5	5	6	5	5	7	9
Corée	469	581	732	887	1 213	1 695	2 000	2 129	2 134	2 202	1 780	2 067	2 182
Danemark	272	237	223	180	231	246	296	311	304	312	308	297	303
Espagne	127	126	145	153	164	156	218	220	207	221	227	233	242
Estonie	2	1	1	2	1	3	1	2	5	5	6	8	8
États-Unis	14 515	14 574	13 794	13 605	14 471	14 803	15 185	15 352	15 857	15 033	14 096	13 862	13 837
Finlande	454	453	350	303	275	301	339	344	367	364	349	346	353
France	2 289	2 348	2 140	1 960	2 217	2 268	2 412	2 402	2 431	2 477	2 476	2 431	2 447
Grèce	12	6	6	7	8	13	9	15	14	15	12	12	9
Hongrie	18	40	29	31	27	41	44	40	44	47	46	43	44
Irlande	38	75	31	47	52	66	70	79	74	79	80	78	76
Islande	6	7	11	3	9	4	2	4	4	4	4	5	4
Israël	302	278	321	288	268	295	350	420	420	385	371	341	335
Italie	678	663	638	647	712	710	756	745	756	745	732	713	707
Japon	11 758	13 159	14 749	14 050	14 294	15 016	15 155	14 859	15 048	14 543	13 106	13 070	15 067
Luxembourg	22	22	20	26	10	20	23	18	22	17	21	17	17
Mexique	10	11	9	12	10	15	15	14	19	17	16	13	12
Norvège	97	107	105	78	108	98	107	110	120	119	112	121	118
Nouvelle-Zélande	52	48	47	33	55	57	63	50	60	55	51	49	49
Pays-Bas	854	915	1 022	1 061	967	939	945	902	1 010	952	939	890	828
Pologne	4	8	9	12	11	10	17	13	14	17	20	23	27
Portugal	5	5	3	6	6	7	6	12	17	32	30	27	25
République slovaque	3	3	2	2	3	5	1	2	3	3	3	3	4
République tchèque	16	10	9	12	14	15	15	15	16	21	22	21	20
Royaume-Uni	1 796	1 647	1 622	1 601	1 651	1 666	1 656	1 667	1 705	1 685	1 632	1 613	1 598
Slovenie	12	4	9	6	14	13	12	18	13	14	16	15	13
Suède	852	882	618	668	693	674	696	831	899	925	901	870	882
Suisse	805	773	811	734	806	844	879	870	906	866	850	841	847
Turquie	7	3	4	10	8	9	13	13	14	21	21	26	35
UE-27	14 288	14 105	13 291	12 955	13 231	13 289	13 964	14 238	14 707	14 723	14 371	14 072	14 124
OCDE	43 145	44 458	44 768	43 427	45 413	47 022	48 744	49 057	50 275	48 956	45 684	45 382	47 527
Afrique du Sud	37	28	36	17	27	32	30	35	39	32	31	27	26
Bésil	29	27	29	45	42	43	49	52	49	68	67	60	60
Chine	49	60	71	100	155	219	228	312	365	467	507	709	875
Fédération de Russie	96	62	73	53	51	53	50	60	70	68	64	65	73
Inde	32	39	54	83	126	133	115	130	147	150	162	179	201
Indonésie	3	1	4	2	3	2	0	1	4	1	2	2	3

 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714811>

Familles triadiques de brevets

Nombre par million d'habitants, 2010


 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714830>

BIOTECHNOLOGIE

Les dépenses que le secteur des entreprises d'un pays consacre à la recherche et développement (R-D) en biotechnologie permettent de mesurer l'importance de la biotechnologie dans l'effort de recherche.

Définition

L'OCDE a établi une définition unitaire et une définition par liste de la biotechnologie. La définition unitaire se veut délibérément large. Elle couvre toutes les biotechnologies modernes mais aussi nombre d'activités classiques ou situées à mi-chemin entre les deux. C'est pourquoi la définition unitaire doit toujours s'accompagner de la définition par liste.

D'après la définition unitaire, la biotechnologie désigne l'application de la science et de la technologie à des organismes vivants, de même qu'à leurs composantes, produits et modélisations, pour modifier des matériaux vivants ou non vivants aux fins de la production de connaissances, de biens et de services.

La définition par liste (indicative et non exhaustive), qui sert à interpréter la définition unitaire, distingue sept catégories, les répondants ayant habituellement la possibilité d'ajouter, par écrit, les nouvelles biotechnologies qui n'entrent dans aucune de ces catégories. On entend par entreprise de biotechnologie toute entreprise qui déclare mener des activités relevant d'une ou de plusieurs de ces catégories, à savoir : ADN/ARN ; protéines et autres molécules ; culture et ingénierie des cellules et tissus ; techniques biotechnologiques des procédés ; vecteurs de gènes et d'ARN ; bioinformatique ; et nanobiotechnologie.

Comparabilité

La disponibilité et la comparabilité des données dépendent de la façon dont chaque pays collecte ses statistiques de biotechnologie.

Une entreprise de biotechnologie est une entreprise qui utilise au moins une technique de biotechnologie pour produire des biens ou des services et/ou conduire des activités de R-D en biotechnologie. Il peut s'agir d'une grande entreprise dans

En bref

C'est aux États-Unis que les dépenses intérieures brutes de R-D du secteur des entreprises (DIRDE) en biotechnologie sont les plus élevées : elles s'élèvent à 22 030 millions USD aux PPA et représentent environ 7.8 % du total de la DIRDE des États-Unis. Ce chiffre représente près de 64 % du total de la DIRDE en biotechnologie des 26 pays pour lesquels on dispose de données.

La part de la biotechnologie dans la DIRDE totale est un indicateur de l'importance de ce secteur dans les activités de recherche d'un pays. En moyenne, la DIRDE en biotechnologie représentait 5.7 % de la DIRDE totale. Elle atteint le pourcentage le plus élevé en Irlande (15.1 %), suivie de la Belgique et de la Suisse (12.6 %).

L'intensité de la R-D en biotechnologie (dépense de R-D en biotechnologie en pourcentage de la valeur ajoutée du secteur) est la plus élevée au Danemark (0.388 %), suivi de la Suisse (0.369 %) et de la Belgique (0.258%).

laquelle la biotechnologie ne représente qu'une faible part de l'activité économique.

Les pays qui collectent des statistiques de biotechnologie dans le cadre de leurs enquêtes sur la R-D risquent de sous-estimer les activités de biotechnologie car les entreprises qui utilisent des biotechnologies mais n'exécutent pas de R-D en biotechnologie ne sont pas comptabilisées.

Bien que tout ait été fait pour optimiser la comparabilité entre pays, les comparaisons internationales des activités de biotechnologie exigent une certaine prudence lorsque les données proviennent d'études utilisant des méthodologies très différentes.

Sources

- Indicateurs de biotechnologie de l'OCDE, www.oecd.org/sti/biotechnologie/indicateurs.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Knowledge Networks and Markets in the Life Sciences*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Future Prospects for Industrial Biotechnology*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011, L'innovation et la croissance dans les économies du savoir*, Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *OECD Biotechnology Statistics 2009*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), "Directives pour une approche harmonisée des statistiques sur la recherche et le développement en biotechnologie dans les secteurs de l'État et de l'enseignement supérieur", OECD Working Party of National Experts on Science and Technology Indicators, Document non classifié, DSTI/EAS/STP/NESTI(2009)1/FINAL.
- OCDE (2005), "Cadre pour les statistiques de biotechnologie", OECD Working Party of National Experts on Science and Technology Indicators.
- OCDE (2002), *Manuel de Frascati 2002: Méthode type proposée pour les enquêtes sur la recherche et le développement expérimental*, La mesure des activités scientifiques et technologiques, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Indicateurs de biotechnologie de l'OCDE, www.oecd.org/sti/biotechnologie/indicateurs.



Dépenses de R-D en biotechnologie dans le secteur marchand

2010 ou dernière année disponible

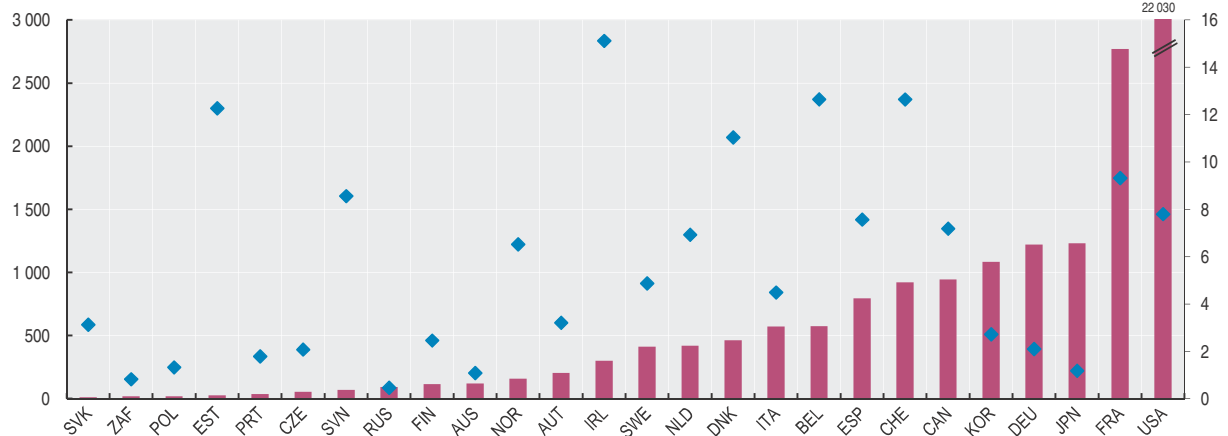
	Millions de dollars des EU, prix courants et PPA	En pourcentage de la R&D du secteur des entreprises	En pourcentage de la valeur ajoutée de l'industrie
Allemagne	1 221.5	2.1	0.062
Australie	119.3	1.1	0.020
Autriche	203.4	3.2	0.093
Belgique	574.0	12.6	0.258
Canada	944.5	7.2	0.109
Chili	..	..	..
Corée	1 082.7	2.7	0.114
Danemark	463.7	11.0	0.388
Espagne	794.1	7.6	0.079
Estonie	27.3	12.3	0.145
États-Unis	22 030.0	7.8	0.256
Finlande	115.6	2.5	0.097
France	2 769.3	9.3	0.220
Grèce	..	..	..
Hongrie	..	..	..
Irlande	301.6	15.1	0.244
Islande	..	..	..
Israël	..	..	..
Italie	572.4	4.5	0.049
Japon	1 230.1	1.2	0.043
Luxembourg	..	..	..
Mexique	..	..	..
Norvège	158.6	6.5	0.085
Nouvelle-Zélande	..	..	..
Pays-Bas	420.2	6.9	0.095
Pologne	19.6	1.3	0.004
Portugal	36.9	1.8	0.024
République slovaque	10.9	3.1	0.011
République tchèque	53.6	2.1	0.029
Royaume-Uni	..	..	..
Slovenie	69.2	8.6	0.185
Suède	411.3	4.9	0.194
Suisse	922.3	12.6	0.369
Turquie	..	..	..
UE-27	..	..	..
OCDE	..	..	..
Afrique du Sud	19.0	0.8	0.006
Brsil	..	..	..
Chine	..	..	..
Fédération de Russie	91.8	0.5	0.005
Inde	..	..	..
Indonésie	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714868>

Total des dépenses de R-D en biotechnologie dans le secteur marchand

2010 ou dernière année disponible

■ Millions de dollars des EU, prix courants et PPA (échelle de gauche) ◆ En pourcentage du total des dépenses du secteur marchand en R&D (échelle de droite)



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714887>

TAILLE DU SECTEUR DES TIC

Depuis plus d'une décennie, les technologies de l'information et des communications (TIC) sont au cœur des mutations économiques. Le secteur des TIC a fait preuve de résilience lors de la récente crise économique. Il est source de progrès technologique et de croissance de la production et de la productivité. Il exerce à la fois des effets directs, en contribuant à la croissance de la production, de l'emploi et de la productivité, et des effets indirects, en suscitant des évolutions technologiques qui affectent d'autres pans de l'économie, par exemple.

Définition

En 1998, les pays de l'OCDE sont convenus de définir le secteur des TIC comme l'ensemble des branches manufacturières et de service dont les produits collectent, transmettent ou affichent des données ou de l'information par voie électronique. Cette définition par branche d'activité du secteur des TIC était fondée sur la Révision 3 de la *Classification internationale type, par industrie* (CITI Rév. 3). Elle a été légèrement modifiée en 2002 à la lumière de la CITI Rév. 3.1.

Cette définition repose sur les principes suivants : pour les industries manufacturières, les produits TIC doivent remplir la fonction de traitement et de communication d'informations, notamment la transmission et l'affichage, ou ils doivent utiliser le traitement électronique pour la détection, la mesure et/ou l'enregistrement de phénomènes physiques ou pour le contrôle d'un processus physique ; pour les industries de services, les produits TIC doivent permettre le traitement et la communication de l'information par des moyens électroniques.

En 2007, un réexamen de ces principes a débouché sur une définition plus restrictive : la production (biens et services)

d'une branche TIC doit être principalement destinée à assurer ou permettre la fonction de traitement et de communication de l'information par des moyens électroniques, y compris sa transmission et son affichage. Cette définition révisée repose à présent sur la CITI Rév. 4.

La définition des TIC est une définition par activité, et un secteur total défini par des activités peut être préférable en tant que dénominateur à un secteur total défini sur une base institutionnelle. En l'occurrence, le secteur retenu ici est défini conformément aux activités 10 à 74 de la CITI Rév. 3.1, à l'exclusion de l'activité 70.

Comparabilité

L'existence d'une définition communément acceptée du secteur des TIC est une première étape vers la possibilité de faire des comparaisons entre périodes et entre pays. Cependant, l'application de la définition du secteur des TIC de 2006-2007 n'est pas encore possible, car tous les pays de l'OCDE n'utilisent pas la CITI Rév. 4 dans leur système statistique national. Afin d'assurer la comparabilité des données, c'est donc la définition du secteur des TIC de 2002 qui a été utilisée pour mesurer la taille du secteur.

Les données fournies par les pays membres de l'OCDE ont été combinées avec différentes autres sources pour estimer des chiffres agrégés du secteur des TIC qui soient compatibles avec les totaux des comptes nationaux. C'est pourquoi les statistiques présentées ici peuvent différer des données contenues dans les rapports nationaux et les publications précédentes de l'OCDE. Les parts OCDE sont des estimations fondées sur les données disponibles.

En bref

À l'intérieur de la zone OCDE, la part du secteur des TIC dans la valeur ajoutée totale du secteur des entreprises est restée relativement stable au fil du temps, avec un taux de variation annuelle composé légèrement positif de 0.5 % depuis 1995. En 2009, elle était de 8.3 %, contre 7.7 % en 1995. Cela indique que la production augmente plus rapidement dans le secteur des TIC que dans le reste de l'économie, ce qui fait ressortir l'importance globale de ce secteur. Le graphique montre qu'en 2009, le secteur des TIC a représenté plus de 10 % de la valeur ajoutée du secteur des entreprises en Corée (13.2 %), en Israël (13 %) et en Irlande (11.4 %), de même qu'en Finlande, en Suède et en Hongrie (près de 11 %).

La récente crise économique a mis sous pression le marché du travail des TIC, mais l'emploi dans les services des TIC et l'emploi qualifié dans les TIC se redresse beaucoup plus vite que l'emploi dans l'économie dans son ensemble. Le secteur des TIC représente une part significative de l'emploi total : près de 6 % des emplois dans le secteur des entreprises des pays de l'OCDE, soit pas loin de 15 millions de personnes en 2009. Cette proportion est la plus élevée en Finlande et en Suède, où elle a augmenté sensiblement au fil du temps pour s'établir à plus de 8 %. En revanche, elle a baissé dans des pays comme l'Autriche, l'Irlande et les États-Unis.

Sources

- OCDE (2012), *OECD Internet Economy Outlook*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), "ICT Skills and Employment: New Competences and Jobs for a Greener and Smarter Economy", *OECD Digital Economy Papers*, No. 198, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Science, technologie et industrie : Perspectives de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *OECD Guide to Measuring the Information Society 2011*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Haut débit et télécoms - Indicateurs clé des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.



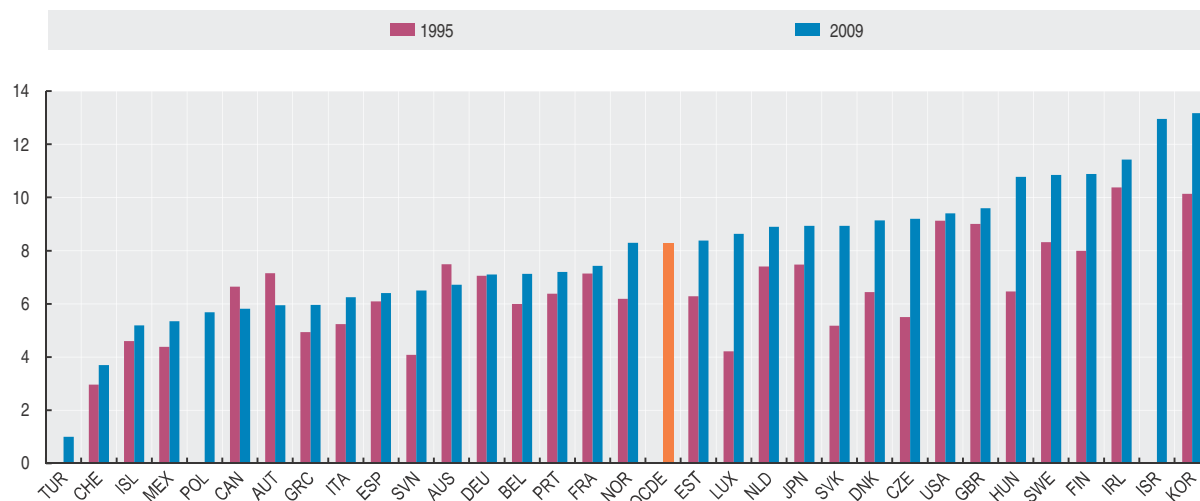
Part des TIC dans la valeur ajoutée et dans l'emploi

Pourcentage

	Part des TIC dans la valeur ajoutée totale du secteur des entreprises		Part de l'emploi lié aux TIC dans le secteur des entreprises	
	2009 ou dernière année disponible	Différence en point de pourcentage 1995-2009	2009 ou dernière année disponible	Différence en point de pourcentage 1995-2009
Allemagne	7.1	0.0	5.3	0.5
Australie	6.7	-0.8	4.7	0.0
Autriche	5.9	-1.3	4.9	-0.3
Belgique	7.1	1.2	5.0	1.1
Canada	5.8	-1.1	5.6	0.1
Chili	..	..	..	..
Corée	13.2	1.9	6.1	0.8
Danemark	9.1	2.5	7.0	1.4
Espagne	6.4	0.3	3.7	0.4
Estonie	8.4	2.1	2.6	..
États-Unis	9.4	0.2	5.7	-0.5
Finlande	10.9	2.2	9.4	1.7
France	7.4	0.3	6.5	0.3
Grèce	6.0	1.3	3.3	2.3
Hongrie	10.8	3.7	6.7	3.5
Irlande	11.4	0.7	7.5	-0.2
Islande	5.2	1.0	..	..
Israël	13.0	..	..	..
Italie	6.2	1.3	5.5	1.4
Japon	8.9	1.3	6.2	0.4
Luxembourg	8.6	5.2	6.0	6.0
Mexique	5.3	1.4	..	..
Norvège	8.3	2.1	6.2	1.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..
Pays-Bas	8.9	1.3	6.6	1.5
Pologne	5.7	..	..	..
Portugal	7.2	1.1	3.0	0.2
République slovaque	8.9	4.0	6.1	0.9
République tchèque	9.2	3.7	5.9	3.0
Royaume-Uni	9.6	0.5	6.2	0.8
Slovénie	6.5	3.4	3.1	3.9
Suède	10.9	1.9	8.7	0.8
Suisse	3.7	2.0	4.0	4.2
Turquie	1.0	..	..	..
UE-27	..	..	..	..
OCDE	8.3	0.5	5.7	0.3
Afrique du Sud	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714906>

Part des TIC dans la valeur ajoutée
En pourcentage de la valeur ajoutée du secteur marchand



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714925>

INVESTISSEMENT DANS LES TIC

Les technologies de l'information et des communications (TIC) étaient le secteur le plus dynamique en termes d'investissement à la fin des années 90 et au début des années 2000. L'investissement dans ce domaine a permis d'augmenter et de renouveler le stock de capital, d'intégrer de nouvelles technologies dans le processus de production et de soutenir la croissance économique.

Définition

L'investissement est défini conformément au *Système de comptabilité nationale de 1993*. L'investissement dans les TIC couvre l'acquisition de matériel et de logiciels utilisés dans la production pendant plus d'un an. Les TIC comportent trois éléments : matériel informatique (ordinateurs et matériel connexe), équipements de communication et logiciels. Ces derniers comprennent l'acquisition de logiciels standard et de logiciels sur mesure, ainsi que les logiciels développés pour compte propre. Les parts de l'investissement présentées ici sont des pourcentages de la formation brute de capital fixe de chaque pays, hors construction résidentielle.

Comparabilité

La disponibilité des données et la mesure de l'investissement dans les TIC varient considérablement selon les pays de l'OCDE, surtout en ce qui concerne la mesure de l'investissement dans les logiciels, les méthodes de déflation utilisées, la ventilation par secteur institutionnel et la période couverte.

Dans le système de comptabilité nationale, les dépenses en produits TIC sont considérées comme un investissement uniquement si les produits peuvent être physiquement isolés (autrement dit, les TIC intégrées à des équipements sont considérées non comme investissement mais comme consommation intermédiaire). Cela peut se répercuter sur la comparabilité de l'investissement dans les TIC entre les pays, selon la façon dont chacun d'eux distingue en pratique

En bref

La part des TIC dans l'investissement non résidentiel a été très variable selon les pays de l'OCDE en 2010 (ou la dernière année disponible) : elle a été particulièrement importante (20 % ou plus du total) aux États-Unis, en Suède, au Danemark, au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande, mais à peine supérieure à 10 % en Italie et en Corée.

Les logiciels constituent dans de nombreux pays la principale cible de l'investissement dans les TIC. En 2010 (ou la dernière année disponible), leur part dans l'investissement non résidentiel a culminé aux États-Unis, en Suède, au Danemark et au Royaume-Uni, mais elle était inférieure à 6 % en Italie et en Autriche. La part du matériel informatique a été la plus élevée au Danemark et aux États-Unis, et la plus faible en Corée, en France et en Espagne. Enfin, les équipements de communication ont représenté plus de 5 % de l'investissement non résidentiel aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande et en Suisse, mais moins de 2 % au Danemark, en Suède et au Japon.

consommation intermédiaire et investissement. En outre, la forme et la nature des transactions, notamment celles concernant les logiciels, peuvent entraîner des différences de comptabilisation de l'investissement dans les TIC. À titre d'exemple, un logiciel acquis avec une licence d'un an est considéré comme une consommation intermédiaire, alors qu'un logiciel acquis avec une licence d'une durée supérieure entre dans la catégorie des investissements. Par ailleurs, la mesure des différents éléments de l'investissement dans les TIC varie selon que, par exemple, un logiciel est vendu séparément ou lié avec un autre produit TIC, tel que du matériel informatique. Cependant, dans la pratique, ces différences n'ont normalement pas de répercussions significatives sur la comparabilité de l'investissement total dans les TIC.

Il est à noter que les composants des TIC qui sont incorporés dans d'autres produits, tels que les véhicules automobiles ou les machines-outils, sont pris en compte dans la valeur de ces autres produits et sont donc exclus des investissements dans les TIC tels qu'ils sont définis ici.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *OECD Internet Economy Outlook*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des communications de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des technologies de l'information*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Science, technologie et industrie : Tableau de bord de l'OCDE 2011, L'innovation et la croissance dans les économies du savoir, Science, technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Broadband Growth and Policies in OECD Countries*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Ahmad, N. (2003), *Measuring Investment in Software*, OECD Science, Technology and Industry Working Papers, No. 2003/6, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Handbook on Deriving Capital Measures of Intellectual Property Products*, Éditions OCDE.
- OCDE et Federal Statistical Office (2009), *Productivity Measurement and Analysis*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "STAN R-D : Dépenses de recherche et développement dans l'industrie - Rév 3 2011", *Statistiques de l'OCDE STAN pour l'analyse structurelle*.

Sites Internet

- Travaux de l'OCDE sur les statistiques de brevets, www.oecd.org/sti/statistiques-dpi.



Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

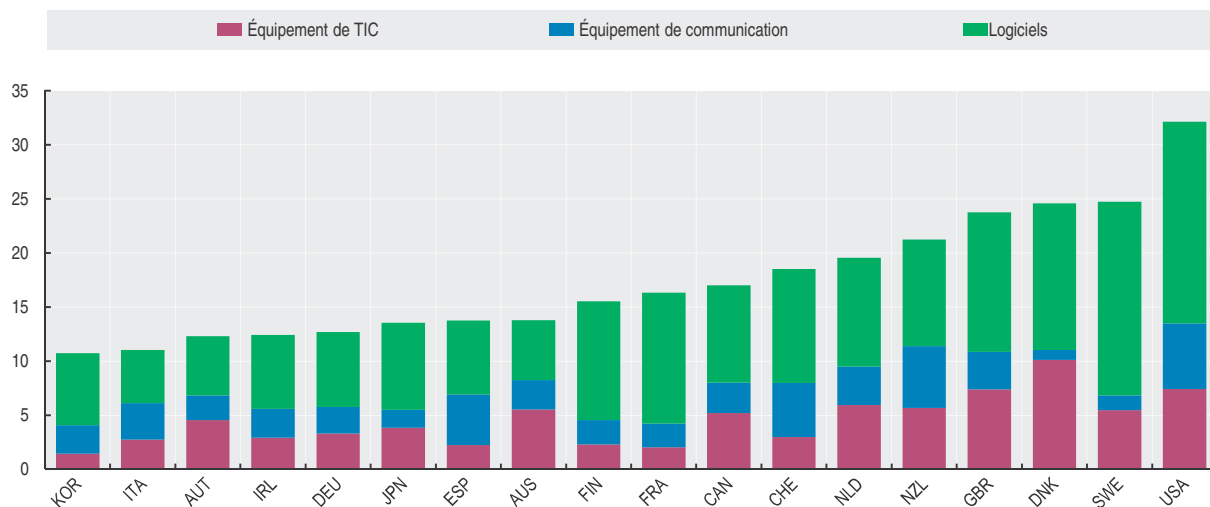
En pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	15.2	16.5	17.3	17.5	16.6	15.1	14.5	15.0	15.2	14.0	13.0	13.2	12.7
Australie	20.2	21.5	24.0	22.5	19.9	19.7	17.3	15.3	14.6	14.2	13.8	..	..
Autriche	12.6	13.5	13.4	14.0	14.5	13.1	12.4	11.9	12.1	12.3	..	..	..
Belgique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	18.8	19.9	20.6	20.2	19.2	18.8	18.5	17.6	16.8	16.7	15.9	17.5	17.0
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	12.8	15.8	18.0	17.0	15.7	13.2	11.9	12.2	12.4	12.1	11.7	11.4	10.7
Danemark	19.5	21.6	19.9	19.2	22.0	22.1	23.7	24.8	24.5	24.6	..	..	..
Espagne	14.7	14.9	14.7	14.3	13.8	13.6	13.3	12.7	12.7	13.1	13.6	13.7	13.8
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
États-Unis	29.3	31.0	32.6	31.2	30.3	30.5	29.8	27.8	26.7	26.3	26.4	30.6	32.1
Finlande	13.8	14.6	13.2	11.7	11.1	14.5	14.4	15.0	15.4	14.3	12.8	14.4	15.5
France	18.7	19.9	19.2	20.5	19.2	18.6	17.6	17.5	17.0	16.2	16.2	16.3	..
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	11.6	11.0	11.0	11.2	9.3	9.1	9.0	7.5	9.0	8.9	7.5	11.3	12.4
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	14.2	13.9	14.6	13.6	12.3	11.6	11.5	11.7	10.9	10.7	10.4	10.9	11.0
Japon	12.0	13.0	15.0	15.1	14.8	14.8	14.6	14.3	13.5	13.4	13.5	..	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Zélande	24.4	23.3	26.1	22.3	21.1	21.8	21.7	21.6	22.3	22.4	22.9	21.6	21.2
Pays-Bas	18.9	19.1	19.9	19.9	19.1	20.0	21.3	22.0	22.3	19.5	..	..	..
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Portugal	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
République tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Royaume-Uni	25.6	27.2	30.0	28.0	26.5	24.5	25.0	24.6	24.7	23.8	..	..	..
Slovénie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	27.8	28.8	30.3	27.9	26.2	24.9	24.8	25.1	24.4	23.0	21.9	24.7	..
Suisse	16.5	17.5	17.2	17.8	18.9	18.3	19.0	18.4	17.9	17.7	17.9	18.8	18.5
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714944>

Part de l'investissement dans les TIC dans la formation brute de capital fixe non résidentiel

En pourcentage de la formation brute totale de capital fixe non résidentiel, économie totale, 2010 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714963>

EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

Les biens des technologies de l'information et des communications (TIC) ont été parmi les secteurs les plus dynamiques du commerce international durant la dernière décennie.

Définition

Les données relatives aux exportations de biens TIC sont produites à l'aide du Système harmonisé (SH) de l'Organisation mondiale du commerce.

L'OCDE a élaboré une définition des produits TIC (qui englobe les biens TIC) pour faciliter la construction d'indicateurs comparables au niveau international sur la consommation, l'investissement, le commerce et la production dans le domaine des TIC.

La première définition des biens TIC a été énoncée en 2003, sur la base d'une liste de codes à 6 chiffres du SH 1996 et du SH 2002. La deuxième définition des produits TIC, adoptée en 2008, reposait sur la deuxième révision de la Classification centrale de produits (CPC Rév. 2), qui venait alors d'être publiée. La nouvelle définition comprend les biens TIC, les services TIC et la première classification des produits de la branche "contenu et média". La définition de 2008 est plus restrictive que celle de 2003.

La définition de 2008 se fonde sur des principes qui mettent l'accent sur l'usage auquel sont destinés les produits ou leur fonctionnalité. Sur la base des principes directeurs retenus pour la délimitation du secteur des TIC, les biens TIC ont été définis comme suit :

Les biens TIC doivent avoir pour objet de remplir une fonction de traitement ou de communication d'informations par des moyens électroniques, y compris leur transmission et leur affichage, ou utiliser un traitement informatique pour détecter, mesurer et/ou enregistrer des phénomènes physiques ou pour contrôler un processus physique.

En appliquant cette définition des biens TIC, on obtient une liste de 95 codes du SH 2007.

En bref

La crise financière mondiale a perturbé de façon significative les échanges dans le monde entier, mais les données récentes font apparaître des signes notables de reprise des exportations de biens TIC. Les exportations de ces biens depuis les pays de l'OCDE et les pays non membres de l'OCDE répertoriés ont atteint environ 1 250 milliards USD en 2011. Au moment de la crise financière mondiale, la situation des biens TIC a été comparable à celle qui a caractérisé l'éclatement de la "bulle Internet", et le secteur s'est ensuite redressé pour entrer dans une phase de forte croissance. Ainsi, les exportations de biens TIC ont progressé de 26 % au cours des deux dernières années.

Parmi les pays de l'OCDE, les principaux exportateurs de biens TIC sont les États-Unis, la Corée, le Japon, l'Allemagne et les Pays-Bas. Au niveau mondial, c'est la Chine qui occupe la première place. En 2003, ses exportations de biens TIC ont dépassé celles des États-Unis. Durant la dernière décennie, les pays exportateurs membres de l'OCDE susmentionnés ont réussi à développer leur position de leader dans le domaine de l'exportation d'équipements de communication.

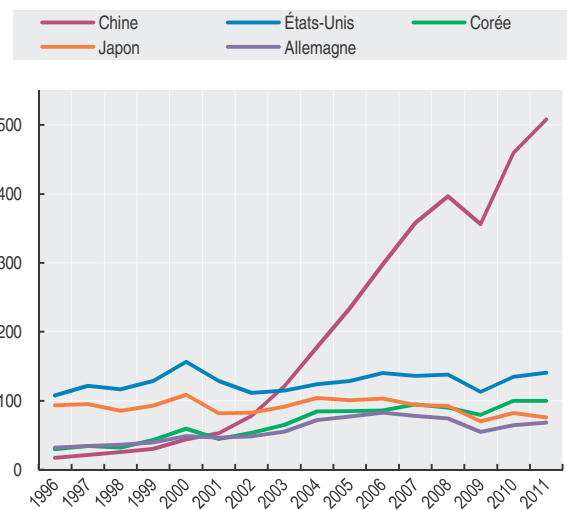
Comparabilité

Il est difficile de comparer les chiffres du commerce de biens TIC de l'OCDE pour 2007 et les années suivantes avec ceux des années antérieures, car la nouvelle classification SH adoptée en 2007 diffère radicalement des révisions antérieures. L'OCDE a mis au point des correspondances entre le SH 1996, le SH 2002 et le SH 2007 pour les biens TIC.

Des efforts d'adaptation ont été nécessaires pour quantifier et faire entrer en ligne de compte l'impact de la fraude dite "carrousel" observée au milieu des années 2000, qui a principalement touché les mouvements de biens TIC au sein de l'Union européenne. Les données commerciales pour la Chine n'ont pas été corrigées pour tenir compte des réexportations.

Exportations d'équipements liés aux TIC

Milliards de dollars des EU



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715020>

Sources

- OCDE (2011), *Statistiques du commerce international par produit, Volume 2010 Numéro 5 : Islande, République slovaque, Total OCDE, ALENA, OCDE Asie et Pacifique, OCDE Europe, UE27, Statistiques du commerce international par produit*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *OECD Science, Technology and Industry Working Papers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des communications de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des technologies de l'information*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2011), *OECD Guide to Measuring the Information Society 2011*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Haut débit et télécoms - Indicateurs clé des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.



EXPORTATIONS D'ÉQUIPEMENTS LIÉS AUX TIC

Exportations d'équipements liés aux TIC

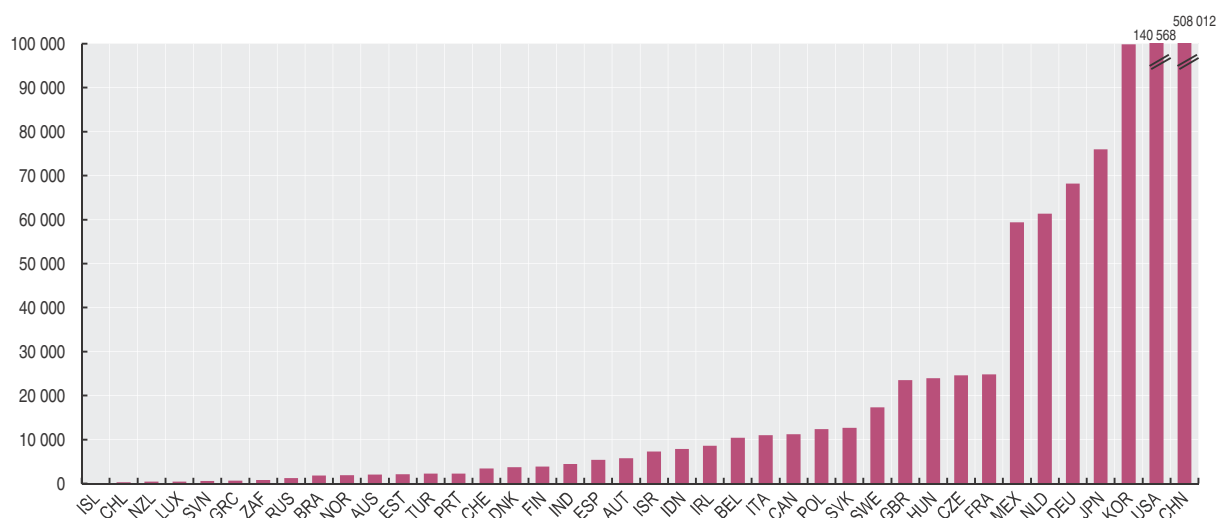
Millions de dollars des EU

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	39 677	48 717	46 634	48 601	55 200	72 250	77 168	82 809	78 319	74 643	54 743	64 652	68 219
Australie	1 562	1 727	1 619	1 372	1 571	1 713	1 781	1 788	1 918	2 076	1 646	1 992	2 043
Autriche	3 176	3 941	4 006	4 533	5 002	5 908	6 467	6 710	7 315	7 469	5 272	5 720	..
Belgique	8 963	10 825	11 453	9 734	11 591	12 527	13 458	12 300	11 602	12 388	9 296	9 609	10 417
Canada	14 317	20 967	13 094	10 163	10 052	11 845	13 990	14 878	15 065	14 129	10 944	10 687	11 186
Chili	31	30	33	36	32	33	44	52	76	300	300	264	293
Corée	43 453	59 426	44 871	53 500	65 323	84 555	85 314	86 167	94 694	90 337	79 508	99 813	99 857
Danemark	3 385	3 654	3 470	4 692	4 282	4 662	5 783	5 248	4 746	3 921	3 164	3 516	3 686
Espagne	5 367	5 355	5 270	5 000	6 523	7 014	7 197	7 347	6 688	6 820	4 883	5 395	..
Estonie	408	967	853	579	820	1 126	1 405	1 310	730	743	494	1 006	2 074
États-Unis	128 678	156 670	128 513	111 448	114 860	124 097	128 943	140 314	136 219	138 001	113 157	134 549	140 568
Finlande	8 499	10 781	8 526	8 944	10 026	10 412	13 238	13 243	13 994	14 421	6 745	4 463	3 875
France	29 015	31 939	26 310	23 629	23 277	26 864	27 331	31 584	26 140	25 342	19 762	22 584	24 814
Grèce	280	466	347	338	389	511	490	629	562	667	496	542	638
Hongrie	5 521	7 231	7 244	8 804	10 899	15 694	15 944	17 841	21 301	24 522	21 465	24 218	23 913
Irlande	25 589	27 697	31 638	27 430	22 524	23 482	24 675	24 140	22 780	19 989	12 802	8 866	8 596
Islande	1	2	2	2	3	2	3	5	7	9	3	3	4
Israël	4 745	6 668	5 842	4 367	4 228	5 133	3 210	3 527	..	6 299	7 854	7 178	7 247
Italie	9 712	10 675	10 612	9 239	9 851	11 455	11 581	11 376	11 142	10 529	8 210	9 626	10 959
Japon	92 974	108 795	81 953	82 922	91 436	104 335	100 814	103 139	94 022	92 513	70 164	82 141	75 968
Luxembourg	707	889	1 179	945	720	859	998	840	757	526	402	399	452
Mexique	27 472	34 771	34 943	33 345	31 845	37 003	38 533	46 916	48 149	56 897	49 764	60 159	59 368
Norvège	1 149	1 104	1 165	952	1 015	1 169	1 268	1 471	1 670	2 116	1 771	1 864	..
Nouvelle-Zélande	148	158	141	152	284	351	369	374	414	402	348	372	446
Pays-Bas	33 805	38 160	34 286	28 578	42 666	53 615	58 717	62 308	67 738	63 156	53 342	61 367	61 367
Pologne	1 162	1 290	1 619	1 980	2 339	2 819	3 558	5 519	7 858	11 949	12 808	15 119	12 361
Portugal	1 472	1 492	1 701	1 711	2 364	2 545	2 972	3 673	4 041	3 843	1 758	1 941	2 254
République slovaque	354	388	487	492	852	1 698	2 991	5 267	8 454	11 823	11 574	12 245	12 633
République tchèque	752	1 334	2 582	4 148	5 207	7 907	8 668	12 330	16 806	20 614	16 305	19 835	24 593
Royaume-Uni	44 529	50 419	47 999	46 747	37 280	37 736	42 777	50 761	29 491	27 710	23 400	24 233	23 503
Slovenie	130	169	204	220	251	275	229	291	384	618	520	528	556
Suède	14 079	15 487	8 485	9 228	10 153	13 640	14 613	15 115	14 533	15 830	11 788	15 477	17 318
Suisse	2 816	3 080	2 680	1 910	2 204	2 595	3 408	3 015	3 034	3 366	2 746	3 214	3 442
Turquie	840	1 024	1 056	1 603	1 988	2 933	3 227	3 178	2 884	2 407	2 033	2 094	2 236
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	554 359	665 331	569 962	546 763	586 237	687 636	719 756	774 156	706 855	761 545	619 467	715 671	727 865
Afrique du Sud	432	417	442	390	462	578	587	745	846	805	677	695	763
Bésil	1 243	2 232	2 329	2 178	2 106	2 013	3 701	3 969	2 975	3 139	2 320	1 985	1 792
Chine	30 522	44 135	53 221	78 243	121 365	177 742	234 086	297 653	357 974	396 424	356 301	459 522	508 012
Fédération de Russie	441	411	284	311	324	451	423	771	778	784	838	926	1 227
Inde	501	714	858	781	957	1 082	1 113	1 344	..	..	6 099	4 404	4 404
Indonésie	3 069	7 573	6 095	6 301	5 687	6 527	6 944	6 138	6 025	6 517	6 921	7 862	7 845

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714982>

Exportations d'équipements liés aux TIC

Millions de dollars des EU, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715001>

ORDINATEURS, INTERNET ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Ordinateurs et accès Internet sont de plus en plus présents dans les foyers des pays de l'OCDE, aussi bien dans ceux où les taux de pénétration sont déjà élevés que dans ceux qui accusent du retard à cet égard.

Définition

L'accès à un ordinateur renvoie au nombre de ménages ayant déclaré avoir au moins un ordinateur personnel en état de marche dans leur foyer.

En outre, le pourcentage des ménages déclarant avoir accès à Internet est présenté. Dans presque tous les cas, cet accès se fait via un ordinateur personnel en utilisant un accès commuté, l'ADSL ou le câble.

L'accès à Internet au moyen d'abonnements au haut débit fixe (filaire) correspond au nombre d'abonnements pour 100 habitants assurant une vitesse de téléchargement de plus de 256 kbits/seconde et faisant appel à l'une des technologies haut débit suivantes : ADSL, câble, fibre optique jusqu'au domicile et autres technologies fixes (comme le haut débit via le réseau électrique ou des liaisons louées).

Comparabilité

L'OCDE s'est attaquée aux problèmes de comparabilité au plan international en élaborant un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages et les individus. Ce questionnaire type se compose de modules consacrés à différents sujets, ce

qui permet de l'étoffer en fonction des pratiques des utilisateurs et des préoccupations des pouvoirs publics.

Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les ménages peuvent soulever des problèmes de comparabilité au niveau international en raison de différences structurelles dans la composition des ménages. Les statistiques sur l'utilisation des TIC par les individus peuvent quant à elles renvoyer à des groupes d'âge différents ; or, l'âge est un déterminant important de l'utilisation des TIC. Les indicateurs fondés sur les ménages et ceux fondés sur les individus produisent des chiffres différents, aussi bien en ce qui concerne les niveaux d'utilisation que les taux de croissance, et compliquent les comparaisons internationales.

Les données concernant le nombre d'abonnés au haut débit fixe (filaire) pour 100 habitants dans les pays membres de l'OCDE et non membres sont recueillies en appliquant des définitions convenues et sont amplement comparables. Les données présentées pour les pays non membres ont été collectées suivant les définitions de l'OCDE et fournies par l'Union internationale des télécommunications (UIT). Les définitions du haut débit employées par l'UIT sont harmonisées avec celles de l'OCDE. Dans les données recueillies avant 2009, les abonnements au haut débit fixe sans fil et par satellite étaient inclus dans les accès haut débit fixes (filaires). Depuis 2009, ce n'est plus le cas.

En bref

Les taux de pénétration des ordinateurs sont les plus élevés en Islande, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Suède, en Norvège et au Danemark, où plus de 90 % des ménages avaient accès à un ordinateur à domicile en 2011. En revanche, le Chili et le Mexique affichent toujours un taux de pénétration inférieur à 30 %. Entre 2000 et 2011, la part des ménages ayant accès à un ordinateur à domicile a progressé de plus de 40 points de pourcentage en France, en Irlande, au Royaume-Uni, en Autriche et en Espagne.

La situation est similaire en ce qui concerne l'accès à Internet. En Corée, aux Pays-Bas, en Islande, en Norvège, en Suède, au Luxembourg et au Danemark, plus de 90 % des ménages avaient accès à Internet en 2011, contre moins de 50 % en Turquie, au Mexique et au Chili.

Dans la zone OCDE, le nombre d'abonnements au haut débit fixe filaire a atteint 314 millions à la fin de 2011, mais sa croissance est tombée à 1,8 % au deuxième semestre. Sur douze mois, il a augmenté de 4,1 %. Les plus fortes progressions (5 %) ont été enregistrées en Grèce, en Pologne et au Chili, où le nombre d'abonnements au haut débit fixe filaire a atteint respectivement 21,8, 15,0 et 11,7 pour 100 habitants en 2011.

En 2011, la Suisse est arrivée pour la première fois en tête des pays de l'OCDE pour le nombre d'abonnements au haut débit pour 100 habitants : avec 39,9 abonnements, elle devançait légèrement les Pays-Bas (39,1) et le Danemark (37,9). La moyenne de l'OCDE se situe quant à elle à 25,6 abonnés pour 100 habitants.

Sources

- Haut débit et télécoms - Indicateurs clé des TIC de l'OCDE, www.oecd.org/sti/indicateurstic.
- Portail de l'OCDE sur le haut débit, www.oecd.org/sti/ict/broadband.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *OECD Internet Economy Outlook*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des communications de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives des technologies de l'information*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- Eurostat (2012), *Enquête Eurostat sur l'usage des Technologies de l'information et des communications (TIC)*, Eurostat, Luxembourg.

Bases de données en ligne

- Union internationale des télécommunications (UIT) (2012), *World Telecommunication/ICT Indicators Database*.

Sites Internet

- Direction de la Science, de la technologie et de l'industrie, www.oecd.org/sti-fr.
- Haut débit et télécoms, www.oecd.org/sti/telecoms.



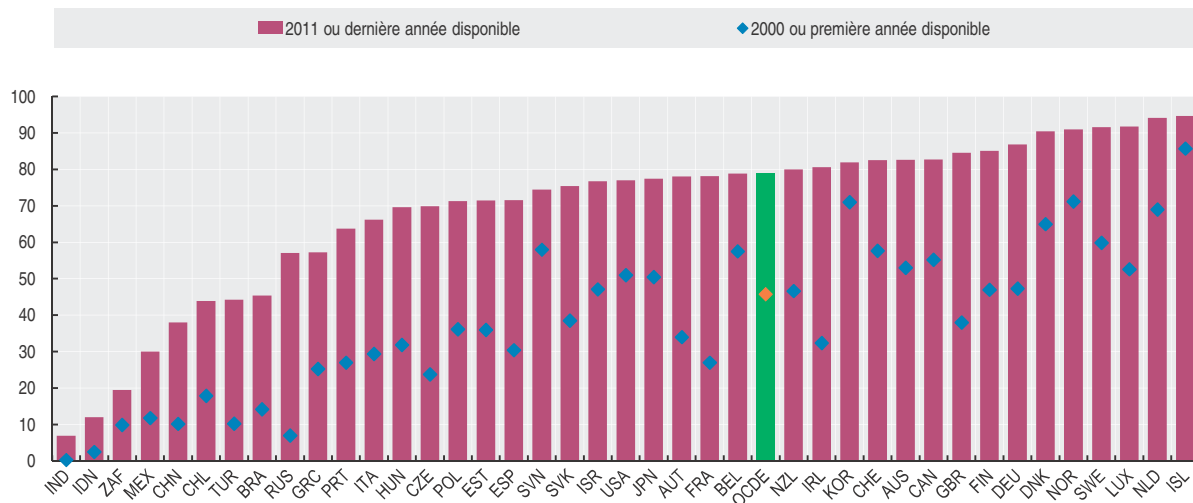
Ménages ayant accès à un ordinateur, à Internet et au téléphone

	Pourcentage des ménages ayant accès à un ordinateur				Pourcentage des ménages ayant accès à Internet				Nombre de voies d'accès aux télécommunications de base pour 100 habitants			
	2000	2005	2010	2011	2000	2005	2010	2011	2005	2007	2009	2011
Allemagne	47.3	69.9	85.7	86.9	16.4	61.6	82.5	83.3	12.9	23.7	30.5	33.3
Australie	53.0	70.0	82.6	..	32.0	60.0	78.9	..	13.2	22.8	23.1	24.6
Autriche	34.0	63.1	76.2	78.1	19.0	46.7	72.9	75.4	14.1	19.3	22.5	25.5
Belgique	..	..	76.7	78.9	..	50.2	72.7	76.5	18.2	25.7	28.9	32.4
Canada	55.2	72.0	82.7	..	42.6	64.3	78.4	..	20.6	27.2	29.6	32.0
Chili	17.9	..	..	..	8.7	..	..	..	..	..	9.7	11.7
Corée	71.0	78.9	81.8	81.9	49.8	92.7	96.8	97.2	25.3	30.5	33.5	35.4
Danemark	65.0	83.8	88.0	90.4	46.0	74.9	86.1	90.1	22.5	35.8	37.0	37.9
Espagne	30.4	54.6	68.7	71.5	..	35.5	59.1	63.9	11.4	17.9	21.2	24.5
Estonie	..	43.0	69.2	71.4	..	38.7	67.8	70.8	..	..	22.5	24.8
États-Unis	51.0	..	77.0	..	41.5	..	71.1	..	15.8	23.4	25.5	27.7
Finlande	47.0	64.0	82.0	85.1	30.0	54.1	80.5	84.2	22.3	30.7	28.7	29.6
France	27.0	..	76.5	78.2	11.9	..	73.6	75.9	15.1	24.6	30.7	35.9
Grèce	..	32.6	53.4	57.2	..	21.7	46.4	50.2	1.4	9.7	17.0	21.8
Hongrie	..	42.3	66.4	69.7	..	22.1	60.5	65.2	6.2	13.9	17.8	21.0
Irlande	32.4	54.9	76.5	80.6	20.4	47.2	71.7	78.1	5.6	17.6	19.5	22.2
Islande	..	89.3	93.1	94.7	..	84.4	92.0	92.6	25.8	32.2	32.8	34.6
Israël	47.1	62.4	76.7	..	19.8	48.9	68.1	..	..	..	23.6	24.6
Italie	29.4	45.7	64.8	66.2	18.8	38.6	59.0	61.6	11.2	17.2	20.3	22.4
Japon	50.5	80.5	83.4	77.4	..	57.0	..	..	18.1	22.5	24.8	27.4
Luxembourg	..	74.5	90.2	91.7	..	64.6	90.3	90.6	14.4	27.3	29.2	32.6
Mexique	..	18.6	29.9	30.0	..	9.0	22.3	23.3	2.2	4.2	8.6	10.8
Norvège	..	74.2	90.9	91.0	..	64.0	89.8	92.2	21.4	30.8	33.8	35.7
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	8.7	18.1	23.1	26.9
Pays-Bas	..	77.9	92.0	94.2	41.0	78.3	90.9	93.6	25.2	34.4	37.1	39.1
Pologne	..	40.1	69.0	71.3	..	30.4	63.4	66.6	2.3	8.6	12.8	15.0
Portugal	27.0	42.5	59.5	63.7	8.0	31.5	53.7	58.0	11.0	14.3	17.7	21.1
République slovaque	..	46.7	72.2	75.4	..	23.0	67.5	70.8	2.3	7.7	11.6	13.7
République tchèque	..	30.0	64.1	69.9	..	19.1	60.5	66.6	4.5	14.6	12.9	15.7
Royaume-Uni	38.0	70.0	82.6	84.6	19.0	60.2	79.6	82.7	16.0	25.8	30.3	33.3
Slovenie	..	61.0	70.5	74.4	..	48.2	68.1	72.6	..	..	22.0	24.2
Suède	59.9	79.7	89.5	91.6	48.2	72.5	88.3	90.6	20.6	30.6	31.5	32.5
Suisse	57.7	76.5	..	..	..	..	85.0	..	23.1	32.3	35.6	39.9
Turquie	..	12.2	44.2	..	6.9	7.7	41.6	..	2.1	5.9	9.0	10.4
UE-27	..	58.0	74.4	76.7	..	48.4	70.1	73.2	..	..	..	..
OCDE	45.7	59.0	74.7	79.0	26.7	48.5	71.6	74.9	12.6	19.6	23.1	25.6
Afrique du Sud	..	13.0	18.3	19.5	..	3.0	10.1	9.8	..	..	..	..
Bésil	..	18.5	34.9	45.4	..	13.6	27.1	37.8	2.3	4.6	11.9	10.8
Chine	..	25.0	35.4	38.0	..	11.0	23.7	30.9	5.6	6.5	8.4	..
Fédération de Russie	..	14.0	55.0	57.1	..	7.0	41.3	46.0	13.2	17.3	41.7	..
Inde	..	2.0	6.1	6.9	..	1.6	4.2	6.0	0.6	1.1	1.3	1.5
Indonésie	..	3.7	10.8	12.0	..	1.0	4.6	7.0	0.8	0.7	0.7	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715039>

Ménages ayant accès à un ordinateur

En pourcentage de tous les ménages



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715058>





ENVIRONNEMENT

EAU ET RESSOURCES NATURELLES

CONSOMMATION D'EAU

PÊCHERIES

AIR ET SOLS

ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

DÉCHETS MUNICIPAUX

CONSOMMATION D'EAU

Les ressources en eau douce ont une grande importance pour l'environnement et l'économie. Leur répartition varie beaucoup entre pays et à l'intérieur d'un même pays. Dans les régions arides, elles sont parfois si limitées que la demande ne peut être satisfaite que grâce à des prélèvements incompatibles, du point de vue quantitatif, avec une exploitation durable.

Les prélèvements d'eau douce, en particulier ceux destinés à l'alimentation des réseaux de distribution, à l'irrigation, à la production industrielle et au refroidissement des centrales électriques, exercent une forte pression sur les ressources en eau et ont des incidences importantes sur leur quantité et leur qualité. Les principales préoccupations sont liées à l'utilisation inefficace de l'eau, et à ses conséquences environnementales et socio-économiques.

Définition

Il y a prélèvement dès lors que de l'eau douce est extraite d'une source souterraine ou de surface, de manière permanente ou temporaire, et transportée sur son lieu d'usage. Si l'eau est restituée à une source de surface, le prélèvement de cette même eau par un autre utilisateur situé en aval est compté à nouveau dans le calcul des prélèvements totaux, ce qui peut conduire à un double comptage.

Les eaux d'exhaure et de drainage sont incluses dans le calcul des prélèvements. En revanche, l'eau utilisée dans la production d'hydroélectricité correspond à une exploitation *in situ* et n'est pas prise en compte.

Comparabilité

Les définitions et les méthodes d'estimation employées pour calculer les données sur les prélèvements et la distribution d'eau peuvent être très différentes selon les pays et varier dans le temps. En général, la disponibilité et la qualité des données sont meilleures en ce qui concerne les prélèvements destinés aux réseaux de distribution, qui représentent à peu près 15 % de l'eau prélevée dans les pays membres de l'OCDE. Les totaux

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les prélèvements ont augmenté dans les années 60 et 70 sous l'effet de la hausse de la demande d'eau de l'agriculture et du secteur de l'énergie. Depuis les années 80, certains pays ont toutefois pu stabiliser leurs prélèvements à la faveur de plusieurs évolutions : recours à des techniques d'irrigation plus efficaces, déclin de certaines industries grandes consommatrices d'eau (mines et sidérurgie, par exemple), développement des technologies de production propre et réduction des fuites au niveau des canalisations. Plus récemment, cette stabilisation reflète en partie les conséquences des sécheresses (alors que la croissance démographique continue d'entraîner une augmentation du volume d'eau distribué par les réseaux publics).

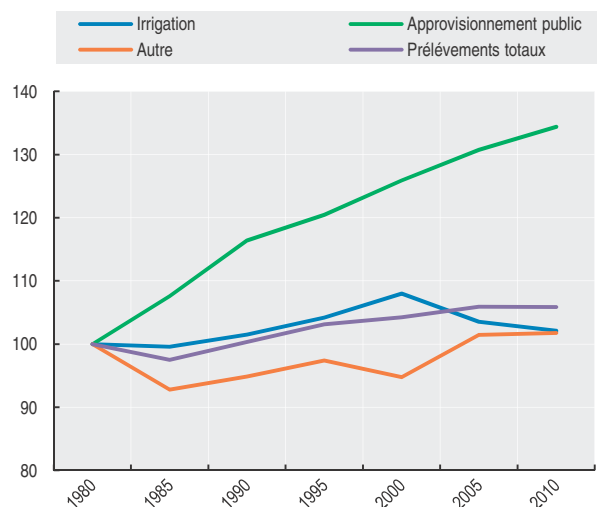
Au niveau mondial, on estime que la demande en eau a augmenté plus de deux fois plus vite que la population au cours du siècle passé, le plus gros consommateur étant l'agriculture.

OCDE sont des estimations établies par le Secrétariat de l'OCDE, qui a procédé à des interpolations linéaires pour calculer les valeurs manquantes. Les données relatives au Royaume-Uni concernent uniquement l'Angleterre et le Pays de Galles.

Il est à noter qu'il existe des ruptures dans les séries temporelles de l'Estonie, de la France, de la Hongrie, du Luxembourg, du Mexique, du Royaume-Uni et de la Turquie.

Prélèvements d'eau dans les pays de l'OCDE

1980 = 100



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715115>

Sources

- OCDE (2013), *Environment at a Glance: OECD Environmental Indicators*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques sur l'eau de l'OCDE*, Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Water and Green Growth*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050, Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *La gouvernance de l'eau dans les pays de l'OCDE, une approche pluri-niveaux*, Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Water, Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *De l'eau pour tous : Perspectives de l'OCDE sur la tarification et le financement*, Études de l'OCDE sur l'eau, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Indicateurs, modélisation et perspectives sur l'environnement, www.oecd.org/env/indicateurs.
- Gestion de l'eau : comprendre les enjeux www.oecd.org/eau.



Prélèvements d'eau

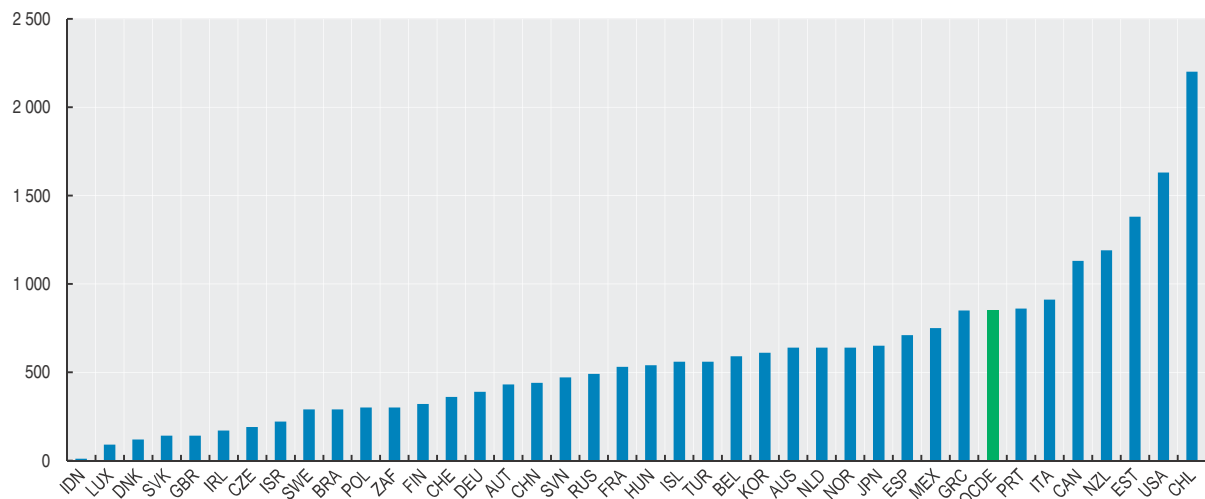
	Prélèvements d'eau par habitant m ³ par habitant						Prélèvements totaux Millions m ³					
	1985	1990	1995	2000	2005	2010 ou dernière année disponible	1985	1990	1995	2000	2005	2010 ou dernière année disponible
Allemagne	680	760	530	470	430	390	41 220	47 870	42 920	38 770	35 560	32 300
Australie	920	..	1 330	1 130	920	640	14 600	..	24 070	21 700	18 770	14 100
Autriche	470	490	430	..	..	..	3 580	3 810	3 450	..	..	..
Belgique	..	..	810	740	610	590	..	..	8 250	7 540	6 390	6 220
Canada	1 620	1 610	1 610	..	1 300	1 130	42 380	43 890	47 250	..	42 060	37 250
Chili	..	..	..	..	1 950	2 200	..	..	..	..	31 760	36 510
Corée	460	480	520	550	610	..	18 580	20 570	23 670	26 020	29 160	..
Danemark	..	250	170	140	120	120	..	1 260	890	730	640	660
Espagne	1 200	950	850	910	820	710	46 250	36 900	33 290	36 690	35 660	32 470
Estonie	..	2 050	1 240	1 070	970	1 380	..	3 220	1 780	1 470	1 300	1 840
États-Unis	1 960	1 880	1 770	1 690	1 630	..	467 340	468 620	470 510	476 800	482 390	..
Finlande	820	470	510	450	320	..	4 000	2 350	2 590	2 350	1 680	..
France	630	660	710	550	550	530	34 890	37 690	40 670	32 720	33 870	33 440
Grèce	550	780	730	910	870	850	5 500	7 860	7 790	9 920	9 650	9 470
Hongrie	590	610	580	650	490	540	6 270	6 290	5 980	6 620	4 930	5 430
Irlande	..	..	330	..	190	170	..	..	1 180	..	800	730
Islande	460	660	620	580	560	..	110	170	170	160	170	..
Israël	..	380	330	270	250	220	..	1 780	1 810	1 730	1 730	1 600
Italie	..	..	..	740	..	910	..	..	..	41 980	..	53 750
Japon	720	720	710	690	650	650	87 210	88 910	88 880	86 970	83 420	83 100
Luxembourg	180	150	140	140	..	90	70	60	60	60	..	50
Mexique	..	..	800	720	740	750	..	..	73 670	70 430	76 510	80 590
Norvège	490	..	550	530	620	640	2 030	..	2 420	2 350	2 860	3 030
Nouvelle-Zélande	..	..	..	810	1 170	1 190	..	..	..	3 140	4 910	5 200
Pays-Bas	640	530	420	560	700	640	9 350	7 980	6 510	8 920	11 450	10 610
Pologne	440	400	340	310	300	300	16 410	15 160	12 920	11 990	11 520	11 640
Portugal	..	730	1 080	860	860	..	..	7 290	10 850	8 810	9 150	9 150
République slovaque	400	400	260	220	170	140	2 060	2 120	1 390	1 170	910	790
République tchèque	360	350	270	190	190	190	3 680	3 620	2 740	1 920	1 950	1 950
Royaume-Uni	230	240	190	210	190	150	11 530	12 050	9 560	11 180	10 320	8 350
Slovenie	..	..	..	450	460	470	..	..	..	900	920	950
Suède	360	350	310	300	290	..	2 970	2 970	2 730	2 690	2 630	..
Suisse	410	400	370	360	340	360	2 650	2 670	2 570	2 560	2 510	2 660
Turquie	390	510	560	680	650	560	19 400	28 070	33 480	43 650	44 320	40 560
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	1 000	980	940	910	890	850	1 000 200	1 022 510	1 033 260	1 038 460	1 051 740	1 043 880
Afrique du Sud	..	..	..	300	..	..	..	..	..	13 240	..	..
Bésil	..	..	..	290	..	..	..	..	..	50 210	..	..
Chine	..	..	..	430	430	440	..	..	..	550 960	561 100	593 400
Fédération de Russie	820	740	620	550	520	490	117 270	110 400	91 920	80 780	74 370	69 920
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	0	10	10	10	..	..	760	1 160	1 510	2 350	..

1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715077>

Prélèvements d'eau

 m³/habitant, 2010 ou dernière année disponible


1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715096>

PÊCHERIES

La pêche contribue de façon notable à la durabilité des revenus, aux possibilités d'emploi et aux apports globaux de protéines. Cependant, la surpêche de certaines espèces dans certaines régions fait peser une menace d'épuisement sur les stocks. Dans certains pays, dont au moins deux pays de l'OCDE – le Japon et l'Islande –, le poisson est la principale source de protéines animales.

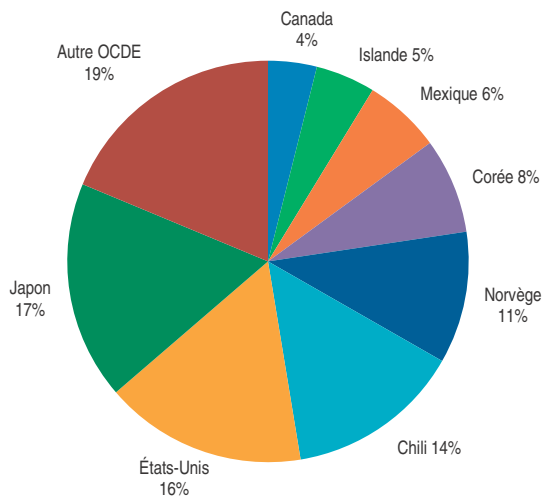
Définition

Les chiffres concernent les quantités de poissons marins débarquées, et de poissons et crustacés provenant des eaux continentales et élevés en réservoirs d'eau douce et d'eau de mer. Les prises de poissons marins pour chaque pays comprennent les poissons débarqués dans les ports étrangers et nationaux. Le tableau distingue les catégories pêche maritime et aquaculture en raison de leurs systèmes de production et de leurs taux de croissance qui diffèrent.

Comparabilité

Les séries chronologiques présentées sont relativement complètes et cohérentes d'une année sur l'autre, mais certaines variations temporelles peuvent refléter des modifications des systèmes de notification nationaux. Dans un cas, les données indiquées sont des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Débarquements des produits de la pêche dans les ports nationaux et étrangers



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715172>

En bref

Les débarquements des pêches de capture marines dans les pays de l'OCDE ont été d'environ 25 millions de tonnes en 2008, ce qui représente en gros 28 % de la production mondiale des pêches de capture marines. Les prises des pays de l'OCDE sont orientées à la baisse depuis la fin des années 1980. Cette décline régulière s'explique par l'évolution de la demande et des prix du marché, ainsi que par la nécessité de gérer les stocks de manière à obtenir un rendement maximum soutenable, c'est-à-dire d'assurer une utilisation durable des ressources de la mer.

La croissance de la production aquacole des pays de l'OCDE a été relativement lente, de l'ordre de 3 % par an. En 2008, les pays de l'OCDE ont été à l'origine de 10 % environ de la production aquacole mondiale, les plus gros producteurs étant la Corée, le Japon, le Chili et la Norvège. L'aquaculture est considérée comme un élément essentiel d'une croissance verte à l'avenir, notamment dans de nombreuses économies émergentes, car elle peut permettre tout à la fois d'accroître la production alimentaire et d'alléger les pressions qui pèsent sur les ressources halieutiques.

Sources

- OCDE (2012), *OECD Review of Fisheries: Policies and Summary Statistics*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Redressement des pêches, Le cap à suivre*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *La certification dans les secteurs halieutique et aquacole*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *The Economics of Adapting Fisheries to Climate Change*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Advancing the Aquaculture Agenda, Workshop Proceedings*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Globalisation in Fisheries and Aquaculture, Opportunities and Challenges*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Les aides financières au secteur de la pêche: Leurs répercussions sur le développement durable*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche: Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Pêcheries, www.oecd.org/pecheries.

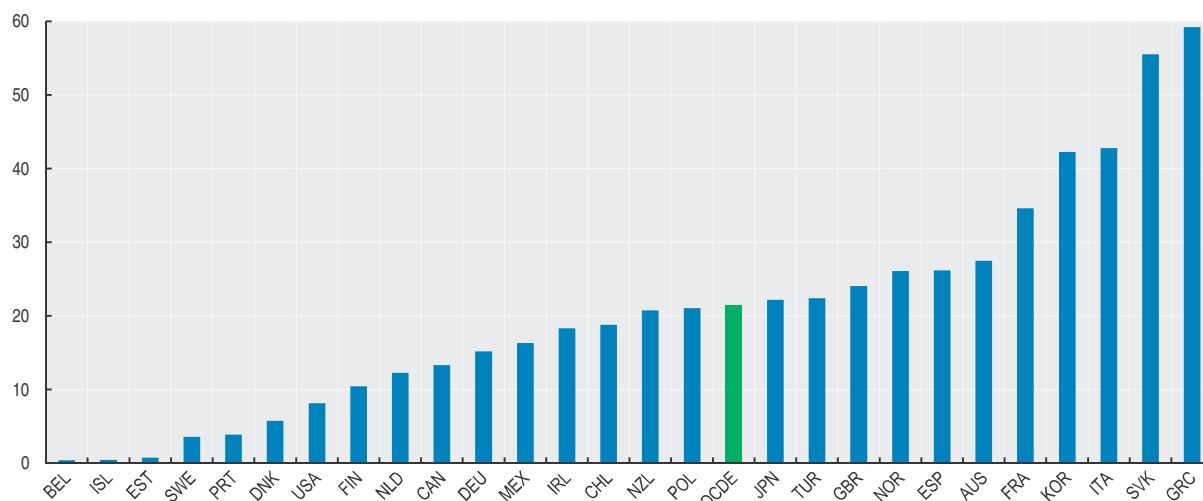

Pêche en mer et production de l'aquaculture

Milliers de tonnes

	Débarquements des produits de la pêche dans les ports domestiques et étrangers						Aquaculture					
	2000	2005	2007	2008	2009	2010	2000	2005	2007	2008	2009	2010
Allemagne	194	247	262	243	211	210	45	46	45	44	39	41
Australie	185	236	182	172	..	..	37	47	64	70	..	..
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	27	22	22	20	19	..	2	..	..	..	..	..
Canada	1 008	1 079	1 002	915	936	..	127	154	153	144	141	..
Chili	4 032	4 462	3 687	3 460	3 379	2 654	425	739	804	871	758	574
Corée	2 090	1 829	1 862	1 951	1 839	1 725	667	1 057	1 407	1 400	1 332	1 376
Danemark	1 524	899	645	686	770	820	44	40	42	43	42	..
Espagne	1 002	717	752	802	728	924	312	273	285	253	268	..
Estonie	101	90	97	100	..	..	..	..	1	1	..	..
États-Unis	4 245	4 463	4 294	3 890	..	..	373	358	373	351	..	..
Finlande	92	77	117	111	116	..	15	14	13	13	14	..
France	682	606	474	452	446	..	267	238	..	238	236	..
Grèce	93	92	95	87	83	..	88	110	155	115	118	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	15	15	..	..
Irlande	291	282	219	202	227	..	41	..	53	45	47	..
Islande	1 930	1 411	1 419	1 305	1 151	..	4	8	5	5	6	..
Israël	6	4	3	3	3	..	20	22	21	..	..	..
Italie	387	268	276	227	242	223	228	234	247	158	162	..
Japon	5 092	4 511	4 436	4 416	4 200	3 986	1 292	1 254	1 284	1 188	1 243	1 101
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	1 193	1 203	1 351	1 462	1 483	..	46	102	268	284	285	..
Norvège	2 894	2 546	2 539	2 437	2 537	2 674	492	662	842	848	962	1 008
Nouvelle-Zélande	536	633	427	287	280	278	87	105	42	101	105	111
Pays-Bas	312	547	464	401	380	266	92	70	41	57	73	89
Pologne	200	136	133	..	..	..	32	38	36	..	..	..
Portugal	172	172	197	195	191	201	8	7	7	8	8	8
Republique slovaque	..	..	..	..	..	..	..	1	1	1	1	..
Republique tchèque	..	..	..	..	..	..	19	20	20	20	20	20
Royaume-Uni	748	670	610	551	580	597	144	165	157	179	196	..
Slovénie	2	1	1	1	1	1	..	..	..	..	..	..
Suède	341	239	246	219	197	204	6	7	6	9	9	11
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	461	523	589	443	..	..	79	118	140	152	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	29 654	27 730	26 401	25 038	..	..	4 989	5 888	6 277	6 613	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	4 289	..	..	..	..	..	205	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715134>
Part de l'aquaculture dans la pêche et la production de poissons

Pourcentage, moyenne 2007-09


 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715153>

ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

Le dioxyde de carbone (CO₂) constitue la majeure partie des gaz à effet de serre. L'émission dans l'atmosphère de gaz à effet de serre produits par les activités humaines perturbe l'équilibre radiatif de la Terre (c'est-à-dire l'équilibre entre l'énergie solaire que la terre absorbe et réfléchit dans l'espace). Cela entraîne une élévation de la température à la surface du globe et, par voie de conséquence, a des répercussions sur le climat, le niveau des océans et l'agriculture mondiale.

Définition

L'indicateur présente les émissions de CO₂ résultant de la combustion de pétrole, de charbon et de gaz naturel à des fins énergétiques. La combustion du bois, l'incinération des déchets et certaines activités industrielles (fabrication du ciment, par exemple) provoquent elles aussi des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, mais celles-ci sont peu importantes en proportion du total et ne sont pas comprises dans ces statistiques. Les Lignes directrices du GIEC pour les

En bref

Depuis 1971, les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 117 %, soit une moyenne de 2 % par an. En 1971, 67 % du total étaient imputables aux pays qui sont membres de l'OCDE aujourd'hui. En raison de l'augmentation rapide des émissions des pays en développement, la part imputable à l'OCDE est tombée à 41 % en 2010. C'est en Asie que les hausses observées dans les pays non membres ont été de loin les plus fortes : les émissions de la Chine ont ainsi augmenté de 5.8 % par an entre 1971 et 2010. L'utilisation du charbon en Chine a accru les émissions de CO₂ de 6.6 milliards de tonnes au cours de ces trente-neuf années.

Les émissions de CO₂ de la zone OCDE affichent une baisse importante à deux reprises, à la suite des chocs pétroliers du milieu des années 70 et du début des années 80. Les émissions des économies en transition ont diminué au cours de la dernière décennie, ce qui a contribué à compenser les augmentations enregistrées dans la zone de l'OCDE entre 1990 et aujourd'hui. Cependant, les émissions mondiales n'en ont pas été stabilisées pour autant, car celles des pays en développement ont continué de progresser. Sous l'effet de la crise économique de 2008, les émissions mondiales de CO₂ ont baissé de 1.8 % en 2009. Un rebond est toutefois intervenu en 2010, avec une hausse de 4.9 % des émissions de CO₂.

La ventilation des données révèle des variations substantielles entre les différents secteurs. Entre 1971 et 2010, la part combinée de la production d'électricité et de chaleur et des transports dans les émissions totales est passée de la moitié aux deux tiers. La part des différents combustibles fossiles dans les émissions totales a légèrement évolué au cours de la période. Ainsi, le charbon continue de représenter à peu près 40 % des émissions mondiales, comme au début des années 70. Le gaz naturel est quant à lui passé de 15 % en 1971 à 20 % en 2010, et le pétrole de 48 % à 36 %. Les substitutions entre combustibles et le recours croissant aux énergies non fossiles ont réduit le ratio CO₂/approvisionnements totaux en énergie primaire de 6 % sur les 39 dernières années.

inventaires nationaux de gaz à effet de serre (version révisée 1996) donnent des explications techniques plus complètes sur l'estimation des émissions de CO₂ prises en compte dans cet indicateur.

Comparabilité

Ces estimations des émissions sont sensibles à la qualité des données énergétiques à partir desquelles elles sont établies. Par exemple, certains pays, membres ou non de l'OCDE, ont des difficultés à notifier des informations sur les combustibles de soude et définissent ceux-ci, à tort, comme étant des combustibles utilisés à l'étranger par leurs propres navires et avions. Le fait que les émissions dues aux combustibles de soude ne figurent pas dans les totaux nationaux se répercute sur la comparabilité des estimations. Cela étant, comme les estimations sont réalisées au moyen d'une méthode normalisée et de facteurs d'émission identiques pour tous les pays, de manière générale, la comparabilité entre les pays est assez satisfaisante.

Sources

- OCDE (2012), *CO₂ Emissions from Fuel Combustion*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Electricity and a Climate-Constrained World: Data and Analyses*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *Climate and Electricity Annual 2011, Data and Analyses*, Éditions OCDE.
- AIE (2011), *IEA Scoreboard 2011, Implementing Energy Efficiency Policy: Progress and Challenges in IEA Member Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *World Energy Outlook*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Technology Perspectives*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- AIE (2012), *Energy Balances of non-OECD Countries*, Éditions OCDE.
- AIE (2012), *Energy Balances of OECD Countries*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) (1996), *Revised 1996 IPCC Guidelines for National Greenhouse Gas Inventories*, Institute for Global Environmental Strategies (IGES), Japan.

Bases de données en ligne

- IEA *CO₂ Emissions from Fuel Combustion Statistics*.



ÉMISSIONS DE DIOXYDE DE CARBONE

Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergie

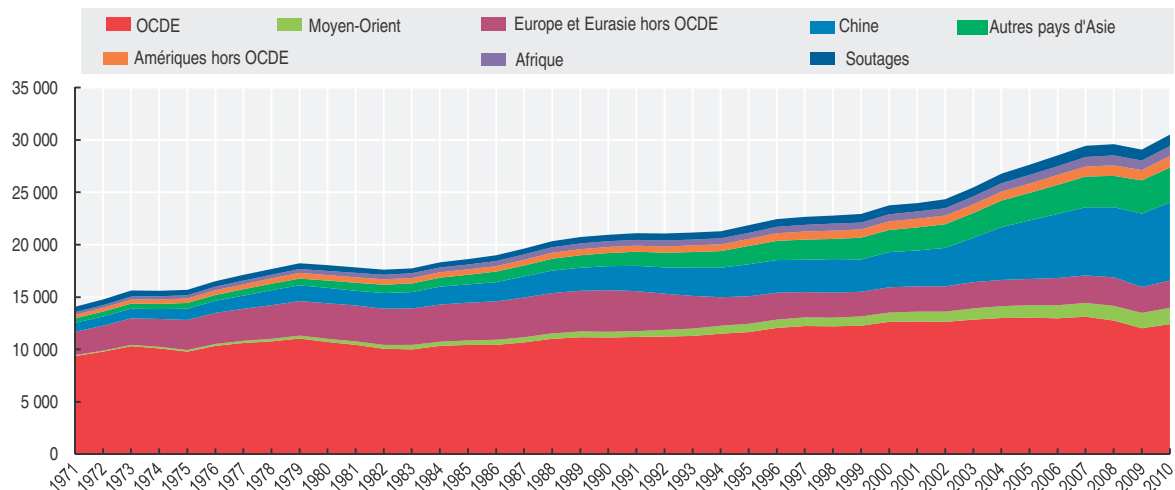
Millions de tonnes

	1971	1990	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	979	950	825	843	831	840	841	809	821	796	800	747	762
Australie	144	260	339	351	359	361	371	369	374	384	386	384	383
Autriche	49	56	62	66	67	73	74	75	72	70	71	64	69
Belgique	117	108	119	119	112	120	117	113	110	106	111	101	106
Canada	340	433	533	526	533	557	554	559	544	569	551	525	537
Chili	21	31	53	50	51	53	58	58	60	67	68	65	70
Corée	52	229	438	452	446	449	470	469	477	490	502	515	563
Danemark	55	50	51	52	52	57	52	48	56	51	48	47	47
Espagne	120	205	284	286	302	310	327	339	332	344	317	282	268
Estonie	..	36	15	15	15	17	17	17	16	19	18	15	18
États-Unis	4 291	4 869	5 698	5 678	5 605	5 680	5 764	5 772	5 685	5 763	5 587	5 185	5 369
Finlande	40	54	55	60	63	71	67	55	67	65	57	55	63
France	432	352	377	384	376	385	385	388	380	373	370	351	358
Grèce	25	70	87	90	90	94	93	95	94	98	94	90	84
Hongrie	60	66	54	56	55	57	56	56	56	54	53	48	49
Irlande	22	30	41	43	42	41	42	44	45	44	44	39	39
Islande	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Israël	14	34	55	56	59	61	61	59	62	64	64	64	68
Italie	293	397	426	429	435	452	459	461	464	447	435	389	398
Japon	759	1 064	1 184	1 170	1 205	1 213	1 212	1 221	1 205	1 242	1 154	1 096	1 143
Luxembourg	15	10	8	9	9	10	11	11	11	11	11	10	11
Mexique	97	265	349	350	356	363	369	386	395	410	404	400	417
Norvège	24	28	34	35	34	37	38	36	37	38	38	37	39
Nouvelle-Zélande	14	23	31	33	33	34	33	34	34	33	34	31	31
Pays-Bas	130	156	172	178	178	183	185	183	178	181	183	176	187
Pologne	287	342	291	290	279	290	293	293	304	303	299	287	305
Portugal	14	39	59	59	63	58	60	63	56	56	53	53	48
République slovaque	39	57	37	38	38	38	37	38	37	37	36	33	35
République tchèque	151	155	122	121	117	121	122	120	121	122	117	110	114
Royaume-Uni	623	549	524	537	522	534	535	533	535	523	513	466	484
Slovenie	..	13	14	15	15	15	15	16	16	16	17	15	15
Suède	82	53	53	52	54	55	54	50	48	46	44	41	48
Suisse	39	41	42	43	42	44	44	45	44	42	44	42	44
Turquie	41	127	201	182	192	202	207	216	240	265	264	256	266
UE-27	..	4 050	3 831	3 905	3 875	3 992	4 009	3 977	3 993	3 940	3 865	3 571	3 660
OCDE	9 370	11 157	12 634	12 670	12 635	12 877	13 025	13 032	12 977	13 131	12 787	12 023	12 440
Afrique du Sud	157	254	297	282	293	319	336	329	330	355	387	369	347
Bésil	91	194	304	309	309	303	321	322	328	342	362	338	388
Chine	824	2 256	3 317	3 403	3 608	4 180	5 005	5 560	6 082	6 471	6 656	6 962	7 428
Fédération de Russie	..	2 179	1 506	1 508	1 494	1 531	1 513	1 516	1 580	1 579	1 593	1 520	1 581
Inde	200	582	972	984	1 015	1 041	1 117	1 165	1 256	1 362	1 439	1 564	1 626
Indonésie	25	146	273	291	297	325	331	336	354	369	365	381	411
Monde	14 089	20 973	23 767	23 993	24 354	25 483	26 802	27 654	28 530	29 462	29 620	29 095	30 523

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715191>

Émissions mondiales de CO₂ dues à la combustion d'énergie, par région

Millions de tonnes



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715210>

DÉCHETS MUNICIPAUX

La quantité de déchets municipaux produite dans un pays est fonction du taux d'urbanisation, des types et des modes de consommation, des revenus des ménages et des modes de vie. Bien que les déchets municipaux ne constituent qu'une partie des déchets produits, leur gestion et leur traitement absorbent souvent plus du tiers des efforts financiers consentis par le secteur public pour lutter contre la pollution.

Les principales préoccupations environnementales sont liées aux répercussions potentielles d'une gestion inadaptée des déchets sur la santé humaine et sur l'environnement (contamination des sols et de l'eau, qualité de l'air, utilisation des terres et paysages).

Définition

Les déchets municipaux sont les déchets collectés et traités par ou pour les communes. Ils comprennent les déchets des ménages, y compris les encombrants, les déchets assimilés produits par les activités commerciales, les bureaux, les institutions et les petites entreprises, les déchets d'entretien des jardins et des espaces verts, les déchets de nettoyage (voirie et marchés) et le contenu des poubelles publiques. La définition exclut les déchets issus de l'assainissement des eaux usées urbaines, ainsi que les déchets des activités de construction et de démolition.

Les quantités exprimées en kilogrammes de déchets municipaux par habitant et par an, soit « l'intensité de production de déchets », sont un indicateur général de la pression potentielle sur l'environnement et sur la santé. Il convient de les compléter avec des informations sur les pratiques et les coûts de gestion des déchets, ainsi que sur les niveaux et modes de consommation.

Comparabilité

La définition des déchets municipaux et les méthodes d'enquête employées varient d'un pays à l'autre et dans le temps. On constate ainsi des ruptures dans les séries tempo-

En bref

En forte augmentation depuis 1980, la quantité de déchets municipaux produite dans la zone de l'OCDE a dépassé 650 millions de tonnes en 2010 (540 kg par habitant).

Dans la plupart des pays pour lesquels des données sont disponibles, la prospérité accrue liée à la croissance économique et l'évolution des modes de consommation ont tendance à entraîner une hausse de la production de déchets par habitant. Sur les vingt dernières années, la production de déchets a toutefois progressé plus lentement que les dépenses de consommation finale privée et que le PIB, avec un net ralentissement depuis quelques années.

La quantité de déchets municipaux destinés à l'élimination finale et leur composition sont également fonction des pratiques des pays en matière de gestion des déchets. Malgré des progrès dans ces pratiques, seuls quelques pays ont réussi à réduire la quantité de déchets solides qui doit être éliminée.

relles des pays suivants : Allemagne, Corée, Danemark, Estonie, France, Hongrie, Irlande, Italie, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovénie et Turquie.

Les principaux problèmes de comparabilité tiennent à la prise en compte des déchets produits par les activités commerciales, ainsi que des collectes sélectives réalisées par des entreprises privées.

Dans certains cas, l'année de référence renvoie à l'année la plus proche pour laquelle des données sont disponibles.

Les données relatives à la Nouvelle-Zélande concernent uniquement les quantités mises en décharge. Celles pour le Portugal comprennent les Açores et Madère. Celles relatives à la Chine ne comprennent pas les déchets produits dans les zones rurales.

Concernant le total OCDE, les séries temporelles ne comprennent pas l'Estonie, Israël ni la Slovénie.

Sources

- OCDE (2013), *Environment at a Glance: OECD Environmental Indicators*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050, Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les déchets*, Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Politique de l'environnement et comportement des ménages: Réponses de la deuxième enquête*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Conducting Sustainability Assessments, OECD Sustainable Development Studies*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Addressing the Economics of Waste*, Éditions OCDE.
- Strange, T. et A. Bayley (2008), *Le développement durable, À la croisée de l'économie, de la société et de l'environnement, Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), *Guidance Manual for the Control of Transboundary Movements of Recoverable Wastes*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Manuel d'application pour la gestion écologique des déchets*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Productivité des ressources et déchets, www.oecd.org/env/dechets.



DÉCHETS MUNICIPAUX

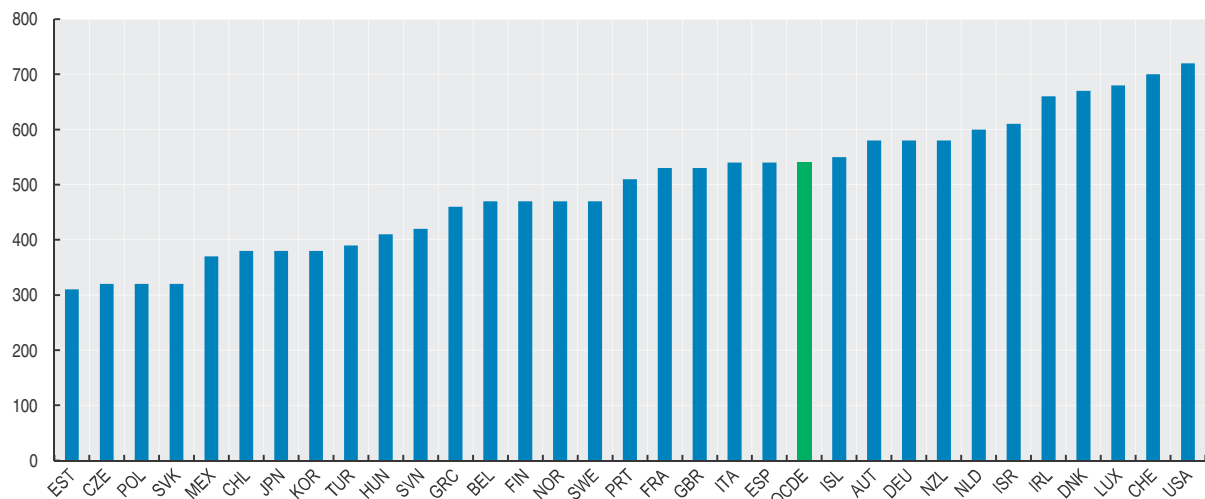
Production de déchets municipaux

	Intensité de la production Kg par habitant							Quantité totale produite Milliers de tonnes
	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010 ou dernière année disponible	2010 ou dernière année disponible
Allemagne	..	..	790	620	640	560	580	47 690
Australie	700	..	690	..	690	..	..	..
Autriche	..	..	420	430	530	560	580	4 840
Belgique	280	310	340	450	480	480	470	5 070
Canada	..	..	..	..	..	..	..	..
Chili	200	230	250	280	330	350	380	6 520
Corée	..	510	710	390	360	370	380	18 580
Danemark	400	480	..	520	610	660	670	3 730
Espagne	..	..	..	510	660	590	540	24 660
Estonie	..	..	..	370	460	440	310	420
États-Unis	610	630	760	740	780	770	720	220 410
Finlande	..	..	..	410	500	480	470	2 520
France	..	..	450	480	510	530	530	34 540
Grèce	260	300	300	300	410	440	460	5 180
Hongrie	..	..	530	460	450	460	410	4 130
Irlande	190	310	..	510	600	730	660	2 950
Islande	..	..	..	430	460	520	550	180
Israël	..	..	..	..	630	590	610	4 630
Italie	250	270	350	450	510	540	540	32 110
Japon	380	350	410	420	430	410	380	48 110
Luxembourg	350	360	580	580	650	680	680	340
Mexique	..	..	250	330	310	340	370	40 060
Norvège	550	590	550	640	620	430	470	2 300
Nouvelle-Zélande	650	..	990	870	770	780	580	2 530
Pays-Bas	490	480	500	550	610	620	600	9 930
Pologne	280	300	290	290	320	320	320	12 040
Portugal	200	230	300	390	440	450	510	5 460
République slovaque	..	360	300	300	320	270	320	1 720
République tchèque	..	..	..	300	330	290	320	3 330
Royaume-Uni	..	..	470	500	580	590	530	32 450
Slovenie	..	..	..	600	510	420	420	860
Suède	300	320	370	400	430	480	470	4 360
Suisse	440	530	610	600	660	660	700	5 450
Turquie	270	360	360	460	480	460	390	28 210
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	440	510	520	560	560	540	658 400
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	330	320	270	51 430
Chine	..	..	210	280	260	280	250	157 340
Fédération de Russie	160	170	190	340	350	400	480	69 260
Inde	..	..	..	..	20	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	40	..

 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715248>

Production de déchets municipaux

kg par habitant, 2010 ou dernière année disponible


 1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715267>





ÉDUCATION

RÉSULTATS

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES
DÉSAVANTAGES SCOLAIRES
ASPIRATIONS PROFESSIONNELLES DES JEUNES DE 15 ANS
INACTIVITÉ DES JEUNES
COMBIEN D'ÉTUDIANTS SONT INSCRITS À L'ÉTRANGER ?
NIVEAUX DE FORMATION

RESSOURCES

DÉPENSES UNITAIRES D'ÉDUCATION
DÉPENSES PRIVÉES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DÉPENSES D'ÉDUCATION

ÉVALUATION INTERNATIONALE DES ÉLÈVES

Avec quelle efficacité les systèmes scolaires dotent-ils les jeunes des connaissances et des compétences nécessaires pour leur vie d'adulte et pour continuer d'apprendre au-delà de l'école ? Le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) évalue les savoirs et savoir-faire que les jeunes ont acquis à l'âge de 15 ans, c'est-à-dire vers la fin de la scolarité obligatoire. L'enquête PISA 2009 met l'accent sur la compréhension de l'écrit, mais pour la première fois, évalue également la capacité des élèves à lire, comprendre et utiliser des textes numériques.

Définition

L'enquête PISA couvre la compréhension de l'écrit, les mathématiques et les sciences. Le cycle d'évaluation 2009 du PISA prévoyait des tests d'une heure en compréhension de l'écrit, d'une demi-heure en mathématiques et d'une demi-heure en sciences. Chaque élève devait consacrer deux heures aux tests. Dans 19 pays, les élèves ont dû répondre à des questions complémentaires sur ordinateur afin d'évaluer leur capacité à lire des textes numériques.

La compréhension de l'écrit est la capacité de comprendre, d'utiliser et d'interpréter des textes écrits en vue de réaliser ses objectifs, de développer ses connaissances et son potentiel et de prendre une part active dans la société. La culture mathématique est l'aptitude à définir et à comprendre le rôle que les mathématiques jouent dans le monde, à porter des jugements fondés ainsi qu'à utiliser et s'engager dans des activités mathématiques en fonction des exigences de la vie de chacun en tant que citoyen constructif, impliqué et réfléchi. La culture scientifique est la capacité d'utiliser des connaissances scientifiques pour identifier les questions auxquelles la science peut apporter une réponse, acquérir de nouvelles connaissances, expliquer des phénomènes scientifiques et tirer des conclu-

sions fondées sur des faits à propos de questions à caractère scientifique.

Au début du projet PISA, le score moyen en compréhension de l'écrit (thème principal de l'enquête 2000), en mathématiques (thème principal en 2003) et en sciences (thème principal en 2006) avait été fixé à 500 points pour les pays de l'OCDE participants, puisqu'environ les deux tiers des élèves obtenaient entre 400 et 600 points. Dans l'enquête 2009, qui portait sur un nombre légèrement plus grand de pays membres, le score moyen a été modifié pour chaque thème : 493 points en compréhension de l'écrit, 496 en mathématiques et 501 en sciences.

Comparabilité

Des spécialistes éminents des pays participant au PISA prodiguent des conseils sur la portée et la nature des évaluations, et les décisions finales sont prises par les pouvoirs publics des pays de l'OCDE. Des efforts et des ressources importants sont mis en œuvre pour prendre en compte la diversité culturelle et linguistique dans les supports d'évaluation, et des mécanismes d'assurance qualité rigoureux sont appliqués au stade de la traduction, de l'échantillonnage et de la collecte des données.

Plus de 520 000 élèves de 15 ans dans les 75 pays ou économies participants ont été évalués dans le cadre du cycle 2009 du PISA. Les résultats étant fondés sur des échantillons aléatoires, les erreurs types sont généralement indiquées dans les tableaux.

En bref

Le graphique montre l'écart entre le score moyen à l'écrit dans l'OCDE (493 points) et les scores moyens des pays. Comme pour le PISA 2006, la Corée se place au premier rang des pays membres en compréhension de l'écrit. Les scores des États-Unis, de la Suède, de l'Allemagne, de l'Irlande, de la France, du Danemark, du Royaume-Uni, de la Hongrie et du Portugal ne sont pas très éloignés de la moyenne de l'OCDE. Le graphique présente aussi les résultats en mathématiques par rapport au score moyen de l'OCDE (496). Si la plupart des pays qui obtiennent de bons résultats dans une discipline sont également performants dans l'autre, certains pays affichent des différences marquées, c'est le cas de la Suisse par exemple, qui fait mieux en mathématiques qu'à l'écrit.

Le tableau présente les résultats par sexe. Comme en 2006, les filles sont nettement meilleures que les garçons à l'écrit dans tous les pays : elles enregistrent 39 points d'avance en moyenne. En revanche, les garçons font mieux que les filles en mathématiques, avec une avance moyenne de 12 points. Il n'y a en moyenne pas de différence en sciences, même si dans certains pays, des écarts notables existent : aux États-Unis par exemple, les garçons font nettement mieux que les filles en sciences, alors que l'inverse est vrai en Finlande.

Sources

- OCDE (2011), Résultats du PISA 2009 : Savoirs et savoir-faire des élèves, Performance des élèves en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences (Volume I), PISA, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), PISA 2006, Les compétences en sciences, un atout pour réussir : Volume 1 Analyse des résultats, PISA, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2010), Résultats du PISA 2009 (series), Éditions OCDE.
- OCDE (2011), Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), Regards sur l'éducation : Panorama, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2010), PISA 2009 at a Glance, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), Le cadre d'évaluation de PISA 2009, Les compétences clés en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences, PISA, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Bases de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), www.pisa.oecd.org.



Scores moyens au PISA, par sexe

2009

	Compréhension de l'écrit				Culture mathématiques				Culture scientifique			
	Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes	
	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type	Résultats moyens	Erreur-type
Allemagne	518	2.9	478	3.6	505	3.3	520	3.6	518	3.3	523	3.7
Australie	533	2.6	496	2.9	509	2.8	519	3.0	528	2.8	527	3.1
Autriche	490	4.0	449	3.8	486	4.0	506	3.4	490	4.4	498	4.2
Belgique	520	2.9	493	3.4	504	3.0	526	3.3	503	3.2	510	3.6
Canada	542	1.7	507	1.8	521	1.7	533	2.0	526	1.9	531	1.9
Chili	461	3.6	439	3.9	410	3.6	431	3.7	443	3.5	452	3.5
Corée	558	3.8	523	4.9	544	4.5	548	6.2	539	4.2	537	5.0
Danemark	509	2.5	480	2.5	495	2.9	511	3.0	494	2.9	505	3.0
Espagne	496	2.2	467	2.2	474	2.5	493	2.3	485	2.3	492	2.5
Estonie	524	2.8	480	2.9	508	2.9	516	2.9	528	3.1	527	3.1
États-Unis	513	3.8	488	4.2	477	3.8	497	4.0	495	3.7	509	4.2
Finlande	563	2.4	508	2.6	539	2.5	542	2.5	562	2.6	546	2.7
France	515	3.4	475	4.3	489	3.4	505	3.8	497	3.5	500	4.6
Grèce	506	3.5	459	5.5	459	3.3	473	5.4	475	3.7	465	5.1
Hongrie	513	3.6	475	3.9	484	3.9	496	4.2	503	3.5	503	3.8
Irlande	515	3.1	476	4.2	483	3.0	491	3.4	509	3.8	507	4.3
Islande	522	1.9	478	2.1	505	1.9	508	2.0	495	2.0	496	2.1
Israël	495	3.4	452	5.2	443	3.3	451	4.7	456	3.2	453	4.4
Italie	510	1.9	464	2.3	475	2.2	490	2.3	490	2.0	488	2.5
Japon	540	3.7	501	5.6	524	3.9	534	5.3	545	3.9	534	5.5
Luxembourg	492	1.5	453	1.9	479	1.3	499	2.0	480	1.6	487	2.0
Mexique	438	2.1	413	2.1	412	1.9	425	2.1	413	1.9	419	2.0
Norvège	527	2.9	480	3.0	495	2.8	500	2.7	502	2.8	498	3.0
Nouvelle-Zélande	544	2.6	499	3.6	515	2.9	523	3.2	535	2.9	529	4.0
Pays-Bas	521	5.3	496	5.1	517	5.1	534	4.8	520	5.9	524	5.3
Pologne	525	2.9	476	2.8	493	3.2	497	3.0	511	2.8	505	2.7
Portugal	508	2.9	470	3.5	481	3.1	493	3.3	495	3.0	491	3.4
Republique slovaque	503	2.8	452	3.5	495	3.4	498	3.7	491	3.2	490	4.0
Republique tchèque	504	3.0	456	3.7	490	3.0	495	3.9	503	3.2	498	4.0
Royaume-Uni	507	2.9	481	3.5	482	3.3	503	3.2	509	3.2	519	3.6
Slovénie	511	1.4	456	1.6	501	1.7	502	1.8	519	1.6	505	1.7
Suède	521	3.1	475	3.2	495	3.3	493	3.1	497	3.2	493	3.0
Suisse	520	2.7	481	2.9	524	3.4	544	3.7	512	3.0	520	3.2
Turquie	486	4.1	443	3.7	440	5.6	451	4.6	460	4.5	448	3.8
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	513	0.5	474	0.6	490	0.6	501	0.6	501	0.6	501	0.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	425	2.8	397	2.9	379	2.6	394	2.4	404	2.6	407	2.6
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	482	3.4	437	3.6	467	3.5	469	3.7	480	3.5	477	3.7
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	420	3.9	383	3.8	372	4.0	371	4.1	387	4.0	378	4.2

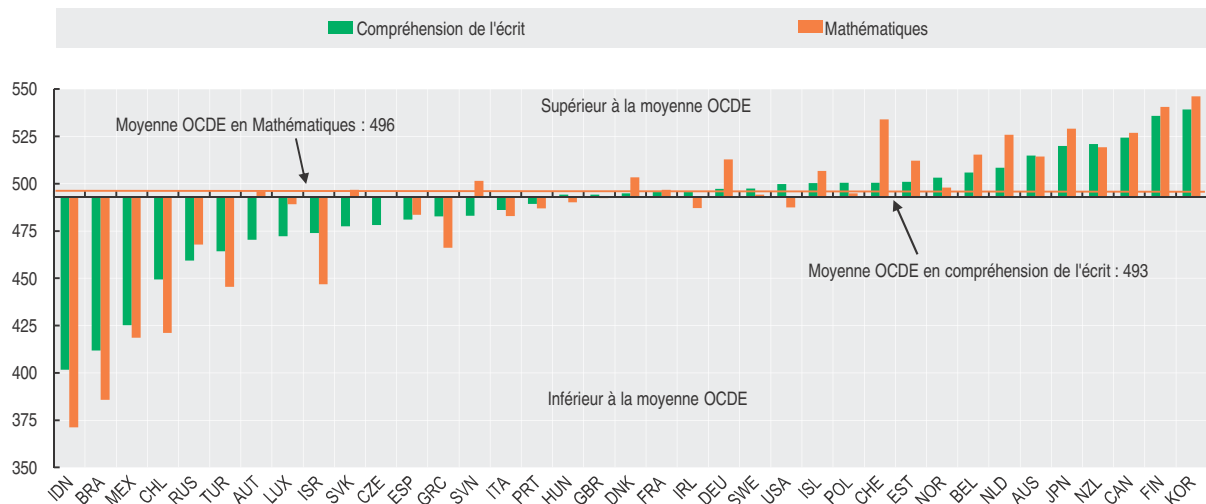
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715286>

Scores sur les échelles de compréhension de l'écrit et de compétences en mathématiques au PISA 2009

Résultats moyens



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715305>

DÉSAVANTAGES SCOLAIRES

La réussite de l'intégration scolaire des enfants issus de l'immigration constitue un objectif important de l'action publique dans de nombreux pays de l'OCDE. L'efficacité avec laquelle les pays parviennent à intégrer ces élèves est un indicateur clé de la qualité et de l'équité de leur système d'éducation ; c'est aussi un indicateur de l'efficacité de leurs politiques sociales au sens large. L'écart de résultats entre les élèves selon qu'ils sont ou non issus de l'immigration varie d'un pays à l'autre, même lorsqu'on tient compte de leur milieu socio-économique d'origine, ce qui donne à penser que l'action publique a un rôle important à jouer pour combler cet écart.

Définition

L'enquête PISA fait la distinction entre trois types d'élèves en termes d'origine : i) les élèves qui ne sont pas issus de l'immigration, ou *élèves autochtones*, sont ceux qui sont nés dans le pays où ils ont passé les épreuves PISA ou dont au moins un parent y est né ; ii) les *élèves de la deuxième génération* sont ceux qui sont nés dans le pays de l'évaluation mais dont les parents sont nés à l'étranger ; et iii) les *élèves de la première génération*, sont ceux qui sont nés à l'étranger de parents nés à l'étranger. Dans cet indicateur, les "élèves issus de l'immigration" ou

"élèves allochtones" sont ceux des première et deuxième générations.

Les élèves dont la mère n'est pas titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires sont désignés comme ceux dont la mère est peu instruite. Les élèves dont la mère est diplômée de l'enseignement supérieur sont ceux dont la mère est très instruite.

Dans chaque pays, les établissements échantillonnés ont été répartis en quatre quartiles en fonction du pourcentage estimé (et pondéré) d'élèves dont la mère est peu instruite. Les établissements les plus défavorisés sont ceux qui se situent dans le quatrième quartile, soit ceux qui accueillent le pourcentage le plus élevé d'élèves dont la mère est peu instruite. Les établissements avantagés sont situés dans le premier quartile, ils accueillent le plus petit pourcentage d'élèves dont la mère est peu instruite.

Comparabilité

Le groupe cible du PISA concerne les jeunes qui avaient entre 15 ans et 3 mois et 16 ans et 2 mois au moment de l'évaluation et qui avaient suivi au moins six années d'études dans un établissement d'enseignement, qu'ils soient scolarisés à temps plein ou partiel, en filière générale ou professionnelle et qu'ils soient inscrits dans un établissement public, privé ou étranger dans leur pays.

En bref

Trois indicateurs de concentration peuvent être étudiés pour déterminer lequel influe globalement sur les résultats des élèves, notamment ceux issus de l'immigration. Ces indicateurs représentent le pourcentage, parmi les élèves, de ceux : i) qui sont issus de l'immigration ; ii) qui sont issus de l'immigration et parlent une langue étrangère à la maison ; et iii) dont la mère est peu instruite (qu'ils soient d'origine immigrée ou autochtone).

S'agissant des élèves issus de l'immigration, le pourcentage d'élèves dont la mère est peu instruite est en corrélation négative plus forte avec les résultats en compréhension de l'écrit dans tous les pays étudiés, sauf en Estonie, que les deux autres indicateurs de concentration. Dans de nombreux pays européens, la corrélation entre les résultats des élèves issus de l'immigration et le désavantage scolaire est particulièrement marquée. Échappent à ce constat les pays nordiques, l'Espagne et l'Irlande, même si les élèves allochtones n'y affichent pas nécessairement de meilleurs résultats scolaires que les élèves autochtones.

Dans les pays membres, un pourcentage plus élevé d'élèves issus de l'immigration dont la mère est peu instruite (56 %) que d'élèves autochtones dont la mère est peu instruite (50 %) fréquente un établissement défavorisé, à l'exception de l'Espagne, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande et du Portugal. Toutefois, les élèves issus de l'immigration dont la mère est très instruite sont surreprésentés dans les établissements désavantagés (26 % en moyenne) par rapport aux élèves autochtones (14.5 % en moyenne), sauf au Brésil, en Estonie, en Israël et en Norvège. Le quartile le plus désavantagé se caractérise, non pas par l'origine des élèves, mais par le faible niveau d'instruction des mères.

Sources

- OCDE (2012), *Untapped Skills: Realising the Potential of Immigrant Students*, PISA, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Équité et qualité dans l'éducation, Comment soutenir les élèves et les établissements défavorisés*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Résultats du PISA 2009 (series)*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2010), *PISA 2009 at a Glance*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2009), *PISA 2009 Assessment Framework: Key Competencies in Reading, Mathematics and Science*, PISA, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Bases de données PISA de l'OCDE.

Sites Internet

- Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), www.pisa.oecd.org.



Élèves inscrits dans des établissements défavorisés et performance moyenne en lecture

Performance selon le niveau d'instruction de la mère, Résultats fondés sur l'auto-évaluation des élèves

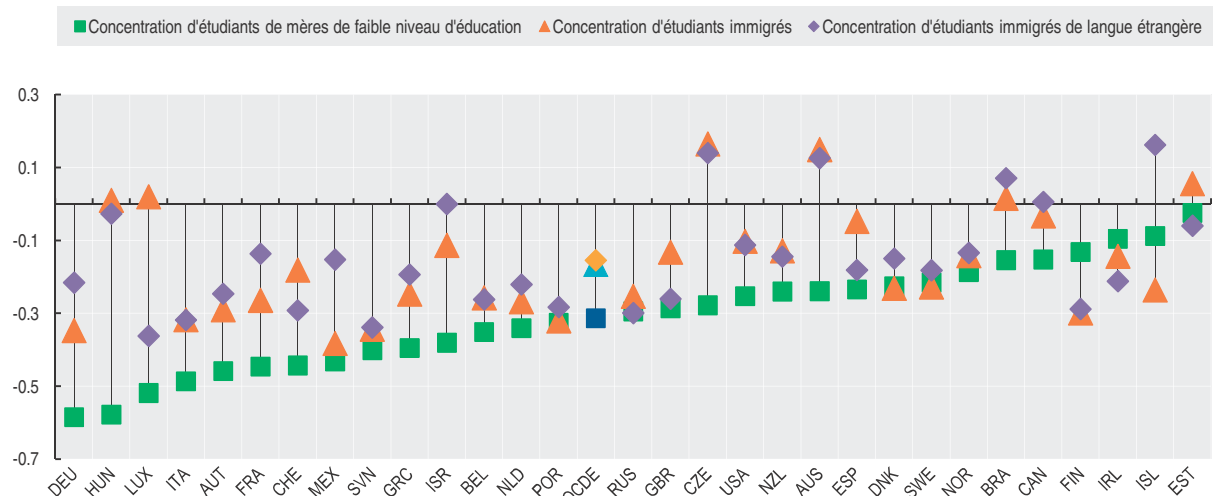
	Pourcentage d'étudiants de mère de faible niveau d'éducation dans des écoles défavorisées en pourcentage de tous les étudiants de mère de faible niveau d'éducation				Pourcentage d'étudiants de mère de niveau élevé d'éducation dans des écoles défavorisées en pourcentage de tous les étudiants de mère de niveau élevé d'éducation				Performance moyenne des étudiants en lecture			
	Étudiants immigrants		Étudiants non-immigrants		Étudiants immigrants		Étudiants non-immigrants		De mère de niveau élevé d'éducation		Étudiants non-immigrants	
	%	Erreur-type	%	Erreur-type	%	Erreur-type	%	Erreur-type	résultat moyen	Erreur-type	résultat moyen	Erreur-type
Allemagne	58.5	6.4	45.8	4.9	31.3	5.3	13.0	2.5	448	4.2	529	4.2
Australie	66.0	6.3	52.6	4.3	22.7	4.0	16.6	2.3	471	4.3	541	2.8
Autriche	64.2	5.7	51.7	6.4	39.1	7.3	14.5	2.8	404	6.6	499	4.0
Belgique	76.5	3.7	47.0	4.3	30.6	4.5	16.0	2.2	465	3.9	535	2.5
Canada	66.4	6.3	58.3	4.4	23.8	3.9	18.6	2.0	491	4.7	537	1.7
Chili	..	..	46.7	5.2	..	..	7.3	1.4	416	3.4	487	3.6
Corée	..	..	54.7	5.0	..	..	14.7	2.8	504	7.2	555	4.9
Danemark	68.3	5.0	44.4	5.1	36.4	4.6	18.6	3.0	451	3.7	512	2.5
Espagne	30.8	5.0	42.3	4.1	15.3	3.6	10.7	1.5	460	2.5	509	2.8
Estonie	..	..	56.1	5.0	13.4	5.4	21.5	2.8	467	6.6	511	3.4
États-Unis	79.0	4.2	42.3	6.4	25.4	5.7	12.8	2.5	458	4.3	525	4.8
Finlande	..	..	46.6	5.2	28.6	8.0	21.7	3.3	496	4.7	547	2.4
France	62.8	6.4	43.8	5.3	36.5	7.4	13.1	2.4	456	4.6	529	4.4
Grèce	56.8	10.7	49.6	4.6	30.6	4.3	14.1	2.7	444	6.2	506	3.9
Hongrie	..	..	60.8	4.6	..	..	9.1	1.3	421	6.0	534	4.6
Irlande	26.2	8.8	47.2	5.6	28.6	6.0	15.6	3.2	461	4.0	519	3.3
Islande	..	..	43.2	1.9	..	..	17.6	0.8	477	3.2	520	2.2
Israël	47.2	7.1	80.6	2.7	7.3	3.0	12.3	1.6	401	6.3	516	3.8
Italie	40.1	5.4	43.7	2.1	18.7	4.2	11.0	1.0	459	2.6	503	2.4
Japon	..	..	66.0	4.4	..	..	14.9	1.6	483	7.3	542	3.6
Luxembourg	48.7	1.8	27.4	2.2	15.7	1.8	11.1	0.9	436	2.6	503	2.7
Mexique	52.5	5.9	35.7	2.2	25.8	7.3	7.5	0.7	408	1.9	455	2.4
Norvège	57.8	8.0	53.6	5.6	18.1	4.8	21.4	3.0	465	6.0	516	2.8
Nouvelle-Zélande	40.1	6.0	47.3	4.7	18.0	3.0	17.3	2.7	493	4.0	551	3.2
Pays-Bas	71.4	6.0	40.6	5.2	41.7	9.1	15.3	2.7	479	5.8	526	5.5
Pologne	..	..	55.3	5.3	..	..	14.9	3.1	444	5.1	553	3.9
Portugal	12.4	3.8	37.0	4.2	10.8	3.3	6.7	1.2	470	3.2	531	4.5
République slovaque	..	..	83.1	3.7	..	..	18.4	3.0	384	11.3	503	4.2
République tchèque	..	..	72.2	4.7	25.5	9.5	21.6	3.5	432	7.4	496	4.9
Royaume-Uni	79.8	8.1	57.1	4.6	42.5	7.0	17.7	2.3	454	5.4	516	2.7
Slovenie	71.1	4.5	56.0	2.6	29.4	6.6	11.0	0.8	440	3.8	516	2.7
Suède	59.7	8.1	45.0	5.1	37.5	6.7	19.6	2.8	447	6.1	513	3.2
Suisse	49.3	4.3	39.7	4.5	25.1	3.9	14.2	2.2	463	3.9	522	3.5
Turquie	..	..	30.0	3.8	..	..	2.7	0.9	454	3.2	523	7.5
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	55.9	1.3	50.1	0.8	26.1	1.1	14.5	0.4	453	0.9	520	0.6
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	49.1	15.1	37.6	3.5	0.9	1.0	9.6	1.4	393	2.6	437	4.9
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	75.9	6.1	23.0	5.6	21.9	3.6	397	12.3	468	3.2
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	35.5	4.6	..	..	4.6	1.4	390	3.2	437	8.3

1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715324>

Corrélation entre les résultats en compréhension de l'écrit des élèves issus de l'immigration et divers indicateurs de concentration scolaire



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715343>

ASPIRATIONS PROFESSIONNELLES DES JEUNES DE 15 ANS

Étant donné l'impact que les études ont sur le taux d'activité, la mobilité professionnelle et la qualité de la vie, les dirigeants et les éducateurs s'efforcent de réduire les écarts de résultats entre hommes et femmes en matière d'éducation. Des progrès importants ont été faits dans ce domaine, même si certaines disciplines, telles que les mathématiques et l'informatique, attirent toujours plus d'hommes que de femmes.

L'idée que les élèves se font des carrières qui les attendent peut peser sur leurs décisions d'orientation et leurs résultats.

Définition

Dans l'évaluation PISA 2006, on a demandé à des élèves de 15 ans ce qu'ils espéraient faire vers l'âge de 30 ans. Dans tous les pays, de nombreuses différences entre les sexes transparaissent dans les aspirations professionnelles des filles et des garçons. Ces différences peuvent s'expliquer par un certain nombre de facteurs, notamment les caractéristiques familiales et les résultats scolaires, mais aussi la situation sur le marché du travail national et les caractéristiques du système éducatif du pays, qui offre différentes options aux jeunes de 15 ans.

En bref

Les filles ont des aspirations plus ambitieuses que les garçons dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE. En moyenne, le pourcentage des filles envisageant d'exercer les fonctions prestigieuses de membres de l'exécutif ou des corps législatifs, de cadres supérieurs de l'administration publique, de dirigeants ou de cadres supérieurs d'entreprise, ou une profession intellectuelle ou scientifique, est supérieur de 11 points à celui des garçons. L'Allemagne, la France et le Japon sont les seuls pays de l'OCDE où les pourcentages de garçons et de filles qui envisagent un tel avenir sont similaires, tandis qu'en Suisse, ce sont les garçons qui ont des aspirations légèrement plus ambitieuses. Les écarts dans ce domaine entre filles et garçons sont particulièrement grands en Grèce et en Pologne : le pourcentage de filles qui envisagent de suivre une carrière prestigieuse de ce type est supérieur de 20 points à celui des garçons.

Dans de nombreux pays, les filles ont fini ces dernières années par rattraper leur retard en sciences sur les garçons, voire à les dépasser. Pourtant, leurs meilleurs résultats en sciences ou en mathématiques ne signifient pas nécessairement qu'elles souhaitent poursuivre n'importe quel type de carrière scientifique. Les filles sont par exemple toujours relativement peu nombreuses à vouloir exercer une profession en rapport avec l'ingénierie ou l'informatique. En moyenne dans les pays de l'OCDE, moins de 5 % des filles, mais 18 % des garçons, envisagent d'exercer une profession dans ces domaines (y compris architecte) à l'âge de 30 ans. Ce constat peut être lié à des stéréotypes liés à ces filières, qui déboucheraient sur des métiers plus « masculins », alors que les domaines où l'on s'occupe de la personne, tels que l'éducation et la santé, peuvent être perçus comme plus « féminins » et donc plus appropriés pour les femmes. De fait, près de 20 % des filles envisagent de travailler dans la santé et les services, notamment infirmières et sages-femmes, contre 7 % seulement des garçons.

Comparabilité

Le groupe cible du PISA concerne les jeunes qui avaient entre 15 ans et 3 mois révolus et 16 ans et 2 mois révolus au début de la période de test et qui étaient inscrits dans un établissement d'enseignement, indépendamment du mode de scolarisation (à temps plein ou partiel), de l'année d'études et du type d'établissement.

S'agissant des aspirations professionnelles, les élèves tendent fortement à privilégier les professions nécessitant d'avoir fait des études supérieures. Si l'on se base sur la nomenclature de la Classification internationale type des professions (CITP), ce sont les carrières prestigieuses des catégories 1 et 2 de la CITP-88 que les garçons et les filles de 15 ans souhaitent exercer plus tard.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), "Quels types de carrières filles et garçons envisagent-ils pour leur avenir ?", *PISA à la loupe*, No. 14.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *OECD Education Working Papers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Post-Secondary Vocational Education and Training, Pathways and Partnerships, Higher Education in Regional and City Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Des emplois pour les jeunes/ Jobs for Youth*, Éditions OCDE.
- OCDE (2000), *De la formation initiale à la vie active: Faciliter les transitions*, Éditions OCDE.
- Sikora, J. et A. Pokropek (2011), "Gendered Career Expectations of Students: Perspectives from PISA 2006", *OECD Education Working Papers*, No. 57, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur l'éducation

Sites Internet

- Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE, www.oecd.org/edu/eag2012.



ASPIRATIONS PROFESSIONNELLES DES JEUNES DE 15 ANS

Aspirations professionnelles des jeunes de 15 ans

pourcentage d'étudiants de 15 ans :

	Projetant un des principaux métiers de la Classification Internationale Type des Professions (CITP) groupes 1 et 2				Projetant une carrière dans l'ingénierie et l'informatique, y compris les architectes				Projetant un emploi dans la santé et les services, y compris les infirmières et les sage-femmes			
	Garçons		Femmes		Garçons		Femmes		Garçons		Femmes	
	%	Erreur-type	%	Erreur-type	%	Erreur-type	%	Erreur-type	%	Erreur-type	%	Erreur-type
Allemagne	33.3	1.5	33.9	1.4	14.2	1.0	3.6	0.4	4.1	0.6	15.4	1.0
Australie	49.6	1.1	59.4	0.9	16.3	0.6	2.8	0.2	8.3	0.5	18.3	0.6
Autriche	30.8	2.1	41.5	2.2	15.1	1.6	3.3	0.5	4.5	0.7	20.5	1.4
Belgique	50.2	1.6	65.9	1.3	18.7	0.9	5.1	0.4	6.2	0.5	17.2	0.7
Canada	51.2	0.9	66.6	0.7	18.8	0.7	3.2	0.3	11.8	0.6	30.1	0.7
Chili	67.2	2.1	73.2	1.3	25.9	1.4	5.9	0.5	14.2	0.8	30.6	1.8
Corée	59.5	1.2	63.3	1.2	12.4	0.8	2.6	0.4	5.2	0.4	9.6	0.8
Danemark	39.3	1.2	43.6	1.5	13.0	0.8	3.3	0.5	5.4	0.5	20.2	1.0
Espagne	52.3	1.4	69.6	1.1	23.8	0.9	6.1	0.5	7.4	0.7	21.4	0.8
Estonie	44.8	1.4	60.5	1.4	18.5	1.0	8.8	0.7	2.2	0.3	10.8	0.9
États-Unis	56.4	1.4	70.6	1.3	16.4	0.8	2.7	0.4	12.4	0.8	35.6	1.0
Finlande	31.6	1.3	49.6	1.3	10.5	0.7	2.1	0.4	4.7	0.6	15.6	0.9
France	42.4	1.9	43.2	1.6	18.3	1.1	3.5	0.5	9.2	0.8	27.6	1.0
Grèce	48.3	1.8	70.0	1.2	19.2	1.0	7.0	0.7	7.3	0.8	13.1	0.8
Hongrie	40.9	2.1	50.7	2.0	19.1	1.6	4.1	0.5	3.9	0.6	12.1	1.1
Irlande	53.8	1.5	65.1	1.4	18.1	1.0	3.4	0.5	9.5	0.9	23.7	0.8
Islande	54.4	1.4	66.8	1.2	14.1	0.9	7.5	0.7	10.1	0.8	20.9	1.1
Israël	65.3	2.4	79.9	1.3	15.6	1.5	6.8	0.8	14.3	1.4	26.7	1.4
Italie	52.7	1.3	65.6	1.0	21.4	1.3	4.9	0.5	8.6	1.0	16.4	0.8
Japon	42.5	1.3	43.0	1.7	15.1	1.2	3.2	0.4	6.4	0.7	16.4	2.0
Luxembourg	50.0	0.9	69.1	1.1	16.4	0.9	4.8	0.5	6.6	0.6	17.4	1.0
Mexique	77.7	1.0	82.5	0.7	27.3	0.9	7.8	0.5	12.4	0.8	20.4	0.8
Norvège	44.4	1.3	58.4	1.4	19.4	1.1	7.4	0.7	4.7	0.5	21.8	1.1
Nouvelle-Zélande	46.3	1.3	62.0	1.0	12.2	0.9	3.7	0.4	9.4	0.8	21.7	1.0
Pays-Bas	43.2	1.4	47.8	1.5	7.8	0.7	2.4	0.4	6.0	0.6	25.2	1.1
Pologne	43.6	1.3	65.6	1.4	32.6	1.2	7.2	0.6	5.7	0.5	16.5	0.8
Portugal	53.5	1.7	66.1	1.2	24.6	1.3	6.3	0.6	10.5	0.9	29.0	1.0
République slovaque	52.1	1.9	64.3	1.8	23.1	1.5	3.1	0.5	3.3	0.5	11.9	1.3
République tchèque	40.7	1.8	50.3	1.9	20.0	1.6	4.8	1.2	2.8	0.4	10.9	1.3
Royaume-Uni	46.5	1.1	56.9	1.1	12.6	0.6	2.1	0.2	7.9	0.6	17.8	0.7
Slovénie	47.9	1.1	65.1	1.1	27.7	0.9	3.6	0.6	8.3	0.7	23.1	1.0
Suède	34.1	1.1	44.9	1.3	15.3	0.9	4.4	0.5	4.6	0.6	15.8	0.9
Suisse	35.2	0.9	31.6	1.2	14.8	0.6	3.1	0.4	2.8	0.3	18.2	0.9
Turquie	79.0	1.4	85.8	1.3	20.9	1.4	7.0	0.8	9.5	0.9	16.3	1.4
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	48.8	0.3	59.8	0.2	18.2	0.2	4.6	0.1	7.4	0.1	19.7	0.2
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brasil	49.9	1.3	71.3	1.0	17.3	0.9	6.0	0.6	13.8	1.0	32.0	1.2
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	54.7	2.0	73.5	1.0	20.9	1.6	5.3	0.6	3.6	0.4	14.4	1.0
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	60.0	2.4	66.2	2.0	11.8	4.7	6.6	1.0	15.1	1.9	22.3	1.5

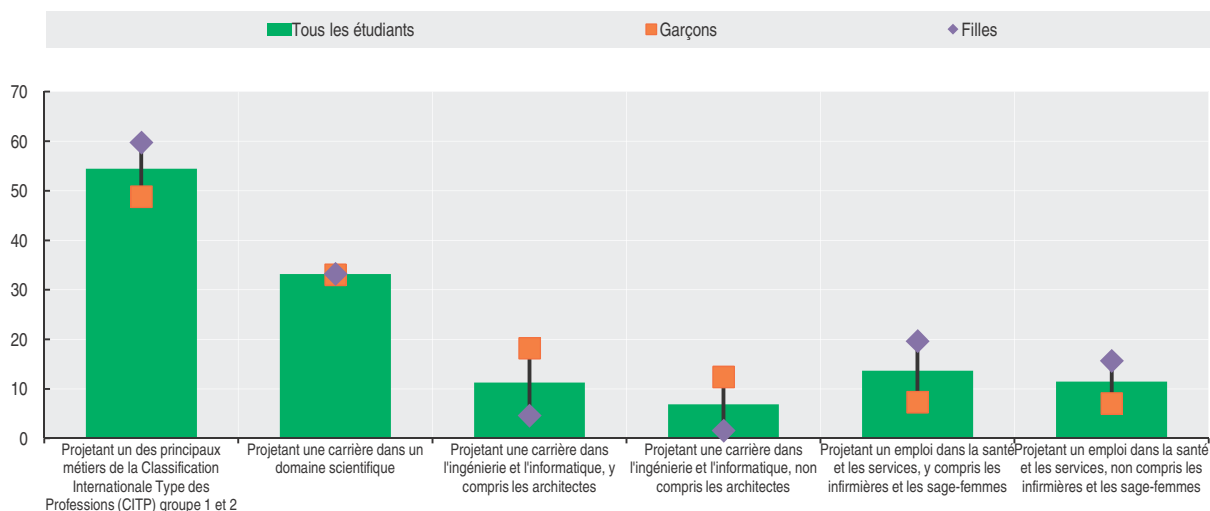
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715362>

Aspirations professionnelles des jeunes de 15 ans

Pourcentage d'élèves de 15 ans



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715381>

INACTIVITÉ DES JEUNES

Les jeunes déscolarisés et inactifs risquent de devenir plus tard des « exclus », c'est-à-dire des personnes dont le revenu se situe sous le seuil de pauvreté et qui ne possèdent pas les compétences nécessaires pour améliorer leur situation matérielle.

Définition

L'indicateur considéré représente la proportion de jeunes déscolarisés et inactifs dans la population totale des jeunes de la même classe d'âge. Les jeunes scolarisés comprennent aussi bien ceux qui étudient à temps partiel que ceux qui le font à temps plein, mais ne comprennent pas ceux qui suivent un enseignement non formel ou participent à des activités de formation de très courte durée. La notion d'emploi est définie conformément aux Lignes directrices de l'OIT et s'applique à toutes les personnes qui, au cours de la semaine de référence, ont effectué un travail rémunéré pendant au moins une heure ou qui occupaient un emploi dont elles étaient temporairement absentes.

Comparabilité

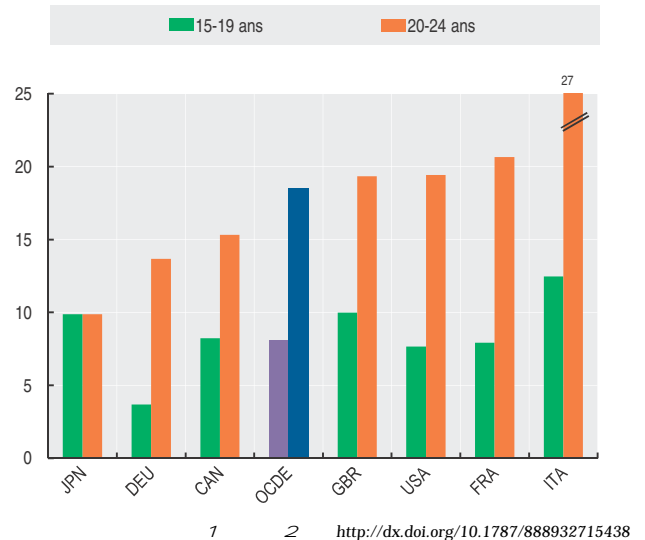
Dans certains pays, les jeunes qui accomplissent leur service militaire obligatoire sont inclus dans la catégorie des jeunes déscolarisés et inactifs. Pour autant, ceci n'a pas une incidence majeure sur les données présentées ici.

En Corée, les jeunes déscolarisés et inactifs englobent certains individus non comptabilisés comme scolarisés mais qui

suivent une formation pour se préparer à un emploi ou aux examens d'admission aux études supérieures.

Jeunes déscolarisés et inactifs dans les pays du G7

En pourcentage de la population de cette classe d'âge, 2010



En bref

En moyenne dans les pays de l'OCDE, 18,5 % des jeunes de 20 à 24 ans et 8,1 % des 15-19 ans étaient déscolarisés et inactifs en 2010.

Pour l'ensemble de la zone OCDE, la proportion de 20-24 ans déscolarisés et inactifs a progressé de 2,5 points de pourcentage entre 2008 et 2010, alors qu'elle avait diminué de 1,6 point entre 2000 et 2008. La proportion de 15-19 ans déscolarisés et inactifs a également diminué entre 2000 et 2008 (de 1,5 point), alors qu'elle était restée relativement stable entre 2008 et 2010.

Les disparités sont importantes entre les pays : au Luxembourg et aux Pays-Bas, moins de 8 % des jeunes âgés de 20 à 24 ans étaient considérés comme déscolarisés et inactifs. Le ratio est bien plus élevé en Espagne, en Irlande, en Israël, en Italie et au Mexique et où cette proportion dépasse 25 %, et en Turquie où elle dépasse 40 %.

Le vieillissement de la population et la contraction de la population des 15-19 ans dans les pays de l'OCDE devraient favoriser l'emploi des jeunes adultes. Pour autant, en période de récession, le niveau élevé du chômage global complique sensiblement le passage de l'école à la vie active pour les jeunes, étant donné que les travailleurs expérimentés sont privilégiés par rapport aux nouveaux arrivants sur le marché du travail. Par ailleurs, en cas de conditions défavorables sur le marché du travail, les jeunes tendent à prolonger leurs études, dans la mesure où un chômage élevé diminue le coût d'opportunité des études.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE et al. (2011), *Perspectives économiques en Afrique 2011, L'Afrique et ses partenaires émergents, Perspectives économiques en Afrique*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Education Working Papers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Des emplois pour les jeunes/ Jobs for Youth*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques de l'OCDE sur l'éducation

Sites Internet

- *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*, www.oecd.org/edu/eag2012.



Jeunes déscolarisés et inactifs

En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	Jeunes entre 15 et 19 ans						Jeunes entre 20 et 24 ans					
	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2000	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	5.71	4.21	4.15	3.71	3.76	3.68	16.95	16.73	15.24	13.97	13.73	13.67
Australie	6.82	7.05	6.49	6.31	8.34	8.06	13.29	11.49	10.74	10.71	11.58	11.21
Autriche	..	6.55	5.25	5.63	6.50	5.32	..	12.51	10.95	11.45	11.84	12.60
Belgique	6.52	7.11	5.21	5.47	5.67	5.95	16.04	16.87	15.41	14.14	16.10	18.02
Canada	8.20	7.34	7.27	7.26	8.15	8.23	15.73	13.04	13.70	13.02	15.17	15.32
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	..	..	..	7.04	6.95	8.47	..	..	..	22.20	23.01	23.51
Danemark	2.72	4.42	4.10	4.01	5.03	5.54	6.61	5.87	7.99	8.16	10.13	12.12
Espagne	7.96	10.09	10.94	10.54	13.43	12.84	15.05	16.85	17.24	19.44	26.27	27.40
Estonie	..	3.69	5.74	4.86	7.96	6.12	..	15.36	15.30	10.65	19.79	22.45
États-Unis	7.00	6.33	6.32	7.25	8.80	7.65	14.44	15.60	16.22	17.23	20.07	19.43
Finlande	..	3.58	3.53	5.08	5.13	5.11	..	13.31	13.28	12.01	15.05	15.79
France	6.99	6.98	6.29	5.81	6.81	7.93	17.60	18.99	17.94	16.59	19.95	20.65
Grèce	9.33	7.85	8.49	8.38	7.95	7.52	25.92	18.37	17.73	17.12	18.24	21.55
Hongrie	8.63	6.02	5.00	5.70	5.63	4.64	21.99	18.51	16.91	18.39	20.90	21.51
Irlande	4.38	5.01	5.10	8.49	11.00	10.45	9.65	11.76	12.12	14.57	20.83	26.44
Islande	..	..	..	..	..	6.82	..	..	6.38	..	9.39	10.54
Israël	..	24.27	25.75	22.24	24.68	22.48	..	40.58	39.65	37.51	37.45	36.94
Italie	13.13	11.79	10.17	9.59	11.22	12.47	27.47	22.82	22.58	22.02	24.76	27.10
Japon	8.76	9.08	7.63	7.37	8.46	9.87	8.76	9.08	7.63	7.37	8.46	9.87
Luxembourg	..	4.07	2.93	2.12	2.71	6.26	8.23	10.25	9.21	9.84	8.67	7.52
Mexique	18.31	17.82	17.55	17.75	18.42	18.60	27.14	26.64	26.52	26.50	27.59	26.62
Norvège	..	3.43	3.67	3.98	4.18	3.49	8.03	9.08	8.76	7.05	9.40	9.03
Nouvelle-Zélande	..	8.97	9.66	8.50	12.38	10.44	..	13.66	14.24	15.27	18.32	18.43
Pays-Bas	3.71	3.04	3.62	2.06	3.57	3.77	8.23	7.29	6.95	5.63	7.91	7.79
Pologne	4.52	3.79	2.46	2.38	3.63	3.59	30.76	20.67	18.34	15.56	16.44	17.66
Portugal	7.73	7.75	8.55	7.07	6.92	7.44	10.95	13.34	15.20	13.46	15.72	16.38
République slovaque	26.26	6.69	5.43	5.66	4.55	4.58	33.10	22.75	19.85	16.59	17.13	22.14
République tchèque	7.89	4.52	2.89	2.72	3.51	3.76	20.33	14.14	11.04	10.56	13.13	13.59
Royaume-Uni	8.04	10.92	10.70	9.77	9.60	9.99	15.37	18.24	18.07	18.33	19.14	19.34
Slovénie	..	4.23	4.29	4.38	2.53	3.18	..	13.71	10.45	10.26	11.38	9.25
Suède	3.63	5.30	5.45	4.40	5.54	5.39	10.69	15.20	13.11	12.92	16.50	14.32
Suisse	7.90	7.57	8.16	9.38	7.95	4.77	5.92	10.79	10.36	9.14	10.73	11.06
Turquie	31.17	35.04	34.47	37.06	28.69	25.60	44.18	48.77	46.25	46.07	46.12	43.67
UE-27	7.95	6.08	5.73	5.61	6.32	6.45	17.35	15.41	14.52	13.89	16.36	17.49
OCDE	9.39	8.18	7.99	7.89	8.42	8.13	17.65	17.11	16.06	16.01	17.89	18.53
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	14.72	13.78	14.02	..	..	..	23.44	22.50	23.29	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

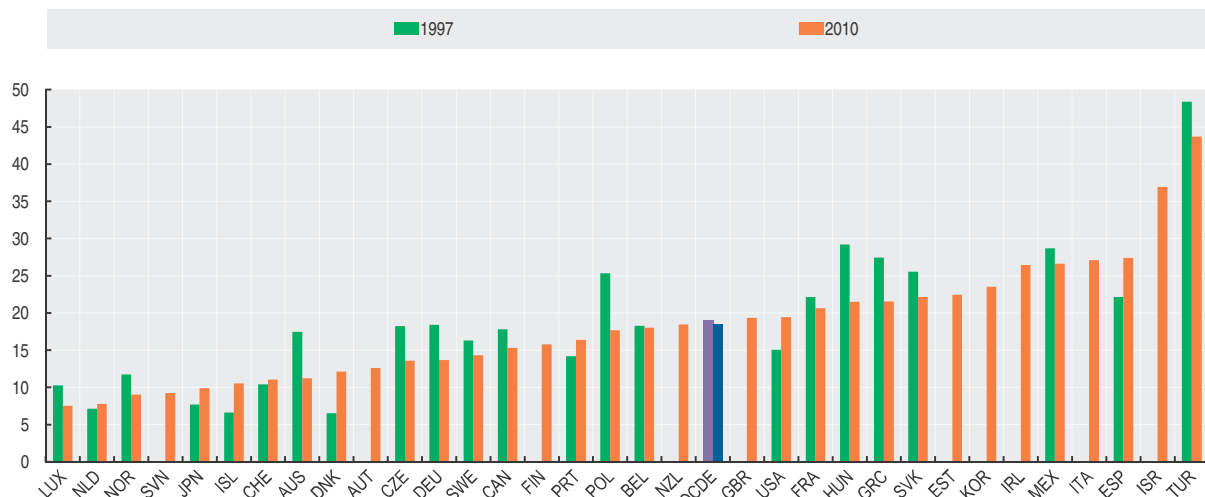
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715400>

Jeunes entre 20 et 24 ans déscolarisés et inactifs

En pourcentage de la population de cette classe d'âge



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715419>

COMBIEN D'ÉTUDIANTS SONT INSCRITS À L'ÉTRANGER ?

Les pays étant de plus en plus interconnectés, les pouvoirs publics et les citoyens attendent de l'enseignement supérieur qu'il élargisse les perspectives des étudiants. En partant suivre des études de haut niveau à l'étranger, les jeunes peuvent approfondir leur connaissance d'autres cultures et d'autres langues, et mieux se préparer à un marché du travail de plus en plus mondialisé. Certains pays, en particulier dans l'Union européenne, ont établi des mesures et des programmes favorisant la mobilité des étudiants afin d'encourager les contacts interculturels et les réseaux sociaux.

Définition

Les étudiants internationaux sont ceux qui partent à l'étranger uniquement dans l'intention d'étudier. Les étudiants sont qualifiés d'étrangers lorsqu'ils ne sont pas ressortissants du pays où ils sont inscrits. Cette catégorie englobe certains étudiants ayant le statut de résident permanent, mais pas celui de citoyen, du pays où ils étudient (des jeunes issus de l'immigration, par exemple). En conséquence, les taux de réussite des

étudiants étrangers et internationaux ne sont pas comparables et sont donc présentés séparément.

Comparabilité

Les données relatives aux étudiants internationaux et étrangers portent sur l'année universitaire 2009/2010 et s'appuient sur des statistiques concernant l'éducation recueillies tous les ans par l'OCDE. Des données complémentaires de l'Institut de statistique de l'UNESCO sont également prises en compte. Les informations relatives à l'incidence des étudiants étrangers sur les taux de réussite dans l'enseignement supérieur s'appuient sur une enquête spéciale menée par l'OCDE en décembre 2011.

En bref

Depuis trente ans, le nombre d'étudiants inscrits à l'étranger a été multiplié par plus de cinq, passant de 0.8 million dans le monde en 1975 à 4.1 millions en 2010. L'internationalisation de l'enseignement supérieur s'est accélérée au cours des dernières décennies, à l'image de la mondialisation des économies et des sociétés, mais aussi du développement des systèmes et des établissements d'enseignement supérieur partout dans le monde.

Des considérations liées à la langue et à la culture, la qualité des programmes, la proximité géographique et la similarité des systèmes d'enseignement constituent des facteurs déterminants de la mobilité étudiante. Les pays de destination des étudiants internationaux illustrent le pouvoir d'attraction de certains systèmes éducatifs, que ce soit grâce à leur réputation ou aux possibilités d'immigration ultérieures.

Les étudiants étrangers inscrits dans les pays du G20 représentent 83 % de l'ensemble des étudiants étrangers, et les étudiants dans la zone OCDE représentent 77 % de tous les étudiants étrangers à l'échelle mondiale. Les pays européens membres de l'OCDE ont attiré 40 % des étudiants étrangers en 2010, suivis des pays d'Amérique du Nord (21 %). Malgré leur forte hausse en valeur absolue, ces proportions sont stables depuis dix ans. Dans la zone OCDE, le nombre d'étudiants étrangers est presque trois fois supérieur à celui des étudiants nationaux inscrits à l'étranger. Dans les 21 pays européens membres de l'OCDE, le ratio est de 2,7 étudiants étrangers pour chaque ressortissant étudiant à l'étranger.

Plus de 9 étudiants de l'OCDE sur 10 s'inscrivent dans un autre pays de l'OCDE lorsqu'ils partent étudier à l'étranger. Les étudiants ressortissants de pays du G20 non membres de l'OCDE préfèrent aussi étudier dans les pays de l'OCDE (pour 83 % d'entre eux). Les ressortissants de pays membres européens s'inscrivent également majoritairement dans un autre pays européen (76 %), alors qu'en Amérique du Nord, une grande majorité d'étudiants étrangers sont originaires d'un autre continent.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Higher Education in Regional and City Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Éditions OCDE.
- Keeley, B. (2009), *Les migrations internationales: Le visage humain de la mondialisation*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Tertiary Education for the Knowledge Society, Volume 1 and Volume 2, OECD Reviews of Tertiary Education*, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Enseignement supérieur : internationalisation et commerce*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Personnel d'éducation", Base de données de l'éducation.

Sites Internet

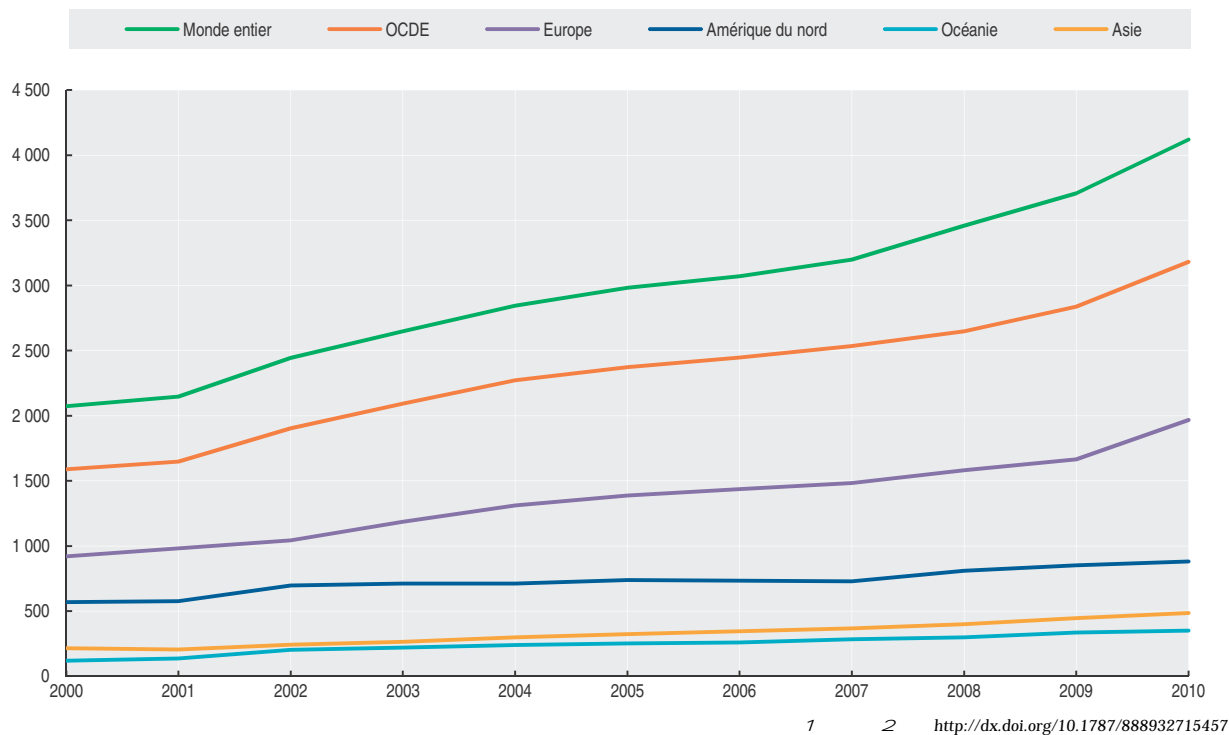
- *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*, www.oecd.org/edu/eag2012.



COMBIEN D'ÉTUDIANTS SONT INSCRITS À L'ÉTRANGER ?

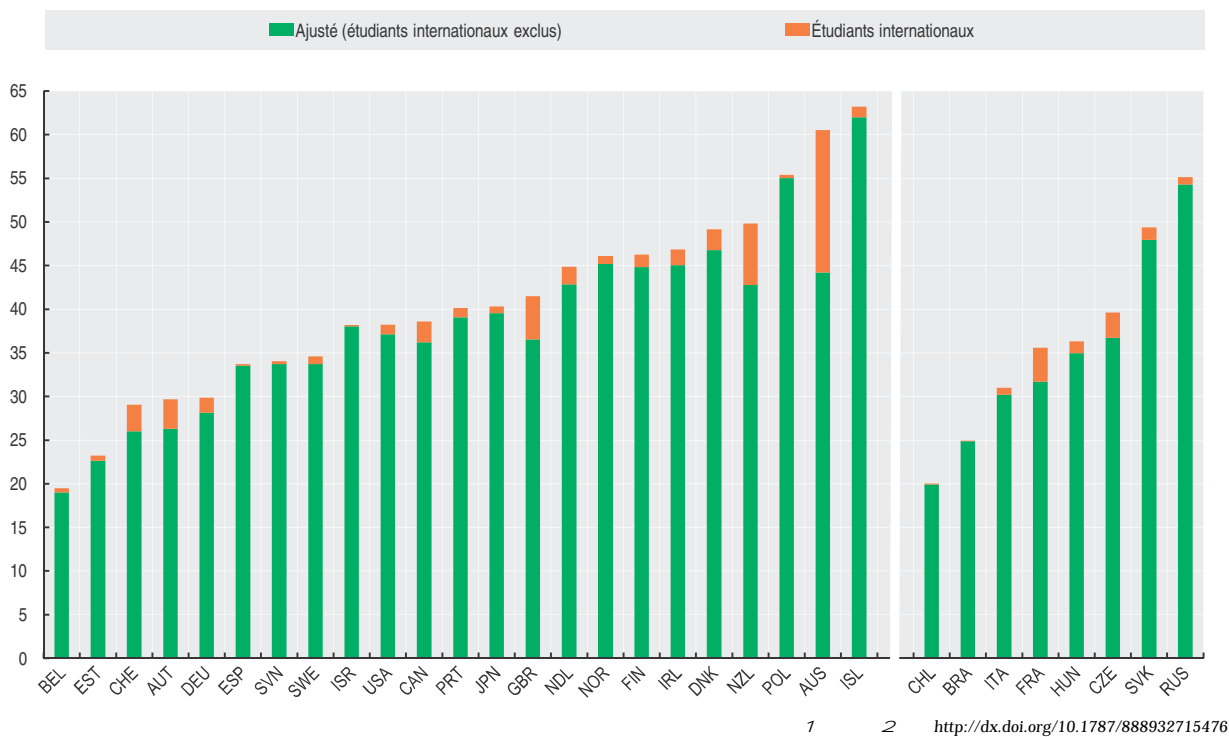
Évolution, par zone de destination, du nombre d'étudiants inscrits à l'étranger

Milliers de personnes



Incidence des étudiants internationaux/étrangers sur le taux d'obtention d'un diplôme supérieur de type A

Pourcentage, 2010 ou dernière année disponible



NIVEAUX DE FORMATION

Le niveau de formation sert souvent d'indicateur pour rendre compte du capital humain, c'est-à-dire les compétences disponibles dans la population et la main-d'œuvre. La mondialisation et le progrès technique ne cessant de modifier les besoins du marché du travail mondial, la demande d'individus qui possèdent des connaissances plus vastes, des compétences plus spécialisées, de grandes facultés d'analyse et de solides aptitudes de communication, continue d'augmenter. Dans ce contexte, les jeunes font des études plus poussées que les générations précédentes, avec à la clé une évolution profonde des niveaux de formation au fil du temps.

Parallèlement, l'émergence de nouvelles puissances économiques, et les efforts de longue haleine consentis par certains pays pour financer et développer leur système d'enseignement supérieur, a transformé le paysage mondial des niveaux de formation. Ces dernières années, des pays qui ont longtemps occupé la tête du classement avec une large avance ont perdu du terrain, avec l'élévation extrêmement rapide des niveaux de formation dans d'autres.

Définition

Le niveau de formation désigne le plus haut degré d'instruction atteint par une personne, sous forme d'un pourcentage de l'ensemble de ce groupe d'âge. Les filières de l'enseignement supérieur englobent les programmes "de type A", fondés dans une large mesure sur la théorie et destinés à offrir des qualifications suffisantes pour être admis à suivre des programmes de recherche de pointe ou à exercer une profession exigeant de

hautes compétences, ainsi que les programmes "de type B", qui n'ont généralement pas vocation à préparer à des diplômes universitaires de niveau supérieur, mais plutôt à donner directement accès au marché du travail. En général, le deuxième cycle du secondaire suit la réussite du premier cycle du secondaire, lequel complète l'enseignement de base, avec généralement une structure axée sur les matières enseignées et des enseignants plus spécialisés.

Comparabilité

On a utilisé la Classification internationale type de l'éducation (CITE-97) pour désigner les niveaux d'enseignement d'une façon comparable entre les pays. Le Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation décrit les programmes et les niveaux de formation définis dans la CITE-97, et comporte des tables de correspondance des programmes nationaux.

En bref

La comparaison des niveaux actuels de formation atteints par les cohortes plus jeunes et plus âgées donne une indication des tendances à long terme. Les niveaux de formation supérieure ont considérablement progressé en l'espace de trente ans. En moyenne dans les pays de l'OCDE, 38 % des 25-34 ans sont diplômés du supérieur, contre 23 % des 55-64 ans. Le Canada, la Corée, le Japon, et la Russie arrivent en tête des pays de l'OCDE et du G20 dans ce domaine : 55 % ou plus des 25-34 ans ont atteint ce niveau de formation. En Corée, en France, en Irlande, au Japon et en Pologne, l'écart en pourcentage entre les taux de diplômés du supérieur âgés et jeunes est d'au moins 25 points.

En 2010, plus de 30 % des 25-64 ans étaient diplômés du supérieur dans plus de la moitié des pays de l'OCDE.

En moyenne dans les pays de l'OCDE, 26 % des adultes n'ont qu'un niveau d'instruction primaire ou secondaire du premier cycle, 44 % sont allés au bout du deuxième cycle du secondaire et 31 % sont diplômés du supérieur. Au cours des dix dernières années, c'est aux deux extrêmes du spectre de formation que les pourcentages ont le plus évolué : entre 2000 et 2010, la proportion d'adultes n'ayant pas atteint le deuxième cycle du secondaire a reculé de 10 points, tandis que le taux des diplômés du supérieur a progressé de 9 points dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Cela s'explique très largement par le fait que le travailleurs plus âgés et peu instruits sont partis à la retraite et que de nombreux pays accordent désormais plus d'importance à l'enseignement supérieur.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2013), *Lisons-leur une histoire !*, PISA, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *OECD Reviews of Evaluation and Assessment in Education*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Higher Education in Regional and City Development*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Personnel d'éducation", Base de données de l'éducation.

Sites Internet

- Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI), www.oecd.org/edu/cei-fr.



Niveau d'éducation

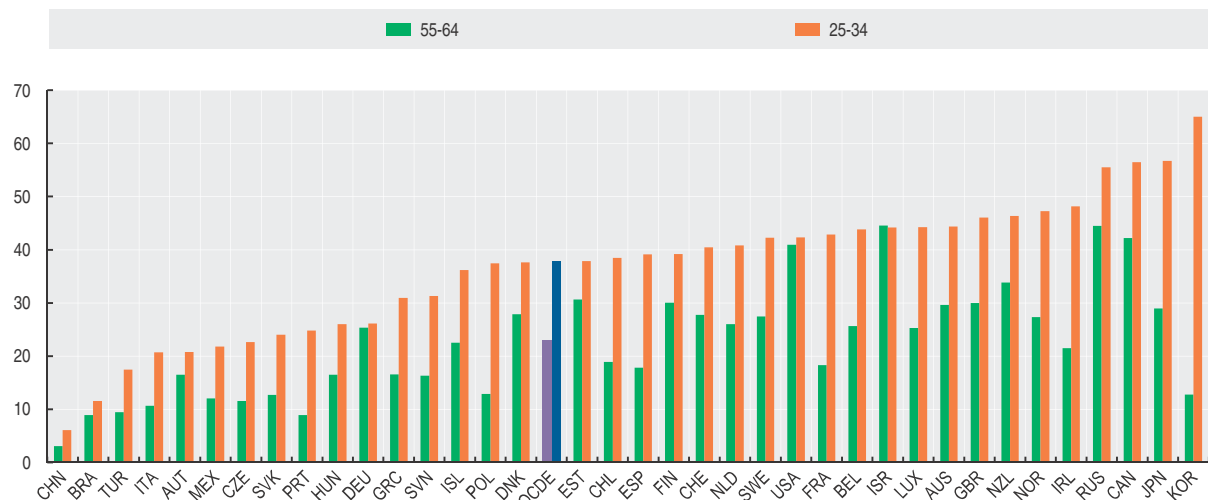
En pourcentage de la population de cette classe d'âge

	Population diplômée de l'enseignement tertiaire 2010 ou dernière année disponible				Population âgée de 25 à 64								
	25-34	35-44	45-54	55-64	Avec un niveau d'éducation inférieur au 2 ^{ème} cycle du secondaire			Avec un niveau d'éducation secondaire et post- secondaire non tertiaire			Avec un niveau d'éducation tertiaire		
					2000	2005	2010	2000	2005	2010	2000	2005	2010
Allemagne	26.1	28.1	26.6	25.4	18.3	16.9	14.2	58.2	58.6	59.2	23.5	24.6	26.6
Australie	44.4	39.5	34.8	29.6	41.2	35.0	26.8	31.3	33.3	35.6	27.5	31.7	37.6
Autriche	20.8	20.8	18.6	16.5	23.9	19.4	17.5	62.2	62.8	63.2	13.9	17.8	19.3
Belgique	43.8	39.4	30.9	25.6	41.5	33.9	29.5	31.4	35.1	35.5	27.1	31.0	35.0
Canada	56.5	56.8	46.8	42.2	19.3	14.8	11.6	40.6	39.2	37.8	40.1	45.9	50.6
Chili	38.5	27.5	21.5	18.9	..	..	28.6	..	..	44.6	..	..	26.8
Corée	65.0	46.9	26.7	12.8	31.7	24.5	19.6	44.4	43.9	40.7	23.9	31.6	39.7
Danemark	37.6	36.8	31.2	27.9	21.5	19.0	24.3	52.4	47.5	42.4	26.2	33.5	33.3
Espagne	39.2	35.3	25.6	17.8	61.7	51.2	47.1	15.7	20.6	22.2	22.6	28.2	30.7
Estonie	37.8	33.2	38.5	30.7	..	10.9	10.9	..	55.8	53.8	..	33.3	35.3
États-Unis	42.3	43.4	40.0	41.0	12.6	12.2	11.0	50.9	48.7	47.3	36.5	39.0	41.7
Finlande	39.2	45.8	38.9	30.1	27.5	21.2	17.0	40.5	44.2	44.8	32.0	34.6	38.1
France	42.9	33.8	21.7	18.3	37.0	33.2	29.2	40.9	41.4	41.8	22.0	25.4	29.0
Grèce	30.9	26.6	23.1	16.5	50.7	42.5	34.8	31.6	36.1	40.6	17.7	21.3	24.6
Hongrie	26.0	19.1	18.3	16.5	30.8	23.6	18.7	55.2	59.3	61.2	14.0	17.1	20.1
Irlande	48.2	42.3	29.8	21.5	54.0	35.5	26.5	27.5	35.4	36.2	18.5	29.1	37.3
Islande	36.2	38.8	30.5	22.5	44.7	37.1	33.5	32.1	32.3	34.0	23.2	30.5	32.5
Israël	44.2	48.8	44.4	44.6	..	20.8	17.9	..	33.4	36.5	..	45.8	45.6
Italie	20.7	15.8	12.0	10.7	57.9	49.9	44.8	32.7	37.9	40.4	9.4	12.2	14.8
Japon	56.7	49.6	45.8	29.0	17.1	..	..	49.2	60.1	55.2	33.6	39.9	44.8
Luxembourg	44.2	41.4	27.9	25.3	43.9	34.1	22.3	37.8	39.3	42.2	18.3	26.5	35.5
Mexique	21.8	16.2	16.3	12.0	70.9	68.4	63.8	14.5	16.6	18.8	14.6	15.0	17.4
Norvège	47.3	41.0	33.4	27.3	14.8	22.8	19.4	56.8	44.5	43.3	28.4	32.7	37.3
Nouvelle-Zélande	46.4	42.5	39.1	33.8	36.8	31.6	27.0	34.3	29.4	32.4	28.9	39.0	40.7
Pays-Bas	40.8	33.5	30.2	26.0	35.1	28.2	27.0	41.5	41.7	40.6	23.4	30.1	32.4
Pologne	37.4	23.4	15.1	12.9	20.1	14.9	11.3	68.5	68.2	65.8	11.4	16.9	22.9
Portugal	24.8	16.2	10.4	8.9	80.6	73.5	68.1	10.5	13.6	16.5	8.8	12.8	15.4
République slovaque	24.0	15.9	14.6	12.7	16.2	12.1	9.0	73.4	73.9	73.6	10.4	14.0	17.3
République tchèque	22.6	16.3	15.9	11.5	14.1	10.1	8.1	75.0	76.9	75.2	11.0	13.1	16.8
Royaume-Uni	46.0	40.6	35.2	30.0	37.4	33.2	24.9	36.9	37.1	36.9	25.7	29.7	38.2
Slovénie	31.3	26.7	20.0	16.3	..	19.7	16.7	..	60.1	59.6	..	20.2	23.7
Suède	42.2	37.2	30.0	27.5	20.8	17.1	13.5	54.4	53.9	52.4	24.8	29.0	34.2
Suisse	40.5	38.2	33.3	27.7	16.1	14.8	13.9	59.7	56.5	51.0	24.2	28.8	35.2
Turquie	17.4	12.2	9.4	9.5	76.7	71.9	68.8	14.9	17.8	18.1	8.3	10.2	13.1
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	37.8	33.2	27.5	22.9	35.8	29.8	26.0	42.5	44.1	44.1	21.7	27.0	30.7
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	11.6	11.3	10.7	8.9	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	6.1	4.8	3.0	3.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	55.5	58.1	54.3	44.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715495>

Diplômés du supérieur

Pourcentage, 2010 ou dernière année disponible

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715514>

DÉPENSES UNITAIRES D'ÉDUCATION

Les décideurs doivent concilier la nécessité d'améliorer la qualité des services éducatifs et le souci d'élargir l'accès aux études, notamment dans l'enseignement supérieur. Dans de nombreux pays de l'OCDE, l'augmentation des effectifs, en particulier dans l'enseignement supérieur, n'est pas toujours allée de pair avec une modification des investissements dans l'éducation. Dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur, les effectifs sont stables mais les dépenses ont davantage augmenté que dans l'enseignement supérieur.

Définition

Cet indicateur présente l'évolution des dépenses au titre des établissements d'enseignement en fonction du nombre d'élèves en équivalents temps plein inscrits dans ces établissements. Ne sont pris en compte que les établissements d'enseignement publics et privés et les programmes d'études pour lesquels des données sur les effectifs et les dépenses sont disponibles. Les subventions publiques destinées à financer les frais de subsistance des élèves sont exclues de cet indicateur afin d'assurer la comparabilité des données entre pays.

Les dépenses exprimées en monnaie nationale pour 2009 sont converties en USD sur la base des PPA. Le taux de change PPA

est préféré au taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif des monnaies dans les différents pays.

Comparabilité

Les données concernant les dépenses proviennent d'une étude spéciale menée en 2011 selon des méthodes et des définitions cohérentes. Elles reposent sur les définitions et le champ couvert par le programme de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation. L'utilisation d'une étude et de définitions communes garantit un bon niveau de comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Dans tous les cas, les données de 2009 concernent 2009 ou la dernière année disponible.

En bref

En 2009, les dépenses unitaires dans l'enseignement supérieur s'élevaient en moyenne, dans les pays de l'OCDE, à 13 728 USD. Elles allaient de 7 000 USD ou moins en Afrique du Sud, au Chili, en Estonie, en Indonésie et en Slovaquie, à plus de 20 000 USD au Canada, aux États-Unis et en Suisse. Les pays de l'OCDE où la plupart des activités de recherche et développement sont menées par des établissements d'enseignement supérieur ont tendance à afficher des niveaux plus élevés de dépenses unitaires que les pays où ces activités sont en grande partie réalisées par d'autres structures publiques ou par le secteur privé.

En moyenne dans les pays de l'OCDE, les dépenses ont augmenté de 46 % en valeur réelle entre 2000 et 2009, tandis que les inscriptions ont augmenté de 28 %. Les dépenses unitaires ont progressé de 15 % en moyenne. Elles ont cependant diminué dans certains pays : au Chili, aux États-Unis et en Israël, et les dépenses publiques par étudiant ont également reculé au Brésil, en Hongrie et en Suisse (données sur les dépenses privées non disponibles). Dans tous ces pays, la baisse est essentiellement due à une hausse rapide (20 % ou plus) du nombre d'étudiants dans le supérieur. Le Japon est le seul pays où les inscriptions ont diminué entre 2000 et 2009.

En 2009, le niveau moyen des dépenses unitaires annuelles dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur était de 8 617 USD. Entre 2000 et 2009, période où le nombre d'inscriptions est resté relativement stable, les dépenses unitaires ont augmenté dans tous les pays, de 36 % en moyenne. Sur cette période, elles ont augmenté d'au moins 16 % dans 24 des 29 pays de l'OCDE et pays partenaires pour lesquels on dispose de données. La hausse dépasse 50 % au Brésil, en Corée, en Estonie, en Hongrie, en Irlande, en Pologne, en République tchèque, au Royaume-Uni et en Slovaquie.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE.
- Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), OECD and Eurostat (2011), *base de données de l'ISU sur l'éducation*, ISU, Montréal.

Bases de données en ligne

- "Personnel d'éducation", Base de données de l'éducation.

Sites Internet

- *Regards sur l'éducation : Les indicateurs de l'OCDE*, www.oecd.org/edu/eag2012.



DÉPENSES UNITAIRES D'ÉDUCATION

Dépenses au titre des établissements d'enseignement par étudiant et variations des dépenses

	Dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non tertiaire						Dans l'enseignement tertiaire						
	Dépenses par étudiant aux prix constants de 2009, dollars des EU et PPA	Indice de variation, 2005 = 100					Dépenses par étudiant aux prix constants de 2009 dollars des EU et PPA	Indice de variation, 2005 = 100					
		Dépenses		Nombre d'étudiants	Dépenses par étudiant			2009	Dépenses		Nombre d'étudiants	Dépenses par étudiant	
		2000	2009		2009	2000			2009	2000		2009	2009	2000	2009
Allemagne	8 534	100	105	94	97	112	15 711	94	119	109	101	109	
Australie	9 139	82	127	100	89	127	16 074	83	124	117	..	106	
Autriche	11 681	97	109	97	95	112	14 257	75	117	133	73	87	
Belgique	9 783	94	113	96	103	118	15 443	98	123	107	104	114	
Canada	8 997	86	113	99	87	115	20 932	86	109	..	..	..
Chili	2 935	..	118	94	..	124	6 863	..	156	149	..	104	
Corée	8 122	69	130	96	68	136	9 513	79	129	101	84	128	
Danemark	11 094	86	105	101	91	104	18 556	86	109	104	88	104	
Espagne	8 818	93	120	104	87	116	13 614	88	123	109	82	113	
Estonie	6 149	80	117	86	66	137	6 373	92	150	99	108	151	
États-Unis	11 831	92	116	100	95	116	29 201	85	95	114	96	83	
Finlande	8 314	81	108	100	85	108	16 569	86	112	97	91	115	
France	8 861	100	103	100	98	104	14 642	93	116	99	98	116	
Grèce	..	78	..	..	77	..	..	42	..	..	63	..
Hongrie	4 506	69	88	91	64	97	8 518	81	109	91	122	119	
Irlande	9 615	68	138	107	70	130	16 420	100	143	105	118	136	
Islande	9 309	72	101	102	77	100	9 939	69	110	112	103	98	
Israël	5 464	95	116	106	101	110	11 214	90	97	104	110	94	
Italie	8 943	96	100	100	97	101	9 562	93	110	98	104	113	
Japon	8 502	99	101	96	91	105	15 957	94	108	95	95	113	
Luxembourg	18 018	..	108	105	..	103	..	..	..	..	..	..
Mexique	2 339	80	104	104	85	99	8 020	73	123	114	88	108	
Norvège	12 971	89	114	102	95	112	19 269	86	106	102	98	104	
Nouvelle-Zélande	7 556	92	120	101	..	120	10 619	84	133	130	..	102	
Pays-Bas	10 030	83	114	102	86	112	17 849	86	117	114	101	103	
Pologne	5 167	89	118	85	81	139	7 776	57	117	96	96	122	
Portugal	7 288	98	109	103	90	106	10 481	70	105	103	78	103	
République slovaque	4 781	73	129	87	68	148	6 758	67	125	125	94	99	
République tchèque	5 615	76	111	91	71	123	8 237	65	141	127	90	111	
Royaume-Uni	9 602	70	105	100	62	105	16 338	65	127	105	70	120	
Slovénie	8 670	..	104	91	..	113	9 311	..	110	107	..	102	
Suède	9 709	88	103	94	90	109	19 961	86	112	98	105	114	
Suisse	13 411	87	108	99	89	109	21 577	77	99	122	97	81	
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	8 617	85	112	98	85	115	13 728	81	118	110	95	109	
Afrique du Sud	1 697	..	..	..	..	..	3 616	..	..	..	..	..
Bésil	2 304	66	156	94	67	166	11 741	79	128	117	112	109	
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	4 325	66	139	88	..	158	7 749	44	168	175	..	96	
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	418	..	..	..	..	..	972	..	..	..	..	..

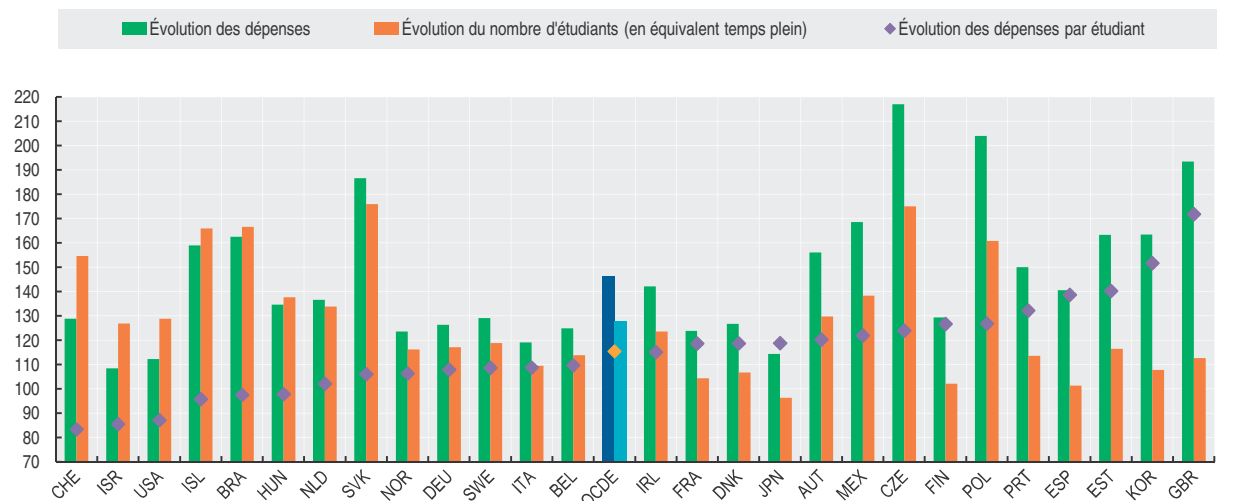
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715533>

Variations dans les dépenses au titre des établissements d'enseignement du niveau tertiaire d'éducation par facteur

Variations entre 2000-09 ou dernière période disponible, 2000 = 100



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932715552>

DÉPENSES PRIVÉES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dans les pays de l'OCDE, les établissements d'enseignement sont financés principalement sur fonds publics, même si la part des fonds privés dans l'enseignement supérieur est élevée et en augmentation. À ce niveau, la contribution des particuliers et d'autres entités privées au coût des études est de plus en plus considérée comme un moyen efficace de s'assurer que des financements sont disponibles pour les étudiants, quels que soient leurs revenus.

Définition

Cet indicateur englobe les dépenses privées engagées au titre des établissements scolaires, universités et autres établissements privés proposant ou soutenant des services éducatifs. Les autres entités privées comprennent les entreprises privées et les organisations à but non lucratif, par exemple des organisations religieuses, œuvres de bienfaisance et associations

En bref

Dans tous les pays, la part des dépenses privées d'éducation est bien plus élevée dans l'enseignement supérieur (30 % en moyenne des dépenses totales à ce niveau) que dans l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire non supérieur (9 %).

La part des dépenses au titre des établissements d'enseignement supérieur prise en charge par les particuliers, les entreprises et d'autres sources privées, y compris des versements privés subventionnés, va de moins de 5 % au Danemark, en Finlande et en Norvège, à plus de 40 % en Australie, aux États-Unis, en Israël et au Japon, et jusqu'à plus de 70 % au Chili, en Corée et au Royaume-Uni. En Corée et au Royaume-Uni, la plupart des étudiants sont inscrits dans des établissements privés (environ 80 % dans des universités privées en Corée et 100 % dans des établissements privés subventionnés au Royaume-Uni), dont le budget est financé pour l'essentiel par des droits d'inscription (plus de 49 % en Corée et plus de 58 % au Royaume-Uni).

En moyenne dans les pays de l'OCDE, la contribution des entités privées autres que les ménages au financement des établissements d'enseignement est plus élevée dans l'enseignement supérieur que pour les autres niveaux d'enseignement. En Australie, au Canada, en Corée, aux États-Unis, en Israël, au Japon, aux Pays-Bas, en République tchèque, au Royaume-Uni, en République slovaque et en Suède, au moins 10 % des dépenses dans les établissements d'enseignement supérieur sont couverts par des entités privées autres que les ménages. Ainsi, en Suède, ces contributions sont essentiellement destinées à soutenir la recherche et le développement.

Entre 2000 et 2009, 18 des 25 pays pour lesquels on dispose de données comparables ont enregistré une hausse de la part des financements privés dans l'enseignement supérieur. Cette part a augmenté de sept points de pourcentage en moyenne, et de plus de dix points au Mexique, au Portugal, au Royaume-Uni (38 points) et en Slovaquie. Si le pourcentage des financements privés dans l'enseignement supérieur a nettement augmenté pendant cette période, cela n'a pas été le cas pour les autres niveaux d'enseignement.

patronales et syndicales. Les dépenses réalisées par des entreprises privées sur le volet professionnel des formations en établissement scolaire et en entreprise des apprentis et des étudiants sont également prises en compte.

Les dépenses privées sont calculées déduction faite des subventions publiques allouées aux établissements d'enseignement et comprennent les dépenses réalisées en dehors des établissements d'enseignement.

Comparabilité

Les données sur les dépenses sont tirées d'une enquête menée en 2011 selon des méthodes et des définitions cohérentes. Elles reposent sur les définitions et le champ couvert par le programme de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation ; elles ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2009 sur la base du déflateur des prix du PIB. L'utilisation d'une étude et de définitions communes garantit un bon niveau de comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Politiques et gestion de l'enseignement supérieur*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2011), *UOE Data Collection on Education Systems*, UIS, Montreal.

Bases de données en ligne

- "Personnel d'éducation", Base de données de l'éducation.

Sites Internet

- *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, www.oecd.org/edu/eag2012.



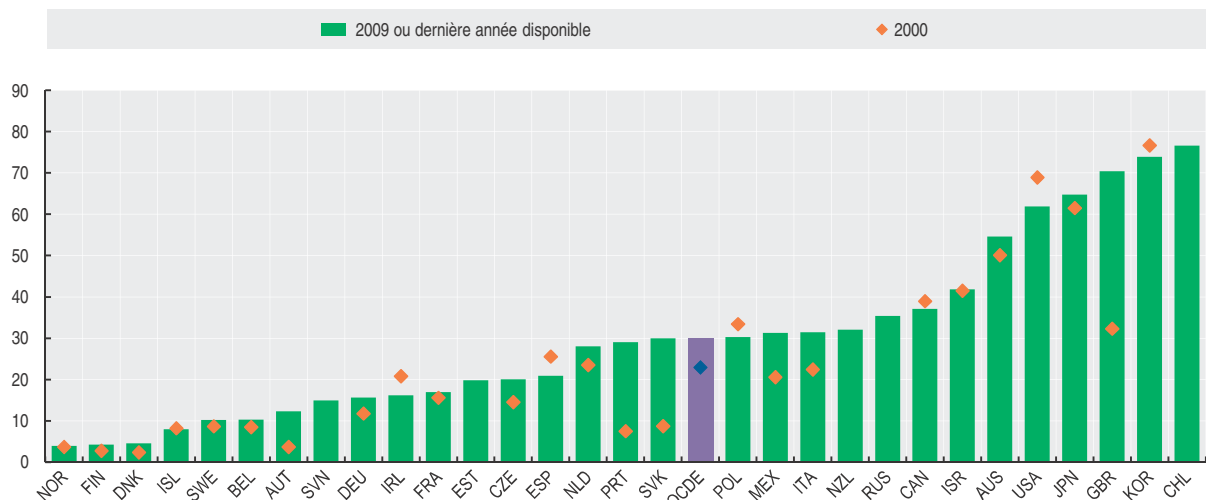
DÉPENSES PRIVÉES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Dépenses publiques et privées dans les établissements d'enseignement supérieur

	En pourcentage des dépenses totales							Indice 2000 = 100	
	Dépenses publiques		Dépenses privées					Dépenses publiques	Dépenses privées
	2000	2009 ou dernière année disponible	Total	Dépenses des ménages	Autres	Total	Dont: Subventionné	2009 ou dernière année disponible	2009 ou dernière année disponible
		2000	2009 ou dernière année disponible	2009 ou dernière année disponible	2009 ou dernière année disponible	2009 ou dernière année disponible	2009 ou dernière année disponible		
Allemagne	88.2	84.4	11.8	..	..	15.6	..	119.9	166.1
Australie	49.9	45.4	50.1	39.1	15.4	54.6	0.5	135.0	161.4
Autriche	96.3	87.7	3.7	2.9	9.4	12.3	8.8	142.2	517.7
Belgique	91.5	89.7	8.5	5.5	4.8	10.3	3.9	122.6	150.5
Canada	61.0	62.9	39.0	20.2	16.9	37.1	..	130.5	120.5
Chili	..	23.4	..	68.1	8.5	76.6	9.3	..	..
Corée	23.3	26.1	76.7	49.2	24.8	73.9	1.4	182.9	157.5
Danemark	97.6	95.4	2.4	..	..	4.6	..	120.7	236.4
Espagne	74.4	79.1	25.6	16.8	4.1	20.9	1.7	149.3	114.8
Estonie	..	80.2	..	18.2	1.6	19.8	..	163.3	..
États-Unis	31.1	38.1	68.9	45.3	16.6	61.9	..	137.5	100.9
Finlande	97.2	95.8	2.8	..	..	4.2	..	127.3	198.0
France	84.4	83.1	15.6	9.7	7.3	16.9	..	121.7	134.3
Grèce	99.7	..	0.3	..	..	..	..	..	..
Hongrie	76.7	..	23.3	..	..	..	..	134.7	..
Irlande	79.2	83.8	20.8	13.8	2.4	16.2	..	151.5	111.3
Islande	91.8	92.0	8.2	7.4	0.6	8.0	..	159.4	154.5
Israël	58.5	58.2	41.5	27.3	14.6	41.8	5.0	107.8	109.3
Italie	77.5	68.6	22.5	23.8	7.6	31.4	8.5	103.9	164.4
Japon	38.5	35.3	61.5	50.7	14.1	64.7	..	104.8	120.3
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	79.4	68.7	20.6	30.9	0.4	31.3	1.8	145.9	256.3
Norvège	96.3	96.1	3.7	3.0	..	3.9	..	123.6	130.6
Nouvelle-Zélande	..	67.9	..	32.1	..	32.1	..	157.2	..
Pays-Bas	76.5	72.0	23.5	14.9	13.1	28.0	0.4	126.9	160.9
Pologne	66.6	69.7	33.4	22.8	7.5	30.3	..	211.4	182.7
Portugal	92.5	70.9	7.5	22.3	6.8	29.1	..	109.0	548.4
République slovaque	91.2	70.0	8.8	11.7	18.3	30.0	2.0	138.9	619.6
République tchèque	85.4	79.9	14.6	8.8	11.3	20.1	..	202.4	298.3
Royaume-Uni	67.7	29.6	32.3	58.1	12.3	70.4	10.8	116.7	334.2
Slovenie	..	85.1	..	10.8	4.2	14.9	..	..	..
Suède	91.3	89.8	8.7	..	10.2	10.2	..	125.3	149.7
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	128.9	..
Turquie	95.4	..	4.6	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	77.1	70.0	22.9	..	..	30.0	3.2	138.0	215.9
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	162.5	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	64.6	..	27.4	8.0	35.4	..	378.8	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715571>

Part des dépenses privées dans les établissements d'enseignement supérieur

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715590>

DÉPENSES D'ÉDUCATION

Les dépenses d'éducation représentent un investissement qui peut encourager la croissance économique, stimuler la productivité, contribuer au développement personnel et social, et réduire les inégalités sociales. La proportion des ressources financières totales dédiées à l'éducation est un des choix clés faits par les gouvernements, les entreprises, les étudiants et leur famille.

Définition

Cet indicateur porte sur les dépenses au titre des établissements scolaires, des universités et autres établissements publics et privés fournissant ou accompagnant des services éducatifs. Les dépenses au titre des établissements ne se limitent pas à celles qui sont affectées aux services d'enseignement proprement dits, mais englobent également les dépenses publiques et privées allouées aux services auxiliaires destinés aux élèves/étudiants et à leur famille, lorsque ces services sont assurés par l'intermédiaire des établissements d'enseignement. Dans le supérieur, les dépenses de recherche et développement peuvent elles aussi être considérables et sont comptabilisées dans cet indicateur, pour autant que les recherches soient effectuées par des établissements d'enseignement.

En principe, les dépenses publiques comprennent les dépenses directes affectées aux établissements d'enseignement ainsi que les subventions publiques aux ménages au titre des établissements d'enseignement. Les dépenses privées sont nettes de ces subventions publiques imputables aux établissements d'enseignement, elles excluent aussi les dépenses faites en dehors des établissements d'enseignement (manuels achetés

par les familles, tutorat privé pour les élèves/étudiants, frais de subsistance des élèves/étudiants).

Comparabilité

La définition générale des établissements d'enseignement employée ici couvre les dépenses sur les services dans les écoles et les universités (comme c'est le cas dans beaucoup de pays de l'OCDE) ou des établissements autres que des écoles (comme c'est le cas dans d'autres pays).

Les données sur les dépenses ont été obtenues grâce à une étude spéciale menée en 2011 à partir de méthodes et de définitions harmonisées. Elles reposent sur les définitions et le champ couvert par le programme de collecte de données UNESCO-OCDE-Eurostat concernant l'éducation ; elles ont été ajustées en fonction du niveau des prix de 2009 sur la base du déflateur des prix du PIB. L'utilisation d'une étude et de définitions communes garantit un bon niveau de comparabilité des données d'un pays à l'autre.

Aucune donnée concernant les dépenses privées n'est actuellement collectée pour les pays classés à part sur le côté gauche du graphique.

Les données sur l'Afrique du Sud, l'Inde et l'Indonésie proviennent de l'Institut de statistique de l'UNESCO (Programme sur les indicateurs de l'éducation dans le monde).

En bref

En 2009, si l'on considère des sources privées et publiques, les pays de l'OCDE ont dépensé 6.2 % de leur PIB pour les établissements d'enseignement pré-primaire, primaire, secondaire et supérieur. Plus de trois quarts de cette somme proviennent de sources publiques. Les dépenses d'éducation les plus élevées sont observées en Corée, au Danemark, aux États-Unis, en Israël, en Islande ainsi qu'en Nouvelle-Zélande, où au moins 7 % du PIB sont consacrés aux dépenses publiques et privées d'éducation. Sept pays parmi les 37 pour lesquels on dispose de données dépensent 5 % ou moins de leur PIB dans l'éducation ; en Inde et en Indonésie, ce pourcentage est de 4 % ou moins.

Presque un quart des dépenses d'éducation des pays de l'OCDE sont consacrées à l'enseignement supérieur. D'un côté, le Canada, le Chili, la Corée et les États-Unis dépensent entre 2.4 et 2.6 % de leur PIB pour les établissements supérieurs (ces pays font aussi partie de ceux qui ont la plus forte proportion de dépenses privées dans le supérieur), et de l'autre, la Belgique, le Brésil, la France, l'Islande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse dépensent pour ces établissements une part du PIB inférieure à la moyenne de l'OCDE. Ces pays sont toutefois parmi ceux dont le pourcentage du PIB consacré à l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire/non supérieur dépasse la moyenne de l'OCDE.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation 2011, Les indicateurs de l'OCDE, Regards sur l'éducation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Les grandes mutations qui transforment l'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Quality Matters in Early Childhood Education and Care*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examens des politiques nationales d'éducation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Designing for Education, Compendium of Exemplary Educational Facilities 2011*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *L'école de demain*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2004), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation : Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE.
- Institut statistique de l'UNESCO, OCDE et Eurostat (2012), *UOE Data Collection on Education Systems*, UIS, Montreal.

Sites Internet

- *Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE*, www.oecd.org/edu/eag2012.



DÉPENSES D'ÉDUCATION

Dépenses d'éducation publiques et privées

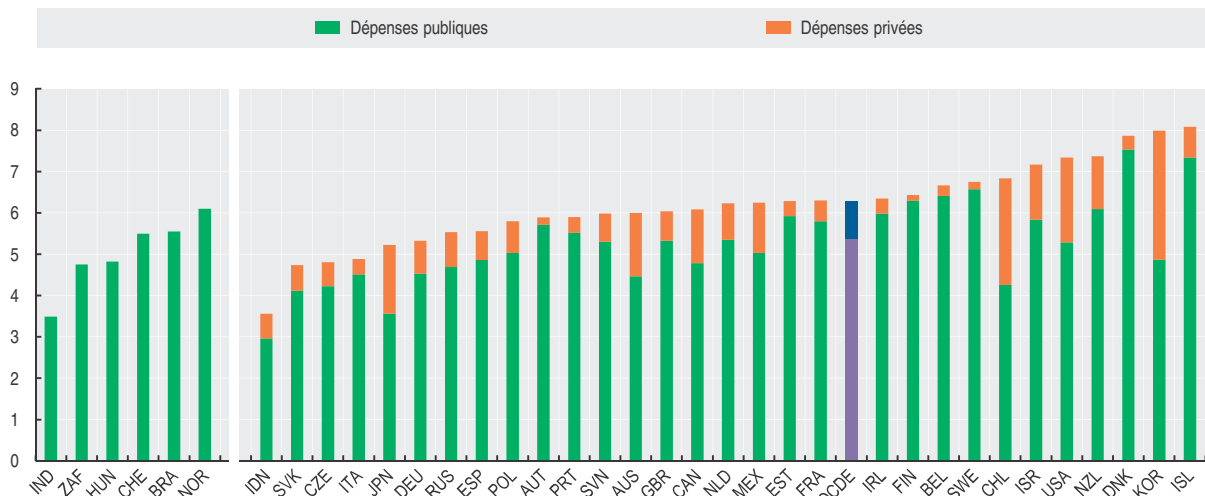
2009 ou dernière année disponible

	En pourcentage du PIB						Indice de variation, 2000 = 100					
	Niveau d'éducation primaire, secondaire et postsecondaire non tertiaire		Niveau d'éducation tertiaire		Tous niveaux d'éducation		Niveau d'éducation primaire, secondaire et postsecondaire non tertiaire		Niveau d'éducation tertiaire		Tous niveaux d'éducation	
	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées	Dépenses publiques	Dépenses privées
Allemagne	2.9	0.4	1.1	0.2	4.5	0.8	106.2	101.9	119.9	166.1	112.6	123.1
Australie	3.6	0.6	0.7	0.9	4.5	1.5	155.0	150.4	135.0	161.4	150.8	157.9
Autriche	3.8	0.1	1.4	0.1	5.7	0.2	112.4	114.6	142.2	517.7	118.2	175.5
Belgique	4.3	0.2	1.4	0.1	6.4	0.3	121.4	108.1	122.6	150.5	123.5	122.3
Canada	3.2	0.4	1.5	0.9	4.8	1.3	127.6	188.2	130.5	120.5	123.1	133.3
Chili	2.9	0.8	0.8	1.6	4.3	2.6	..	..	..	..	..	..
Corée	3.6	1.1	0.7	1.9	4.9	3.1	177.8	234.0	182.9	157.5	187.1	181.5
Danemark	4.7	0.1	1.8	0.1	7.5	0.3	120.9	139.0	120.7	236.4	122.6	129.8
Espagne	3.1	0.2	1.1	0.3	4.9	0.7	128.5	129.4	149.3	114.8	142.3	147.5
Estonie	4.1	0.1	1.3	0.3	5.9	0.4	146.8	..	163.3	..	150.0	..
États-Unis	3.9	0.3	1.0	1.6	5.3	2.1	126.5	118.1	137.5	100.9	129.1	103.1
Finlande	4.1	..	1.8	0.1	6.3	0.1	132.7	160.3	127.3	198.0	131.8	157.4
France	3.8	0.2	1.3	0.2	5.8	0.5	103.4	109.5	121.7	134.3	108.1	120.8
Grèce	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Hongrie	3.0	..	1.0	..	4.8	..	127.8	..	134.7	..	130.3	..
Irlande	4.6	0.1	1.4	0.3	6.0	0.4	207.7	116.0	151.5	111.3	190.6	111.7
Islande	5.0	0.2	1.2	0.1	7.3	0.7	139.4	141.8	159.4	154.5	148.4	134.9
Israël	3.8	0.2	1.0	0.6	5.8	1.3	121.6	142.1	107.8	109.3	120.8	125.3
Italie	3.3	0.1	0.8	0.2	4.5	0.4	107.7	146.4	103.9	164.4	103.9	177.2
Japon	2.7	0.3	0.5	1.0	3.6	1.7	102.9	96.4	104.8	120.3	103.1	118.0
Luxembourg	3.2	0.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	3.3	0.7	1.0	0.4	5.0	1.2	121.8	177.9	145.9	256.3	129.5	203.5
Norvège	4.2	..	1.3	0.1	6.1	..	127.2	..	123.6	130.6	138.4	50.9
Nouvelle-Zélande	4.5	0.7	1.1	0.5	6.1	1.3	130.5	..	157.2	..	138.9	..
Pays-Bas	3.7	0.4	1.2	0.5	5.3	0.9	138.6	125.8	126.9	160.9	135.3	139.6
Pologne	3.5	0.2	1.1	0.5	5.0	0.8	131.2	154.0	211.4	182.7	142.4	177.3
Portugal	4.0	..	1.0	0.4	5.5	0.4	111.7	85.0	109.0	548.4	112.5	534.0
République slovaque	2.7	0.3	0.7	0.3	4.1	0.6	149.8	881.5	138.9	619.6	146.8	751.1
République tchèque	2.6	0.3	1.0	0.2	4.2	0.6	144.9	159.4	202.4	298.3	158.1	193.5
Royaume-Uni	4.5	..	0.6	0.7	5.3	0.7	132.9	283.2	116.7	334.2	117.0	302.9
Slovenie	3.6	0.3	1.1	0.2	5.3	0.7	..	..	..	..	..	..
Suède	4.2	..	1.6	0.2	6.6	0.2	116.4	51.1	125.3	149.7	124.4	107.9
Suisse	3.8	0.6	1.4	..	5.5	..	120.6	153.8	128.9	..	122.1	153.8
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	3.7	0.3	1.1	0.5	5.4	0.9	130.8	170.7	138.0	215.9	133.2	185.9
Afrique du Sud	3.9	..	0.6	..	4.8	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	4.3	..	0.8	..	5.5	..	237.3	..	162.5	..	215.4	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	2.3	0.1	1.2	0.6	4.7	0.8	212.0	..	378.8	..	244.1	..
Inde	2.2	..	1.3	..	3.5	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	2.0	0.4	0.5	0.2	3.0	0.6	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715609>

Dépenses d'éducation publiques et privées à tous les niveaux d'enseignement

En pourcentage du PIB, 2009 ou dernière année disponible

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715628>





GOVERNEMENT

DÉFICITS ET DETTE PUBLICS

DÉPENSES, RECETTES ET DÉFICITS PUBLICS
DETTE PUBLIQUE

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES NIVEAUX D'ADMINISTRATION
DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT
COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TRANSPARANCE DU GOUVERNEMENT

DIVULGATION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS
PORTÉE DES LÉGISLATIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

DÉPENSES PUBLIQUES

DÉPENSES SOCIALES
DÉPENSES DE RETRAITE

SOUTIENS À L'AGRICULTURE ET AIDE ÉTRANGÈRE

SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE
CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE
AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

FISCALITÉ

RECETTES FISCALES TOTALES
IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

DÉPENSES, RECETTES ET DÉFICITS PUBLICS

Le besoin de financement net des administrations publiques traduit la situation budgétaire de l'État après prise en compte des dépenses d'équipement. Un solde positif de la capacité de financement est le signe que l'État procure des ressources financières à d'autres secteurs et un solde négatif qu'il a besoin de se procurer des ressources auprès d'autres secteurs économiques.

Si le besoin de financement net des administrations publiques est un concept important à l'intérieur du cadre tracé par le Système de comptabilité nationale (SCN) et constitue un socle nécessaire pour effectuer des comparaisons internationales valables, il n'est pas nécessairement le principal indicateur budgétaire retenu par les États. Certains pays par exemple gèrent leurs budgets en utilisant des concepts plus larges tenant compte de la situation financière des sociétés publiques tandis que d'autres privilégient au contraire des concepts plus étroits en se référant notamment à la notion d'administration centrale.

Définition

Les dépenses totales des administrations publiques recouvrent les éléments suivants : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, subventions, prestations sociales et transferts sociaux en nature (via des producteurs du marché), autres transferts courants, revenu de la propriété, transferts en capital (dus), ajustement pour la variation des droits des ménages sur les fonds de pension, formation brute de capital et acquisitions nettes des cessions d'actifs non financiers non produits. Elles recourent également les impôts sur le revenu et le patrimoine et d'autres impôts sur la production que des administrations peuvent être amenées à acquitter.

En bref

Au cours des quatre dernières décennies, les soldes budgétaires, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, ont généralement été négatifs, oscillant aux alentours de 3 % du PIB. Ce chiffre masque toutefois des situations et des tendances diverses selon les pays de l'OCDE. Après la récession mondiale de 2008-2009, les déficits dans la zone de l'OCDE ont atteint en 2009 et 2010 des niveaux sans précédent. En 2010, des déficits représentant plus de 10% du PIB ont été enregistrés en Irlande, aux États-Unis, en Grèce, au Royaume-Uni et en Islande. En Irlande, le fort déficit observé, ressortant à 31.2 %, est pour partie imputable aux dépenses réalisées ponctuellement pour soutenir le système financier. La Norvège en revanche a affiché la même année un excédent de 11.2 %. En 2011, on observe une amélioration du solde budgétaire de la plupart des pays pour lesquels on dispose de données.

De même que pour le solde budgétaire, on constate de larges écarts entre les pays de l'OCDE, et des variations au fil du temps, des dépenses et des recettes rapportées au PIB. En ce qui concerne les recettes, les pays qui ont le moins collecté de recettes publiques, exprimées en pourcentage du PIB, ont été en 2010 le Mexique (21.9 %) et les États-Unis (31.8 %) alors que la même année, tous les pays scandinaves ont déclaré des recettes publiques excédant 50 % du PIB.

Les recettes recouvrent les impôts collectés (auprès des entreprises et des ménages et ceux prélevés sur le revenu, le patrimoine, la production et les importations), les cotisations de sécurité sociale, les revenus du patrimoine et autres revenus.

Comparabilité

Le problème majeur qui altère la comparabilité internationale des données concerne le champ couvert par le secteur public. Dans de nombreux pays par exemple, les hôpitaux sont classés en dehors du secteur public et sont considérés comme des sociétés publiques au motif qu'ils facturent les services rendus aux prix du marché. Les pays de l'UE ont adopté la règle des 50 %, selon laquelle le produit des ventes doit couvrir au moins 50 % des coûts de production pour que les unités concernées soient considérées comme des producteurs marchands et classées hors du secteur des administrations publiques.

Un autre aspect pouvant éventuellement altérer la comparabilité des données a trait à l'appartenance au secteur public des unités institutionnelles. Dans le SCN, le critère retenu pour déterminer si un producteur non marchand doit, ou non, être classé dans le secteur public est le "contrôle par une administration publique" et ce critère renvoie à un certain nombre de conditions en fonction desquelles on évalue si le critère est rempli. Sachant que la question est loin d'être sans importance, il est recommandé dans le SCN d'adopter concrètement une règle des 50 % en ce qui concerne le contrôle.

En général cependant, les chiffres présentés ici sont tout à fait comparables. Pour la plupart des dépenses des administrations publiques, il n'y a guère de doute sur le fait que le traitement et la qualité des données sous-jacentes sont très satisfaisants si bien que la comparabilité est généralement bonne. Pour tous les pays, excepté le Canada (qui consolide uniquement les transferts courants) et la Nouvelle-Zélande, les données sont consolidées.

A la différence des années précédentes, toutes les données pour cet indicateur sont à présent tirées de la base de données annuelle de l'OCDE sur les comptes nationaux.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE, Éditions OCDE.*

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE, Éditions OCDE.*

Publications statistiques

- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Éditions OCDE.*

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.*
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", *Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections.*

Sites Internet

- Sources & Méthodes des Perspectives économiques de l'OCDE, www.oecd.org/eco/sourcesetmethodes.



DÉPENSES, RECETTES ET DÉFICITS PUBLICS

Recettes et dépenses des administrations publiques

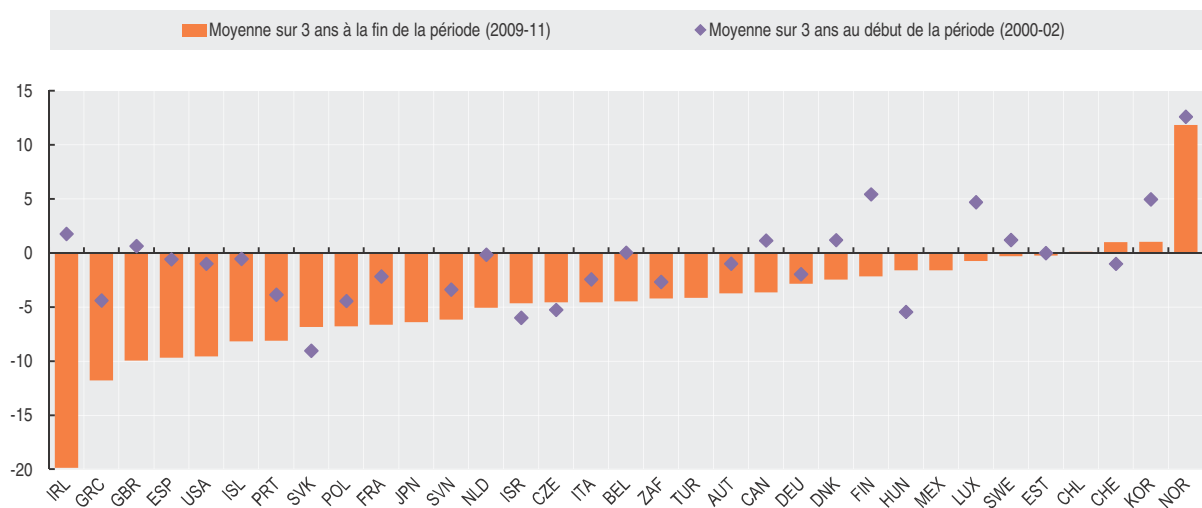
En pourcentage du PIB

	Capacité de financement				Revenus				Dépenses			
	2000	2005	2010	2011	2000	2005	2010	2011	2000	2005	2010	2011
Allemagne	1.1	-3.3	-4.2	-1.0	46.2	43.6	43.3	44.3	45.1	46.9	47.5	45.3
Australie	-0.7	1.6	..	..	34.9	35.5	..	..	35.6	33.9	..	..
Autriche	-1.8	-1.8	-4.5	-2.6	50.1	48.2	48.1	48.0	51.9	50.0	52.6	50.6
Belgique	-0.1	-2.6	-3.9	-3.9	49.0	49.3	48.6	49.4	49.1	51.9	52.5	53.3
Canada	2.9	1.5	-5.6	..	44.1	40.8	38.5	..	41.1	39.3	44.1	..
Chili	..	..	-0.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	5.4	3.4	1.3	..	27.9	30.0	31.4	..	22.4	26.6	30.1	..
Danemark	2.2	5.0	-2.7	-1.9	55.8	57.8	55.1	56.1	53.7	52.8	57.8	58.0
Espagne	-1.0	1.3	-9.4	-8.6	38.2	39.7	36.4	35.5	39.2	38.4	45.7	44.1
Estonie	-0.2	1.6	0.3	1.0	35.9	35.2	40.8	39.3	36.1	33.6	40.6	38.2
États-Unis	1.5	-3.2	-10.6	..	35.4	33.1	31.8	..	33.9	36.3	42.5	..
Finlande	7.0	2.7	-2.8	-0.9	55.4	53.0	53.0	53.9	48.3	50.3	55.8	54.8
France	-1.5	-3.0	-7.1	-5.2	50.2	50.6	49.5	50.8	51.7	53.6	56.6	56.0
Grèce	-3.8	-5.6	-10.5	-9.2	43.3	39.0	39.7	40.9	47.1	44.6	50.2	50.1
Hongrie	-3.1	-7.9	-4.3	4.2	44.7	42.2	45.2	53.0	47.8	50.1	49.5	48.8
Irlande	4.7	1.7	-31.2	-13.0	35.9	35.4	35.6	35.7	31.2	33.8	66.8	48.7
Islande	1.7	4.9	-10.1	-4.4	43.6	47.1	41.5	41.7	41.9	42.2	51.6	46.1
Israël	-3.9	-4.8	-4.6	..	47.4	44.6	40.4	..	51.3	49.4	45.0	..
Italie	-0.9	-4.5	-4.5	-3.8	45.0	43.4	46.0	46.1	45.9	47.9	50.5	49.9
Japon	..	-4.8	-8.4	..	..	31.6	32.4	..	..	36.4	40.8	..
Luxembourg	6.0	0.0	-0.9	-0.6	43.6	41.5	41.6	41.4	37.6	41.5	42.4	42.0
Mexique	..	0.4	-1.5	..	..	19.5	21.9	..	..	19.1	23.3	..
Norvège	15.4	15.0	11.2	13.7	57.7	56.8	56.7	58.2	42.3	41.8	45.5	44.5
Nouvelle-Zélande	1.7	4.6	..	..	39.5	42.4	..	..	37.8	37.8	..	..
Pays-Bas	2.0	-0.3	-5.0	-4.4	46.1	44.5	46.1	45.4	44.2	44.8	51.2	49.8
Pologne	-3.0	-4.1	-7.9	-5.1	38.1	39.4	37.5	38.5	41.1	43.4	45.4	43.6
Portugal	-3.3	-6.5	-9.8	-4.2	38.3	40.1	41.4	44.7	41.6	46.6	51.3	48.9
République slovaque	-12.3	-2.8	-7.7	-4.8	39.9	35.2	32.4	33.4	52.1	38.0	40.0	38.2
République tchèque	-3.6	-3.2	-4.8	-3.1	38.0	39.8	39.3	40.3	41.6	43.0	44.1	43.4
Royaume-Uni	3.6	-3.4	-10.1	-8.2	40.4	40.4	40.1	40.5	36.8	43.8	50.3	48.7
Slovénie	-3.7	-1.5	-6.0	-6.3	42.8	43.8	44.0	43.8	46.5	45.3	50.0	50.2
Suède	3.6	1.9	-0.1	0.1	58.7	55.8	52.4	51.5	55.1	53.9	52.5	51.3
Suisse	-0.4	-1.1	0.3	..	35.2	34.1	34.0	..	35.6	35.2	33.8	..
Turquie	..	..	-2.6	..	..	..	36.4	..	..	..	39.0	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	-3.3	-2.0	-6.0	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	6.0	..	..	..	40.2	..	..	..	34.2	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715647>

Besoin de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715666>

DETTE PUBLIQUE

La dette publique cumulée est l'un des indicateurs clés pour évaluer la viabilité des finances publiques. Si l'on fait abstraction des acquisitions nettes d'actifs financiers, les variations de la dette publique au fil du temps donnent la mesure des déficits publics.

Le rapport dette publique/PIB, qui correspond au montant total de la dette publique d'un pays exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), est l'un des indicateurs de la santé d'une économie.

Définition

La dette est communément assimilée à un sous-ensemble d'éléments de passif défini en fonction des types d'instruments financiers qui y sont inclus ou qui en sont exclus. En règle générale, la dette correspond à l'ensemble des passifs donnant lieu à une, ou à des échéances données, à un ou des versements, de la part du débiteur au profit du créancier, au titre du remboursement du principal et du paiement d'intérêts.

En conséquence, tous les instruments de dette sont des éléments de passif, mais certains d'entre eux, comme les actions, les participations et les produits financiers dérivés, n'entrent pas dans la composition de la dette. On obtient donc le montant de la dette en additionnant les éléments de passif suivants (selon le Système de comptabilité nationale de 1993) : numéraire et dépôts ; titres autres qu'actions, à l'exclusion des produits financiers dérivés ; crédits ; provisions techniques d'assurance et autres comptes à payer. Conformément au Système de comptabilité nationale de 1993, la plupart des instruments de dette sont évalués aux prix du marché.

En bref

En 2010, 17 pays de l'OCDE ont enregistré des rapports dette/PIB supérieurs à 60 % (limite fixée dans le Traité de Maastricht) alors qu'ils n'étaient que 12 dans ce cas en 2007. Le Japon affiche le taux d'endettement le plus élevé, suivi de l'Italie (126 %) et de la Grèce (123 %). C'est en Estonie (13 %) et au Chili (16 %) que l'on rencontre les taux d'endettement les plus faibles.

C'est en Irlande que le rapport dette/PIB a le plus augmenté entre 2007 et 2010 (63 points de pourcentage), pour atteindre 91.7 %. Les autres pays ayant subi un accroissement considérable, de plus de 30 points de pourcentage, du rapport dette/PIB sur la période 2007-2010 ont été le Royaume-Uni (35.2 points de pourcentage), les États-Unis (31.6 points de pourcentage) et le Japon (30.2 points de pourcentage). En Norvège en revanche, l'endettement public a reculé, en pourcentage du PIB, de 7.2 points de pourcentage entre 2007 et 2010 ; la Suède et Israël ont également enregistré un repli, de faible ampleur, de leur endettement public pendant cette période.

La hausse rapide de l'endettement depuis 2007 traduit les effets de la crise sur les administrations des pays du monde entier, notamment la contraction des recettes fiscales, l'aggravation des déficits budgétaires et le coût des mesures prises par les pouvoirs publics pour venir en aide au système financier. En Grèce cependant, la dette publique s'est repliée de 23.5 points de pourcentage en 2011 en raison de la baisse du cours des bons du Trésor grec.

Comparabilité

La comparabilité, entre les pays de l'OCDE, des données relatives à la dette des administrations publiques peut être compromise par des différences nationales concernant l'application des définitions du SCN 1993, en particulier en ce qui concerne la délimitation du secteur public. Pour plus de détails, se reporter à l'indicateur "Dépenses, recettes et déficits publics".

Le degré de consolidation dans le secteur public peut également avoir des répercussions sur la comparabilité des données entre les pays de l'OCDE. L'indicateur est tiré des données consolidées pour l'ensemble des pays de l'OCDE à l'exception du Chili, de la Corée, du Japon et du Royaume-Uni. La consolidation conduit à ne pas tenir compte, dans le calcul de la dette des administrations publiques, des éléments de dette d'une administration détenus par une autre administration. L'exclusion de ces éléments de dette se traduit par une minoration de l'endettement des administrations publiques.

Sources

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (Base de données)

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, No 90, novembre 2011, Perspectives économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Études économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes financiers*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes de patrimoine financier*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Dette de l'administration centrale : Annuaire statistique*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, Éditions OCDE.
- OCDE et al. (2009), *Système de comptabilité nationale*, Nations Unies, New York

Bases de données en ligne

- "Comptes nationaux trimestriels", Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux.
- "Perspectives économiques de l'OCDE : Flash file", Perspectives économiques de l'OCDE : statistiques et projections.

Sites Internet

- Statistiques financières, www.oecd.org/fr/std/stats-fin.



Dettes des administrations publiques

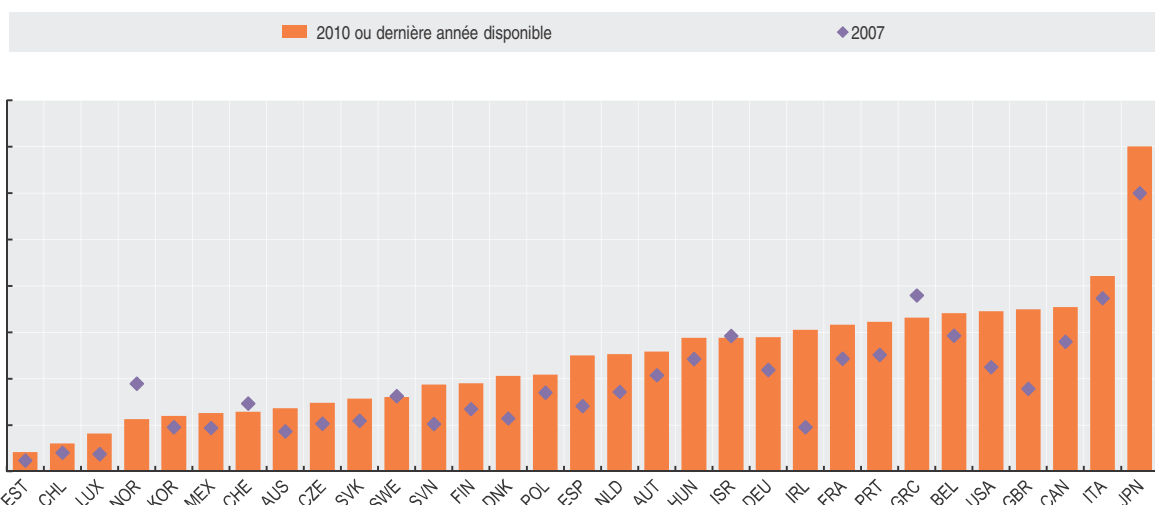
En pourcentage du PIB

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	61.7	60.9	60.2	62.6	66.0	69.0	71.7	69.8	65.7	69.7	77.4	86.9	..
Australie	39.8	35.6	34.2	33.3	30.7	29.0	28.5	27.1	26.0	27.2	36.3	40.9	..
Autriche	70.8	70.8	71.7	72.8	71.1	70.6	70.6	66.0	62.3	67.1	73.4	77.5	..
Belgique	119.4	113.6	111.9	108.2	103.3	98.2	95.9	91.6	87.9	92.8	99.8	100.0	102.4
Canada	116.3	105.6	105.5	103.9	98.7	92.2	91.2	89.2	83.9	89.1	102.9	104.2	106.3
Chili	..	..	..	..	..	..	17.4	14.1	12.2	12.4	13.4	15.6	18.1
Corée	..	..	..	19.2	19.7	23.3	25.5	28.6	28.7	29.9	33.3	34.2	36.0
Danemark	..	..	..	..	56.6	53.6	45.4	41.0	34.3	41.4	51.2	54.8	61.8
Espagne	69.4	66.6	62.0	60.4	55.4	53.4	50.7	46.2	42.3	47.7	62.7	66.8	75.1
Estonie	10.9	9.4	8.9	10.2	10.8	8.5	8.2	8.0	7.2	8.2	12.4	12.5	..
États-Unis	61.2	55.1	55.0	57.4	60.7	68.6	68.2	66.9	67.5	76.5	90.4	99.1	103.5
Finlande	54.9	52.5	50.1	49.7	51.1	51.3	48.5	44.7	40.4	39.8	51.4	56.9	..
France	69.0	67.9	67.2	70.7	75.2	77.1	78.9	73.9	73.0	79.2	91.0	94.9	..
Grèce	102.4	115.9	118.1	116.6	110.4	112.8	112.7	115.9	113.9	117.5	133.6	123.0	99.5
Hongrie	67.5	61.7	59.7	60.8	61.8	65.1	68.4	71.8	72.8	76.3	85.8	86.3	..
Irlande	51.5	40.2	37.4	35.0	33.8	32.5	32.4	28.6	28.7	49.6	71.2	91.7	..
Islande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Israël	..	..	96.8	101.5	106.8	104.8	102.1	90.2	87.7	86.6	89.5	86.5	..
Italie	125.5	121.0	120.1	118.8	116.4	116.7	119.4	116.8	112.1	114.6	127.7	126.3	..
Japon	131.1	141.5	151.4	161.8	172.3	178.8	180.2	180.0	180.0	184.2	207.3	210.2	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	11.5	11.3	18.3	17.9	24.5	..
Mexique	33.6	31.1	31.2	33.2	32.7	31.0	31.2	28.9	28.2	30.1	37.7	..	..
Norvège	29.1	32.7	31.8	39.0	48.4	50.9	47.8	59.0	56.8	54.3	48.9	49.6	33.8
Nouvelle-Zélande	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Pays-Bas	71.6	63.9	59.4	60.3	61.4	61.9	60.7	54.5	51.5	64.8	67.9	71.7	75.9
Pologne	46.6	45.4	43.8	55.0	55.9	53.3	54.1	54.2	51.0	55.7	58.4	62.7	..
Portugal	62.3	62.4	64.2	67.9	70.2	73.4	77.6	77.3	75.4	80.7	93.3	97.5	96.8
République slovaque	53.5	57.6	57.1	50.2	48.2	47.6	39.2	34.1	32.9	32.0	40.4	47.1	..
République tchèque	24.4	25.1	29.3	31.5	33.2	33.0	32.7	32.5	30.9	34.3	41.0	44.5	..
Royaume-Uni	54.6	54.5	49.3	48.8	48.6	50.7	53.4	53.0	53.5	63.9	79.5	88.8	104.9
Slovenie	..	..	33.6	34.7	34.1	34.9	34.0	33.8	30.7	30.4	44.3	48.4	56.3
Suède	73.0	64.0	62.0	59.8	58.8	59.5	60.2	53.6	48.8	47.5	51.1	48.0	..
Suisse	47.7	48.9	48.5	54.9	54.5	55.1	53.0	47.1	43.9	40.2	38.7	..	..
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715704>

Dettes des administrations publiques

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715723>

RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES NIVEAUX D'ADMINISTRATION

La responsabilité de la fourniture des biens et services publics et de la redistribution des revenus est répartie entre différents niveaux d'administration. Dans certains pays, les administrations locales et régionales jouent un rôle plus important dans la fourniture des services, notamment dans la fourniture de logements sociaux ou la gestion des établissements scolaires. Les données relatives à la répartition des dépenses des administrations publiques par niveau et par fonction peuvent offrir une indication de la mesure dans laquelle les principales activités des administrations publiques sont décentralisées et déléguées à des niveaux d'administration infranationaux.

Définition

Les données sont fondées sur le Système de comptabilité nationale 1993 de sorte que tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions.

Le secteur des administrations publiques regroupe l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales ainsi que les administrations de sécurité sociale rattachées à ces entités. Les données relatives à la répartition des dépenses des administrations publiques entre les niveaux d'administration excluent les transferts entre niveaux d'administration et donnent donc une indication approximative de la responsabilité globale incombant à chaque niveau d'administration en ce qui concerne la fourniture de biens et de services. Pour ce qui est du niveau central, les données relatives aux dépenses sont présentées ici selon la classification des fonctions des administrations

publiques. Les données relatives aux dépenses des administrations par fonction tiennent compte des transferts entre les différents niveaux d'administration.

Comparabilité

Pour l'Australie, la Turquie et le Japon, les données relatives à la répartition des dépenses des administrations publiques entre les niveaux d'administration tiennent compte des transferts entre les niveaux d'administration. La catégorie des administrations d'États fédérés ne concerne que neuf pays membres de l'OCDE organisés en États fédéraux : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, le Mexique (considéré ici de facto comme un État fédéré dans les données sur les comptes nationaux) et la Suisse. Pour les États-Unis, l'administration locale est intégrée dans l'administration de l'État fédéré.

Les administrations de sécurité sociale sont intégrées dans l'administration centrale aux États-Unis, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni. L'Australie ne dispose pas de régimes publics d'assurance sociale ; les données relatives à l'administration centrale renvoient à des données concernant le Commonwealth et des données concernant plusieurs États. Les données relatives à l'Australie, la Corée, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande concernent 2009 plutôt que 2010. Les données sur le Mexique portent sur 2003 plutôt que sur 2001. La moyenne de l'OCDE ne tient pas compte du Chili, du Japon et de la Turquie (ni de l'Australie et du Mexique pour ce qui est des dépenses de l'administration centrale par fonction). Les données relatives aux dépenses de l'administration centrale par fonction concernant le Canada et la Nouvelle-Zélande se rapportent respectivement à 2006 et 2005.

En bref

En 2010, dans les pays de l'OCDE, 46 % des dépenses des administrations publiques étaient le fait de l'administration centrale. Les administrations infranationales (administrations d'États fédérés et administrations locales) assuraient 32 % de ces dépenses et les administrations de sécurité sociale finançaient le solde. Cependant, le degré de décentralisation budgétaire varie considérablement d'un pays à l'autre. En Nouvelle-Zélande par exemple (qui est un État unitaire), près de 90 % du montant total des dépenses sont imputables à l'administration centrale. En revanche, cette dernière assure moins de 15 % des dépenses totales en Suisse, État fédéral où les administrations régionales et locales jouent un rôle beaucoup plus important dans le financement des biens et des services dont elles assument la fourniture.

En général, les administrations centrales consacrent à la protection sociale (notamment aux retraites et aux indemnités de chômage), aux services publics généraux (notamment au financement des organes exécutifs et législatifs et aux transactions sur la dette publique) et à la défense une proportion relativement plus importante de leurs budgets que les administrations infranationales. Dans plus de la moitié des pays membres de l'OCDE, les dépenses allant à la protection sociale représentent la part la plus élevée du budget de l'administration centrale. En Belgique et en Espagne, l'administration centrale consacre la majeure partie de son budget aux services publics généraux, qui drainent plus de 60 % du montant total des dépenses.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Making the Most of Public Investment in a Tight Fiscal Environment, Multi-level Governance Lessons from the Crisis*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Value for Money in Government*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Comptes nationaux trimestriels, Volume 2011 Numéro 2, Comptes nationaux trimestriels*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépense par fonction", *Comptes des administrations publiques*.
- "Panorama des comptes nationaux", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Sites Internet

- *Panorama des administrations publiques 2009* (matériel supplémentaire), www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



RÉPARTITION DES DÉPENSES ENTRE LES NIVEAUX D'ADMINISTRATION

Structure des dépenses du gouvernement central par fonction

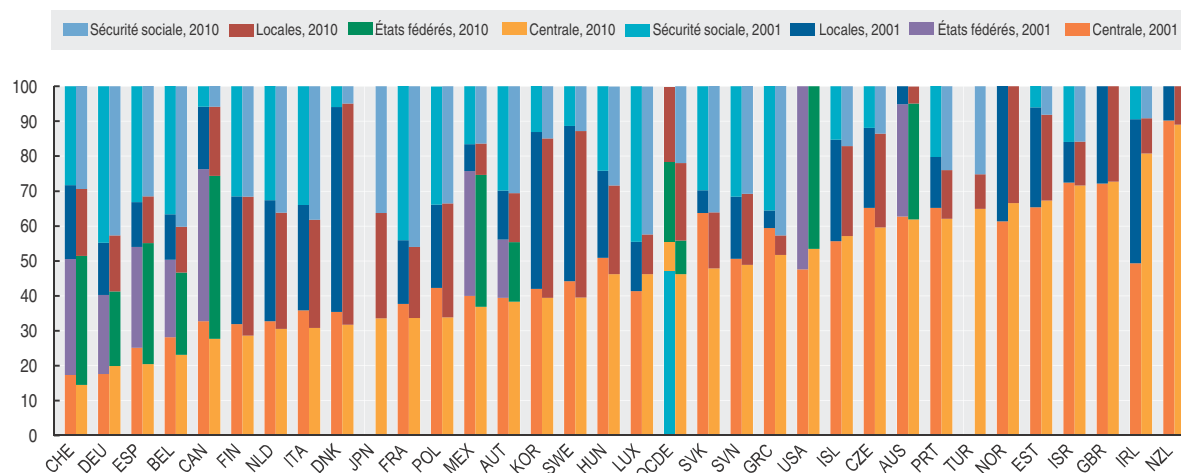
Pourcentage, 2010

	Administrations publiques	Défense	Justice et ordre public	Affaires économiques	Protection de l'environnement	Logement et équipements collectifs	Santé	Loisirs, culture et religion	Éducation	Protection sociale
Allemagne	23.7	6.7	1.0	17.5	1.2	0.9	1.2	0.4	1.2	46.2
Australie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Autriche	17.0	2.7	4.9	12.8	0.6	0.7	4.5	1.2	13.4	42.2
Belgique	66.8	3.4	3.9	7.1	0.3	0.0	3.7	0.3	4.5	10.1
Canada	33.2	6.6	3.8	7.9	0.7	1.5	10.2	2.1	2.6	31.6
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Corée	13.6	16.0	5.1	40.0	1.1	1.8	11.3	1.4	6.6	3.1
Danemark	40.5	3.4	2.4	4.4	0.5	0.6	0.4	1.9	10.3	35.6
Espagne	67.3	5.7	6.2	8.8	0.4	0.1	1.6	1.5	0.9	7.4
Estonie	14.8	5.8	7.3	11.3	-1.8	0.1	7.3	4.1	9.8	41.3
États-Unis	10.2	18.9	1.5	6.0	0.0	3.1	24.4	0.2	3.5	32.2
Finlande	19.1	5.5	4.5	12.6	0.7	1.1	12.3	1.7	13.2	29.3
France	35.4	8.5	5.6	9.9	0.7	0.9	0.8	1.7	17.5	19.0
Grèce	26.6	5.6	4.3	41.3	0.3	0.7	0.9	1.3	9.7	9.4
Hongrie	26.9	3.8	5.5	15.2	0.6	0.2	10.3	3.3	10.8	23.6
Irlande	7.3	0.8	3.0	41.3	0.8	0.6	14.5	0.6	10.0	21.2
Israël	20.8	0.1	3.2	15.4	0.9	5.5	20.1	3.1	8.7	22.2
Israël	18.5	17.2	4.2	6.0	0.3	0.8	13.5	2.5	16.5	20.5
Italie	29.5	4.9	6.1	8.9	0.5	1.3	14.2	1.4	12.6	20.5
Japon	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	18.2	1.7	3.1	11.5	1.5	1.8	1.7	3.9	14.1	42.6
Mexique	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Norvège	19.5	4.2	2.3	8.7	0.3	0.2	15.2	1.4	5.6	42.6
Nouvelle-Zélande	12.0	2.8	5.4	8.3	1.1	1.1	18.5	1.6	20.8	28.4
Pays-Bas	26.9	4.5	6.0	13.0	0.7	0.6	9.0	1.2	15.7	22.4
Pologne	21.2	5.2	6.7	12.8	0.5	0.4	3.8	1.3	16.2	31.8
Portugal	30.5	4.3	5.9	10.6	0.5	0.0	17.1	1.2	14.6	15.3
République slovaque	18.0	5.4	11.0	14.1	2.1	1.4	9.6	3.0	13.7	21.8
République tchèque	12.3	3.3	6.1	13.9	0.4	2.0	5.5	1.3	11.7	43.5
Royaume-Uni	13.3	5.8	4.2	5.2	1.1	5.0	17.8	1.3	12.1	34.4
Slovenie	15.2	4.9	5.3	12.7	1.4	0.8	11.8	3.7	17.8	26.4
Suède	26.1	5.2	3.9	10.7	0.5	0.4	4.5	1.2	6.5	41.1
Suisse	25.2	7.2	1.7	22.9	2.4	0.0	0.4	0.7	8.3	31.2
Turquie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	24.5	5.9	4.6	14.2	0.7	1.2	9.2	1.7	10.6	27.5
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715742>

Répartition des dépenses entre les différents niveaux des administrations publiques

Pourcentage, 2001-2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715761>

DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Les dépenses des administrations publiques servent à assurer la fourniture de biens et de services et à redistribuer les revenus. Pour financer ces activités, les États ont recours aux recettes (notamment fiscales) qu'elles perçoivent et/ou à l'emprunt. Le montant, par habitant, des recettes collectées ou des dépenses effectuées offre donc deux moyens de comparer la taille des administrations publiques de différents pays. Les écarts observés entre les pays peuvent toutefois également traduire des divergences dans la conception des services publics et de la gestion des deniers publics (conduisant notamment à opter pour des allègements fiscaux de préférence à des dépenses directes). De plus, les recettes et les dépenses sont fortement tributaires des fluctuations de l'activité économique. La crise financière mondiale récente a lourdement pesé sur les recettes publiques dans un grand nombre de pays de l'OCDE.

Définition

Le secteur des administrations publiques regroupe l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales ainsi que les administrations de sécurité sociale rattachées à ces entités. Les données sont fondées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 ou sur le Système européen des comptes nationaux de 1995 de sorte que

En bref

En moyenne dans la zone de l'OCDE, les administrations publiques ont collecté en 2010 environ 14 000 dollars USD de recettes par habitant et dépensé près de 16 000 dollars USD par habitant.

Le Luxembourg et la Norvège sont les pays de l'OCDE qui affichent les montants les plus élevés de recettes par habitant puisqu'ils ont perçu plus de 30 000 USD par tête ; ces chiffres traduisent l'importance des flux de travailleurs frontaliers et des recettes tirées de l'impôt sur les sociétés dans le cas du Luxembourg, et des recettes du pétrole dans celui de la Norvège. Ces deux pays, ainsi que l'Irlande, sont aussi ceux dans lesquels les dépenses des administrations publiques par habitant ont été les plus élevées (plus de 25 000 USD).

La Turquie, le Mexique et le Chili sont les pays dont les recettes par habitant sont les plus faibles : inférieures à 6 000 USD en 2010. Les dépenses des administrations publiques de ces pays sont également nettement en dessous de la moyenne (puisqu'elles représentent à peine 6 000 USD par habitant, voire moins). En règle générale, les pays d'Europe centrale collectent eux aussi comparativement moins de recettes par habitant et dépensent également moins que la plupart des pays de l'OCDE.

Dans tous les pays, à l'exception d'un seul (Israël), les recettes et les dépenses, par habitant, des administrations publiques ont augmenté entre 2001 et 2010. En termes réels, sur la période 2001-2010, l'Irlande a enregistré une croissance annuelle des dépenses des administrations publiques par habitant de 9 %, l'Estonie et la Corée se classant immédiatement après elle (avec un chiffre supérieur à 5 %). Sur la même période, ces deux derniers pays arrivent également en tête pour la croissance annuelle réelle des recettes collectées par habitant (d'environ 5 %).

tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions. Les estimations sous-jacentes concernant la population sont fondées sur la notion de résidence. Elles tiennent compte des personnes qui sont résidentes d'un pays pendant plus d'une année, indépendamment de leur citoyenneté, ainsi que des personnels diplomatiques étrangers, et des personnels de défense, et de leurs familles, et des étudiants et patients suivant un cursus ou un traitement médical à l'étranger, même s'ils demeurent à l'étranger pendant plus d'une année. Il découle de la "règle d'une année" que les résidents habituels d'un pays qui vivent à l'étranger pendant moins d'une année sont comptabilisés dans la population tandis que les visiteurs étrangers (les vacanciers par exemple) qui séjournent dans le pays pendant moins d'un an en sont exclus.

Comparabilité

Les différences apparaissant dans certains pays entre les montants des recettes et des dépenses, par habitant, des administrations publiques peuvent s'expliquer par le fait que des individus peuvent être comptabilisés en tant que salariés dans un pays (considérant qu'ils contribuent au PIB de ce pays en participant à la production), mais en tant que résidents d'un autre pays (auquel cas leurs traitements et salaires entrent dans le revenu national brut de leur pays de résidence). Les données relatives à l'Australie, le Chili, la Corée, la Fédération de Russie et la Nouvelle-Zélande concernent 2009 plutôt que 2010. Le Chili, le Japon et la Turquie ne sont pas pris en compte dans les séries de données chronologiques concernant la moyenne de l'OCDE. Les données relatives au Mexique et à la Fédération de Russie se rapportent à 2003 et 2002 respectivement plutôt qu'à 2001. Les données sur la Turquie portent sur 2006 plutôt que sur 2005.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Making the Most of Public Investment in a Tight Fiscal Environment, Multi-level Governance Lessons from the Crisis*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Value for Money in Government*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2010), *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.
- "Panorama des comptes nationaux", *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux*.

Sites Internet

- Panorama des administrations publiques 2009 (matériel supplémentaire), www.oecd.org/indicateurs/panoramaapu.



DÉPENSES ET RECETTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES PAR HABITANT

Dépenses et recettes des administrations publiques par habitant

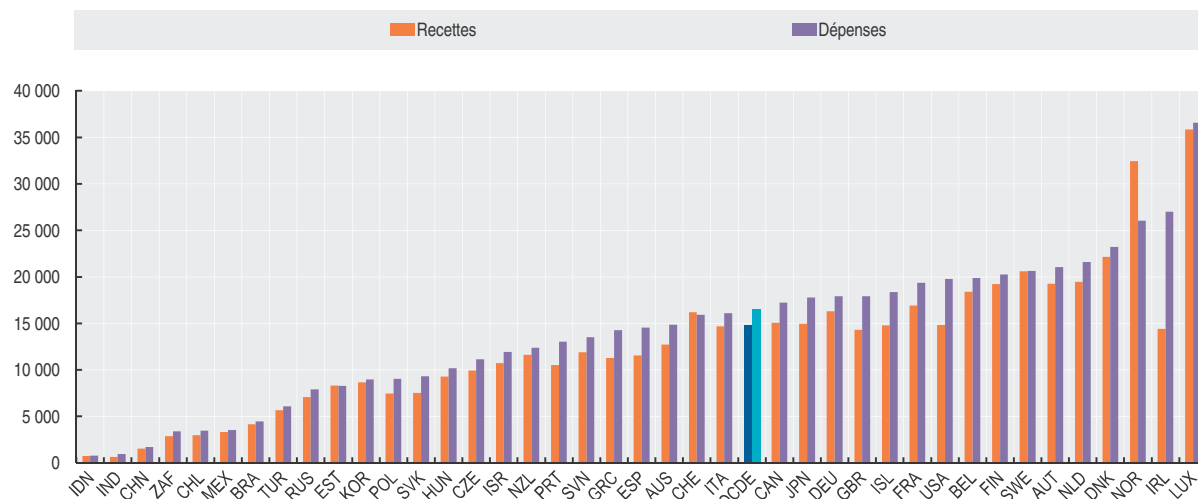
dollars des EU, prix courants et PPA

	Recettes des administrations publiques par habitant				Dépenses des administrations publiques par habitant			
	2001	2005	2007	2010	2001	2005	2007	2010
Allemagne	11 895	13 560	15 554	16 309	12 716	14 597	15 473	17 910
Australie	10 174	12 389	13 600	12 725	10 212	11 839	13 016	14 865
Autriche	14 832	16 207	18 126	19 264	14 888	16 813	18 504	21 056
Belgique	14 110	15 861	17 172	18 413	14 010	16 705	17 206	19 895
Canada	12 508	14 340	15 632	15 051	12 315	13 797	15 092	17 221
Chili	..	..	3 711	3 003	..	..	3 231	3 479
Corée	5 130	6 828	8 721	8 678	4 342	6 058	7 501	8 988
Danemark	16 297	19 190	20 976	22 140	15 949	17 524	19 165	23 226
Espagne	8 605	10 875	13 259	11 569	8 728	10 528	12 639	14 548
Estonie	3 714	5 822	7 849	8 333	3 721	5 554	7 333	8 280
États-Unis	12 350	14 045	15 759	14 827	12 545	15 405	17 033	19 780
Finlande	14 081	16 287	19 070	19 224	12 734	15 473	17 155	20 263
France	13 308	14 956	16 525	16 936	13 748	15 832	17 437	19 364
Grèce	8 139	9 487	11 308	11 287	9 024	10 859	13 186	14 271
Hongrie	5 853	7 159	8 627	9 283	6 407	8 505	9 598	10 163
Irlande	10 454	13 778	16 656	14 412	10 163	13 130	16 628	27 020
Islande	12 757	16 496	17 720	14 777	12 966	14 783	15 712	18 362
Israël	11 095	10 364	11 455	10 723	12 563	11 486	11 775	11 933
Italie	12 144	12 280	14 759	14 682	13 014	13 551	15 269	16 110
Japon	..	12 646	14 350	14 951	..	14 111	15 047	17 775
Luxembourg	23 853	28 391	33 780	35 850	20 560	28 388	30 667	36 586
Mexique	2 087	2 425	2 893	3 323	2 080	2 377	2 963	3 545
Norvège	21 297	27 077	32 208	32 445	16 358	19 913	22 539	26 043
Nouvelle-Zélande	8 496	10 696	12 360	11 622	8 170	9 528	11 107	12 364
Pays-Bas	13 883	15 628	18 507	19 483	13 961	15 727	18 441	21 591
Pologne	4 219	5 427	6 755	7 470	4 796	5 989	7 070	9 032
Portugal	7 097	8 563	9 959	10 532	7 987	9 950	10 736	13 035
République slovaque	4 580	5 688	6 763	7 527	5 366	6 143	7 142	9 312
République tchèque	6 449	8 457	10 262	9 926	7 390	9 147	10 448	11 135
Royaume-Uni	11 207	13 313	14 703	14 323	11 073	14 432	15 675	17 934
Slovénie	7 994	10 282	11 549	11 914	8 723	10 633	11 561	13 532
Suède	15 837	18 247	20 984	20 616	15 390	17 611	19 606	20 637
Suisse	11 122	12 261	14 537	16 207	11 164	12 512	13 817	15 931
Turquie	..	4 350	4 582	5 681	..	4 253	4 793	6 088
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10 825	12 786	14 775	14 835	10 744	12 735	14 242	16 578
Afrique du Sud	1 704	2 323	2 940	2 894	1 784	2 323	2 790	3 405
Brésil	2 493	3 077	3 526	4 145	2 685	3 381	3 792	4 463
Chine	395	706	1 098	1 524	469	763	1 048	1 697
Fédération de Russie	3 333	4 751	6 832	7 090	3 387	4 039	5 898	7 897
Inde	273	418	594	643	439	565	708	957
Indonésie	490	617	712	741	558	597	750	794

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715780>

Recettes et dépenses des administrations publiques par habitant

Dollars EU, prix courants et PPA, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715799>

COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les décisions concernant la quantité et le type de biens et de services à produire ainsi que la manière de les produire dans des conditions optimales sont souvent politiques par nature et fonction du contexte social et culturel propre à chaque pays. Si certains États choisissent d'externaliser une forte proportion de la production de biens et de services en faisant appel à des entités privées ou non contrôlées par des administrations publiques, d'autres préfèrent les produire eux-mêmes.

Définition

Les États utilisent en parallèle leurs propres salariés, leurs propres capitaux et des sous-traitants extérieurs (institutions sans but lucratif ou entités du secteur privé) pour produire des biens et des services. Dans ce dernier cas, on parle souvent "d'externalisation".

La notion de coûts de production et la méthodologie d'estimation de ces coûts sont fondées sur la classification existante des dépenses publiques proposée dans le *Système de comptabilité nationale* 1993.

Plus précisément, les coûts de production des administrations publiques recouvrent : les frais de rémunération des salariés des administrations publiques ; le coût des biens et services produits par des entités privées pour des administrations (incluant les biens et services fournis aussi bien aux administrations publiques qu'aux citoyens) ; et la consommation de capital fixe (dépréciation du capital).

Les données recouvrent l'emploi public et la consommation intermédiaire alloués à la production pour compte propre des administrations publiques, comme la construction de routes et la réalisation d'autres projets d'équipement par des salariés des administrations publiques.

Comparabilité

Les données sont fondées sur le *Système de comptabilité nationale* de 1993 ou sur le *Système européen des comptes nationaux* de 1995 de sorte que tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions. Cependant, les différences apparaissant entre les pays en ce qui concerne le financement des régimes de retraite des fonctionnaires peuvent entraver la comparaison des coûts de rémunération. En outre, certains pays ne font pas figurer séparément, dans leur comptabilité nationale, les transferts sociaux en nature via des producteurs marchands.

Les données relatives à l'Australie, au Chili, à la Corée, à la Fédération de Russie et à la Nouvelle-Zélande concernent 2009 plutôt que 2010. Les données sur le Mexique portent sur 2003 plutôt que sur 2001. Les données relatives à la Fédération de Russie concernent l'année 2002 plutôt que l'année 2001. La moyenne des coûts de production, en pourcentage du PIB, calculée pour l'OCDE ne tient pas compte du Chili, du Japon et de la Turquie.

En bref

En 2010, les coûts de production de biens et de services des administrations publiques ont représenté en moyenne près d'un quart du PIB dans la zone de l'OCDE, cette moyenne dissimulant toutefois des écarts considérables entre les pays. Les coûts de production des biens et services des administrations publiques, en pourcentage du PIB, ont été par exemple approximativement trois fois plus élevés au Danemark qu'au Mexique, ce qui s'explique en partie par le fait que les administrations publiques jouent un rôle différent dans ces deux pays.

En moyenne, la production réalisée par les salariés des administrations publiques l'emporte encore sur la production externalisée : la rémunération des salariés représente 48 % des coûts de production des biens et des services tandis que les achats de biens et services intermédiaires à des acteurs non contrôlés par les administrations publiques et la fourniture directe de services aux ménages en représentent 43 %. La consommation de capital fixe absorbe les 9 % restants du total des coûts de production des administrations publiques. L'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas, pays dans lesquels plus de 55%, en valeur, de la production de biens et services des administrations publiques sont externalisés, s'en remettent davantage que d'autres pays de l'OCDE à des sociétés privées et à des institutions sans but lucratif pour produire des biens et des services.

Les coûts de production totaux des administrations publiques, en pourcentage du PIB, ont progressé entre 2001 et 2010 dans tous les pays de l'OCDE sauf cinq (Israël, la Pologne, la République slovaque, la Suède et la Suisse). Cette hausse a été pour l'essentiel provoquée par un recours accru à l'externalisation (les coûts des biens et des services produits par des sociétés privées et des fournisseurs sans but lucratif ont en effet augmenté de 1.4 point de pourcentage) et, dans une moindre mesure, par des hausses des coûts de rémunération des fonctionnaires (0.5 point de pourcentage). Ces augmentations pourraient être le signe que les administrations publiques fournissent davantage de biens et de services et/ou que les coûts des intrants ont grimpé.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Corporate Governance, Value Creation and Growth, The Bridge between Finance and Enterprise*, *Corporate Governance*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *L'emploi public, Un état des lieux*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Panorama des comptes nationaux*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Volume 2011 Numéro 2, Tableaux détaillés, Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- OCDE (2010), *Principaux agrégats, Comptes des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- *Panorama des administrations publiques 2009* (matériel supplémentaire), www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



COÛTS DE PRODUCTION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Coûts de production des administrations publiques

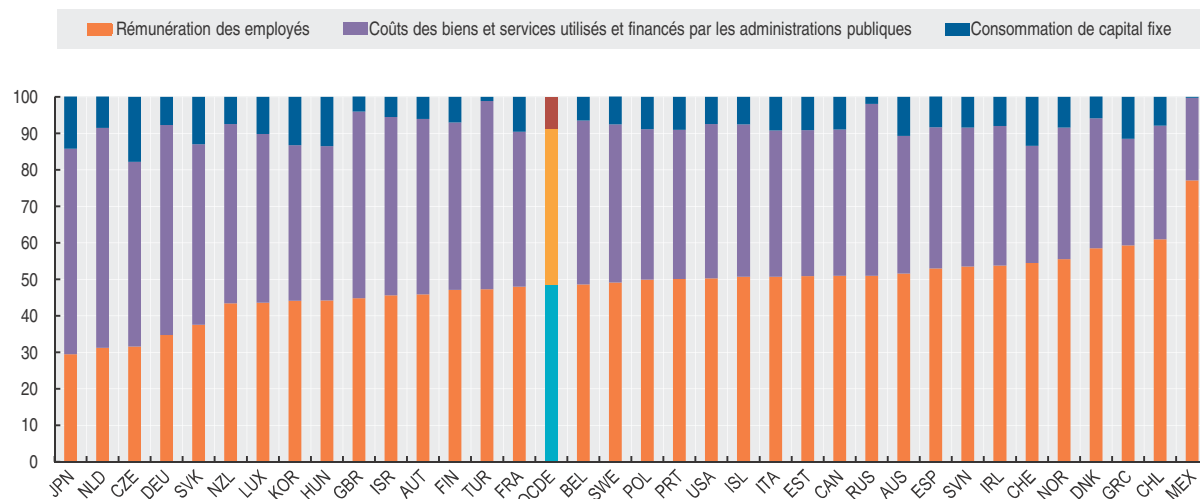
En pourcentage du PIB

	Rémunération des employés		Coûts des biens et services utilisés et financés par les administrations publiques		Consommation de capital fixe		Total	
	2001	2010	2001	2010	2001	2010	2001	2010
Allemagne	8.2	7.9	11.5	13.0	1.7	1.7	21.4	22.6
Australie	9.4	10.1	6.7	7.4	2.3	2.1	18.4	19.6
Autriche	9.8	9.7	9.3	10.2	1.4	1.3	20.5	21.2
Belgique	11.7	12.6	9.8	11.7	1.6	1.7	23.1	26.0
Canada	11.4	12.8	8.7	10.0	1.9	2.2	22.0	25.0
Chili	..	8.7	..	4.4	..	1.1	0.0	14.2
Corée	6.6	7.6	5.5	7.3	1.7	2.3	13.8	17.2
Danemark	17.4	19.0	9.5	11.6	1.9	1.9	28.8	32.5
Espagne	10.1	11.9	6.7	8.7	1.5	1.9	18.3	22.5
Estonie	10.2	11.9	9.3	9.4	1.6	2.1	21.1	23.4
États-Unis	9.8	11.0	7.3	9.2	1.4	1.6	18.5	21.8
Finlande	13.0	14.4	9.8	14.1	2.1	2.2	24.9	30.7
France	13.3	13.4	10.1	11.9	2.2	2.7	25.6	28.0
Grèce	10.5	12.2	6.3	6.0	2.0	2.4	18.8	20.6
Hongrie	11.2	10.9	9.1	10.4	3.8	3.3	24.1	24.6
Irlande	8.3	11.6	6.7	8.3	1.5	1.7	16.5	21.6
Islande	14.7	14.8	10.3	12.2	1.9	2.2	26.9	29.2
Israël	13.7	11.8	13.8	12.6	1.3	1.4	28.8	25.8
Italie	10.5	11.1	7.5	8.8	1.6	2.0	19.6	21.9
Japon	..	6.2	..	11.8	..	3.0	..	21.0
Luxembourg	7.9	8.0	7.9	8.5	1.7	1.9	17.5	18.4
Mexique	9.1	9.1	2.6	2.7	0.0	0.0	11.7	11.8
Norvège	13.0	13.8	8.8	8.9	1.9	2.1	23.7	24.8
Nouvelle-Zélande	8.5	10.3	10.2	11.6	1.6	1.7	20.3	23.6
Pays-Bas	9.6	10.0	14.1	19.4	2.4	2.8	26.1	32.2
Pologne	10.7	10.2	8.0	8.4	2.2	1.8	20.9	20.4
Portugal	13.9	12.2	6.4	10.0	1.9	2.2	22.2	24.4
République slovaque	8.9	7.7	9.4	10.2	3.8	2.7	22.1	20.6
République tchèque	7.1	7.6	11.5	12.1	4.6	4.3	23.2	24.0
Royaume-Uni	10.1	11.4	9.7	13.1	0.9	1.0	20.7	25.5
Slovenie	11.7	12.7	8.7	9.1	1.5	2.0	21.9	23.8
Suède	15.6	14.6	12.1	12.9	2.2	2.3	29.9	29.8
Suisse	8.1	8.1	4.7	4.8	2.2	2.0	15.0	14.9
Turquie	..	8.6	..	9.4	..	0.2	..	18.2
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	10.8	11.3	8.8	10.1	1.9	2.0	21.5	23.4
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	8.7	11.0	9.4	10.2	0.5	0.4	18.6	21.6
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715818>

Structure des coûts de production des administrations publiques

Pourcentage, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715837>

DIVULGATION DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Il est essentiel, pour préserver la confiance à l'égard des élus et des organismes publics, de veiller à ce que l'intégrité du processus décisionnel ne soit pas compromise par des conflits d'intérêts. Il y a conflit d'intérêts lorsque les intérêts privés d'un représentant de l'État peuvent influencer de manière abusive l'exercice de ses fonctions officielles. Si elles ne sont pas identifiées et gérées de manière appropriée, les situations de conflit d'intérêts peuvent ouvrir la voie à la corruption. La divulgation des intérêts privés des agents publics est largement reconnue comme un outil essentiel pour recenser et prévenir les conflits d'intérêts. Généralement, c'est la loi qui impose de divulguer ces intérêts mais certains agents publics ou élus les communiquent volontairement. Il est aussi crucial que le grand public ait accès aux informations divulguées par les principaux décideurs, de manière à ce que les citoyens comme la société civile soient en mesure de vérifier ces informations et de demander des comptes aux pouvoirs publics.

Définition

Les données correspondent à la proportion, en pourcentage, d'intérêts privés divulgués par les ministres/membres du gouvernement et les parlementaires de la « chambre basse ». L'OCDE a analysé huit grands types d'informations sur les intérêts privés, à savoir : patrimoine, dette, montant et source(s) de tout revenu extérieur, emploi extérieur rémunéré ou non, cadeaux reçus et emploi précédent.

Le patrimoine englobe les biens immobiliers et tous les actifs mobiliers (automobiles, bateaux, valeurs mobilières et avoirs disponibles). La dette recouvre les emprunts et les dettes. Le revenu extérieur (et sa source) correspond à tout revenu non

tiré de la rémunération (salaire) perçue dans le cadre des fonctions exercées. L'emploi extérieur inclut les emplois rémunérés ou non (ou relevant du bénévolat) occupés en dehors des fonctions exercées au sein du gouvernement ou du parlement. La déclaration des cadeaux reçus est comptabilisée conformément à la législation ou aux règlements des pays concernés s'agissant des seuils au-delà desquels la déclaration est obligatoire. L'emploi précédent fait référence à la désignation des entités où les agents travaillaient avant de prendre leurs fonctions actuelles.

Comparabilité

Toutes les données sont recueillies via l'Enquête 2010 de l'OCDE sur l'intégrité. Dans certains pays, certains types d'intérêts privés sont interdits (il peut par exemple être interdit d'occuper un emploi « extérieur » ou de recevoir des cadeaux). Ces intérêts sont présentés dans les graphiques sous la catégorie « activité interdite ». Les seuils au-delà desquels il est obligatoire de déclarer les cadeaux reçus varient d'un pays à l'autre. Aucune donnée n'est disponible pour le Luxembourg.

En bref

La divulgation des intérêts privés des agents publics et l'accès du public à ces informations sont essentiels pour promouvoir la transparence et renforcer la confiance à l'égard de l'administration. Par ailleurs, les recherches ont montré que le développement économique dépend en partie de la confiance des citoyens vis-à-vis de l'État. Pourtant, dans la quasi-totalité des pays membres de l'OCDE, la divulgation obligatoire des intérêts privés reste partielle et ces informations ne sont pas toutes rendues publiques. Sur les 8 intérêts analysés, les ministres et membres du gouvernement français et suisses ne sont tenus de déclarer que peu d'informations sur leurs intérêts privés. Au Brésil, en Slovaquie et en Turquie, la plus grande partie des informations fournies sont mises à la disposition du public.

S'agissant des parlementaires, la Finlande et la France n'imposent que des obligations limitées en matière de déclaration des intérêts privés. À l'inverse, la République tchèque et le Royaume-Uni exigent une transparence quasi-totale. Aux États-Unis et en Corée, toutes les informations relatives aux intérêts privés sont généralement divulguées et rendues publiques.

En général, les intérêts les plus réglementés sont les fonctions rémunérées ou non exercées à l'extérieur, suivies par les cadeaux reçus. Ces activités sont interdites dans plusieurs pays et le seuil au-delà duquel la déclaration des cadeaux reçus est obligatoire varie selon les pays.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Lobbyists, Governments and Public Trust, Volume 2, Promoting Integrity through Self-regulation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Corporate Governance of State-Owned Enterprises, Change and Reform in OECD Countries since 2005*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *L'emploi d'après mandat : Bonnes pratiques en matière de prévention des conflits d'intérêts*, Éditions OCDE.
- OCDE (2004), *Gérer les conflits d'intérêts dans le service public : lignes directrices de l'OCDE et expériences nationales*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Accountability and Transparency: A Guide for State Ownership, Corporate Governance*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), "Benchmarks for Integrity: Tracking Trends in Governance", *OECD Papers*, Vol. 7/7.
- OCDE (2005), *Gérer les conflits d'intérêts dans le secteur public : Mode d'emploi*, Éditions OCDE.

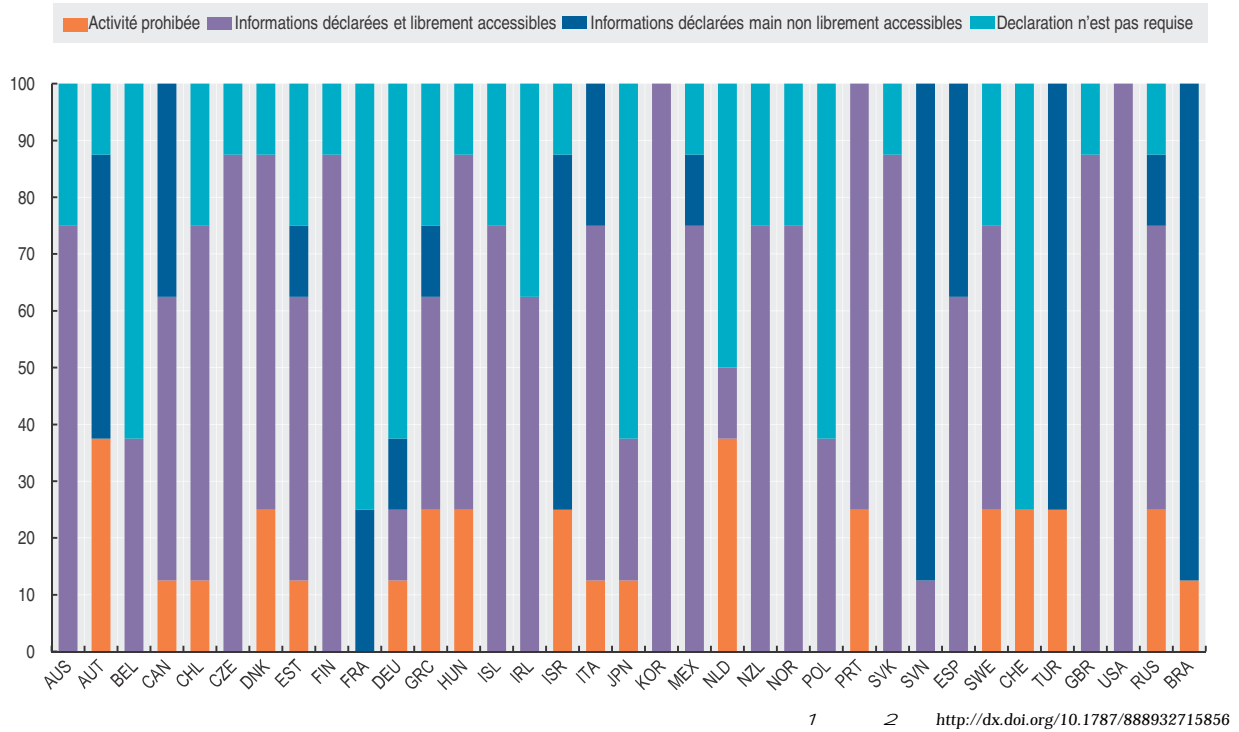
Sites Internet

- *Managing Conflict of Interest in the Public Service*, www.oecd.org/gov/ethics/conflictinterest



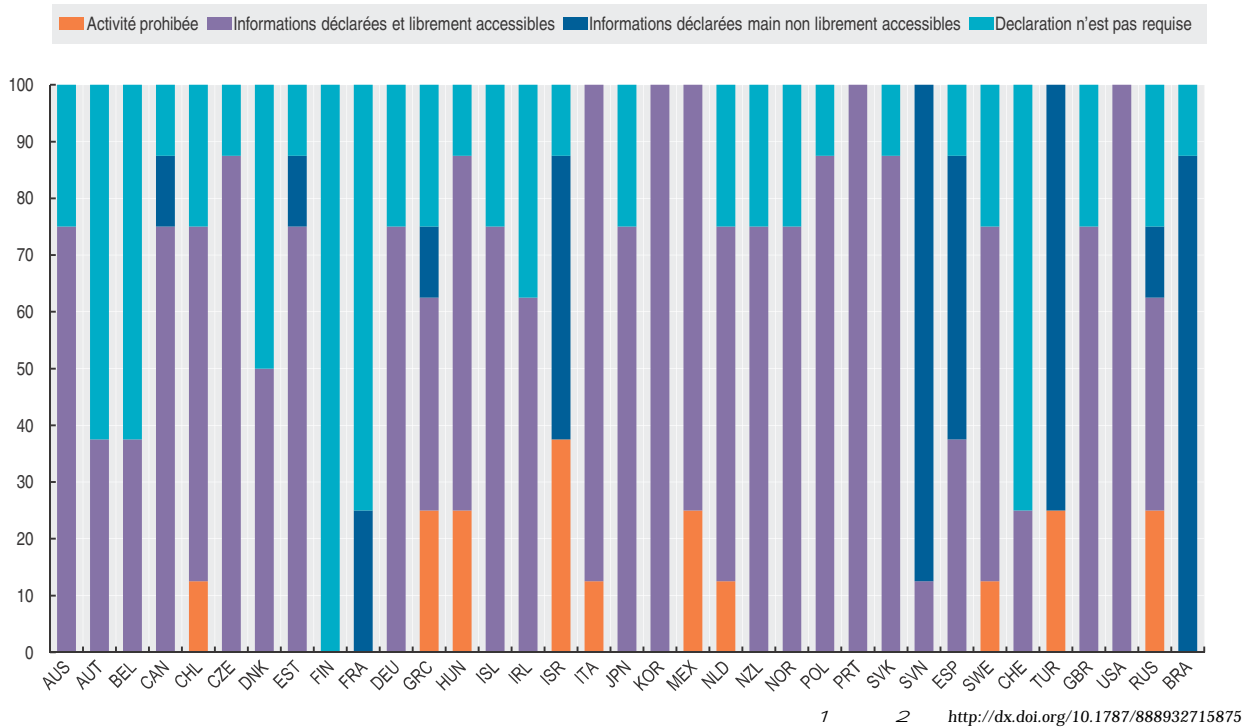
Niveau de divulgation des intérêts privés des ministres ou membres du Cabinet

Pourcentage des intérêts privés analysés, 2010



Niveau de divulgation des intérêts privés des parlementaires membres de la chambre basse

Pourcentage des intérêts privés analysés, 2010



PORTÉE DES LÉGISLATIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

Les lois sur la liberté d'information – ou lois sur l'accès à l'information – constituent l'un des piliers de l'ouverture de l'administration publique. Ces lois contribuent à renforcer la transparence et la responsabilité de l'administration publique et à encourager une participation éclairée à l'élaboration de l'action publique. Pour autant, le poids et la portée de ces lois varient considérablement au sein de la zone OCDE en termes d'institutions et de types d'information couverts, sous l'effet des différences entre les systèmes institutionnels et juridiques des pays.

Ainsi, sur le plan institutionnel, la portée des législations relatives à l'accès à l'information peut s'étendre verticalement à tous les échelons de l'administration (de l'administration centrale aux administrations locales) et horizontalement à tous les pouvoirs constitutifs de l'État (législatif, judiciaire et exécutif). En termes de couverture, ces législations peuvent contenir des listes d'exemptions susceptibles d'être appliquées pour justifier la non-divulgence de certaines informations. L'enquête menée en 2010 par l'OCDE sur l'ouverture de l'administration publique évaluait ces deux dimensions, en analysant l'ampleur et la portée des législations relatives à l'accès à l'information à l'échelon central/fédéral dans les pays membres.

Définition

Les exemptions par rapport aux législations sur l'accès à l'information peuvent être fondées sur la catégorie d'information concernée ou sur le préjudice potentiel. Selon le principe de la catégorie, l'accès à toute information relevant d'une certaine catégorie (comme la sécurité nationale) peut être refusé. Conformément au principe du préjudice potentiel, l'administration peut rejeter une demande d'information si elle démontre que la divulgation de cette information pourrait causer un préjudice, notamment à un individu, ou porter atteinte à la défense de l'État (les deux motifs les plus couramment invoqués). Les exemptions aux demandes d'accès à l'information peuvent être d'ordre obligatoire (l'organisme public est tenu de ne pas divulguer l'information) ou d'ordre discrétionnaire (les organismes publics peuvent décider s'il convient de divulguer ou non l'information).

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, la portée des lois relatives à l'accès à l'information s'étend à tous les échelons de l'administration. Dans la majorité des pays, tous les organes qui constituent le pouvoir exécutif de l'administration centrale (ministères/départements et organismes gestionnaires) sont soumis à la législation sur l'accès à l'information. Les pouvoirs législatif et judiciaire sont souvent moins concernés. Les organismes privés qui gèrent des fonds publics, comme ceux auxquels l'administration fait appel pour fournir des services aux citoyens, sont soumis à la législation sur l'accès à l'information dans plus de la moitié des pays membres.

Le critère de la catégorie d'information appliqué par le plus grand nombre de pays de l'OCDE est utilisé pour les exemptions liées à la sécurité nationale, aux relations internationales et aux informations personnelles. Le critère du préjudice potentiel le plus courant concerne également les questions de sécurité nationale et de relations internationales.

Comparabilité

Les données ont été recueillies au moyen de l'enquête menée par l'OCDE en 2010 sur l'ouverture de l'administration publique. Ont participé à cette enquête des fonctionnaires de l'administration centrale responsables de la mise en œuvre des initiatives d'ouverture de l'administration. Les données font uniquement référence aux dispositions des législations sur l'accès à l'information existantes à l'échelon central/fédéral, sans tenir compte de toute législation supplémentaire susceptible d'être appliquée à l'échelon infranational.

Dans certains pays, le principe de l'intérêt général et/ou de la discrétion des ministères peut primer sur la catégorie d'information concernée ou le préjudice potentiel et aboutir à une divulgation de l'information si les avantages qui en découlent pour l'intérêt général l'emportent sur tout préjudice éventuel.

32 pays de l'OCDE ont participé à l'enquête, ainsi que la Fédération de Russie. Aucune donnée n'est disponible pour l'Allemagne, la Grèce et le Luxembourg. En Italie, la législation relative à l'accès à l'information ne s'applique qu'aux actes administratifs et non législatifs.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama des administrations publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2009), *Focus on Citizens: Public Engagement for Better Policies and Services*, *OECD Studies on Public Engagement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), "Public Sector Modernisation: Open Government", *OECD Policy Brief*, Éditions OCDE.
- OCDE (2003), *Open Government, Fostering Dialogue with Civil Society*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), *Accountability and Transparency: A Guide for State Ownership, Corporate Governance*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- *Panorama des administrations publiques 2009* (matériel supplémentaire), www.oecd.org/gov/indicateurs/panoramaapu.



PORTÉE DES LÉGISLATIONS RELATIVES À L'ACCÈS À L'INFORMATION

Divulgateion proactive de l'information par le gouvernement central

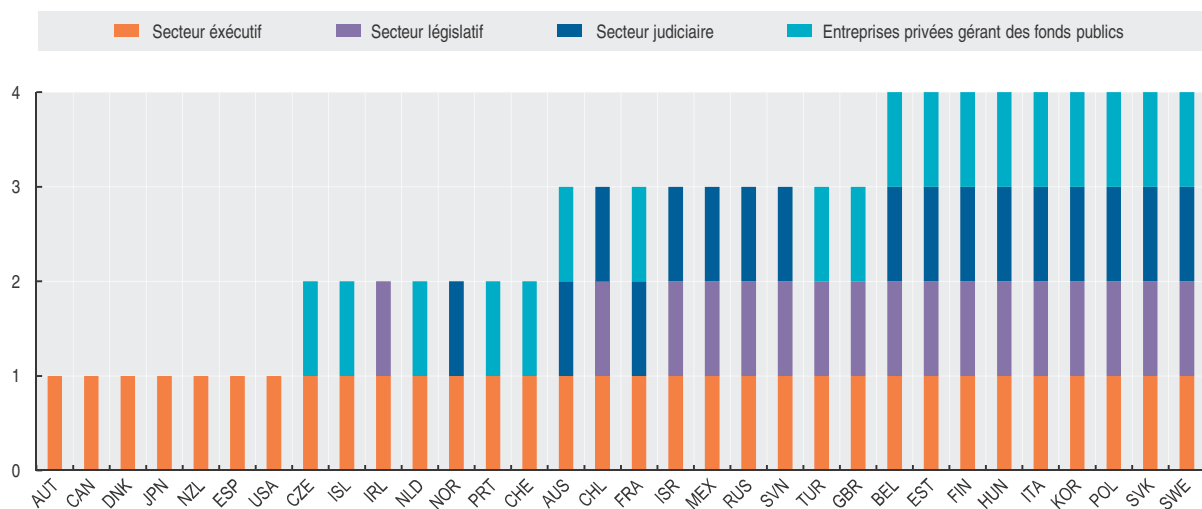
2010

	Type							Dommage				
	Sécurité nationale	Relations internationales	Données personnelles	Confidentialité commerciale	Élaboration de lois et information d'ordre publique recue en secret	Discussions internes	Santé et sécurité	Dommage aux personnes	Dommage aux relations internationales ou à la défense de l'état	Dommage à la concurrence commerciale	Dommage aux intérêts économiques de l'état	Dommage aux agences d'élaboration des lois
Allemagne	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Australie	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Autriche	●	●	●	●	○	○	●	●	●	○	●	○
Belgique	○	○	○	○	○	○	○	●	●	●	●	○
Canada	○	○	●	●	○	○	○	○	○	●	○	○
Chili	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Corée	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Danemark	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Espagne	●	○	○	●	●	○	○	○	○	○	○	○
Estonie	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	○	●
Finlande	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
France	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Grèce												
Hongrie	●	●	●	○	●	○	○	○	○	○	○	○
Irlande	●	●	●	○	●	○	●	●	●	●	○	●
Islande	●	●	●	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Israël	●	●	●	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Italie	●	●	○	○	●	○	○	○	○	○	○	○
Japon	○	○	○	○	○	○	○	●	●	●	●	●
Luxembourg												
Mexique	○	○	●	○	○	○	○	●	●	○	●	○
Norvège	○	○	●	●	○	○	○	○	○	●	○	○
Nouvelle-Zélande	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Pays-Bas	●	○	●	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Pologne	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Portugal	●	●	○	○	○	○	○	●	●	●	○	○
République slovaque	●	●	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
République tchèque	●	○	●	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Royaume-Uni	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Slovénie	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Suède	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
Suisse	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Turquie	●	○	●	○	○	○	○	○	○	○	○	○
États-Unis	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○	○
EU27												
OCDE												
● Obligatoire	15	10	14	12	8	3	6	13	14	12	10	7
○ Facultatif	15	18	13	16	18	20	15	16	15	16	15	17
○ Pas applicable	1	3	4	3	5	8	10	2	2	3	6	7
Brésil												
Chine												
Indie												
Indonésie												
Fédération de Russie	●	●	●	●	●	○	●	●	●	●	●	●
Afrique du Sud												

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932715894>

Portée des lois sur la liberté d'accès aux informations détenues par l'administration centrale

2010



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932715913>

DÉPENSES SOCIALES

Les dépenses sociales exprimées en pourcentage du PIB sont un indicateur de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics assument la responsabilité du soutien du niveau de vie des groupes défavorisés ou vulnérables.

Définition

Les dépenses sociales comprennent les prestations en espèces, les biens et services fournis directement (prestations " en nature "), et les allègements fiscaux accordés à des fins sociales. Les prestations peuvent être ciblées sur les ménages à faible revenu, les personnes âgées, les handicapés, les personnes malades, les chômeurs ou les jeunes. Pour être considérés comme " sociaux ", les programmes doivent se caractériser soit par une redistribution des ressources entre les ménages, soit par une participation obligatoire. Les prestations sociales sont considérées comme publiques lorsque les administrations publiques (c'est-à-dire l'administration centrale, les administrations d'États fédérés et les administrations locales, ainsi que les administrations de sécurité sociale) contrôlent les flux financiers correspondants. Toutes les pres-

tations sociales non fournies par les administrations publiques sont considérées comme " privées ". Les transferts privés entre ménages ne sont pas considérés comme " sociaux " et ne sont pas pris en compte ici. Les dépenses sociales nettes totales englobent les dépenses publiques et les dépenses privées. Elles prennent également en considération les effets de la fiscalité directe et indirecte et des allègements fiscaux à visées sociales.

Comparabilité

Les dépenses sociales publiques brutes (avant impôt) rapportées au PIB constituent l'indicateur d'aide sociale le plus couramment utilisé à des fins de comparaisons internationales. Il soulève des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne les dépenses des niveaux d'administration inférieurs, qui sont parfois sous-estimées dans certains pays.

Les données concernant les prestations sociales similaires fournies par des organisations caritatives privées sont souvent de moindre qualité que celles concernant les dépenses publiques. Les données de sources privées concernant Israël font uniquement référence à l'assurance maladie privée.

On ne dispose pas actuellement de données sur les dépenses nettes pour la Grèce, la Hongrie et la Suisse. Les données nettes concernant la France, l'Islande, le Luxembourg et le Mexique sont des estimations établies à l'aide de données relatives aux taux des impôts directs appliqués aux revenus sous forme de prestations pour 2007. En l'absence d'informations sur l'imposition directe des revenus sous forme de prestations en Slovaquie, les dépenses sociales nettes totales de ce pays sont surestimées et ne sont donc pas prises en compte dans le calcul de la moyenne de l'OCDE.

Les données concernant les pays non membres de l'OCDE ne sont pas strictement comparables avec celles relatives aux pays de l'OCDE.

En bref

Les dépenses sociales publiques brutes sont passées d'environ 16 % en 1980 à 18 % en 1990 et 22 % du PIB en 2009 dans les pays de l'OCDE. Les pays où elles atteignent le niveau le plus élevé, soit plus de 30 % du PIB, sont la France et le Danemark, et ceux où elles sont au niveau le plus bas, soit moins de 10 % du PIB, la Corée et le Mexique. Indépendamment des différences liées aux mesures, il apparaît que les pays non membres de l'OCDE, en particulier l'Indonésie et l'Inde, ont des niveaux de protection sociale inférieurs à ceux des pays de l'OCDE. Les trois principales catégories de transferts sociaux sont les pensions de retraite et de réversion (8 % du PIB en moyenne), les dépenses de santé (7 %) et les transferts de revenus à la population en âge de travailler (5 %). Les dépenses publiques au titre des autres services sociaux ne dépassent 5 % du PIB que dans les pays nordiques, où la contribution des pouvoirs publics à la fourniture des services destinés aux personnes âgées, aux handicapés et aux familles est la plus importante.

En 2009, c'est aux États-Unis que les dépenses sociales privées brutes étaient les plus élevées (un peu plus de 10 % du PIB) et en Espagne, en Estonie, en Hongrie, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, en République tchèque et en Turquie qu'elles étaient les plus faibles (moins de 1 % du PIB).

Le passage des dépenses publiques brutes aux dépenses sociales totales nettes ne se traduit pas seulement par une plus grande convergence entre les pays, il entraîne en outre des changements dans le classement. L'Estonie, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg et la Pologne reculent de 5 à 10 places tandis que le Canada, l'Islande, le Japon, les Pays-Bas et le Royaume-Uni gagnent 5 à 10 places. Parce que les dépenses sociales privées sont tellement plus élevées aux États-Unis que dans tous les autres pays, le fait de les prendre en compte fait passer ce pays de la 22^e à la 2^e place lorsque l'on compare les dépenses sociales totales nettes.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales* (Base de données).
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Adema, W., P. Fron et M. Ladaïque (2011), "Is the European Welfare State Really More Expensive?: Indicators on Social Spending, 1980-2012; and a Manual to the OECD Social Expenditure Database (SOCX)", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 124, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Panorama de la société*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Base de données sur les dépenses sociales (SOCX), www.oecd.org/els/social/dépenses.
- La base de données de l'OCDE sur la famille, www.oecd.org/social/famille/basededonnées.
- La santé mentale et l'emploi (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/invalidite.
- Politiques et données sociales, www.oecd.org/els/social/statistiques.



Dépenses sociales publiques et privées

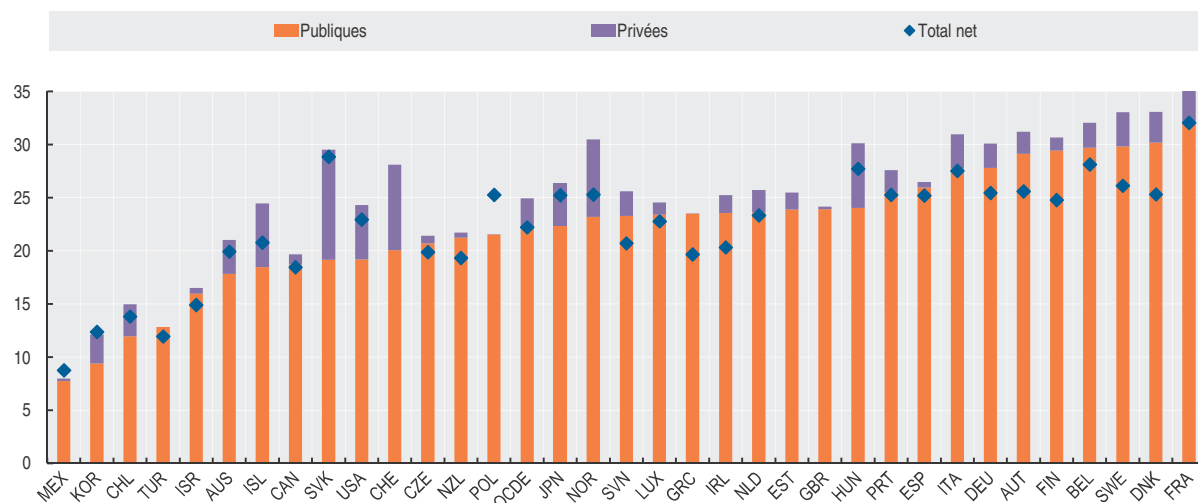
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques								Dépenses privées				Dépenses sociales totales nettes
	1990	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1990	2000	2007	2009	2009
Allemagne	21.7	26.6	26.1	25.1	25.2	27.8	27.1	26.2	3.0	3.0	2.9	3.2	27.5
Australie	13.2	17.3	16.5	16.4	17.8	17.8	17.9	18.1	0.8	4.4	3.8	3.1	19.9
Autriche	23.8	26.6	26.8	26.3	26.8	29.1	28.8	27.9	2.2	1.9	1.9	2.1	25.6
Belgique	24.9	25.3	26.0	26.0	27.3	29.7	29.5	29.6	1.6	1.7	2.2	2.3	28.1
Canada	18.1	16.5	16.9	16.8	17.6	19.2	18.6	18.3	3.3	5.0	5.3	5.1	22.9
Chili	..	12.8	9.3	9.4	10.4	12.0	12.4	12.1	0.6	1.2	2.7	3.0	13.8
Corée	2.8	4.8	7.4	7.6	8.3	9.4	9.2	9.2	0.4	2.9	2.7	2.7	12.4
Danemark	25.1	26.4	27.1	26.5	26.8	30.2	30.1	30.0	2.1	2.4	2.6	2.9	25.3
Espagne	19.9	20.2	21.1	21.3	22.9	26.0	26.5	26.0	0.2	0.3	0.5	0.5	25.2
Estonie	..	13.9	13.8	13.5	16.7	23.5	23.4	21.9	..	..	0.0	0.0	19.7
États-Unis	13.6	14.5	16.1	16.3	17.0	19.2	20.0	19.8	7.6	9.1	10.6	10.6	28.9
Finlande	24.1	24.2	25.8	24.7	25.3	29.4	29.4	28.6	1.1	1.2	1.1	1.2	24.8
France	25.1	28.6	29.8	29.7	29.8	32.1	32.2	32.1	1.9	2.6	2.9	3.1	32.1
Grèce	16.6	19.3	21.3	21.6	22.2	23.9	23.3	23.5	2.1	2.1	1.5	1.8	..
Hongrie	..	20.7	22.8	23.0	23.1	23.9	22.6	21.8	..	0.0	0.2	0.2	..
Irlande	17.3	13.4	16.1	16.7	19.7	23.6	23.7	23.4	1.4	1.3	1.5	2.2	23.3
Islande	13.7	15.2	15.9	15.3	15.8	18.5	18.0	17.8	3.0	4.2	5.1	6.0	20.8
Israël	..	17.2	15.8	15.5	15.5	16.0	16.5	16.3	..	0.3	0.5	0.6	14.9
Italie	19.9	23.1	25.0	24.7	25.8	27.8	27.8	27.6	3.9	2.2	2.2	2.3	25.5
Japon	11.1	16.3	18.4	18.7	19.9	22.4	..	..	0.3	3.9	3.6	4.0	25.3
Luxembourg	19.1	20.9	21.8	20.3	20.8	23.6	23.0	22.5	..	0.1	1.0	1.7	20.3
Mexique	3.3	5.3	7.0	7.1	7.5	7.7	7.8	8.1	0.1	0.1	0.2	0.3	8.8
Norvège	22.3	21.3	20.3	20.5	19.8	23.3	23.0	22.6	1.9	2.0	2.0	2.3	20.7
Nouvelle-Zélande	21.5	19.0	18.9	18.6	19.8	21.2	21.5	21.8	0.2	0.5	0.4	0.5	19.3
Pays-Bas	25.6	19.8	21.7	21.1	20.9	23.2	23.5	23.7	6.1	7.3	6.9	6.7	25.3
Pologne	14.9	20.5	20.8	19.7	20.3	21.5	21.8	20.7	..	..	0.0	0.0	18.3
Portugal	12.5	18.9	23.0	22.7	23.1	25.6	25.6	25.2	0.9	1.5	1.9	1.9	25.3
République slovaque	..	17.9	16.0	15.7	15.7	18.7	19.0	18.0	..	0.8	1.0	0.9	18.5
République tchèque	15.3	19.1	18.3	18.1	18.1	20.7	20.8	20.9	..	0.3	0.4	0.7	19.9
Royaume-Uni	16.7	18.6	20.3	20.4	21.8	24.1	23.7	23.9	5.1	7.7	5.4	6.3	27.7
Slovénie	..	22.8	21.6	20.2	20.5	23.4	24.3	24.9	..	0.0	1.1	1.2	22.8
Suède	30.2	28.4	28.4	27.3	27.5	29.8	28.3	27.6	1.2	2.6	2.9	3.2	26.1
Suisse	13.5	17.8	19.2	18.5	18.4	20.1	20.0	20.2	5.3	8.3	8.3	8.0	..
Turquie	5.7	9.8	10.0	10.5	10.7	12.8	..	..	..	..	..	..	11.9
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	17.7	18.9	19.6	19.3	20.0	22.3	22.2	21.9	1.8	2.4	2.5	2.7	21.9
Afrique du Sud	..	..	..	8.1	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	16.3	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	6.5	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	15.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	4.6	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	2.9	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715932>

Dépenses sociales publiques et privées et total net

En pourcentage du PIB, 2009



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715951>

DÉPENSES DE RETRAITE

Les systèmes de retraite diffèrent selon les pays et il n'est pas de modèle unique qui convienne à tous. En général, ils allient des financements publics et privés. Les régimes de retraite publics sont obligatoires, le plus souvent financés par répartition, ce qui signifie que les cotisations acquittées par les actifs sont utilisées pour financer les prestations versées aux retraités, et gérés par des institutions publiques. Les régimes de retraite privés sont dans certains cas obligatoires, mais le plus souvent il s'agit de plans de retraite volontaires par capitalisation mis en place par les employeurs (plans de retraite professionnels) ou de plans d'épargne-retraite individuels.

Définition

Les prestations de vieillesse sont considérées comme publiques lorsque les flux financiers correspondants sont contrôlés par des administrations publiques (administration centrale et collectivités locales ou caisses de sécurité sociale). Les prestations de retraite versées par les administrations publiques à leurs propres employés et financées directement sur le budget de l'État sont aussi réputées publiques. Les prestations publiques sont généralement financées par répartition, mais il existe aussi parfois des mécanismes par capitalisation. Toutes les prestations de retraite qui ne sont pas versées par des administrations publiques relèvent du secteur des régimes privés.

Les dépenses de retraite privées comprennent les versements effectués au profit de titulaires de plans de retraite privés (ou personnes à charge) après la retraite. Sont inclus tous les types de régimes (plans professionnels et individuels, obligatoires et

volontaires, capitalisés et provisionnés) couvrant les personnes qui travaillent aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

Seules les données relatives aux prestations de vieillesse et de réversion en espèces sont présentées ici.

Comparabilité

Les données sur les dépenses publiques de retraite proviennent de la Base de données sur les dépenses sociales de l'OCDE (SOCX) tandis que celles relatives aux dépenses de retraite ayant servi à financer des régimes de pension privés proviennent de la base de données de l'OCDE intitulée Global Pension Statistics (GPS). Cette base contient des informations sur les mécanismes de retraite par capitalisation, lesquels regroupent des plans de retraite par capitalisation privés et publics.

Bien que la base de données GPS couvre toutes les catégories de mécanismes de retraite privés pour la plupart des pays, concernant l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, le Luxembourg et les États-Unis, les données ne tiennent compte que des fonds de pension autonomes. La rupture constatée dans les séries concernant le Mexique résulte de la prise en compte des plans de retraite professionnels reconnus par la CONSAR (Commission nationale pour l'épargne retraite) à partir de 2005. La forte augmentation des dépenses privées de retraite observée en Islande entre 2008 et 2009 s'explique par la hausse du nombre de personnes ayant décidé de prendre leur retraite à cause du pic de chômage déclenché par la crise bancaire et par l'adoption d'une loi spéciale temporaire autorisant les titulaires de plans de retraite individuels à retirer des montants plafonnés.

Aucune donnée sur les dépenses privées n'est collectée en ce moment pour les pays classés à part sur le côté gauche du graphique.

En bref

En 2009, les dépenses publiques affectées au financement des prestations de vieillesse représentaient en moyenne 7.8 % du PIB alors que les prestations de retraite privées ressortaient en moyenne à 2.2 % du PIB la même année (dans les pays pour lesquels des données sont disponibles sur la période 2004-2010). Les dépenses publiques consacrées aux prestations de vieillesse atteignent les montants les plus élevés – soit plus de 10 % du PIB – en Allemagne, en Autriche, en France, en Grèce, en Italie, au Japon, en Pologne, au Portugal et en Slovénie. En Australie, en Corée, en Islande et au Mexique en revanche, elles n'absorbent que 4 % du PIB, voire moins.

C'est en Australie, au Danemark, en Islande, aux Pays-Bas et en Suisse que les dépenses privées consacrées au financement des prestations de vieillesse atteignent les niveaux les plus élevés, soit plus de 3.5 % du PIB. Elles demeurent en revanche négligeables dans environ un tiers des pays de l'OCDE.

La part des retraites privées dans les dépenses totales affectées au financement des prestations de vieillesse ne dépasse 50 % qu'en Australie et en Islande. Elle est en moyenne de 22 %.

Au cours du temps, les dépenses publiques de retraite ont augmenté légèrement plus vite que le revenu national, passant d'une moyenne de 6.5 % du PIB en 1990 à 7.8 % en 2009.

Les dépenses de retraite privées ont aussi progressé entre 2001 et 2010, passant d'une moyenne de 1.8 % du PIB en 2001 à 2.1 % en 2010.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur les pensions* (Base de données).
- OCDE (2012), *Dépenses sociales, Statistiques de l'OCDE sur les dépenses sociales* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Perspectives de l'OCDE sur les pensions 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2005), *Les pensions privées : Classification et glossaire de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- Panorama des pensions 2009: Les systèmes de retraites dans les pays de l'OCDE (matériel supplémentaire), www.oecd.org/els/social/pensions/pag-fr.
- Perspectives de l'OCDE sur les pensions privées 2008 (matériel supplémentaire), www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets.



Dépenses de retraite publiques et privées

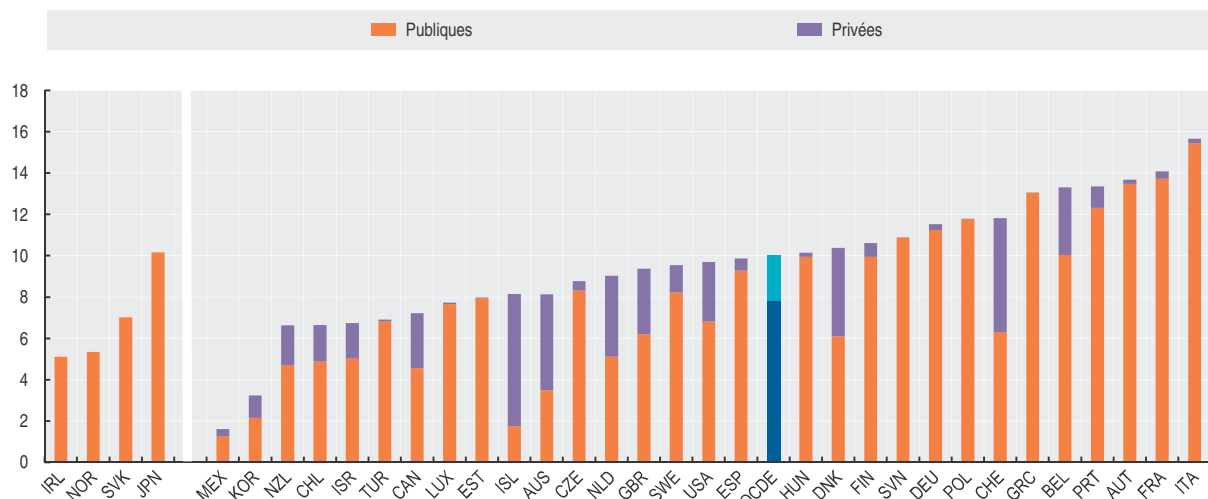
En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques						Dépenses privées					
	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	11.1	11.4	11.0	10.6	10.5	11.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.3	0.2
Australie	3.8	3.3	3.3	3.4	3.6	3.5	3.7	3.9	3.4	5.5	4.6	4.5
Autriche	12.2	12.4	12.3	12.2	12.4	13.5	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2
Belgique	8.9	9.0	8.9	8.8	9.4	10.0	1.3	1.3	2.8	2.6	3.3	2.9
Canada	4.3	4.1	4.1	4.1	4.2	4.5	2.0	2.2	2.2	2.3	2.7	2.5
Chili	7.3	5.7	5.1	4.9	4.6	4.9	..	..	2.0	2.1	1.8	2.1
Corée	1.4	1.5	1.6	1.7	2.0	2.1	0.8	0.9	1.0	0.8	1.1	1.4
Danemark	5.3	5.4	5.5	5.5	5.6	6.1	3.4	3.8	3.3	4.1	4.3	4.5
Espagne	8.6	8.1	8.0	8.1	8.4	9.3	0.5	0.6	0.5	0.6	0.6	0.6
Estonie	6.0	5.3	5.3	5.1	6.2	7.9	..	..	..	..	0.0	0.0
États-Unis	5.9	6.0	5.9	6.0	6.2	6.8	2.9	3.1	3.3	3.0	2.9	..
Finlande	7.6	8.4	8.5	8.3	8.4	9.9	..	0.5	0.5	0.5	0.7	0.6
France	11.8	12.4	12.4	12.5	12.9	13.7	..	..	..	..	0.4	0.4
Grèce	10.8	11.8	11.8	12.1	12.4	13.0	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0
Hongrie	7.6	8.5	8.8	9.3	9.7	9.9	0.2	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2
Irlande	3.1	3.4	3.4	3.6	4.1	5.1	..	..	..	..	..	..
Islande	2.2	2.0	1.8	1.9	1.8	1.7	3.4	3.5	3.7	3.8	6.4	5.5
Israël	4.9	5.1	5.0	5.0	4.8	5.0	1.7	1.8	1.7	1.7	1.7	1.7
Italie	13.5	13.9	13.9	14.0	14.5	15.4	0.2	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2
Japon	7.3	8.7	8.7	8.9	9.3	10.2	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	7.5	7.2	6.8	6.5	6.6	7.7	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Mexique	0.9	1.2	1.2	1.4	1.5	1.3	0.1	0.2	0.3	0.3	0.3	0.3
Norvège	4.8	4.8	4.6	4.7	4.5	5.4	1.4	1.4	2.0	1.6	..	..
Nouvelle-Zélande	5.0	4.3	4.3	4.3	4.4	4.7	1.3	1.5	1.3	1.4	1.9	1.3
Pays-Bas	5.0	5.0	4.8	4.7	4.7	5.1	3.5	3.6	3.6	3.6	3.9	4.0
Pologne	10.5	11.4	11.5	10.6	10.8	11.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Portugal	7.9	10.3	10.6	10.7	11.3	12.3	0.9	1.0	1.0	1.4	1.0	0.7
République slovaque	6.3	6.2	6.0	5.9	5.7	7.0	..	..	..	..	..	..
République tchèque	7.2	7.0	6.9	7.1	7.4	8.3	..	..	0.3	0.3	0.4	0.5
Royaume-Uni	5.3	5.6	5.3	5.3	5.7	6.2	3.0	3.1	2.8	2.9	3.2	3.3
Slovénie	10.5	9.9	10.0	9.6	9.5	10.9	..	..	0.0	0.0	0.0	0.0
Suède	7.2	7.6	7.3	7.2	7.4	8.2	1.0	1.1	1.3	1.2	1.3	1.4
Suisse	6.6	6.8	6.5	6.4	6.3	..	5.3	5.3	5.4	5.3	5.5	5.1
Turquie	..	5.9	5.8	6.1	5.5	6.8	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	6.9	7.0	7.0	7.0	7.1	7.8	1.7	1.8	1.9	2.0	2.2	2.1
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715970>

Dépenses de retraite publiques et privées

En pourcentage du PIB, 2009



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932715989>

SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE

Les pouvoirs publics apportent un soutien à l'agriculture par toutes sortes de moyens, allant de transferts budgétaires à la charge du contribuable à l'application de mesures consistant à instaurer une protection aux frontières et des prix administrés, qui, parce qu'ils ont pour effet de hisser les prix à la sortie de l'exploitation au-dessus des niveaux qui auraient autrement prévalu, reviennent à imposer implicitement les consommateurs. Si certaines de ces mesures ont des finalités dont il y a lieu de se féliciter, lorsqu'elles visent à préserver des communautés rurales et à encourager l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, elles peuvent aussi conduire à des distorsions de la production et des échanges et causer des dommages à l'environnement.

Définition

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de l'OCDE est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, au départ de l'exploitation, découlant des mesures de soutien à l'agriculture, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles. Elle peut prendre la forme d'un montant total, mais elle est le plus souvent exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes. C'est cette mesure qui est utilisée ici.

La mesure a été approuvée par l'ensemble des pays membres de l'OCDE et est largement reconnue comme le seul indicateur fiable pour comparer le soutien à l'agriculture entre les pays et dans le temps. L'Union européenne est traitée comme une entité unique.

En bref

Les écarts entre les niveaux de soutien observés dans les pays de l'OCDE sont marqués. L'estimation du soutien aux producteurs exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes varie de quasiment zéro à 60 %. Ces disparités s'expliquent, entre autres, par l'hétérogénéité des objectifs poursuivis par les pouvoirs publics, le recours à des moyens d'action différents au fil du temps, et les variations dans le rythme et la portée des réformes de la politique agricole. Sur le long terme, le niveau du soutien apporté aux producteurs a diminué dans la plupart des pays membres de l'OCDE. Ainsi, l'ESP moyenne en pourcentage des recettes agricoles brutes a été plus faible sur la période 2009-2011 qu'entre 1986 et 1988 (20 % contre 37 %) et elle a baissé dans la plupart des pays. Les modalités selon lesquelles le soutien aux producteurs est dispensé ont également changé quelque peu.

S'agissant des économies émergentes, pour lesquelles l'ESP est calculée en pourcentage des recettes agricoles, cet indicateur était sensiblement inférieur à la moyenne de l'OCDE en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine et en Indonésie, mais supérieur dans la Fédération de Russie, où il a atteint 22 %, soit plus que la moyenne de l'OCDE, en 2008-2010. L'évolution du niveau de soutien aux producteurs est variable suivant les économies. S'il a reculé en Afrique du Sud, il a en revanche progressé au Brésil, en Chine, en Indonésie et dans la Fédération de Russie depuis le milieu des années 90.

Comparabilité

Des efforts permanents sont déployés, dans le cadre des travaux d'élaboration rapport annuel Suivi et évaluation, pour que les politiques de l'ensemble des pays de l'OCDE soient traitées de manière cohérente et exhaustive. Chaque année, les estimations provisoires obtenues sont soumises à l'examen et à l'approbation des représentants des pays membres de l'OCDE, de même que toutes les modifications apportées à la méthodologie utilisée.

Le tableau n'inclut pas les données relatives à chacun des États membres de l'UE. Les chiffres concernant l'Autriche, la Finlande et la Suède sont pris en compte dans le total de l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 1995. Les données relatives à l'Estonie, la Hongrie, la Pologne la République slovaque et la République tchèque sont prises en compte dans le total de l'OCDE pour toutes les années et dans le total de l'UE à partir de 2004. Les données relatives à la Slovaquie sont prises en compte dans le total de l'OCDE à partir de 1992 et dans celui de l'UE à compter de 2004. Les chiffres concernant le Chili et Israël sont pris en compte dans le total de l'OCDE à compter de 1995. S'agissant de l'estimation du soutien aux producteurs par pays, les données portent sur la période 2009-2010 au lieu de la période 2009-2011 pour l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et la Fédération de Russie. Les chiffres relatifs aux États membres de l'UE non membres de l'OCDE ne sont pas pris en compte dans le total de l'OCDE.

Sources

- OCDE (2011), *Politiques agricoles: suivi et évaluation 2011*, Pays de l'OCDE et économies émergentes, *Politiques agricoles: suivi et évaluation*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Brooks, J. (ed.) (2012), *Agricultural Policies for Poverty Reduction*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examen des politiques agricoles de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Renforcer la productivité et la compétitivité dans le secteur agricole*, Éditions OCDE.
- OCDE, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (2011), *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011*, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE (2010), " *Politiques agricoles : Manuel de l'estimation du soutien aux producteurs (Manuel de l'ESP)*", Direction des Échanges et de l'Agriculture

Bases de données en ligne

- Statistiques agricoles de l'OCDE.

Sites Internet

- Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs (matériel supplémentaire), www.oecd.org/agriculture/pse.



SOUTIEN DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES À L'AGRICULTURE

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

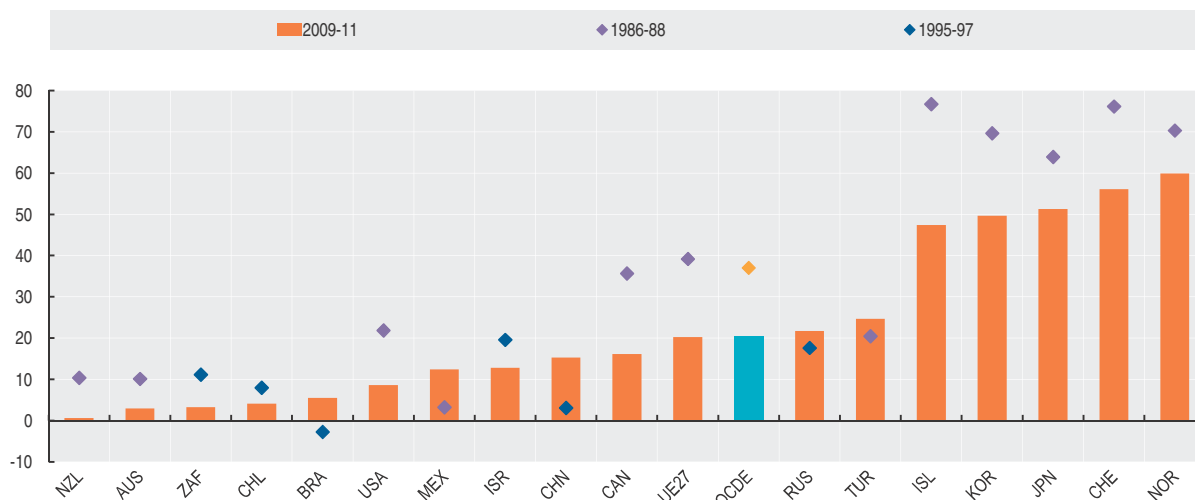
En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Australie	3.9	3.3	3.3	4.7	3.7	3.4	3.6	4.5	5.1	4.4	3.1	2.6	3.0
Canada	17.2	19.3	15.5	20.5	24.4	20.3	21.3	20.9	16.4	13.3	17.4	16.7	14.2
Chili	10.4	11.2	6.2	9.3	5.3	4.9	5.0	4.2	3.6	3.4	5.5	3.4	3.5
Corée	65.3	66.1	57.7	59.7	56.7	61.3	59.7	58.6	57.4	45.5	50.9	44.8	53.3
États-Unis	25.5	23.3	22.1	18.4	15.1	16.3	15.3	11.2	10.0	8.8	10.6	7.7	7.7
Islande	72.5	69.6	62.6	66.4	65.0	65.9	66.9	64.5	55.5	52.4	51.3	47.1	43.7
Israël	20.1	22.7	20.5	16.1	11.8	10.3	10.6	7.9	1.8	15.4	11.7	12.6	14.0
Japon	59.9	59.7	56.3	57.2	57.5	56.0	53.8	51.6	46.7	48.3	48.9	53.3	51.6
Mexique	17.3	23.4	18.2	26.7	19.2	11.6	12.9	13.2	13.0	12.0	13.8	11.9	11.6
Norvège	71.2	66.5	65.3	73.7	71.1	66.3	65.8	64.1	54.6	59.4	61.2	60.8	57.7
Nouvelle-Zélande	0.8	0.3	0.6	0.3	0.7	0.6	1.3	0.9	0.7	0.6	0.4	0.5	0.8
Suisse	75.2	69.8	67.3	70.6	69.2	69.2	66.1	65.3	48.8	56.0	60.3	53.5	54.4
Turquie	34.2	30.5	14.3	26.1	31.2	31.5	33.2	33.4	26.2	26.3	28.4	25.5	20.2
UE-27	38.2	32.7	30.2	33.8	33.6	32.6	30.4	29.0	23.5	22.0	23.3	19.8	17.5
OCDE	35.1	32.2	28.8	30.5	29.2	30.1	28.5	26.4	22.0	21.0	22.7	19.9	18.8
Afrique du Sud	8.0	5.8	3.7	10.1	7.1	7.9	6.2	9.2	4.2	3.1	4.3	2.2	..
Bésil	1.3	6.4	4.2	4.9	5.8	4.5	6.8	6.1	4.9	4.1	6.5	4.5	..
Chine	-2.6	3.0	4.7	8.4	10.1	7.5	8.5	12.3	10.1	3.3	13.2	17.4	..
Fédération de Russie	0.9	5.5	10.7	12.7	19.2	22.3	14.6	17.2	18.2	21.9	22.1	21.4	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	-3.5	7.0	5.0	13.3	12.6	8.9	3.7	15.3	14.9	-10.5	5.8	21.0	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716008>

Estimation du soutien aux producteurs agricoles par pays

En pourcentage des recettes brutes de l'exploitation



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716027>

CONCOURS PUBLICS À LA PÊCHE

Les gouvernements des pays de l'OCDE apportent un soutien financier à l'industrie de la pêche, en particulier pour des objectifs liés au management, incluant la surveillance et la recherche. Ce soutien financier est important pour garantir un secteur de la pêche durable et responsable.

Définition

L'indicateur " transferts financiers publics " (TFP) constitue une mesure du soutien financier dont bénéficie le secteur de la pêche de la part des gouvernements. Les TFP recouvrent les transferts directs destinés à accroître les revenus des intéressés (paiements directs), les transferts destinés à réduire les coûts d'exploitation, et les dépenses au titre des services généraux fournis au secteur de la pêche. Ces services généraux comprennent essentiellement les activités de protection des zones marines et de gestion des pêcheries, mais aussi dans certains cas les prévisions météorologiques par zone et les systèmes de navigation et de surveillance par satellite conçus à l'intention des flottilles de pêche.

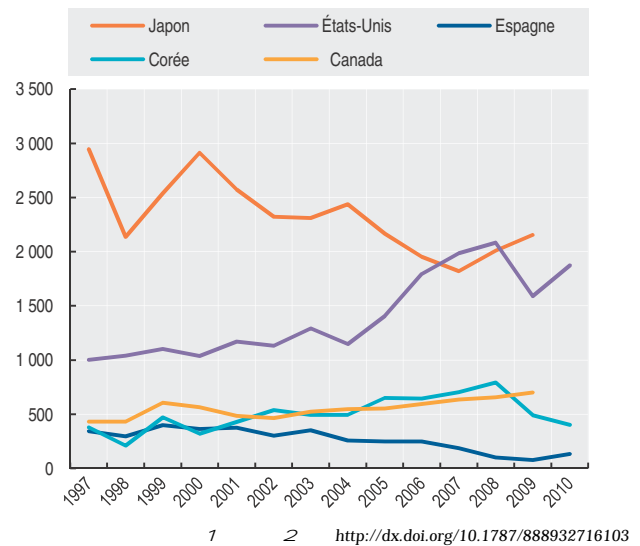
Comparabilité

Les données sont relativement complètes et cohérentes dans le temps, mais certaines variations d'une année à l'autre peuvent refléter des modifications des systèmes statistiques nationaux. Il convient également de noter que les chiffres concernant les services généraux fournis par les pouvoirs publics peuvent englober des dépenses d'équipement importantes et ponctuelles. Par ailleurs, certains types de TFP (telles que les dépenses de surveillance maritime) peuvent relever d'autres organismes que les services des pêches (ainsi, dans

certain pays, la surveillance maritime est assurée par la marine), si bien que les données correspondantes sont susceptibles de faire défaut. Certains chiffres, notamment pour les années les plus récentes, sont de nature provisoire.

Pêche : transferts financiers publics dans certains pays

Millions de dollars des EU



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716103>

En bref

Si les transferts financiers totaux en faveur du secteur halieutique ont atteint 5 milliards de dollars des EU en 2008, dernière année pour laquelle on dispose de données exhaustives. Globalement, les transferts au profit de l'industrie de la pêche ont fluctué dans les pays de l'OCDE aux alentours de 6 à 7 milliards de dollars des EU au cours de la dernière décennie. Environ les trois quarts des TFP sont comptabilisés dans la catégorie des services généraux et recouvrent généralement la gestion et la police des pêches et la recherche sur les pêcheries. Parmi les autres types de services généraux couverts par les TFP, on trouve la construction et la maintenance des ports, ainsi que l'amélioration des stocks et la préservation de l'habitat.

Les paiements directs aux pêcheurs représentent environ 21 % des TFP totaux en 2008. En 2007, 287 millions de dollars USD ont été consacrés à des programmes d'aide à la cessation d'activité, et 25 millions à des programmes ayant trait à la construction ou à la modernisation des bateaux de pêche. Les autres versements pris en compte dans les paiements directs relevant des TFP comprennent les prestations au titre de l'assurance-chômage (244 millions de dollars USD) et les aides en cas de catastrophe naturelle (266 millions de dollars USD). La troisième catégorie de TFP, les transferts de réduction des coûts, représentaient 6 % du montant total des TFP.

Sources

- OCDE (2012), *OECD Review of Fisheries: Policies and Summary Statistics*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Examen des pêcheries dans les pays de l'OCDE : Statistiques nationales*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Love, P. (2010), *Les pêcheries, Jusqu'à l'épuisement des stocks ? Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Redressement des pêches : Le cap à suivre*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Réduction de la capacité de pêche : Bonnes pratiques en matière de plans de sortie de flotte*, Éditions OCDE.
- OCDE (2007), *Structural Change in Fisheries: Dealing with the Human Dimension*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Les aides financières au secteur de la pêche : Leurs répercussions sur le développement durable*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Subsidy Reform and Sustainable Development: Economic, Environmental and Social Aspects*, OECD Sustainable Development Studies, Éditions OCDE.
- OCDE (2005), *Environmentally Harmful Subsidies: Challenges for Reform*, Éditions OCDE.
- OCDE (2000), *Pour des pêcheries responsables : Implications économiques et politiques*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- OCDE Pêcheries, www.oecd.org/fr/tad/pecheries.



Pêche : transferts financiers publics

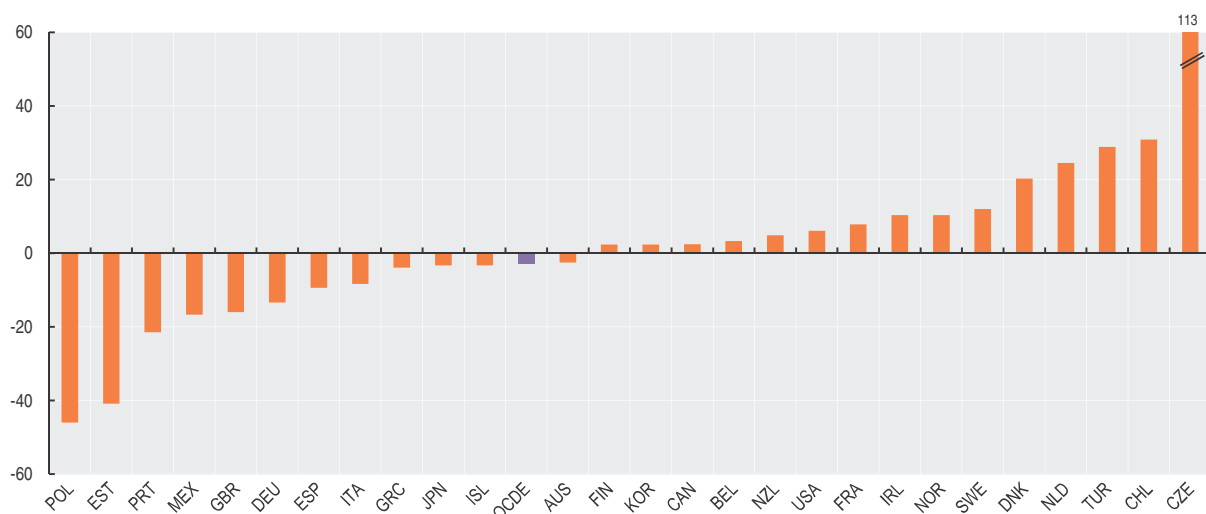
Milliers de dollars des EU

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	16 488	31 276	29 834	28 988	28 208	33 890	6 088	17 284	4 899	6 815	5 129	4 817	7 053
Australie	..	..	82 272	75 902	78 038	95 558	95 560	38 420	45 772	57 954	66 959	..	55 606
Autriche	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Belgique	..	4 473	6 849	2 830	1 607	1 668	6 328	8 613	7 132	3 288	1 268	9 132	..
Canada	..	606 443	564 497	483 982	464 257	522 581	547 923	553 193	595 220	634 525	657 050	699 537	..
Chili	..	..	..	..	..	..	..	..	..	39 351	48 247	64 555	88 139
Corée	211 927	471 556	320 449	428 313	538 695	495 280	495 280	649 387	644 000	702 990	793 569	490 126	403 345
Danemark	90 507	27 765	16 316	..	68 769	37 659	28 505	58 108	89 991	63 717	83 224	80 138	102 975
Espagne	296 642	399 604	364 096	376 614	301 926	353 290	257 730	249 047	247 647	188 082	102 699	78 979	134 979
Estonie	..	..	..	..	..	..	..	..	11 579	9 002	4 047	..	..
États-Unis	1 041 000	1 103 100	1 037 710	1 169 590	1 130 810	1 290 440	1 147 521	1 407 813	1 793 833	1 985 497	2 084 409	1 591 259	1 873 977
Finlande	26 888	19 236	13 908	16 510	16 025	20 231	19 397	24 816	17 569	20 877	20 900	17 066	..
France	..	71 665	166 147	141 786	155 283	179 740	108 358	141 359	63 360	..	323 811	327 786	..
Grèce	26 908	43 030	87 315	86 957	88 334	119 045	35 500	61 013	57 188	56 276	66 744	60 795	..
Hongrie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Irlande	111 675	118 143	87 636	71 421	60 811	62 326	21 231	21 926	65 000	200 181	245 913	212 712	..
Islande	36 954	39 763	41 978	28 310	28 955	48 348	55 705	64 326	51 331	61 459	45 489	31 043	..
Israël	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Italie	..	200 470	217 679	231 680	159 630	149 270	170 055	74 524	194 696	123 276	56 855	..	91 119
Japon	2 135 946	2 537 536	2 913 149	2 574 086	2 323 601	2 310 744	2 437 934	2 165 198	1 952 853	1 821 144	2 008 992	2 153 732	..
Luxembourg	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Mexique	..	..	..	..	..	177 000	114 000	84 973	88 760	85 267	..	..	..
Norvège	153 046	180 962	104 564	99 465	156 340	139 200	142 315	149 521	188 488	237 347	261 244	253 826	..
Nouvelle-Zélande	29 412	29 630	27 273	15 126	18 981	38 325	29 973	37 147	37 926	40 545	41 805	38 795	43 723
Pays-Bas	..	..	1 389	12 779	12 443	6 569	5 218	13 685	18 501	5 635	42 726	3 206	12 405
Pologne	..	..	..	..	..	..	..	97 327	34 264	28 326	..	..	..
Portugal	..	28 674	25 578	25 066	24 899	26 930	26 930	32 769	29 219	30 896	18 025	49 499	33 248
Republique slovaque	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Republique tchèque	..	..	..	..	..	..	..	..	3 801	8 836	29 234	36 844	..
Royaume-Uni	90 833	75 968	81 394	73 738	64 743	81 997	87 863	90 579	103 347	..	30 092	10 680	14 248
Slovenie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Suède	26 960	31 053	25 186	22 505	24 753	30 650	51 129	49 780	50 057	89 310	92 766	66 789	77 963
Suisse	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Turquie	..	1 277	26 372	17 721	16 167	16 300	59 500	98 072	135 931	144 927	199 858	..	..
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	4 183 511	6 046 665	6 153 955	5 949 321	5 734 867	6 307 763	6 080 611	6 173 933	6 456 480	6 671 916	4 919 816	..	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716065>

Pêche : transferts financiers publics

Croissance annuelle moyenne en pourcentage, 2000-2010 ou dernière période disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716084>

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

La promotion du développement économique et social des pays non membres est un objectif essentiel de l'OCDE depuis sa création. La part de revenu national qu'un pays consacre à l'aide publique au développement (APD) est généralement considérée comme un indicateur de son engagement à œuvrer au développement international. Les Nations Unies ont depuis longtemps déjà assigné pour objectif aux pays développés d'affecter 0.7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'APD.

Définition

Par APD, on entend l'aide fournie par les États en vue de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement. Les prêts et crédits accordés à des fins militaires en sont exclus. L'aide peut emprunter la voie bilatérale, autrement dit être fournie directement par un donneur à un bénéficiaire, ou transiter par l'intermédiaire d'un organisme multilatérale d'aide au développement, comme les Nations Unies ou la Banque mondiale. L'aide peut prendre la forme de dons, de prêts assortis de conditions de faveur ou d'apports d'assistance technique. Sont considérés comme assortis de conditions de faveur les prêts comportant un élément de libéralité d'au moins 25 % du total. L'OCDE tient une liste de pays et territoires en développement, et seule l'aide qui leur est destinée est comptabilisée dans l'APD. Cette liste, qui est régulièrement mise à jour, compte actuellement plus de 150 pays ou territoires dans lesquels le revenu par habitant était inférieur à 12 276 USD en 2010. Les

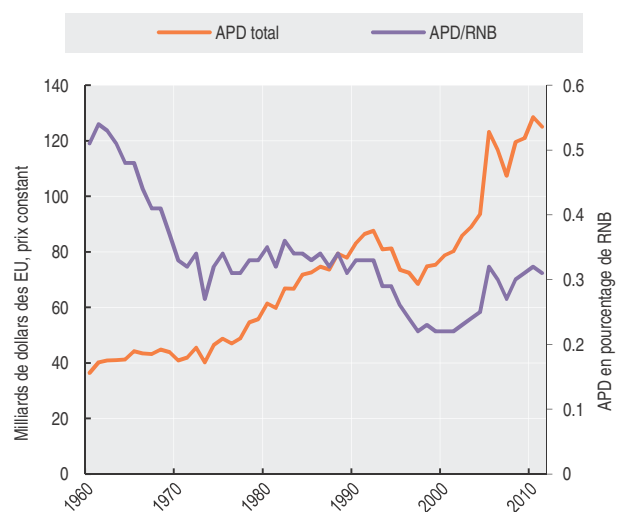
données sur les apports d'APD sont communiquées par les 24 pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement (CAD).

Comparabilité

Les statistiques sur l'APD sont établies sur la base d'un ensemble de directives mises au point par le CAD, et les statistiques de chaque pays font l'objet, à intervalles réguliers, d'un examen de la part des autres membres du CAD.

Évolution de l'aide publique au développement nette

1960-2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716160>

En bref

On a assisté entre 1960 et 1990 à un accroissement constant des apports d'aide publique au développement en provenance des pays membres du CAD. L'APD totale exprimée en pourcentage du revenu national brut (RNB) cumulé des pays membres du CAD a en revanche baissé entre 1960 et 1970, avant d'osciller entre 0.27 % et 0.36 % pendant un peu plus d'une vingtaine d'années. Entre 1993 et 1997, les apports d'APD ont chuté de 16 %, en termes réels, en raison des efforts d'assainissement budgétaire entrepris dans les pays donateurs après la récession du début des années 90.

Les apports d'aide ont ensuite recommencé à progresser, en termes réels, à partir de 1998, et depuis lors, ils se sont accrues sous l'effet de la concrétisation des engagements souscrits lors d'une série de conférences internationales. La Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Monterrey (Mexique) en 2002 a offert aux donateurs l'occasion de se fixer des objectifs précis et marqué un tournant dans l'évolution de l'APD après dix années de déclin. En 2005, les donateurs ont à nouveau pris l'engagement d'accroître leurs apports d'aide lors du Sommet du G8 de Gleneagles et du Sommet du Millénaire+ 5 des Nations unies.

L'APD nette a augmenté de 63 % entre 2000 et 2010, année au cours de laquelle elle a atteint un pic. En 2011, l'APD nette totale distribuée par les membres du CAD a été ramenée à 133.5 milliards USD, soit un repli de 2.7 %, en termes réels, par rapport à 2010. La moyenne pondérée de l'APD totale, en pourcentage des RNB cumulé des donateurs, s'est établie à 0.31 % en 2011.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur le développement international* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Keeley, B. (2012), *De l'aide au développement : La lutte mondiale contre la pauvreté, Les essentiels de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Efficacité de l'aide 2011 : Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris, Pour une meilleure aide au développement*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Revue de l'OCDE sur le développement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Répartition géographique des ressources financières allouées aux pays en développement, Versements, Engagements, Indicateurs par pays*, Éditions OCDE.
- OCDE et Organisation mondiale du commerce (2012), *Panorama de l'aide pour le commerce*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- *Statistiques de l'OCDE sur le développement international*.

Sites Internet

- *Statistiques de l'aide*, www.oecd.org/cad/stats.



Aide publique au développement nette

	En pourcentage du revenu national brut						Millions de dollars des EU					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	0.36	0.37	0.38	0.35	0.39	0.40	10 435	12 291	13 981	12 079	12 985	14 533
Australie	0.30	0.32	0.32	0.29	0.32	0.35	2 123	2 669	2 954	2 762	3 826	4 799
Autriche	0.47	0.50	0.43	0.30	0.32	0.27	1 498	1 808	1 714	1 142	1 208	1 107
Belgique	0.50	0.43	0.48	0.55	0.64	0.53	1 977	1 951	2 386	2 610	3 004	2 800
Canada	0.29	0.29	0.33	0.30	0.34	0.31	3 683	4 080	4 795	4 000	5 209	5 291
Corée	0.05	0.07	0.09	0.10	0.12	0.12	455	696	802	816	1 174	1 321
Danemark	0.80	0.81	0.82	0.88	0.91	0.86	2 236	2 562	2 803	2 810	2 871	2 981
Espagne	0.32	0.37	0.45	0.46	0.43	0.29	3 814	5 140	6 867	6 584	5 949	4 264
États-Unis	0.18	0.16	0.18	0.21	0.21	0.20	23 532	21 787	26 437	28 831	30 353	30 745
Finlande	0.40	0.39	0.44	0.54	0.55	0.52	834	981	1 166	1 290	1 333	1 409
France	0.47	0.38	0.39	0.47	0.50	0.46	10 601	9 884	10 908	12 602	12 915	12 994
Grèce	0.17	0.16	0.21	0.19	0.17	0.11	424	501	703	607	508	331
Irlande	0.54	0.55	0.59	0.54	0.52	0.52	1 022	1 192	1 328	1 006	895	904
Italie	0.20	0.19	0.22	0.16	0.15	0.19	3 641	3 971	4 861	3 297	2 996	4 241
Japon	0.25	0.17	0.19	0.18	0.20	0.18	11 136	7 697	9 601	9 457	11 021	10 604
Luxembourg	0.89	0.92	0.97	1.04	1.05	0.99	291	376	415	415	403	413
Norvège	0.89	0.95	0.89	1.06	1.10	1.00	2 945	3 735	4 006	4 081	4 580	4 936
Nouvelle-Zélande	0.27	0.27	0.30	0.28	0.26	0.28	259	320	348	309	342	429
Pays-Bas	0.81	0.81	0.80	0.82	0.81	0.75	5 452	6 224	6 993	6 426	6 357	6 324
Portugal	0.21	0.22	0.27	0.23	0.29	0.29	396	471	620	513	649	669
Royaume-Uni	0.51	0.36	0.43	0.51	0.57	0.56	12 459	9 849	11 500	11 283	13 053	13 739
Suède	1.02	0.93	0.98	1.12	0.97	1.02	3 955	4 339	4 732	4 548	4 533	5 606
Suisse	0.39	0.38	0.44	0.45	0.40	0.46	1 646	1 685	2 038	2 310	2 300	3 086

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716122>

Répartition de l'aide publique nette de toutes les sources par revenus et par régions

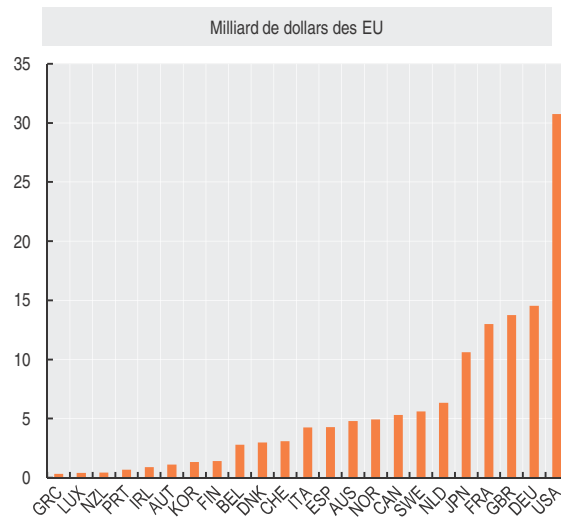
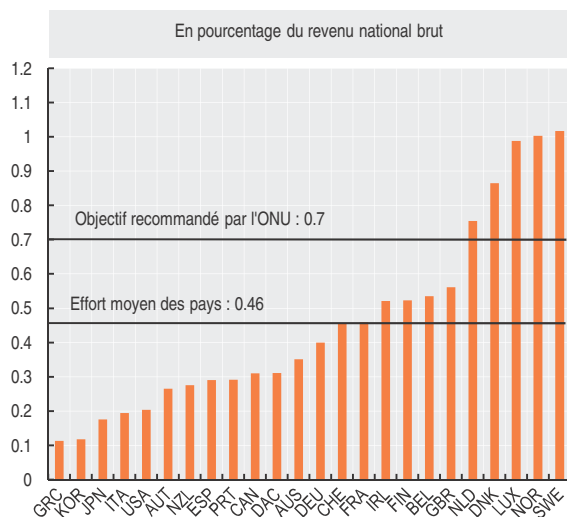
Millions de dollars des EU

	2006	2007	2008	2009	2010
Par groupe de revenu					
Pays les moins avancés	28 931	34 034	39 162	40 334	44 805
Autres pays à faible revenu	19 203	10 969	10 647	16 042	14 552
Pays à revenu intermédiaire tranche inférieure	28 893	29 288	32 570	26 357	25 176
Pays à revenu intermédiaire tranche supérieure	6 274	6 405	8 536	7 554	7 374
Non alloué	24 014	27 914	37 002	36 681	39 201
Pays en développement plus avancés	24	-116	..	..	..
Par région					
Afrique subsaharienne	40 869	34 727	39 627	42 465	43 805
Asie du Sud et Asie Centrale	11 430	14 091	15 981	18 464	18 636
Autres pays d'Asie et d'Océanie	8 646	9 585	9 858	10 886	10 628
Moyen-Orient et Afrique du Nord	17 058	17 891	24 138	13 370	12 086
Amérique latine et Caraïbes	7 340	6 987	9 288	9 022	10 718
Europe	5 082	4 337	5 377	5 731	5 856
Non spécifié	16 913	20 876	23 647	27 028	29 378
Total des pays en développement	107 339	108 494	127 916	126 968	131 108

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716179>

Aide publique au développement nette

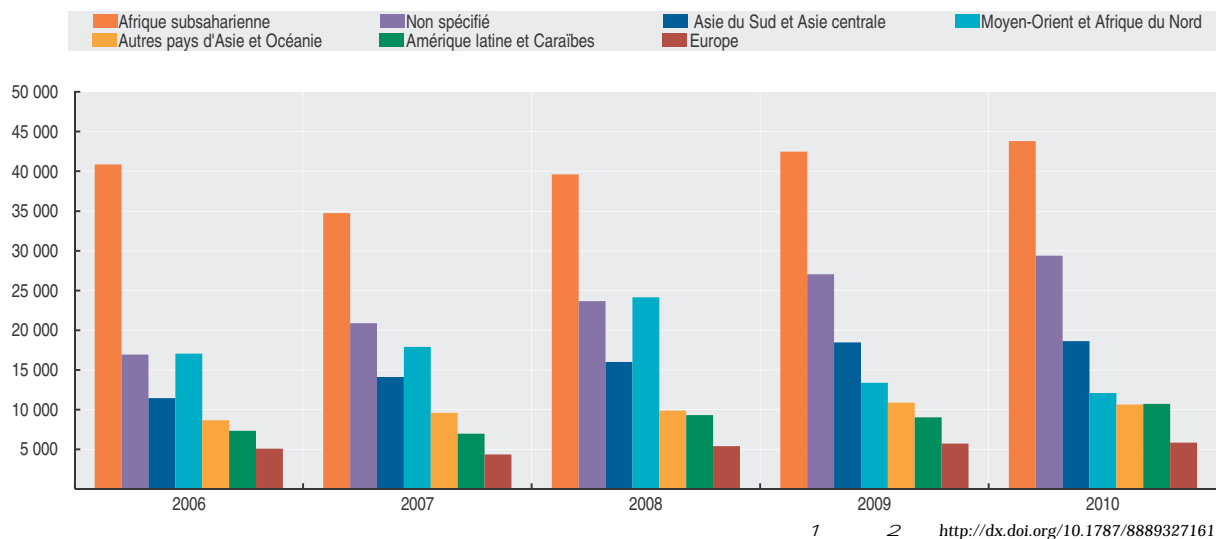
2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716141>

Répartition de l'aide publique nette de toutes les sources par région

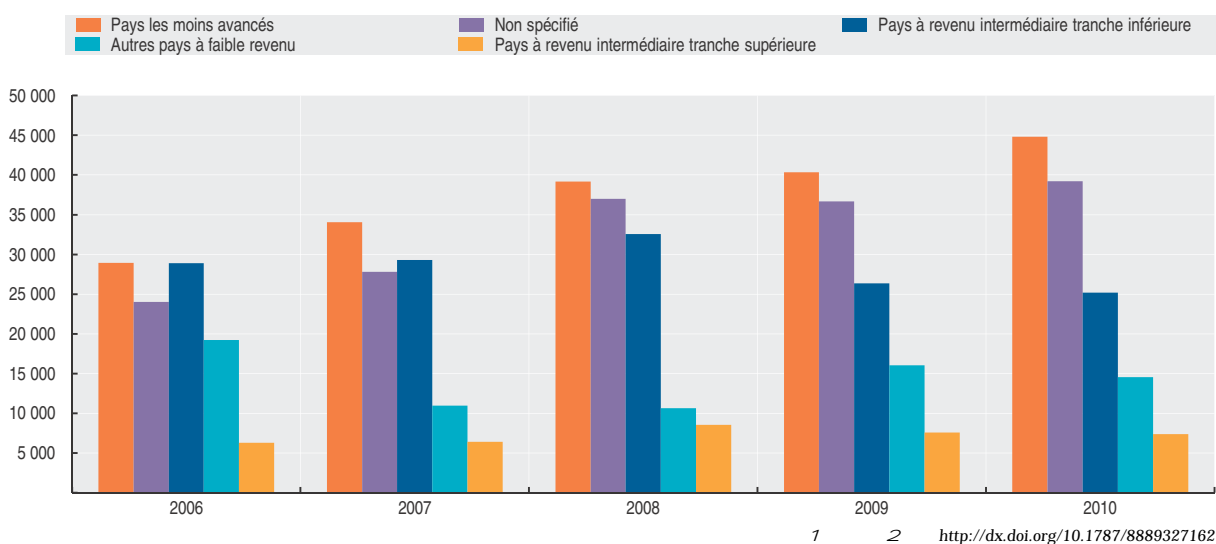
Millions de dollars des EU



<http://dx.doi.org/10.1787/888932716198>

Répartition de l'aide publique nette des pays du CAD de toutes les sources par groupe de revenus

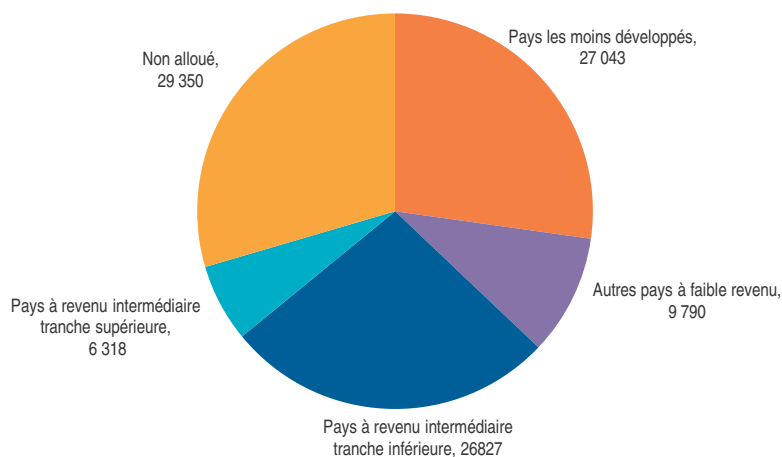
Millions de dollars des EU



<http://dx.doi.org/10.1787/888932716217>

Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par groupe de revenus

Millions de dollars des EU, moyenne 2009-10

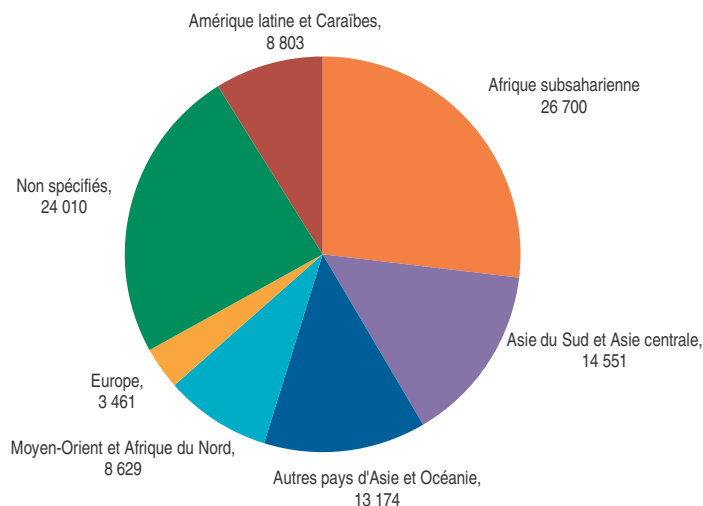


<http://dx.doi.org/10.1787/888932716236>



Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par région

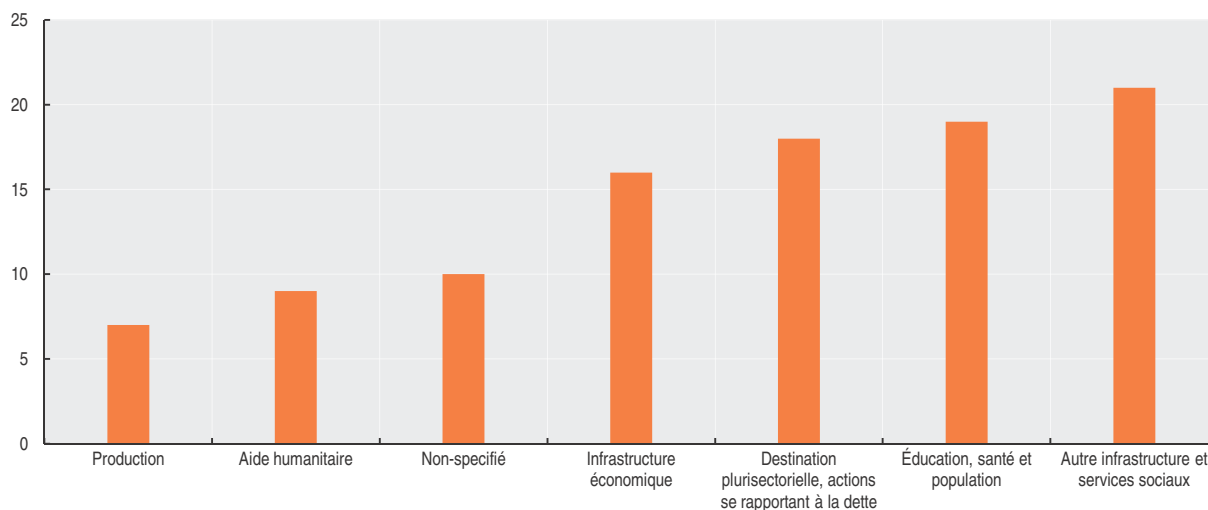
Millions de dollars des EU, moyenne 2009-10



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716255>

Répartition de l'aide publique brute au développement des pays du CAD par secteur

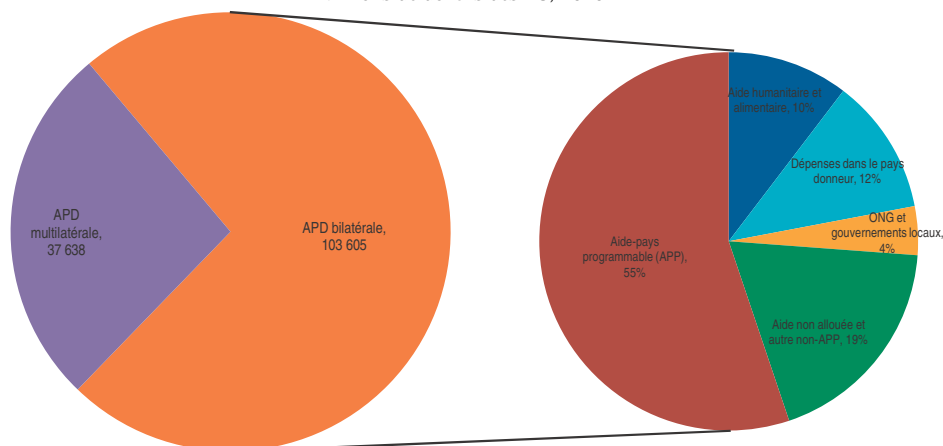
En pourcentage de l'aide publique brute totale, moyenne 2009-10



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716274>

Composition de l'aide des pays du CAD

Millions de dollars des EU, 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716293>

RECETTES FISCALES TOTALES

Les recettes fiscales totales en pourcentage du PIB indiquent la part de la production d'un pays qui est prélevée par l'État sous forme d'impôts. Elles peuvent donc être considérées comme un indicateur du contrôle exercé par l'État sur les ressources produites par l'économie.

Définition

Les impôts sont définis comme des paiements obligatoires, sans contrepartie, versés aux administrations publiques. Ils sont sans contrepartie en ce sens que les prestations fournies par l'État aux contribuables ne sont normalement pas proportionnelles aux sommes qu'ils ont acquittées. Les données sur les recettes fiscales totales présentées ici ont trait aux recettes provenant des impôts sur le revenu et les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale, des taxes prélevées sur les biens et les services, des prélèvements sur les salaires, des impôts sur le patrimoine et des droits de mutation, ainsi que d'autres impôts et taxes.

Les impôts sur le revenu et les bénéfices sont des impôts prélevés sur le revenu ou les bénéfices nets (c'est-à-dire les revenus bruts diminués des déductions fiscales autorisées) des personnes physiques et des entreprises. Ils comprennent également les impôts prélevés sur les plus-values des personnes physiques et des entreprises et sur les gains provenant de jeux d'argent.

Les impôts sur les biens et les services sont tous les impôts prélevés sur la production, l'extraction, la vente, le transfert, la location ou la livraison de biens et la prestation de services, ou sur l'utilisation de biens ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités. Il s'agit essentiellement de taxes sur la valeur ajoutée et sur le chiffre d'affaires.

On notera que la somme des impôts sur les biens et services et des impôts sur le revenu et les bénéfices n'est pas égale aux recettes fiscales totales.

En bref

En 2010, les recettes fiscales totales exprimées en pourcentage du PIB ont augmenté par rapport à 2009 dans 17 pays de l'OCDE et baissé dans 13 pays. Dans la plupart des cas cependant, les recettes fiscales totales rapportées au PIB ont très peu varié en points de pourcentage. La légère tendance à la hausse enregistrée dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE pendant les années 90 a pris fin en 2000, et depuis lors, les recettes fiscales totales, mesurées en pourcentage du PIB, ont perdu entre 1 et 2 points de pourcentage dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Les recettes tirées des impôts sur le revenu et les bénéfices représentaient en moyenne 11,4 % du PIB en 2009. Ce chiffre a évolué à la hausse au cours de la seconde moitié des années 90, pour atteindre un pic en 2000. Après avoir légèrement reflué les années suivantes, le pourcentage moyen est passé en 2007 au-dessus du niveau record atteint en 2000, mais il s'est depuis à nouveau replié.

Pour ce qui est des recettes tirées des impôts sur les biens et les services, la moyenne de l'OCDE a baissé de 0,5 point de pourcentage depuis 2005, mais elle a cependant été remarquablement stable depuis 1995; se situant à environ 11 % du PIB.

Comparabilité

Les données sur les recettes fiscales sont collectées de manière à autoriser autant que possible les comparaisons entre pays. Les représentants des pays ont approuvé la définition de chaque catégorie d'impôts et les modalités selon lesquelles il convient de les mesurer dans tous les pays de l'OCDE.

Sources

- OCDE (2012), *Statistiques des recettes publiques*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- AIE (2012), *Tendances des impôts sur la consommation*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Tax and Development, Aid Modalities for Strengthening Tax Systems*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Études de politique fiscale de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Coopération fiscale, Vers l'établissement de règles du jeu équitables*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Encouraging Savings through Tax-Preferred Accounts*, OECD Tax Policy Studies, No. 15, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Tax Administration in OECD and Selected Non-OECD Countries, Comparative Information Series (2006)*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *L'économie politique des taxes liées à l'environnement*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Les impôts sur les salaires 2011, Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, Conseil de l'Europe, France (2011), *La Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, Amendée par le Protocole de 2010*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune 2010, Version complète*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques fiscales de l'OCDE.

Sites Internet

- Centre de politique et d'administration fiscales, www.oecd.org/ctp-fr.
- Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, www.oecd.org/fiscalite/transparence.



RECETTES FISCALES TOTALES

Recettes fiscales totales

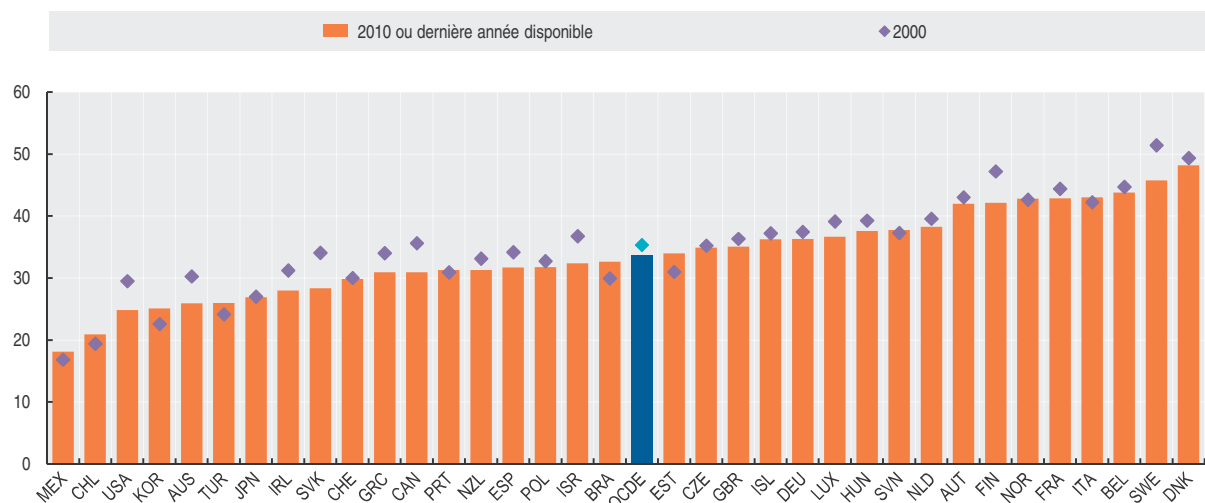
En pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	36.5	37.3	37.5	36.3	35.6	35.8	35.0	35.0	35.6	36.0	36.4	37.3	36.3
Australie	29.3	29.7	30.3	28.7	29.6	29.8	30.1	29.8	29.3	29.4	27.0	25.9	..
Autriche	44.1	43.8	43.0	44.9	43.6	43.5	43.0	42.1	41.5	41.8	42.8	42.7	42.0
Belgique	45.1	45.0	44.7	44.7	44.8	44.3	44.5	44.6	44.2	43.6	44.1	43.2	43.8
Canada	36.7	36.4	35.6	34.8	33.7	33.7	33.6	33.4	33.3	33.0	32.2	32.0	31.0
Chili	19.3	18.6	19.4	19.7	19.7	19.3	19.8	21.6	23.2	24.0	22.5	18.4	20.9
Corée	20.3	20.7	22.6	23.0	23.2	24.0	23.3	24.0	25.0	26.5	26.5	25.5	25.1
Danemark	49.3	50.1	49.4	48.5	47.9	48.0	49.0	50.8	49.6	48.9	48.1	48.1	48.2
Espagne	33.2	34.1	34.2	33.8	34.2	34.2	34.6	35.7	36.6	37.2	33.3	30.6	31.7
Estonie	34.0	32.5	31.0	30.2	31.0	30.8	30.6	30.6	30.7	31.4	31.7	35.9	34.0
États-Unis	29.1	29.1	29.5	28.4	26.0	25.5	25.7	27.1	27.9	27.9	26.3	24.1	24.8
Finlande	46.3	45.9	47.2	44.8	44.7	44.1	43.5	43.9	43.8	43.0	42.9	42.6	42.1
France	44.3	45.2	44.4	44.1	43.5	43.3	43.6	44.1	44.4	43.7	43.5	42.4	42.9
Grèce	32.0	32.9	34.0	32.9	33.6	32.0	31.2	31.9	31.2	31.8	31.5	30.0	30.9
Hongrie	38.1	38.9	39.3	38.4	38.0	37.9	37.7	37.3	37.3	40.3	40.1	39.9	37.6
Irlande	31.3	31.5	31.2	29.0	27.8	28.3	29.8	30.3	31.7	31.0	29.1	27.8	28.0
Islande	34.5	36.9	37.2	35.4	35.3	36.7	37.9	40.7	41.5	40.6	36.7	33.9	36.3
Israël	36.0	36.0	36.8	36.8	36.3	35.5	35.5	35.6	36.0	36.3	33.8	31.4	32.4
Italie	41.7	42.5	42.2	41.9	41.3	41.7	41.0	40.8	42.3	43.4	43.3	43.4	43.0
Japon	26.8	26.3	27.0	27.3	26.2	25.7	26.3	27.4	28.0	28.3	28.3	26.9	..
Luxembourg	39.4	38.3	39.1	39.7	39.3	38.1	37.3	37.6	35.9	35.6	35.5	37.6	36.7
Mexique	15.1	15.8	16.9	17.1	16.5	17.4	17.1	18.1	18.2	17.7	20.9	17.4	18.1
Norvège	42.4	42.7	42.6	42.9	43.1	42.3	43.3	43.5	43.9	43.6	42.9	42.9	42.8
Nouvelle-Zélande	32.9	32.9	33.1	32.6	33.9	33.7	34.7	36.7	36.0	34.9	33.6	31.5	31.3
Pays-Bas	39.0	40.1	39.6	38.1	37.4	36.9	37.2	38.4	39.1	38.7	39.1	38.2	..
Pologne	35.6	35.1	32.8	32.6	33.1	32.6	31.7	33.0	34.0	34.8	34.2	31.8	..
Portugal	30.1	30.8	30.9	30.7	31.3	31.6	30.4	31.2	31.9	32.5	32.5	30.6	31.3
République slovaque	36.7	35.4	34.1	33.1	33.2	33.1	31.7	31.5	29.4	29.4	29.4	29.0	28.4
République tchèque	34.9	35.9	35.2	35.6	36.3	37.3	37.8	37.5	37.0	37.3	36.0	34.7	34.9
Royaume-Uni	35.5	35.8	36.3	36.1	34.6	34.3	34.8	35.7	36.4	36.0	35.7	34.3	35.0
Slovenie	37.6	37.9	37.3	37.5	37.8	38.0	38.1	38.6	38.3	37.7	37.0	37.4	37.7
Suède	50.7	51.1	51.4	49.4	47.5	47.8	48.1	48.9	48.3	47.4	46.4	46.7	45.8
Suisse	28.5	28.7	30.0	29.5	29.9	29.2	28.8	29.2	29.1	28.9	29.1	29.7	29.8
Turquie	21.1	23.1	24.2	26.1	24.6	25.9	24.1	24.3	24.5	24.1	24.2	24.6	26.0
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	34.9	35.2	35.3	34.8	34.5	34.5	34.4	35.0	35.1	35.2	34.6	33.8	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	27.3	28.6	30.0	30.9	31.5	31.1	31.9	32.9	32.8	33.4	33.6	32.6	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716312>

Recettes fiscales totales

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716312>

Impôts sur le revenu et les profits

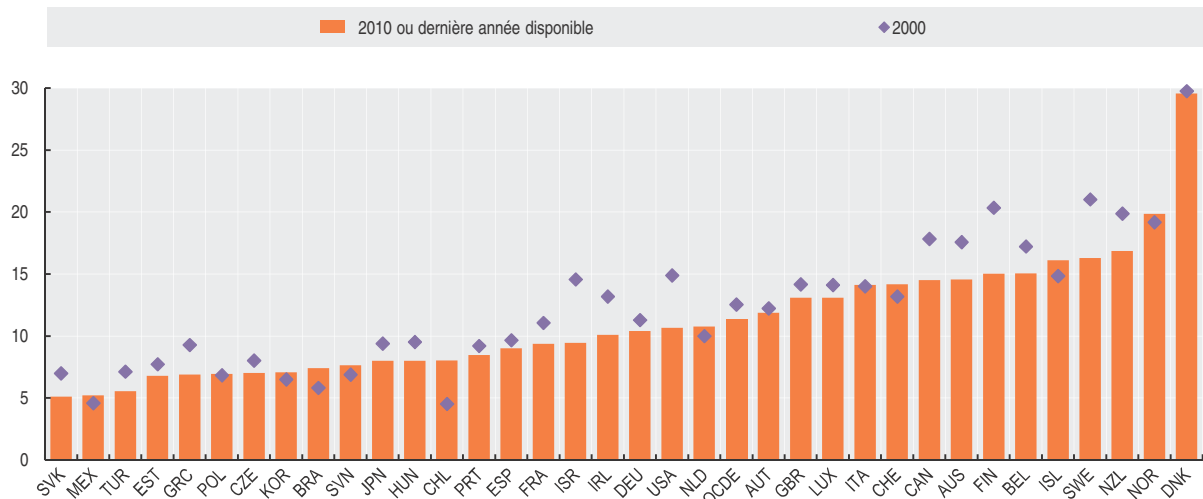
En pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	10.7	11.1	11.3	10.5	10.0	9.8	9.6	9.9	10.8	11.2	11.5	10.8	10.4
Australie	17.3	17.8	17.6	16.2	16.7	16.8	17.6	17.6	17.3	17.6	16.0	14.6	..
Autriche	12.8	12.4	12.2	14.0	12.9	12.7	12.5	11.9	12.0	12.5	13.2	11.9	11.9
Belgique	17.5	17.1	17.2	17.5	17.3	16.8	16.9	16.3	15.9	15.7	16.0	14.6	15.0
Canada	17.7	18.1	17.8	16.7	15.4	15.4	15.7	15.8	16.2	16.2	15.9	15.2	14.5
Chili	4.2	3.7	4.5	4.6	4.8	4.9	5.9	7.8	10.5	11.0	8.4	5.7	8.0
Corée	6.2	5.1	6.5	6.1	5.9	6.7	6.5	7.0	7.4	8.4	8.2	7.3	7.1
Danemark	29.4	29.6	29.8	28.8	28.6	28.8	29.7	31.2	29.9	29.3	29.1	29.4	29.6
Espagne	9.4	9.6	9.7	9.5	10.0	9.6	9.8	10.5	11.2	12.4	10.3	9.2	9.0
Estonie	10.3	9.7	7.7	7.2	7.5	8.0	7.9	7.0	7.1	7.4	7.8	7.6	6.8
États-Unis	14.3	14.4	14.9	13.8	11.5	11.0	11.2	12.7	13.5	13.6	12.0	9.8	10.7
Finlande	18.2	17.8	20.4	18.3	18.1	17.1	16.8	16.8	16.7	16.9	16.7	15.3	15.0
France	10.2	10.8	11.1	11.2	10.4	10.1	10.2	10.4	10.8	10.4	10.5	8.8	9.4
Grèce	8.1	8.4	9.3	8.0	8.1	7.4	7.5	8.1	7.6	7.6	7.5	7.6	6.9
Hongrie	8.5	9.1	9.5	9.8	10.0	9.4	8.9	8.8	9.2	10.2	10.4	9.8	8.0
Irlande	12.9	13.2	13.2	12.2	11.1	11.3	11.8	11.7	12.5	12.2	10.9	10.1	10.1
Islande	13.0	14.2	14.8	15.3	15.3	16.0	16.1	17.6	18.3	18.4	17.8	16.0	16.1
Israël	12.9	12.7	14.6	14.5	12.8	12.0	11.7	12.1	13.3	13.2	11.1	9.4	9.4
Italie	13.6	14.4	14.0	14.3	13.4	12.9	12.9	12.9	13.9	14.6	14.9	14.2	14.1
Japon	9.0	8.4	9.4	9.1	8.0	7.9	8.4	9.3	9.9	10.3	9.5	8.0	8.0
Luxembourg	15.1	13.9	14.1	14.4	14.4	13.9	12.4	12.9	12.5	12.4	12.8	13.4	13.1
Mexique	4.3	4.6	4.6	4.8	4.8	4.6	4.2	4.4	4.6	4.9	5.2	5.0	5.2
Norvège	15.7	16.0	19.2	19.3	18.8	18.5	20.1	21.4	22.0	20.9	21.7	19.7	19.8
Nouvelle-Zélande	19.1	19.1	19.9	19.3	20.2	20.1	21.2	23.1	22.4	22.0	20.3	17.9	16.8
Pays-Bas	10.3	10.2	10.0	10.1	10.2	9.4	9.2	10.7	10.6	10.9	10.6	10.8	..
Pologne	10.3	7.4	6.8	6.4	6.3	6.0	5.9	6.4	7.0	8.0	8.1	6.9	..
Portugal	8.3	8.7	9.2	8.8	8.6	8.1	8.0	7.9	8.3	9.1	9.3	8.6	8.5
République slovaque	8.6	8.6	7.0	7.0	6.6	6.7	5.7	5.6	5.7	5.8	6.2	5.2	5.1
République tchèque	8.1	8.3	8.0	8.6	9.0	9.5	9.5	9.1	9.1	9.4	7.9	7.2	7.0
Royaume-Uni	13.8	13.8	14.2	14.3	13.2	12.6	12.8	13.7	14.5	14.2	14.3	13.2	13.1
Slovénie	6.8	6.9	6.9	7.1	7.4	7.6	7.8	8.3	8.7	8.8	8.4	7.7	7.6
Suède	19.8	20.6	21.0	18.7	17.0	17.6	18.3	19.1	19.1	18.4	16.8	16.5	16.3
Suisse	12.5	12.0	13.2	12.4	12.9	12.5	12.5	13.0	13.2	13.3	13.8	14.0	14.2
Turquie	7.0	7.3	7.1	7.5	6.1	6.1	5.3	5.3	5.3	5.7	5.8	5.9	5.6
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	12.2	12.2	12.6	12.2	11.9	11.7	11.8	12.2	12.5	12.7	12.3	11.4	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	5.5	5.8	5.8	6.1	6.4	6.3	6.2	7.0	6.9	7.3	7.8	7.4	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716350>

Impôts sur le revenu et les profits

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716369>



RECETTES FISCALES TOTALES

Impôts sur les biens et les services

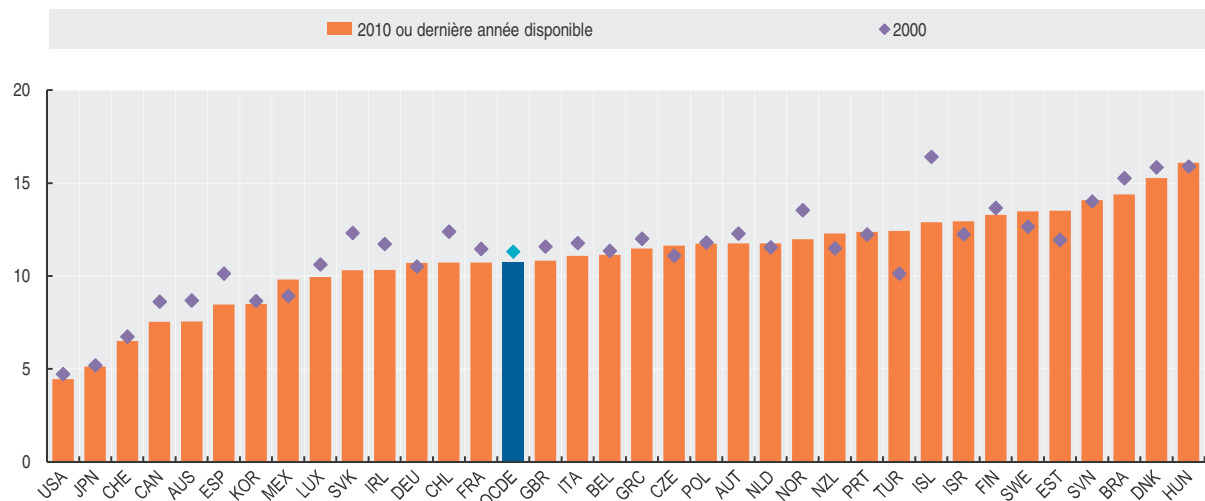
En pourcentage du PIB

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	10.0	10.4	10.5	10.4	10.4	10.5	10.2	10.1	10.1	10.5	10.6	11.1	10.7
Australie	8.0	7.8	8.7	8.7	9.0	8.8	8.6	8.3	8.0	7.8	7.4	7.6	..
Autriche	12.4	12.6	12.3	12.3	12.5	12.4	12.3	12.1	11.6	11.5	11.6	12.0	11.8
Belgique	11.1	11.5	11.4	10.9	11.0	10.9	11.2	11.3	11.3	11.0	10.8	10.9	11.1
Canada	9.1	8.8	8.6	8.8	8.9	8.9	8.7	8.5	8.1	7.9	7.6	7.6	7.5
Chili	12.5	12.1	12.4	12.2	12.2	11.7	11.2	11.1	10.0	10.5	11.4	10.3	10.7
Corée	7.7	8.3	8.7	9.1	9.0	8.9	8.4	8.2	8.1	8.3	8.4	8.2	8.5
Danemark	16.4	16.5	15.9	15.9	16.0	15.8	16.0	16.3	16.4	16.3	15.6	15.4	15.3
Espagne	9.8	10.2	10.1	9.7	9.6	9.7	9.8	9.9	9.9	9.5	8.3	7.1	8.5
Estonie	12.1	11.4	11.9	12.0	12.2	11.8	11.8	12.9	13.1	13.1	11.8	14.7	13.5
États-Unis	4.8	4.8	4.7	4.6	4.6	4.7	4.7	4.8	4.8	4.7	4.6	4.5	4.5
Finlande	14.2	14.2	13.7	13.3	13.5	14.1	13.8	13.8	13.6	12.9	12.9	13.4	13.3
France	11.9	12.0	11.5	11.1	11.2	11.1	11.2	11.2	11.1	10.9	10.7	10.6	10.7
Grèce	12.0	12.2	12.0	12.5	12.3	11.4	11.1	11.1	11.4	11.6	11.4	10.8	11.5
Hongrie	14.8	15.7	15.9	14.9	14.3	14.9	15.4	14.8	14.3	15.2	14.9	15.9	16.1
Irlande	12.3	12.2	11.7	10.5	10.8	10.6	11.2	11.4	11.4	11.2	10.8	10.1	10.3
Islande	15.9	17.0	16.4	14.3	14.4	15.1	16.0	17.1	17.6	16.4	13.6	12.0	12.9
Israël	12.8	13.0	12.3	12.2	13.0	12.9	13.0	12.8	12.4	12.7	12.6	12.3	12.9
Italie	11.5	11.7	11.8	11.2	11.2	10.7	10.8	10.8	11.1	11.0	10.6	10.6	11.1
Japon	5.3	5.4	5.2	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.2	5.1	5.1	5.1	5.1
Luxembourg	10.5	10.4	10.6	10.5	10.6	10.5	11.2	10.9	10.1	9.8	9.9	10.4	10.0
Mexique	7.5	7.9	8.9	8.8	8.1	9.1	9.5	10.2	10.3	9.4	12.3	8.7	9.8
Norvège	15.8	15.6	13.5	13.3	13.3	12.9	12.7	12.1	12.0	12.4	11.1	11.9	12.0
Nouvelle-Zélande	11.9	11.9	11.5	11.6	11.9	11.9	11.8	11.8	11.8	11.1	11.3	11.5	12.3
Pays-Bas	11.3	11.7	11.5	11.8	11.6	11.7	11.9	12.2	12.1	12.0	11.9	11.8	..
Pologne	12.3	12.8	11.8	11.4	12.1	12.2	11.9	12.7	13.3	13.0	13.0	11.7	..
Portugal	12.7	12.7	12.2	12.3	12.7	12.8	12.8	13.4	13.7	13.2	13.0	11.6	12.4
République slovaque	12.7	12.2	12.3	11.2	11.4	12.0	12.3	12.6	11.4	11.3	10.6	10.6	10.3
République tchèque	10.8	11.5	11.1	10.8	10.8	11.1	11.8	11.8	11.2	11.1	11.5	11.6	11.6
Royaume-Uni	11.7	11.8	11.6	11.3	11.2	11.2	11.1	10.8	10.6	10.5	10.3	9.9	10.8
Slovenie	14.4	14.9	14.0	13.6	13.9	14.0	13.7	13.6	13.3	13.2	13.2	13.9	14.1
Suède	12.7	12.5	12.7	12.6	12.7	12.7	12.6	12.8	12.6	12.6	12.9	13.5	13.5
Suisse	6.2	6.6	6.7	6.8	6.8	6.8	6.8	6.9	6.8	6.6	6.4	6.4	6.5
Turquie	7.6	8.3	10.1	10.5	11.5	12.8	11.5	12.0	11.9	11.5	11.0	11.2	12.4
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	11.3	11.4	11.3	11.1	11.2	11.2	11.2	11.3	11.2	11.1	10.9	10.7	..
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Brazil	12.8	14.2	15.3	15.8	15.9	15.6	16.2	16.2	15.9	15.9	15.5	14.4	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716388>

Impôts sur les biens et les services

En pourcentage du PIB



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716407>

IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

Les impôts applicables au salarié moyen mesurent le rapport entre le montant des impôts payés par un travailleur salarié moyen célibataire et sans enfants et les coûts de main-d'œuvre totaux qu'il représente pour son employeur. Ce " coin fiscal " permet d'évaluer l'ampleur de l'effet dissuasif exercé par le système fiscal sur l'emploi.

Définition

Les impôts pris en compte dans cet indicateur sont les impôts sur le revenu des personnes physiques ainsi que les cotisations salariales et patronales de sécurité sociale. Les prélèvements sur les salaires sont également pris en considération pour les rares pays où il en existe. Le montant des impôts payés pour l'emploi d'un salarié moyen est exprimé en pourcentage des coûts de main-d'œuvre qu'il représente (à savoir le salaire brut augmenté des cotisations patronales de sécurité sociale et des prélèvements sur les salaires).

On entend par salarié moyen une personne dont la rémunération est égale au revenu moyen des salariés du pays concerné qui travaillent à temps complet dans les secteurs B à N de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI rév. 4). Le salarié moyen est réputé vivre seul, ce qui signifie qu'il ou elle ne bénéficie d'aucun allègement fiscal au titre d'un conjoint, d'un concubin ou d'un enfant à charge.

Comparabilité

Les catégories d'impôts prises en compte dans cet indicateur sont totalement comparables d'un pays à l'autre. Elles correspondent à des définitions communes acceptées par tous les pays de l'OCDE.

Les niveaux de revenu des salariés diffèrent d'un pays à l'autre dans les secteurs B à N de la CITI, mais ils peuvent être considérés comme des niveaux de revenus correspondant à des types d'activités comparables dans les différents pays.

Les informations sur le niveau de revenu du salarié moyen sont fournies par les ministères des Finances de tous les pays de l'OCDE, et sont fondées sur des enquêtes statistiques nationales. Le montant des impôts versés par un salarié célibataire est calculé en appliquant la législation fiscale du pays

En bref

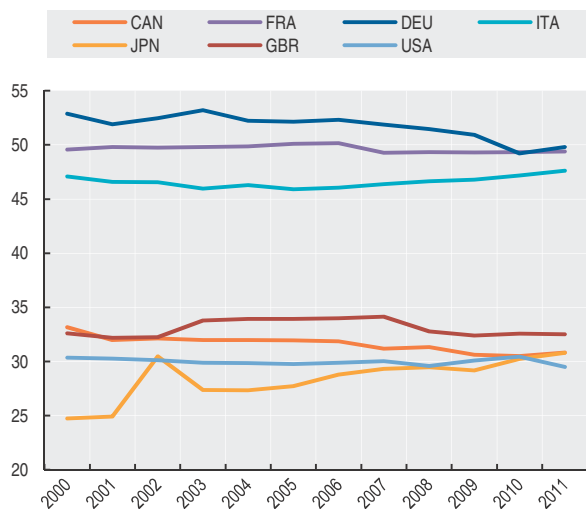
En 2011, les impôts applicables au salarié moyen représentaient, en moyenne, environ 35 % des coûts totaux de la main-d'œuvre dans les pays de l'OCDE. Ce " coin fiscal " variait de 7 % au Chili à 55 % en Belgique.

En moyenne, les impôts applicables au salarié moyen ont diminué de près de 2 points de pourcentage depuis 2000 pour l'ensemble de la zone OCDE. Il existe toutefois des écarts sensibles entre les pays. Neuf des 34 pays membres de l'OCDE ont enregistré une hausse globale des impôts applicables au salarié moyen depuis 2000. Les pays où cette augmentation a été la plus forte sont l'Islande et le Japon. Parmi les 24 pays qui ont constaté un fléchissement global des impôts applicables au salarié moyen, ceux qui ont enregistré les baisses les plus marquées sont le Danemark, la Finlande, la Hongrie, Israël et la Suède.

concerné. En conséquence, les mesures du " coin fiscal " obtenues résultent d'un exercice de modélisation plutôt que de l'observation directe des impôts effectivement payés.

Évolution des impôts applicables au salarié moyen

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716464>

Sources

- OCDE (2012), *Les impôts sur les salaires 2011, Les impôts sur les salaires*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Immervoll, H. (2004), "Average and Marginal Effective Tax Rates Facing Workers in the EU: A Micro-Level Analysis of Levels, Distributions and Driving Factors", *OECD Social Employment and Migration Working Papers*, No. 19, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Prestations et salaires*, Éditions OCDE.
- OCDE (2006), *Encouraging Savings through Tax-Preferred Accounts*, *OECD Tax Policy Studies*, No. 15, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Statistiques des recettes publiques*, Éditions OCDE.
- OCDE, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2012), *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2012, Transformation de l'État et développement*, *Perspectives économiques de l'Amérique latine*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- Statistiques fiscales de l'OCDE.

Sites Internet

- Prestations et salaires - Indicateurs de l'OCDE, www.oecd.org/els/social/prestationsetsalaires.
- Centre de politique et d'administration fiscales, www.oecd.org/ctp-fr.
- Analyse des politiques fiscales, www.oecd.org/ctp/apf.



IMPÔTS APPLICABLES AU SALARIÉ MOYEN

Impôts applicables au salarié moyen

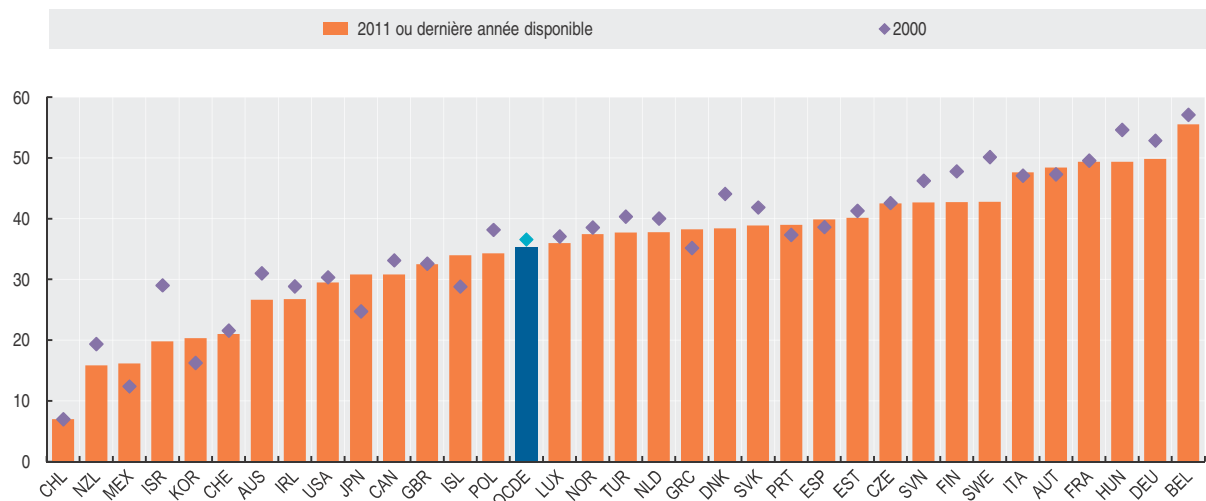
En pourcentage des coûts de main-d'œuvre

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allemagne	52.9	51.9	52.5	53.2	52.2	52.1	52.3	51.9	51.5	50.9	49.2	49.8
Australie	31.0	27.6	28.0	28.2	28.2	28.5	28.3	27.7	26.9	26.7	26.8	26.7
Autriche	47.3	46.9	47.1	47.4	48.3	48.1	48.5	48.8	49.0	47.9	48.2	48.4
Belgique	57.1	56.7	56.3	55.7	55.4	55.5	55.5	55.6	55.9	55.3	55.4	55.5
Canada	33.2	32.0	32.1	32.0	32.0	31.9	31.9	31.2	31.3	30.6	30.5	30.8
Chili	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0	7.0
Corée	16.3	16.4	16.1	16.3	17.0	17.3	18.1	19.7	19.9	19.5	20.1	20.3
Danemark	44.1	43.3	42.4	42.4	41.0	40.9	41.0	41.1	40.9	39.5	38.3	38.4
Espagne	38.6	38.9	39.1	38.6	38.8	39.0	39.1	39.0	38.0	38.3	39.7	39.9
Estonie	41.3	41.0	42.1	42.3	41.5	39.9	39.0	39.0	38.4	39.2	40.1	40.1
États-Unis	30.4	30.3	30.1	29.9	29.8	29.8	29.9	30.0	29.6	30.1	30.4	29.5
Finlande	47.8	46.4	45.9	45.0	44.5	44.6	44.0	43.9	43.8	42.5	42.5	42.7
France	49.6	49.8	49.8	49.8	49.9	50.1	50.2	49.3	49.3	49.3	49.3	49.4
Grèce	35.2	34.7	35.1	35.2	35.8	35.2	35.8	37.0	37.0	38.2	38.2	..
Hongrie	54.6	55.8	53.7	50.8	51.8	51.1	52.0	54.5	54.1	53.1	46.6	49.4
Irlande	28.9	25.9	24.4	24.4	24.1	23.5	23.0	22.2	22.3	24.7	25.8	26.8
Islande	28.8	29.3	30.9	31.5	31.9	32.1	31.8	30.5	30.9	30.5	33.4	34.0
Israël	29.0	29.5	30.0	27.1	25.3	24.9	23.5	24.1	21.7	20.2	19.4	19.8
Italie	47.1	46.6	46.6	46.0	46.3	45.9	46.1	46.4	46.6	46.8	47.2	47.6
Japon	24.7	24.9	30.5	27.4	27.3	27.7	28.8	29.3	29.5	29.2	30.2	30.8
Luxembourg	37.1	35.7	32.9	33.5	33.9	34.7	35.3	36.3	34.7	33.9	34.3	36.0
Mexique	12.4	13.1	15.8	16.7	15.2	14.7	15.0	15.9	15.1	15.3	15.5	16.2
Norvège	38.6	39.2	38.6	38.1	38.1	37.2	37.4	37.5	37.5	37.2	37.2	37.5
Nouvelle-Zélande	19.4	19.4	19.4	19.5	19.7	20.0	20.4	21.1	20.5	18.1	17.0	15.9
Pays-Bas	40.0	37.4	37.4	37.2	38.8	38.9	38.4	38.8	39.2	38.0	38.1	37.8
Pologne	38.2	38.0	38.0	38.2	38.4	38.7	39.0	38.2	34.7	34.1	34.2	34.3
Portugal	37.3	36.4	37.6	37.4	37.4	36.8	37.1	37.7	37.6	37.5	37.6	39.0
République slovaque	41.9	42.5	42.1	42.5	42.2	38.0	38.3	38.4	38.8	37.7	37.9	38.9
République tchèque	42.6	42.6	43.0	43.2	43.5	43.7	42.5	42.9	43.4	42.0	42.1	42.5
Royaume-Uni	32.6	32.2	32.3	33.8	33.9	33.9	34.0	34.1	32.8	32.4	32.6	32.5
Slovenie	46.3	46.2	46.1	46.2	46.3	45.6	45.3	43.3	42.9	42.2	42.5	42.6
Suède	50.1	49.1	47.8	48.2	48.4	48.1	47.8	45.3	44.8	43.2	42.8	42.8
Suisse	21.6	21.6	21.7	21.2	20.9	20.9	20.9	21.1	20.6	20.7	20.7	21.0
Turquie	40.4	43.6	42.5	42.2	42.8	42.8	42.7	42.7	39.9	37.4	37.9	37.7
UE-27	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
OCDE	36.6	36.2	36.3	36.1	36.1	35.9	35.9	35.9	35.5	35.0	35.0	35.2
Afrique du Sud	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Bésil	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Chine	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Inde	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Indonésie	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716426>

Impôts applicables au salarié moyen

En pourcentage des coûts de main-d'œuvre



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932716445>





SANTÉ

ÉTAT DE SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE
MORTALITÉ INFANTILE
SUICIDES

FACTEURS DE RISQUES

TABAGISME
CONSOMMATION D'ALCOOL
SURPOIDS ET OBÉSITÉ

RESSOURCES

MÉDECINS
PERSONNEL INFIRMIER
DÉPENSES DE SANTÉ

ESPÉRANCE DE VIE

L'espérance de vie à la naissance est l'un des indicateurs de l'état de santé les plus fréquemment cités. Les gains d'espérance de vie enregistrés dans les pays de l'OCDE au cours des dernières décennies, qui reflètent les réductions prononcées des taux de mortalité, peuvent être attribués à plusieurs facteurs, dont l'augmentation du niveau de vie, l'amélioration des habitudes de vie et l'élévation du niveau d'instruction, ainsi qu'un accès plus large à des soins de santé de qualité. D'autres facteurs tels que l'amélioration de la nutrition, de l'hygiène et du logement ont également joué un rôle, en particulier dans les économies émergentes.

En bref

Dans les pays de l'OCDE, l'espérance de vie moyenne à la naissance pour l'ensemble de la population a atteint 79,7 ans en 2010, soit près de dix ans de plus qu'en 1970. Le Japon arrive en tête d'un grand groupe de pays (qui comprend près des deux tiers des pays membres) dans lesquels l'espérance de vie à la naissance est actuellement de 80 ans ou plus. Un second groupe, qui se compose des États-Unis, du Portugal et de plusieurs pays d'Europe centrale, enregistre une espérance de vie comprise entre 75 et 80 ans. L'espérance de vie la plus basse dans les pays de l'OCDE revient à la Turquie et à la Hongrie, suivies de la Slovaquie. Cependant, tandis que l'espérance de vie en Hongrie n'a progressé que très lentement depuis 1970, elle a nettement augmenté en Turquie, qui rattrape rapidement la moyenne de l'OCDE.

Quasiment tous les pays de l'OCDE et tous les pays émergents ont vu leur espérance de vie augmenter au cours des 40 dernières années. L'espérance de vie à la naissance en Turquie, en Corée et au Mexique a progressé de vingt ans ou plus entre 1970 et 2010. Les pays émergents tels que l'Indonésie, l'Inde et le Brésil enregistrent aussi de fortes hausses. D'autres pays en revanche, tels que l'Afrique du Sud et la Russie, se caractérisent toujours par des taux de mortalité élevés et une durée de vie nettement inférieure à la moyenne de l'OCDE.

L'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes était en moyenne de 5,6 ans dans l'ensemble des pays de l'OCDE en 2010, et elle atteignait 76,9 ans pour les hommes et 82,4 ans pour les femmes. Alors que l'écart d'espérance de vie entre hommes et femmes s'est fortement creusé dans un grand nombre de pays au cours des années 60 et 70, il s'est réduit durant les trente dernières années, les gains d'espérance de vie ayant été plus importants pour les hommes que pour les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE. Cette diminution peut être imputée au moins en partie au rapprochement des comportements à risque des hommes et des femmes, comme le tabagisme, qui s'est accompagné d'une réduction sensible des taux de mortalité due à des maladies cardiovasculaires chez les hommes.

Les pays dont le revenu national est plus élevé (mesuré par le PIB par habitant) bénéficient généralement d'une espérance de vie à la naissance plus élevée, même si le lien est moins évident à mesure que les niveaux de revenu augmentent.

Définition

L'espérance de vie à la naissance correspond au nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre, si le taux de mortalité actuel n'évolue pas. Toutefois, les taux effectifs de mortalité par âge d'une génération particulière ne peuvent être connus à l'avance. Si ces taux diminuent (comme on l'a vu au cours des dernières décennies dans les pays de l'OCDE), la durée de vie réelle d'une personne sera plus grande que l'espérance de vie calculée d'après les taux de mortalité actuels.

Comparabilité

La méthode employée pour calculer l'espérance de vie peut varier légèrement d'un pays à l'autre. Ces différences peuvent influencer sur la comparabilité des estimations communiquées par les pays sur l'espérance de vie car, selon la méthode utilisée, ces estimations peuvent varier d'une fraction d'année. L'espérance de vie à la naissance de l'ensemble de la population de tous les pays est calculée par le Secrétariat de l'OCDE, à partir de la moyenne non pondérée de l'espérance de vie des hommes et des femmes.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Systèmes de santé, efficacité et politiques*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



Espérance de vie à la naissance

Nombre d'années

	Femmes				Hommes				Total			
	1970 ou première année disponible	1990	2000	2010 ou dernière année disponible	1970 ou première année disponible	1990	2000	2010 ou dernière année disponible	1970 ou première année disponible	1990	2000	2010 ou dernière année disponible
Allemagne	73.6	78.5	81.2	83.0	67.5	72.0	75.1	78.0	70.5	75.3	78.2	80.5
Australie	74.2	80.1	82.0	84.0	67.4	73.9	76.6	79.5	70.8	77.0	79.3	81.8
Autriche	73.5	79.0	81.2	83.5	66.5	72.3	75.2	77.9	70.0	75.6	78.2	80.7
Belgique	74.3	79.5	81.0	83.0	67.8	72.7	74.6	77.6	71.0	76.1	77.8	80.3
Canada	76.4	80.8	81.7	..	69.3	74.4	76.3	..	72.8	77.6	79.0	..
Chili	..	76.5	80.0	82.0	..	69.4	73.7	75.9	..	72.9	76.8	79.0
Corée	65.6	75.5	79.6	84.1	58.7	67.3	72.3	77.2	62.1	71.4	76.0	80.7
Danemark	75.9	77.8	79.2	81.4	70.7	72.0	74.5	77.2	73.3	74.9	76.8	79.3
Espagne	74.8	80.6	82.9	85.3	69.2	73.4	75.8	79.1	72.0	77.0	79.4	82.2
Estonie	74.0	74.7	76.0	80.5	65.4	64.5	65.1	70.6	69.7	69.6	70.6	75.6
États-Unis	74.7	78.8	79.3	81.1	67.1	71.8	74.1	76.2	70.9	75.3	76.7	78.7
Finlande	75.0	79.0	81.2	83.5	66.5	71.0	74.2	76.9	70.8	75.0	77.7	80.2
France	75.9	80.9	82.8	84.7	68.4	72.8	75.3	78.0	72.2	76.8	79.0	81.3
Grèce	76.0	79.5	80.6	82.8	71.6	74.7	75.5	78.4	73.8	77.1	78.0	80.6
Hongrie	72.1	73.7	75.9	78.1	66.3	65.1	67.4	70.5	69.2	69.4	71.7	74.3
Irlande	73.5	77.7	79.2	83.2	68.8	72.1	74.0	78.7	71.2	74.9	76.6	81.0
Islande	77.3	80.5	81.8	83.5	71.2	75.4	78.4	79.5	74.3	78.0	80.1	81.5
Israël	73.4	78.4	80.9	83.6	70.1	74.9	76.7	79.7	71.8	76.7	78.8	81.7
Italie	74.9	80.3	82.8	..	69.0	73.8	76.9	..	72.0	77.1	79.8	..
Japon	74.7	81.9	84.6	86.4	69.3	75.9	77.7	79.6	72.0	78.9	81.2	83.0
Luxembourg	73.0	78.7	81.3	83.5	66.2	72.4	74.6	77.9	69.7	75.5	78.0	80.7
Mexique	63.2	73.5	76.5	77.8	58.5	67.7	71.3	73.1	60.9	70.6	73.9	75.5
Norvège	77.5	79.9	81.5	83.3	71.2	73.5	76.0	79.0	74.3	76.7	78.8	81.2
Nouvelle-Zélande	74.5	78.4	80.8	82.8	68.4	72.5	75.9	79.1	71.5	75.5	78.3	81.0
Pays-Bas	76.5	80.1	80.5	82.7	70.8	73.8	75.5	78.8	73.7	77.0	78.0	80.8
Pologne	73.3	75.2	78.0	80.6	66.6	66.2	69.7	72.1	70.0	70.7	73.8	76.3
Portugal	69.7	77.5	80.2	82.8	63.6	70.6	73.2	76.7	66.7	74.1	76.7	79.8
République slovaque	72.9	75.4	77.4	78.8	66.7	66.6	69.1	71.6	69.8	71.0	73.3	75.2
République tchèque	73.1	75.5	78.5	80.9	66.1	67.6	71.7	74.5	69.6	71.5	75.1	77.7
Royaume-Uni	75.0	78.5	80.3	82.6	68.7	72.9	75.5	78.6	71.8	75.7	77.9	80.6
Slovenie	..	77.2	79.1	82.7	..	69.4	71.9	76.3	..	73.3	75.5	79.5
Suède	77.1	80.4	82.0	83.5	72.2	74.8	77.4	79.5	74.7	77.6	79.7	81.5
Suisse	76.2	80.9	82.8	84.9	70.0	74.0	77.0	80.3	73.1	77.5	79.9	82.6
Turquie	56.3	69.5	73.1	76.8	52.0	65.4	69.0	71.8	54.1	67.5	71.0	74.3
UE-27	74.0	77.7	79.6	81.8	67.9	70.5	73.0	75.5	71.0	74.1	76.3	78.7
OCDE	73.4	78.1	80.2	82.4	67.2	71.4	74.0	76.9	70.3	74.7	77.1	79.7
Afrique du Sud	55.6	65.3	57.3	52.8	50.3	57.9	52.3	51.4	53.0	61.6	54.8	52.1
Bésil	60.7	70.2	74.1	76.7	56.5	62.7	66.4	69.7	58.6	66.5	70.3	73.2
Chine	63.6	71.1	72.9	75.0	62.2	67.9	69.6	71.6	62.9	69.5	71.3	73.3
Fédération de Russie	73.5	74.3	72.3	74.9	63.0	63.8	59.1	63.0	68.3	69.0	65.7	69.0
Inde	48.5	58.7	62.6	66.7	49.8	58.1	60.6	63.6	49.1	58.4	61.6	65.2
Indonésie	53.5	63.8	67.3	70.6	50.3	60.5	64.1	67.3	51.9	62.1	65.7	69.0

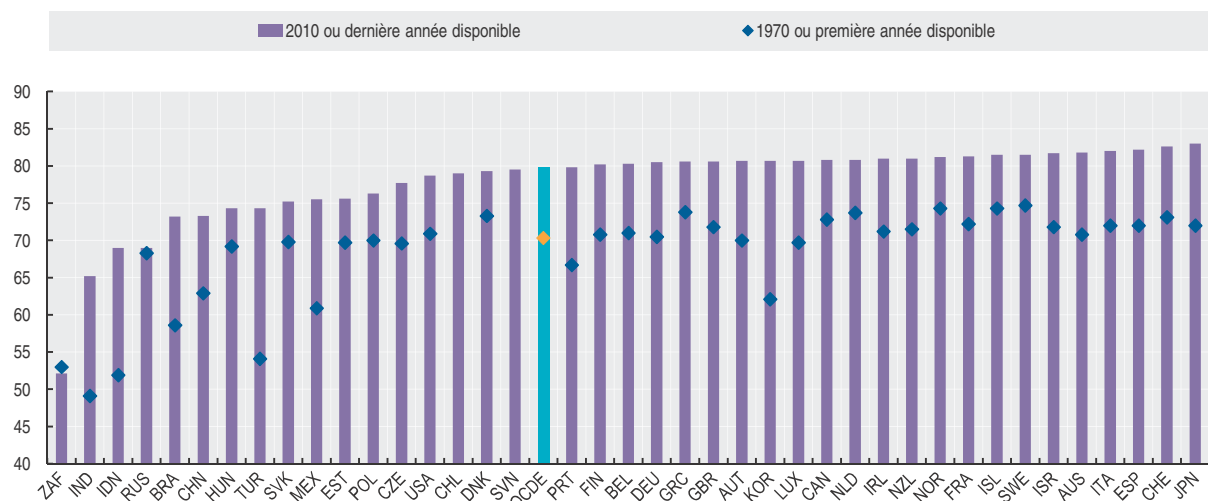
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932716483>

Espérance de vie à la naissance

Nombre d'années



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932716502>

MORTALITÉ INFANTILE

La mortalité infantile exprime les effets de la situation matérielle et sociale des mères et des nouveau-nés, mais aussi du milieu social, des modes de vie individuels ainsi que des caractéristiques des systèmes de santé. Le fait que dans certains pays, le taux de mortalité infantile soit faible malgré des dépenses de santé de faible niveau conduit à penser qu'il n'est pas indispensable d'accroître ces dépenses pour obtenir de meilleurs résultats dans ce domaine.

Définition

Le taux de mortalité infantile est le nombre de décès d'enfants de moins d'un an pour 1000 naissances vivantes. La mortalité néonatale recouvre les décès d'enfants pendant leurs quatre premières semaines de vie. La mortalité post-néonatale recouvre les décès d'enfants survenant entre deux et douze mois.

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, le taux de mortalité infantile est faible, de même que les écarts entre les pays. Un petit groupe de pays membres et émergents enregistre toutefois un taux supérieur à 10 décès pour mille naissances vivantes. En 2010, le taux de mortalité infantile dans les pays de l'OCDE était inférieur à 3 décès pour 1000 naissances vivantes dans les pays nordiques (Islande, Finlande, Suède, Norvège), au Japon, au Portugal, en Slovaquie et en République tchèque, mais atteignait 10 en Turquie et 14 au Mexique. Ce taux était aussi relativement élevé (6 ou plus pour 1000 naissances vivantes) au Chili et aux États-Unis, même si le taux enregistré aux États-Unis (et au Canada) peut être plus élevé que dans d'autres pays en raison de l'enregistrement de bébés grands prématurés ou d'un poids très faible. La moyenne dans les pays de l'OCDE était de 4,3 décès pour mille naissances vivantes en 2010.

Environ deux tiers des décès qui se produisent au cours de la première année de vie sont des décès néonataux (c'est-à-dire au cours des quatre premières semaines). Étant donné que les femmes sont de plus en plus nombreuses à différer leur maternité et que les naissances multiples liées au traitement de la stérilité augmentent, le nombre de naissances prématurées tend à s'accroître. S'agissant des décès survenant après un mois (mortalité post-néonatale), les causes sont généralement plus diverses, la plus courante étant le syndrome de la mort subite du nourrisson (MSN), les malformations congénitales, les infections et les accidents.

Tous les pays de l'OCDE ont accompli des progrès remarquables dans la réduction du taux de mortalité infantile depuis 1970, époque à laquelle la moyenne était de près de 30 décès pour mille naissances vivantes (contre 4,3 en moyenne actuellement), ce qui représente une baisse de 85 % depuis 1970. Le Portugal, qui avait le taux de mortalité le plus élevé d'Europe, a vu ce dernier diminuer de plus de 7 % par an depuis 1970 pour se ranger parmi les plus bas des pays de l'OCDE en 2010. On relève aussi une forte baisse des taux de mortalité infantile en Corée et en Turquie, mais une réduction plus lente aux États-Unis et aux Pays-Bas.

Comparabilité

Les écarts entre pays concernant les taux de mortalité infantile et néonatale peuvent être dus dans une certaine mesure aux pratiques différentes qu'ils suivent pour enregistrer les enfants prématurés. Les États-Unis et le Canada par exemple, enregistrent une proportion bien plus élevée de bébés pesant moins de 500 g. Certains pays n'ont en principe ni âge de grossesse ni limite de poids pour l'enregistrement de la mortalité. Des limites existent en Norvège (où l'âge de grossesse nécessaire pour être compté comme une mort survenue après une naissance vivante doit dépasser le seuil très bas de 12 semaines) et en République tchèque, aux Pays-Bas et en Pologne (qui appliquent un âge minimum de 22 semaines et un seuil de poids de 500g).

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.
- OCDE (2009), *Assurer le bien-être des enfants*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OECD (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.

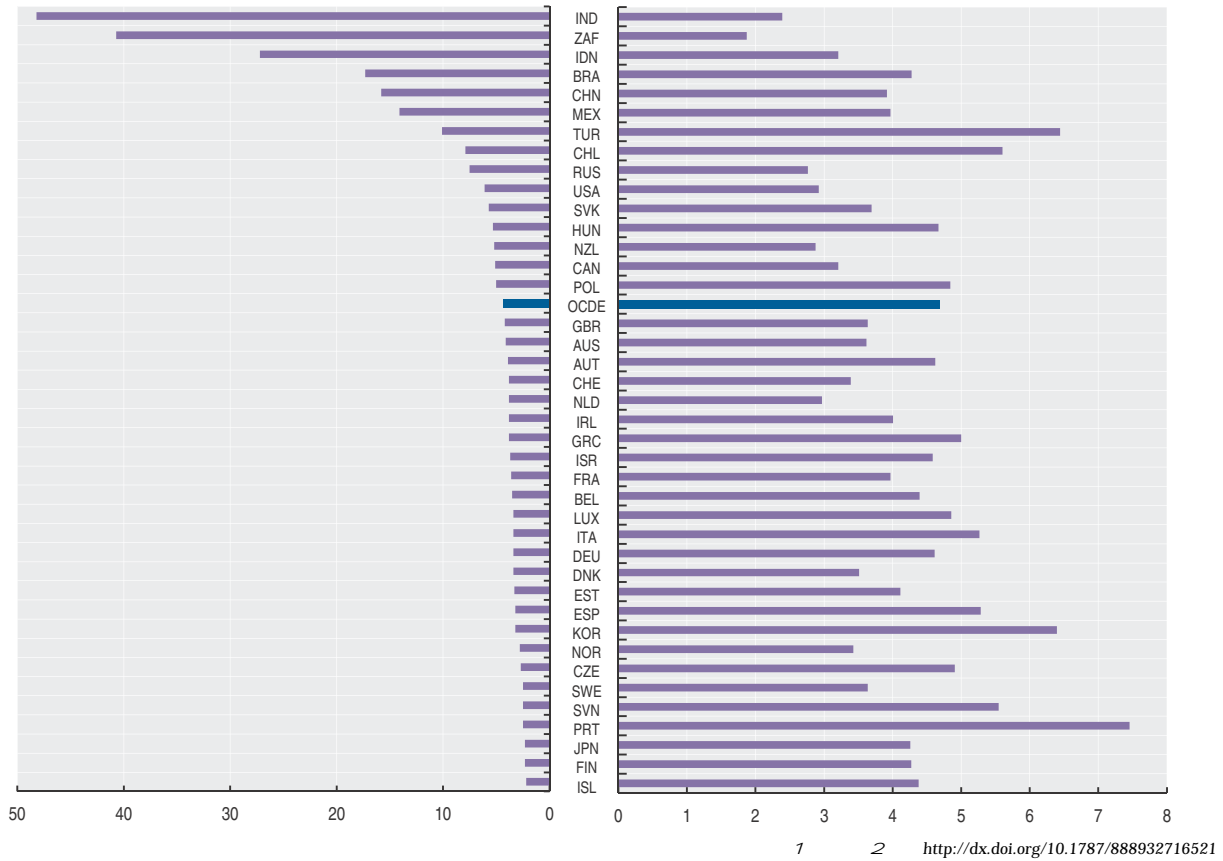


Taux de mortalité infantile

2010 et taux moyen annuel de diminution 1970-2010

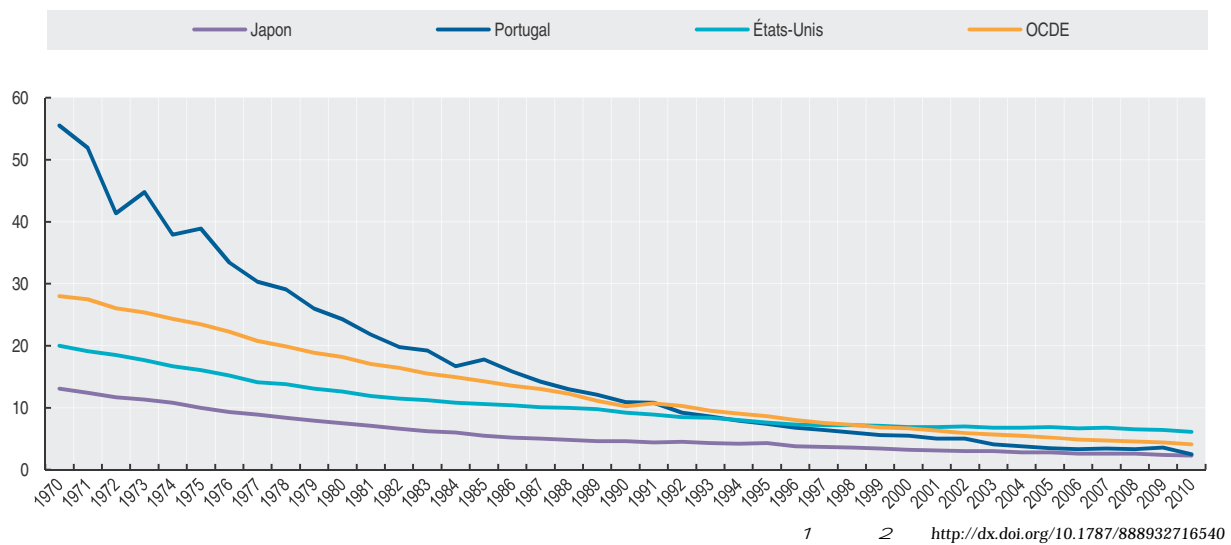
2010

taux moyen annuel de déclin 1970-2010



Taux de mortalité infantile dans certains pays membres

Morts pour 1 000 naissances vivantes



SUICIDES

Le fait de se donner délibérément la mort témoigne certes de graves problèmes personnels mais aussi d'une dégradation de l'environnement social dans lequel vit un individu. Le suicide peut être l'aboutissement de différents facteurs. Il est plus susceptible de se produire durant des périodes de crise liée à des problèmes relationnels, à une consommation abusive d'alcool ou de drogue, au chômage, à une dépression ou à d'autres formes de troubles psychiques. C'est pourquoi il est souvent utilisé comme un indicateur indirect de l'état de santé psychologique d'une population.

Le suicide est souvent lié à la dépression et à l'abus d'alcool ou d'autres substances. Le dépistage précoce de ces problèmes psychosociaux au sein des groupes à risque par la famille et les professionnels de santé doit faire partie des objectifs des campagnes de prévention du suicide et doit s'accompagner d'un soutien et d'un traitement efficaces. Beaucoup de pays cherchent à agir en faveur de la santé mentale et mettent au point des stratégies nationales de prévention, en ciblant les

En bref

Le suicide est une cause de décès importante dans de nombreux pays de l'OCDE. On a ainsi dénombré près de 150 000 décès par suicide en 2010. Les taux de suicide les plus faibles concernent les pays d'Europe du Sud (Grèce, Italie et Espagne), le Mexique et Israël, où l'on dénombre 6 décès par suicide ou moins pour 100 000 habitants. Les taux les plus élevés, supérieurs à 20 décès pour 100 000 habitants, sont observés en Corée, en Hongrie, en Russie et au Japon.

Les taux de décès par suicide sont généralement trois à quatre fois plus élevés chez les hommes que chez les femmes, et cet écart entre les sexes est resté relativement stable. La Corée, où les femmes sont davantage exposées au risque de suicide que dans les autres pays de l'OCDE, fait exception. Le suicide est également lié à l'âge, les personnes de moins de 25 ans et les personnes âgées étant des sujets particulièrement à risque. Si le taux de suicide au sein de la population âgée a, de manière générale, baissé au cours des vingt dernières années, les progrès ont été moindres au sein de la population jeune.

Depuis 1990, le taux de suicide a diminué dans de nombreux pays de l'OCDE, notamment au Danemark, en Estonie, en Hongrie, en Finlande et en Autriche, où il a baissé de 40 % ou plus. En revanche, il a augmenté en Corée, au Chili, au Mexique (même s'il reste faible), en Russie, au Japon et en Pologne. En Corée, le taux de suicide a nettement augmenté et se situe bien au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

En Corée, le taux de suicide parmi les hommes a plus que doublé, passant de 19 pour 100 000 en 1995 à 50 pour 100 000 en 2010 et le taux de suicide parmi les femmes est le plus élevé de la zone OCDE, à 21 pour 100 000. Entre 2006 et 2010, le nombre de personnes traitées pour dépression et troubles bipolaires a fortement augmenté en Corée (respectivement, de 17 % et 29 %). En outre, les personnes les plus défavorisées risquent davantage d'être touchées. La crise économique, l'affaiblissement de l'intégration sociale et l'érosion du soutien familial traditionnel apporté aux personnes âgées concourent à expliquer l'augmentation récente des taux de suicide en Corée.

groupes à risque. En Allemagne ainsi qu'en Finlande et en Islande, les programmes de prévention du suicide reposent sur des mesures visant à promouvoir une étroite collaboration multisectorielle et la constitution de réseaux.

Définition

L'Organisation mondiale de la santé définit le suicide comme un acte délibéré, accompli par une personne qui sait parfaitement ou espère qu'il aura une issue fatale. Les données relatives au taux de suicide sont établies à partir des registres officiels où sont consignées les causes de décès.

Les taux de mortalité sont calculés en rapportant le nombre de décès enregistrés à l'effectif de la population correspondante. Les taux obtenus ont été directement normalisés selon l'âge d'après la structure d'âge de la population de l'OCDE en 2010, ce qui a permis de neutraliser les variations liées aux différences de structure d'âge entre pays et dans le temps. Les données utilisées sont issues de la Base de données de l'OMS sur la mortalité.

Comparabilité

La comparabilité internationale des taux de suicide peut être altérée par un certain nombre de critères de déclaration, notamment la méthode de constatation, les personnes chargées d'établir le certificat de décès, la réalisation ou non d'une enquête médico-légale et les dispositions relatives au caractère confidentiel de la cause du décès. En outre, le nombre de décès par suicide peut être sous-estimé dans certains pays en raison du tabou qui entoure ce phénomène dans la société ou à cause des problèmes de données liés aux critères de déclaration. Une certaine prudence s'impose donc dans l'interprétation des différences de taux entre pays.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Mal-être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi*, Santé mentale et emploi, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), "Mental Health in OECD Countries", *OECD Policy Brief*, Éditions OCDE.

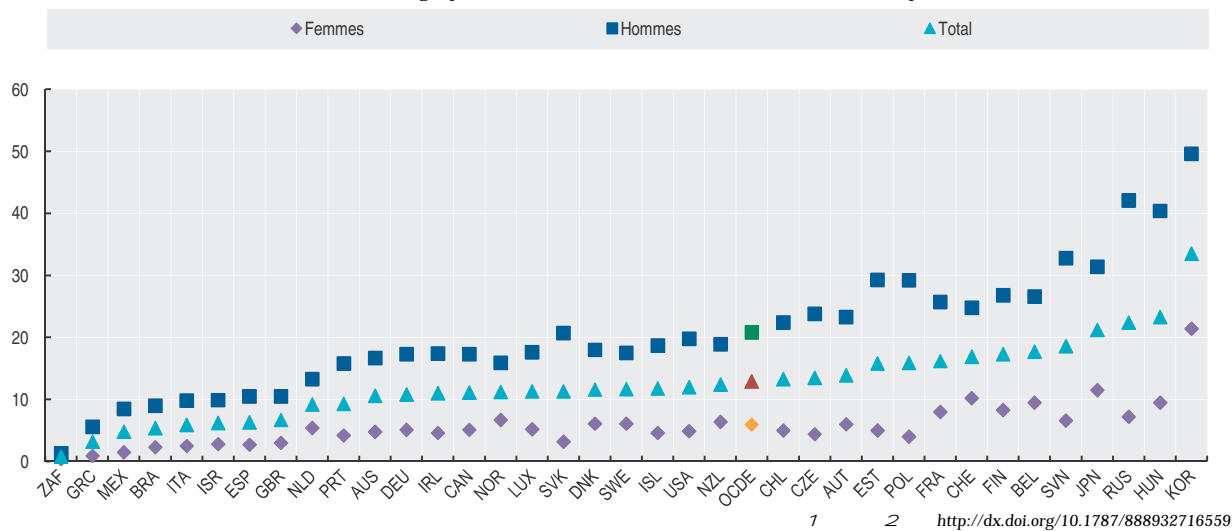
Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", *Statistiques de l'OCDE sur la santé*.



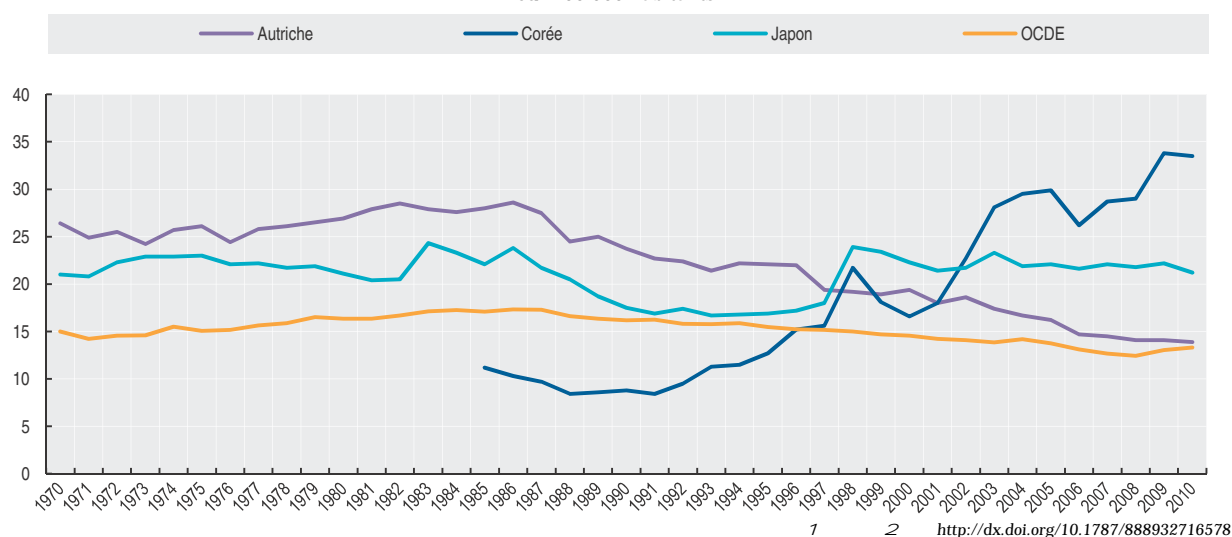
Taux de suicide par sexe

Normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants, 2010 ou dernière année disponible



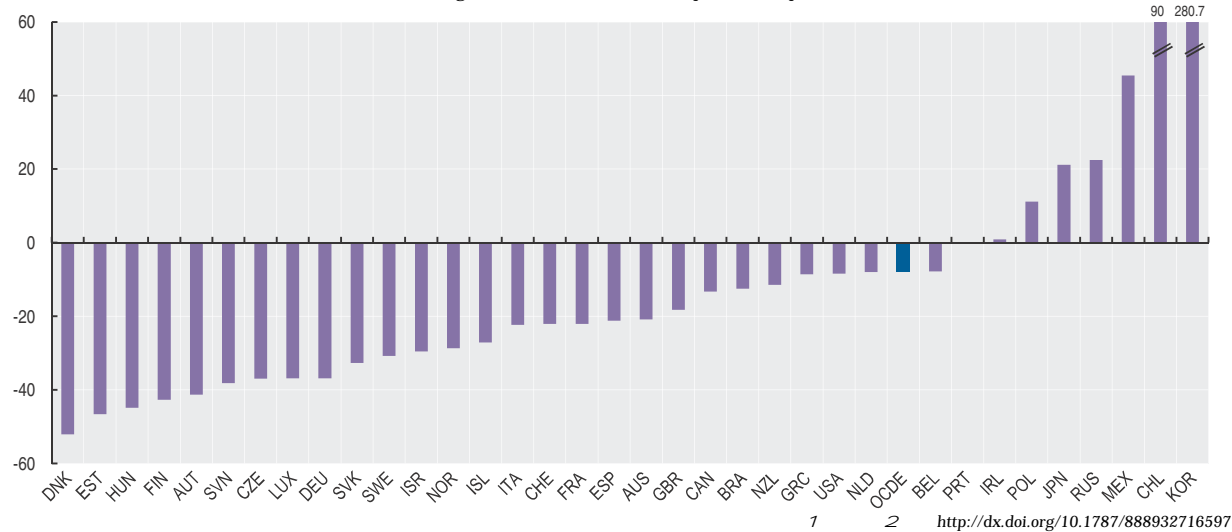
Tendance du taux de suicide

Pour 100 000 habitants



Évolution du taux de suicide

Pourcentage, 1990-2010 ou dernière période disponible



TABAGISME

Le tabac est responsable d'environ un décès sur dix chez les adultes dans le monde, soit environ 5 millions de décès par an. Il constitue un important facteur de risque pour au moins deux des principales causes de mortalité prématurée, à savoir les affections de l'appareil circulatoire et le cancer, car il accroît le risque de crise cardiaque, d'accident vasculaire cérébral, de cancer du poumon, de cancer du larynx et de la cavité buccale et de cancer du pancréas. Smoking provoque aussi des maladies vasculaires périphériques et de l'hypertension. De plus, il favorise fortement les affections respiratoires comme les bronchopneumopathies chroniques obstructives (BPCO), et sa consommation pendant la grossesse peut avoir pour conséquence un faible poids à la naissance et l'apparition de maladies chez les nourrissons. Le tabac demeure le plus gros risque évitable pour la santé dans les pays de l'OCDE.

Plusieurs études mettent clairement en évidence des différences socioéconomiques quant au tabagisme et à la mortalité qui lui est associée. Les catégories situées au bas de l'échelle sociale se caractérisent par une consommation de tabac plus répandue et plus forte. L'importance du tabagisme en tant que facteur d'inégalité en matière d'état de santé général est telle que, dans une population entièrement composée de non-fumeurs, les différences de mortalité entre les catégories sociales seraient divisées par deux.

Dans les années d'après-guerre, la plupart des pays de l'OCDE ont eu tendance à suivre un schéma général marqué par l'existence d'une très forte proportion de fumeurs parmi les hommes (50 % ou plus) jusqu'aux années 60 et 70, puis par une

nette diminution de la consommation de tabac dans les années 80 et 90. Cette baisse est due en grande partie aux mesures prises pour réduire le tabagisme, comme les campagnes de sensibilisation, l'interdiction de la publicité et l'augmentation de la fiscalité, afin de remédier à la progression des maladies liées au tabac. Aux politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics se sont ajoutées les actions des associations de lutte contre le tabagisme qui sont parvenues, en particulier en Amérique du Nord, à réduire la consommation de tabac en faisant connaître les véritables effets de celle-ci sur la santé.

Définition

La proportion de fumeurs quotidiens correspond au pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus qui déclare fumer chaque jour.

Comparabilité

La comparabilité internationale est limitée en raison du manque de normalisation des indicateurs utilisés par les pays de l'OCDE pour évaluer les habitudes en matière de consommation de tabac dans les enquêtes sur la santé. Il subsiste des différences quant aux groupes d'âge visés par les enquêtes, au libellé des questions, aux catégories de réponses et aux méthodes d'enquête appliquées. Par exemple, dans plusieurs pays, les personnes interrogées sont invitées à indiquer si elles fument régulièrement et non si elles fument quotidiennement.

En bref

La proportion de fumeurs quotidiens dans la population adulte diffère sensiblement d'un pays à l'autre, même entre pays voisins. En 2010, cette proportion était inférieure à 20 % dans 15 des 34 pays de l'OCDE. Parmi ces derniers, c'est au Mexique, en Suède, en Islande, en Australie et aux États-Unis qu'elle était la plus faible. Bien qu'il subsiste de fortes disparités, le taux de tabagisme a nettement reculé dans la majorité des pays de l'OCDE. Il a diminué en moyenne d'environ un tiers au cours des vingt dernières années, la baisse ayant été plus forte chez les hommes que chez les femmes. Il a beaucoup reculé dans les pays nordiques : au Danemark (de 45 % en 1990 à 20 % en 2010), en Islande (de 30 % à 14 %), en Suède (de 26 % à 14 %), en Norvège (de 32 % à 21 %) et aux Pays-Bas (de 37 % à 21 %). La Grèce continue d'enregistrer le taux de fumeurs le plus élevé de l'OCDE, avec le Chili et l'Irlande (environ 30 % de la population adulte fume quotidiennement) et ce taux est encore plus élevé en Russie.

La prévalence du tabagisme est plus élevée chez les hommes dans tous les pays de l'OCDE, à l'exception de la Suède. Les taux relevés pour les femmes et les hommes sont égaux ou presque égaux au Danemark, en Islande, en Norvège et au Royaume-Uni. En 2010, l'écart entre femmes et hommes était particulièrement grand au Japon, en Corée et en Turquie, de même qu'en Russie, en Indonésie et en Chine. Le taux de tabagisme continue de diminuer chez les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE et, dans plusieurs d'entre eux, à un rythme plus rapide que celui des hommes. Toutefois, il n'a que peu ou pas reculé depuis 2000 en France, en Italie et en République tchèque.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Systèmes de santé, efficacité et politiques*, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OECD (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

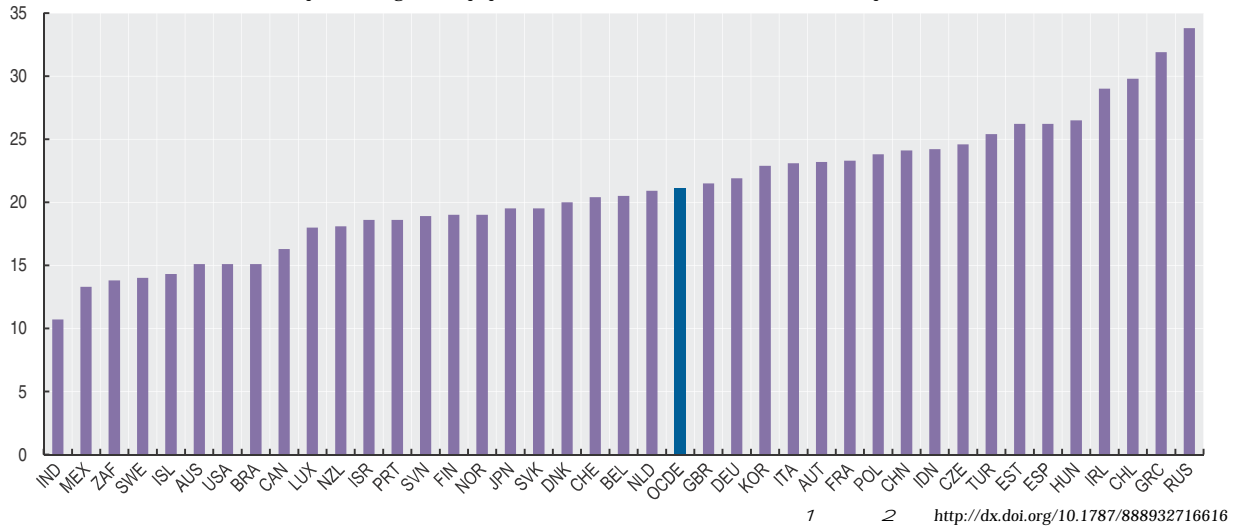
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



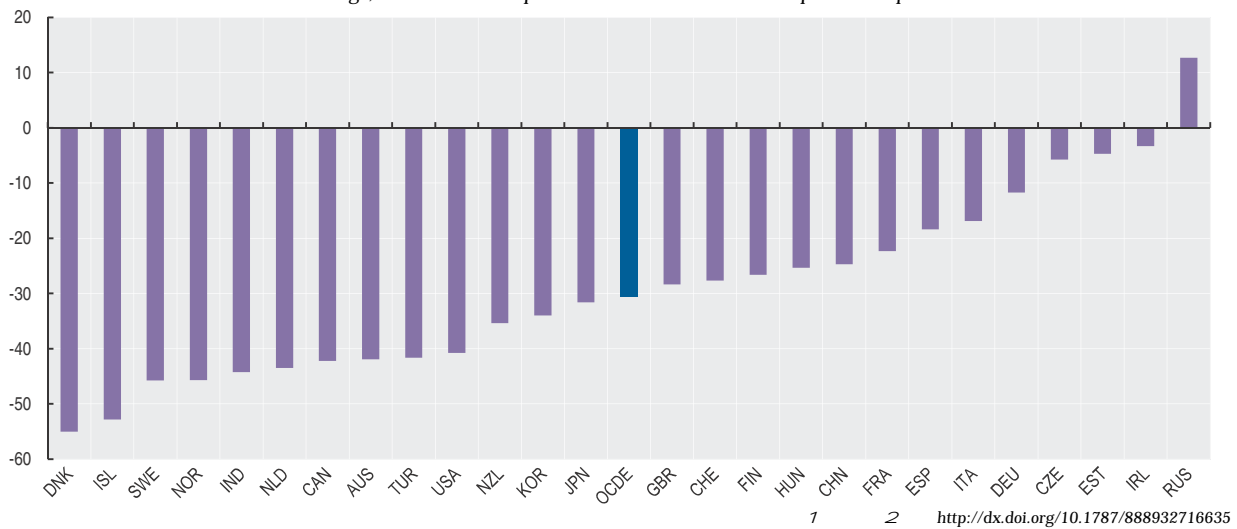
Population adulte fumant quotidiennement

En pourcentage de la population adulte, 2010 ou dernière année disponible



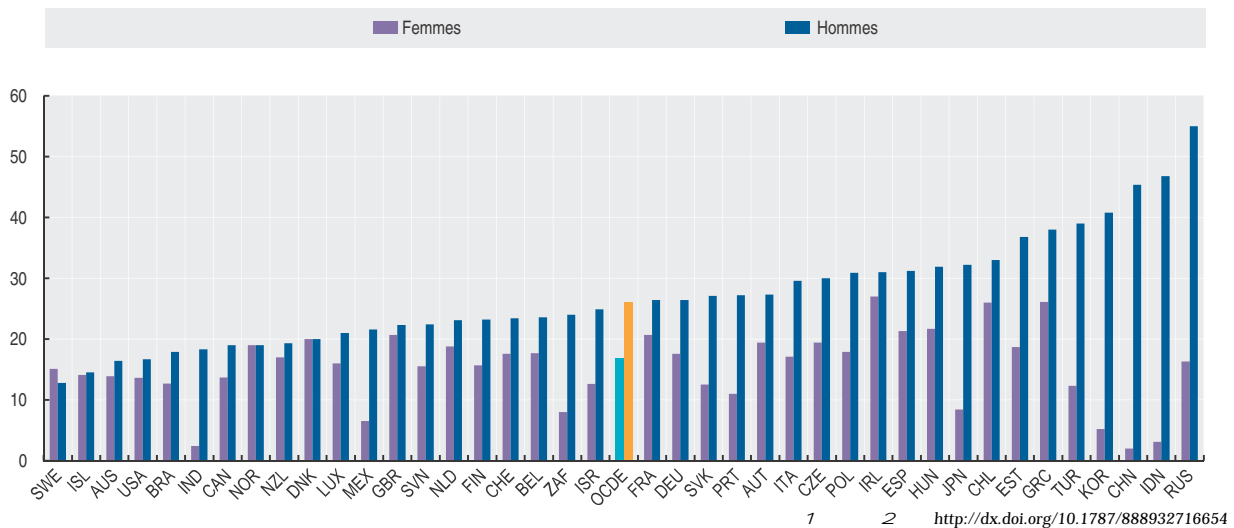
Évolution du taux de tabagisme

Pourcentage, évolution sur la période 1990-2010 ou dernière période disponible



Population adulte fumant quotidiennement, par sexe

Pourcentage, 2010 ou dernière année disponible



CONSOMMATION D'ALCOOL

Le bilan sanitaire de la consommation excessive d'alcool, s'agissant tant de la morbidité que de la mortalité, est considérable. Une forte consommation d'alcool a de nombreuses conséquences négatives pour la santé et sur le plan social, comme un risque aggravé de cardiopathie, d'accident vasculaire cérébral et de maladie vasculaire, ainsi que de cirrhose du foie et d'apparition de certains cancers. De plus, l'exposition

En bref

La consommation d'alcool mesurée d'après les ventes annuelles à l'aide des données disponibles les plus récentes se situe à 9,5 litres par adulte en moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Si l'on excepte le Luxembourg, où le volume des ventes nationales entraîne une surestimation de la consommation, l'Autriche, la Corée et la France sont les pays où la consommation d'alcool était la plus élevée en 2010 (12 litres ou plus par adulte et par an). Une faible consommation d'alcool a été relevée en Indonésie, en Inde, en Turquie et en Israël, où les traditions religieuses et culturelles en restreignent la consommation dans certaines catégories de la population, ainsi qu'en Afrique du Sud, en Chine, au Mexique et dans certains pays nordiques (Norvège, Islande et Suède).

Si la consommation moyenne d'alcool a progressivement diminué dans beaucoup de pays de l'OCDE au cours des trente dernières années, elle a augmenté dans d'autres, comme la Corée, l'Islande, la Norvège et la Pologne. On observe un certain rapprochement des habitudes de consommation dans l'ensemble des pays de l'OCDE, avec une progression de la consommation de vin dans nombre de pays traditionnellement buveurs de bière, et vice-versa. Dans les pays producteurs de vin de longue date que sont l'Italie, la France et l'Espagne, de même qu'au Portugal, en Grèce et en Suisse, la consommation par habitant a nettement diminué depuis 1990. La consommation d'alcool a augmenté en Russie, ainsi qu'au Brésil et en Chine, mais dans ces deux derniers pays, la consommation par habitant reste faible.

Les variations de la consommation d'alcool d'un pays à l'autre et dans le temps tiennent non seulement à l'évolution des habitudes de consommation, mais aussi aux mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre l'abus d'alcool. Les restrictions visant la publicité et la vente ainsi que les mesures fiscales se sont révélées efficaces pour en réduire la consommation. L'encadrement rigoureux de la vente d'alcool et l'instauration d'une fiscalité élevée se traduisent par une moindre consommation globale dans la plupart des pays nordiques.

Si la consommation d'alcool par habitant dans la population adulte fournit des informations utiles sur les tendances à long terme, elle ne permet pas de distinguer les sous-groupes exposés à des risques en raison d'habitudes de consommation néfastes. La plupart des maladies associées à l'alcool apparaissent chez les personnes qui ont un problème de dépendance. L'absorption de grandes quantités d'alcool en un temps très court, appelée "suralcoolisation occasionnelle" ou "binge drinking" en anglais, est un mode de consommation particulièrement dangereux qui est en progression dans certains pays et certains groupes sociaux, en particulier chez les jeunes hommes.

foetale à l'alcool augmente le risque d'anomalie congénitale et de déficience intellectuelle. L'alcool constitue également un facteur de risque de décès et de handicap en raison des accidents, des agressions, des actes de violence, des homicides et des suicides dont il peut être à l'origine. C'est pourtant l'un des principaux facteurs de risque évitables.

En 2010, l'Organisation mondiale de la santé a adopté une stratégie mondiale de lutte contre l'usage nocif de l'alcool, qui repose sur des mesures directes, comme la mise en place de services médicaux pour traiter les problèmes de santé liés à l'alcool, et des mesures indirectes consistant par exemple à agir sur l'accessibilité et la commercialisation des boissons alcoolisées.

Définition

La consommation d'alcool est mesurée d'après les ventes annuelles d'alcool pur, en nombre de litres, par personne âgée de 15 ans et plus.

Comparabilité

Les méthodes utilisées pour convertir les boissons alcoolisées en alcool pur peuvent différer d'un pays à l'autre. Les statistiques officielles n'intègrent pas la consommation d'alcool non recensée, comme celle des boissons alcoolisées produites à domicile. L'Italie rend compte de la consommation d'alcool dans la population âgée de 14 ans et plus, la Suède à partir de 16 ans, et le Japon à partir de 20 ans. Dans certains pays (ex., Luxembourg), le volume des ventes nationales ne reflète pas exactement la consommation réelle des résidents car les achats des non-résidents peuvent créer une importante différence entre ces ventes et la consommation.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Huerta, M. et F. Borgonovi (2010), "Education, Alcohol Use and Abuse among Young Adults in Britain", *OECD Education Working Papers*, No. 50, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

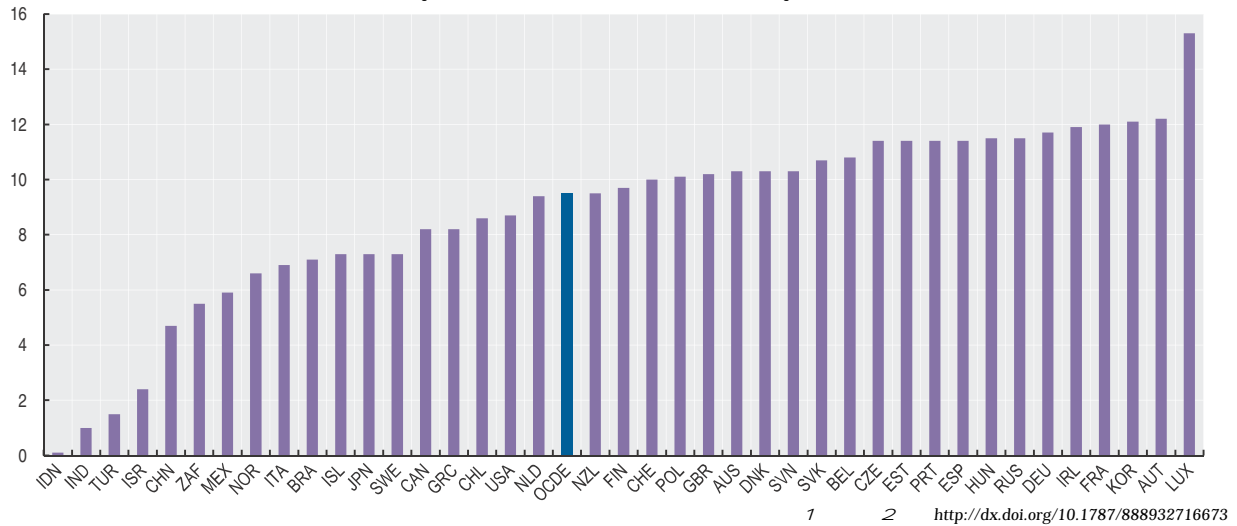
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



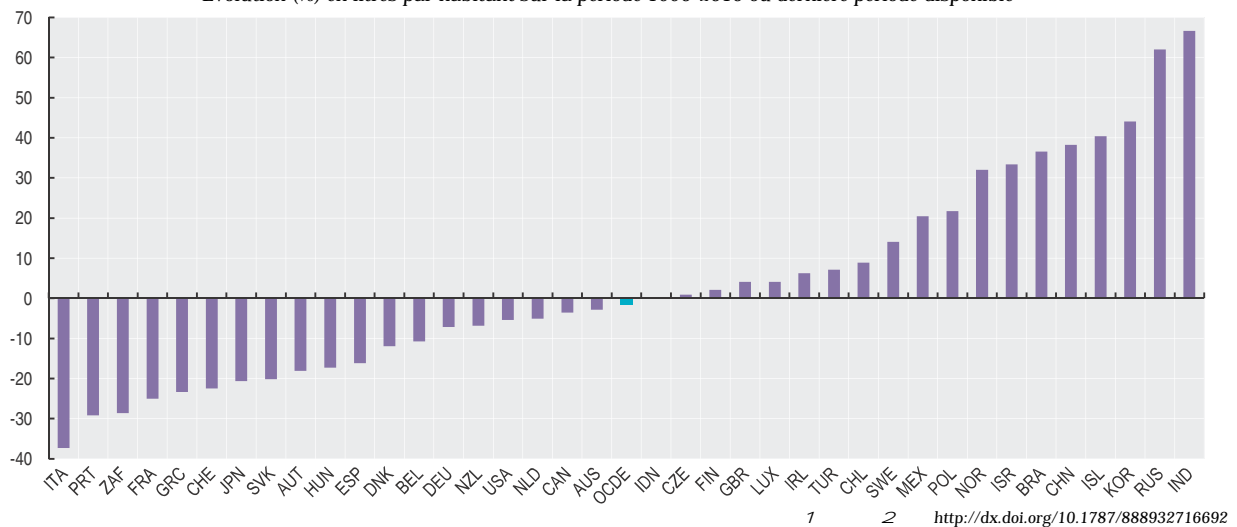
Consommation d'alcool des personnes âgées de 15 ans et plus

Litres par habitant, 2010 ou dernière année disponible



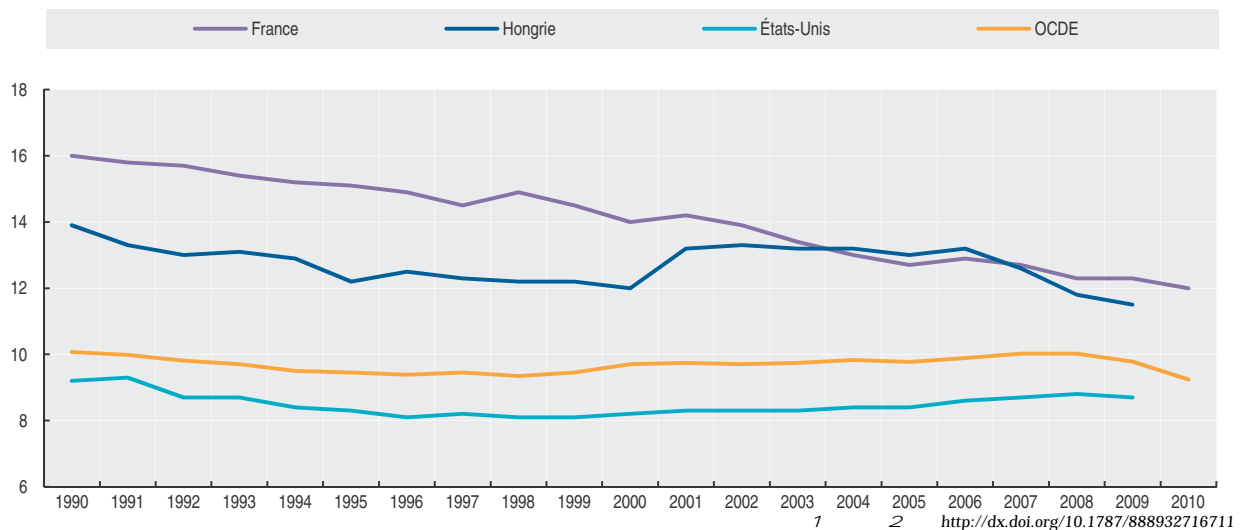
Évolution de la consommation d'alcool en litre par habitant parmi les personnes âgées de 15 ans et plus

Évolution (%) en litres par habitant sur la période 1990-2010 ou dernière période disponible



Évolution de la consommation d'alcool des personnes âgées de 15 ans et plus

Litres par habitant



SURPOIDS ET OBÉSITÉ

L'augmentation des situations de surpoids et d'obésité représente un grave problème de santé publique. L'obésité constitue un facteur de risque connu pour de nombreux problèmes de santé, dont l'hypertension, l'excès de cholestérol, le diabète, les maladies cardio-vasculaires, les problèmes respiratoires (asthme), les troubles musculosquelettiques (arthrite), et certaines formes de cancer. Plusieurs facteurs comportementaux et environnementaux contribuent à l'augmentation des taux de surpoids et de l'obésité dans les pays industrialisés, notamment la chute du prix réel des produits alimentaires et le manque croissant d'activité physique.

L'obésité est associée à une augmentation du risque de contracter une maladie chronique, et donc susceptible d'entraîner un important surcroît de dépenses de santé. On observe un décalage de plusieurs années entre l'apparition de l'obésité et les problèmes de santé qui lui sont associés, ce qui donne à penser que l'accroissement de l'obésité va générer dans les années à venir des coûts de santé plus élevés. Le taux de mortalité augmente aussi très fortement lorsque le seuil de surpoids est dépassé.

Définition

Le surpoids et l'obésité se définissent comme un poids excessif présentant des risques pour la santé en raison de la forte proportion de graisse corporelle. Pour les mesures, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre

représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille (poids/taille², le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètre). Selon la classification de l'OMS, un adulte est en surpoids lorsque son IMC se situe entre 25 et 30, et il est obèse si son IMC est supérieur à 30.

Comparabilité

La classification fondée sur l'IMC n'est pas nécessairement adaptée à tous les groupes ethniques, qui peuvent être exposés à des risques différents avec un IMC analogue. Les seuils applicables aux adultes ne conviennent pas non plus pour déterminer s'il y a surpoids ou obésité chez les enfants.

Dans la plupart des pays, les données sur le surpoids et l'obésité sont recueillies au moyen d'enquêtes réalisées auprès de la population. Toutefois, un tiers environ des pays de l'OCDE tirent leurs estimations d'examen de santé. Ces différences limitent la comparabilité des données, les estimations tirées d'examen de santé étant généralement plus élevées et plus fiables que les informations fournies lors d'entretiens sur l'état de santé.

Les pays suivants utilisent des données tirées d'examen de santé : Australie, Canada, Chili, Corée, États-Unis, Finlande, Hongrie, Irlande, Japon, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni et Slovaquie.

En bref

Il ressort des dernières enquêtes disponibles que plus de la moitié (53 %) de la population adulte des pays de l'OCDE se dit aujourd'hui en surpoids ou obèse. Dans les pays où le poids et la taille sont mesurés, cette proportion est encore plus élevée : 57 %. Le surpoids et l'obésité chez les adultes dépasse 50 % dans pas moins de 21 pays membres sur 34. À l'inverse, les taux de surpoids et d'obésité sont beaucoup plus bas au Japon et en Corée, et dans certains pays d'Europe (France et Suisse), même s'ils progressent aussi dans ces pays.

La prévalence de l'obésité (qui présente des risques plus grands pour la santé que la surcharge pondérale) varie dans un rapport d'environ un à dix dans les pays de l'OCDE : il oscille de 4 % en Corée et au Japon à plus de 30 % aux États-Unis et au Mexique. En moyenne dans les pays de l'OCDE, 18 % des adultes souffrent d'obésité. Le taux d'obésité moyen est le même pour les hommes et les femmes, mais il existe des écarts dans certains pays. Ainsi, au Chili, en Turquie et au Mexique, ce taux est plus élevé parmi les femmes, alors qu'il est supérieur chez les hommes en Islande et en Norvège.

La prévalence de l'obésité a progressé de plus de 40 % au cours des dix dernières années dans plusieurs pays, notamment le Danemark, la Suède, la Norvège, la France et la République tchèque (la moyenne de l'OCDE passant de 13 % en 2000 à 18 % en 2010). Cette progression rapide est observée partout, quelle que soit la situation d'il y a dix ans : le taux d'obésité a augmenté de 50 % en Norvège et en République tchèque, alors même que le taux actuel en Norvège est environ deux fois inférieur à celui de la République tchèque.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2010), *L'obésité et l'économie de la prévention*, Objectif santé, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OECD (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

Sites Internet

- OECD Economics of prevention project, www.oecd.org/health/prevention.
- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.



Population en surpoids et obèse âgée de 15 ans et plus

En pourcentage de la population âgée de 15 et plus, 2010 ou dernière année disponible

	Femmes			Hommes			Total		
	Surpoids	Obèse	Surpoids et obèse	Surpoids	Obèse	Surpoids et obèse	Surpoids	Obèse	Surpoids et obèse
Allemagne	29.1	13.8	42.9	44.4	15.7	60.1	36.7	14.7	51.4
Australie	31.0	23.6	54.7	42.2	25.5	67.7	36.7	24.6	61.2
Autriche	29.9	12.7	42.6	44.9	12.0	56.9	35.3	12.4	47.7
Belgique	26.0	14.4	40.4	40.6	13.1	53.7	33.1	13.8	46.9
Canada	30.8	23.3	54.1	40.9	25.2	66.1	35.8	24.2	60.0
Chili	33.6	30.7	64.3	45.3	19.2	64.6	39.3	25.1	64.5
Corée	21.0	4.7	25.7	31.2	3.5	34.8	26.1	4.1	30.2
Danemark	26.3	13.1	39.4	40.5	13.7	54.3	33.3	13.4	46.7
Espagne	29.9	14.7	44.6	45.5	17.3	62.8	37.6	16.0	53.6
Estonie	28.4	16.8	45.2	36.6	17.0	53.6	31.7	16.9	48.6
États-Unis	28.2	36.3	64.5	38.6	35.5	74.1	33.3	35.9	69.2
Finlande	31.3	21.1	52.4	46.6	19.3	65.9	39.0	20.2	59.2
France	23.3	13.4	36.7	37.6	12.4	49.9	29.9	12.9	42.9
Grèce	31.7	17.3	49.0	45.6	17.3	62.9	38.5	17.3	55.7
Hongrie	30.3	30.4	60.7	36.5	26.3	62.7	33.2	28.5	61.6
Irlande	32.0	24.0	56.0	45.0	22.0	67.0	38.0	23.0	61.0
Islande	31.1	19.3	50.4	44.0	22.7	66.7	37.5	21.0	58.5
Israël	28.0	14.9	42.9	40.7	17.1	57.8	34.1	16.0	50.1
Italie	27.6	9.6	37.2	44.3	11.1	55.5	35.6	10.3	46.0
Japon	17.9	3.2	21.1	26.6	3.8	30.4	21.8	3.5	25.3
Luxembourg	29.2	21.0	50.2	42.6	23.6	66.2	36.7	22.5	59.1
Mexique	37.4	34.5	71.9	42.5	24.2	66.7	39.5	30.0	69.5
Norvège	27.0	8.0	36.0	43.0	11.0	55.0	35.0	10.0	46.0
Nouvelle-Zélande	32.8	27.8	60.6	41.3	27.7	69.1	37.0	27.8	64.7
Pays-Bas	30.3	12.6	42.9	43.4	10.2	53.6	36.8	11.4	48.2
Pologne	29.4	15.2	44.6	44.8	16.6	61.4	36.4	15.8	52.2
Portugal	31.4	16.1	47.5	41.4	14.6	56.0	36.2	15.4	51.6
Republique slovaque	31.0	16.7	47.7	40.7	17.1	57.8	34.6	16.9	51.5
Republique tchèque	28.0	21.0	49.0	40.0	21.0	61.0	34.0	21.0	55.0
Royaume-Uni	31.7	26.1	57.8	41.6	26.2	67.8	36.7	26.1	62.8
Slovénie	29.6	15.8	45.4	47.9	17.0	64.9	38.7	16.4	55.1
Suède	27.1	13.1	40.2	41.0	12.6	53.6	34.0	12.9	46.9
Suisse	20.9	7.7	28.6	37.8	8.6	46.3	29.2	8.1	37.3
Turquie	28.4	21.0	49.3	37.3	13.2	50.4	33.0	16.9	49.9
UE-27	29.7	16.7	46.4	41.6	16.5	59.6	36.1	16.6	52.7
OCDE	28.9	18.1	47.0	41.3	17.5	58.7	34.8	17.8	52.7
Afrique du Sud	27.5	27.4	54.9	21.0	8.8	29.8	24.3	18.1	42.4
Brésil	28.8	15.5	44.3	37.7	14.4	52.1	33.1	15.0	48.1
Chine	15.4	3.4	18.8	16.7	2.4	19.1	16.0	2.9	18.9
Fédération de Russie	25.0	20.1	45.1	31.1	11.8	42.9	28.1	15.9	44.0
Inde	9.8	2.8	12.6	8.0	1.3	9.3	8.9	2.0	10.9
Indonésie	14.2	3.6	17.8	4.8	1.1	8.4	11.0	2.4	13.4

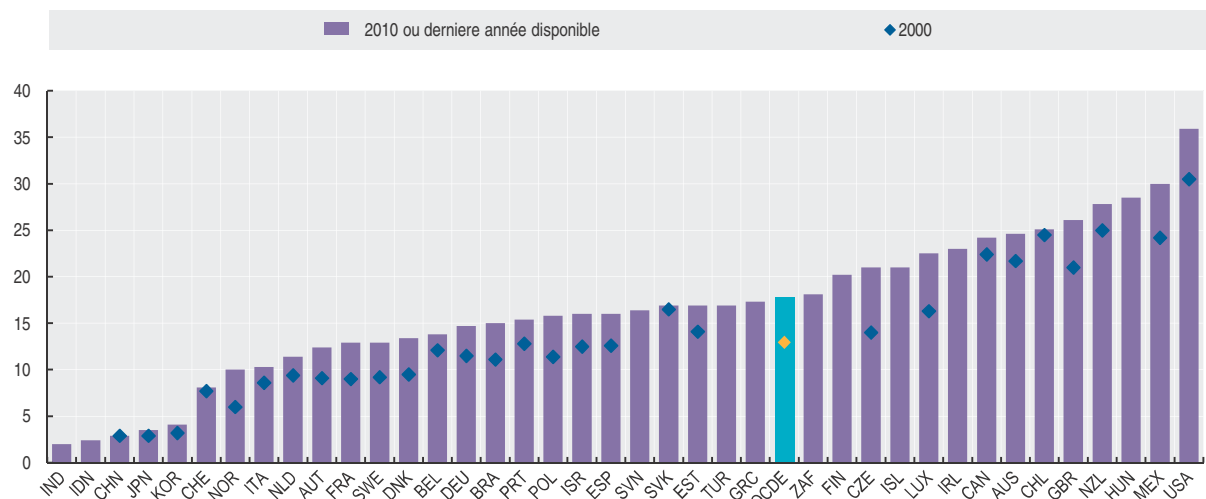
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932716730>

Augmentation du taux d'obésité de la population adulte

Pourcentage



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932716749>

MÉDECINS

Les médecins occupent une place centrale dans les systèmes de santé, et de nombreux pays de l'OCDE s'inquiètent des pénuries de médecins actuelles et futures et des problèmes que cela pourrait créer en termes d'accès aux soins.

Définition

Les médecins en activité sont ceux qui dispensent des soins aux malades. Les généralistes comprennent les médecins qui dispensent de façon continue des soins aux particuliers et aux familles, ainsi que d'autres catégories de praticiens généralistes/non spécialistes. Parmi les spécialistes figurent les pédiatres, les gynécologues/obstétriciens, les psychiatres, les spécialistes médicaux et les spécialistes chirurgicaux. Les autres médecins comprennent les internes/résidents non comptabilisés dans le domaine dans lequel ils se forment et les médecins non classés dans les autres catégories. Les chiffres indiqués se rapportent au nombre de personnes physiques.

Comparabilité

Dans plusieurs pays (Canada, Finlande, France, Grèce, Islande, Irlande, Pays-Bas, République slovaque et Turquie), les données comprennent non seulement les médecins qui s'occupent

directement des patients, mais aussi ceux qui travaillent dans le secteur de la santé en tant qu'administrateurs, enseignants, chercheurs, etc., ce qui peut représenter 5 à 10 % de médecins de plus. Les données relatives au Portugal se rapportent à tous les médecins autorisés à exercer (d'où une forte surestimation). Dans le cas de l'Espagne, les données incluent les dentistes et les stomatologues, et dans celui de la Belgique, elles comprennent les stomatologues. Les données concernant le Chili sont sous-estimées car elles n'englobent pas l'ensemble des médecins en activité.

Tous les pays ne sont pas en mesure de recenser la totalité de leurs médecins en activité appartenant aux deux grandes catégories que sont les spécialistes et les généralistes en raison d'un manque d'informations.

En bref

Entre 2000 et 2010, le nombre de médecins pour 1000 habitants a augmenté dans tous les pays membres, sauf en Estonie et en Pologne, où il a légèrement décliné. En moyenne dans les pays de l'OCDE, il est passé de 2,7 pour 1000 habitants en 2000 à 3,1 en 2010. Il a progressé particulièrement rapidement dans les pays où il était faible en 2000 (par ex., en Corée, au Mexique et en Turquie), mais également en Grèce, même s'il s'est stabilisé depuis 2008.

Dans quasiment tous les pays, la répartition entre généralistes et spécialistes a évolué au cours des dernières décennies, le nombre de médecins spécialistes progressant beaucoup plus vite. Il y a ainsi plus de spécialistes que de généralistes dans la plupart des pays, à l'exception de l'Irlande, de la Norvège et du Portugal. Cette évolution peut s'expliquer par la désaffection des jeunes médecins pour l'exercice de la "médecine de famille" compte tenu de la charge de travail et des contraintes que cela représente. En outre, dans de nombreux pays, l'écart de rémunération se creuse entre les généralistes et les spécialistes. Tous les pays membres ou presque exercent une certaine forme de contrôle sur le nombre de candidats admis en école de médecine, souvent en limitant le nombre de places de formation disponibles (*numerus clausus*, par exemple). En 2010, l'Autriche, l'Irlande, le Danemark, la Grèce et la République tchèque affichaient le plus grand nombre de diplômés de médecine pour 100 000 habitants, même si en Irlande et en République tchèque par exemple, nombre de ces diplômés sont des étudiants étrangers qui sont susceptibles de rentrer chez eux après l'obtention de leur diplôme. Les taux de diplômés les plus faibles ont été enregistrés en Israël, au Chili, au Japon et en France. En moyenne dans l'OCDE, il y a eu un peu plus de dix nouveaux diplômés de médecine pour 100 000 habitants en 2010, contre neuf en 2000.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).
- OMS-Europe pour la Fédération de Russie, et d'autres sources nationales pour les pays non-OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Fujisawa, R. et G. Lafortune (2008), "The Remuneration of General Practitioners and Specialists in 14 OECD Countries: What are the Factors Influencing Variations across Countries?", *OECD Health Working Papers*, No. 41, Éditions OCDE.
- OCDE (2008), *Les personnels de santé dans les pays de l'OCDE, Comment répondre à la crise imminente ?*, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OECD (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

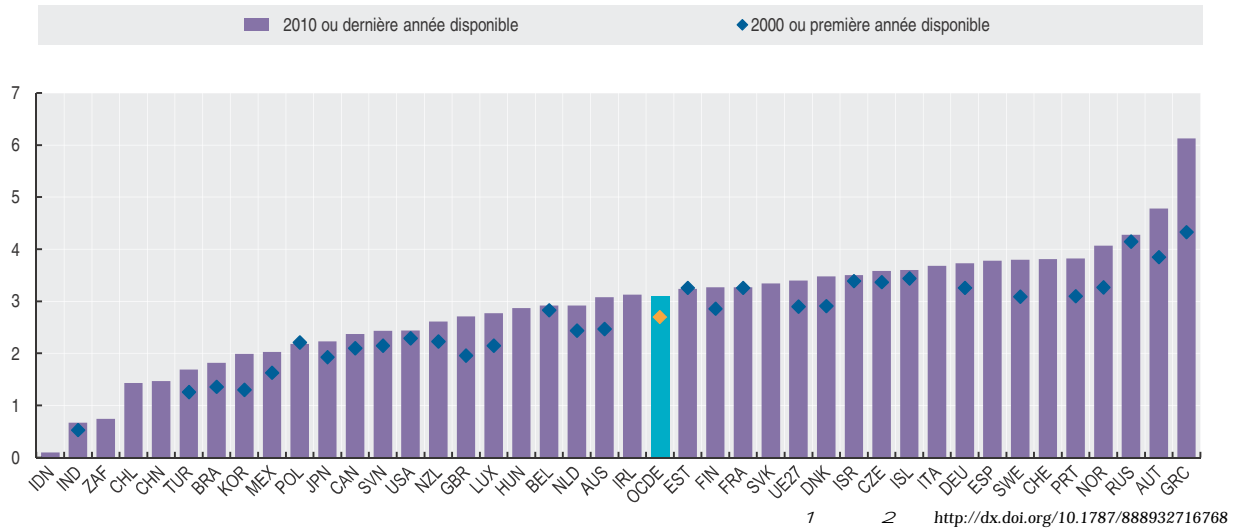
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



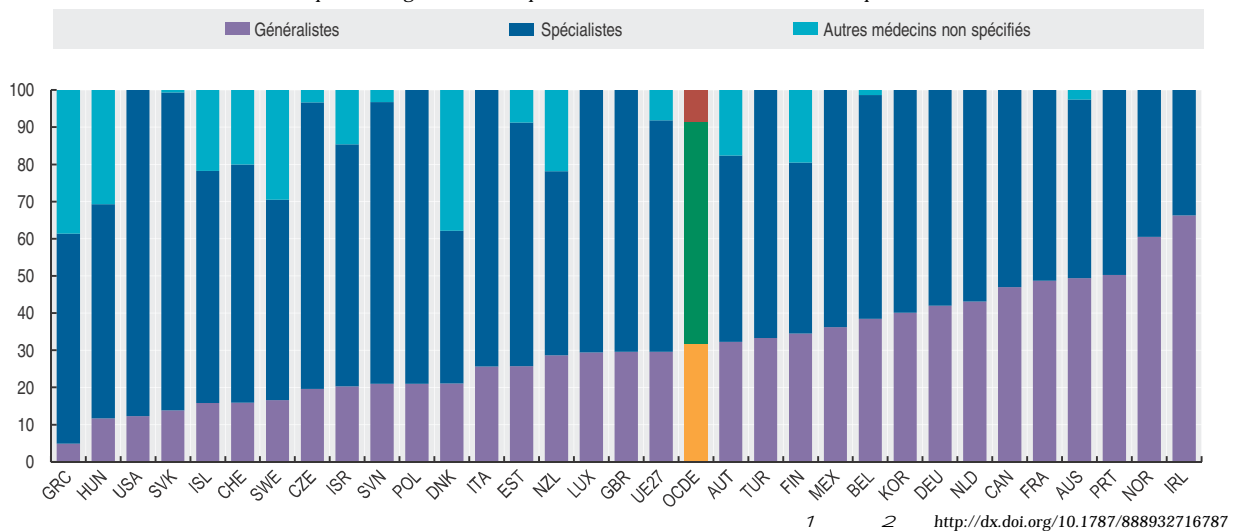
Médecins en activité

Pour 1 000 habitants



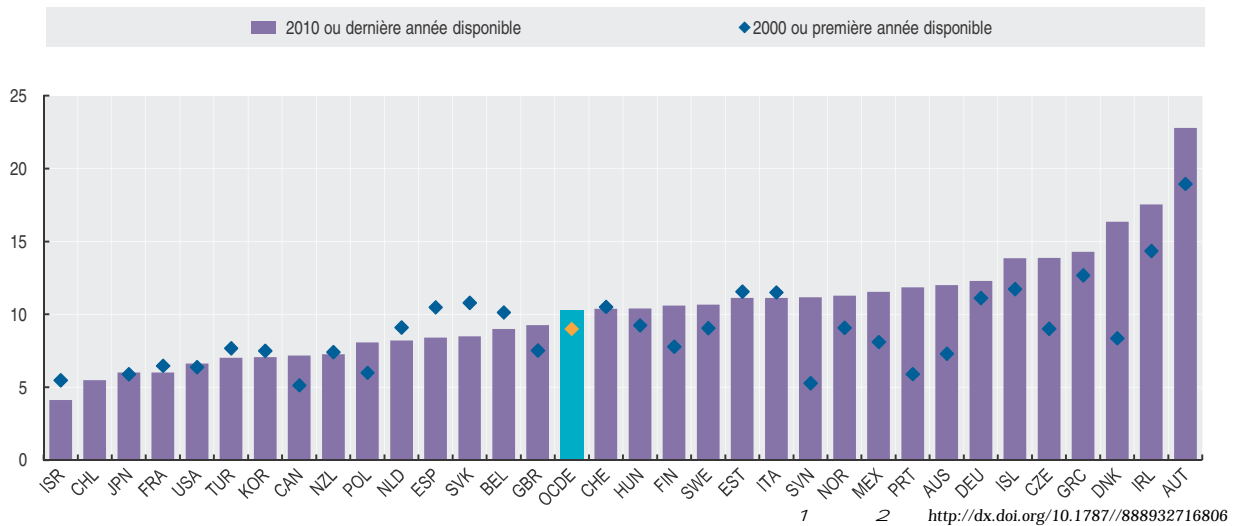
Catégories de médecins

En pourcentage de tous les praticiens, 2010 ou dernière année disponible



Diplômés de médecine

Pour 100 000 habitants



PERSONNEL INFIRMIER

Le personnel infirmier constitue généralement la catégorie la plus nombreuse des professionnels de la santé : ils sont en effet près de trois pour un médecin en moyenne dans les pays de l'OCDE. Cependant, beaucoup de pays craignent une pénurie de personnel infirmier et leur inquiétude à cet égard pourrait bien s'intensifier dans les années à venir car la demande d'infirmiers continue d'augmenter et le vieillissement de la génération du "baby boom" entraîne de manière accélérée une vague de départs à la retraite chez les infirmiers. Cette situation a conduit de nombreux pays à prendre des mesures pour former davantage d'infirmiers et accroître en même temps les taux de maintien en poste.

Définition

Le nombre d'infirmiers recouvre l'ensemble du personnel infirmier employé dans des structures publiques et privées et fournissant des services aux patients ("infirmiers en activité"), y compris les infirmiers libéraux. Dans les pays où il existe des infirmiers de niveaux différents, les données comprennent aussi bien "les infirmiers de niveau supérieur", qui ont un niveau de formation élevé et accomplissent des tâches de haut niveau, que les "infirmiers de niveau intermédiaire", dont le niveau de formation est moindre, mais qui sont néanmoins reconnus et enregistrés comme infirmiers. Les sages-femmes et les aides-soignants qui ne sont pas considérés comme infirmiers ne sont en principe pas pris en compte.

En bref

En moyenne dans l'ensemble des pays de l'OCDE, on dénombrait 8,6 infirmiers pour 1000 habitants en 2010. C'est en Suisse et au Danemark que ce nombre était le plus élevé (15 pour 1000 habitants). Il était également élevé en Belgique, mais les données se rapportent à tous les infirmiers autorisés à exercer, d'où une importante surestimation. Les pays de l'OCDE qui enregistraient la densité d'infirmiers la plus faible étaient le Chili, la Turquie, le Mexique et la Grèce. Par rapport à la moyenne de l'OCDE, il était faible dans de grandes économies émergentes telles que le Brésil, l'Inde et l'Indonésie, où on comptait moins d'un infirmier pour 1000 habitants en 2010.

La densité d'infirmiers a augmenté dans la quasi-totalité des pays de l'OCDE au cours de la dernière décennie, à l'exception d'Israël et de la Slovaquie. La hausse a été particulièrement rapide en Corée, en Espagne et au Portugal, même si le nombre d'infirmiers pour 1000 habitants dans ces trois pays est resté bien inférieur à la moyenne de l'OCDE en 2010.

Le nombre d'infirmiers par médecin allait de plus de 4 au Canada, au Danemark, aux États-Unis et au Japon, à moins d'un en Grèce et à un environ en Turquie, au Chili et en Italie. La moyenne de la zone de l'OCDE est légèrement inférieure à 3 infirmiers par médecin, la majorité des pays comptant entre 2 et 4 infirmiers pour 1 médecin. En Grèce et en Italie, on observe une offre excédentaire de médecins et une offre insuffisante de personnel infirmier, d'où un manque d'efficacité dans l'affectation des ressources.

Comparabilité

Dans plusieurs pays (États-Unis, France, Grèce, Irlande, Portugal, Slovaquie et Turquie), les données comprennent non seulement les infirmiers qui dispensent directement des soins aux patients, mais aussi ceux qui travaillent dans le secteur de la santé en tant qu'administrateurs, enseignants, chercheurs, etc. Les données concernant la Belgique et l'Italie se rapportent à tous les infirmiers autorisés à exercer (d'où une forte surestimation).

S'agissant de l'Autriche, n'est pris en compte que le personnel infirmier employé dans les hôpitaux, ce qui entraîne une sous-estimation des effectifs. Les données relatives à l'Allemagne ne comprennent pas les quelque 270 000 infirmiers qui ont suivi trois ans d'études et interviennent auprès des personnes âgées (soit un effectif supplémentaire de 30 %).

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).
- OMS-Europe pour la Fédération de Russie, et d'autres sources nationales pour les pays non-OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- Buchan, J. et S. Black (2011), "The Impact of Pay Increases on Nurses' Labour Market: A Review of Evidence from Four OECD Countries", *OECD Health Working Papers*, No. 57, Éditions OCDE.
- Colombo, F. et al. (2011), *Besoin d'aide ? La prestation de services et le financement de la dépendance, Études de l'OCDE sur les politiques de santé*, Éditions OCDE.
- Delamaire, M. et G. Lafortune (2010), "Les pratiques infirmières avancées : Une description et évaluation des expériences dans 12 pays développés", No. 54.

Publications statistiques

- OCDE (2012), *Health at a Glance: Asia/Pacific 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Health at a Glance: Europe 2012*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

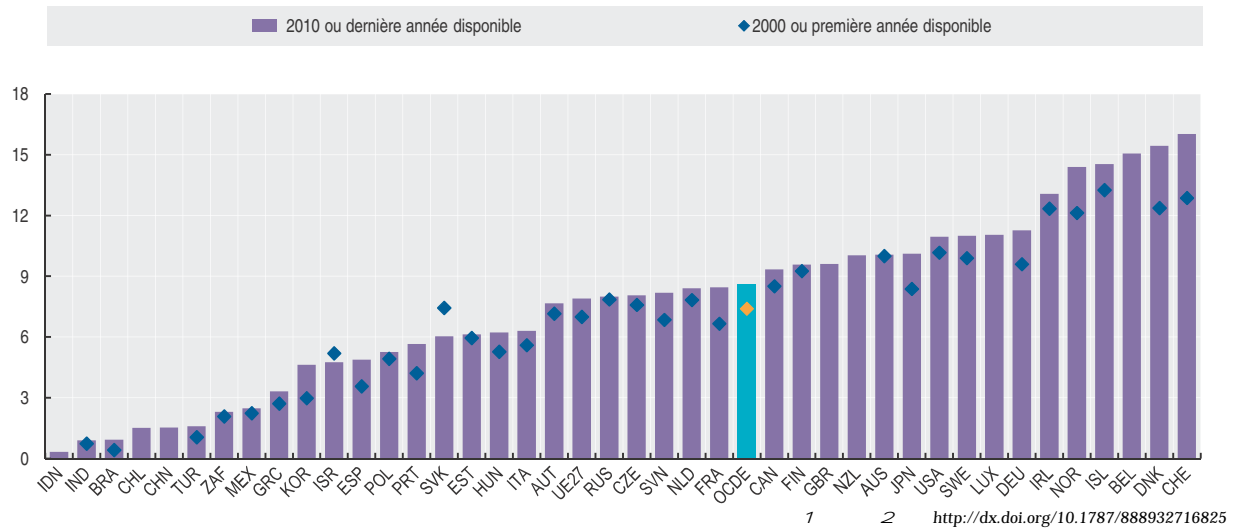
Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.
- Panorama de la santé (matériel supplémentaire), www.oecd.org/sante/panoramadelasante.



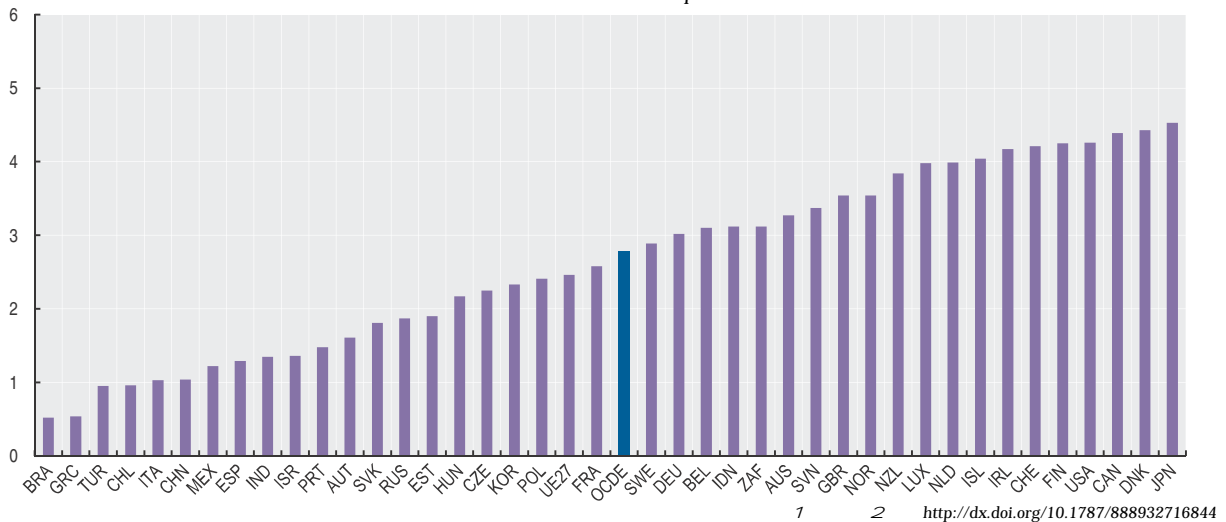
Personnel infirmier en activité

Pour 1 000 habitants



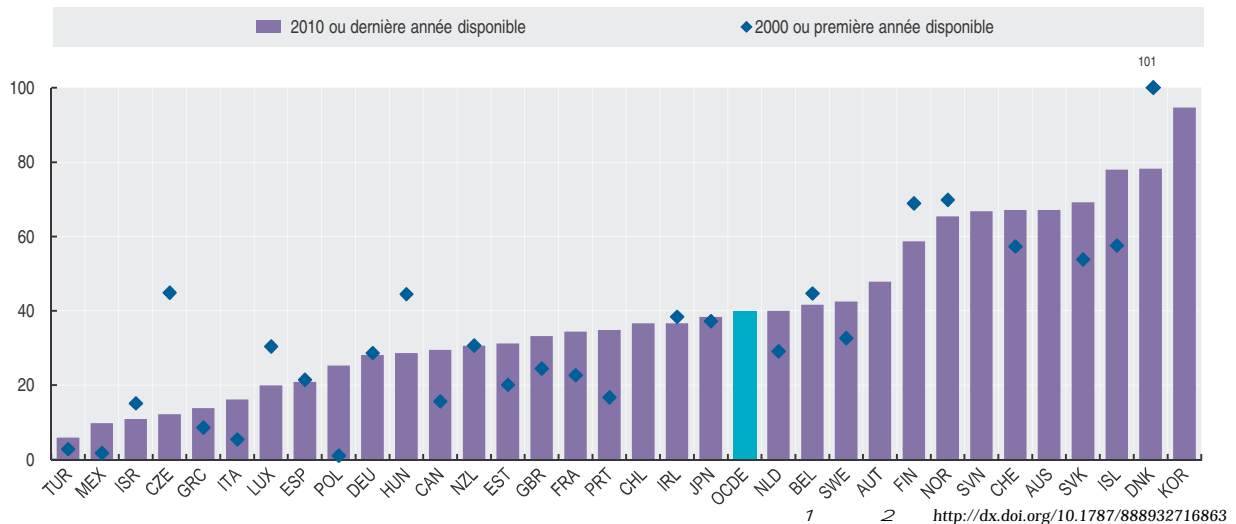
Rapport du nombre d'infirmiers sur le nombre de médecins

2010 ou dernière année disponible



Diplômés d'études infirmières

Pour 100 000 habitants



DÉPENSES DE SANTÉ

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé représentent une part élevée et croissante des dépenses publiques et privées. Leur poids en pourcentage du PIB est très variable d'un pays à l'autre, du fait de la priorité relative accordée à la santé ainsi que de la diversité des modes de financement et d'organisation des systèmes de santé nationaux.

Définition

Les dépenses totales de santé représentent la consommation finale de biens et services de santé, augmentée des dépenses d'investissement dans les infrastructures sanitaires. Elles comprennent les dépenses d'origine publique comme privée (y compris celles des ménages) consacrées aux biens et services médicaux, aux programmes de santé publique et de prévention, et à l'administration.

Pour une évaluation plus globale des dépenses de santé, il convient de considérer les dépenses de santé par habitant en même temps que les dépenses de santé en proportion du PIB. Des pays ayant un ratio dépenses de santé/PIB relative-

ment élevé peuvent avoir des dépenses de santé par habitant relativement faibles, mais l'inverse est également vrai.

Comparabilité

Les pays de l'OCDE en sont à des stades variables de présentation de leurs dépenses totales de santé selon les catégories proposées dans l'édition 2011 du Système de comptes de la santé. La comparabilité des données sur les dépenses de santé s'est améliorée au cours des dernières années, mais certaines limites subsistent, notamment sur la mesure des dépenses de soins de longue durée.

Aux Pays-Bas, il n'est pas possible de distinguer clairement la part privée de la part publique dans les dépenses de santé liées aux investissements. En Belgique, les dépenses totales sont calculées hors investissements. L'Estonie, Israël et la Pologne indiquent les dépenses financées par des fonds étrangers, lesquelles sont comptabilisées dans le tableau avec les financements privés. Au Luxembourg, les dépenses de santé sont déterminées par assuré et non par habitant.

En bref

L'évolution des dépenses de santé en proportion du PIB est le résultat de l'effet combiné des évolutions du PIB et des dépenses de santé. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses de santé ont progressé plus rapidement que le PIB entre 2000 et 2009. En conséquence, la part moyenne du PIB consacrée à la santé est passée de 7.8 % en 2000 à 9.6 % en 2009, avant de redescendre légèrement en 2010 (9.5%). Cette baisse s'explique essentiellement par la progression ralentie voire négative des dépenses publiques depuis la crise financière et économique de 2008. De nombreux pays, notamment l'Irlande, l'Islande, l'Estonie et la Grèce, ont mis en place toute une batterie de mesures afin de réduire les dépenses publiques dans le cadre d'efforts plus larges visant à diminuer les déficits et la dette publics.

Les dépenses de santé en proportion du PIB demeurent très variables d'un pays membre à l'autre. En 2010, c'est aux États-Unis qu'elles étaient - de loin - les plus élevées (17.6 %), venaient ensuite les Pays-Bas (12.0 %), l'Allemagne et la France (11.6 %). L'Estonie, le Mexique et la Turquie ont consacré moins de 6.5 % de leur PIB à la santé.

La Chine et l'Inde ont dépensé respectivement 5.1 % et 4.1 % de leur PIB pour la santé en 2010, alors que l'Afrique du Sud et le Brésil y ont consacré 8.9 % et 9.0 %, des niveaux proches de la moyenne de l'OCDE (9.5 %).

La part du PIB consacrée aux dépenses de santé est également variable à l'intérieur de la zone OCDE : elle va de moins de 4.5 % au Chili, en Corée et au Mexique, à 8.5 % ou plus en Allemagne, au Danemark, aux États-Unis et en France.

En 2010, les dépenses publiques constituaient la principale source de financement de la santé dans tout l'OCDE, à l'exception du Mexique, du Chili et des États-Unis. Les dépenses de santé privées étaient également la principale source de financement en Inde, en Afrique du Sud et au Brésil.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données).
- Pour les pays non membres de l'OCDE: Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2012), (Base de données).

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2010), Optimiser les dépenses de santé, Études de l'OCDE sur les politiques de santé, Éditions OCDE.
- Scherer, P. et M. Devaux (2010), "The Challenge of Financing Health Care in the Current Crisis: An Analysis Based on the OECD Data", OECD Health Working Papers, No. 49, Éditions OCDE.

Publications statistiques

- OCDE (2012), Panorama des administrations publiques, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), Panorama de la santé : Les indicateurs de l'OCDE, Éditions OCDE.

Publications méthodologiques

- OCDE, Organisation mondiale de la Santé, Eurostat (2011), A System of Health Accounts, 2011 Edition, Éditions OCDE.

Bases de données en ligne

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé.

Sites Internet

- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.



Dépenses de santé publiques et privées

En pourcentage du PIB

	Dépenses publiques				Dépenses privées				Dépenses totales			
	1980	1990	2000	2010 ou dernière année disponible	1980	1990	2000	2010 ou dernière année disponible	1980	1990	2000	2010 ou dernière année disponible
Allemagne	6.6	6.3	8.3	8.9	1.8	2.0	2.1	2.7	8.4	8.3	10.4	11.6
Australie	3.8	4.5	5.4	6.2	2.3	2.3	2.7	2.9	6.1	6.7	8.0	9.1
Autriche	5.1	6.1	7.6	8.4	2.3	2.3	2.4	2.6	7.4	8.4	10.0	11.0
Belgique	..	..	6.1	8.0	..	..	2.1	2.6	6.3	7.2	8.1	10.5
Canada	5.3	6.6	6.2	8.1	1.7	2.3	2.6	3.3	7.0	8.9	8.8	11.4
Chili	..	..	3.4	3.8	..	..	3.2	4.1	..	..	6.6	8.0
Corée	0.8	1.5	2.2	4.1	2.9	2.5	2.3	3.0	3.7	4.0	4.5	7.1
Danemark	7.9	6.9	7.3	9.5	1.1	1.4	1.4	1.7	8.9	8.3	8.7	11.1
Espagne	4.2	5.1	5.2	7.1	1.1	1.4	2.0	2.5	5.3	6.5	7.2	9.6
Estonie	..	..	4.1	5.0	..	..	1.2	1.3	..	..	5.3	6.3
États-Unis	3.7	4.9	5.9	8.5	5.3	7.5	7.8	9.1	9.0	12.4	13.7	17.6
Finlande	5.0	6.3	5.1	6.6	1.3	1.5	2.1	2.3	6.3	7.7	7.2	8.9
France	5.6	6.4	8.0	9.0	1.4	2.0	2.1	2.7	7.0	8.4	10.1	11.6
Grèce	3.3	3.6	4.8	6.1	2.6	3.1	3.2	4.2	5.9	6.7	8.0	10.2
Hongrie	..	..	5.1	5.0	..	..	2.1	2.7	..	..	7.2	7.8
Irlande	6.7	4.3	4.6	6.4	1.5	1.7	1.5	2.8	8.2	6.0	6.1	9.2
Islande	5.5	6.8	7.7	7.5	0.7	1.0	1.8	1.8	6.3	7.8	9.5	9.3
Israël	..	..	4.7	4.6	..	..	2.6	2.8	7.7	7.1	7.5	7.5
Italie	..	6.1	5.8	7.4	..	1.6	2.2	1.9	..	7.7	8.0	9.3
Japon	4.5	4.5	6.1	7.6	1.8	1.3	1.5	1.8	6.4	5.8	7.6	9.5
Luxembourg	4.8	5.0	6.4	6.6	0.4	0.4	1.1	1.3	5.2	5.4	7.5	7.9
Mexique	..	1.8	2.4	2.9	..	2.6	2.7	3.3	..	4.4	5.1	6.2
Norvège	5.9	6.3	6.9	8.1	1.0	1.3	1.5	1.4	7.0	7.6	8.4	9.4
Nouvelle-Zélande	5.1	5.6	5.9	8.4	0.7	1.2	1.7	1.7	5.8	6.8	7.6	10.1
Pays-Bas	5.1	5.4	5.0	..	2.3	2.6	2.9	..	7.4	8.0	8.0	12.0
Pologne	..	4.4	3.9	5.0	..	0.4	1.7	1.9	..	4.8	5.5	7.0
Portugal	3.3	3.7	6.2	7.1	1.8	2.0	3.1	3.7	5.1	5.7	9.3	10.7
République slovaque	..	..	4.9	5.8	..	..	0.6	3.2	..	..	5.5	9.0
République tchèque	..	4.4	5.7	6.3	..	0.1	0.6	1.2	..	4.5	6.3	7.5
Royaume-Uni	5.0	4.9	5.5	8.0	0.6	1.0	1.5	1.6	5.6	5.9	7.0	9.6
Slovénie	..	..	6.1	6.6	..	..	2.1	2.5	..	..	8.3	9.0
Suède	8.2	7.4	6.9	7.7	0.7	0.8	1.2	1.8	8.9	8.2	8.2	9.6
Suisse	..	4.3	5.6	7.4	..	3.9	4.5	3.9	7.4	8.2	10.2	11.4
Turquie	0.7	1.6	3.1	4.4	1.8	1.1	1.8	1.6	2.4	2.7	4.9	6.1
UE-27	..	..	..	6.5	..	..	..	2.4	..	..	..	9.0
OCDE	4.8	5.0	5.5	6.7	1.7	1.9	2.2	2.7	6.6	6.9	7.8	9.5
Afrique du Sud	..	..	3.4	3.9	..	..	5.0	5.0	..	..	8.5	8.9
Bésil	..	..	2.9	4.2	..	..	4.3	4.8	..	..	7.2	9.0
Chine	..	..	1.8	2.7	..	..	2.9	2.4	..	..	4.6	5.1
Fédération de Russie	..	..	3.2	3.2	..	..	2.2	1.9	..	..	5.4	5.1
Inde	..	..	1.1	1.2	..	..	3.3	2.9	..	..	4.4	4.1
Indonésie	..	..	0.7	1.3	..	..	1.2	1.3	..	..	2.0	2.6

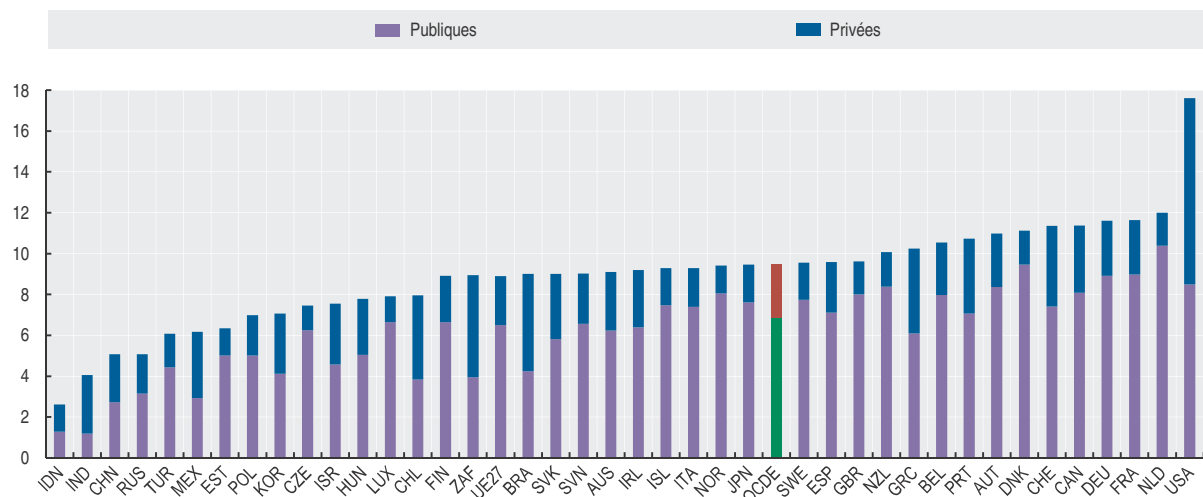
1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932716882>

Dépenses de santé publiques et privées

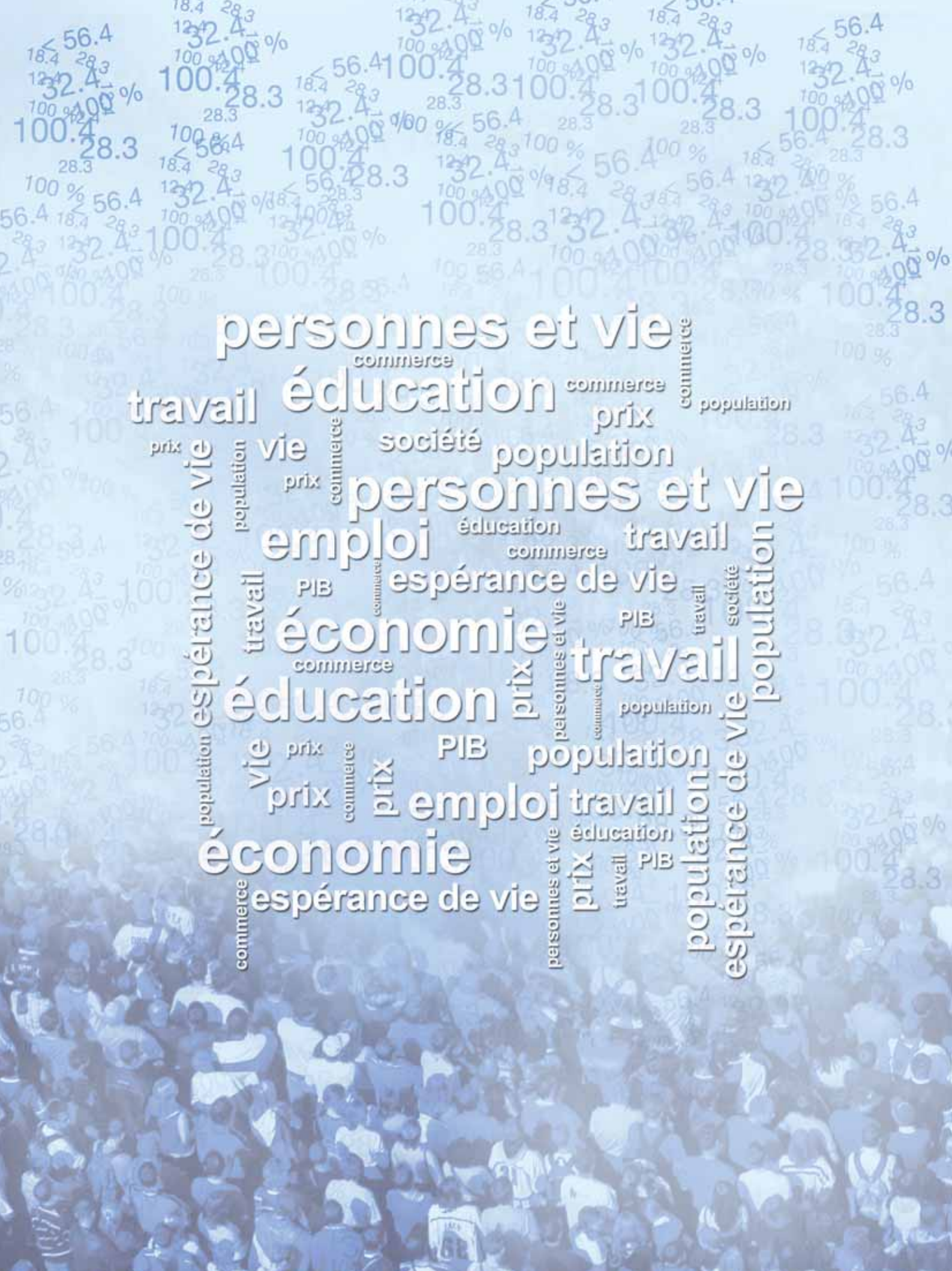
En pourcentage du PIB, 2010 ou dernière année disponible



1

2

<http://dx.doi.org/10.1787/888932716901>



personnes et vie

commerce travail éducation commerce prix population

prix vie société population personnes et vie

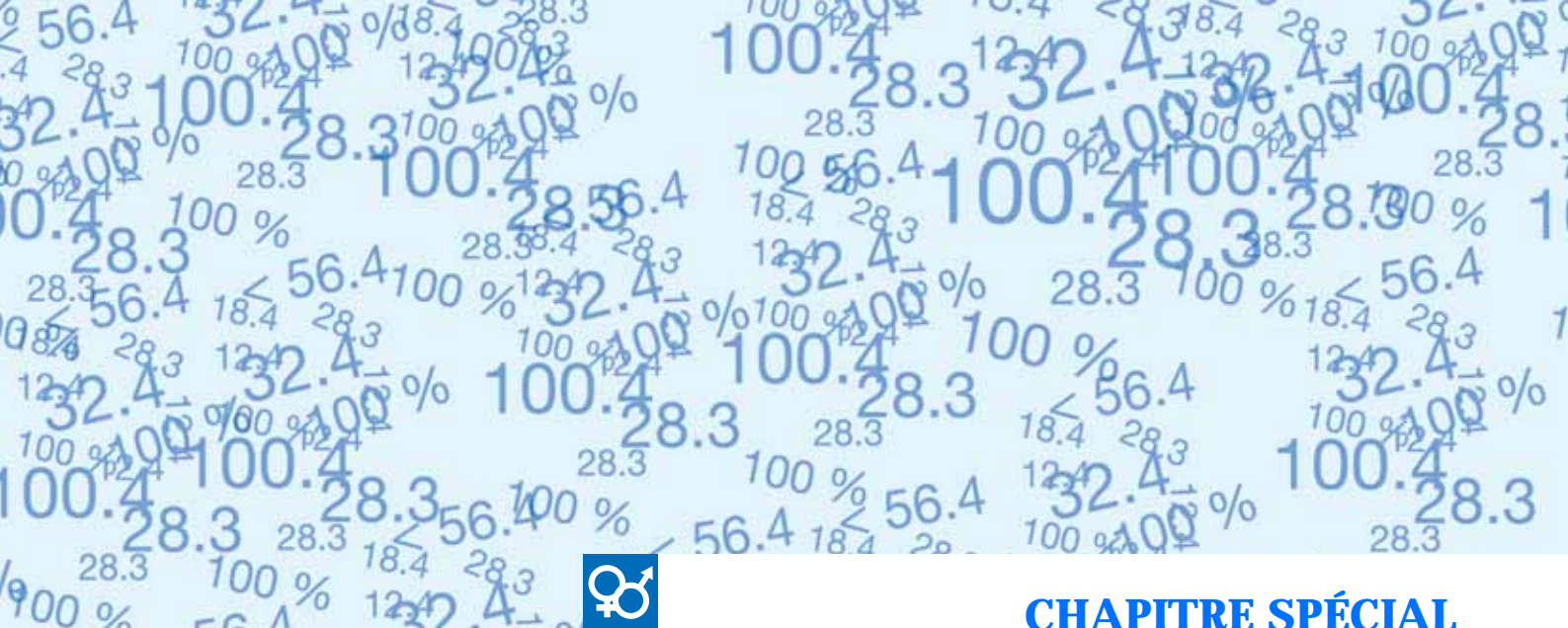
population travail PIB commerce espérance de vie travail société

économie travail PIB commerce travail population

éducation prix personnes et vie population

vie prix commerce PIB population économie travail PIB population espérance de vie

commerce espérance de vie personnes et vie travail PIB population espérance de vie



CHAPITRE SPÉCIAL

ÉGALITÉ DES SEXES

INTRODUCTION

DE L'ÉCOLE AU TRAVAIL

DÉSCOLARISÉS ET INACTIFS

EMPLOIS ET SALAIRES

VIE ET DE TRAVAIL

LA CRÉATION D'ENTREPRISE

LE PARTAGE DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

SANTÉ ET VIEILLISSEMENT

SANTÉ

VIEILLISSEMENT ET PAUVRETÉ

INTRODUCTION

La crise financière et économique montre à quel point il est important d'utiliser au mieux l'ensemble de nos ressources - y compris humaines - si nous voulons obtenir une croissance durable qui bénéficie à tous dans les années à venir. Exploiter au mieux les talents permet de faire en sorte que les hommes et les femmes aient les mêmes chances d'apporter leur pierre à l'édifice, aussi bien dans le milieu familial qu'au travail.

Les choses ont considérablement changé dans les pays de l'OCDE depuis 50 ans : plus de femmes que d'hommes suivent désormais des études supérieures et en moyenne, plus de la moitié des femmes ont un travail rémunéré. Mais elles gagnent toujours moins que les hommes, assument plus de tâches non rémunérées, comme faire le ménage et s'occuper des enfants, et risquent davantage de finir leur vie dans la pauvreté, en partie à cause des inégalités économiques et en partie, parce qu'elles vivent plus longtemps que les hommes.

Éducation, compétences et emploi

Dans les pays de l'OCDE, après des années d'efforts pour que les filles ne soient plus désavantagées face à l'école, elles sont aujourd'hui plus susceptibles que les garçons de finir leurs études secondaires et plus de femmes que d'hommes obtiennent un diplôme supérieur - ce qui fait dire dans certains pays que les garçons doivent à leur tour être aidés. Depuis les premières évaluations du PISA que l'OCDE a réalisées en 2000 sur des élèves de 15 ans, les filles obtiennent systématiquement de meilleurs résultats que les garçons en compréhension de l'écrit, les écarts sont même importants puisqu'ils correspondent à une année scolaire complète.

Même si plus de femmes sont diplômées, elles sont toujours moins susceptibles de s'orienter vers des études et des carrières scientifiques - ce qui est d'autant plus préoccupant compte tenu des pénuries d'étudiants en sciences pour occuper les emplois disponibles. Des indices montrent toutefois que les choses changent au moins dans le secteur de la santé, où plus de femmes deviennent médecins : 43 % en moyenne dans l'OCDE, contre 29 % en 1990.

Quelle que soit la carrière qu'elles choisissent, les femmes risquent de gagner moins que leurs homologues masculins. En moyenne, elles gagnent 15 % de moins que les hommes dans les pays de l'OCDE et sont bien moins susceptibles d'exercer des fonctions parlementaires ou de siéger au sein d'un conseil d'administration. Elles consacrent également moins d'heures au travail rémunéré (35 heures en moyenne, contre 41 pour les hommes) mais plus aux tâches non rémunérées. En moyenne dans l'OCDE, les hommes passent à peine plus de deux heures à des tâches non rémunérées, alors que les femmes consacrent plus de quatre heures et demi à la cuisine, au ménage ou à s'occuper des enfants.

Certains de ces déséquilibres sont dus à des normes culturelles et à des habitudes fortement ancrées, mais l'action publique a aussi un rôle à jouer. Si un homme veut rester à la maison pour s'occuper des enfants par exemple, cela peut être tout simplement impossible puisqu'il est le premier apporteur de revenus du ménage.

Que peut-on faire pour permettre aux citoyens de concilier au mieux pour eux et leur famille vie privée et vie professionnelle ? La collecte et la diffusion de données sur la problématique hommes-femmes permet de sensibiliser le public aux inégalités entre les sexes dans l'économie et la société, et de veiller à ce que cette question soit pleinement

prise en compte dans l'ensemble de l'action publique, qu'il s'agisse des retraites ou de l'emploi comme de la garde des enfants ou de la fiscalité.

Note : les graphiques présentent certains pays de l'OCDE. D'autres pays sont présentés sur Statlink.

Sources

- OCDE (2011), *Regards sur l'éducation : Panorama*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- Miranda, V. (2011), "Cooking, Caring and Volunteering: Unpaid Work around the World", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 116, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Inégalités hommes-femmes, Il est temps d'agir*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2011), *Assurer le bien-être des familles*, Éditions OCDE.

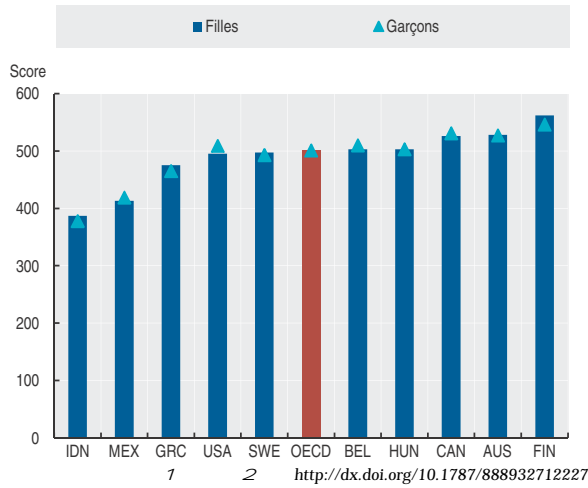
Sites Internet

- Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, www.oecdbetterlifeindex.org/fr.
- OCDE Education, www.oecd.org/fr/education.



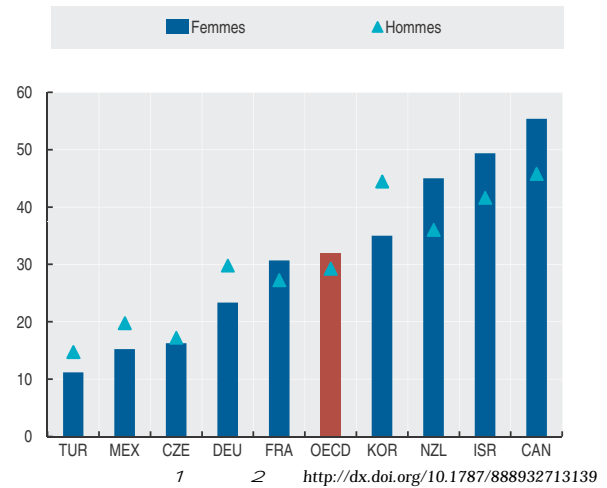
Résultats des élèves en sciences

2009



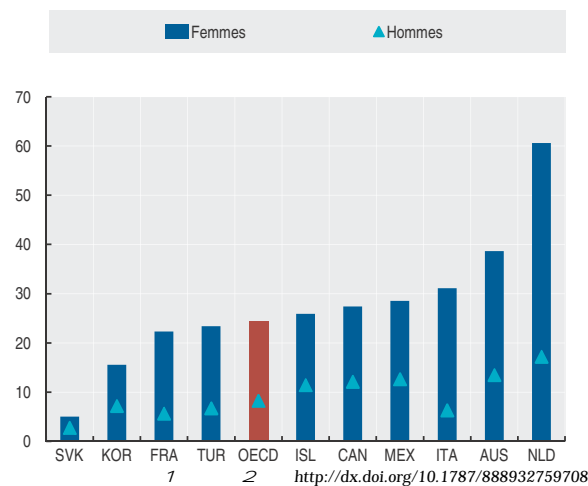
Diplômés du supérieur, par sexe

%, 2010



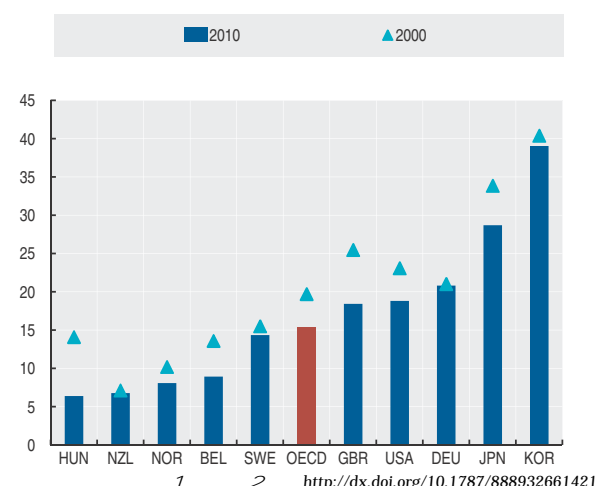
Emploi à temps partiel

2010, en % de l'emploi total



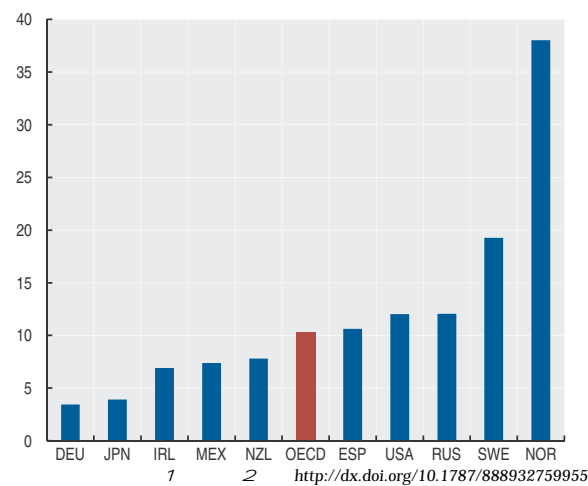
Écart salarial entre hommes et femmes employés à temps plein

%, 2000 et 2010 (ou année la plus proche)



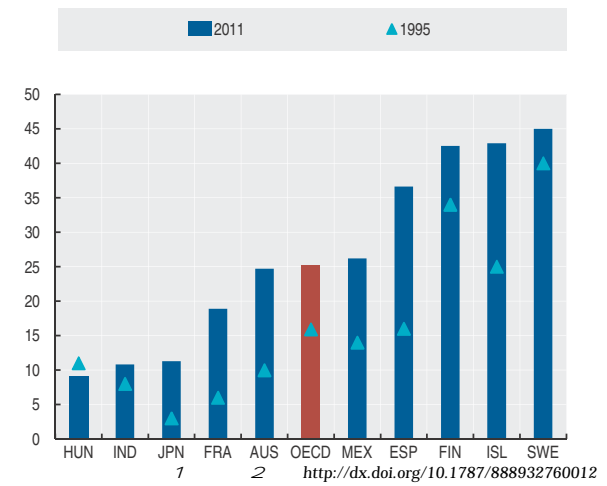
Pourcentage de femmes membres de conseils d'administration

%, 2009



Pourcentage de femmes parlementaires

%, 1995 et 2011



DÉSCOLARISÉS ET INACTIFS

Les données sur la population et les niveaux de formation proviennent des bases de données de l'OCDE et d'Eurostat, qui sont compilées à partir des enquêtes nationales sur la main-d'œuvre. Les informations sur la situation au regard de l'emploi sont ainsi élargies et ventilées en fonction du niveau de formation, l'objectif étant de décrire le passage des 15-29 ans des études à la vie active.

La "situation au regard de l'emploi" se réfère aux définitions de l'Organisation internationale du travail concernant l'emploi, le chômage et l'inactivité. Les emplois peuvent être à temps plein ou à temps partiel, à partir d'un seuil de 30 heures hebdomadaires sur l'emploi principal. Les travailleurs à temps plein sont ceux qui travaillent généralement 30 heures ou plus sur leur emploi principal.

On entend par "situation au regard de la scolarité" les études et/ou formations actuellement suivies dans le cadre du système éducatif classique.

En bref

Quasiment tous les pays de l'OCDE ont fixé l'âge de fin de scolarité obligatoire à 16 ans. Il est important d'avoir une solide instruction de base, mais ce qui suit détermine ce que sera la vie professionnelle à l'âge adulte. Dans de nombreux pays, la situation est très différente pour les filles et les garçons.

En 2010, un jeune de 15 ans type habitant dans un pays de l'OCDE pouvait s'attendre à ce que les 15 prochaines années se déroulent de la manière suivante : sept ans à faire des études, cinq ans et demi à travailler, un an au chômage et environ un an et demi sans avoir d'emploi ni de formation. Mais si les filles seront scolarisées plus longtemps (7,2 ans, contre 6,9 pour les garçons), elles travailleront moins longtemps (5,0 ans, contre 5,9) et seront deux fois plus longtemps déscolarisées et inactives (1,8 ans, contre 0,9).

Ces chiffres ne montrent toutefois pas combien de jeunes sont déscolarisés et inactifs à un moment donné ou s'il y a de grandes différences entre filles et garçons. De fait, dans la zone OCDE, 18 % des jeunes femmes de 15 à 29 ans étaient déscolarisées et inactives en 2010, contre près de 14 % des jeunes hommes du même groupe d'âge. La situation est toutefois très variable d'un pays à l'autre.

L'écart entre filles et garçons dans ce domaine s'est resserré au fil du temps. En 1997, dans les 22 pays membres pour lesquels on dispose de données, les femmes déscolarisées et inactives étaient deux fois plus nombreuses (21,7 %) que les hommes (10,5 %). Avant que la crise n'apparaisse en 2008, dans les 32 pays membres pour lesquels on dispose de données, les femmes étaient encore bien plus susceptibles (17,1 %) que les hommes (10,6 %) d'être déscolarisées et inactives. Pendant la crise, ce taux a progressé pour les femmes (près de 18 % en 2010) et encore plus pour les hommes (presque 14 %).

En temps de crise, certains jeunes préfèrent poursuivre leurs études s'ils n'arrivent pas à trouver d'emploi. Le pourcentage de 15-29 ans scolarisés a progressé de deux points environ depuis 2007, jusqu'à atteindre 48 % pour les femmes et 46 % pour les hommes, mais là encore, la situation est très variable selon les pays. En Turquie par exemple, la proportion de jeunes femmes scolarisées est passée de 21 à 28 % depuis 2008, même si elles sont toujours deux fois plus susceptibles que les hommes d'être déscolarisées et inactives (52 %, contre 21 %). Au Mexique, l'écart entre les sexes est encore plus grand : les jeunes femmes sont trois fois plus susceptibles que les jeunes

hommes d'être déscolarisées et inactives. Ces écarts considérables peuvent répondre à des normes culturelles : il est probable que ces jeunes femmes aient choisi de fonder une famille plutôt que de poursuivre une carrière.

Dans d'autres pays cependant, moins de jeunes gens poursuivent des études. En France, le pourcentage de 15-29 ans scolarisés est passé de 46,4 % en 2008 à 44,8 % en 2010 pour les femmes, et de 45,2 % à 42,8 % pour les hommes. Dans quelques pays membres seulement - le Canada, l'Espagne, l'Irlande et Israël, les jeunes hommes sont plus susceptibles que les jeunes femmes d'être déscolarisés et inactifs, même si l'écart entre les sexes est faible.

Sources

- OCDE (2012), *Indicateur C5 La transition entre les études et la vie active : où en sont les jeunes de 15 à 29 ans ?*, Regards sur l'éducation 2012 : Les indicateurs de l'OCDE, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Inégalités hommes-femmes, Il est temps d'agir*, Éditions OCDE.
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *Des débuts qui comptent ! Des emplois pour les jeunes, Des emplois pour les jeunes/Jobs for Youth*, Éditions OCDE.

Sites Internet

- OCDE Education, www.oecd.org/fr/education.
- OCDE Marché du travail, capital humain et inégalités, www.oecd.org/fr/emploi/travail.

Pourcentage des 15-29 ans ni étudiant, ni employé, ni stagiaire

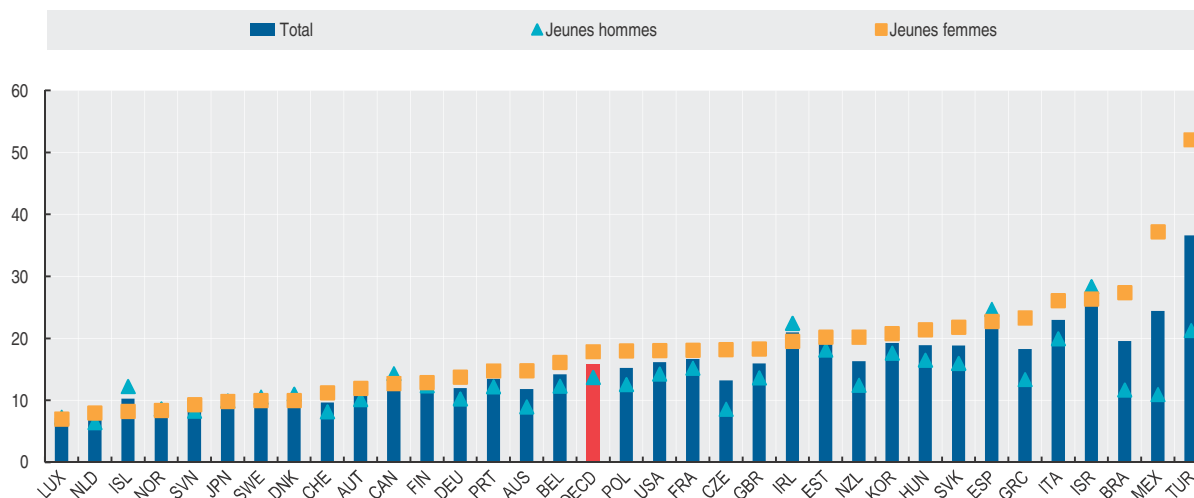
2010 ou dernière année disponible

	Jeunes homes	Jeunes femmes	Total
Allemagne	10.2	13.8	12.0
Australie	9.0	14.8	11.8
Autriche	10.1	12.0	11.1
Belgique	12.3	16.1	14.2
Bésil	11.7	27.4	19.6
Canada	14.3	12.7	13.5
Corée	17.7	20.8	19.2
Danemark	11.0	10.0	10.5
Espagne	24.7	22.8	23.7
Estonie	18.1	20.2	19.1
États-Unis	14.3	18.0	16.1
Finlande	12.4	12.9	12.6
France	15.2	18.1	16.7
Grèce	13.4	23.3	18.3
Hongrie	16.5	21.4	18.9
Irlande	22.4	19.5	21.0
Islande	12.2	8.2	10.3
Israël	28.4	26.4	27.4
Italie	20.0	26.1	23.0
Japon	9.9	9.8	9.9
Luxembourg	7.3	7.0	7.1
Mexique	11.0	37.2	24.4
Norvège	8.6	8.4	8.5
Nouvelle-Zélande	12.4	20.2	16.3
Pays-Bas	6.4	8.0	7.2
Pologne	12.5	18.0	15.2
Portugal	12.2	14.8	13.5
Republique slovaque	16.0	21.8	18.8
République tchèque	8.6	18.2	13.2
Royaume-Uni	13.6	18.3	15.9
Slovenie	8.3	9.3	8.8
Suède	10.5	10.0	10.3
Suisse	8.2	11.2	9.7
Turquie	21.3	52.1	36.6
OCDE	13.7	17.9	15.8

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932679718>

Pourcentage des 15-29 ans ni étudiant, ni employé, ni stagiaire

2010 ou dernière année disponible



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932679718>

EMPLOIS ET SALAIRES

L'écart salarial entre hommes et femmes n'est pas ajusté et il est calculé comme la différence entre le salaire médian des hommes et des femmes et le salaire médian des hommes. Les estimations de salaire utilisées dans les calculs correspondent aux rémunérations brutes des travailleurs salariés à plein temps. Les bas salaires correspondent aux salaires inférieurs à deux tiers du salaire médian brut de tous les travailleurs à plein temps.

En bref

À l'école, les filles affichent aujourd'hui des résultats équivalents, voire supérieurs, à ceux des garçons dans la plupart des matières fondamentales. Pourtant, elles continuent de gagner 15 % de moins en moyenne dans la zone OCDE et ont moins de chances de siéger au conseil d'administration ou au sein des organes supérieurs de direction des entreprises.

Dans la zone OCDE, l'écart salarial moyen entre hommes et femmes s'est quelque peu resserré ces dernières années, alors qu'il s'établissait à 20 % en 2000. S'il existe dans tous les pays de l'OCDE, son ampleur varie considérablement d'un pays à l'autre. C'est en Hongrie (6 %) et en Pologne (10 %) qu'il est le plus restreint et en Corée (39 %) et au Japon (29 %) qu'il est le plus important.

En règle générale, les revenus augmentent parallèlement au niveau d'études, pour les hommes comme pour les femmes. Dans les pays de l'OCDE, les diplômés de l'enseignement supérieur ont des revenus supérieurs de 55 % en moyenne à ceux des personnes qui ne sont pas diplômées du supérieur. De la même manière, les individus non diplômés du secondaire ont des revenus inférieurs de 23 % aux diplômés du secondaire.

Pour autant, dans tous les pays et quel que soit le niveau d'études, les femmes ont des revenus inférieurs à ceux des hommes et cet écart se creuse à mesure que le niveau d'études augmente. Au cours de sa carrière, un homme diplômé du supérieur peut espérer générer un profit net de 162 000 USD par rapport au coût de ses études, alors que celui des femmes est inférieur d'un tiers environ, à 110 000 USD. Le profit net moyen obtenu pour les études du deuxième cycle du secondaire avoisine 90 000 USD pour les hommes et 67 000 USD pour les femmes.

L'écart salarial hommes-femmes concerne tous les échelons de la hiérarchie des emplois – les femmes les mieux rémunérées perçoivent un revenu inférieur à celui de leurs homologues masculins. Néanmoins, au bas de l'échelle de rémunération, il signifie que les femmes sont plus susceptibles d'occuper un emploi à bas salaire. Dans les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, 18 % environ des travailleurs sont faiblement rémunérés en moyenne, mais ce taux s'élève à 25 % pour les femmes contre 14 % pour les hommes.

Comment expliquer la persistance de l'écart salarial entre hommes et femmes ? À 15 ans, les filles sont plus ambitieuses que les garçons mais la réalité de l'emploi des hommes et des femmes est très différente. Par exemple, à peine un quart des parlementaires des pays de l'OCDE sont des femmes et la barre des 50 % n'a encore jamais été franchie.

L'écart est le même entre les aspirations de l'adolescence et la réalité de l'âge adulte lorsqu'il s'agit des fonctions de direction et d'encadrement. À 15 ans, les filles sont plus nombreuses à viser ce type d'emploi mais lorsqu'elles achèvent leurs études supérieures, les hommes sont près de deux fois plus nombreux

à occuper des postes de direction (9.7 % contre 5.7 % des femmes). Par ailleurs, en moyenne dans l'OCDE, moins d'un tiers des personnes occupant des postes de direction sont des femmes.

Il est difficile de faire évoluer les stéréotypes existants vis-à-vis des carrières : même lorsque les filles optent pour une filière scientifique, elles sont moins nombreuses à choisir de faire carrière dans ce domaine – 71 % des diplômés des filières scientifiques travaillent comme cadres dans les domaines de la physique, des mathématiques et de l'ingénierie, contre 43 % des diplômées.

Dans le domaine scientifique, les femmes ont une prédilection pour les professions médicales et paramédicales, où elles peuvent réaliser une partie de leurs ambitions. On observe ainsi une augmentation du nombre de femmes médecins : en 2009, 43 % des médecins étaient des femmes en moyenne dans la zone OCDE, contre 29 % en 1990.

Sources

- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011*, Perspectives de l'emploi de l'OCDE, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), "Indicateur A8 Quel avantage financier le niveau de formation procure-t-il ?", *Regards sur l'éducation 2012, Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.
- OCDE (2012), *Quels types de carrières filles et garçons envisagent-ils pour leur avenir ?*, PISA à la loupe, No. 14.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2012), *Inégalités hommes-femmes, Il est temps d'agir*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), "Comment les filles réussissent-elles dans leurs études – et les femmes au travail – dans le monde ?", *Les indicateurs de l'éducation à la loupe*, No. 3.

Sites Internet

- OCDE Education, www.oecd.org/fr/education.
- Perspectives de l'emploi de l'OCDE, www.oecd.org/emploi/perspectives.
- OCDE sur la parité, www.oecd.org/fr/parite.



Inégalités salariales de genre

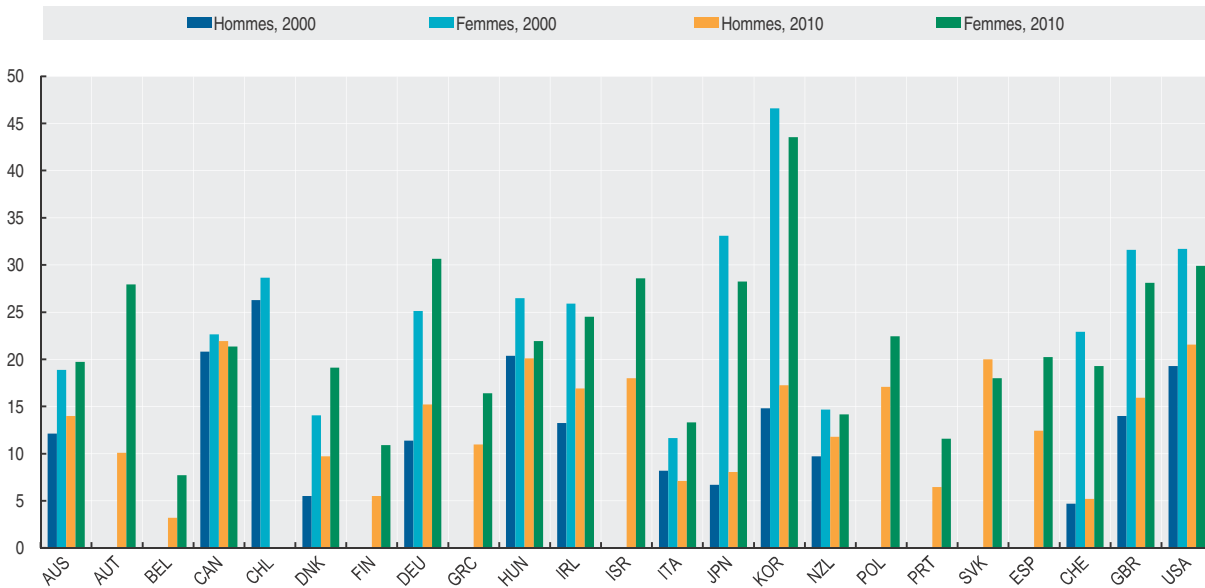
Pourcentage, 2000 et 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932661421>

Incidence des travailleurs à bas salaire par genre

Pourcentage, 2000 et 2010



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932713861>

LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Les entreprises individuelles sont des entreprises non constituées en sociétés et détenues par une seule personne, homme ou femme, qui assume l'entière responsabilité des pertes et des dettes de l'entreprise. Les données portent sur les entreprises individuelles qui emploient au moins une personne.

La proportion des entreprises détenues par des femmes correspond à la part des entreprises dont le propriétaire unique est une femme.

La répartition selon le secteur d'activité des entreprises individuelles détenues par des femmes et des hommes se fait entre trois catégories. La première, "Secteur manufacturier, industries extractives et équipements collectifs" englobe les sections B à E de la NACE Rév. 2 (CITI Rév. 4), la deuxième, "Commerce, transports et hébergement", comprend les sections G à I de la NACE Rév. 2 (CITI Rév. 4), et la troisième, "Services professionnels et de soutien" correspond aux sections M et N de la NACE Rév. 2 (CITI Rév. 4).

En bref

L'entrepreneuriat a un rôle clé à jouer dans l'innovation, l'emploi et la croissance économique. Créer sa propre entreprise peut être un moyen de réaliser une grande idée, mais aussi de créer son propre emploi lorsque la situation est difficile sur le marché du travail. Toutefois, il semble que la création d'entreprise attire plus les hommes que les femmes dans les pays de l'OCDE, et que les entreprises créées par des femmes génèrent en moyenne moins de bénéfices que celles détenues par des hommes. Les travailleuses indépendantes travaillent moins et gagnent moins que leurs homologues masculins. Cela peut-être expliquer les raisons pour lesquelles les femmes créent leur propre entreprise : elles sont plus nombreuses que les hommes à dire avoir franchi le pas par "nécessité", parce qu'elles n'avaient pas d'autre choix pour entrer dans la vie active. Elles choisissent également souvent à créer leur entreprise pour pouvoir gérer plus facilement leur vie professionnelle et familiale.

Quelle qu'en soit la raison, seules 20 à 40 % des entreprises individuelles dans les pays de l'OCDE sont dirigées par des femmes. Dans les 27 États membres de l'UE, 25 % seulement des chefs d'entreprise ayant des employés sont des femmes et leur proportion n'a que peu augmenté au cours des dix dernières années. C'est également le cas au Canada et aux États-Unis, même si la hausse est plus marquée au Chili, en Corée et au Mexique.

De fait, le Mexique et la Corée sont désormais les pays où le pourcentage d'entreprises individuelles détenues par des femmes est le plus élevé (à 40 % environ) même si le taux d'activité des femmes dans ces deux pays est inférieur au taux moyen de 57 % dans l'OCDE (53 % des femmes coréennes et 43 % des femmes turques travaillent).

Les femmes qui choisissent de créer leur entreprise optent pour des domaines d'activité bien différents des hommes – elles sont plus susceptibles de choisir la vente en gros ou au détail, les transports et l'hébergement que le secteur manufacturier. En Corée et au Mexique, les femmes chefs d'entreprise semblent suivre ce schéma, puisque 58 % d'entre elles travaillent dans la vente, les transports et l'hébergement en Corée, et 76 % au Mexique. Les femmes italiennes semblent échapper aux stéréotypes dans ce domaine, puisque 11 % des entreprises détenues par des femmes relèvent du secteur manufacturier, soit un niveau proche des 13 % chez les hommes.

En règle générale, les entreprises détenues par des femmes sont également moins grandes et ont un chiffre d'affaires inférieur, peut-être parce que les femmes ont moins d'expérience de la direction d'entreprise, et donc obtiennent plus difficilement des prêts et des investissements. Mais aucun élément ne prouve qu'elles risquent davantage de faire faillite – dans la plupart des pays, les entreprises nouvelles créées par des femmes et des hommes ont autant de chances d'exister encore trois ans après leur création. Les résultats en termes de création d'emplois au cours des premières années d'existence sont très variables selon les pays, les femmes chefs d'entreprise réussissant mieux que les hommes sur ce plan dans certains pays, et moins bien dans d'autres.

Sources

- OCDE (2012), *Panorama de l'entrepreneuriat*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Inégalités hommes-femmes, Il est temps d'agir*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

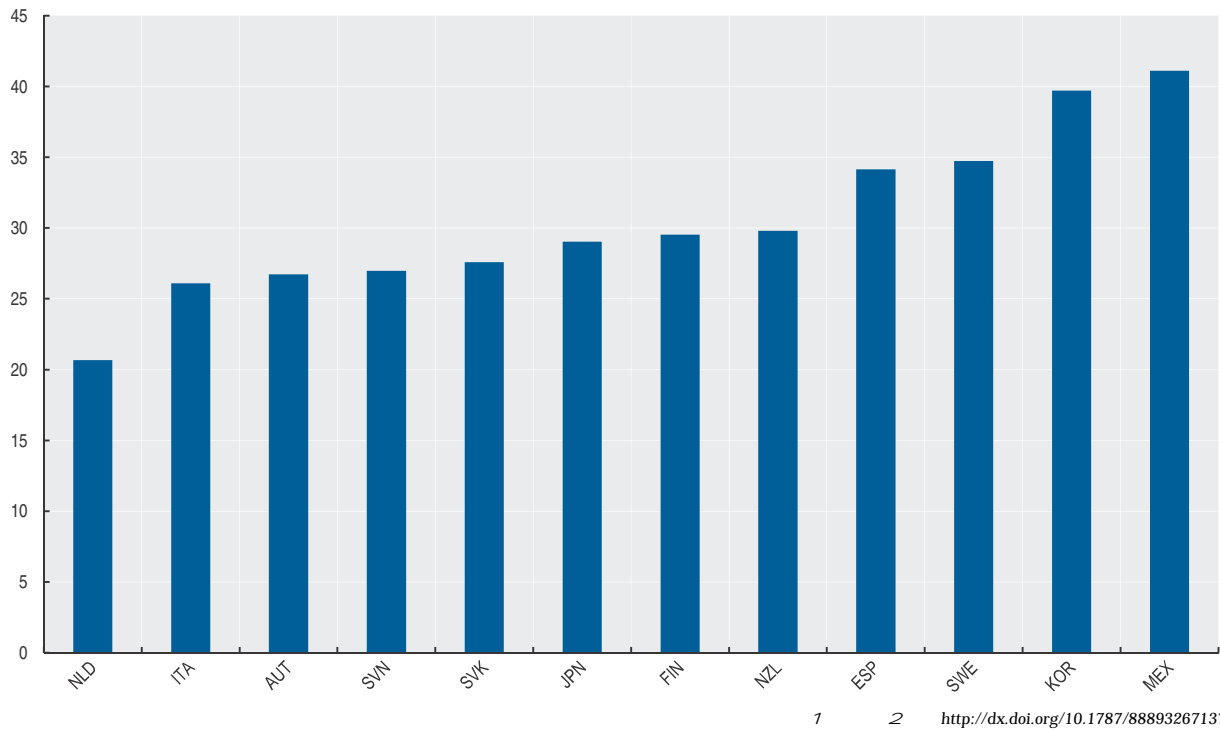
- OCDE (2011), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2011, Perspectives de l'emploi de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Financing SMEs and Entrepreneurs 2012: An OECD Scoreboard*, Éditions OCDE.

Sites Internet

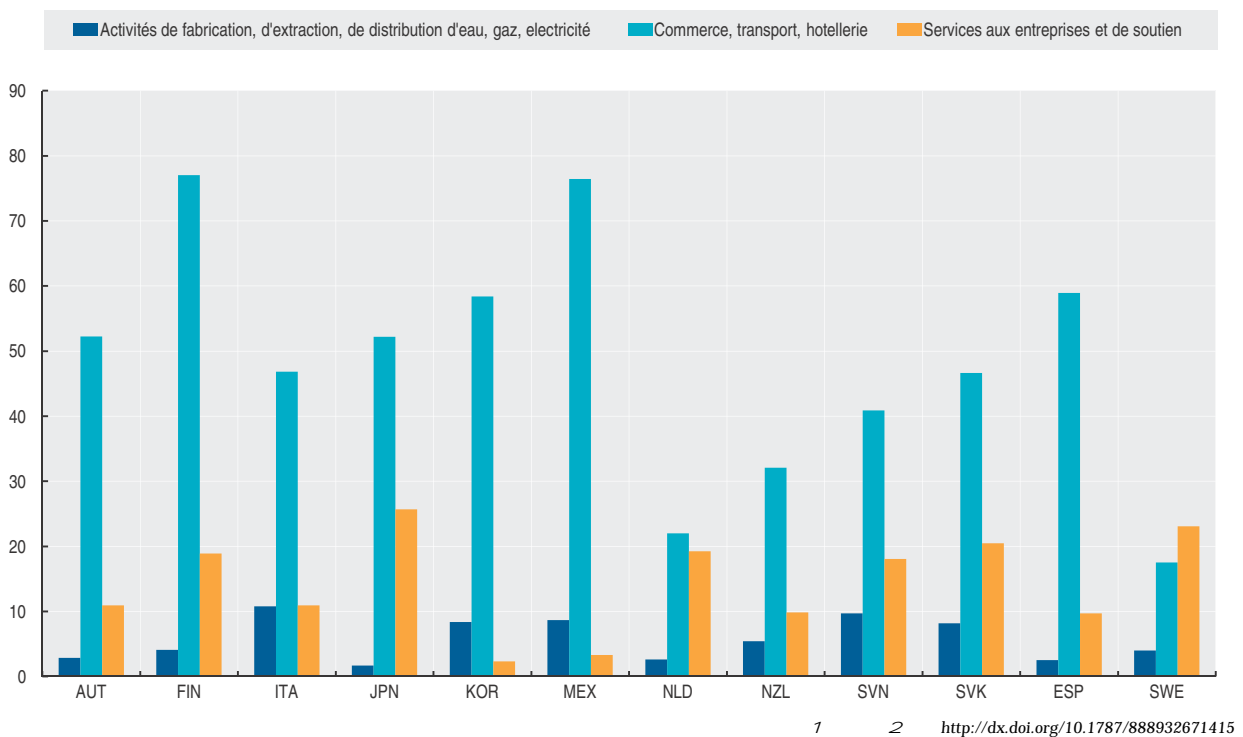
- OCDE Marché du travail, capital humain et inégalités, www.oecd.org/fr/emploi/travail.

Part des entreprises dont l'unique propriétaire est une femme

Pourcentage, 2009 ou dernière année disponible

**Entreprises dont l'unique propriétaire est une femme, répartition par industrie**

Pourcentage, 2009



LE PARTAGE DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

On entend par "heures de travail rémunéré" le nombre moyen d'heures hebdomadaires qu'une personne consacre généralement à son emploi principal. On parle d'emploi à temps plein lorsque plus de trente heures de travail hebdomadaires sont généralement consacrées à l'emploi principal, et d'emploi à temps partiel lorsque moins de trente heures hebdomadaires sont généralement consacrées à l'emploi principal.

Le travail non rémunéré correspond à la production, par les membres de la famille, de biens et services non commercialisés sur le marché. La distinction entre travail non rémunéré et loisirs est définie en fonction du critère de "tierce personne". Si une tierce personne peut être rémunérée pour réaliser l'activité concernée (par ex., la cuisine ou le ménage), on considère qu'il s'agit d'un travail. Lorsque ce n'est pas le cas (regarder un film, par exemple), ces activités sont considérées comme des loisirs. Le temps consacré au travail non rémunéré est évalué à l'aide d'enquêtes détaillées sur l'emploi du temps.

En bref

Qu'il soit rémunéré ou non, le travail occupe environ un tiers de notre temps. Dans la plupart des pays, les individus consacrent plus de temps à un travail rémunéré qu'à des tâches non rémunérées telles que la cuisine, le ménage, le bénévolat, l'entretien de la maison ou les enfants. En moyenne dans les pays de l'OCDE, huit heures environ par jour ouvrable sont consacrées au travail rémunéré, et près de trois heures et demi par jour au travail non rémunéré.

Toutefois, les écarts sont grands entre hommes et femmes dans ce domaine. Dans l'OCDE, les actifs occupés passent en moyenne environ 38 heures par semaine au travail, mais les hommes y consacrent presque un jour de plus par semaine que les femmes, avec 41 heures contre moins de 35. Cependant, les femmes assument bien plus de tâches non rémunérées que les hommes.

En moyenne, les hommes d'âge actif dans les pays de l'OCDE consacrent à peine plus de deux heures par jour aux tâches non rémunérées, alors que les femmes passent plus de quatre heures et demi à faire la cuisine, le ménage ou à s'occuper des enfants - soit un écart de deux heures et demi par jour, c'est-à-dire plus de 17 heures par semaine.

Le temps que les femmes consacrent au travail rémunéré s'est allongé au fil du temps, tandis que celui consacré au travail non rémunéré a diminué, mais elles assument toujours plus de tâches non rémunérées que les hommes dans tous les pays.

En Corée par exemple, les femmes consacrent en moyenne 41,7 heures au travail rémunéré, et les hommes, 46,7 heures, mais en ce qui concerne le travail non rémunéré (cuisine, ménage, enfants, bénévolat), les femmes d'âge actif y consacrent près de trois heures par jour, contre à peine 45 minutes pour les hommes. Aux Pays-Bas, où les femmes travaillent 24,5 heures par semaine et les hommes, 35,7 heures, les femmes passent plus de quatre heures par jour à effectuer un travail non rémunéré, contre deux heures environ pour les hommes.

Même en Australie et en Turquie, où les individus consacrent légèrement plus de temps au travail non rémunéré qu'au travail rémunéré, les femmes passent plus de temps aux tâches non rémunérées que les hommes.

À quoi correspond tout ce travail non rémunéré ? La majorité de ce temps est consacrée à la cuisine et au ménage - en moyenne 2 heures et 8 minutes par jour dans l'ensemble de

l'OCDE, après quoi viennent les membres de la famille dont il faut s'occuper (26 minutes par jour). Les courses prennent quant à elles 23 minutes par jour en moyenne. Le temps consacré à la famille comprend les enfants, mais aussi les personnes âgées ou dépendantes. Environ 66 % des 50-64 ans qui s'occupent des membres de leur famille sont des femmes.

Les tâches non rémunérées contribuent très largement au bien-être des individus et de la société dans son ensemble, quel que soit celui ou celle qui s'en charge. L'évaluation du temps que les femmes et les hommes y consacrent fournit des informations précieuses sur l'offre de services de garde et sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Sources

- OCDE (2011), *Panorama de la société : Les indicateurs sociaux de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail*.

Pour en savoir plus

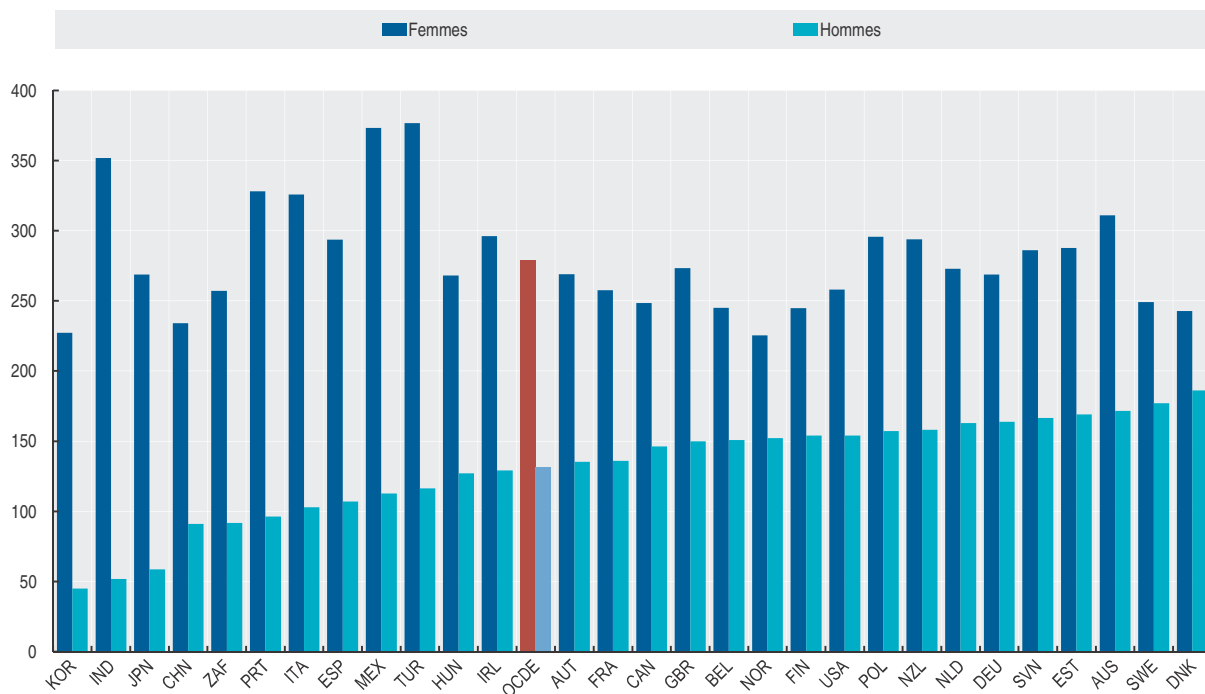
Publications analytiques

- Miranda, V. (2011), "Cooking, Caring and Volunteering: Unpaid Work Around the World", *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, No. 116, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Inégalités hommes-femmes, Il est temps d'agir*, Éditions OCDE.



Travail non rémunéré, par genre

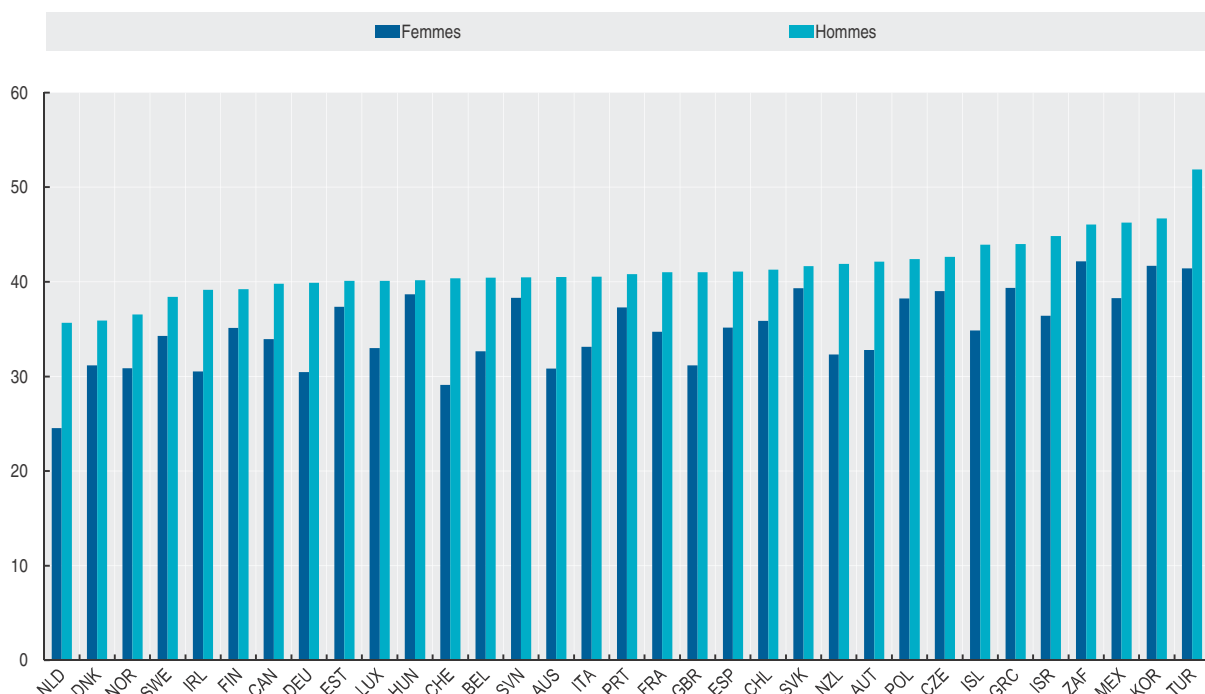
Minutes par jour, 1998-2009



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932382444>

Travail rémunéré, par genre

Durée moyenne hebdomadaire du travail dans l'emploi principal, 2011



1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932714241>

SANTÉ

Le surpoids et l'obésité se définissent comme un poids excessif présentant des risques pour la santé en raison de la forte proportion de graisse corporelle.

Pour les mesures, on se sert le plus souvent de l'indice de masse corporelle (IMC), chiffre représentant le rapport du poids d'un individu à sa taille. Les adultes en surpoids ou obèses sont ceux dont l'IMC dépasse 25 kg/m². Dans la plupart des pays, les taux de surpoids et d'obésité sont estimés à partir d'enquêtes sur la taille et le poids réalisées auprès de la population. Toutefois, un tiers environ des pays de l'OCDE tirent leurs estimations d'examen de santé. Ces différences limitent la comparabilité des données, les estimations tirées d'examen de santé étant généralement plus élevées et plus fiables que les informations fournies lors d'entretiens sur l'état de santé. Pour de plus amples détails, voir l'indicateur "Surpoids et obésité".

Les estimations de la prévalence du surpoids chez les enfants ont été réalisées par l'International Association for the Study of Obesity (IASO), elles s'appuient sur des enquêtes nationales relatives à la taille et au poids des enfants.

En bref

Notre santé s'améliore-t-elle ? En tout cas, nous vivons plus longtemps : depuis 1960, l'espérance de vie a augmenté en moyenne dans l'OCDE de plus de 11 ans, même si l'écart entre les sexes est considérable. Les femmes vivent en moyenne près de six ans de plus, soit 83 ans, que les hommes (77 ans).

Les facteurs qui déterminent l'espérance de vie des individus sont nombreux et complexes, mais le mode de vie joue assurément un rôle sur la longévité et l'état de santé, quel que soit le sexe. Le surpoids et l'obésité ont par exemple une influence sur toute une série de problèmes potentiellement mortels, du diabète jusqu'aux maladies cardiaques : les personnes qui souffrent d'obésité sévère décèdent 8 à 10 ans plus tôt que celles qui ont un poids normal, un chiffre comparable à celui observé pour les fumeurs.

Jusqu'en 1980, moins d'une personne sur dix était obèse dans les pays de l'OCDE, mais depuis, de nombreux pays ont vu leur taux d'obésité doubler, voire tripler, jusqu'à atteindre 59 % des hommes et 47 % des femmes en surpoids ou obèses. En outre, c'est un problème qui apparaît à un stade précoce. Les taux de surpoids et d'obésité chez les enfants sont montés en flèche au cours des trente dernières années. Bien que ces taux soient plus de deux fois inférieurs à ceux des adultes et que l'écart entre filles et garçons soit bien moindre, les garçons sont toujours plus susceptibles d'être en surpoids ou obèses : 23 % des garçons de 5 à 17 ans le sont, contre 21 % des filles. La Grèce enregistre le plus fort taux d'enfants en surpoids et obèses (45 % des garçons et 37 % des filles), alors que la Turquie est le pays où il y a le moins de garçons en surpoids (11 %) et la Corée celui où il y a le moins de filles en surpoids (10 %).

Aux États-Unis, les filles sont légèrement plus susceptibles que les garçons d'être en surpoids ou obèses (36 %, contre 35 % pour les garçons). Cet écart se creuse et s'inverse à l'âge adulte, les États-Unis ayant le pourcentage le plus élevé d'hommes en surpoids ou obèses de tous les pays de l'OCDE (74 %), alors que le taux pour les femmes est de 65 %. Le Mexique a la proportion la plus élevée de femmes en surpoids et obèses (72 %) et est le seul pays membre où les femmes dépassent les hommes dans ce domaine. C'est au Japon que la population est la moins touchée, puisqu'à peine 30 % des hommes et 21 % des femmes sont concernés. En dehors de l'OCDE, plus de la moitié des

hommes brésiliens (52%) et des femmes sud-africaines (55 %) sont en surpoids ou obèses, alors qu'en Inde et en Indonésie, moins d'un homme sur dix est dans cette catégorie.

Le sexe et le statut social jouent un rôle dans la probabilité qu'un adulte, et ses enfants, soient en surpoids. Dans plusieurs pays de l'OCDE, les femmes peu instruites sont deux à trois fois plus susceptibles d'être en surpoids que les femmes mieux instruites (ces différences sont bien moindres chez les hommes). Ces femmes ont également plus de risques d'avoir des enfants en surpoids ou obèses, qui seront eux-mêmes moins susceptibles de gravir l'échelle sociale.

Les données les plus récentes donnent à penser que les taux d'obésité se stabilisent, mais les écarts entre les sexes dans ce domaine sont toujours importants.

Sources

- "Dépenses de santé et financement", Statistiques de l'OCDE sur la santé (Base de données)
- OCDE (2012), OECD Obesity Update 2012, *The Economics of Prevention*, Paris. OCDE (2011), *Health at a Glance: OECD Indicators*, Éditions OCDE.
- OCDE (2010), *L'obésité et l'économie de la prévention*, Objectif santé, Éditions OCDE.
- Voir également le tableau correspondant au indicateur Santé : Surcharge pondérale et obésité.

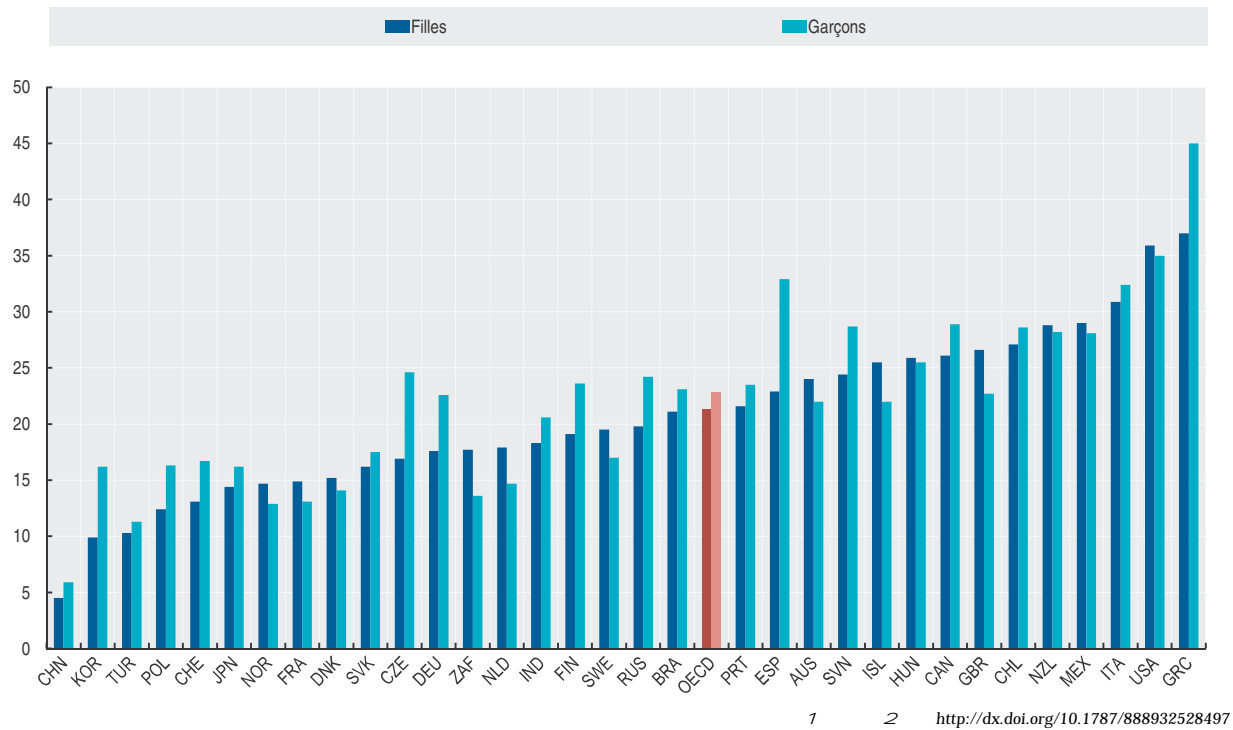
Pour en savoir plus

Sites Internet

- Santé, www.oecd.org/fr/sante.
- Base de données de l'OCDE sur la santé, www.oecd.org/sante/basedonnees.

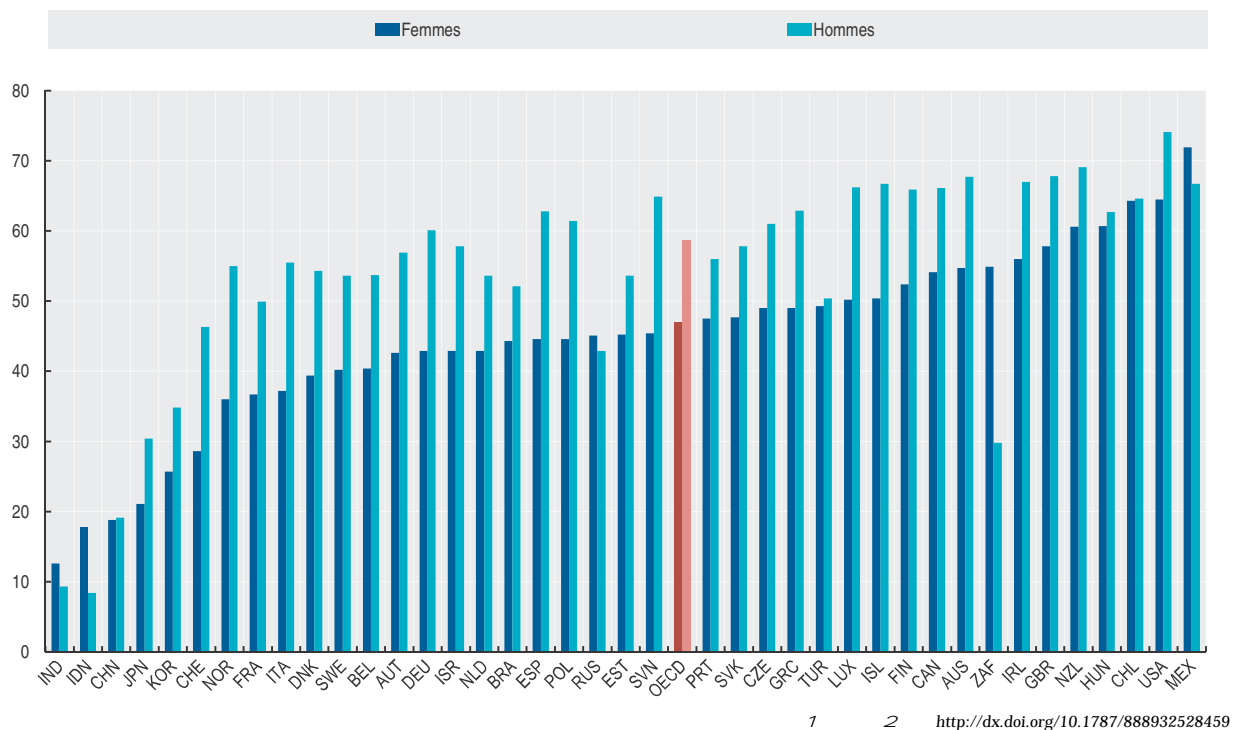
Obésité et surpoids chez les enfants

Pourcentage, enfants de 5 à 17 ans, en surpoids ou obèses, dernière estimation disponible



Obésité et surpoids chez les adultes

Pourcentage, 2010 ou dernière année disponible



VIEILLISSEMENT ET PAUVRETÉ

Dans les comparaisons internationales réalisées par l'OCDE, la pauvreté est considérée comme un concept relatif. L'instrument de mesure de la pauvreté s'appuie sur le revenu médian des ménages dans un pays et à un moment donnés.

Le seuil de pauvreté est établi à 50 % de la médiane nationale du revenu disponible équivalent des ménages. Il faut noter que le recours à un seuil arbitraire spécifique comme celui de 50 % du revenu médian peut être fortement influencé par le niveau des pensions minimum dans certains pays (comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande), étant donné qu'un plus grand nombre de retraités peut être regroupé autour du seuil médian de 50 %.

En bref

Dans la plupart des pays de l'OCDE, les femmes âgées sont plus nombreuses que les hommes puisqu'elles représentent 53 % des 66-75 ans et 60 % des plus de 75 ans. Cette situation s'explique par le fait que les femmes vivent, en moyenne, cinq ans et demi de plus que les hommes. Cependant, les femmes représentent également la plus grande partie des retraités pauvres : dans la zone OCDE, 15 % des femmes de plus de 65 ans vivent dans la pauvreté, contre 11 % des hommes.

Deux explications : les femmes accumulent moins de droits à pension que les hommes et elles finissent souvent leur vie seules avec un revenu relativement limité.

De nombreuses pensions sont indexées sur les revenus : étant donné que les femmes travaillent moins longtemps que les hommes et que leurs salaires sont inférieurs, elles perçoivent des pensions moins élevées. Les femmes âgées d'aujourd'hui ont généralement travaillé moins longtemps et ont été moins bien payées que les femmes plus jeunes. Elles ont également fondé une famille plus tôt et eu plus d'enfants, avec de longues périodes sans emploi rémunéré voire un arrêt total de leur carrière professionnelle. Dans plusieurs pays, l'âge légal de la retraite pour les femmes est inférieur à celui des hommes (mais la situation évolue) : même si elles travaillent toute leur vie, elles travaillent donc moins longtemps et cotisent moins pour leur retraite.

Ainsi, en 2008-2009, dans les pays de l'OCDE, les femmes de 65 ans avaient en moyenne travaillé 13 ans de moins que les hommes du même âge. Cette carrière professionnelle plus courte suppose également que les femmes peuvent ne pas être en mesure de s'acquitter de leurs cotisations minimum pour les pensions non indexées sur les revenus et être ainsi contraintes de dépendre des minima vieillesse ou des pensions non contributives minimales. Aux États-Unis par exemple, le revenu des femmes provenant des pensions du régime public était inférieur de 40 % à celui des hommes à la fin des années 2000.

Le taux de pauvreté plus élevé après la retraite concerne toutes les femmes, qu'elles soient mariées ou célibataires. Étant donné qu'elles vivent plus longtemps que les hommes, les femmes sont plus susceptibles de perdre leur conjoint et de dépendre d'une faible pension de réversion pour tout revenu. Le fait de vivre seul est en soi un facteur déterminant de la pauvreté : les personnes âgées qui vivent seules ont 2.5 fois plus de chances de vivre dans la pauvreté que celles qui vivent à deux. Mais dans la plupart des pays, le taux de pauvreté est plus élevé parmi les femmes qui vivent seules que chez les hommes qui vivent seuls et le risque de pauvreté le plus élevé touche les femmes de plus de 75 ans.

De nombreux pays de l'OCDE ont adopté des dispositifs spécifiques pour compenser les interruptions de carrière des femmes qui arrêtent de travailler pour élever leurs enfants. S'ils aident à améliorer les droits à pension des mères, ces dispositifs ne peuvent pas complètement corriger l'effet des interruptions de carrière.

Sources

- OCDE (2012), *Les pensions dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Inégalités hommes-femmes, Il est temps d'agir*, Éditions OCDE.

Pour en savoir plus

Publications analytiques

- OCDE (2008), *Croissance et inégalités : Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Toujours plus d'inégalité, Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'OCDE sur les pensions 2012*, Éditions OCDE.

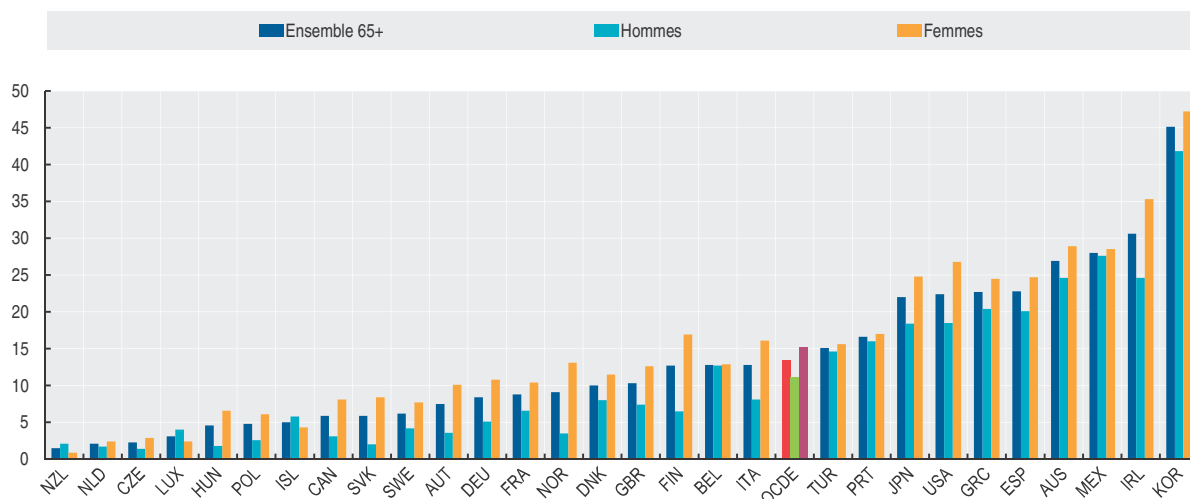
Taux de pauvreté monétaire, par genre, milieu des années 2000

	Ensemble 65+	Personnes âgées (de plus de 65 ans)						Ensemble de la population (tous âges confondus)
		Par âge		Par sexe		Par type de ménage		
		66-75	75+	Hommes	Femmes	Seul	Couple	
Allemagne	8.4	6.5	11.1	5.1	10.8	15.0	4.7	11.0
Australie	27	26.1	28.3	24.6	28.9	49.9	17.7	12.4
Autriche	7.5	5.3	10.2	3.6	10.1	16.4	3.9	6.6
Belgique	12.8	10.5	16.0	12.7	12.9	16.7	10.0	8.8
Canada	5.9	5.2	6.8	3.1	8.1	16.2	3.9	12.0
Corée	45.1	43.3	49.8	41.8	47.2	76.6	40.8	14.6
Danemark	10.0	6.9	13.7	8.0	11.5	17.5	3.8	5.3
Espagne	22.8	20.0	26.4	20.1	24.7	38.6	24.2	14.1
États-Unis	22.4	20.0	27.4	18.5	26.8	41.3	17.3	17.1
Finlande	12.7	8.2	19.5	6.5	16.9	28.0	3.9	7.3
France	8.8	7.2	10.6	6.6	10.4	16.2	4.1	7.1
Grèce	22.7	19.2	27.8	20.4	24.5	34.2	17.6	12.6
Hongrie	4.6	4.2	5.5	1.8	6.6	11.1	0.8	7.1
Irlande	30.6	25.8	37.1	24.6	35.3	65.4	9.4	14.8
Islande	5.0	5.0	5.0	5.8	4.3	9.8	2.3	7.1
Italie	12.8	11.2	15.2	8.1	16.1	25.0	9.4	11.4
Japon	22.0	19.4	25.4	18.4	24.8	47.7	16.6	14.9
Luxembourg	3.1	3.4	2.6	4.0	2.4	3.6	2.9	8.1
Mexique	28.0	26.3	31.2	27.6	28.5	44.9	20.9	18.4
Norvège	9.1	3.8	14.6	3.5	13.1	20.0	1.2	6.8
Nouvelle-Zélande	1.5	1.6	1.4	2.1	0.9	3.2	1.1	10.8
Pays-Bas	2.1	2.2	2.0	1.7	2.4	2.6	2.3	7.7
Pologne	4.8	5.4	3.8	2.6	6.1	6.0	5.9	14.6
Portugal	16.6	14.4	19.9	16.0	17.0	35.0	15.7	12.9
République slovaque	5.9	3.2	10.6	2.0	8.4	10.4	2.9	8.1
République tchèque	2.3	2.0	2.6	1.4	2.9	5.6	2.0	5.8
Royaume-Uni	10.3	8.5	12.6	7.4	12.6	17.5	6.7	8.3
Suède	6.2	3.4	9.8	4.2	7.7	13.0	1.1	5.3
Turquie	15.1	14.9	15.6	14.6	15.6	37.8	17.3	17.5
OCDE	13.5	11.7	16.1	11.1	15.2	25.0	9.5	10.6

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932547554>

Taux de pauvreté monétaire, par genre, milieu des années 2000

Personnes de 65 ans et plus

1 2 <http://dx.doi.org/10.1787/888932547554>

Index analytique

A

Accès à l'information	210
Accès Internet, voir : Ordinateurs, Internet et télécommunications	164
Accidents, voir : Accidents mortels de la route	126
Accidents mortels de la route	126
Actifs financiers, voir : Actifs financiers des ménages	70
Administrations publiques, voir :	
Besoin de financement net	198
Coûts de production	206
Dépenses	204
Dépenses et recettes par habitant	204
Passif financier brut	200
Recettes	198
Agriculture, voir : Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	54
Aide au développement, voir : Aide publique au développement	220
Aide étrangère, voir : Aide publique au développement	220
Aide publique au développement (APD)	220
Approvisionnements totaux en énergie primaire (ATEP), voir :	
par habitant	110
par région	110
par unité du PIB	110
Aquaculture, voir :	
Concours publics à la pêche	218
Pêcheries	170
Aquaculture, débarquements des pêches	170
Aspirations professionnelles des jeunes	182

B

Balance des opérations, voir :	
Balance des opérations courantes	90
Balance des opérations courantes	90
Balance des paiements	90
Bien-être et conditions de vie, voir :	
Revenu disponible des ménages	62
Biens et services, voir : Balance commerciale	80
Biotechnologie, voir :	
Biotechnologie	156
Dépenses de recherche et développement (R-D)	150
Brevets	154

C

Chercheurs	152
Chômage, voir :	
À long terme	144
Égalité hommes-femmes	254
Inactivité des jeunes	184
Par région	146
Population étrangère et née à l'étranger	24
Taux	142
Chômage des jeunes, voir :	
Égalité hommes-femmes	254
Inactivité des jeunes	184
Coefficient de Gini, voir : Taux de chômage par région	146
Commerce, voir :	
Balance	82
Biens, international	80
Marchandises	84
Partenaires	84
Services, international	82
Communications, voir :	
Investissement dans les TIC	160
Secteur des TIC	164
Compétitivité, voir :	
Taux de change effectifs réels	104
Conflits d'intérêts	208
Consommation d'alcool	240
Consommation de tabac, voir : Fumer	238
Consommation d'eau	168
Coûts de production	206
Coûts unitaires de la main-d'œuvre	48
Croissance annuelle, voir :	
Exportations de biens	80
Exportations de services	82
Importations de biens	80
Importations de services	82
Croissance de la valeur ajoutée par activité	52
Culture, voir : Évaluation internationale des élèves	178

D

Déchets municipaux	174
Déficits publics, voir : Dette publique	200
Dépendance des personnes âgées, voir :	
Dépenses sociales	212
Population dépendante	18
Taux de population, régions	22
Dépense intérieure brute de recherche et développement	150

Dépenses, voir :		Emplois	256
Défense	202	Entrepreneuriat	258
Éducation	194	Pauvreté des personnes âgées	264
Éducation, privée, enseignement supérieur	192	Surpoids et obésité	262
Enseignement supérieur	190	Surpoids et obésité des enfants	262
Recherche et développement (R-D)	150	Travail non rémunéré	260
Retraites	214	Électricité	112
Santé	248	Émissions de CO ₂ , voir :	
Social	212	Émissions de dioxyde de carbone (CO ₂)	172
Structure des coûts de production des administrations publiques	206	Pétrole	172
Structure des dépenses du gouvernement central par fonction	204	Émissions de gaz à effet de serre, voir :	
Dépenses consacrées à la défense, l'ordre public et la justice	202	Émissions de dioxyde de carbone	172
Dépenses militaires, voir : Dépenses consacrées à la défense	202	Emploi, voir : Travail	
Dépenses publiques, voir :		Croissance, régions	138
Dépenses des administrations publiques	204	Égalité hommes-femmes	254
Recettes et déficits	198	Emploi non salarié	136
Dépenses sociales	212	Taux d'emploi selon le sexe	130
Déscolarisés et inactifs, voir :		Taux, âge	132
Égalité hommes-femmes	254	Taux, personnes nées à l'étranger	28
Dette, voir :		Taux, régions	138
Dette des ménages	72	Temps partiel	134
Dette publique	200	Emploi à temps partiel, voir : Temps partiel, emploi	134
Dette publique	200	Emploi non salarié, voir : Emploi	136
Docteurs, voir : Médecins	244	Emplois, voir :	
		Aspirations professionnelles des jeunes	182
		Égalité hommes-femmes	256
		Énergie, voir :	
		Approvisionnement total	108
		Approvisionnement, par habitant	110
		Intensité	110
		Nucléaire	114
		Prix du pétrole	120
		Production de pétrole	118
		Production d'électricité	112
		Renouvelable	116
		Énergies renouvelables	116
		Enseignement supérieur, voir :	
		Dépenses	190
		Dépenses privées, enseignement supérieur	192
		Niveau supérieur	188
		Entrepreneuriat, voir :	
		Création d'entreprise	258
		Emploi non salarié	136
		Petites et moyennes entreprises	56
		Épargne, voir :	
		Dette publique	200
		Épargne des ménages	64
		Revenu national par habitant	60
		Espérance de vie	232

E

Écart salarial, voir : Égalité hommes-femmes	256
Écoles, Désavantages	180
Éducation, voir :	
Dépenses par étudiant	190
Dépenses privées, enseignement supérieur	192
Dépenses publiques et privées	194
Égalité hommes-femmes	254
Enseignement supérieur	188
Études à l'étranger	186
Évaluation des élèves	178
Inactivité des jeunes	184
Investissement	194
Investissement, enseignement supérieur	192
Niveau	188
Éducation supérieure	188
Égalité hommes-femmes, voir :	252
Chômage	254
Écart salarial	256
Éducation	254
Emploi	254

Études à l'étranger	186	Inflation (IPC)	94
Étudiants internationaux et étrangers, voir :		Investissement direct étranger (IDE), voir :	
Études à l'étranger	186	Indice de restrictivité de la réglementation de l'IDE	86
Évaluation internationale des élèves, voir :		Stocks d'IDE	86
PISA	178	Investissement étranger, voir : Investissements directs étrangers	86
Exode des cerveaux, voir : Migration, chômage	30	Investissement immobilier, voir :	
Exportations, voir :		Taux d'investissement	40
Balance commerciale	80	Investissement industriel, voir :	
Biens	78	Taux d'investissement	40
Biens TIC	162		
Croissance annuelle relative des importations de services	82		
Partenaires commerciaux	84		
Services	78		
		J	
		Jeunes déscolarisés et inactifs, voir :	
		Inactivité des jeunes	184
F		L	
Familles triadiques de brevets, voir : Brevets	154	Liberté d'information, voir :	
Formation brute de capital fixe, voir :		Transparence du gouvernement	210
Taux d'investissement	40		
Fumer	238		
		M	
I		Maladie mentale	236
Importations, voir :		Médecins, voir :	
Balance commerciale	80	Docteurs	244
Biens	80	Répartition	244
Part des échanges internationaux dans le PIB	78	Ménages, voir :	
Partenaires commerciaux	84	Actifs financiers	70
Services	82	Actifs non financiers	74
Impôts, voir :		Épargne	64
Biens et services	224	Patrimoine	70
Rémunération et profits	228	Revenu disponible	62
Indice de Gini, voir : PIB régional par habitant	38	Migration, voir :	26
Indice de prix, voir :		Chômage	30
Indices des prix à la production (IPP)	96	Emploi	28
Indices des prix à la consommation	94	Population étrangère et immigrée, tendance	24
Indices des prix à la consommation	94	Mortalité des enfants, voir : Mortalité infantile	234
Indices des prix à la production (IPP), voir :		Mortalité infantile	234
Parités de pouvoir d'achat	100		
Taux de conversion	100		
Industrie, voir : Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	54	N	
Industrie manufacturières, voir :		Né à l'étranger, voir :	
IPP: produits manufacturés domestiques	96	Migration, tendance	26
Salariés dans l'industrie manufacturière	56	Taux de chômage	30
Inégalité, voir :			
Égalité hommes-femmes	252	O	
Inégalité des revenus	66	Obésité	242
Infirmières	246	Ordinateur, internet et télécommunications	164

P	
Parités de pouvoir d'achat	100
Part de la population dépendante, voir :	
Taux de dépendance des personnes âgées	18
Passifs financiers, voir : Dette publique	200
Patrimoine, ménages	70
Pauvreté, voir :	
Pauvreté monétaire	68
Pauvreté des personnes âgées, Égalité hommes-femmes	264
Pêche, transferts financiers publics, voir :	
Concours publics à la pêche	218
Petites et moyennes entreprises	56
Pétrole, voir :	
Prix	120
Production	118
Pétrole brut, voir :	
Prix au comptant	120
Prix d'importation	120
PISA, voir : Évaluation internationale des élèves	178
Pollution, voir : Émissions de dioxyde de carbone	172
Population, voir :	
En niveau	12
Migration, tendance	26
Population âgée	22
Population dépendante	18
Population en âge de travailler	12
Population étrangère et immigrée	24
Population mondiale	12
Région	20
Répartition, régions	20
Taux de croissance démographique	12
Prix, voir : Indices des prix à la production	96
Production d'électricité nucléaire	114
Production des déchets, voir :	
Déchets municipaux	174
Productivité, voir :	
Croissance de la productivité du travail	44
Productivité et bilan de la croissance	46
Produit intérieur brut (PIB), voir :	34
Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	54
Croissance	36
Croissance du PIB réel	36
par habitant	34
par habitant et productivité du travail	44
Par heure travaillée	42
Par région	38
Productivité et bilan de la croissance	46
Produits raffinés, voir : Proportion des produits raffinés par produit	118

R	
Recettes fiscales	224
Recherche et développement (R-D), voir :	150
Biotechnologie	156
Brevets	154
Chercheurs	152
Dépenses	150
Retraites, dépenses Retraites	214
Revenu disponible réel des ménages	62
Revenu national par habitant (RNN), voir :	
Revenu national brut et net par habitant	60
Revenus, voir :	
Égalité hommes-femmes	256
Inégalité	66
Pauvreté	68
Revenu national brut et net par habitant	60
Revenus des ménages	62
RNB, voir : Revenu national brut et net par habitant	60

S	
Salaires, voir : Rémunération du travail	50
Salariés dans l'industrie manufacturière	56
Santé, voir :	
Alcool	240
Dépenses	248
État de santé	232
Fumer	238
Infirmières	246
Obésité	242
Ressources	244
Risques	238
Services, voir :	
Importations de services	82
Valeur ajoutée réelle dans les services	52
Services marchands, voir : Contribution à la croissance de la valeur ajoutée par activité	54
Services publics, voir : Contribution à la croissance de la valeur ajoutée dans les services	54
Soutien aux producteurs agricoles	216
Suicides	236
Surpoids et obésité, voir :	242
Des enfants	262
Égalité hommes-femmes	262

T	
Taux de change, voir :	100
Taux de change effectifs réels	104
Taux de conversion	100

Taux de conversion	100	Transport, voir :	
Taux de fécondité	16	de marchandises	122
Taux de mortalité, voir : Mortalité infantile	234	de passagers	124
Taux des naissances, voir :		Travail, voir :	
Taux de fécondité	12	Croissance de la productivité	44
Taux de mortalité infantile	234	Durée effective du travail	140
Taux d'intérêt	98	Emploi	130
Taux d'investissement	40	Niveaux de la productivité	42
Technologies de l'information et des communications (TIC), voir :		Rémunération	50
Exportations	162	Travail non rémunéré, voir : Égalité hommes-femmes	260
Investissement	160		
Secteur	164		
Télécommunications, voir : Ordinateurs, Internet et télécommunications	164		
Téléphones, voir : Télécommunications	164		
Transparence du gouvernement	208		

V

Valeur ajoutée par activité	52
Valeur ajoutée réelle dans les services	52

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux liés à la mondialisation. À l'avant-garde des efforts engagés pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles suscitent, l'OCDE aide les gouvernements à y faire face en menant une réflexion sur des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et la problématique du vieillissement démographique. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de confronter leurs expériences en matière d'action publique, de chercher des réponses à des problèmes communs, de recenser les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Panorama des statistiques de l'OCDE 2013

ÉCONOMIE, ENVIRONNEMENT ET SOCIÉTÉ

Plus de 100 indicateurs couvrent un très large éventail de domaines : l'agriculture, la production économique, l'aide au développement, l'éducation, l'énergie, l'environnement, la santé, la richesse des ménages, l'industrie, les technologies de l'information et de la communication, le commerce international, la main-d'œuvre, la population, la fiscalité, les dépenses publiques et la transparence et la R-D. En outre, le *Panorama des statistiques* consacre un chapitre spécial aux statistiques sur l'égalité entre les sexes.

Les données sont fournies pour tous les pays membres de l'OCDE (y compris les totaux des superficies) et pour certaines économies non membres (notamment le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la Russie et l'Afrique du Sud). Pour chaque indicateur, il y a une double page : une page de texte comporte une brève introduction, puis une définition détaillée de l'indicateur, des commentaires sur la comparabilité des données, une évaluation des tendances à long terme liées à l'indicateur et une liste de références pour de plus amples informations sur l'indicateur ; la page opposée contient un tableau et un graphique qui illustre – d'un coup d'œil – le message clé véhiculé par les données. Pour chaque tableau est fourni un « StatLink » dynamique où les lecteurs peuvent télécharger les données correspondantes.

Sommaire

Population et migration
Production et productivité
Revenus et patrimoine des ménages
Mondialisation
Prix
Énergie et transport
Travail
Science et technologies
Environnement
Éducation
Gouvernement
Santé
Égalité hommes-femmes

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : <http://dx.doi.org/10.1787/factbook-2013-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.